

4



ANNALES
DE
L'ABBAYE D'AIGUEBELLE

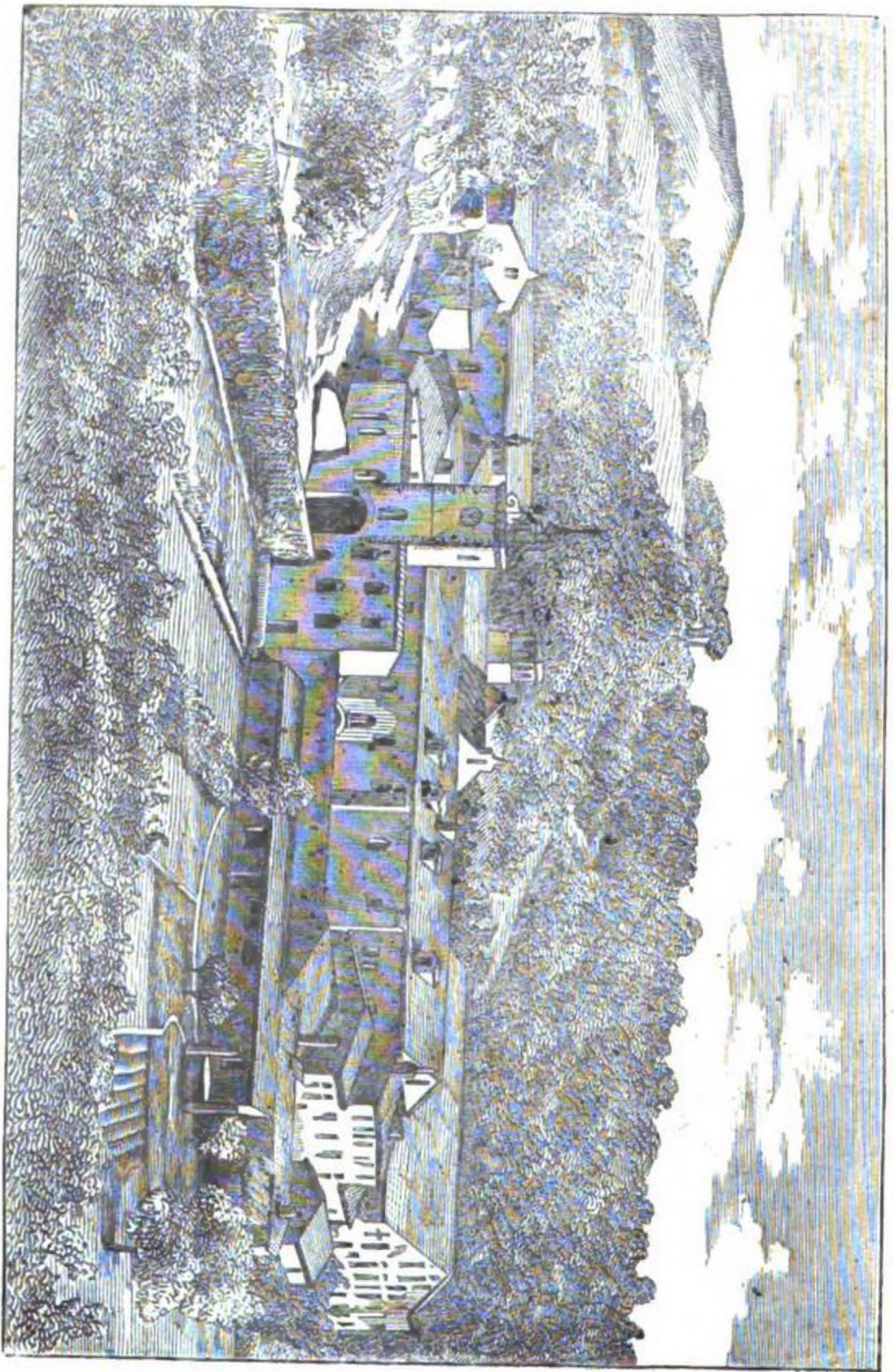
SE VEND :
A L'ABBAYE D'AIGUEBELLE PRÈS GRIGNAN (DRÔME),

ET A LYON,

Chez BRIDAY, place Montazet, 1 ;

BRUN, rue du Plat, 13 ;

GIRARD & JOSSEBAND, place Bellecour, 30.



Vue générale de l'Abbaye d'Aiguebelle.

LIBRAIRIE
GUTHRIE & CO
PARIS



ANNALES DE L'ABBAYE D'AIGUEBELLE

DE L'ORDRE DE CITEAUX

(Congrégation de N.-D. de la Trappe)

DEPUIS SA FONDATION JUSQU'A NOS JOURS

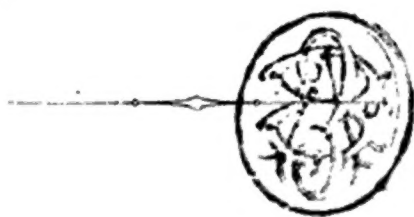
(1045-1863)

PAR UN RELIGIEUX DE CE MONASTÈRE

AVEC PERMISSION DU CHAPITRE GÉNÉRAL



Memento dierum antiquorum, cogita generationes,
singulas : interroga patrem tuum, et annuntiabit tibi ;
majores tuos, et dicent tibi. (*Deut.* 32.)



VALENCE
IMPRIMERIE JULES CÉAS & FILS.
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 9.

1863

PERMISSION DE L'ORDINAIRE :

IMPRIMATUR

VALENTIÆ, DIE 6^a MARTII, ANNO 1863.

† J.-P., Ep. VAL.

A SON ÉMINENCE RÉVÉRENDISSIME

LE CARDINAL

PIERRE MARINI

DIACRE DE ST-NICOLAS *IN CARCERE*

PRÉFET DE LA SIGNATURE DE JUSTICE, PROTECTEUR DE LA TRAPPE,
ETC., ETC., ETC.



ÉMINENCE,

Décrire la vie et les mœurs des fondateurs d'Aiguebelle et de leurs successeurs; faire connaître, dans leur véritable esprit, les lois qui gouvernent l'Ordre de Cîteaux; venger cet Ordre, qui a rendu à l'Eglise et à la société de si importants services, des attaques peut-être exagérées dont il a été l'objet, tel est le but que s'est proposé l'auteur en publiant ces *Annales*.

La dédicace d'un tel ouvrage appartenait à toute sorte de titres à VOTRE ÉMINENCE.

Par une bienveillance dont nous serons éternellement reconnaissants, notre bien-aimé Pontife, l'immortel PIE IX, a bien voulu vous nommer Protecteur de notre humble congrégation de la Trappe.

VOTRE ÉMINENCE professe d'ailleurs, tout le monde le sait, une prédilection marquée pour le saint état monastique en général, et pour les religieux de notre Ordre en particulier ; et, dans sa résidence, Elle vit, au milieu des honneurs de la pourpre romaine, avec la régularité d'un moine dans son cloître et dans sa cellule.

J'ose donc déposer aux pieds de VOTRE ÉMINENCE, puisqu'Elle a daigné le permettre, un ouvrage peu digne, à la vérité, d'une si haute protection, mais dont l'imperfection même servira à faire éclater davantage votre extrême bonté toujours prête à encourager la faiblesse et qui m'a pénétré de reconnaissance.

Je suis avec le plus profond respect,

De VOTRE ÉMINENCE,

Le très humble et très obéissant serviteur,

F...

Religieux d'Aiguebelle.

INTRODUCTION

I. Rapide extension de l'Institut monastique dans le diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux, dès les premiers siècles. — II. Motifs et but de cette publication. — III. Aperçu et division de l'ouvrage ; sources et documents.

I.

L'état monastique, implanté dans les Gaules presque en même temps que la foi, avait trouvé là des éléments féconds, un sol fertile, un climat favorable, des natures vierges. Aussi avait-il germé rapidement et pris bientôt des proportions immenses. Dès le IV^e siècle déjà, les moines répandus partout avaient attiré l'attention de plusieurs conciles. Les règlements dont ils furent l'objet prouvent, dès cette époque, une existence bien antérieure, puisqu'ils tendent à réprimer le relâchement qui s'était, avec le temps, introduit parmi eux. Car l'Eglise, pénétrée de l'importance de l'état monastique, s'est constamment appliquée à maintenir les religieux dans la ferveur et à les ramener à la discipline, lorsqu'ils avaient eu le malheur de s'en écarter.

Le V^e siècle avait vu se grouper autour de saint Exupère, évêque de Toulouse, plusieurs communautés religieuses,

en même temps que les îles de la mer, près de Marseille, et les rivages voisins se peuplaient de milliers de moines et se couvraient de monastères. En premier lieu se montrait Lérins, pépinière féconde, où se développèrent et grandirent, à l'ombre du sanctuaire, tant de beaux génies et de saints évêques : Léonce de Fréjus, Césaire et Hilaire d'Arles, Eucher de Lyon et Vincent dont la brillante auréole se confond avec celle de son monastère, dans une gloire et une dénomination communes.

De son côté, Cassien revenu d'Orient, où il était allé puiser comme à leur source les vertus cénobitiques, avait imprimé, par ses pieux et solides écrits, un nouvel élan à la ferveur des moines. De son monastère de Saint-Victor, ce grand maître de la perfection enseignait sa doctrine à plus de cinq mille disciples disséminés en diverses maisons.

Mais ce même siècle, témoin de la splendeur de l'état monastique, devait en voir aussi la prompte décadence et la ruine presque complète. Aux fléaux terribles qui le désolèrent, vint se joindre l'invasion des peuples du Nord. Ces hordes barbares, chassant devant elles les populations effrayées, pillant et dévastant tout sur leur passage, se ruant de préférence sur les églises, moins par haine de la religion que par l'espoir d'un riche butin, avaient réduit les monastères à une extrême misère, quand elles n'en avaient pas fait des monceaux de ruines.

Ce fut alors, c'est-à-dire au commencement du VI^e siècle, que Dieu fit luire dans son Église un nouveau flambeau dont l'éclat et la chaleur devaient, en rallumant les cendres

éteintes, répandre des flots de vie et de lumière dans ces lieux désolés où régnaient les ténèbres de la mort.

L'apôtre de l'Italie, le patriarche futur des moines d'Occident, saint Benoît avait quitté Sublac et s'était établi sur le Mont-Cassin. Là, il compose cette règle admirable, inspirée, dit un Concile ¹, par le même esprit qui dicta les saints canons, et dont les disciples iront, la croix et la bêche à la main, porter aux peuples nouveaux avec les bienfaits de la foi les avantages de la civilisation. Placide, le premier, l'introduit dans la Sicile où il l'implante par son martyre et celui de ses compagnons. Martin de Pannonie et Léandre, l'ami de saint Grégoire, la propagent en Espagne, tandis que saint Maur et ses frères la font connaître à la France. Envoyé par saint Benoît, à la prière d'Innocent évêque du Mans, ce disciple bien-aimé, en qui revit tout l'esprit de son maître, après bien des traverses, s'établit enfin à Glanfeuil-sur-Loire d'où son monastère, prospérant sous les bénédictions divines, peuple en peu d'années toutes les provinces de notre fortunée patrie.

Ce fut l'âge d'or de l'institut monastique. Mais hélas ! l'homme est toujours faible et sans consistance. La ferveur première se refroidit peu à peu, et l'ordre entier tomba dans le relâchement. Les abbés eux-mêmes, dit le Concile de Tours de l'an 813, avaient abandonné la rigueur de l'institut monastique pour embrasser la vie moins austère des chanoines ². Une prompte réforme était nécessaire; on en fit

¹ Concile de Douzi, en 874.

² *Quippe cum ipsi Abbates magis canonice quam monachice inter suos conversari videntur.* (MABILLON, *acta Sanctorum Ord. S. Benedicti*, T. V, præf. p. xxviii).

plusieurs essais. Charlemagne lui-même y mit la main et il ne fallut pas moins que son gantelet de fer pour briser ces cœurs endurcis et réduire à leurs devoirs les moines dégénérés. La digue élevée par les règlements du Concile d'Aix-la-Chapelle, sous son successeur, ne put résister au torrent des mauvaises coutumes. Le désordre, réprimé quelque temps par l'autorité du roi et surtout par le zèle de saint Benoît d'Aniane, reprit son cours à la mort du grand réformateur et les flots contagieux coulèrent de nouveau plus rapides et plus envahissants qu'autrefois.

La Réforme monastique semblait entièrement désespérée.

Et de fait, après Charlemagne et saint Benoît d'Aniane, qui eût osé l'entreprendre? Bernon, abbé de Gignac, se sentit ce courage. Il se mit à l'œuvre et l'établit à Cluny, nouveau monastère qu'il venait de fonder par la largesse de Guillaume I^{er}, duc d'Aquitaine. On y suivit la lettre et l'esprit de la règle de saint Benoît avec une ferveur et une exactitude qui portèrent bientôt sa renommée au loin. Dès lors cette abbaye devint un centre commun où, comme autant de rayons, aboutissaient de nombreux monastères formés sur son modèle.

Telle fut l'origine de l'ordre de Cluny qui renouvela l'esprit religieux et pendant plusieurs siècles édifia l'Eglise. Dans sa marche rapide au milieu de la France, cette nouvelle réforme parut se reposer avec bonheur dans notre province.

De tout temps, le Dauphiné avait été la terre affectonnée des moines et sa surface était semée d'églises et de monastères. Le diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux en particu-

lier, si petit par son étendue, mais si riche en souvenirs religieux, renfermait une multitude de saints asiles de la prière et de la pénitence. Pour nous borner à la solitude d'Aiguebelle et de ses environs, nous trouvons, dès la plus haute antiquité, à côté de la tour de Montlucet, entre Montjuy et Alayrac, un monastère de *Basiliens*, dont il ne reste plus que l'église ruinée ; et à Alayrac, un couvent de religieuses *Cassianites*, plus tard appelées *Béguines*. Ce couvent florissait au commencement du IX^e siècle et les chroniques du temps attribuent à Charlemagne la fondation de l'Eglise. Les beaux restes que l'on y admire attestent encore aujourd'hui une munificence digne du grand roi.

Le *Gallia Christiana* cite un autre monastère fondé en 680, entre Donzère et Roussas, par saint Lambert, archevêque de Lyon. Il appartenait à l'ordre de saint Benoît et était issu de l'abbaye de Fontanelle. Les Sarrazins le détruisirent de fond en comble ; il fut rétabli et florissait encore dans le IX^e siècle.

Mais à une époque plus reculée, au temps même où les disciples de saint Benoît s'établirent en France, avait été fondé sur le territoire de la Garde (plus tard la *Garde-Adhémar*), le célèbre monastère de la *Vallée-des-Nymphes* qui se réforma une dernière fois en s'affiliant à la Congrégation de Cluny. Il tenait sous sa juridiction une abbaye de Bénédictines, établie à Valaurie, au quartier dit *Pigiers*, dont nous verrons les religieuses se mettre sous la juridiction d'Aiguebelle, dès les premiers temps de sa fondation.

Dans ce cercle si restreint, l'ordre de Cluny possédait

encore quatre autres monastères : trois Prieurés et une Abbaye.

Les premiers en date, *Sainte-Barbe* et *Sarson* furent fondés au commencement du XI^e siècle. Vers le XIV^e, le prieuré de *Sainte-Barbe*, situé au-dessous d'Allan, fut cédé aux chevaliers du Temple qui en firent une succursale de la commanderie de Richerenche. Il n'en reste plus que le sanctuaire, remarquable par sa belle architecture et une chapelle ou sacristie dont la porte extérieure est l'ouvrage des Chevaliers. Le frontispice dont elle est ornée, mutilé par le temps, conserve encore des restes de sculptures et d'inscriptions dignes de fixer l'attention des archéologues. L'une de ces inscriptions, en lettres onciales, laisse lire clairement ces mots : « *Janua cœli* ». Un paléographe pourrait aisément la rétablir en son entier.

Sarson était situé du côté de Grignan et possédait le hameau de Bayonne. Aujourd'hui c'est l'une des granges du monastère d'Aiguebelle ; elle porte le nom de *Saint-Bernard* et fut achetée, avec les terres adjacentes, sous le gouvernement de Dom Orsise, en 1840.

Le troisième prieuré, dédié d'abord à saint Pierre, et plus tard à la sainte Vierge sous le nom de *Notre-Dame-de-Tourettes*, au territoire de Salles, était primitivement sous la juridiction de l'abbaye de Romans-Moutier sur l'Isère. Mais après sa destruction par les Calvinistes, il ne fut plus occupé par des religieux, et devint une simple cure qui dépendait du Doyenné de Saint-Sauveur de Grignan.

Enfin, le quatrième monastère fondé par l'ordre de Cluny dans cette partie du diocèse de Saint-Paul, fut l'abbaye

de *Notre-Dame-d'Aiguebelle* de Montjuyer qui, transférée plus tard dans la vallée voisine, embrassa d'autres usages, se régita par de nouvelles constitutions, revêtit un nouveau costume, mais conserva toujours son nom si doux de *Notre-Dame-d'Aiguebelle*.

A côté de ces nombreux couvents s'élevaient en outre plusieurs ermitages, où de fervents solitaires se livraient aux douceurs de la contemplation. C'était : *Otemple*, au pied de la montagne qui avoisine Valaurie ; le *Val-discret*, entre Alayrac et Citelles ; *Mont-lucet*, près de la fontaine *Joannanche* ; l'ermitage de *Saint-Pancrace*, martyr, dont les reliques se conservaient dans la chapelle.

Ainsi les établissements religieux couvraient de leur multitude cette bienheureuse contrée ; et le Val-Honnête, où est située notre *Aiguebelle*, était comme le centre de cette nombreuse colonie de solitaires qui, sous des costumes variés, avec des règles et des observances diverses, ne formaient néanmoins qu'un seul chœur dont les chants harmonieux, après avoir charmé les habitants du ciel, retombaient sur le monde en bénédictions abondantes.

A vrai dire, la nature et la position des lieux se prêtaient admirablement aux exercices de la vie monastique. Tout ce pays n'est qu'une vaste solitude, accidentée par de nombreuses collines que séparent des vallées souvent étroites, et sur les flancs desquelles se dressent, semblables à d'immenses ruines, des roches grises et nues. Le fond en est traversé par le lit rocailleux des ravins où coulent toujours des eaux abondantes et si belles qu'elles ont donné leur nom à la contrée. On y voyait alors des forêts de chênes et

de pins élancés ne laissant à découvert que quelques rares surfaces d'un sol semé de pierres. Pour le féconder, il ne fallut rien moins que le travail opiniâtre et les sueurs de ses austères habitants.

Ce tableau nous donne la clef des noms mystérieux et anachorétiques que nous avons cités déjà, et dont plusieurs, malgré leur haute antiquité, subsistent encore : Otemple (*Os templi*), entrée du sanctuaire, à l'ouverture même du vallon qui conduit à Aiguebelle ; Mont-Lucet (*Mons lucens*), montagne qui brille, qui éclaire ; Mont-Veillant (*Mons vigilans*), montagne où l'on veille. Sur le côteau qui porte ce nom, au sud-est de notre monastère, on voit des ruines dont nous aurons occasion de parler dans le cours de cet ouvrage. On trouve encore parmi ces noms le Val-Discret (*Vallis discreta*) que l'on peut traduire par *vallée solitaire* ou *vallée du silence* et le Val-Honnête (*Vallis honesta*) occupé par Aiguebelle.

De tous ces établissements pieux, jadis si florissants, un seul est demeuré debout au milieu de la ruine universelle. Encore a-t-il dû subir le sort commun, et ce n'est qu'après vingt-cinq années de solitude et de désolation qu'il a pu se relever enfin et sortir de ses décombres, comme un mort tiré de la poussière du tombeau où il paraissait dormir pour les siècles.

Ce monastère privilégié n'est autre que l'abbaye de Notre-Dame d'Aiguebelle, dont nous publions aujourd'hui les *Annales*.

II

Avant d'en entamer le récit, il a paru bon de faire connaître aux lecteurs les motifs de cette publication, le but que nous nous y sommes proposé et la voie que nous avons suivie pour l'atteindre.

On a dit que notre siècle ressemblait au douzième. Si ce mot est vrai, et il l'est en effet sous plus d'un rapport, l'un des traits les plus saillants de cette ressemblance est sans contredit la réapparition soudaine et cette multiplication providentielle des ordres religieux que nous avons vue s'opérer de nos jours. Or, cette renaissance, on ne saurait le nier, a imprimé à notre époque un mouvement prononcé et comme une réaction en faveur des institutions monastiques, réaction qui persiste malgré les efforts de l'impiété et grâce à la liberté accordée à l'Eglise, il y a quelques années. L'aspect inattendu de ces hommes d'un autre âge, dont le costume oublié paraissait étrange, a réveillé parmi nous en même temps que la curiosité un vif désir de les connaître. Instinctivement on se sentait attiré vers ces humbles moines. Les vieilles haines étaient éteintes ; les calomnies avaient fait leur temps : restait à les venger. Des hommes de cœur et de talent se mirent à l'œuvre, fouillèrent dans le passé avec une ardeur au-dessus de tout éloge et, convaincus par de sérieuses études, ils ne craignirent pas d'attaquer de front tous les préjugés, de déchirer enfin le voile jeté sur l'histoire par l'esprit d'erreur et d'impiété. Alors ce Moyen Age si décrié nous est apparu sous un jour nouveau, dans toute sa grandeur. Nous nous sommes épris d'amour pour

ses belles institutions. Son esprit initiateur et aventureux, son humeur guerrière et entreprenante, ses mœurs chevaleresques nous ont séduits, et de ses magnifiques cathédrales, de ses vieilles abbayes, de tous ses monuments merveilleux, dont la plupart hélas ! ne nous offrent plus que des ruines ou des souvenirs, nous avons fait l'objet d'une étude passionnée. Tout livre, tout écrit romanesque ou historique, qui nous reportait à cette époque ou nous en retraçait les mœurs et les usages, était accueilli comme une bonne fortune, dévoré avec avidité.

Nous en avons eu la preuve dans l'accueil empressé fait, il y a quelques années, à la *Vie du P. Marie-Ephrem*, religieux de notre monastère. Ce livre n'avait rien par lui-même qui le recommandât à la curiosité du lecteur. Qui jamais aurait pu penser que l'histoire d'un simple moine, dont la vie, insignifiante au yeux du monde, s'écoule silencieuse et monotone entre les murs d'un cloître, dans les travaux obscurs de la pénitence et le repos de la prière, dût exciter pourtant un intérêt si vif et si universel ? Mais il avait le mérite de l'actualité. Composé d'événements accomplis de nos jours et sous nos yeux, il apparaissait comme une légende du Moyen Age, il le faisait revivre au milieu de nous. Par ce récit sans art, nous pénétrions dans l'intérieur d'un monastère cistercien ; nous assistions à cette scène si animée, quoique muette, de la vie du cloître, et nous nous croyions en plein douzième siècle. Telle fut la cause de ce succès inattendu qui ne se borna pas là.

Dans son avant-propos, l'auteur semblait annoncer la publication prochaine des *Annales d'Aiguebelle*. La curio-

sité, toujours insatiable, prit dès lors acte de cette demi-promesse et se berça de l'espoir d'un nouveau plaisir. Avidé de se satisfaire, elle envoya lettres sur lettres, se plaignant du retard, s'informant du temps où l'ouvrage paraîtrait. Mais vaine fut son attente. Depuis longtemps déjà l'on avait renoncé à cette publication ; et, aujourd'hui que l'intérêt si piquant de la nouveauté n'existe plus, que l'enthousiasme, bien légitime mais toujours un peu irréfléchi, soulevé par la découverte inattendue de la vérité, a fait place à une appréciation plus saine sur des siècles mémorables si injustement décriés, l'on était moins que jamais disposé à la mettre au jour, lorsque de nouvelles instances, à la bienveillance et à l'autorité desquelles nous ne pouvions rien refuser, jointes à des causes d'un intérêt très-grave, nous ont fait changer de résolution.

Nous publions donc ce livre, résultat de recherches nombreuses et de bienveillantes communications. Mais nous prévenons le lecteur que ce n'est point l'*Histoire d'Aiguebelle* que nous avons eu la prétention d'écrire ; la tâche eût été trop lourde pour notre faiblesse. Ce sont simplement des *Annales*, c'est-à-dire un compte-rendu consciencieux et chronologique de tout ce que nous avons pu recueillir sur l'antique abbaye et sa restauration. L'art, sans doute, y sera plus d'une fois outragé. Mais qui pourrait y trouver à redire ? On sait que le trappiste, par nature et par profession, n'est pas littérateur. Cependant nous osons espérer que la lecture de ces pages offrira quelques charmes aux amis des souvenirs antiques et des monuments religieux. Puisse-t-il contribuer à augmenter l'estime et l'amour de

ces pieuses et saintes institutions, filles bien-aimées de l'Eglise dont elles sont l'ornement : de l'Ordre de Cîteaux surtout, si vénérable par les services qu'il rendit autrefois et qu'il semble appelé de nouveau à répandre par la prière, la pénitence, l'exemple du travail et des privations volontaires. Voilà le double but que nous nous sommes proposé.

Toutefois, nous devons le dire, une pensée plus haute encore est venue nous diriger. Assez souvent obligé, lorsque les documents nous faisaient défaut pour expliquer les diverses phases de l'existence de notre abbaye, d'avoir recours à l'histoire générale de l'Ordre, nous avons dû faire de cette histoire une étude approfondie. Or, le résultat de nos recherches puisées aux sources même, a été de nous convaincre que l'Ordre de Cîteaux, sur lequel on a tant écrit, était en général peu connu et mal apprécié¹ ; et que, subissant un sort en quelque façon semblable à celui de l'Eglise, on l'avait représenté dans une déchéance d'autant plus profonde, qu'on s'était plu à exagérer la ferveur de ses premiers siècles, en entourant son berceau de l'auréole d'une perfection idéale, dans le but de le réformer.

Corriger ces excès d'un zèle intempérant, résultat inévitable de luttes passionnées ; donner une juste idée du

¹ Nous devons signaler toutefois, comme honorable exception, l'excellent livre de M. d'Arbois de Jubainville, intitulé : *Etudes sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes et principalement de Clairvaux, au XII^e et au XIII^e siècle* (Paris, Aug. Durand, lib. VII, rue des Grès, 1858), où l'auteur, ne se fiant pas au témoignage d'autrui, a voulu juger par lui-même et puiser aux sources. Nous le remercions de son précieux travail qui nous a été fort utile et nous le félicitons d'avoir su répandre un charme si vif sur des documents arides qui en paraissaient peu susceptibles.

genre de vie embrassé par nos Pères et de l'esprit qui les animait, autant que le comporterait notre récit; montrer dans un tableau sommaire, mais complet, les véritables causes et la mesure exacte de la décadence; raconter en même temps les diverses tentatives de retour à l'ancienne discipline; signaler enfin les obstacles vrais qui entravèrent les progrès de la réforme et l'empêchèrent d'être radicale et plus générale, nous a paru un but digne de tenter nos modestes efforts, et nous a engagé, puisque l'occasion s'en présentait, à apporter aussi notre pierre pour aider à reconstruire l'édifice de la vérité.

Mais, nous l'avouons, ce n'était pas sans répugnance et sans un sentiment de crainte que nous abordions cette étude. Plein de respect et d'amour pour le saint Ordre qui nous a reçu dans son sein, mais prévenu contre son passé, comme tant d'autres, nous avons eu plus d'une fois l'occasion de reconnaître l'inexactitude des accusations portées contre lui par l'auteur de *l'Histoire de la Réforme de Cîteaux*¹, et de pouvoir affirmer, pièces en main, que cet ouvrage n'était qu'un libelle diffamatoire. Toutefois, dans une défiance trop juste de nos lumières, nous n'étions pas

¹ *Histoire générale de la réforme de l'Ordre de Cîteaux, en France.* (Avignon, 1746). L'auteur de ce livre est Dom François-Armand Gervaise, abbé de la Trappe, deuxième successeur de M. de Rancé. *Feller*, dans son *Dictionnaire historique*, trace ainsi son portrait : « Dom Gervaise, impétueux, bouillant, bizarre, inquiet et singulier, » peut être « regardé comme un de ces hommes qui, malgré plusieurs bonnes qualités, sont toujours haïs, parce qu'ils mêlent à la vertu l'aigreur et l'amertume de leur caractère. » Et la *Biographie universelle* appréciant l'écrivain, le peint « exagéré quand le préjugé ou la passion le domine, ne connaissant plus alors de ménagements et sortant des bornes d'une sage discrétion » (Voir ces deux ouvrages, art. *Gervaise*).

convaincu au point de ne pas appréhender que des recherches plus sérieuses, une étude plus approfondie ne vinsent confirmer les faits dont nous contestions l'existence.

Mais quelle ne fut pas notre joie filiale, lorsque l'étude, confirmant nos soupçons, nous montra jusqu'à l'évidence que le mal était loin d'être ce qu'on le représentait; puis, notre étonnement, lorsque nous reconnûmes que ceux-là même qui décriaient sans ménagement un corps dont ils étaient les membres, formaient le principal obstacle au remède qui devait guérir ses plaies, par des prétentions dont la source émanait d'un zèle mal réglé ou peut-être d'une ambition mal contenue. C'était comme un monde nouveau qui se présentait à nous et l'horizon, s'élargissant, apportait à nos yeux une lumière qui éclairait une foule de points demeurés obscurs jusque là.

Dégager les faits des nuages qui les enveloppaient; tirer la vérité captive de ce labyrinthe d'insinuations adroites ou d'interprétations arbitraires, nous sembla tout d'abord une œuvre de réparation. Mais quelle tâche! Ceux-là seuls qui savent par expérience ce que coûte l'éclaircissement d'un point d'histoire le comprendront. N'était-ce pas d'ailleurs s'aventurer sur un terrain brûlant, attaquer de front des préjugés invétérés, remettre en question une cause depuis longtemps jugée? Ne nous exposions-nous pas surtout à réveiller des susceptibilités mal éteintes, à blesser des affections bien légitimes et, qui pis est, à contredire les sentiments de notre propre cœur?

Certes, s'il eût dû en être ainsi, hâtons-nous de le dire, nous n'aurions pas balancé un instant à abandonner

un travail où nous aurions blessé la charité, pour soutenir des droits que nous n'étions pas tenu de défendre et mettre au jour des faits et des vérités que nous n'étions chargé ni d'éclaircir ni de divulguer. Heureusement rien de tout cela n'était à craindre : pour leur justification, les Ordres religieux et les Saints, de même que l'Eglise et les Papes, n'ont besoin que de la vérité. Nos recherches, déjà, nous avaient permis d'entrevoir la part que chacun avait prise dans ces malheureux débats ; nos nouvelles études, en déterminant cette part, achevaient de nous convaincre que, justice faite à tous, vérité, charité et respect, tout serait sauvegardé et sortirait intact de la discussion.

Nous nous sommes donc décidé dans l'espoir qu'un travail de ce genre, se rattachant naturellement au sujet, assurerait à notre livre un intérêt plus général et aurait les avantages d'une apologie, sans en offrir les inconvénients.

Mais une pareille étude enchâssée dans une histoire particulière n'était-elle pas un hors-d'œuvre ? Nous en convenons. Toutefois notre conscience littéraire, peu délicate il est vrai, ne s'est point trop émue de l'objection. Ecrivant surtout pour l'instruction de nos frères, ayant principalement en vue, par la publication de ces *Annales*, de leur faire connaître mieux et estimer davantage le saint Ordre auquel ils ont voué leur existence, nous n'avons rien omis de ce qui pouvait remplir notre but. Nos efforts ont tendu à les attacher de plus en plus à leur sublime vocation, à leur signaler les causes qui ralentissent la ferveur, énervent la discipline ; les prétextes divers sous lesquels le relâchement s'introduit, au grand scandale des peuples ; comment

enfin un flambeau, dont l'éclat resplendissait dans l'Eglise, ne jette plus bientôt qu'une faible lueur et finit par s'éteindre, s'il n'est ranimé par une main bienfaisante.

Puissions-nous avoir réussi et réalisé la pensée exprimée dans notre épigraphe : « *Memento dierum antiquorum, cogita generationes singulas; interroga Patrem tuum et annuntiabit tibi; majores tuos, et dicent tibi.* » — Souvenez-vous des siècles anciens, repassez dans votre esprit chaque génération; interrogez votre Père et il vous instruira; vos ancêtres, et ils vous répondront.

III

Les *Annales d'Aiguebelle* offrent trois périodes distinctes qui auraient dû naturellement faire la division de cet ouvrage : Aiguebelle sous la règle de Cluny (1045 — 1134), Aiguebelle sous les constitutions de Cîteaux jusqu'à la Révolution française (1134 — 1790), enfin Aiguebelle depuis la Révolution jusqu'à nos jours (1815 — 1863). L'insuffisance des matériaux recueillis sur la première période ne nous ayant pas permis de lui consacrer un livre à part, nous avons pris le parti de l'unir à la seconde et, en généralisant le titre, de l'appeler simplement *Aiguebelle ancienne*, par opposition à la période suivante que nous désignerons sous le nom d'*Aiguebelle moderne*.

AIGUEBELLE ANCIENNE comprend donc le long espace de temps écoulé depuis son origine jusqu'à sa destruction en 1790. Elle remonte à l'an 1045, c'est-à-dire à la fondation du premier monastère de Montjuy par les Adhémar-de-Mon-

teil. Eteinte moins d'un siècle après sa naissance, elle revient soudainement à la vie, mais peu de temps après est remplacée par l'abbaye actuelle que nous voyons s'élever, grandir à son tour et se montrer dans tout l'éclat de sa gloire, sous la sage administration de ses premiers abbés. Puis bientôt, sous leurs successeurs, cet éclat s'obscurcit, la ferveur diminue, la discipline s'altère jusqu'à ce qu'elle succombe sous l'action simultanée du temps, du relâchement, de la guerre et des commendes. Le spectacle affligeant de cette décadence, l'étude des causes qui l'amènèrent, les maux qui en furent la suite nous fourniront de graves enseignements et nous tiendront lieu d'expérience.

Voici les sources où nous avons puisé :

Lorsque, le 26 novembre 1815, les religieux cisterciens de la Trappe reprirent possession d'Aiguebelle, ils ne savaient autre chose de l'ancienne abbaye que ce que leur en apprit l'inscription d'une pierre enchâssée dans le mur du cloître, à la porte du chapitre. C'était la charte de fondation. Encore est-ce à peine si les ravages du temps, les abréviations du style lapidaire, la forme des lettres onciales, mais surtout les mutilations du marteau calviniste leur permirent de la déchiffrer. A vrai dire, ils s'en occupèrent peu ; et ils furent en cela fort excusables. Personne alors n'y eût songé plus qu'eux. Absorbés par les nécessités du présent et préoccupés de l'avenir, ils ne pouvaient guère s'appliquer au passé. Au milieu des travaux et des fatigues exigés par l'œuvre de reconstruction qu'ils avaient entreprise avec tant de courage, malgré les plus rudes privations et sans aucun préjudice de leurs exercices régu-

liers, où auraient-ils pu trouver du temps pour étudier l'histoire de leurs prédécesseurs ? Ce loisir dont n'avaient pu jouir nos pères, leurs sueurs nous l'avaient assuré ; elles nous imposaient le devoir d'accomplir ce qu'ils n'avaient pu entreprendre.

Les documents que nous avons recueillis peuvent se diviser en deux classes : documents diplomatiques et documents historiques.

Nous appelons documents diplomatiques les chartes et diplômes concernant Aiguebelle, et tous les actes publics passés par ses abbés. Déjà, sous l'inspiration intelligente de Dom Orsise, deuxième abbé depuis la restauration, l'archiviste de l'abbaye s'était mis à l'œuvre avec une ardeur et un zèle dont nous le félicitons. A force de fouiller les archives des communes voisines, de consulter les bibliothèques, d'interroger les souvenirs des vieillards et au moyen d'une correspondance très-active, il était parvenu à réunir des pièces authentiques en assez grand nombre pour remonter au berceau même de notre monastère. Pierrelatte, Grignan, Allan, Montjuyer, Réauville lui fournirent les matériaux les plus nombreux. Valaurie, Salles, Roussas, Saint-Paul-Trois-Châteaux ne possèdent presque pas de pièces anciennes.

Depuis ce temps, bien des découvertes avaient été faites qui nous avaient permis d'augmenter la liste de nos abbés, d'éclaircir une foule de points obscurs, de rectifier surtout plusieurs erreurs causées par l'insuffisance des documents, de faire connaître enfin plusieurs monastères issus d'Aiguebelle et lui formant une filiation dont on ne se

doutait pas. Pour la perfection comme pour l'intérêt de notre œuvre, nous désirions ardemment recouvrer nos anciennes archives. Vaines avaient été sur ce point les recherches de notre prédécesseur, et nous désespérions presque de voir les nôtres couronnées d'un plus heureux succès, lorsque, par une permission inattendue de la divine Providence et au moment où nous allions livrer notre livre à l'impression, nous mîmes la main sur un dépôt encore inexploré et d'une richesse extrême, dans lequel le propriétaire, que nous regrettons de ne pouvoir nommer, d'une complaisance au-dessus de tout éloge et d'une bonté qui nous a pénétré de reconnaissance, nous permit de puiser en liberté et de reconstituer ainsi le cartulaire de notre abbaye presque complet, depuis le commencement du XIV^e siècle jusqu'à la Révolution française.

A ce riche butin sont venus se joindre d'autres documents manuscrits, des extraits de bibliothèques, des papiers de famille communiqués par diverses personnes. Dans le nombre nous devons citer particulièrement M. Martin, ancien curé de Clansayes, antiquaire distingué; M. le marquis du Puy-Montbrun-de-Rochefort; M. Deloye, ancien élève de l'école des Chartes, archiviste à Avignon, et M. l'abbé Rouchier, chanoine honoraire de Viviers, auteur de *l'Histoire religieuse et politique du Vivarais*, reçue du public avec une faveur si méritée. Nous ne saurions trop exprimer notre gratitude envers le savant et modeste écrivain pour les encouragements qu'il a daigné nous adresser et l'intérêt actif qu'il a pris à notre œuvre. Nous en conservons le témoignage dans nos archives. Nous remercions

aussi M. le chanoine Nadal de ses utiles renseignements et de la place honorable qu'il a donnée à notre monastère dans son excellente *Histoire hagiologique du diocèse de Valence*, ainsi que M. Chapouton, ancien juge de paix de Grignan, soit en notre nom, soit au nom de notre prédécesseur qui a consigné dans nos archives l'expression de sa reconnaissance, pour le secours bienveillant que ce digne magistrat lui a prêté dans l'étude des anciennes écritures et la lecture de pièces que leur vétusté et leur mauvais état rendaient souvent indéchiffrables. Et comment oublier M. Léopold Faure, propriétaire du château de Grignan? Affable et poli envers tous ceux qui lui rendent visite, M. Faure a été plus que cela pour nous. Il s'est mis lui-même à notre disposition avec tous ses trésors, et nous devons mentionner entre les riches documents que nous avons puisés chez lui, une charte de l'an 1097 que nous pouvons regarder comme le titre de fondation de la primitive Aiguebelle. Bien d'autres personnes encore se sont acquises des droits à notre reconnaissance par leurs services et leurs conseils ; mais ne pouvant les nommer toutes, elles voudront bien se contenter du témoignage public que nous leur en offrons ici d'une manière générale.

Nos documents historiques sont :

1° *Statuta selecta capitulorum generalium Ordinis Cisterciensis*, publiés par Dom Martène dans son *Thesaurus novus anecdotorum*, t. IV, col. 1243-1646. Plusieurs de ces définitions concernent Aiguebelle et ses maisons-filles.

2° *Notitia Abbatiarum Ordinis Cisterciensis per Orbem universum*, Gaspard Jongelin, Cologne, 1640.

3° Le nouveau *Gallia christiana* qui, outre le nom d'un grand nombre d'abbés, nous a fourni de précieux renseignements sur notre abbaye et celles qui en sont issues.

4° *Etudes sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes et principalement de Clairvaux, aux XII^e et XIII^e siècles* par M. H. d'Arbois de Jubainville, ancien élève de l'école des Chartes, archiviste de Troyes. Paris, Aug. Durand, 7, rue des Grès, 1858.

5° *Histoire chronologique de Provence*, par Bouche.

6° *Histoire générale du Languedoc*, par Dom Vaissète.

7° *Histoire générale du Dauphiné*, par Nicolas Chorier.

8° *Etat politique du Dauphiné*, par le même.

9° *Histoire de l'Église Cathédrale de Saint-Paul-trois-Châteaux*, par le P. Anselme Boyer de Sainte-Marthe, de l'Ordre des Frères-Prêcheurs.

10° *Essai historique sur les Adhémar*, par M. l'abbé Nadal, chanoine de l'église de Valence.

11° *Généalogie de la famille des Adhémar, premiers comtes d'Orange, seigneurs suzerains de Monteil, etc.....* par Jullien de Courcelles.

Voilà pour Aiguebelle ancienne.

Ces matériaux nombreux donnent une juste idée d'Aiguebelle et font apprécier son rôle et son influence dans les événements de la contrée. Ils ont de plus le mérite de l'authenticité ; car nous nous sommes fait une loi d'être exact avant tout, de ne rien avancer comme certain qui ne fût appuyé sur les meilleurs témoignages, de ne revendiquer pour nos conjectures que la confiance méritée par les raisons alléguées en leur faveur.

AIGUEBELLE MODERNE, qui forme la deuxième partie de nos *Annales*, nous présente avec le lamentable tableau de la destruction de l'abbaye le consolant spectacle de sa restauration et de son rapide accroissement. Elle retrace, en outre, l'histoire de ces hommes intrépides qui, au prix d'héroïques travaux, l'ont relevée de ses ruines, lui ont rendu ses habitants, ses lois, ses anciennes observances et, avec elles, sa première splendeur.

Mais d'où venaient ces hommes? comment avaient-ils, eux-mêmes, échappé au cataclysme où s'étaient englouties tant de saintes institutions? Au prix de quelles souffrances avaient-ils conservé intact, enrichi même le dépôt sacré de la régularité qu'ils avaient reçu de leurs pères? Nous n'aurions pu, sans ingratitude, passer sous silence une si belle page de notre histoire, écrite avec le sang et les sueurs de ceux qui nous ont précédés, ni laisser perdre une si précieuse occasion de bénir Dieu en sa providence envers le saint Ordre de Cîteaux dont il arracha, par une protection miraculeuse, les derniers restes au naufrage universel.

Cependant ces nouveaux venus, rentrant dans la vieille abbaye, n'observaient plus les mêmes lois, ne pratiquaient plus les mêmes observances que leurs prédécesseurs immédiats. Leur genre de vie était autre de tout point, il était surtout plus austère: et, pourtant, comme eux ils étaient Cisterciens. On était en droit de se demander d'où venait la différence. Le récit de la décadence de l'Ordre, de ses réformes partielles, de l'origine de l'Étroite Observance, de la formation de l'Observance de M. de Rancé, trouvait ici

comme réponse sa place naturelle , et venait expliquer comment Aiguebelle, qui s'était éteinte dans les langueurs de la Commune Observance, retrouvait la vie et la fécondité dans la règle et les constitutions primitives.

C'est donc en cet endroit et comme une sorte d'introduction à notre seconde partie, que nous avons placé l'étude dont nous parlions plus haut. En même temps qu'elle remplira notre but de donner à ceux qui ne la connaissent pas une idée générale de l'histoire de notre Ordre, elle sera l'anneau qui reliera d'une manière indissoluble la nouvelle abbaye à l'ancienne, et montrera ses habitants actuels, légitimes successeurs de ceux qui la fondèrent au XII^e siècle, véritables enfants de saint Etienne et de saint Bernard.

Quant aux documents qui nous ont servi à ce résumé historique, nous devons les signaler avec soin : d'abord, parce qu'il en est dans le nombre qui sont peu connus ; en second lieu et surtout, parce que nos appréciations contredisant souvent les opinions généralement reçues, nous avons eu à cœur de montrer qu'elles reposaient sur des fondements à notre avis plus solides que ceux sur lesquels s'appuient les jugements opposés.

Outre la *Sainte Règle*, la *Charte de Charité* et les *Constitutions* réunies dans le *Nomasticon Cisterciense* par Dom Julien Paris, abbé de Foucarmont, Paris 1670 ; outre les bulles des Souverains Pontifes, les définitions des Chapitres généraux publiés par Martène, mine précieuse à laquelle nous avons largement puisé, nous avons consulté plusieurs ouvrages qui ont trait à la décadence et à la réforme de l'Ordre.

1^o *Traité historique du Chapitre général de Cîteaux*, 1737, ouvrage écrit dans un excellent esprit de réforme, de modération et de paix.

2^o *Descriptio itineris Cisterciensis ad comitia generalia ejusdem sacri Ordinis* par Joseph Meglinger, sous-prieur de l'abbaye de Maristelle, en Suisse, 1667 ; charmant opuscule trop peu connu et qui mériterait l'honneur d'une traduction.

3^o *Histoire générale de la réforme de l'Ordre de Cîteaux*, Avignon, 1746 ; ouvrage où l'auteur, trop ardent, a rassemblé et coordonné tous les reproches et toutes les accusations des Abbés de l'Étroite Observance contre les Abbés de la Commune et les Supérieurs de l'Ordre.

4^o *Réflexions sur la requête présentée au Roy sous le nom des Abbez et Religieux de l'Étroite Observance de l'Ordre de Cîteaux, contre le bref de Sa Sainteté, rendu pour la réformation générale de l'Ordre.*

5^o *Le bref d'Innocent X, décisif du procez pendent au Parlement : Entre le Chapitre général de l'Ordre de Cîteaux, et les particuliers abbés et Religieux Abstinents d'iceluy.*

Ces deux réponses aux attaques de l'Étroite Observance, publiées en brochure, nous paraissent à peu près ignorées. Elles jettent pourtant une vive lumière sur ces déplorables querelles. Pour bien juger le débat, il est nécessaire d'entendre les deux parties : il nous a semblé que jusqu'ici l'on n'en avait écouté qu'une.

6^o *Les diverses vies de M. de Rancé* par D. Le Nain, Marsollier et Maupéou.

7° *Jugement critique, mais équitable, des vies de feu M. l'abbé de Rancé, réformateur de la Trappe, écrites par les sieurs Marsollier et Maupéou, avec cette épigraphe : Mendaces ostendit eos qui maculaverunt eum.* Londres, 1742.

8° *Règlements de la Trappe de la Val-Sainte.* Fribourg, 1794.

9° *Histoire de la Trappe, par M. Casimir Gaillardin,* Paris, 1844.

Les documents qui regardent proprement Aiguebelle moderne, nous les avons sous la main. Si les recherches nous ont peu coûté, il n'en est pas de même du choix que nous avons à faire et de la rédaction. C'était une histoire contemporaine que nous entreprenions ; nous avons l'air d'écrire notre biographie et nous étions loin de nous dissimuler combien notre tâche était délicate. Il est si difficile de parler de soi ! Mais nous ne l'avons pas choisie nous-même ; elle nous était imposée par l'obéissance. Aussi, confiant dans la parole divine : *Vir obediens loquetur victorias*, nous nous sommes mis à l'ouvrage. Simplicité, Vérité, Charité, telle a été notre devise ; et, avec la grâce de Dieu, nous espérons nous y être assez bien conformé pour ne froisser aucune susceptibilité et ne caresser aucun amour-propre. En écrivant ces dernières pages, notre but a été de rendre gloire à Dieu pour le bien qu'il a opéré dans nos Pères et par nos Pères, et de nous donner à nous-même un nouvel élan dans la poursuite de cette sainte carrière, que des hommes comme nous, au milieu de nous et dans des circonstances bien plus difficiles, ont parcourue avec une si généreuse ardeur.

Puissent le tableau de leur patience héroïque et le simple récit de leurs vertus nous rappeler les naïves leçons que les premiers annalistes de Cîteaux adressaient à leurs successeurs; puissent leurs actions être là comme autant de voix pour nous dire avec nos ancêtres: « Nous, Cisterciens-
» Trappistes, Restaurateurs de ce Monastère, faisons connaî-
» tre à nos successeurs par cet écrit fidèle, avec quel res-
» pect de toutes les règles, par quelle autorité, par le moyen
» de quelles personnes, dans quel temps ce Monastère
» a été d'abord fondé, puis rétabli; quelle est la vie qu'on
» y mène, afin que, ayant fait connaître en toute sincérité le
» véritable état des choses, ils aiment avec plus d'ardeur
» et gardent avec plus de constance le lieu de leur stabilité
» et l'observance de la Sainte Règle que, par la grâce de
». Dieu, nous y avons introduite. Que ce soit pour eux un
» motif de prier pour nous, qui avons soutenu sans relâ-
» che le poids du jour et de la chaleur; qu'ils persévèrent,
» quoiqu'il leur en coûte, jusqu'au dernier soupir dans la
» voie étroite que leur trace la règle, afin qu'après s'être
» dépouillés de ce corps mortel, ils puissent heureusement
» se délasser un jour dans le repos sans fin ¹.

¹ *Exordium Cœnobii Cisterciensis*, cap. 1.



ANNALES
DE
L'ABBAYE D'AIGUEBELLE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

AIGUEBELLE ANCIENNE.

CHAPITRE PREMIER.

(1045-1134).

Fondation de Notre-Dame-d'Aiguebelle à Montjuyer, par Giraud-Hugues Adhémar, baron de Grignan. — Gaucher Adhémar, fils du fondateur, premier abbé d'Aiguebelle. — Le pape Pascal II, à Aiguebelle. — Prospérité de l'abbaye ; ses malheurs, sa ruine. — Eclaircissement sur la charte lapidaire de la fondation du monastère actuel.

A trois lieues environ au sud-est de Montélimar, sur le plateau de Montjuyer (*Montis Jugerii*) dominant les collines qui séparent Grignan du village de Rochefort et à une égale distance de l'un et de l'autre, s'élevait, il y a plus de huit siècles, au milieu d'une vaste forêt de pins aujourd'hui disparue, une modeste abbaye flanquée d'une assez belle église. Air pur, désert inculte et sauvage, horizon étendu, solitude profonde avec des eaux abondantes, le site convenait à des

hommes voués à la pénitence et à la prière. Mû par un sentiment de piété ou dans le but peut-être de satisfaire à quelque engagement sacré, Giraud-Hugues Adhémar, seigneur de Monteil et baron de Grignan, des domaines duquel relevait ce désert, l'avait choisi pour y construire un monastère destiné à recevoir des religieux de la Congrégation de Cluny.

Giraud-Hugues Adhémar est le chef unanimement reconnu de toutes les branches de la famille Adhémar. Il vivait au commencement du XI^e siècle, et ce n'est que depuis cette époque que les documents diplomatiques constatent juridiquement les diverses filiations. Mais il n'est pas douteux que l'illustration de cette famille ne remonte à des temps plus reculés. Une tradition respectable la rattache au VII^e siècle et lui fait tirer son origine des grands feudataires de la couronne¹. Le père de Giraud-Hugues était Giraud Adhémar, premier du nom, premier comte et propriétaire d'Orange, qui eut pour successeur dans ce comté son fils aîné, Rambaud Adhémar², tandis que Giraud-Hugues reçut en apanage de nombreux fiefs situés sur les terres de l'Empire, entre lesquels étaient la baronie de Grignan et la souveraineté de Monteil, nommée depuis *Monteil-Adhémar* et, par corruption, *Montélimar*.

Giraud-Hugues se signala de bonne heure par sa bravoure chevaleresque et par les services qu'il rendit à la Provence. Plus tard, fatigué de la gloire et soupirant après le repos, il se retira dans son manoir de

¹ *Pièces justificatives*, N° 1.

² *Art de vérifier les dates*, par les Bénédictins de Saint-Maur (édit. Migne, col. 1033).

Grignan, espèce de château-fort d'un accès difficile, construit par ses ancêtres et désigné dans les actes du XIII^e siècle, sous le nom de *Fortalitium*. Là, vivant au sein de la retraite, il employait ses loisirs au bonheur de ses vassaux. Fervent chrétien comme il avait été vaillant chevalier, il accomplissait fidèlement ses devoirs envers Dieu.

Il avait épousé Marthe de Toulouse et le ciel avait béni son union par la naissance de cinq enfants :

Giraud-Adhémar, — Adhémar de Monteil, — Gaucher-Adhémar, — Guillaume-Hugues-Adhémar, — Hugues-Adhémar de Monteil.

Ce dernier, marié à Agathe de Foix, reçut en apanage la ville et seigneurie de Lombers, en Albigeois, et forma la branche des Adhémar de Lombers.

Giraud-Adhémar, l'aîné, succéda à son père dans les seigneuries de Monteil, la Garde, Grignan, Nyons, Aix, Montauban, Montclus, Pierrelatte, Montpensier, La Tour, Donzère, Châteauneuf-du-Rhône, Tulette en Dauphiné, Valréas, Visan, Rousset et La Palud. Il laissa en mourant quatre fils, dont le troisième, Giraudet-Adhémar, fut auteur de la branche des seigneurs de la Garde qui, elle aussi, donna dans la suite plusieurs abbés à Aiguebelle.

Adhémar de Monteil entra dans la cléricature et se trouvait déjà évêque du Puy en 1087. Huit ans plus tard, lorsque le pape Urbain II publia la croisade au concile de Clermont en 1095, il nomma Adhémar de Monteil son légat en Orient. Guillaume de Tyr, dans

son histoire de la guerre sainte, relève la valeur, la pïcté et le zèle que ce prélat fit paraître dans les différentes expéditions de cette guerre. Il se distingua particulièrement à la bataille d'Antioche, pendant laquelle, armé d'une cuirasse et d'un casque et suivi de Raymond des Ágiles, son chancelier, qui portait en ses mains le fer de la sainte lance¹, il commandait le quatrième corps composé de Gascons et de Provençaux. Il mourut de la peste à Antioche, le 4^{er} août 1098, deux mois après cette célèbre victoire.

Rapprochement intéressant pour nous en ce qu'il se rattache à l'origine même de notre abbaye et nous rappelle en même temps la plus grande lumière de notre Ordre ! Ce même Adhémar, évêque du Puy et légat du Saint-Siège est, à ce que l'on croit, l'auteur de la sublime antienne *Salve Regina*, que l'ordre de Cîteaux s'est en quelque sorte appropriée et à laquelle saint Bernard, qui l'appelait l'*Antienne du Puy*, ajouta la touchante invocation adoptée plus tard par l'Eglise universelle : *O Clemens, O Pia, O Dulcis Virgo Maria*².

Les deux autres fils de Giraud I^{er}, Gaucher et Guillaume-Hugues Adhémar embrassèrent l'un et l'autre la profession religieuse. Guillaume se consacra à Dieu dans le monastère de Notre-Dame de la Garde ou de la

¹ C'est le souvenir de ce fait glorieux que rappellent les armes des Adhémar de Lantagnac : Mi-parti de France ancien et de Toulouse; et sur le tout, d'or à trois bandes d'azur. Couronne de comte. Cimier : un lion issant du timbre et portant une lance au fer de laquelle flotte une banderolle portant cette légende : *Lancea sacra*. Devise : *Plus d'honneur que d'honneurs*.

² *Histoire du Languedoc*, nouv. édit. T. III, liv. XV, ch. LXXIII, page 308.

Vallée des Nymphes, voisin du château paternel. Il en était prieur ainsi que de Donzère, lorsqu'il prit la croix en 1095 et partit pour la Terre-Sainte.

On ignore quel lieu Gaucher avait choisi pour sa retraite, mais il est probable que ce fut dans l'un de ces deux monastères ou dans un autre peu éloigné, car ce fut au supérieur de son fils que le baron de Grignan demanda des religieux pour peupler le monastère qu'il avait fait construire. Gaucher en fut le premier abbé, élu plus encore par égard pour son mérite et sa vertu que par une aimable courtoisie envers le généreux fondateur ¹.

Ce fut le 25 mars de l'année 1045, fête de l'Incarnation de la bienheureuse Vierge Marie, mère du Sauveur, que Gaucher, à la tête de ses religieux, prit possession de sa nouvelle demeure. C'est ce que nous apprenons d'un acte authentique de l'an 1097 ², qui rappelle la bulle de confirmation donnée par le pape Gré-

¹ « Il est probable, » dit M. l'abbé Nadal dans son intéressant essai sur les Adhémar, « que Gaucher, premier abbé d'Aiguebelle, est le même que celui qui a été honoré comme saint par les habitants de la contrée, et à qui la ville de Montélimar dédia autrefois une église. » Du moins les nombreuses recherches de l'auteur de l'*Histoire hagiologique de Valence* ne l'ont missur les traces d'aucun personnage de ce nom qui ait pu mériter cet honneur.

² La copie de cet acte, que nous reproduisons aux *Pièces justificatives*, N° 2, porte la date de 1077, 18^e année de l'épiscopat d'Adhémar de Monteil. C'est 1097 qu'il faut lire; car en 1077 seulement eut lieu le synode de Clermont où fut déposé son prédécesseur, Etienne de Polignac (*Gallia christiana*, Tom. II, col. 760). Et Dom Vaissète ajoute que ce même Etienne occupait encore le siège du Puy en 1078 (*Histoire du Languedoc*, Tom. III, liv. XV, ch. LXXXIX, p. 220, nouv. édit.). Il est probable que cet acte fut dressé au moment où l'évêque du Puy partait pour la croisade avec son frère Guillaume-Hugues.

goire VI, seconde année de son pontificat, et la charte d'institution de l'abbaye, malheureusement perdue ¹.

Le même jour eut lieu la consécration de l'église et du monastère, sous le patronage de Marie et le vocable de Notre-Dame d'Aiguebelle ². Consécration touchante, heureux présage qui semblait destiner la nouvelle abbaye à entrer un jour dans l'ordre de Cîteaux dont la loi invariable, dès sa naissance, fut de dédier toutes ses églises à la Mère du Sauveur ³.

Pour donner à la fête un plus grand éclat, Giraud-Adhémar et Marthe, son épouse, les pieux fondateurs, n'avaient rien épargné. Les amis, les seigneurs du voisinage, les prélats des diocèses limitrophes, les supérieurs des monastères avaient été convoqués, et l'évêque de Saint-Paul, Odalric, qui, de droit, présidait à la cérémonie, bénit le nouvel établissement au milieu d'un immense concours de fidèles accourus de toutes parts.

Un monastère pour s'abriter contre l'intempérie des saisons et les rigueurs du climat, une vaste forêt d'où l'on pouvait tirer tout le bois nécessaire au chauffage et aux autres besoins, c'était bien quelque

¹ Voir aux pièces justificatives N° II.

² Pithon-Curt (*Histoire de la noblesse du Comtat-Venaissin*) confond Aiguebelle fondée en 1045 par Giraud-Adhémar, ainsi que le rapportent un manuscrit du cabinet d'Aubays, l'archiviste Durand et Laboureur, dans son livre des *Masures de l'Île Barbe*, avec Aiguebelle fondée en 1134 par Gontard de Rochefort, non plus à Montjuyer, mais un peu plus bas, dans la vallée dite autrefois *Val-Honnête* (Vallis honesta); et, faute de connaître l'existence des deux Aiguebelle, il se perd en raisonnements pour expliquer les contradictions qu'il aperçoit dans le nom des deux fondateurs.

³ *Nomasticon Cisterciense*, p. 252.

chose : mais ce n'était pas tout. Grâce à la piété des fidèles et surtout aux libéralités du sire de Grignan et des seigneurs voisins, nos solitaires n'eurent pas trop à souffrir au commencement. Mais c'était pour eux un devoir de s'assurer une existence indépendante de la charité des étrangers. Ils se mirent donc à l'œuvre avec ce courage que la ferveur inspire et que la régularité soutient. Ils défrichèrent une partie de la forêt ; les arbres furent abattus, les épines et les broussailles furent arrachées, le sol déblayé des pierres dont il était encombré, et l'on vit se convertir, par leur persévérant labeur, en terres labourables et fertiles ce plateau escarpé jusqu'alors demeuré infécond.

Leur exemple donna un nouvel élan à la ferveur des religieux voisins, et le diocèse de Saint-Paul vit renaître dans son sein les beaux jours de la gloire monastique. Les vertus du cloître y brillèrent alors de tout leur éclat. Sarson¹ et Tourette, d'un côté, Notre-Dame d'Allan² et de la Garde, de l'autre, attiraient déjà de nombreux pèlerins. Mais Aiguebelle, dans la sève de

¹ Le prieuré de Sarson ou Cerson, au xvi^e siècle, échut aux seigneurs de Grignan qui le réunirent à l'église collégiale de Saint-Sauveur. Quand cette famille aliéna ses biens au général du Muy, Sarson y fut compris, et c'est des héritiers du Muy que dom Orsise l'acquit, en 1840, pour en faire une grange qui porte aujourd'hui le nom de *St-Bernard*.

² Le prieuré de N.-D. d'Allan tomba au pouvoir de la commanderie de Richerenches. Mais après la suppression des Templiers, les chanoines de Ste-Croix de Montélimar en partagèrent les revenus avec l'évêque de Saint-Paul. A la Révolution, la nation s'en empara et peu s'en fallut que dom Etienne n'en achetât la propriété en 1816. Il en fut détourné par les avantages et la facilité qu'il trouva dans l'acquisition de l'*Aubagne* (aujourd'hui grange de Notre-Dame), propriété plus rapprochée du monastère. L'*Aubagne* formait autrefois les limites des territoires d'Aiguebelle et d'Allan et appartenait aux seigneurs de ce dernier lieu.

la jeunesse et répandant une splendeur plus vive, augmenta bientôt le concours. On y afflua de toutes parts, soit pour s'édifier à la vue des religieux, soit pour se retremper dans la pratique du devoir au sein de la retraite et du silence.

Hélas ! cette fleur du désert qui répandait au loin ses parfums eut à peine le temps de s'épanouir. Déjà se préparaient les malheurs qui devaient mettre à de si rudes épreuves la vertu des religieux et détruire leur demeure avec leurs espérances. De quelle nature furent-ils ? Eurent-ils pour causes les querelles des seigneurs qui, dans ce temps de désordre, ne les vidaient que les armes à la main ? Le monastère fut-il la proie de quelque incendie ? Nos documents sont muets sur ce point. Ils constatent seulement, d'après un acte contemporain, que, trente ans à peine après sa fondation et toujours sous le gouvernement de Gaucher, Aiguebelle fut ruinée et ses titres anéantis. Giraud-Adhémar, frère de l'abbé d'Aiguebelle, à qui son père, en mourant, avait transmis avec ses seigneuries la foi ardente et généreuse qui fut toujours l'apanage de cette illustre famille, s'empressa de pourvoir, dès qu'il le put, au rétablissement de l'abbaye ; il restaura les édifices, réhabilita les titres de possession, en sorte que, grâce à la munificence et à la protection du nouveau bienfaiteur, Aiguebelle reprit en peu de temps sa première splendeur.

Dieu récompensa d'une manière éclatante la ferveur de nos pieux cénobites et la gloire qu'ils procuraient à son nom, en illustrant leur humble cloître par la présence de son propre vicaire, le Pape Pascal II.

Ce Pontife était venu en France en l'année 1106 et avait célébré la fête de Noël à Cluny où il séjourna jusqu'au mois de février. Il parcourut ensuite diverses villes de Bourgogne, tint un concile à Troyes et en partit bientôt après, traversa le Bourbonnais, passa à Soucillanges, arriva dans le Velay au mois de juin et se rendit à Privas, dans le Vivarais, où il était encore le 13 juillet. Ayant ensuite traversé le Rhône à Valence, il y termina plusieurs affaires, séjourna quelque temps sur les bords du fleuve et se rendit à Aiguebelle, le 3 août 1107, d'où il écrivit à saint Hugues, abbé de Cluny, la lettre suivante :

« Pascal, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu,
» au vénérable frère Hugues, abbé de Cluny, salut et
» bénédiction apostolique.

» Tout désir qui paraît tendre à un religieux propos
» et au salut des âmes doit, d'après le conseil de Dieu
» même, s'accomplir sans retard. Or, notre vénérable
» frère Jean, évêque des Morins, à la demande d'Eus-
» tache, comte de Boulogne, a confié à votre sollici-
» tude, très cher frère Hugues, la réforme de l'abbaye
» de Saint-Wulmer. Et nous, conformément à son dé-
» sir et à sa résolution, nous ordonnons par la teneur
» du présent décret que ce même monastère du bien-
» heureux Wulmer demeure toujours sous votre admi-
» nistration et celle de vos successeurs, et que l'on n'y
» établisse jamais un autre abbé que celui dont votre
» choix l'aura pourvu. Nous ordonnons aussi la même
» chose pour le monastère de Menat qui depuis long-

» temps déjà se trouve sous votre autorité. En outre ,
 » puisque le Dieu tout puissant, et avant nous et de nos
 » jours encore, a daigné conserver parfaite dans votre
 » monastère la discipline de la religion monastique ,
 » nous vous accordons le privilège que tout moine
 » d'un monastère étranger qui voudra passer chez vous
 » par le motif d'une vie plus parfaite, y soit légitime-
 » ment reçu sans tenir aucun compte des plaintes du
 » Prieur de ce monastère, afin que, par la libéralité
 » de Dieu, il obtienne effectivement le salut qu'il paraît
 » chercher auprès de vous. Si quelqu'un, par une har-
 » diesse téméraire, avait la présomption de s'opposer
 » à ces salutaires ordonnances, qu'il encoure l'indigna-
 » tion apostolique et soit privé de la communion ecclé-
 » siastique.

» Moi Pascal, évêque de l'Eglise catholique, j'ai
 » signé :

» Donné auprès d'Aiguebelle par la main de Jean,
 » cardinal-diacre de la sainte Eglise romaine et biblio-
 » thécaire, le 11 des nones d'août, indiction XV, l'an
 » de l'Incarnation du Seigneur 1107, le IX^e du pon-
 » tificat du Seigneur Pape Pascal II. »

Peu de jours après le pape repassait les Alpes et re-
 tournait à Rome ¹.

Le souvenir de cette glorieuse visite ne se perpétua
 pas longtemps dans l'infortuné monastère. Moins de

¹ *Histoire générale du Languedoc*, t. IV. liv. XVI, ch. V.—*Gallia Chris-
 tiana*, t. I, col. 712. — *Lettres et privilèges de Pascal II*, ap. Migne. *Patro-
 logie* t. CLXIII, col. 225.

trente ans après, l'abbaye était ruinée et nous voyons par un acte de 1134 que l'on songeait à la relever. Ce projet fut réalisé. Les auteurs les plus exacts et ordinairement les mieux renseignés, entre autres Gaspard Jongelin, dans son *Notitia Abbatiarum Ord. Cist.*, 1640, et après lui, Charles de Wisch, prieur des Dunes, qui, à la suite de la *Bibliothèque des écrivains de l'Ordre de Citeaux*, 1656, a reproduit un tableau chronologique des abbayes de l'Ordre dressé dans les dernières années du XII^e siècle, rapportent à cette année, 1134, la fondation du monastère actuel.

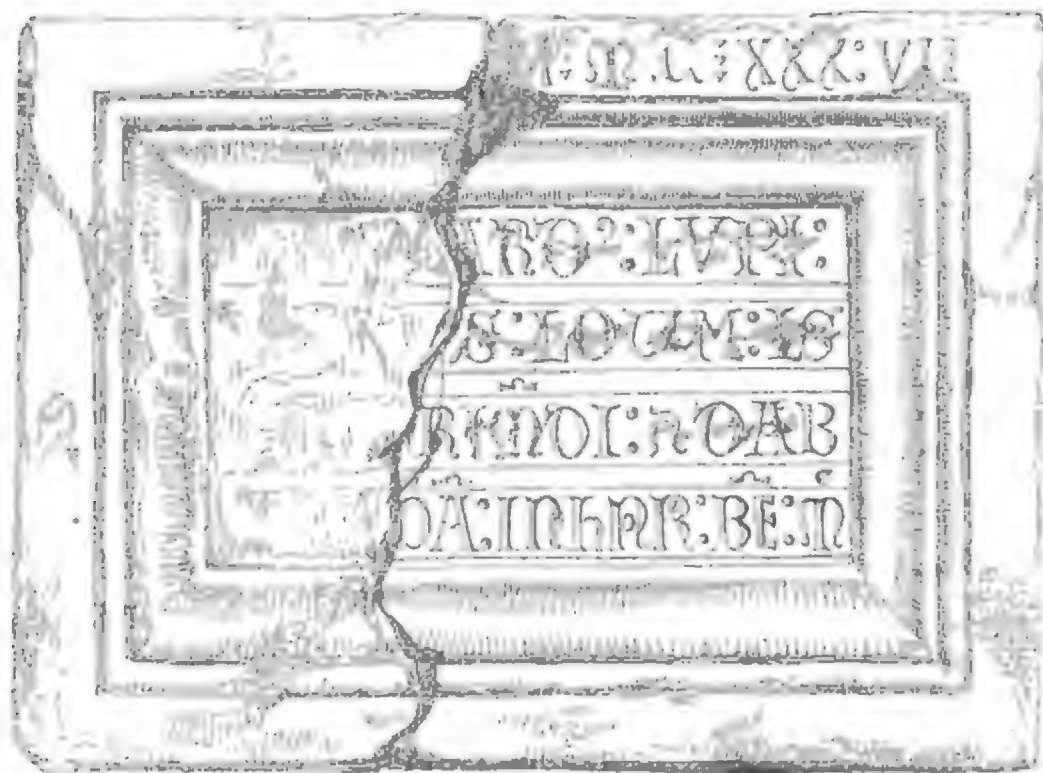
Mais la charte lapidaire, dont nous avons fait mention déjà et dont l'authenticité ne peut être révoquée, semble donner un démenti à leur assertion. Cette charte est ainsi conçue :

*VI. Kal. Julii. Anno. ab. Incarn. XLI. M.C.XXX.VII.
Dedit Gontardus Lupi, Dominus Rochefortis
Locum istum Abbatix Morimondi ad Abbatiam
Ibidem construendam in honorem Beatæ Mariæ* ¹.

Après une date si précise, il semble qu'il ne devrait plus rester de place au doute. Et pourtant nous ne pouvons admettre que des auteurs qui s'accordent entr'eux après avoir puisé à deux sources différentes, l'une et l'autre authentiques, soient absolument dans l'erreur. Heureusement il est facile de tout accorder en distinguant entre la date chronologique et la date his-

¹ • Le 6 des calendes de juillet (26 juin) l'an de l'incarnation de J.-C.
• 1137, Gontard, fils de Loup, seigneur de Rochefort, a donné ce lieu à
• l'abbaye de Morimond pour y construire une abbaye en l'honneur de la
• bienheureuse Vierge Marie. »

torique. La date chronologique se comptait du moment où la fondation, acceptée par l'abbé de la Maison-mère et, plus tard, par le Chapitre général, était inscrite aux archives sur le tabulaire des fondations, tandis que la date historique ne commençait qu'au jour où les religieux, prenant possession du monastère, lui créaient en quelque sorte une existence publique et le faisaient entrer ainsi dans le domaine de l'histoire. De là viennent ces différences si fréquentes dans les historiens sur l'époque précise de la fondation des monastères ; de là, en particulier, le désaccord apparent entre les auteurs que nous avons cités et notre charte lapidaire. Les premiers ont suivi la date chronologique inscrite aux tables de Morimond, et la seconde indique la date historique, comme on peut s'en convaincre par le fac-simile que nous en donnons.



On y voit en effet que le millésime, au lieu de se trouver, comme il arrive ordinairement dans les monuments de ce genre, dans le cadre même de l'inscription, est écrit en dehors sur l'encadrement et en caractères minuscules de la même époque ¹.

La raison en est que, la donation ayant été faite en même temps que la demande des religieux à l'abbé de Morimond, l'acte dressé dès lors fut écrit sur la pierre et enchassé dans le mur lorsqu'on le construisait, tandis que la prise de possession, qui n'eut lieu que trois ans plus tard, dut être nécessairement gravée après coup et sur place.

Mais si 1134 est l'année réelle de la fondation d'Aiguebelle, il nous faut admettre que Gontard de Rochefort ne fut point l'unique et premier fondateur de notre abbaye et que l'honneur en revient encore au sire de Grignan, Giraud-Adhémar IV^e du nom, auquel appartenait le domaine de l'ancien monastère ². Entraîné par un si bel exemple et dans un sentiment de pieuse rivalité, le seigneur de Rochefort ajouta ses libéralités à celles de son voisin le baron de Grignan. Il fit présent aux religieux qu'il vénérât d'un lieu plus con-

¹ Nous regrettons de ne pas posséder le monument entier; encore est-ce par un hasard providentiel que nous avons retrouvé ce fragment dans les démolitions d'uneasure. Espérons que nous retrouverons la partie qui nous manque et que nous pourrons remettre avec honneur ce titre de noblesse à la place qu'il n'aurait pas dû quitter.

² Aucun document, en effet, n'indique que cette propriété ait passé à la famille de Rochefort et il est à remarquer que les deux territoires de l'abbaye de Montjuyet et de l'abbaye de Val-Honnête furent de tout temps séparés. Le premier faisait partie des terres adjacentes de Provence et le second appartenait au Dauphiné.

forme, par le site, aux prescriptions de leur institut et dans lequel ils pussent élever une demeure mieux adaptée à leurs observances et aux usages cisterciens.

Quoiqu'il en soit de cette conjecture, notre charte lapidaire n'en est pas moins un monument précieux. Non-seulement elle nous fait connaître le nom d'un fondateur que, sans son témoignage, nous ignorerions, mais elle nous montre quelle profonde révolution s'était opérée dans le monde religieux à cette époque. Lorsqu'il s'agit de relever notre monastère, ce ne fut plus à Cluny ou aux maisons de son Ordre que l'on s'adressa : on alla frapper à la porte de Morimond. Cluny avait fait son temps et consommé son œuvre comme réforme. Sous Pierre-le-Vénérable, l'Ordre avait paru se ranimer un instant, mais ce ne fut que pour s'affaiblir bientôt après sous ses successeurs, semblable à la lampe dont la lucur mourante tout-à-coup se réveille, pétille, puis expire. Mais en face de Cluny se dressait un phare nouveau dont l'éclat, faible d'abord, avait grandi rapidement et montrait, soit aux naufragés du monde, soit à ceux qui en redoutaient les tempêtes, un port assuré contre l'orage. Nous voulons parler de l'ordre de Cîteaux auquel appartenait Morimond, et dont nous résumons l'histoire au chapitre suivant.

CHAPITRE II.

DOM GUILLAUME I^{er}, DEUXIÈME ABBÉ. — (1134-1157.)

Origine de Cîteaux et de ses quatre premières filles : La Ferté, Pontigny, Clairvaux et Morimond. — Othon, troisième abbé de Morimond, à la demande de saint Bernard, envoie des religieux pour relever Aiguebelle. — L'évêque de St-Paul-Trois-Châteaux renonce à sa juridiction sur le futur monastère — Départ des religieux de Morimond. — Leur installation au monastère d'Aiguebelle de Montjuy.

Sorti de l'ermitage de Colan en la compagnie d'Albéric et de quelques autres frères, saint Robert était venu s'établir au sein d'une épaisse forêt du diocèse de Langres, dans un désert appelé Molesme. Quelques huttes construites à la hâte avec des branches et des troncs d'arbres autour d'un oratoire, telle fut l'origine du monastère de ce nom. Riches d'un dénuement absolu et soutenus par le travail de leurs mains, ces humbles religieux persévéraient avec constance dans le service de Dieu. Ils croissaient tous les jours en nombre, et, par le renom qu'elle s'était acquis, l'abbaye de Molesme paraissait destinée à ouvrir une nouvelle ère de prospérité pour l'état monastique. Mais par l'inconstance et la faiblesse de ses moines, elle

dut bientôt renoncer à ce brillant avenir. Fervents tant qu'ils furent pauvres, ils tombèrent dans le relâchement en devenant riches : « *Cum cœpissent abundare temporalibus, cœperunt spiritualibus evacuari,* » dit l'annaliste de Cîteaux. Ils commencèrent alors à trouver leurs aliments trop grossiers, les habits trop rudes, le travail des mains trop pénible. Que ne se conformait-on aux usages des monastères voisins ? Leurs habitants n'étaient-ils pas aussi religieux ? Et cependant ils portaient des vêtements plus chauds et plus commodes, leur nourriture était substantielle et variée ; au lieu de travailler la terre par la chaleur et par le froid comme d'obscurs manants, ils cultivaient leur intelligence et étudiaient les saintes lettres. L'abbé Robert résistait de toutes ses forces. De là le mécontentement, puis les murmures, enfin la désobéissance et la révolte ouverte.

Ce déplorable état n'était pourtant pas général. Plusieurs des frères, peu nombreux il est vrai, conservaient dans le cœur ce feu sacré qui devait bientôt se répandre et embraser le monde. On distinguait parmi eux Albéric et Etienne. Tous les matins, lorsqu'ils entendaient lire la sainte règle au chapitre, ces fervents religieux gémissaient en voyant que les usages du monastère n'étaient plus en harmonie avec elle, que chaque jour en emportait un nouveau débris. Ils avaient pourtant fait vœu de l'observer, et ils violaient ouvertement une promesse si solennelle. Bref, ils communiquent à l'abbé le dessein où ils sont d'abandonner Molesme

et de chercher un lieu où ils puissent librement accomplir leurs obligations. Robert les approuve, se met à leur tête et, avec six d'entre eux, va trouver Hugues, archevêque de Lyon et légat du Saint-Siège, pour obtenir de lui les permissions nécessaires. Encouragés dans cette entreprise par le pieux pontife, ils quittent Molesme au nombre de vingt-un, s'enfoncent plus avant dans la Bourgogne et arrivent au désert de Cîteaux dans le diocèse de Châlons. « C'était, dit l'Exorde ¹, » un lieu couvert de bois, tout hérissé d'épines, où les » hommes ne se montraient jamais et qu'habitaient seulement les bêtes farouches. Ces hommes de Dieu le trouvèrent d'autant plus propre à leur dessein qu'il inspirait plus d'horreur et paraissait plus abandonné. » Ils se mettent donc à l'ouvrage, arrachent les broussailles, coupent les arbres, en taillent le tronc et les branches, et dressent quelques cabanes autour d'un petit oratoire : le tout avec le conseil de l'évêque de Châlons et la permission du vicomte de Beaune à qui ce lieu appartenait ². Le travail fut achevé le 24 mars 1098. Ce jour rappelait une double solennité : la fête de Saint-Benoît qui, cette année là, tombait au dimanche des palmes. Le *Nouveau-Monastère* (ce fut le nom que Cîteaux porta tout d'abord) ne pouvait commencer sous de meilleurs auspices. Cette heureuse coïncidence était à la fois le pronostic de sa gloire future et un engagement solennel pour ses habitants de ne jamais abandon-

¹ *Exord. Cœnob. Cisterc.*, cap. II.

² *Annal. Cist. Anno 1098.* cap. II. n° 6.

ner les traces de celui qui, par l'inspiration du Saint-Esprit, leur avait dicté dans sa règle la voie qu'ils devaient suivre pour parvenir au salut.

Aussi leur premier soin fut-il de rejeter tout ce qui paraissait contraire à la pureté de la règle. Frocs, fourrures, étamines, amples capuces, tout ce qui ressentait le luxe; abondance des mets, variété des assaisonnements, épices; tout ce qui flattait la sensualité fut impitoyablement retranché. Une tunique, un scapulaire, une cuculle, conformément à la règle, le tout de laine grossière et sans teinture, voilà pour le vêtir; pour le vivre, des légumes au sel et à l'eau avec une livre de pain bis. Le bien-être et l'abondance avaient seuls énervé la discipline à Molesme. Pour prévenir un pareil malheur au nouveau monastère, nos religieux renoncèrent solennellement et d'un commun accord à la possession des églises, aux dîmes et autres droits seigneuriaux que leur concédait le régime féodal, se réservant de travailler eux-mêmes la terre et de lui demander, au prix de leurs fatigues et de leurs sueurs, la récolte qui devait les nourrir eux et les pauvres. « Nous voyons bien, » disaient-ils, « d'après les canons et les décrets des Saints- » Pères, que nous ne saurions violer sans sacrilège, » puisqu'ils sont inspirés par le Saint-Esprit, que les » dîmes de l'Eglise doivent être divisées en quatre » parts : l'une pour l'évêque, la seconde pour le prêtre, la troisième pour les étrangers qui viennent à » cette église et la dernière pour les veuves, les orphelins et les pauvres qui n'ont pas de quoi vivre

» d'ailleurs. » Et ils ajoutaient avec un religieux enjouement : « Mais dans ce partage, nous ne voyons » pas qu'il soit question du moine qui possède des » terres et par son travail en tire sa subsistance ¹. »

En effet, vivre de son travail est un devoir essentiel au moine. Mais ce devoir est subordonné à un autre plus important encore : la prière. La prière en commun, la prière liturgique, c'est-à-dire le chant et la psalmodie institués par l'Eglise, voilà, d'après la règle, l'œuvre principale du moine, celle que saint Benoît appelle *l'œuvre de Dieu*, à laquelle tout doit céder. Afin de l'accomplir en toute rigueur et suffire en même temps aux travaux nécessaires à leur subsistance, à celle des pauvres et des pèlerins qui viendraient les visiter, les religieux de Cîteaux résolurent de s'associer, du consentement de leur évêque, des laïques pieux qui seraient destinés surtout au travail des mains. Distingués des religieux seulement à l'extérieur par la barbe qu'ils portaient longue, par la forme et, un peu plus tard, par la couleur du vêtement, ils jouissaient des mêmes privilèges et étaient traités en tout de la même façon. Il ne leur manquait que le caractère de moine². On les appela *Convers*. Cette institution existait déjà à la vérité, mais elle prit alors une forme plus déterminée ; son organisation devint plus complète. Moines et convers ne formèrent plus qu'un seul corps, dont les convers furent les bras, et les moines, la tête et le cœur.

¹ *Exord. Cœnob. Cist. cap. XVI.*

² *Exord. Cœnob. Cist. cap. XVI. Excepto monachatu*, dit le texte.

Ces statuts et plusieurs autres qui portent la même empreinte de sagesse et de maturité, furent surtout l'œuvre de saint Albéric qui avait succédé à saint Robert rappelé à Molesme sur l'ordre, ou plutôt, à la prière du souverain Pontife. Le recueil en fut successivement augmenté suivant les besoins de la communauté naissante, et présenté par saint Etienne, successeur d'Albéric, à l'approbation du Pape Calixte II, en l'année 1119. Le Pontife l'approuva en même temps que le livre des *Us* et la *Charte de Charité*, constitution fondamentale de l'ordre de Cîteaux, que nous verrons paraître plus d'une fois dans le cours de cet ouvrage ¹.

¹ On croit généralement sur la foi de Dom Julien Pâris, dans son *Nomasticon cisterciense*, que le Pape n'approuva que la Charte de charité. C'est une erreur. La Charte de charité ne formait alors avec le *Petit Exorde* et le livre des *Us* qu'un seul volume, ainsi que nous l'apprend Geoffroy, secrétaire et biographe de saint Bernard. La définition des chapitres généraux sur les livres nécessaires à une fondation ne mentionne que le livre des *Us* sans parler de la Charte de charité. Ce fut ce livre qui fut approuvé par Calixte II. Dans l'*Exorde* se trouvaient les statuts dressés par saint Albéric et saint Etienne ; dans le livre des *Us*, les cérémonies et les observances dont il est parlé au premier chapitre de la Charte de charité. Ils sont désignés dans la Bulle de confirmation par ces mots *Capitula quædam*, et la Charte de charité par le mot *Constitutionem* qui ne sont point une même chose, comme le prétend Dom Pâris malgré la clarté du texte. Aussi dans un ancien tabulaire du monastère de Cîteaux voyait-on la bulle de Calixte II inscrite sous ce titre : *Privilegium Domini Calixti secundi papæ, de confirmatione omnium statutorum Abbatis et Conventus Cisterciensis, ut sunt Charta charitatis, Usus Ordinis et ea quæ antiqua dicuntur Cisterciensium Instituta*. (grand Exorde édité par Ignace de Ibero, abbé de Fitero. Pampelune, 1621). C'est pour cela et comme articles des constitutions que ces statuts réunis par saint Raynard étaient lus chaque jour au chapitre après la sainte règle, de même que la Charte de charité. Les *Us* se lisaient à la lecture avant Complies à partir de la première semaine du Carême. (*Cap. gen. Anno 1188 et martyrol. Cist.*)

Cependant un genre de vie aussi extraordinaire leur suscita bientôt de nombreuses contradictions. Cette pénitence austère reprochait trop hautement aux autres religieux leur vie molle et inutile. Elle anéantissait, par le fait, cette impossibilité prétendue de la parfaite observation de la règle de St-Benoît. On les taxa de nouveauté. Certes, le reproche était bien mal fondé contre des hommes qui, pour fuir les innovations introduites par le relâchement et ne s'attacher qu'aux anciennes pratiques, n'avaient pas craint de faire un saut à reculons du XII^e siècle au VI^e. « Quelle religion est-ce là ? » leur disait-on; bêcher la terre, porter du fumier, scier, fendre du bois, est-ce l'occupation du moine, dont la vie est consacrée aux louanges et au culte du Seigneur?.... »

On alla plus loin encore. On les traita de fauteurs de schisme et de scandale, d'hérétiques, de gens homicides d'eux-mêmes. Ces accusations se répandaient de jour en jour et les clameurs, à la fin, furent si universelles que nos religieux en vinrent à douter si vraiment ils étaient dans la bonne voie. La Providence elle-même ne semblait-elle pas justifier ces reproches par le fléau dont elle avait frappé le petit troupeau ? Chaque jour la mort moissonnait ses rangs déjà si peu pressés, et, pour mettre le comble à leur incertitude, presque aucun novice ne frappait à la porte du monastère.

Quinze années d'une stérilité désolante avaient passé sur la communauté depuis sa naissance, et cette œuvre, fondée au prix de tant de privations, de souffrances,



de pénibles labeurs, menaçait d'être ensevelie dans son berceau. Etienne, jusque-là inébranlable dans sa confiance en Dieu, n'avait cessé de ranimer le courage abattu de ses frères. Mais ce grand cœur lui-même commençait à faiblir et donnait accès au découragement. L'épreuve pourtant touchait à son terme. Nos religieux avaient semé dans les larmes, l'heure allait sonner où ils moissonneraient dans l'allégresse. Dieu, par un prodige, avait ranimé leur espérance.

« Un jour que la communauté récitait les prières au pied du lit funèbre d'un frère à l'agonie, le vénérable abbé s'approche du mourant, et avec une confiance presque téméraire, si elle n'eût eu pour excuse sa pieuse intention, lui enjoint, en vertu de la sainte obéissance, de revenir après sa mort le tirer de son angoisse, et lui faire savoir si le genre de vie qu'il a embrassé est agréable à Dieu. « Monseigneur et mon père, répondit » le malade, je ferai de grand cœur ce que vous m'ordonnez, si, par le secours de vos prières, j'en obtiens le pouvoir. » Il dit, et peu de temps après il passa heureusement de cette vallée de larmes à la montagne de l'éternelle béatitude.

« Quelques jours s'étaient écoulés depuis cet événement, et l'abbé qui se trouvait aux champs travaillant avec ses frères avait donné, selon l'usage, le signal du repos. Retiré un peu à l'écart, il se tenait recueilli, la tête dans son capuce et s'appliquant à méditer, quand tout à coup le frère défunt se montre à lui revêtu d'une gloire lumineuse et paraissant planer légèrement au-

dessus du sol. Etienne s'informe de son état et lui demande s'il est heureux. « Oui, mon père, très-
» heureux, répond-il, et puissiez-vous l'être aussi, car
» c'est à vos leçons et à votre sollicitude que je dois
» cette joie sans fin, cette paix ineffable qui surpasse
» tout sentiment, pour l'amour de laquelle j'ai supporté en toute patience les durs labeurs de notre
» institution. Et maintenant je reviens, obéissant à vos
» ordres, vous annoncer la grâce et la miséricorde de
» Notre Seigneur envers vous et vos frères. Puis donc
» que vous m'avez commandé de vous renseigner sur
» votre état, sachez et tenez pour certain que votre
» manière de vivre est sainte et agréable à Dieu. Quant
» au chagrin qui ronge en ce moment votre cœur de
» ne laisser après vous aucune postérité, le moment
» est venu où il va disparaître et se changer en joie et
» en triomphe. Car voilà que les enfants de votre stérilité vont crier à vos oreilles : « La place est trop
» petite, donnez-nous un lieu plus vaste où nous puissions habiter ¹. » « Dès à présent, en effet, le Seigneur a fait pour vous de grandes choses, en vous
» envoyant des frères et, parmi eux, des hommes de
» naissance et de talent. Ils seront si nombreux que,
» semblables à des essaims d'abeilles qui s'échappent
» en bourdonnant de leurs ruches trop pleines, ils
» s'envoleront d'ici pour se répandre en diverses contrées, et de la semence du Seigneur qui, par la
» grâce divine, se sera multipliée dans cette maison,

¹ Isaïe, 39.

» ils recueilleront partout une ample moisson de saintes
» âmes dont ils enrichiront les greniers du ciel. »
Ravi de joie à ce discours, le saint abbé rendit grâces
du fond de son cœur à la bonté divine, reconnaissant
par une heureuse expérience la vérité de cette parole
de l'Ecriture : « Le Seigneur n'abandonne pas ceux
qui espèrent en lui. »

« Cependant le messenger céleste se préparait à partir ;
mais il n'osait le faire, qui le croirait ! sans avoir reçu
la bénédiction de son père spirituel. Il dit donc à l'abbé :
» Il est temps, Monseigneur et père, que je retourne
» à celui qui m'a envoyé. C'est pourquoi je vous prie
» de me le permettre en me donnant votre bénédic-
» tion. »

« Que dites-vous là, mon frère ? » répondit l'abbé
stupéfait et tremblant ; « Quoi ! vous avez passé de la
» corruption à l'incorruptibilité, du néant à la vérité,
» des ténèbres à la lumière, de la mort à la vie, et
» vous voulez que je vous bénisse, moi qui gémis en-
» core au milieu de toutes ces misères ! Cela n'est ni
» juste ni raisonnable. C'est à vous plutôt de me bénir,
» et je vous supplie de vouloir bien m'accorder cette
» faveur. »

« Non, mon père, cela ne convient pas ; c'est à
» vous que le Seigneur a conféré le pouvoir de bénir,
» en vous élevant en dignité et en vous confiant la di-
» rection spirituelle des âmes. Aussi est-ce un bonheur
» pour moi, votre disciple, de recevoir la bénédiction
» du maître dont les salutaires leçons m'ont fait échap-

» per aux souillures de ce monde, et je ne partirai
» point avant que vous ne me l'ayez donnée. »

« L'abbé plein de confusion et d'étonnement leva la main, le bénit; et soudain l'âme bien heureuse, s'évanouissant à ses yeux, rendit aux régions invisibles, la forme visible qu'elle avait empruntée ¹. »

Le vénérable abbé, désormais sans crainte, attendait en paix l'effet des promesses divines, quand un jour le marteau de fer retentit à la porte du couvent, et aussitôt s'ouvre devant une troupe nombreuse le cloître qui n'était jamais visité que par le voyageur attardé dans la forêt de Cîteaux. Trente jeunes seigneurs des plus illustres familles de Bourgogne se prosternaient aux pieds d'Etienne et le suppliaient d'échanger leurs manteaux de fourrures et leurs hauberts d'acier contre l'humble coule de saint Benoît ¹. C'était Bernard à la tête de ses compagnons qu'il avait entraînés par sa parole de feu.

Dès ce moment les novices affluèrent à Cîteaux. Le grain de sénevé devenait ce grand arbre où les oiseaux du ciel accouraient de toutes parts pour se reposer.

Bientôt le nouveau monastère ne suffit plus à contenir ses habitants. Chaque année il en part un essaim, pour aller sous d'autres cieux chercher un abri et porter les rayons de sa douce influence.

C'est la *Ferté* d'abord (*Firmitas*), nom symbolique, emblème de l'affermissement de l'ordre et présage de sa durée future. Fille aînée de Cîteaux, elle s'élève au-

¹ *Magnum Exordium Carnob. Cist. lib. I, cap. XXVIII.*

¹ Dalgairus, *Vie de saint Etienne Harding.*

près de sa mère, au sein de cette même église de Châlons qui se glorifie d'avoir donné à l'une et à l'autre asile et protection. Douze religieux sous la direction de Bertrand, leur nouvel abbé, en jettent les fondements en 1113.

Hugues de Màcon, dont la conversion avait coûté tant de peines à saint Bernard, partait l'année suivante, 1114, avec le même nombre de frères. Il fondait *Pontigny* au diocèse d'Auxerre, et, quelques années plus tard, quittait son siège abbatial pour s'asseoir sur le trône épiscopal de cette église : juste récompense de ses mérites et de ses vertus.

L'année 1115 fut encore plus féconde et donna le jour à deux nouvelles filles.

A peine Bernard et les religieux que saint Etienne avaient placés sous sa conduite s'étaient-ils dirigés vers les rives de l'Aube pour y fonder *Clairvaux* et transformer la triste *Vallée-d'Absinthe* en une vallée de douceur et de gloire, que le trop fameux Arnould se mettait en route avec ses compagnons pour les rives de la Meuse, plantait sa tente dans une forêt marécageuse du Bassigny et fondait *Morimond*.

Morimond !..... mais c'est là notre mère ! Nous pardonnerait-on de passer outre sans la saluer seulement d'un regard et lui offrir un léger tribut de notre amour filial ? Sœur jumelle de Clairvaux, si elle ne l'égalait pas tout-à-fait dans le nombre des monastères qu'elle fonda, elle eut en revanche un plus grand nombre de religieux sous sa juridiction. Son influence

s'étendit donc davantage, et le rôle qu'elle eut à remplir fut plus important par ses résultats et plus glorieux par son heureux succès. Mise à la tête des quatre ordres militaires d'Espagne : Calatrava, Alcantara, Christ et Avis, c'est elle qui leur communiqua l'intrépidité, la force et la puissance surhumaines par lesquelles ces milices sacrées refoulèrent l'islamisme au-delà des frontières de la Péninsule et délivrèrent la chrétienté d'un danger toujours imminent. Gloire donc, honneur à Morimond !!....

Arnould, premier abbé de ce monastère, était allié par sa naissance aux plus nobles familles de l'Allemagne. Son propre frère occupait le siège archiépiscopal de Cologne. Instruit à l'école des plus fameux docteurs de son siècle, par sa science, son éloquence et ses talents, il n'était point déplacé même à côté de saint Bernard. Heureux si, dominant par la vertu ce que son caractère avait de trop ardent, son zèle de trop exagéré, il n'eût jamais, à l'exemple de son saint collègue, quitté son monastère qu'à regret et par nécessité. Heureux surtout si, comme lui, il eut cherché dans les profondeurs d'une humilité sincère, un abri contre la fougue d'un esprit aventureux et les écarts d'un cœur trop altier et sujet à l'inconstance. Il n'eût point affligé l'Eglise et son Ordre par le déplorable exemple de sa chute scandaleuse.

Son successeur au siège abbatial de Morimond fut Gauthier, premier prieur de Clairvaux et le bras droit de saint Bernard. C'était un homme d'un tact exquis,

d'une prudence consommée. Il sut bientôt réparer les maux causés par le départ d'Arnould. Les religieux fidèles, éclairés par les leçons d'une triste expérience, avaient compris la nécessité d'une régularité plus grande encore, d'une vie plus fervente et plus retirée, surtout d'une union et d'une charité plus étroites. Ils se serrèrent donc avec amour autour de leur nouveau chef, et l'on n'eut plus bientôt à déplorer que le triste sort d'Arnould et de quelques victimes que son exemple avait entraînées.

Depuis un an à peine Gauthier gouvernait Morimond et la paix la plus profonde régnait dans le monastère, lorsqu'un jour la paisible solitude retentit d'un bruit inaccoutumé de chevaux, accompagné de rires et de chants joyeux. Quinze jeunes étudiants des écoles de Paris, retournant dans leur patrie, frappaient à la porte de l'abbaye et demandaient l'hospitalité. « *Deo gratias,* » s'écrie le portier qui s'incline profondément à leur aspect et court appeler l'abbé. Gauthier survient aussitôt suivi de quelques religieux, se prosterne à leurs pieds, les conduit à l'église et après leur avoir donné le baiser de paix, conformément à la règle, il les conduit à l'hôtellerie où les attend un frugal repas auquel il feint de prendre part avec eux. Emus d'une réception si touchante, d'une hospitalité si cordiale, nos jeunes voyageurs se retirent dans la cellule que le frère hôtelier assigne à chacun d'eux pour y prendre son repos. Mais ils font de vains efforts pour dormir. L'air vénérable du saint abbé, son affabilité affectueuse, son ~~humilité~~, sa dou-

ceur, la sainte joie qui brille sur son visage et en tempère l'austère gravité, ses paroles de feu qui, comme des flèches ardentes, ont traversé leurs âmes, tous ces souvenirs se présentent ensemble à leur esprit, remuent délicieusement leur cœur et chassent le sommeil loin de leurs paupières. Cependant la cloche qui appelle les religieux à Matines interrompt leurs réflexions et les invite à se rendre à l'église. La vue de ces hommes vêtus de blanc, tour à tour inclinés ou debout, semblables à des statues vivantes qui se détachent sur les sombres stalles tout autour du chœur, leurs voix mâles et austères, ces chants alternés, l'humble attitude du lecteur incliné sous la bénédiction de l'abbé, tout cet ensemble, rendu plus solennel encore par le silence et l'obscurité, fait sur eux la plus vive impression et seconde merveilleusement les effets de la grâce. Désormais rien ne peut plus leur sourire hors de Morimond. Ils se sont pris d'amour pour ces hommes qui, vraiment morts au monde et retirés à l'abri de ses hasards et de ses tempêtes, semblent avoir déjà pris d'une main possession du ciel. Et, de fait, ces chants harmonieux et suaves, que sont-ils autre chose qu'un fortuné commerce, un religieux échange de vœux et de prières entre les anges du ciel et les anges de la terre ? C'en est fait : leur parti est pris. Chacun s'est dit à lui-même : c'est ici le lieu de mon repos ; je l'ai choisi pour l'habiter éternellement.

Le matin venu, ils se communiquent leurs pensées, et, dans cet accord unanime de résolutions, reconnaissant

visiblement la volonté de Dieu, ils demandent l'abbé auquel ils déclarent leur dessein. Le saint vieillard les bénit, les embrasse, et prie le Seigneur de les confirmer dans ces pieux sentiments. Désormais ils seront ses enfants et lui sera leur père.

Chose étonnante ! De ces quinze novices, qui appartenaient aux plus grandes familles de l'Allemagne, aucun ne regarda en arrière, et tous furent appelés à remplir de hautes dignités dans l'Eglise. Le plus distingué d'entr'eux, sans contredit, était Oihon, fils de saint Léopold, quatrième du nom, marquis d'Autriche, et de sainte Agnès, fille de l'empereur Henri IV. Il devait être le père de notre monastère. Envoyé à Paris aussitôt après sa profession pour y compléter ses études, et cela d'après le conseil de saint Etienne, il fut, quelques années après, élu pour succéder à Gauthier sur le siège abbatial. C'était en 1132. Le nouvel abbé ne se montra point inférieur à sa dignité. Son action fut si grande, son influence si heureuse, que l'ordre de Cîteaux ne fait pas difficulté de le placer à côté de saint Etienne et de saint Bernard pour les services qu'il en a reçus.

Sous le gouvernement d'un pareil abbé, Morimond ne pouvait que prospérer de plus en plus. Aussi le jour où elle le mit à sa tête, cette abbaye vit sa renommée s'étendre, ses fondations se multiplier avec une fécondité qui ne fut surpassée que par celle de Clairvaux. En 1132, elle n'en comptait encore que douze. Cinq ans plus tard, Othon lui en laissait trente-cinq. Au nom-

bre des vingt-trois nouvelles filles dont il avait doté son abbaye, se trouvait notre Aiguebelle, heureuse de devoir le jour à un père aussi illustre. Car, si les institutions nouvelles puisent une garantie de leur influence et de leur durée future dans la sagesse et la sainteté de leur fondateur, ce ne fut pas un vain titre de gloire pour notre monastère d'avoir été fondé par un homme que son mérite et ses vertus élevèrent en peu de temps à la dignité épiscopale.

Le zélé prélat porta dans son église de Frisinghen cet esprit de réforme et de discipline qu'il avait puisé dans le cloître. En fort peu de temps, par son zèle et ses prédications apostoliques, il régénéra son diocèse qui en avait grand besoin. Ses écrits sont encore aujourd'hui une des gloires de l'Allemagne. Les éminents services qu'il rendit à l'état lui ont assuré un rang distingué dans l'histoire, et si, comme son père, le prince Léopold, il n'a pas été couronné par l'Eglise de l'auréole des saints et placé sur les autels, il a toujours été compté parmi les bienheureux et les protecteurs de son Ordre dont il n'abandonna jamais les pratiques.

Cependant un nom plus illustre encore que celui d'Othon de Frisingue devait se rattacher à la naissance de l'abbaye d'Aiguebelle. La gloire de saint Bernard allait rejaillir sur son berceau.

C'est en effet la tradition constante de ce monastère, tradition confirmée par l'histoire, que cet illustre saint intervint dans sa fondation. Bouche, dans son *His-*

toire chronologique de Provence, fait la remarque suivante :

« En même temps vint en Prouence et au Langue-
» doc, pendant le regne d'Alfonse Jordain, comte de
» St-Gilles, de Tolose et de Venaiscin, contemporain
» de notre Berenguier, ce grand et illustre Personnage
» S. Bernard, accompagnant l'euêque d'Ostie, nom-
» mé Albéric, légat du pape Eugène III, pour ve-
» nir prescher contre les hérétiques Pétrobrusiens et
» Henriciens qui de Provence avoient déjà passé en Lan-
» guedoc, où ce Saint, preschant à Tolose, fit des
» conuersions merveilleuses accompagnées de grands
» miracles. C'est sans nulle doute qu'en ce temps ce
» même Saint, passant et repassant en Prouence,
» fonda par la libéralité de nos Comtes et d'autres per-
» sonnes déuotes, plusieurs monastères et abbayes de
» son ordre de Cisteaux, scavoir :

» L'an 1136. et le 18 des calendes de May. le mo-
» nastère de Toronet Ordre de Cisteaux, sous le titre
» de Notre-Dame de Floreya, près de Carcez, dioceze
» de Fréjus.

» L'an 1137. et le 6 des calendes de juillet. le mo-
» nastère d'Aiguebelle Ordre de Cisteaux, dans le
» terroir de Réauville, ancien bailliage de Prouence,
» vers le Comté de Grignan, dioceze de Sainet Paul de
» Trois Châteaux en Dauphiné.

» L'an 1147. le monastère de Sauvecane Ordre
» de Cisteaux, pres du village de la Roque dioceze
» d'Aix, uny au Chapitre de Sainet-Sauveur de la

» même ville par le pape Eugène IV, vers l'an 1440...

» L'an 1448 et le 9 des calendes de juillet, le monastère de Sénanque, dit du latin *sine aquâ*, du même Ordre de Cisteaux, au terroir de Gordes en Prouence, du dioceze pourtant de Cavaillon.

Et l'historien ajoute : « Or que ce saint Bernard ait esté en Prouence vers ce temps, où ces abbayes de son Ordre ont esté fondées, il appert de l'épître 240. que ce même Saint écrivit au sus-allégué Alfonso Jordain, dont le titre est : *ad ILDEPHONSVM comitem sancti Ægidii de Henrico hæretico*, par laquelle il lui donne connoissance qu'il s'en alloit le trouver en son pays du Languedoc pour prescher contre les hérétiques qui estoient en ses états ¹.

Sur quoi, pour être parfaitement exact et ne pas donner prise à la critique, il faut observer premièrement que saint Bernard ne fonda point par lui-même les monastères dont il est ici question ; car aucun d'eux n'appartient à la filiation de Clairvaux dont il était abbé. Mais ce fut sous l'influence de ses conseils et par sa médiation qu'ils furent élevés, et, en ce sens, il peut en être regardé légitimement comme le fondateur. En second lieu, les deux dernières abbayes, *Sauvecane* et *Sénanque* seules ont pu être fondées au voyage dont il est ici parlé, et qui eut lieu vers l'an 1447 ou 1448. Le *Toronet* et *Aiguebelle*, qui existaient depuis dix ans au moins doivent être rapportés à des voyages anté-

¹ Bouche, *Histoire chronologique de Provence*, tom. II, p. 116 ; Aix, M.DC.LXIV.

rieurs. Or l'histoire du Saint nous en signale deux qui concordent précisément avec l'époque de leur fondation : l'un en 1134, à son retour d'Italie où, pendant près de trois années, il avait travaillé à l'extinction du schisme, et l'autre deux ans plus tard, au commencement de 1137, lorsque, sur le rappel d'Innocent, il revint en Italie pour combattre de nouveau l'antipape qui relevait la tête. On peut conclure de là que si l'historien se trompe sur les dates, il ne fait cependant nulle erreur sur le fait, et son témoignage prouve en outre quelle était la croyance générale à cet égard.

D'un autre côté saint Bernard, personne ne l'ignore, était l'âme de son siècle. La chrétienté entière l'écoutait comme son oracle et tenait les yeux fixés sur lui comme sur l'arbitre de ses destinées. Dieu lui-même l'avait marqué de son sceau. Il l'avait suscité pour la défense de son Eglise désolée par l'hérésie et mise en péril par un schisme déplorable. Bernard, en chevalier fidèle, s'acquittait noblement de sa tâche et veillait avec sollicitude sur l'épouse bien-aimée de son maître. Partout où s'élevait un danger pour elle, cet intrépide champion de la foi et de l'unité se présentait pour le conjurer. L'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, le Nord et le Midi de la France l'avaient vu tour à tour visiter leurs provinces. Pour preuve de sa mission, les prodiges naissaient sous ses pas et leur éclat secondant sa brûlante éloquence entraînait après lui les populations et faisait de son passage à travers ces con-

trées un perpétuel triomphe. L'humble et prudent abbé sut mettre à profit, non pour sa gloire, mais pour la fin du schisme et l'affermissement de l'unité, ce religieux enthousiasme. Dans la lutte gigantesque qu'il soutenait presque seul, il avait compris quelles ressources il pouvait puiser dans les nouveaux ordres religieux et dans les monastères anciens qui avaient conservé la ferveur, et de quel poids leur influence et leur autorité devaient peser dans la balance en faveur d'Innocent contre Analet. Témoin ce qu'il en écrivait lui-même aux évêques d'Aquitaine, pour les ramener à l'unité : « Les Camaldules, disait-il, les Chartreux, » les Clunistes, les moines de Vallombreuse, ceux du » Grand-Monastère, les Cisterciens mes frères, les moines de Caen, de Tiron, de Savigny et, en un mot, » tous les frères, moines et clers, dont la vie est régulière et les mœurs sans reproches, tous unis de » cœur, suivent les évêques comme les brebis leur » pasteur, et sont fermement attachés à Innocent ¹. »

Élever des monastères, en élever encore entraînait donc nécessairement dans le plan de saint Bernard pour la pacification de l'Eglise et la réunion des partis. Mais Clairvaux ne pouvait suffire à tout. On recourait alors aux maisons-mères, à Cîteaux, à Morimond surtout. Lorsqu'elles étaient épuisées, les filles à leur tour étaient mises à contribution. Ce n'est qu'en se plaçant à ce point de vue, que l'on peut expliquer le prodigieux dé-

¹ Lettre 126^e aux évêques d'Aquitaine, n^o 10.

veloppement de l'ordre de Cîteaux et la multiplication de ses monastères à cette époque. Dans le court espace de huit années, de 1130 à 1138, temps que dura le schisme de Pierre de Léon, on compte plus de cent trente fondations nouvelles, et presque toutes dans les contrées parcourues alors par l'abbé de Clairvaux, savoir à l'Est et dans le Midi de la France, en Piémont, en Lombardie, en Italie et en Angleterre.

Le pieux désir de Giraud-Adhémar de rétablir l'ancienne abbaye d'Aiguebelle trouva donc promptement écho dans le cœur et la pensée du saint abbé, lorsque, en 1134, le baron se présenta devant lui pour demander des religieux de son ordre et, s'il se pouvait, de son monastère. Mais Clairvaux étant épuisé par des fondations récentes, saint Bernard se vit obligé de l'adresser à l'abbé de Morimond qui accueillit favorablement une demande appuyée de la recommandation de son ami.

Il y avait cependant des formalités à remplir.

Saint Benoît n'avait jamais eu l'idée de fonder un Ordre proprement dit ; son but, en écrivant sa règle, n'était que le gouvernement spirituel et temporel d'un seul monastère. D'après lui, les maisons, entièrement indépendantes les unes des autres, n'avaient entre elles d'autres rapports que l'uniformité d'observances et la pratique d'une même règle. Ainsi chaque abbé, maître absolu chez lui, exerçant une autorité sans contrôle et sans autre surveillance que celle de l'évêque, pouvait entendre cette règle à sa manière et l'interpréter comme

bon lui semblait. Un pareil état de choses, on le comprend, ne pouvait résister longtemps à l'entraînement rapide des passions humaines et devait tôt ou tard amener la ruine de l'état monastique. C'est ce qui arriva, comme nous l'avons vu. Les diverses réformes entreprises, les deux dernières surtout, celles de saint Benoît d'Aniane et de Cluny, pour guérir ce vice originel, s'étaient bien efforcées de constituer l'unité et de réunir en un même corps tous ces membres épars, mais sans pouvoir réussir. Le mal avait sa source dans l'absence complète de surveillance sur les abbés et de juges chargés d'examiner leur conduite. Saint Etienne sonda la plaie de son regard profond. En médecin habile, il porta le fer à l'endroit sensible et tailla dans le vif. Il commença par instituer le chapitre général où chaque abbé devait se rendre tous les ans pour rendre compte de son administration, et pourvoir avec ses collègues au maintien de la discipline et de l'observance régulière dans l'Ordre entier. Le premier fruit de ces réunions annuelles fut la création de la *Charte de charité*, ainsi nommée du principe même qui l'avait dictée. Admirable constitution qui fut la source de la prospérité et de l'influence dont jouit le nouvel Ordre et qui aurait assuré son autorité et son maintien dans la ferveur, si on lui fût demeuré fidèle.

Par cette constitution la surveillance mutuelle était établie. L'abbé de chaque maison était sous la juridiction du père immédiat qui lui avait donné sa mission,

et qui était par conséquent son supérieur naturel. Le Père universel de l'Ordre, ainsi appelait-on l'abbé de Cîteaux dont la maison avait produit toutes les autres, était soumis lui-même à la surveillance et à la correction de ses quatre premiers fils. Dès lors la surveillance des évêques n'était plus nécessaire, les Pères immédiats tenaient leur place. Les prélats qui favorisaient l'Ordre naissant le comprirent et renoncèrent d'eux-mêmes à leur juridiction, ne se réservant que le respect et l'honneur légitimement dus à leur rang et à leur dignité. Ainsi devaient faire tous les évêques désireux de posséder dans leur diocèse un de ces monastères : c'était la condition indispensable. C'est pourquoi les habiles législateurs avaient exigé qu'avant toute fondation, l'évêque du lieu en eût connaissance et que la Charte de charité lui fût présentée, « non point que nous voulions, disaient » ces hommes aussi humbles que prudents, nous dispenser de l'obéissance due aux évêques, mais parce » que nous devons observer ce que nous avons promis par rapport à notre Ordre¹. »

Cette mesure fut exécutée dès l'an 1114, c'est-à-dire à la fondation de Pontigny, seconde fille de Cîteaux. Hugues de Mâcon, son premier abbé, dans le serment d'obéissance qu'il prêta à l'évêque d'Auxerre inséra la clause *Salvo ordine nostro*, par laquelle l'évêque avait renoncé à toute juridiction sur le monastère en ce qui touchait à la discipline ou au gouvernement.

¹ *Instituta capit. general.* 1134. cap. XXXIV.

D'un autre côté, le temps n'était plus où les moines, pour satisfaire aux exigences sacrées de la conscience, se trouvaient réduits à quitter leurs couvents pour chercher dans les lieux déserts et les forêts sauvages un asile contre le relâchement universel. L'expérience avait instruit nos pères et leur avait appris combien cette conduite, nécessaire dans les commencements, était cependant contraire à la régularité et pouvait nuire à la sanctification et même au salut des âmes. Désormais les religieux arrivant sur le lieu de la fondation devaient y trouver tous les lieux réguliers prêts à les recevoir, l'oratoire, le cloître, le chapitre, le réfectoire, le dortoir, une maison pour recevoir les hôtes, une porterie et les revenus nécessaires pour l'entretien de la communauté. Le changement de demeure n'en apporterait aucun à leur genre de vie. L'office divin, la lecture, la méditation, le travail, le jeûne et les veilles n'auraient à souffrir aucune interruption ¹.

Lors donc que la fondation d'Aiguebelle eut été résolue, le premier soin de l'abbé de Morimond, après la visite des lieux, fut de présenter les constitutions de l'Ordre à l'évêque de Saint-Paul et d'obtenir de lui son consentement avec la cession de ses droits. Pons IV, qui s'assit cette année même sur le siège épiscopal ², s'empressa d'approuver une œuvre à laquelle son prédécesseur, Aimar-Adhémar, arrière-petit-fils du pre-

¹ *Instituta capit. gener.* 1134. cap. XII.

² « Pontius sedet anno 1134. » *In Cartulario S. Barnardi Romanensis.*—Columbi S-J. *Noctium Blancalandarum* pars 1^a.—Dom Martène, *Anecd.*, t. I, col. 380, dit en 1132.

mier fondateur d'Aiguebelle et frère de Giraud qui la releva de nouveau, n'était certainement pas étranger. Cette première condition remplie, la seconde ne devait apporter aucun retard à l'érection du nouveau monastère. Les bâtiments de l'ancienne abbaye d'Aiguebelle étaient en état de recevoir la petite communauté jusqu'au temps où l'on pourrait en construire d'autres dans un lieu plus convenable et sur le modèle des monastères cisterciens.

Nul obstacle ne s'opposait plus au départ de la colonie. L'abbé de Morimond convoque alors, selon l'usage, ses religieux à l'église, mande à ses pieds, au degré du presbytère, le moine Guillaume, homme d'une vertu consommée, et lui remet la croix de bois entre les mains. Lui adjoignant ensuite douze compagnons choisis parmi les plus fervents de la communauté, il les envoie, pèlerins du Christ et de la pénitence, arroser de leurs sueurs une nouvelle contrée pour y faire germer, avec les fruits de la terre, les fleurs des plus belles vertus. Obéissants jusqu'à la mort, ainsi qu'ils l'ont juré au jour de leur solennel engagement, les humbles moines s'inclinent sous la parole et la main bénissante de leur abbé, et se mettent en route accompagnés par leurs frères jusqu'à la porte du monastère. C'est là qu'ils se donnent en pleurant le baiser d'adieu. Mettant en Dieu toute leur espérance, ils n'emportaient pour bagages qu'un missel, un bréviaire, tous les livres exigés pour le chant de l'office divin, avec la sainte Règle, le livre des *Us* qui renfermait la Charte

de charité et les règlements des chapitres généraux de l'année 1119 à 1134 ¹. Peut-être y avaient-ils ajouté un calice d'argent et les ornements de laine nécessaires au service de l'autel. C'est dans cet équipage qu'ils franchissent le royaume de Bourgogne dans toute sa longueur et arrivent enfin, épuisés, à Monteil où Giraud-Adhémar les accueille avec la joie la plus vive et les installe aussitôt, sur leurs pressantes instances, dans l'antique et déserte abbaye d'Aiguebelle de Montjuyer.

Dès le premier instant de leur arrivée dans cet asile provisoire, la petite communauté se remet avec ferveur à la pratique de ses exercices, nécessairement interrompus par les exigences et les fatigues d'un pénible voyage. Les jeûnes, les veilles, le chant de l'office et le travail des mains reprennent aussitôt leur cours régulier. De toutes parts on accourait pour admirer tant de vertus. Leur sainte vie produisait une impression merveilleuse et, loin de démentir ce que la renommée publiait partout des religieux de l'ordre de Cîteaux, elle paraissait encore le dépasser. « Lorsqu'on les voyait au » chœur, ils ressemblaient moins à des hommes revê- » tus d'habits monastiques qu'à des anges en longues » tuniques blanches, chantant avec transport les » louanges du Seigneur. Leur ferveur était telle, » qu'elle leur faisait oublier et mépriser la terre, les » enflammait de saints désirs pour le ciel, déconcer- » tait l'enfer et semblait le provoquer au combat. » Enfin pour achever leur portrait par ce que l'annaliste

¹ *Instituta cap. gener., cap. III.*

de l'Ordre a dit des fondateurs de Cîteaux : « Ils travail-
» laient sans relâche et ne ressentait jamais de fati-
» gue; ils goûtaient plutôt qu'ils ne prenaient le repos et
» la nourriture ; pour tout le reste, ils le faisaient à la
» manière des esprits célestes, sans bruit, sans inter-
» ruption, sans contention. Marie, leur illustre patronne
» et souveraine, encourageait et fortifiait Guillaume.
» L'exemple de l'abbé animait le prieur, et tous les
» autres, entraînés dans leur mouvement, gravitaient
» autour d'eux comme autour de leur centre. Cons-
» tamment nos pères goûtaient le repos dans le tra-
» vail, la paix au milieu des affaires, la solitude au sein
» de la communauté, une crainte salutaire dans la sé-
» curité, et une sainte sécurité au milieu de la crainte¹ ».

¹ *Annales Cisterciennes*, ann. 1104, n. 1.



CHAPITRE III.

GOUVERNEMENT DE DOM GUILLAUME (1137-1160).

Translation de l'abbaye au Val-Honnête. — Détails historiques et généalogiques sur Gontard-de-Rochefort. — Son tombeau retrouvé. — Une visite à Aiguebelle au XII^e siècle.

Chaque Ordre religieux tend à une fin spéciale et possède par conséquent un esprit propre, un cachet qui le distingue. Cet esprit se manifeste au dehors, non seulement par l'action que l'Ordre exerce dans le rayon soumis à son influence, mais il s'imprime même aux lieux qu'il habite; on le reconnaît aux sites qu'il choisit de préférence pour sa demeure. Aussi a-t-on remarqué que saint Bernard affectionnait les vallées, saint Benoît les collines, que saint François préférait les bourgades et saint Ignace les grandes cités; vérité que l'on a exprimée en deux vers devenus fameux :

« *Bernardus valles, colles Benedictus amabat,*
« *Franciscus vicos, magnas Ignatius urbes;* »

caractérisant ainsi la prière contemplative du patriarche des moines, l'austérité laborieuse et pénitente de l'Ordre de Cîteaux, la simplicité et l'humilité des enfants

de saint François en même temps que le zèle enflammé de la compagnie de Jésus.

L'Ordre de Cîteaux choisissait donc autant qu'il le pouvait pour ses monastères des vallées désertes, des lieux bas et marécageux. Les premiers chapitres généraux avaient même fait de cette recommandation le premier article de leurs règlements¹, prétendant par là se conformer au désir de saint Benoît qui recommande de ne construire les monastères que dans les lieux éloignés de la conversation des hommes.

Il y avait encore à cela d'autres raisons.

Saint Benoît témoigne le désir que l'on ait dans le monastère toutes les choses nécessaires : de l'eau, un moulin, un four, des ateliers pour les différents arts et métiers, en sorte que les moines n'aient pas à sortir du cloître; car, dit-il, « rien n'est plus nuisible au salut de leurs âmes² ». Exacts observateurs de la règle comme ils l'étaient, nos Pères de Cîteaux n'eurent garde d'en omettre un point si important et les vallées presque toujours abondamment arrosées leur en facilitaient l'exécution.

Saint Bernard expliquait d'une troisième façon cette manière de faire; il en prenait le principe dans l'esprit même et la fin de sa vocation : « Nos saints pères et » prédécesseurs, disait-il, cherchaient des vallées » humides et profondes pour y élever leurs monastères, » afin que les religieux, souvent malades, eussent sans

¹ *Instituta cap. gener.*, cap. I.

² *Reg. S. Benedicti*, cap. LXVI.

» cesse la mort devant les yeux, et vécussent toujours
» dans une crainte salutaire ¹ ».

Or, l'abbaye d'Aiguebelle de Montjuyer, où nos religieux s'étaient provisoirement établis, était loin de fournir les conditions requises par le programme cistercien. Pittoresquement assise sur le plateau le plus élevé des collines environnantes, elle voyait se dérouler devant elle un vaste et brillant panorama. D'un côté, les Alpes et leurs gorges sauvages, le Ventoux avec son sommet neigeux ; plus près d'elle, la riante et fertile plaine de Grignan montrant avec orgueil son mamelon couronné d'un château-fort, la cité de Saint-Paul et son antique cathédrale, et là-bas, tout-à-fait à l'horizon, le Rhône fuyant avec rapidité et laissant après lui un long sillon argenté. Ce spectacle grandiose, bien propre, il est vrai, à élever l'âme à Dieu par de sublimes contemplations, était trop beau, trop attrayant pour des hommes voués aux rudes labeurs de la pénitence.

Leur premier soin fut donc de chercher un lieu plus sévère et plus conforme à l'esprit de leur sainte vocation.

Ils le trouvèrent à un quart de lieue de l'abbaye, au midi, dans une vallée profonde, traversée par la Vence, torrent impétueux qui court se précipiter dans la Berre, au-dessous de Valaurie. Ce lieu se nommait Derzas et tirait son nom des ronces nombreuses et des buissons qui hérissaient le sol ².

¹ *Epist. B. Fastredi sub finem epist. S. Bernardi. Epist. 440. N° 4.*
Edit. Horstii.

² Voir du Cange, au mot *Derzon*.

Le seigneur de Rochefort à qui ce lieu appartenait, heureux de contribuer à la dotation d'une communauté qu'il vénérât et de partager avec le seigneur de Grignan le titre et les privilèges de fondateur ; à la prière peut-être de l'abbé de Morimond qui visitait le monastère, Gontard s'empessa de céder ce domaine auquel il ajouta la vaste forêt d'Aiguebelle plus étendue qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Ainsi, grâce à la générosité de ces deux seigneurs, les propriétés de l'abbaye d'Aiguebelle, comprenaient avec la forêt toutes les terres qui forment aujourd'hui les communes de Réauville et de Montjuyer. Elles s'étendaient depuis la tour de Mont-Lucet jusqu'aux limites du prieuré de Sarson, renfermaient dans leur enceinte l'ancien couvent de saint Basile et la forêt qui l'avoisine ; la grange de *Frayssenas* (aujourd'hui *Saint-Etienne* appartenant au monastère) ; le hameau de *Cersat* ou du *Fanjas* ; le domaine de Montjuyer, où il ne paraissait d'autre habitation que l'abbaye ; le hameau de *Ruinel* entre la Berre et Réauville et enfin Réauville lui-même, chef-lieu du fief, et connu primitivement sous le nom de Derzas. Le nom de Réauville ne lui fut donné que plus tard, nous verrons à quelle occasion. L'abbé possédait cet immense territoire en franc-alleu, avec droit de haute et basse justice, de dîmes, censes, et autres droits seigneuriaux. Il en faut pourtant excepter les trois domaines de Saint-Nizier, de Saint-Pancrace et de Barret, enclavés dans la forêt, et qui formaient un fief à part appartenant au seigneur de Valaurie.

Une donation accompagnée de tant de grandeur et de magnificence atteste sans doute dans nos deux fondateurs une foi bien vive, de la piété, et surtout une singulière estime pour les religieux de l'ordre de Cîteaux ; mais elle nous montre de plus qu'ils n'étaient guère inférieurs l'un à l'autre en richesse et en puissance. Le seigneur de Rochefort était en effet l'un des plus influents de la province. Ses domaines s'étendaient jusque sur les bords de la Berre. Le nom de Granges-Gontardes, que porte encore aujourd'hui un bourg assez considérable, indique que ses possessions allaient au moins jusques là. Mais quand a commencé cette puissante famille ? était-elle d'origine dauphinoise ou d'origine lombarde, comme le voudrait une ancienne tradition ? C'est ce que l'on ne peut définir, les documents diplomatiques et les titres légalement incontestables ne remontant pas au delà de 1267, année de la mort de Hugues du Puy, seigneur de Peyrins et de Rochefort. On voit par là, que, dès cette époque, la famille du Puy était en possession de la seigneurie de Rochefort, mais on ne sait comment elle l'avait acquise. M. le marquis du Puy-Montbrun de Rochefort que nous avons consulté à ce sujet n'a pu nous fournir aucun document historique, mais il nous a très obligeamment fait part du sentiment d'un généalogiste du dernier siècle, M. de Saint-Pons, très versé dans la science héraldique, qui disait être persuadé que les du Puy et les Gontard étaient d'une seule et même famille, dont la branche cadette avait pris le nom du Puy (*de podio*) parce qu'elle

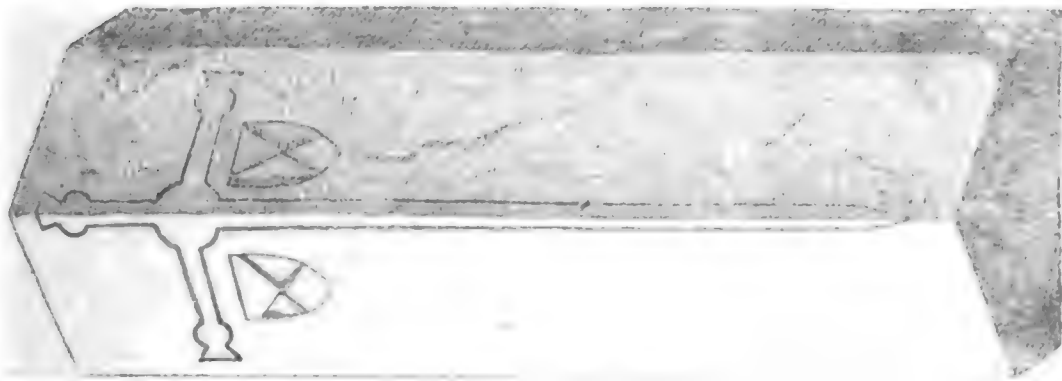
s'était fixée dans les montagnes. Ainsi l'extinction de la branche aînée expliquerait naturellement le passage de la seigneurie de Rochefort dans la famille du Puy.

Allié de près à cette noble maison qui, dans la première croisade, avait fourni à Godefroy de Bouillon tant de braves chevaliers et de vaillants capitaines, mais dont le membre le plus illustre fut sans contredit Raymond du Puy, grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ¹, Gontard-de-Rochefort voulut marcher sur leurs glorieuses traces. Noblement jaloux des exploits et de la gloire de son parent qui brillait alors de tout l'éclat de sa renommée, il se croisa et partit pour la Palestine où il est probable qu'il perdit la vie.

En effet, il était de tradition à Aiguebelle que le corps d'un croisé rapporté de la Terre-Sainte reposait dans l'Eglise, mais on ne savait en quel lieu. En 1855, à la reconstruction de la partie antérieure de l'édifice détruite par les calvinistes, on retrouva sous le seuil de la porte d'entrée, au lieu même où nos pères avaient coutume d'enterrer les corps de leurs fondateurs ou de leurs insignes bienfaiteurs, deux tombes étroites et fort simples, creusées et maçonnées dans le tuf, dans la direction du nord au midi. Elles renfermaient deux squelettes d'inégale grandeur, l'un d'homme et l'autre

¹ Nous savons que l'on dispute à la famille dauphinoise du Puy l'honneur d'avoir produit le second grand-maître des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de traiter la question, encore moins de ravir à la famille de notre fondateur une prérogative dont elle paraît justement en possession depuis plusieurs siècles. Nous nous contenterons de renvoyer les lecteurs aux pièces justificatives n° III, où sont rapportées les raisons qui militent en sa faveur.

de femme. De l'est à l'ouest, une seule pierre sépulcrale recouvrait la tête des deux défunts. Cette pierre, taillée en arête, présente la forme exacte d'un cercueil d'un mètre quatre-vingt-dix centimètres de long sur une largeur de soixante-quatre centimètres. Elle ne porte pas d'inscription, mais sur le sommet et dans toute la longueur de l'arête est gravée une croix bourdonnée et en forme d'épée, sous les bras de laquelle sont deux écussons de forme peu différente et sans armes.



Cette simplicité la fait remonter évidemment aux premières années de la fondation de notre abbaye, alors que l'usage des armoiries ne faisait que de naître et était encore peu répandu.

Les ossements que cette pierre recouvrait tombaient en poussière. La tête seule de notre pieux fondateur était intacte et possédait toutes ses dents. Nous l'avions religieusement recueillie et nous la conservions avec respect, quand une chute malheureuse du lieu élevé où elle était placée la fit voler en éclats. Le nom inscrit sur la charte lapidaire et cette pierre sépulcrale sont donc les seuls souvenirs qui nous restent de l'homme

illustre qui se montra si généreux envers nos Pères et qui les dota de l'agréable vallon où devait s'élever bientôt notre abbaye.

Ce vallon s'ouvre dans la direction de l'est au sud-ouest et s'étend, en s'élargissant, depuis les côteaux de Montjuyer et de Réauville jusque dans la plaine de Pierrelatte arrosée par le Rhône et ses nombreux canaux. Ses flancs sont hérissés de rochers escarpés, de collines à pic déchirées en plusieurs endroits par les éboulements du terrain. Les buissons d'épines, les halliers et les fourrés qui en couvraient la surface lui donnaient un aspect âpre et sauvage. En un mot, rien ne lui manquait pour plaire à nos pères, amis des lieux d'horreur et de vaste solitude. A la partie supérieure de la vallée se trouve un léger mamelon adossé du côté du nord aux rochers qui couronnent la colline. Il s'étend en pente douce vers le midi, à travers la gorge étroite du Val-Honnête, jusque sur les bords de la Vence, et forme une langue de terre resserrée entre trois torrents : le *Ranc* qui coule à l'est, *Flammanche* qui s'élance des rochers du nord et la *Vence* qui les reçoit l'un et l'autre au midi.

Tel fut l'emplacement choisi pour le nouvel édifice qui devait être considérable. Car, de même que toute abbaye cistercienne, Aiguebelle devait renfermer deux monastères séparés, l'un pour les religieux de Chœur, l'autre pour les frères Convers. Cette mesure si utile, si nécessaire à la solitude et au recueillement, avait été dictée par le même esprit qui inspira à saint

Albéric l'admission des frères Lais. Ces derniers avaient donc leur chapitre, leur réfectoire, leur dortoir et même leur infirmerie propres ¹. Le cimetière seul et l'église leur étaient communs avec les religieux et leur chœur venait à la suite de celui des infirmes. Jamais ils ne pénétraient dans le cloître, si ce n'est pour se rendre au chapitre des moines, les jours où le sermon était plus solennel ², ou pour la procession qui se faisait en quelques-uns de ces jours-là. On conçoit dès lors quel silence, quel calme régnaient dans ce sanctuaire. C'était bien véritablement la maison de paix, l'image de la Jérusalem céleste où le service du Seigneur se fait sans bruit, sans tumulte et dans la plus parfaite harmonie. Pour favoriser plus encore le recueillement et l'esprit de prière, et se procurer une solitude plus profonde, nos pères assignaient à chaque exercice un lieu particulier. Ainsi l'oratoire qui, selon la règle, doit être ce que signifie son nom, un lieu de prières, ne pouvait servir à un autre usage et il n'était permis d'y rien déposer d'étranger au culte. Le cloître était réservé à la lecture; le chapitre, à l'accusation publique des fautes, à la confession secrète, à la lecture et à l'explication de la sainte règle qui avaient lieu tous les jours, aux sermons des jours de fête et à toutes les assemblées extraordinaires. Puis venaient le réfectoire, le chauffoir, le dortoir, l'infirmerie : chaque emploi, en un mot, chaque exercice avait son lieu désigné. On y trouvait même

¹ *Us. ant. c. Cl. Sub finem.*

² *Inst. dist. XIV. cap. X.*

le *Scriptorium*, grande salle où les religieux, amis de l'étude, employaient à écrire le temps laissé libre par la règle, et qui servait ensuite aux calligraphes du monastère pour transcrire les manuscrits pendant les heures consacrées au travail des mains. Le silence devait y être aussi rigoureusement gardé que sous les cloîtres, et si, pour le travail, quelque communication était nécessaire, elle devait se faire par signes ¹.

Pour l'ensemble et la disposition des bâtiments, ils étaient à peu près les mêmes dans tous les monastères : l'église orientée, et les lieux réguliers se développant au nord le long des galeries du cloître. Aiguebelle est un des rares exemples d'exception à cette règle générale. L'église, orientée il est vrai, occupe la partie nord de l'édifice au lieu d'être au midi, sans doute à cause des accidents du terrain et surtout de l'exposition du côté descendant au midi. Si l'on eût suivi l'usage, les lieux réguliers adossés à la montagne au nord, enfouis au midi sous les murs élevés de l'église, n'auraient jamais joui des rayons du soleil et le cloître, malsain et glacé, eût été inhabitable. Mais ce changement une fois admis, nous n'avons qu'à faire le tour du monastère pour avoir une idée juste et complète de toutes les abbayes cisterciennes. Commençons par l'église, afin d'imiter nos pères qui débutèrent par elle dans leurs constructions. Ils pensaient avec justesse que le premier maître de la maison y devait avoir le premier sa demeure.

¹ *Us. ant.*, CLXXV. Nom. p. 178.

Deux églises principales ont servi de type à toutes les églises de l'Ordre : celle de Cîteaux et celle de Clairvaux. La première se composait de trois nefs et d'un transept accompagné de chapelles. C'est le type suivi à Aiguebelle. La seconde n'en différait que par une abside demi-circulaire, passant derrière le maître-autel et accompagnée de chapelles comme le transept. L'une et l'autre se divisaient en quatre parties : le presbytère, le chœur des religieux, l'arrière-chœur qui servait aux infirmes, et le chœur des frères Convers séparé de celui des infirmes par un autel ordinairement consacré à la sainte Vierge, où l'on disait sa messe votive tous les jours de l'année. A l'intérieur comme à l'extérieur, ces églises respiraient la plus austère simplicité. Là, point de tours ambitieuses, de clochers élancés. On n'y pouvait admirer ni les vitraux aux brillantes couleurs, ni les croix d'or ou d'argent sculptées avec art : au lieu des autels magnifiquement ornés d'or et de pierres précieuses ; au lieu des lustres étincelants aux branches délicates garnies de cristaux et de perles éblouissantes que l'on voyait à Cluny, une grande table de pierre toute unie posée sur quatre colonnes recevait l'auguste victime et le sang précieux répandu au divin sacrifice ; un cierge unique placé sur un candélabre de fer et cinq lampes, au plus, allumées aux jours des plus grandes solennités, faisaient les frais de l'illumination. On n'y voyait pas les élégantes arabesques ramper sur les murs en contours capricieux ; les guirlandes de fleurs n'y enroulaient pas leurs anneaux délicats sculptés autour des sveltes colonnes,

pour s'épanouir en riche couronne au sommet des chapiteaux ou circuler comme un gracieux ruban autour de la vaste coupole. Ces austères pénitents ne voulaient dans le temple, où ils désiraient servir Dieu dévotement le jour et la nuit, rien qui sentît la vanité ou le luxe, ni qui pût altérer la pauvreté, cette gardienne de la vertu, qu'ils avaient embrassée de leur plein consentement. Toute peinture, toute sculpture y était sévèrement prohibée par la règle, « car, disaient-ils, » l'attention apportée à ces objets empêchait les heureux fruits d'une bonne méditation et faisait négliger » souvent la gravité religieuse. » Une image pourtant était exceptée : celle du crucifix, pourvu qu'il fût de bois et peint seulement au naturel. La matière et la couleur lui donnaient ainsi plus l'apparence de la réalité que s'il eût été d'or ou d'argent, avec quelque soin d'ailleurs qu'il eût été travaillé ¹.

Il ne faut pas croire néanmoins que ces églises fussent dépourvues de grâce et de beauté. On en avait exclu, il est vrai, la somptuosité, le luxe et les ornements inutiles, mais non l'architecture. Les pères de Cîteaux s'étaient appliqués à conserver la beauté essentielle, et, pour être simples, leurs églises n'étaient pas disgracieuses à voir. On en peut juger par l'église d'Aiguebelle. Les règlements y sont appliqués dans toute leur rigueur. Nulle peinture, nul ornement, rien que les murs nus ; et toutefois l'œil et l'esprit sont également

¹ *Exord. Cœnob. Cist.*, cap. XVIII, et *Nomasticon Cist.*, pag. 158, 252, 271.

satisfaits. La beauté de ces lignes architecturales qui apparaissent dans toute leur pureté, ces grands arcs coupés qui s'ouvrent sur le sanctuaire et aux deux côtés du transsept, les arceaux géminés et à plein cintre qui relient entre eux les piliers et dégagent le mur qui délimite les nefs, les belles voûtes à nervures avec arcs-doubleaux, les piliers massifs qui les supportent, les colonnes sévères qui s'élèvent en faisceau de chaque côté du presbytère et leurs chapiteaux nus, tout cet ensemble achevé par la gracieuse abside à voûte en cul-de-four¹ respire un air de grandeur et de mystère qui va bien à l'âme et la dispose naturellement à se recueillir, à s'élever sur les ailes de la prière jusqu'au trône de l'infinie Majesté qui a fait de ce lieu sa demeure.

Nous avons dit qu'on n'y voyait pas d'ornements, point de sculptures ; nous nous trompions. Au fond du sanctuaire et de chaque côté de l'autel, au-dessous de la suspense d'argent où se conservait le corps sacré du Sauveur soigneusement enveloppé dans une toile de lin, s'élèvent deux élégants pilastres, l'un de forme hexagone et l'autre cylindrique, destinés à supporter la voûte et qui laissent apercevoir avec discrétion et comme en se cachant dans l'angle du mur, le premier un élégant feuillage en volutes, et le second les gracieux rinceaux d'une acanthe qui promettait d'être superbe. C'était sans doute un hommage offert par le talent à la sainte Humanité du Sauveur. Mais hélas !

¹ La voûte actuelle de l'abside est à pans coupés, mais elle est plus moderne que le reste de l'église.

l'œuvre n'est qu'ébauchée. Sans doute l'inexorable abbé, survenant tout à coup, surprit le malencontreux artiste dans son travail clandestin et interrompit le chef-d'œuvre. Il nous semble voir le bienheureux Guillaume, tout enflammé du zèle de la discipline, le regard animé d'une sainte indignation, interpellé le coupable et, d'un index accusateur, lui mettre sous les yeux le règlement violé, tandis que le pauvre frère, honteux de sa faute, en demande humblement pardon sans s'excuser et replie tristement les ailes de son génie prêt à prendre l'essor.

Mais poursuivons notre visite et descendons au cloître par la porte qui se trouve au-dessous du transept, au midi. A gauche, en sortant, à cette partie du cloître qui est entre l'église et le chapitre, nous trouvons, comme à Cîteaux, comme à Clairvaux,¹ le caveau qui sert de sépulture aux abbés. C'est à cette place qu'ils ont voulu reposer, dans l'espoir que la vue de ce tombeau rappellerait aux enfants le souvenir de leurs pères et solliciterait, à l'entrée de l'église, leurs suffrages et leurs prières. Une fosse profonde et assez large se divise en trois compartiments ou sépulcres qui se remplissent à tour de rôle. Ils sont recouverts de trois dalles disposées de manière à glisser facilement l'une sur l'autre. Par dessus, est une espèce d'autel ou table de pierre surmontée d'un arceau, dans l'enfoncement duquel on voit un grand crucifix au milieu de

¹ Jongelin, *Notitia Abbatiarum Ord. Cist. Series Abbatum Cist. Cenob. Fastredus*, VII abbas et *Magnum Exordium*, lib. III, cap. V.

deux crosses sculptées sur le mur. Voilà où reposeront, sur une couche de chaux vive, les corps du bienheureux Guillaume et de ses successeurs.

A la suite du tombeau et immédiatement avant le chapitre, se trouve la sacristie qui communique à l'église par le mur du transept. Sa partie antérieure donnant sur le cloître s'appelle *Armarium* (*Armoire*); c'est la bibliothèque. On conçoit en effet que, à cette époque, ce fut assez d'une armoire, ou au moins d'un cabinet étroit, pour contenir tous les livres d'un monastère à son début. Les livres du chœur, quelques bibles avec les commentaires, les Saints Pères les plus approuvés de l'Eglise, les conférences de Cassien et les vies des Pères du désert formaient le fond obligé de ces bibliothèques primitives, et c'est de ce trésor que l'on tirait, chaque année, les livres distribués aux frères au commencement du carême ¹.

Ne pouvaient-ils en avoir d'autres à leur disposition?...

Il y aurait, à notre avis, une étude aussi intéressante qu'instructive à faire sur les premières bibliothèques cisterciennes et nous croyons qu'il ne serait pas sans utilité de considérer quelle tendance elles prirent à leur principe, quels furent leurs premiers développements. On pourrait par là se former une idée juste et vraie des sentiments de nos Pères sur la culture des lettres, et peut-être y reconnaîtrait-on qu'ils étaient moins

¹ *Reg. S. Benedicti*, cap. XLII, XLVIII et LIII.

dépourvus de sens littéraire et de goût pour l'étude et la science qu'on a l'air de le croire généralement¹.

Il est sûr en effet que, dès les premiers temps, nos Pères s'occupèrent avec activité de la transcription des manuscrits. Les règlements même qu'ils firent à ce sujet, les privilèges accordés aux écrivains nous prouvent toute l'importance qu'ils attachaient à ce travail. Moins soucieux, il est vrai, de la forme que du fond, ils rejetaient les lettres enluminées, les arabesques aux marges, les miniatures et tous ces enjolivements si recherchés de nos jours². Mais ce que leurs manuscrits, par cette austère mesure, perdaient en éclat et en ornementation, ils le rachetaient amplement par la netteté de l'écriture, par la beauté et le fini des caractères. Bien plus, ils ne se contentaient pas du rôle de copistes, ils collationnaient entre eux les divers manuscrits et apportaient à leur correction un jugement et une sagacité auxquels la plus sévère critique ne saurait trouver à reprendre. Témoin l'exemplaire précieux de la Bible, écrit de la main même de saint Etienne, qui se conservait si religieusement à Cîteaux avant la révolution française et que possède aujourd'hui la bibliothèque de Dijon.

La salle capitulaire qui suit l'*armarium* est assez vaste. Sa voûte d'arête repose sur deux piliers fort bas

¹ Les recherches de M. de Jubainville sur ce sujet pour l'abbaye de Clairvaux ont précisément amené le résultat que nous signalons ici. Nous ne doutons pas qu'il n'en fût de même pour la majorité des abbayes de l'Ordre.

² *Instituta*, cap. LXXXI. Nom. p. 271.

placés au milieu et forme ainsi trois travées de chaque côté. Tout autour s'élèvent des sièges de pierre sur trois rangs formant amphithéâtre. Les novices occupent le plus bas, et les religieux assis sur le plus élevé appuient les pieds sur celui du milieu. Cette salle offre un aspect tout-à-fait sévère et en parfaite harmonie avec sa destination. Ici, en effet, se tient l'école de l'humilité qui ne s'apprend, dit-on, que par l'humiliation. Saint Benoît a écrit sur cette vertu si rare un chapitre remarquable. Il la partage en douze degrés qui forment les degrés de l'échelle de Jacob par lesquels on arrive à cet amour parfait d'où la crainte est bannie¹. Tous les autres chapitres de la règle ne sont en quelque sorte que le commentaire pratique de celui-là. L'un de ces derniers prescrit que, lorsqu'un moine aura fait une faute contre la règle, brisé ou perdu quelque objet, en un mot commis un acte répréhensible, quel qu'il soit, il devra immédiatement s'en accuser devant l'abbé ou la communauté².

Or c'est ici que ce point si important reçoit son exécution. L'assemblée se tient tous les jours et s'ouvre par la lecture du martyrologe et la récitation des prières qui terminent l'office de Prime. On lit ensuite un passage de la sainte règle sur lequel l'abbé fait une courte glose, et quand, après l'absoute des défunts, le supérieur a dit : « *Loquamur de Ordine nostro,* » parlons de notre Ordre, celui qui se reconnaît coupable

¹ *Reg. S. Bened.*, cap. VII.

² *Reg. S. Bened.*, cap. XLVI.

ble de quelque délit se prosterne à sa place, couvert de son capuce. Après un moment de silence, l'abbé lui dit : « *Quid dicis ?* » le coupable répond : « *Mea culpa.* » On lui ordonne alors de se lever au nom du Seigneur ; il s'avance au milieu du chapitre, se découvre pour être bien reconnu, confesse sa faute, en reçoit la pénitence et retourne à sa place quand le supérieur le lui a permis. Se surmonter de la sorte, refouler l'orgueil au fond de son cœur, affronter avec courage les attaques les plus vives du respect humain, appeler ainsi sur son front la honte des faiblesses que l'on voudrait se cacher à soi-même, certes, n'est-ce pas déjà une bien grande victoire ? Mais bien plus grande, plus glorieuse encore est celle qui se remporte lorsque, sans ressentiment, sans émotion, on s'entend accuser par les autres. Car, soit oubli, soit négligence, qui sait ? peut-être faute de courage, il peut arriver, il arrive même quelquefois qu'on passe sous silence une légère infraction, un petit manquement. « C'est si peu de chose, cela ne vaut pas la peine, » se dit-on. Alors un frère charitable vient à votre aide et répare la brèche faite à l'édifice de votre perfection. « Mon frère a commis telle faute, » dit-il simplement, en déclinant votre nom. Et le coupable aussitôt de se prosterner à terre, de s'avancer au milieu de la salle pour entendre la correction et recevoir un châtiment plus rigoureux, parce qu'il ne s'est pas accusé lui-même. C'est encore la recommandation de saint Benoît ¹.

¹ *Us ant.*, cap. LXX, Nom. p. 165. — *Reg. S. Bened.*, cap. XLVI.

A la suite du chapitre est l'*Auditoire*. C'est là que l'abbé, dans l'intervalle qui sépare Matines de Laudes, entend les frères qui ont à lui parler, soit pour la confession de leurs fautes secrètes, soit pour la direction de leur conscience. Oh ! si ces vieux murs pouvaient parler, que de pieuses et naïves confidences ils nous rappelleraient ! Que de sacrifices et de vertus héroïques dont le souvenir est à jamais perdu, ils dévoileraient ! Pendant le jour, ce même auditoire sert au prieur. Toutes les fois que les frères ont quelque chose à se communiquer, ils se présentent devant lui, ayant soin de n'entrer qu'après avoir frappé et entendu le signal qui le leur permet. Ils ne peuvent être que deux, à moins que le prieur n'ait quelque chose à dire à un plus grand nombre. La communication faite, ils se retirent sur le champ.

C'est là encore que les postulants attendent le moment d'entrer au chapitre, afin d'exposer leur demande en présence de la communauté. Ainsi le prescrivent les *Us de l'Ordre* ² : « Quiconque veut se faire moine
« doit, quatre jours après avoir fait connaître son désir,
« être amené au chapitre. » Là, prosterné tout de son long devant le pupitre, il est interrogé par l'abbé sur ce qu'il demande. « La miséricorde de Dieu et celle de
« l'Ordre, » répond-il. Alors seulement il se relève au nom du Seigneur et sur l'injonction de l'abbé, il écoute l'exposition qui lui est faite de l'austérité et des observances qu'il veut embrasser, et s'il promet d'en garder

¹ *Us ant.*, cap. CII. Nom. p. 218.

tous les points, l'abbé l'accepte et termine par ce souhait : « Que Dieu achève en vous ce qu'il a si heureusement commencé. » La communauté répond : « Amen, » et le postulant se retire après une dernière inclination. Le troisième jour après cette cérémonie, on le conduit à l'appartement des novices, et dès ce moment commence son année d'épreuve.

A l'extrémité méridionale de cette partie du cloître que nous venons de parcourir, nous trouvons le chauffoir. De même que le chapitre, dont il est séparé par l'auditoire et un assez large vestibule qui conduit au jardin, il s'étend dans la direction du nord au midi ; mais son aspect est bien différent. C'est une vaste salle dont les voûtes élevées retombent obliquement sur quatre colonnes massives dressées sur son axe, ce qui donne cinq travées de chaque côté. Deux immenses cheminées à large manteau la décorent, et l'on entend pétiller dans lâtre un feu ardent alimenté par des arbres entiers. Le service du chauffoir est un office important qui ne se confie pas indifféremment à tout le monde. Le pape Eugène III en fut jugé digne, lorsqu'il était simple moine à Clairvaux, sous la direction de saint Bernard. On raconte de lui, en témoignage de son humilité et de sa charité, qu'il apportait beaucoup de zèle à son emploi et avait soin d'entretenir un grand feu pour réchauffer les pieds engourdis des frères au sortir de Matines. Pour perpétuer le souvenir de sa bonne administration et encourager ses successeurs, on grava sur la porte du chauffoir les vers suivants :

En ce chauffoir, le bon Religieux
Se doit chauffer sans bruit et en silence,
Soi démontrant de maintien gracieux,
Et mêmement tenant paix et silence.
Car, comme on dit, ici en patience
Fut chafournier Eugène, le saint homme ;
Mais sa vertu et grande sapience
Tant l'exalta qu'il fut pape de Rome¹.

Le chauffoir avait une triple destination. On s'y chauffait d'abord, et cela devait se faire décemment et sans jamais se déchausser en présence de ses frères. En second lieu, on y graissait les souliers. Saint Bernard ne dédaignait pas de prendre lui-même ce soin. Enfin c'était encore au chauffoir que l'on saignait les frères quatre fois par an ; c'était bien assez. On ne trouvait pourtant pas que ce fut trop ; à lire les règlements qui concernent la saignée, on croirait plutôt que c'était une faveur. En certain cas, en être privé était infligé comme une punition².

Le dortoir est à l'étage supérieur. Il commence au transept de l'église et se prolonge au-dessus du chapitre jusqu'à l'extrémité du chauffoir. On y monte de l'église et du cloître. Les frères n'y peuvent entrer que la tête couverte du capuce ; on ne s'y assied jamais que pour se chausser et se déchausser, et, en ce cas, ce n'est pas sur le lit, mais sur l'escabeau de bois. La manière même dont on se met au lit est prévue par les règlements. Monter debout sur son lit est une faute

¹ *Voyage littéraire de deux bénédictins*. Paris 1717. 1^{re} part. 101.

² *Inst. dist.* XIV. c. XVII. Nom. pag. 361.— *Us. ant.* cap. XC. Nom. p. 197.

passible d'une proclamation au chapitre. Non-seulement le silence absolu y est de rigueur, mais les signes même y sont interdits, excepté avec l'Abbé ou le Prieur, ou pour appeler quelqu'un de leur part.

Parallèlement au chauffoir, et séparé de lui par l'escalier du dortoir et une petite cour, se dresse le réfectoire à voûte en berceau très-élançée. Il est ajouré, dans le fond, par trois immenses fenêtres à plein cintre, et autant de chaque côté. La cuisine est attenante. C'est là que dans une chaudière cuisent au sel et à l'eau les maigres légumes qui, avec la livre de pain régulière, composent la nourriture ordinaire du religieux cistercien.

Une troisième salle, contigue à la cuisine et communiquant avec elle par un guichet semblable à celui qui communique de la cuisine au réfectoire des religieux, termine la partie méridionale du cloître. Elle sert de réfectoire aux novices. Eclairée par un grand arceau coupé, elle remplit parfaitement l'intention de saint Benoît qui veut que les repas se prennent toujours sans lumière.

Mais sur notre passage nous avons oublié le *Lavatorium*. Avant l'entrée du réfectoire est un enfoncement pratiqué dans le mur. C'est une double niche élevée et profonde, partagée en quatre compartiments par des meneaux de pierre et s'ouvrant sur le cloître. Là, chaque jour, on apportait dans un bassin l'eau destinée à laver les mains des frères lorsqu'ils entraient au réfectoire. C'est encore à cette partie du cloître que, six

fois par an, on rasait les frères et on leur faisait la tonsure. Mais en 1257, le cardinal Jean de Tolède, de Saint-Laurent *in Lucina*, demanda au Chapitre général, d'après l'ordre du Pape, que les frères fussent rasés plus souvent, afin qu'ils se présentassent à la Sainte-Table d'une manière plus décente. Le Chapitre général se hâta de condescendre au désir de Sa Sainteté et décréta douze rasures dans l'année. Or, voici comment on procède à cette opération. Les jours de barbe, les cuisiniers font chauffer l'eau et l'apportent au cloître avec les plats. Le religieux investi par l'abbé des fonctions de raseur, prépare les peignes et les ciseaux, affine les rasoirs. C'est à lui seul et aux frères qu'on lui donne pour aides, qu'est réservé l'honneur de faire les couronnes des moines. Ces couronnes doivent être grandes et assez élevées au-dessus des oreilles. Les frères à qui l'on a fait la tonsure se rasent ensuite mutuellement la barbe. Il est absolument défendu de s'ingérer dans cet emploi sans y être invité, on ne doit pas même par signe en témoigner le désir; mais aussi ne doit-on pas être si osé que de s'y refuser lorsqu'on en est prié.

La rasure n'est qu'une des mille destinations du cloître. Le cloître est le lieu le plus important du monastère. Il relie entre eux tous les lieux réguliers. C'est sous ses voûtes et le long de ses galeries que se développent les majestueuses processions des moines. Au jour de la glorieuse Ascension du Seigneur dans le ciel, le Sous-Diacre répandant l'eau bénite s'avance en tête,

suivi du Diacre revêtu de l'aube et de l'étole, portant la croix et escorté par deux acolytes avec des flambeaux. Les religieux laïcs viennent ensuite, puis les clercs et les prêtres ; tous marchent sur deux rangs, de chaque côté du cloître, la tête découverte et chantant les hymnes sacrés. A la Chandeleur, ils tiennent des flambeaux à la main, et au dimanche des Rameaux, de vertes palmes en signe de triomphe. L'abbé suit, appuyé sur sa crosse, et marche seul au milieu des rangs. Après lui s'avancent les novices et les frères convers, tous dans le même ordre. Ils chantent d'une voix mâle et sévère : car, dans le chant comme ailleurs, ils ont porté la réforme. « Les hommes, disent-ils, doivent chanter » en hommes, et non point en fausset ou en roulant leurs » voix comme des femmes qui se donnent en specta- » cle. C'est pourquoi on doit garder en chantant un » ton modéré qui respire la gravité et la dévotion. »¹ Ils n'admettaient pas d'autre chant que le grégorien, simple et chanté à l'unisson, et pourtant « vous croi- » riez, dit Etienne de Tournay, entendre la voix des » anges dans leurs concerts ; par leurs psaumes, leurs » hymnes et leurs cantiques spirituels ils amènent les » hommes à louer Dieu, ils imitent les esprits célestes. » Telle était l'importance qu'ils attachaient à cette partie du culte, que saint Bernard ne jugea pas indigne de lui de dresser un corps de règles pour diriger ses frères dans la psalmodie². Il paraît néanmoins que ce

¹ *Inst.*, cap. CLXXI. *Nom.*, p. 268.

² *Opera S. Bern.*, Ed. Mabill., col. 693.

point des règlements pesait à quelques religieux, surtout aux plus jeunes. L'invitateur ayant un jour imposé une antienne, son voisin commença le psaume sur un ton un peu bas. Un jeune moine, à l'extrémité du chœur, mécontent, reprit la suite du verset au moins cinq tons au-dessus, et persévérant malgré l'exemple des anciens qui conservaient gravement le ton de l'imposition, il finit par remporter la victoire, aidé qu'il fut par quelques religieux de l'autre côté qui, au verset suivant, se mirent de son parti. Cependant un saint religieux, nommé Hermann, apercevait un démon, cause de ce désordre, qui, sous la forme d'un fer rouge, passait d'un chœur à l'autre, échauffait les jeunes cervelles et augmentait la confusion. C'est Césaire qui le dit; nous ne nous faisons pas son garant. Mais fable ou histoire, peu importe; la morale qu'il en tire est excellente et peut encore aujourd'hui trouver son application : c'est qu'un ton humble et modéré dans le chant est beaucoup plus agréable à Dieu que ces voix orgueilleuses qui s'élèvent avec arrogance au-dessus des autres et semblent vouloir percer les nues¹.

Chaque année, le Jeudi-Saint ramène sous les cloîtres une scène bien touchante. Les pauvres de Jésus-Christ, en nombre égal à celui des religieux, assis sous la galerie qui longe la nef méridionale de l'église, attendent la fin de l'office. Après None, l'abbé suivi de ses religieux qui marchent un à un, descend de l'Eglise au cloître, passe devant tous les pauvres et va

¹ Césaire, *dial. mir.*, dist.V., cap.V.

se placer en face du dernier. Au signal qu'il donne, tous se mettent à genoux, lavent les pieds du vieillard ou du jeune enfant que chacun a devant soi, les essuient avec soin, puis les baisent avec amour. Ils sont aidés en cette cérémonie par les frères convers qui leur présentent l'eau et les linges et participent ainsi à cette fête religieuse. Remettant ensuite à chaque pauvre une aumône qu'ils accompagnent d'un baiser sur les mains, ils les aident à reprendre leur chaussure. Cela fait, ils se prosternent de nouveau et disent ensemble ces paroles du psalmiste : « Nous avons reçu, » ô mon Dieu, votre miséricorde dans l'enceinte de » votre temple. » C'est le salut d'adieu qu'ils adressent aux membres souffrants de Jésus-Christ. C'est le même aussi par lequel ils reçoivent les pèlerins qui viennent les visiter. Les pèlerins et les pauvres sont pour ces hommes de foi les représentants de la miséricorde divine, qu'ils accueillent comme les messagers du pardon.

En un mot, le cloître est, à proprement parler, le séjour et l'habitation du moine. La Souveraine et la gardienne du Monastère, la toute aimable Marie elle-même l'a choisi pour sa demeure. Elle en fait sa salle du trône, et son image chérie qui s'élève au-dessus du siège abbatial, laisse tomber chaque soir, à la lecture qui précède Complies, une bénédiction transmise par les mains vénérées de l'abbé qui préside en son nom. Là, le religieux fait ses lectures, ses méditations, étudie les divines écritures. On peut le voir alors grave-

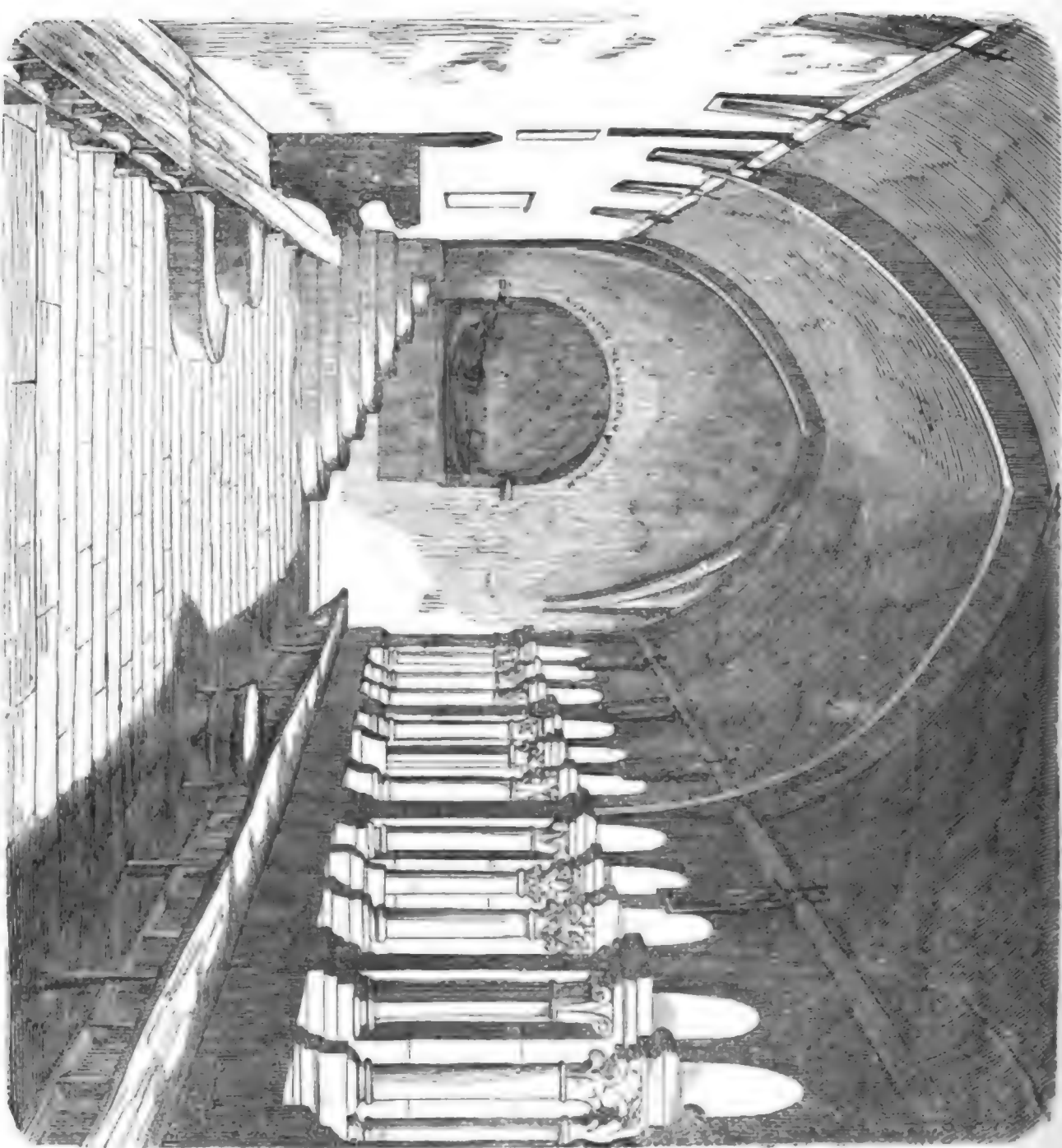
ment assis entre deux colonnes, le capuce ramené sur la tête, mais disposé pourtant de manière à laisser voir qu'il ne dort point. Quelquefois sous la direction du chantre, il répète à mi-voix les répons de la fête prochaine, prépare les leçons et s'exerce à bien prononcer les syllabes longues ou brèves. Mais ils ne doivent point se troubler mutuellement par de vaines et nombreuses questions. Le strict nécessaire et en peu de mots, c'est tout ce qui est permis ; car le cloître est surtout le lieu du silence où, tous les jours de sa vie, le moine, prisonnier de l'amour divin, met laborieusement en œuvre les instruments au moyen desquels il doit, selon la règle, achever et parfaire l'édifice de sa perfection.

Pauvre cloître ! séjour bien-aimé ! quelles avanies , que d'insultes et d'outrages tu as eus à subir ! que sont devenus tes élégants arceaux et tes charmantes colonnettes aux gracieux chapiteaux ornés de feuillages et de fleurs ? Car, il faut bien qu'on le sache, pour être une prison, le cloître n'est point le séjour de la tristesse. C'est une prison d'amour, et le moine se plaît à l'embellir. Aussi n'est-il pas, comme l'église, compris sous l'anathème voué aux ornements. L'artiste a sous ses voûtes un vaste champ dans lequel il peut donner carrière à son génie. Sans doute il ne l'exerce point à reproduire les bizarres fantômes d'une imagination en délire, des singes accroupis dans le feuillage, des serpents, des dragons, des animaux fantastiques, figures hideuses ou grimaçantes, d'un symbolisme douteux, et dont la place, en tout cas, n'est pas dans un lieu

d'honneur comme le cloître. Tous les sujets sont puisés dans la nature et rappellent au moine cistercien ses occupations journalières. C'est la pomme de pin, la feuille d'acanthé, la branche de laurier, symbole des victoires que le religieux remporte chaque jour sur le monde, sur l'enfer et sur lui-même ; le trèfle et ses gracieux fleurons qui ressemblent à ceux de la couronne qu'il attend pour prix de ses travaux ; le lierre grimpant, image parfaite de son amour pour Dieu à qui il s'attache uniquement et de sa fidélité à pratiquer la règle austère qu'il a vouée, tous ornements d'un goût pur, végétation sculpturale qui n'a pas reçu la dernière main et n'offre pas peut-être tout le fini que pourrait demander un amateur exigeant, mais qui accusent une main exercée, une imagination gracieuse et féconde, parfois même une inspiration hardie et, toujours, un véritable sens de l'art.

Mais hélas ! redisons-le avec une profonde douleur, de ces charmantes galeries qui encadraient le préau du monastère, une seule est debout, survivant au vandalisme des religionnaires du seizième siècle : précieux et cher souvenir de l'aimable simplicité de nos Pères, mais aussi témoin accusateur, protestant de son côté, en face de la postérité, contre le fanatisme de l'hérésie ¹.

¹ Lorsque nous écrivions ces lignes, il n'existait plus, en effet, qu'une seule des quatre galeries. Les amis de l'art et de l'architecture chrétienne ne seront pas fâchés d'apprendre qu'une seconde colonnade vient d'être relevée, en attendant que la Providence nous ménage des ressources pour achever une œuvre de restauration, moins exigée par le respect de l'art et le pieux souvenir de nos ancêtres, qu'utile au bon ordre et à la régularité.



Vue intérieure du Cloître d'Aiguebelle, côté nord (partie ancienne).

On entre dans la seconde partie du monastère par une porte qui s'ouvre à l'angle occidental du cloître. Un vestibule assez large, qui conduit à la cour d'entrée, sépare le chapitre des frères convers de leur réfectoire. Ces deux salles, dont les voûtes à arêtes retombent sur de massives colonnes, ressemblent assez au chauffoir des religieux. La façade est exposée au couchant. Le dortoir, au-dessus, s'étend d'une extrémité du bâtiment jusqu'à l'autre. Il communique avec l'église au moyen d'un escalier qui descend sous le porche et par lequel les frères entrent directement dans leur chœur. Un autre passage à ciel ouvert les y conduit aussi du réfectoire, lorsqu'ils vont après le repas, rendre visite au très-saint Sacrement et réciter l'oraison dominicale à voix basse, afin de ne pas troubler les religieux qui entrent de leur côté par la porte du cloître, en psalmodiant les prières de l'action de grâces ¹.

Mais dans le cours trop long peut-être de notre visite, nous n'avons rencontré ni le noviciat, ni le logis des hôtes, ni les deux infirmeries. Ces bâtiments existaient pourtant, mais où ? nous l'ignorons, et sur ce point nous sommes réduits aux conjectures. Au reste, ce que nous avons vu suffit pour nous faire connaître le plan général de toute abbaye cistercienne. Il est aussi simple que commode. L'église d'abord, centre commun où aboutissent par les deux extrémités tous

¹ Tous ces détails d'intérieur sont tirés des anciens Us de l'ordre de Citeaux et des décrets des premiers Chapitres généraux. Nous n'avons indiqué en note que les points les plus saillants.

les habitants du monastère, et où viennent se confondre dans une même prière et aux pieds du même Maître, moines et frères convers. Puis le cloître, contigu à l'église, développant ses quatre galeries qui unissent tous les lieux réguliers et encadrent de leur gracieuse enceinte le préau au milieu duquel s'élève une croix qui s'aperçoit de tous les côtés. Ce n'est pas sans motif. La croix, compagne inséparable et bien-aimée du moine, ne doit jamais se soustraire à ses regards non plus que s'éloigner de son esprit. Si, parfois, dans les moments d'épreuve, ce joug sacré lui pèse, s'il voit ses épaules plier sous son lourd fardeau, il n'a qu'à lever les yeux sur le signe sacré, et, à son doux aspect, il sent son cœur rafraîchi, le sang coule plus rapide dans ses veines, son courage abattu se relève, ses forces se raniment, et il poursuit sa route avec une ardeur nouvelle, disant avec transport : « *In cruce robur, in cruce vita.* »



CHAPITRE IV.

GOUVERNEMENT DE DOM GUILLAUME. — (1137-1160)

Vie laborieuse et pénitente des fondateurs d'Aiguebelle. — Son influence sur l'état social, religieux et agricole de la contrée. — Travaux apostoliques des religieux.

« L'oisiveté est l'ennemie de l'âme. C'est pourquoi
» tous les frères devront chaque jour consacrer un
» certain temps au travail des mains et avoir des heures fixes pour l'étude des saintes lettres ¹. » Le travail des mains et la lecture : telles sont les deux occupations entre lesquelles saint Benoît partage à ses disciples le temps laissé libre par le chant de l'office divin. Mais la règle n'assigne pas le genre de travail auquel ils doivent se livrer. Il est à croire pourtant que c'était surtout aux arts et métiers nécessaires aux besoins de la communauté, que les premiers enfants de saint Benoît s'appliquaient, ainsi que paraissent le supposer plusieurs chapitres de la règle. L'agriculture, toutefois, était loin d'en être exclue ; car, dit-elle : « Si
» la nécessité des lieux ou l'extrême pauvreté obli-

¹ *Reg. S. Bened.*, cap. XLVIII.

» geaient les frères à récolter eux-mêmes leurs fruits,
» qu'ils ne s'en attristent point, car ils sont vraiment
» moines lorsqu'ils vivent du travail de leurs mains,
» comme nos Pères et les Apôtres ¹. »

Lés fondateurs d'Aiguebelle, jaloux de mériter ce titre, prirent acte de cette parole que saint Benoît semblait jeter là comme l'expression d'un regret et comme un reproche aux moines de son temps. Animés du même esprit, ils réalisèrent ses désirs et s'appliquèrent surtout au travail des champs. Un autre motif les y engageait encore. S'il y avait au monde, à cette époque, une profession méprisée et considérée comme le lot et le partage des seuls manants et des serfs, c'était bien l'agriculture. Or, c'était là plus qu'il n'en fallait à nos Pères, si amoureux de la croix du Sauveur, pour mériter leur affection et fixer leur choix. Ils abandonnèrent donc aux frères convers le soin de tisser les étoffes, de les fouler, de confectionner les vêtements et les chaussures. Ils leurs confièrent aussi les fonctions de meuniers, de forgerons, de tanneurs, de boulangers, tous les arts, en un mot, qui touchent à l'industrie et semblent par là même donner à ceux qui les professent un rang plus élevé dans l'échelle sociale. Pour eux, ils se firent agriculteurs. Ces illustres fils de comtes et de barons, descendus du manoir dans le cloître, échangèrent avec joie la cotte d'armes contre le sarreau de laine et leur noble épée contre l'humble charrue; ils s'attachèrent à la glèbe, devinrent serfs et manants.

¹ *Reg. S. Bened.*, cap. XLVIII.

Chaque matin, après le chapitre qui suivait Tierce en hiver, lorsque la tablette de bois frappée à coups redoublés avait donné le signal du travail, on les voyait accourir à l'auditoire, recevoir chacun son outil de la main du prieur et, marchant en file à sa suite, se diriger en silence vers le champ qui réclamait leurs sueurs. Car ils ne se ménageaient pas à la peine ; pour eux, le travail n'était pas un délassement. Le travail est le châtiement du péché ; ils l'acceptaient comme tel et rappelaient sans cesse en leur mémoire l'anathème lancé contre l'homme coupable : « *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front.* » Quelle que fût leur fatigue, ils ne s'arrêtaient point jusqu'à ce que le prieur donnât le signal du repos. Tous alors se réunissaient autour de lui et s'asseyaient dans le plus profond silence, ruminant des psaumes ou plongés dans la méditation¹. Après s'être ainsi délassés doucement dans la prière qui repose si bien, ils se remettaient à l'œuvre avec un nouvel entrain et ne cessaient qu'au dernier signal qui les ramenait au monastère pour y chanter l'office, harassés, mais le cœur plein de consolations. Alors enfin il leur était permis de prendre l'unique et bien sobre repas destiné à soutenir leurs corps épuisés.

En été, c'est-à-dire de Pâques à la mi-septembre, époque à laquelle on faisait deux repas, le travail, plus long et plus fatigant qu'en hiver, était interrompu par un intervalle consacré au chant de l'office et de la sainte messe, et qu'achevait de remplir le dîner

¹ *Us. ant.*, cap. LXXV. *Nom.*, p. 175.

et la sieste au dortoir. L'on retournait au travail après none et l'on y restait jusqu'à vêpres. On avait ainsi le double avantage d'éviter les ardeurs brûlantes du soleil à son midi, et de compenser le repos perdu par la brièveté des nuits. Car nos Pères ne se levaient pas à une heure fixe. Le jour et la nuit qu'ils mesuraient sur le lever et le coucher du soleil variaient pour eux avec les saisons. Il arrivait de là que le temps assigné par la règle au sommeil leur donnait un repos plus long que le nôtre en hiver, mais insuffisant en été pour réparer les forces.

Malgré ces longues heures consacrées au travail des champs, malgré l'ardeur et l'activité qu'ils y déployaient, nos Pères n'auraient pu néanmoins suffire à la tâche et remplir en même temps toutes les obligations monastiques, si les frères convers ne leur fussent venus en aide. Tenus à tous les exercices du cloître, ils ne pouvaient, sans les interrompre, s'éloigner habituellement du monastère. Force leur fut donc de se borner à cultiver les champs voisins et de laisser aux convers, aux donnés et aux mercenaires, le soin des granges et tous les travaux qui exigeaient une résidence à poste fixe hors de l'abbaye¹. Réduits ainsi, à cause du chant de l'office et de la prière, leur principale occupation, à n'être, comme instruments de travail, que de simples auxiliaires, ils gardèrent la direction supérieure et leur concours matériel n'eut de grande

¹ *Inst.*, c. VIII. *Nom.*, p. 248.

utilité que dans les moments de presse, c'est-à-dire à l'époque de la fenaison et de la moisson.

Ah ! c'est alors qu'il fallait les voir à l'œuvre.

Ces jours-là d'abord, règle générale, on n'entendait pas la messe, à moins que ce ne fut une fête de douze leçons. Cela nous étonne et nous scandalise peut-être. Mais qu'y faire ? les règlements le veulent. Au reste, d'autres avant nous s'en formalisèrent aussi. Un seigneur du treizième siècle, déjà, sire Thomas, comte de Flandre et de Hainaut, choqué de cette conduite qu'il regardait comme scandaleuse de la part des moines, résolut de la faire cesser. Dans ce but, il fit don à l'abbaye de Clairvaux de trente livres de Flandre, à la condition expresse que tous les prêtres diraient ces jours-là leur messe privée, et que la communauté ne sortirait pas sans avoir entendu la messe conventuelle¹.

On sort donc avant l'heure de Prime qui se chante sur le lieu du travail, et, pour hâter encore l'instant du départ, l'abbé a soin d'activer le chant de l'office qui précède. C'est lui qui, d'ordinaire, marche à la tête du couvent et qui dirige le travail. Les plus vigoureux s'arment de la faucille et scient le blé ; les plus jeunes, derrière eux, le ramassent et en forment des gerbes qu'ils lient avec soin. Rien de gracieux et d'animé comme cette scène champêtre. Le soleil qui de ses premiers feux dore le sommet des épis ; le silence de la campagne qu'interrompt seul le chant de l'alouette qui se perd dans la nue ; la joie franche qui brille dans

¹ *Etudes sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes, etc.*, p. 21.

le regard et se peint sur la physionomie de nos travailleurs ; jusqu'aux petits enfants des chaumières voisines qui viennent timidement après eux et glanent, en se jouant, les épis que leur abandonne une discrète et bienveillante charité, tout donne du charme à ce riant tableau et l'embaume d'un parfum d'antiquité que l'on respire avec délices. Involontairement, à cette vue, l'esprit se reporte au temps des patriarches. Et de fait, cet abbé au milieu de ses enfants qu'il encourage par son exemple et auxquels, de temps à autre, il distribue de ses mains la boisson rafraîchissante destinée à ranimer leurs forces, ne vous rappelle-t-il pas bien ce vieux père de famille si naïvement dépeint par Homère, qui, une coupe à la main, pleine d'un vin joyeux, attend à l'extrémité du champ que le laboureur ait achevé de tracer son pénible sillon, pour lui donner sa récompense ? ou mieux encore, n'est-il pas l'image vivante du généreux Booz, qui, tout en remplissant ses greniers, n'a garde d'oublier l'indigence, et recommande à ses serviteurs de ne point inquiéter l'humble glaneuse qui ramasse modestement les épis échappés à leur faucille ?

Aussi, grande est l'activité ; mais en même temps, profond est le recueillement. Le travail et la prière unis ensemble forment ici un harmonieux concert qui charme les habitants du ciel et les invite à considérer cet émouvant spectacle. Ils en jouissent avec complaisance et, souvent même, ils ne dédaignent pas d'y jouer leur rôle. Plus d'une fois, dit-on, l'on a vu l'auguste

Reine du ciel, l'aimable Marie, descendre en personne pour visiter ses chers moissonneurs — ainsi les nomme-t-elle — et de ses douces mains essuyer la sueur qui ruisselle de leurs fronts ¹. Et s'il n'en était pas ainsi, je vous le demande, si l'onction divine ne venait adoucir de si pénibles travaux, comment des hommes élevés, pour la plupart, dans la mollesse et la délicatesse du siècle pourraient-ils les embrasser avec tant de bonheur et les trouver si légers, que « vous » croiriez, dit un auteur du temps, qu'ils s'occupent » à cueillir des fleurs dans un parterre embaumé, ou » bien que, joyeux convives, ils sont assis à un délicieux banquet ². »

On conçoit cependant que, avec un surcroît pareil de fatigues, car on sortait du monastère avant cinq heures du matin pour n'y rentrer que le soir à l'heure du souper, l'ordinaire des moines dût être, ces jours-là, plus copieux et plus substantiel. C'est à quoi n'a pas manqué de pourvoir la sage discrétion de saint Benoît : « Si le » travail, dit-il, est plus grand que de coutume, l'abbé » pourra, s'il le juge à propos, augmenter la quantité » des aliments, en se gardant toutefois de favoriser » la gourmandise ou l'intempérance. » En formant le dessein de pratiquer la règle à la lettre, nos Pères ne prétendaient pas la rendre plus sévère. Ils avaient donc adopté ce point comme tous les autres. Les moines de Cluny, considérant comme insuffisant l'ordinaire

¹ *Exord. mag.*, lib. III, cap. II.

² *Exord. mag.*, lib. III, cap. II.

commandé par la règle, se faisaient servir tous les jours, excepté le vendredi, un plat supplémentaire qu'ils appelaient pitance ou *generale*, suivant les cas. La pitance se servait le lundi, le mercredi et le samedi; elle consistait en un plat pour deux. Le *generale* se servait le dimanche, le mardi et le jeudi et consistait en un plat pour chacun. On donnait pour la pitance et le *generale* des aliments meilleurs que ceux qui composaient les deux plats prescrits par la règle et désignés sous le nom de *pulmenta regularia*. Les pulments réguliers consistaient en pois, fèves, légumes au sel et à l'eau ou avec du lait, pour les Cisterciens, à l'huile ou à la graisse pour les autres bénédictins; au lieu que pour la pitance et le *generale*, on avait du poisson, des œufs, du fromage ¹. Saint Bernard, visitant un jour ses chers novices de Clairvaux, se fit suivre d'un frère convers portant dans une corbeille du fromage taillé en morceaux. Il entra au réfectoire, fit lui-même la distribution, donnant à chacun sa part et lui disant avec sa bonté et son sourire accoutumés : « Mangez, mon frère, mangez, car il vous reste encore » une longue route à faire. » Mais ce qui, dans la règle de saint Benoît, dépendait de l'appréciation de l'abbé et n'était qu'un fait exceptionnel, était devenu chez les Cluniciens un droit dont les religieux ne pouvaient être privés sans injustice, à moins que ce ne fût à titre de peine. Cette innovation fut une de celles con-

¹ *Vetus disciplina monastica seu collectio auctorum Ord. sancti Benedicti*, par Dom Marquart Herrgott, religieux bénédictin de Saint-Blaise, p. 467 et 468.

tre lesquelles réagirent nos Pères, les premiers Cisterciens. Ils laissèrent subsister la faculté, accordée par saint Benoît à l'abbé, de donner, en cas de nécessité, un supplément de nourriture et en usèrent seulement au temps de la fenaison et de la moisson et tous les jours où il y avait travail ou fatigue extraordinaires. Ces jours-là, autant que possible et sauf décision contraire de l'abbé, chaque moine avait à dîner et à souper, outre les deux *pulmenta regularia* le *pulmentum generale* ou la pitance, et la livre de pain habituelle était augmentée d'une demi-livre ¹. Ce dernier supplément servait pour le mixte — espèce de déjeûner que la règle permet en certains cas — et les aidait à attendre sans trop d'impatience et de fatigue l'heure du dîner. Avec de l'eau pour boisson à déjeûner, assurément ce n'était pas trop, et la recommandation de saint Benoît sur la tempérance n'était pas violée.

Prière et pénitence, pénitence exercée non-seulement par les veilles et les jeûnes déjà si rigoureux, mais aussi par le travail, telle était, comme on le voit, la vie de nos pères de Cîteaux. Ainsi avaient-ils compris leur mission dans l'Eglise et dans la société, et l'expérience a prouvé qu'ils ne s'étaient pas trompés. Les fondateurs d'Aiguebelle ne l'entendirent pas autrement et marchèrent fidèlement sur leurs traces. Qui pourrait s'étonner après cela que le vallon de *Derzas* fût en peu de temps transformé et prît dès lors le nom de *Val-honnête* ? que cette gorge naguère encore sau-

¹ *Us. Ord. Cist.*, cap. LXXXIV ap. *Nomast. Cist.* p. 190.

vage, couverte de broussailles, inondée par les eaux des torrents et des pluies, se fût, comme par enchantement, métamorphosée en une vallée fertile, couverte de prairies et de jardins ? Les deux torrents, *La Vence* et *Flammanche*, contenus par une forte digue et régularisés dans leurs cours par divers bassins qui se déversaient les uns dans les autres, suivaient paisiblement le lit qui leur était tracé, et utilisaient leurs eaux pour diverses irrigations. Un bras dérivé de Flammanche se dirigeait vers la maison, parcourait les différents offices et semblait chercher tous ceux qui avaient besoin de son ministère ; après quoi, il allait par un aqueduc souterrain qui existe encore à la partie du cloître située à l'est, parcourir dans toute sa longueur la façade méridionale du monastère et, dans sa course, emportait les immondices. Le moulin, les foulons, les tanneries, les usines construits sur les bords de la Vence, recevaient d'elle leur activité et pourvoyaient avec son aide à la nourriture, aux vêtements et à tous les besoins de la communauté. Plus tard, nos Pères joignirent encore à leurs travaux agricoles et industriels l'exploitation des plâtrières de Réauville, non point à ciel ouvert comme aujourd'hui, mais par des galeries souterraines. Les premiers, ils ouvrirent ces carrières de gypse dont ils confièrent la gestion à des séculiers et dotèrent ainsi la contrée d'une richesse qu'elle ne se connaissait pas. Ils firent même d'autres essais dont nous avons retrouvé les traces à la restauration du monastère, mais qui ne réussirent

pas. Entre Montjuyer et Citelle, sur le chemin de Grignan, on aperçoit en grand nombre des couches de lignite à la surface du terrain. Ils y entreprirent des fouilles bientôt abandonnées, parcequ'ils les jugèrent inutiles, et non sans raison ; plusieurs compagnies ont échoué de nos jours dans cette exploitation.

Cependant les améliorations dont nous avons parlé ne s'étaient faites que peu à peu. La construction seule du monastère avait exigé plusieurs années. Ce ne fut que le 26 juin, 1137, que nos Pères en prirent solennellement possession. L'ancienne abbaye de Montjuyer fut dès lors laissée avec ses dépendances au soin des frères convers et prit le nom de Grande-grange. Elle avait été jusqu'alors, la seule habitation construite sur le plateau ; mais, après leur éloignement, les religieux permirent aux étrangers de s'installer sur leur domaine et de cultiver des terres qui, à cause de leur vaste étendue, seraient demeurées sans rapport. Les colons ne tardèrent pas à affluer sur un territoire où ils devenaient en quelque sorte propriétaires, sans avoir à payer ni dîmes ni redevances. On les voyait désertar les terres de leurs seigneurs qui les accablaient parfois de corvées et d'impôts, pour chercher un refuge sur les terres de l'abbaye, sous un régime tout paternel où une administration libérale, formée à l'image de celle du couvent, remplaçait la domination trop souvent arbitraire du seigneur féodal.

Ici, en effet, ce n'étaient pas les maîtres qui exigeaient de leurs inférieurs les services imposés par la loi d'un

dur servage. Les rôles paraissaient intervertis, et les vassaux voyaient, avec une reconnaissance mêlée d'étonnement, les seigneurs prévenir les besoins de leurs sujets, les soigner dans la maladie, les consoler dans l'affliction, soulager leur détresse, se livrer enfin à un travail humiliant et pénible, moins pour se suffire à eux-mêmes que pour déverser sur les autres l'abondance de leur superflu.

Ainsi se formèrent successivement les hameaux de Saint-Paulet, du Fraysse, de Citelle et plusieurs autres; dépendants tous du village de Derzas, chef-lieu de la Seigneurie, créé lui-même ou tout au moins considérablement augmenté par nos Pères. L'abbé d'Aiguebelle, justicier de tout le mandement, avec droit de haute, moyenne et basse justice, de *mère et mixte empire*, avait là pour représentant un Châtelain et un Syndic ou Procureur, nommés par lui et chargés de rendre la justice en son nom et par son autorité : emploi dont il aimait à s'acquitter quelquefois en personne. A part cette restriction et l'hommage-lige à chaque changement d'abbé, la *Communauté* ou Commune jouissait de toutes les franchises et privilèges qu'elle pouvait désirer. Elle élisait ses consuls, nommait ses conseillers, s'administrait elle-même et n'était sujette ni à la taille, ni aux corvées, ni à l'impôt. Admirable économie de l'institut monastique et, en particulier, de l'institut cistercien, dont la conséquence immédiate était d'abolir la servitude sous toutes ses formes et de hâter le mouvement que l'Eglise imprimait aux esprits

vers une juste liberté, base nécessaire de toute civilisation !

L'exemple de nos Pères ne fut pas sans influence sur les seigneurs voisins, même sur ceux qui, depuis longtemps déjà, étaient entrés dans cette voie d'un noble affranchissement, pour donner une sage direction à la liberté, et apporter des restrictions salutaires aux franchises qu'ils accordaient. Nous en avons un témoignage authentique dans une charte de l'an 1160, donnée par Guillaume-Hugues Adhémar, seigneur de la Garde, dont le second fils était alors religieux à Aiguebelle et devait bientôt en occuper le siège abbatial. Par cet acte, Guillaume-Hugues, de concert avec son frère Giraud, seigneur de Grignan et co-seigneur de Monteil, confirmait et augmentait les privilèges et libertés autrefois concédés par leurs ancêtres aux habitants de cette dernière ville, mais avec une clause nouvelle dont leurs prédécesseurs ne s'étaient pas avisés, et qui prouve l'impulsion religieuse sous laquelle cette charte était publiée. Après avoir énuméré les libertés, immunités et franchises accordées, s'être réservé juridiction pleine et absolue, droit de haute et basse justice, de mère et mixte empire, en un mot souveraine puissance et autorité, et l'hommage-lige à chaque changement de seigneur et de pape, les deux frères défendent, à partir de ce jour et à l'avenir, tous délits et forfaits publics contraires au droit divin et humain, savoir les maisons de débauche, les courtisanes, les corrupteurs de la jeunesse, les adultères, les homicides,

les profanateurs et les sacrilèges, et ils ordonnent que tous ceux qui seront pris en flagrant délit soient aussitôt jetés en prison, punis et envoyés en exil sans espoir de pardon ni de retour dans leur ville de Monteil, ni sur toute l'étendue de leurs terres, soit de l'empire, soit du royaume ¹.

N'eût-elle pas eu d'autres résultats, la présence de notre abbaye dans la contrée n'en devrait pas moins être regardée comme un bienfait. Mais cette amélioration dans l'ordre social se produisit lentement et lorsque les progrès de l'émancipation due à son influence commencèrent à se manifester, l'on en avait presque oublié la cause première.

Une action beaucoup plus prompte et non moins bienfaisante fut celle qu'Aiguebelle exerça dans l'ordre religieux. Les monastères voisins, témoins de la pénitence et des vertus de ses moines, sentirent se réveiller en eux un esprit de ferveur qu'ils ne connaissaient plus depuis longtemps. Ils se piquèrent d'émulation et se

¹ Damus et confirmamus, nobis tamen omnimoda jurisdictione reservata alta et bassa cum etiam omni jure superioritatis et summæ potestatis, mero et mixto imperio, sub hominagio ligio in qualibet mutatione Dominorum Montilii et Summi Pontificis. Prohibemus unquam de præsentibus et in futuro omnia delicta et forefacta publica a jure divino et humano prohibita, scilicet lupanaria, meretrices, perductores, lenas, adulteria, homicidia, sacrilegos et sacrilegia, sed statim atque fuerint in flagranti delicto reperti in philacum (*) conjiciantur, puniantur et in exilium mittantur sine ulla spe reversionis nec condonationis in supradicta nostra urbe Montilii nec etiam in tota terra nostra, sive sint in imperio, sive sint in regno. *Titres, privilèges, libertés et franchises accordés par les seigneurs souverains de Montélimar, etc.*; manuserit in-f°, archives de M. Léopold Faure, à Grignan.

(*) *In philacum mitti* : Ne serait-ce pas de là que viendrait notre mot populaire : « Etre mis au violon ? ».

remirent à la pratique de leur règle. Plusieurs même embrassèrent la voie étroite enseignée par saint Benoît et l'un d'eux se mit sous la juridiction de notre abbé Guillaume. C'était l'abbaye de *Pigiers*, monastère de Bénédictines de la congrégation de Cluny jusque-là soumises à l'abbé de Notre-Dame-de-la-Garde, dont le monastère n'était éloigné que d'une lieue. Elle était située sur le territoire de *Valaurie*, au quartier nommé encore aujourd'hui Pigiers, au pied de la montagne qui sépare ce village de Saint-Paul-trois-Châteaux, la ville épiscopale. Ruinée en 1202 pendant le siège de cette dernière ville par les gens de Raymond VI, comte de Toulouse, elle ne se releva jamais complètement et survécut peu à ce désastre. L'unique trace qu'elle a laissée depuis dans l'histoire est un acte de 1244, par lequel l'abbesse s'engage à payer une rente à l'évêque de saint Paul. Aujourd'hui, c'est à peine si l'on reconnaît l'emplacement du monastère aux fondations d'un mur d'enceinte qui se montrent encore, de distance en distance, sur le flanc de la montagne. Au bas, sur un terrain plat surmonté d'un petit mamelon, s'élève une grange déjà ancienne, construite sur les fondements et avec les pierres et les matériaux de l'abbaye. C'est tout ce qui reste de l'antique édifice.

On dit aussi que les ermites de Montlucet, touchés des exemples de leurs nouveaux voisins, vinrent se ranger sous la discipline du bienheureux Guillaume. Mais nous n'avons sur ce fait d'autre document qu'un acte de l'année 1223 qui prouve que, antérieurement

à cette époque, la tour de Montlucet et les terres qui l'avoisinent, sur lesquelles se trouvait l'ermitage, étaient déjà la propriété d'Aiguebelle ¹.

Quoiqu'il en soit de cette assertion, il est certain que, grâce à la ferveur, notre abbaye voyait chaque jour augmenter le nombre de ses habitants et que, au temporel comme au spirituel, elle présentait un aspect de plus en plus prospère.

Un fait étrange et peut-être unique dans l'histoire, c'est le nombre extraordinaire des vocations à l'état religieux au XII^e siècle, particulièrement dans l'Ordre de Cîteaux. Aiguebelle, comme tous les monastères de cet Ordre, les voyait alors affluer dans son sein. Les fils des seigneurs voisins se pressaient sous ses cloîtres et lui apportaient avec leurs personnes des droits nombreux sur Montélimar, Allan, Chamaret, Roussas et autres lieux tant de la Provence que du Vivarais, du Dauphiné et du Comtat-Venaissin.

Mais ce n'était pas seulement parmi la noblesse que se recrutait la sainte milice. Les enfants du peuple en

¹ L'ermitage de Mont-Lucet, qui remontait à une haute antiquité, était situé sur les limites de Rochefort et d'Aiguebelle, au lieu appelé *La Roche-Goiran*. Les ruines de l'église ont longtemps servi de bornes à plusieurs propriétés. Tout auprès, se trouvait la fontaine *Joannanche* qui a conservé son nom. Au sommet de la montagne voisine qui domine toute la plaine d'Espelucho et de Montélimar, s'élevait un château-fort dont les ravages du temps n'ont laissé subsister qu'une tour qui a gardé le nom de l'ermitage. Réparée plus tard par les ordres du Parlement de Provence, dont notre contrée faisait partie sous le titre de *Terres adjacentes de Provence*, elle lui servit à tenir séance une fois par an, en faveur des habitants que la distance des lieux empêchait de se rendre à Aix pour y traiter de leurs affaires.

grossissaient aussi les rangs. En échange des fiefs, des domaines qu'ils ne possédaient pas, ils apportaient leurs bras, leur bonne volonté, leur désir sincère d'une vie pénitente, et, par le travail, ils fécondaient les terres de l'abbaye, en doublaient le produit et la valeur.

Leur secours devenait d'autant plus nécessaire que notre abbé Guillaume venait d'accroître ses domaines de deux nouvelles propriétés : Combemaure et Gondoulet.

Le domaine de Combemaure était situé dans le mandement de Grâne, sur la route de Crest, à une demi-journée d'Aiguebelle. Il consistait en un vaste tènement presque tout planté de vignes. C'est pourquoi l'on en fit un cellier qui fut exploité, selon l'usage, par les frères convers.

Le fief de Gondoulet se trouvait sur les plus hautes montagnes du Vivarais, attenant au hameau de Sainte-Eulalie qui en dépendait et peu éloigné de l'abbaye de Mazan qui prétendait même y avoir quelques droits¹. Il comprenait avec le vieux château que son maître avait abandonné pour se retirer à Aiguebelle, une grande étendue de terres dont le produit principal consistait en abondantes récoltes d'avoine ; car la neige qui recouvre ce pays une grande partie de l'année, ne permettait pas d'y jeter d'autres semences. La distance qui le séparait d'Aiguebelle n'empêcha pas d'y

¹ Mazan, abbaye de l'Ordre de Cîteaux, au diocèse de Viviers, avait été fondée en 1122 par Jean, abbé de Bonnevaux, au diocèse de Vienne, lequel monta plus tard sur le siège épiscopal de Valence, et l'illustra par ses vertus et sa sainteté.

mettre des frères convers et l'on en fit une grange. On le voit par un acte au sujet d'une contestation soulevée par les habitants de Sainte-Eulalie pour l'entretien de leur église. Au reste, cette distance ne dépassait pas de beaucoup les limites prescrites pour ce genre d'établissements, par les statuts des chapitres généraux publiés en 1134 et renouvelés plus tard par le chapitre de l'année 1152 ¹, précisément à l'époque où nous sommes de notre histoire. Cette mesure avait pour but de faciliter aux frères convers la pratique de leurs devoirs religieux et de leur éviter une pénible corvée, en les forçant de venir à pied entendre chaque dimanche la messe au monastère. Ce n'est pas que, dans chaque grange, il n'y eût une chapelle où les frères se réunissaient pour réciter les prières d'usage. Mais il n'était pas permis d'y célébrer la messe ; ce ne fut qu'à la seconde moitié du XIII^e siècle, en 1255, que le pape Alexandre IV octroya ce privilège à l'Ordre pour les granges trop éloignées de l'abbaye ou de l'église paroissiale ². C'est pourquoi, à la même époque à peu près, le chapitre général abolit cet article en se réservant de déterminer la distance pour chaque cas particulier ³.

Il ne faudrait pas se faire des granges et celliers du moyen âge l'idée vulgaire que ces termes représentent aujourd'hui. Au moyen âge, on appelait *grange*

¹ Dom Martène, *Anecd.* IV, 1244.

² Henríquez, *Privilegia Ord. Cist.*, p. 67.

³ *Institutiones*, dist. 1. c. XIII ; Nom. p. 278.

tout établissement agricole, et *celliers* ceux où l'on cultivait spécialement la vigne. Les granges et les celliers cisterciens, en particulier, avaient une grande importance. Par le cours naturel des choses et sans que nos Pères y songeassent, ces établissements étaient devenus comme autant de fermes-modèles où l'agriculture se pratiquait sur une vaste échelle, et produisait des résultats bien supérieurs à ceux obtenus par les agriculteurs contemporains. Les bâtiments en étaient spacieux, très réguliers, et souvent même construits avec cet air monumental que donnaient à tous leurs établissements les communautés religieuses de cette époque. A leur aspect extérieur, vous les auriez pris pour autant d'abbayes et, à l'intérieur, rien ne les en distinguait, si ce n'est, dit l'auteur de la description de Clairvaux au XIII^e siècle, la vue des instruments de labour et des bœufs sous le joug¹.

En effet, outre la chapelle dont nous avons parlé déjà, on y retrouvait le réfectoire, le dortoir, le chauffoir, lieux dans lesquels on observait toujours rigoureusement le silence. Il y avait aussi la salle capitulaire où le maître des convers, à certains jours fixés, venait de l'abbaye faire une instruction, tenir le chapitre des coupes et entendre les confessions ; et de plus, pour les religieux, un dortoir et un réfectoire particuliers. Car bien que ces derniers n'allassent jamais aux granges que pour la récolte des fruits et la moisson et qu'ils ne dussent y coucher que dans les cas de né-

¹ Mabill. S. Bernard. opp., t. II, 1309.

cessité, ils y prenaient cependant la méridienne après le repas ¹.

Dans ces granges, la règle s'observait avec la même exactitude qu'au monastère. Elle laissait seulement aux frères un peu plus de latitude et offrait moins d'austérités en compensation des pénibles travaux auxquels ils étaient assujettis. Ainsi le sommeil était prolongé; mais, le dimanche et les fêtes chômées, tous les convers, tant ceux de l'abbaye que ceux des granges, qui, ces jours-là, venaient au monastère, se levaient en même temps que les religieux, c'est-à-dire à minuit environ. C'était bien matin, surtout pour ces derniers fatigués de la longue route parcourue la veille. Aussi avaient-ils le droit de retourner à leur couche après le chant du quatrième répons ². Ceux dont l'esprit était prompt et la ferveur plus grande refusaient d'en profiter et voulaient, comme leurs frères de l'Abbaye, entendre tout l'office. Mais qu'arrivait-il? La chair qui est faible réclamait ses droits et pendant le sermon que l'abbé faisait au chapitre, un bon nombre dormait. C'est Césaire qui nous l'apprend. Un jour, l'abbé du Val-Saint-Pierre fatigué du bruit qu'ils faisaient en ronflant pendant qu'il parlait : « Ecoutez, » mes frères, s'écria-t-il, écoutez, je vais vous » raconter une chose curieuse et importante. Il y » avait une fois un roi qui s'appelait Arthur.... » Sur ce, il s'arrêta : « Voyez, mes frères, dit-il, quelle mi-

¹ *Nomast. Cist.* passim.

² *Nomast. Cist.*, p. 355.

» sère est la vôtre. Quand je vous parlais de Dieu,
» vous dormiez; je commence à plaisanter et sur le
» champ vous vous réveillez et vous dressez les
» oreilles. » Césaire était présent à ce sermon ¹.

Un autre privilège dont jouissaient les convers des granges, c'est qu'ils n'étaient point obligés aux jeûnes de l'ordre, mais seulement aux jeûnes de l'Eglise et à celui de tous les vendredis de l'année, à part le temps pascal. Leur *mixte* ou déjeûner consistait en une livre de pain ordinaire à laquelle on ajoutait encore, si cela était nécessaire, du pain plus grossier. L'eau pure était la boisson à tous les repas. Le *mixte* s'accordait aussi facilement aux convers de l'abbaye, surtout à ceux dont les travaux étaient plus fatigants; mais il était moins considérable : une demi-livre de pain ordinaire seulement ou bien une plus grande quantité de pain plus grossier et de l'eau pour boisson. Pour les uns comme pour les autres, l'ordinaire était le même que celui des moines et leurs portions n'étaient ni plus nombreuses ni plus abondantes ².

En adoucissant ainsi le régime des frères convers, nos Pères avaient pourvu à la santé des âmes en même temps qu'à celle des corps. Les frères pouvaient suffire aux travaux et réparer leurs forces, sans donner accès à la sensualité et incliner aux désirs de la gourmandise ou à l'intempérance. C'est ce que demandait saint Benoît.

¹ Césaire. *Dial. mir.* dist. IV. cap. XXXVI.

² *Nomast. Cist.* p. 360 et 262.

A la tête de chaque *grange* et *cellier* présidait un frère convers avec le titre de *Maître*. Il avait l'intendance générale des travaux sous la direction du Cellier et pouvait adresser la parole à tous les frères placés sous ses ordres, ainsi qu'aux moines ou convers de l'abbaye qui venaient pour affaires à la grange dont il avait le soin. Il ne devait parler toutefois qu'après avoir eu soin de ramener son capuce sur les yeux. Singulier caprice de la mode ! parler à quelqu'un la tête découverte était, à cette époque, un signe d'impolitesse.

Le maître de la grange avait encore un second privilège, celui de donner une pitance à un frère en cas de maladie, mais par provision et pour trois jours seulement, car la permission de l'abbé était nécessaire afin de prévenir les abus qui auraient pu se glisser facilement dans les concessions de ce genre ¹.

Le second dignitaire de la grange auquel la parole était accordée, non pas avec les frères de l'intérieur, mais avec ceux qui y venaient de l'abbaye et tous les étrangers, était le frère hôtelier ; car l'hospitalité s'exerçait là comme au monastère. Voyageurs et pèlerins, cavaliers et piétons, tous étaient sûrs d'y trouver en tout temps un gîte pour la nuit et du pain. Certes, ce n'était pas un petit avantage à une époque où l'on mettait deux et même trois jours à faire le trajet que nous parcourons en deux heures. Aujourd'hui encore, malgré la rapidité de nos communications, quoique nos routes soient mieux entretenues, le pauvre ouvrier

¹ *Reg. Convers.*, cap. VIII et XII. Ap. Mart. *Anecd.* IV, 1649 et 1651.

réduit à voyager pour chercher un travail qui semble fuir à mesure qu'il le poursuit, regretterait peut-être ce temps si décrié pour les excès des moines, où, grâce à eux, il pouvait, sans dépenser un sou, faire son *tour de France* et, d'étape en étape, d'un monastère à l'autre, trouver toujours à point nommé une table dressée pour prendre son repas, un bon lit pour reposer ses membres fatigués, une main amie et généreuse pour presser la sienne et réparer les brèches faites à sa bourse et à son petit trousseau.

Les emplois plus directement en rapport avec l'exploitation agricole se partageaient entre les autres frères. Ces derniers marchaient toujours deux à deux sous une surveillance mutuelle. Celui qui tenait le manche de la charrue (*frater stivarius*) avait pour associé le frère bouvier ou pique-bœufs (*frater bubulus*). Les frères vachers, bergers et porchers avaient chacun leur compagnon plus jeune qu'eux (*junior suus*) qui ne les quittait jamais dans les champs ; le laitier et son second portaient soir et matin à la fromagerie de l'abbaye le lait qui n'était pas nécessaire à la grange ; le frère charretier (*carrucarius*) conduisait chaque jour au monastère les produits de la grange et revenait chargé de pains et autres grosses provisions, accompagné du frère palefrenier (*frater stabularius*)¹.

On conçoit qu'avec un système d'exploitation ainsi organisé, où tous les efforts réunis sous une même impulsion convergeaient à un même but, l'agriculture

¹ L'abbé Dubois, *Hist. de Morimond*. — *Us. ant.* — *Annal. Cist. passim*.

dirigée par des hommes intelligents et mise en œuvre par des bras dévoués dût faire de rapides progrès et subir de notables améliorations. Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple et ne parler pas des travaux d'assainissement et de défrichement entrepris et menés à bonne fin par nos pères dans tous les lieux où ils s'établirent, le *drainage*, qui est aujourd'hui en France une importation de l'étranger, était au moyen âge connu et pratiqué par les moines de Clairvaux. C'est ce qu'ont démontré des travaux faits récemment à la ferme-école de la Bretonnière qui ont amené la découverte de nombreux tronçons de ces drains primitifs ¹. Or, ce qui se faisait à Clairvaux se pratiquait aussi dans les autres abbayes. Elles se communiquaient mutuellement leurs découvertes et c'est de la sorte qu'Aiguebelle fit partager à la contrée qui l'avait si bien accueillie, le bénéfice des améliorations apportées à l'agriculture par sa propre expérience et celle des autres maisons, et y implanta probablement aussi les produits des monastères situés dans d'autres climats, heureuse de payer ainsi généreusement sa dette de reconnaissance.

En résumé, progrès social par l'abolition du servage, autant qu'elle était alors possible, dans toute l'étendue de leurs terres; réforme des monastères et des mœurs publiques par l'exemple de la pénitence et de toutes les vertus; améliorations agricoles par l'extension et le mouvement progressif qu'ils imprimèrent

¹ *Etude sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes*, par M. H. d'Arbois de Jubainville, page 56.

à l'agriculture, tels furent les principaux bienfaits dus à l'influence de nos fondateurs.

Mais ils ne furent pas les seuls.

Pères de leurs vassaux, plutôt que seigneurs, il les visitaient souvent dans leurs chaumières ; ils y venaient soulager la misère, veiller au chevet des malades, apporter au mourant les suprêmes consolations. Parfois aussi on pouvait voir le vénérable abbé Guillaume, chargé d'ans et de travaux, gravir péniblement le sentier qui conduisait au manoir de Grignan ou de Rochefort, en faveur de quelque infortuné, pour demander une diminution de taille, l'exemption d'une corvée, ou implorer la grâce d'un coupable réfugié sur les terres inviolables de l'Abbaye.

Plus encore.

Nous avons dit que saint Bernard avait surtout en vue, dans la propagation des monastères de son Ordre, d'élever autant de remparts contre le schisme et l'hérésie. Or, au temps même où se fondait Aiguebelle, Henri et Pierre de Bruys infestaient de leurs erreurs le Dauphiné et la Provence¹. C'était donc spécialement contre eux que saint Bernard envoyait nos Pères. Ceux-ci ne faillirent pas à cette belle mission. Transformés en apôtres, ils donnèrent essor à leur zèle. De concert avec Pons, évêque de St-Paul et sous sa direction, ils s'opposèrent avec succès aux progrès de l'hérésie dans le diocèse et en extirpèrent

¹ *Hist. du Languedoc*, liv. XVIII, c. LXXIV, nouv. édit. t. IV, p. 124.

jusqu'aux derniers restes , soit par leurs prédications aux peuples , soit par l'exemple de leur sainte vie dont l'austérité, féconde en utiles résultats, combattait avec tant d'avantages l'extérieur pénitent et les stériles apparences de piété , sous lesquels les chefs de l'erreur voilaient leurs débordements.

Ainsi tour à tour pénitents austères , infatigables ouvriers , anges consolateurs du pauvre , intercesseurs auprès des grands en faveur de l'opprimé et , dans les besoins pressants de l'Église , zélés défenseurs de sa foi et de son unité , les religieux d'Aiguebelle , par la pratique exacte de la règle bénédictine , par la fidélité aux constitutions cisterciennes , étendirent leur action civilisatrice sur tout leur entourage et se concilièrent, de la part des peuples, un respect et une admiration que le ralentissement de la ferveur ne sera pas capable d'altérer, que l'abandon, même total, de la rigueur primitive ne pourra faire entièrement disparaître.



CHAPITRE V.

GOUVERNEMENT DE DOM GUILLAUME (1152 - 1160).

Prospérité d'Aiguebelle au point de vue religieux. — La ferveur et la régularité soutenue par la vigilance du pieux Abbé reçoivent un accroissement de la tenue régulière des Chapitres généraux et des visites annuelles. — Visite de saint Bernard à Aiguebelle.

Un problème assez difficile a dû se présenter sans doute à l'esprit du lecteur au chapitre précédent, et plus d'une fois il a pu se demander : Au milieu de travaux si multipliés que devenaient le maintien de la discipline, la régularité de l'observance ? A quelles sources s'alimentaient la ferveur et l'esprit religieux pour ne pas s'épuiser promptement ? Quel rempart sauvegardait la charité en butte à tant d'exigences diverses, continuellement en péril parmi des intérêts opposés ? enfin quels moyens avait-on de prévenir ou de réformer les abus toujours si prompts à s'infiltrer dans les communautés même les mieux réglées ?

Problème ardu et peut-être insoluble, si l'on ne se souvenait que, jusque dans leurs occupations les plus pressantes, le silence de la méditation et le recueillement de la prière n'abandonnaient jamais nos Pères,

soit moines, soit convers. Partout, au milieu des champs comme à l'église, dans leurs emplois ou sous le cloître, à la moisson de même qu'à l'office, on retrouvait toujours les religieux. Toutefois l'abbé Guillaume devait user encore de beaucoup de vigilance et d'activité, être animé d'un zèle ardent pour le bon ordre, montrer une grande douceur de caractère unie à une rare énergie de volonté. L'état florissant où il laissa le monastère prouve qu'il n'était pas dépourvu de ces précieuses qualités. Mais, à vrai dire, ni le silence, ni la prière, ni les vertus et les qualités de notre Abbé n'eussent été suffisantes à l'accomplissement de sa tâche, sans l'exécution ponctuelle de deux articles fondamentaux des Constitutions de son Ordre. Nous voulons parler des *visites régulières* et des *Chapitres généraux*.

« Tous les abbés de notre Ordre, disent ces Constitutions, laissant là tout prétexte, se rendront tous les ans à Cîteaux pour assister au Chapitre général. Nous exceptons seulement ceux qui seront retenus pour cause de maladie ; encore devront-ils envoyer un homme capable de présenter leurs excuses à l'assemblée. La même dispense est accordée à ceux qui, à raison de l'éloignement des contrées qu'ils habitent, ne viendront qu'aux époques qui leur auront été fixées par le Chapitre général. Si quelque abbé manque d'y assister pour une autre raison, il en demandera pardon au Chapitre suivant, et cette faute ne passera pas sans recevoir une punition sévère.

» Dans cette assemblée, les abbés traiteront du salut
» de leurs âmes. Si l'on s'est écarté de la Règle ou de
» l'Institut, ils reviendront à ces saintes observances ;
» ils feront aussi les règlements nécessaires et affermi-
» ront entre eux le bien de la paix et de la charité.

» Si un abbé se montre peu zélé pour la règle, trop
» appliqué aux affaires temporelles ou répréhensible
» en quelque chose, on l'accusera charitablement.
» Le coupable devra demander pardon et accomplir la
» pénitence qui lui aura été imposée. Les abbés seuls
» pourront faire ces accusations.

» Enfin, s'il s'élève un différend entre deux ou plu-
» sieurs abbés, ou bien, si l'un d'entre eux est accusé
» d'une faute assez grave pour mériter la suspension ou
» la déposition, on s'en tiendra irrévocablement à la
» décision portée par le Chapitre. En cas de partage
» entre les opinions, le jugement sera remis à l'arbi-
» trage de l'abbé de Cîteaux de concert avec les abbés
» qui lui paraîtront les plus prudents et les plus capa-
» bles, en observant toutefois qu'aucun des abbés in-
» téressés dans l'affaire ne prenne part à la définition.
» Leur sentence sera irrévocable¹. »

Le Chapitre général était donc tout à la fois une réunion de famille, un comité d'administration et un tribunal judiciaire. S'occuper du salut de leurs âmes, resserrer entre eux les liens de la charité, maintenir l'observance et réformer les abus, enfin corriger et punir les coupables, telles étaient les quatre fins principales

¹ *Charta Charit.*, cap. III. *Nom.*, p. 68.

que se proposaient les abbés dans ces réunions annuelles. Il était bien juste en effet que, tout en travaillant au salut des religieux qui leur étaient confiés, ils ne négligeassent pas leur propre sanctification. Or, c'était le devoir du Chapitre général de veiller à ce qu'aucun d'eux ne se laissât absorber par les affaires extérieures, que saint Benoit appelle transitoires, terrestres et caduques, et ne prît par là l'esprit du monde auquel ils étaient trop souvent forcés de se mêler, surtout à cette époque.

Chaque année donc, au commencement de septembre ou même plus tôt, afin de se conformer au règlement qui fixait l'ouverture du Chapitre à l'avant-veille de l'Exaltation de la Sainte-Croix, Dom Guillaume se mettait en route, accompagné d'un frère convers avec deux chevaux pour tout équipage¹. Cette mesure avait été dictée par la prudence et la charité autant que par la simplicité et la modestie dont l'Ordre faisait profession. Elle avait pour but d'éviter une trop lourde charge aux monastères obligés d'héberger et de défrayer tous ces abbés à leur passage, et surtout d'éviter l'affluence et l'encombrement à Cîteaux, lieu de la réunion générale. En tout autre temps, les abbés pouvaient conduire plusieurs moines avec eux et avoir à leur suite deux ou trois serviteurs, convers ou séculiers. C'est ce que nous voyons par plusieurs traits de la vie de saint Bernard. Nos Pères avaient trop le sens de l'autorité pour ne pas comprendre qu'elle a besoin

¹ *Nomast. cist.*, p. 258 et 304.

d'être accompagnée toujours d'un certain éclat. Mais si la sagesse qui les inspirait ne leur permit pas de l'en dépouiller entièrement, l'amour de la simplicité dont ils étaient pénétrés leur dicta des règles pour le maintenir dans de justes limites, qui ne furent pas toujours respectées.

Chemin faisant, Dom Guillaume, accompagné des abbés de Sénanque et du Toronet, se joignait aux abbés de Lioncel et de Bonnevaux et la petite caravane allait ainsi, se recrutant, d'abbaye en abbaye et trouvant partout bon accueil. Malheur au monastère qui eût manqué à ce devoir d'hospitalité et n'eût pas fourni aux arrivants toutes les choses nécessaires ! Le religieux dont la négligence eût été la cause de cette privation était trois jours en légère culpé et l'un d'eux au pain et à l'eau, et l'abbé lui-même devenait justiciable du Chapitre général. Si la faute en était à un convers, l'infortuné passait ces trois jours au pain et à l'eau et recevait, par-dessus, la discipline au Chapitre¹. Il valait la peine d'y songer.

Nos voyageurs au reste ne suivaient pas tous la même direction. Partagés par filiation en cinq groupes divers, ils se rendaient séparément à leur maison-mère, l'une des cinq premières abbayes, Cîteaux, la Ferté, Pontigny, Clairvaux ou Morimond, afin de lui rendre la visite à laquelle chaque abbé-fils était obligé tous les ans. Notre abbé Guillaume ne manquait pas à ce devoir et c'est de Morimond qu'il partait avec son

¹ *Nom cist.*, p. 302.

Père immédiat et ses autres collègues pour venir à Dijon, où tous devaient se conduire, disent les règlements, avec décence et gravité, ne point se montrer dans les rues sans nécessité, et ne se point faire servir des mets délicats et recherchés, non pas même du poisson. Enfin, l'avant-veille de la Sainte-Croix, 12 septembre, ils partaient au point du jour en cavalcade et entraient à Cîteaux pour l'office de Tierce¹.

Qu'on se représente, s'il se peut, l'aspect imposant que devait offrir cette auguste assemblée, composée des personnages les plus saints et des intelligences les plus hautes et les plus éclairées de l'époque. Sur le siège d'honneur, saint Raynard, abbé de Cîteaux, ayant à ses côtés les quatre premiers Pères présidant avec lui et parmi eux saint Bernard, abbé de Clairvaux, et le vénérable Hugues de Pontigny. A droite et à gauche, les évêques de l'Ordre, au milieu desquels on voyait paraître en première ligne le bienheureux Othon de Frisingue, fondateur d'Aiguebelle, saint Pierre de Tarentaise et saint Jean de Valence; après eux, la multitude déjà nombreuse des abbés, placés dans le rang que leur donnait l'ancienneté de leur abbaye. Aussi ce tribunal s'acquit-il bientôt une réputation de justice et d'impartialité, de sagesse et de discernement qui le fit reconnaître de l'Europe entière. Les Rois et les Empereurs briguaient ses suffrages et redoutaient ses arrêts. Le fameux Barberousse, l'année de son élévation à l'Empire, 1152, implora son intercession auprès

¹ *Nom. cist.*, p. 302.

du pape Anastase IV ¹. Les Papes eux-mêmes reconnaissaient son influence et ne dédaignaient pas de lui adresser les lettres les plus flatteuses pour le remercier de ses importants services et en réclamer de nouveaux. En 1148, le Pape Eugène III le présida en personne. Il y réunit à l'Ordre, sous la filiation de Cîteaux, la congrégation d'Obazine, et sous celle de Clairvaux, l'ordre entier de Savigny auquel appartenait l'abbaye de la Trappe. Notre vénérable abbé Guillaume assistait à ce Chapitre et applaudissait à cette réunion. C'est ainsi que, par son suffrage, notre monastère d'Aiguebelle contribuait en quelque sorte à la naissance, dans l'Ordre, d'une abbaye qui devait le relever lui-même de ses ruines sept cents ans plus tard.

Les heureux effets de cette institution, dont l'Ordre de Cîteaux, le premier, avait eu l'idée, la firent bientôt adopter par les Prémontrés, et les Chartreux ne tardèrent pas à suivre leur exemple. L'édification répandue dans l'Eglise par ces trois grandes familles religieuses, dont la ferveur se soutenait par ces réunions annuelles, en fit si bien apprécier les avantages que le quatrième concile de Latran ne crut pouvoir travailler plus efficacement au maintien de la discipline monastique et à la réforme des divers Ordres, qu'en prescrivant à chacun d'eux la tenue de ces assemblées, sur le modèle de celle de Cîteaux et sous la direction de deux abbés de cet Ordre, pour les instruire de la manière de les célébrer ².

¹ *Ann. Cist.*, t. II, p. 267.

² *Decret. Innocent. III*, in concil. Lateran. IV.

Saint Bernard était la lumière et l'âme de ces réunions. Celle de 1137 ne le vit point paraître. Le saint abbé de Clairvaux était alors au fond de l'Italie, travaillant de toutes ses forces à l'extinction du schisme. Mais, du lieu de son exil, il n'oubliait pas ses frères réunis à Cîteaux. Il leur écrivait cette lettre fameuse, dictée par son cœur plus encore que par le devoir¹, où il peint si vivement les regrets de son absence et soupire après un retour qu'il n'ose plus espérer. « Du » reste, mes frères, ajoutait-il en terminant, rendez » droites vos voies et vos affections ; ne réglez, n'établissez rien que de juste, d'honnête et de salubre. » Avant tout, ayez soin de conserver l'union de l'esprit et le Dieu de la paix sera toujours avec vous². C'est ainsi qu'il les exhortait à poursuivre la fin pour laquelle ils étaient réunis. On conçoit quelle impression devait faire sur les abbés cette parole brûlante ; avec quelle ardeur ils se mettaient à l'œuvre et quelle impulsion nouvelle ils devaient imprimer à la ferveur, quand, de retour à leur monastère, ils faisaient lire en public les définitions dont ils avaient emporté la copie et déversaient sur leurs religieux les flots de la charité dont ils se sentaient le cœur inondé.

Mais ce secours, cet appui en faveur de la discipline que l'abbé Guillaume trouvait dans le Chapitre général n'était pas le seul. Il en avait un autre, aussi efficace et plus direct contre le relâchement, dans la

¹ *Charta Charit.*, cap. III. *Nom. cist.*, p. 68.

² *Epist. S. Bernard.* 145.

visite régulière faite chaque année par le Père immédiat. On sait que ce dernier avait la surveillance sur toutes ses maisons-filles. Mais cette surveillance, bien que perpétuelle, s'exerçait plus particulièrement à l'époque de la visite annuelle. « Qu'une fois par an, dit » la Charte de charité, l'abbé de la Mère-Eglise » visite, par lui-même ou par l'un de ses co-abbés, » tous les monastères qu'il aura fondés, et s'il visite » ses frères plus souvent, que ce soit pour eux un sujet de se réjouir davantage¹. »

Cette obligation était d'une grande importance. Une infraction en cette matière attirait au coupable la pénitence de la légère coulpe, et, afin qu'il ne pût y échapper, la première question posée au Chapitre général par le Président était précisément celle-ci : « Tous les » monastères ont-ils été visités? »

Pour assurer le fruit de ces visites, le Père immédiat et l'abbé-fils avaient chacun de leur côté plusieurs devoirs à remplir. Travailler avec toutes les précautions et toute la diligence possibles à la correction des abus et à la conservation de la paix ; diriger les esprits des frères dans la voie d'un respect toujours plus grand envers le supérieur local et les animer à la charité mutuelle : tel était le but où devait tendre le visiteur. En retour, l'abbé dont il visitait la maison devait se montrer à son égard obéissant et tout dévoué en ce qui touchait à l'Ordre et tendre de toutes ses forces à

¹ *Charta charit.*, c. II. *Nom.*, p. 66.

l'amendement de ses frères, comme un homme qui doit en rendre compte à Dieu ¹.

En conséquence, tous les ans, à l'arrivée de Raynald, abbé de Morimond et successeur d'Othon de Frisingue, notre abbé Guillaume, pénétré des obligations de sa charge, avait grand soin d'avertir, de prier les religieux, de leur commander même, au besoin, de faire connaître au visiteur en toute bonne foi et avec pleine confiance, secrètement ou en public, comme ils le jugeraient à propos, tout ce qu'ils sauraient mériter correction, soit au spirituel, soit au temporel, dans le chef comme dans les membres. Aussi, bien loin de se formaliser lorsqu'une communication de ce genre amenait quelque réforme ou lui attirait des reproches secrets de la part du visiteur, il s'en réjouissait. La révélation fût-elle indiscreète ou mal fondée, il n'en conservait pas rancune et se serait bien gardé d'en tirer la plus petite vengeance. Cette conduite d'ailleurs ne lui était pas seulement dictée par la conscience, elle lui était aussi tracée par les prescriptions de l'Ordre, intéressé à ce que tous ses membres eussent pleine liberté de porter leurs plaintes et de faire leurs observations.

L'abbé Raynald, de son côté, homme de tact par excellence, ne croyait pas à tout esprit. Il entendait longuement tous les frères, s'enquérât avec soin des causes des abus et les faisait disparaître, autant qu'il était possible, avec le zèle que lui inspirait l'amour de

¹ *Nom. cist.*, p. 267 et 317.

l'Ordre, tempéré par une affection de charité toute paternelle. Un frère remettait-il en question des choses qu'il savait être corrigées, ou faisait-il un rapport sur des fautes secrètes capable de troubler les esprits et d'y jeter de vains soupçons, il le reprenait vertement et le punissait avec sévérité. Lui portait-on contre un officier de graves sujets de plaintes qui méritaient la déposition, il le déposait en effet, s'il les trouvait justes, mais non sans avoir fait connaître à l'abbé les raisons de cette mesure ¹.

Ainsi se procurait, au moyen de ces visites, la réforme de tous les abus, ainsi disparaissaient tous les motifs de plaintes et de murmures. Aucune ne se passait sans apporter à la communauté un nouvel élan de ferveur, un surcroît de charité. Certes, s'il est une lacune que nous regrettions dans les archives de notre monastère, c'est bien celle qui provient de la perte des Cartes de visites. Que de précieux renseignements ces documents nous auraient fournis ! Quelle lumière ils eussent jeté sur la vie intime de nos premiers fondateurs ! Là, nous les aurions pris comme sur le fait et nous aurions pu admirer à notre aise leurs vertus, nous édifier même de leurs légers manquements, en voyant le zèle et la promptitude qu'ils apportaient à les réparer.

L'abbé de Morimond ne bornait pas ses soins à régler le spirituel. L'état temporel du monastère éveillait aussi sa sollicitude. Accompagné de l'abbé Guillaume,

¹ *Ibid.*, loc. cit.

il visitait tous les lieux réguliers, à commencer par l'église et la sacristie. De là il se rendait à la porte, s'enquérant du portier comment se faisaient les aumônes, s'il avait pour elles des revenus particuliers, si on distribuait fidèlement aux pauvres les portions des défunts, si la porte était soigneusement fermée, en un mot, tout ce qui pouvait intéresser la bonne renommée du monastère. Il passait ensuite à la cuisine et au réfectoire de la communauté, interrogeait les celliers sur les pulments réguliers, les pulments généraux, les pitances et autres objets qui rentrent dans son office, et ne dédaignait pas de descendre au cellier, au magasin des provisions, afin de s'assurer si la maison de Dieu était sagement administrée et par des hommes sages, et si les biens des pauvres n'étaient pas détournés à des usages sacrilèges.

Le vestiaire, le dortoir, les deux infirmeries, l'hôtellerie, la chambre même du procureur n'échappaient pas à ses investigations, et dans les ateliers, dans les emplois particuliers, il s'informait secrètement de chacun des employés s'il n'y avait rien à réformer.

Cette visite achevée et les comptes examinés, le Père immédiat dressait sa carte de visite et la montrait à l'abbé pour voir s'il n'y avait rien à retrancher ou à ajouter en vue du bien des âmes. Enfin le troisième jour, au Chapitre, après la lecture de la sainte règle et des constitutions, il faisait la correction des abus parvenus à sa connaissance, expliquait tous les points de la carte de visite, recommandait au chantre de la lire

aux époques fixées par les constitutions, c'est-à-dire à tous les samedis des Quatre-temps ; puis, après avoir recommandé aux frères le respect et l'obéissance envers leur abbé, aux officiers la charité, à tous l'amour mutuel, il ordonnait des prières pour le Souverain-Pontife, pour le roi, le révérendissime abbé de Cîteaux et leur propre abbé, s'y recommandait lui-même et levait la séance en leur faisant ses adieux¹.

L'exécution de cet article de l'Institut devait apporter à notre abbé Guillaume une bien douce consolation et un puissant encouragement. Nous voulons parler de la visite de saint Bernard à Aiguebelle, attestée par une tradition ancienne et constante. Nous avons déjà rapporté le témoignage de l'historien de la Provence sur les voyages de l'illustre abbé de Clairvaux dans nos contrées. L'historien de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux, le père Boyer de Sainte-Marthe raconte, de son côté, que « un curieux de l'ordre de Cîteaux » lui avait assuré que saint Bernard avait été en » visite dans cette ancienne abbaye située dans un » lieu d'horreur et de solitude². »

Ce curieux était sans doute un religieux d'Aiguebelle, d'autant mieux renseigné sur ce fait qu'il en existait alors un monument authentique : la chambre occupée par le saint pendant son séjour dans le monastère, objet de la vénération des nombreux visiteurs,

¹ *Rituale cist.*, lib. VIII, cap. XII.

² *Hist. de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, liv. I^{er}, p. 59.

soit avant la destruction de l'abbaye en 1790, soit depuis sa restauration en 1815. Cette chambre que nos anciens ont eu le bonheur de voir et d'habiter, puisqu'elle servait d'infirmierie, unissait le chauffoir au réfectoire vers la façade méridionale. Malheureusement démolie, il y a plusieurs années, pour faire place à l'infirmierie actuelle, l'endroit qu'elle occupait se trouve aujourd'hui converti en une chapelle pour les malades, dédiée à notre glorieux père. — Ainsi la divine Providence a permis que l'on célébrât chaque jour les saints mystères dans un lieu sanctifié jadis par la présence de l'un de ses plus dévots serviteurs.

A cette tradition fidèlement transmise d'une génération à l'autre dans le monastère d'Aiguebelle, vient se joindre celle dont se glorifiaient les ancêtres de M. le marquis du Puy-Montbrun et qui s'est conservée jusqu'à nos jours, d'avoir reçu dans les vieux murs de leur château de Rochefort, l'illustre et saint abbé. Ces deux traditions s'appuient et se confirment l'une l'autre.

La légende elle-même s'est emparée du fait et a rattaché à cette visite l'explication d'un phénomène singulier et qui subsiste encore : la disparition complète des pies du territoire de Réauville et de Montjuyer. Nombreuses encore à Espeluche, Rochefort et dans tous les lieux voisins, chaque fois qu'elles s'approchent des limites de l'ancienne seigneurie d'Aiguebelle, on les voit aussitôt changer de direction et partir à tire-d'aile, « comme si, disent les habitants, elles étaient » possédées du démon. »

Un jour, dit cette légende, pendant le saint sacrifice auquel assistait saint Bernard, après la consécration et au moment où le prêtre, élevant les bras, présentait la sacrée victime à l'adoration des assistants, voilà qu'une pie s'abat sur l'autel et enlève la sainte hostie des mains du célébrant. Indigné d'une pareille audace, le Saint, à ce douloureux spectacle, maudit l'animal et lui ordonne de quitter le territoire avec ses compagnes. La pie s'enfuit aussitôt, les autres la suivent, et depuis elles n'ont plus reparu.

La difficulté est que, dans ce temps-là, nos pères n'élevaient point la sainte hostie après la consécration. Ce ne put donc être à ce moment que l'oiseau commit son vol sacrilège. Mais qui ne sait que la légende embellit tout? Quoiqu'il en soit, il reste une chose, la seule que nous tenions à constater : c'est le souvenir permanent et fidèlement transmis d'âge en âge de la visite de saint Bernard au monastère d'Aiguebelle.

Quant à l'époque où cette visite eut lieu, la conjecture la plus probable est que ce fut en 1147, lorsqu'il vint en Languedoc pour combattre les hérétiques. Par une lettre de cette même année, il annonçait au comte de Saint-Gilles sa prochaine arrivée en compagnie d'Albéric, cardinal, évêque d'Ostie et légat du Pape et de plusieurs autres personnages remarquables, entre lesquels était Guy, premier abbé de Cherlieu¹. Mais, nous dit Geoffroy, son biographe

¹ *Opp. S. Bernard*, ep. 241. — *Vita S. Bern.* lib. IV, pars III, cap. XVII, ep. Gaufridi n° 2. — Cherlieu, abbaye de la filiation de Clairvaux, fondée en 1131 par les soins directs de saint Bernard qui eut toujours pour

et secrétaire, le pays était infesté d'une telle multitude d'erreurs, qu'il aurait eu besoin de longues prédications, en sorte que le saint abbé ne pouvant plus suffire à un travail si fatigant et craignant d'ailleurs de contrister ses frères par une trop longue absence, préparait son retour pour les jours qui suivraient l'Octave de l'Assomption ¹. Ce fut sans doute alors qu'il passa par la Provence où les traces laissées par les deux chefs de l'erreur, Henri et Pierre de Bruys, réclamaient sa présence et l'éclat de ses miracles ². Ce voyage qui ne se fit pas sans visiter les abbayes de l'ordre qu'il rencontra sur sa route, lui donna l'occasion de connaître d'une façon plus intime les vertus de l'abbé d'Aiguebelle et d'apprécier mieux les heureux résultats de son zèle et de ses prédications. La conséquence de cette visite fut la mission de notre abbé dans le pays toulousain avec d'autres abbés et religieux de l'Ordre pour y continuer l'œuvre de conversion que le Saint regrettait de n'avoir pu terminer ³.

elle une grande affection. Guy I^{er} est compté parmi les bienheureux et ses actes se trouvent parmi ceux des saints Séquanais. On lui attribue la *Lettre sur le Chant* éditée par Mabillon dans les *OEuvres de saint Bernard*. (Voir *Gall. Christ.* continuée par M. Hauréau, t. XV col. 254).

¹ *Vita S. Ber.* loc. cit. ep. Gaufridi n. 5 et 6.

² Les historiens du Languedoc disent que saint Bernard prit au retour la route qu'il avait suivie pour venir et qu'il passa par Sarlat, s'appuyant sur le miracle qu'il fit en ce lieu. Cette preuve est sans valeur ; la marche du récit semblerait plutôt indiquer que ce miracle fut fait en arrivant, ou, tout au moins, pendant le séjour du Saint dans le pays. Geoffroy, du reste, ne dit pas autre chose du retour que ce que nous avons cité de lui.

³ Le biographe de saint Bernard dit en effet que l'abbé de Clairvaux envoya dans le Toulousain des prédicateurs de son ordre. (*Vita S. Bern.*, lib. III, cap. VI., n° 19 sub finem).

Car nous voyons que Dom Guillaume se trouvait à l'abbaye de Calers, au diocèse de Rieux, aujourd'hui de Toulouse, en 1149, assistant à la confirmation d'une donation de la terre de l'Ermi faite à Etienne, premier abbé de ce monastère, par Guillaume de Aure et Raymond Bernard¹.

Si saint Bernard visitait aujourd'hui les salles de ce monastère qui le reçut, il y a plus de sept cents ans; s'il reparait sous ces vieilles voûtes qui retentirent de ses chaleureuses exhortations, il en reconnaîtrait encore quelques-unes; mais son cœur aurait à gémir sur bien des ruines. Cependant, nous aimons à le croire, il serait bientôt consolé en retrouvant, sous l'antique cloître, une communauté florissante d'hommes portant le même habit, pratiquant les mêmes observances, soumis à la même règle et, sinon égaux en ferveur à ceux qu'il y vit autrefois, dirigeant au moins tous leurs efforts à les imiter et à ne se montrer pas indignes de leurs prédécesseurs.

¹ *Gall. christ.*, t. XIII, col. 221. Calers, fille de Grand-Selve, filiation de Clairvaux, fondée en 1147 par les libéralités de quelques riches personnages du pays.



CHAPITRE VI.

DOM ALBÉRIC I^{er}. (1160-1175).

Mort de Dom Guillaume — Prospérité d'Aiguebelle au point de vue temporel. — Privilèges et donations. -- Le fief de Saint-Nizier. — Raison et danger du développement territorial. — Modération des abbés d'Aiguebelle.

Le bienheureux Guillaume ¹ avait noblement accompli sa mission. Un monastère entièrement construit, les ateliers nécessaires élevés, les propriétés considérablement agrandies et mises en plein rapport, les produits agricoles de l'abbaye enrichissant la contrée, et, ce qui valait mieux encore, une communauté nombreuse et fervente, animée du meilleur esprit, remplie de zèle pour la pratique exacte de sa règle et des observances monastiques, tel fut le résultat des travaux de notre saint Abbé. Evidemment, Dieu les avait bénis. L'œuvre en pleine voie de succès ne ré-

¹ Le martyrologe et le ménologe de l'ordre de Cîteaux ne mentionnent pas le nom de notre abbé Guillaume. Mais la tradition du monastère porte que les religieux l'invoquaient de temps immémorial et son nom était écrit à la main aux litanies d'un ancien processionnal qui appartenait à Aiguebelle avant la révolution. Ce n'est qu'appuyé sur ces témoignages que nous avons cru pouvoir lui conserver un titre pour lequel nous ne revendiquons aucune certitude.

clamait plus son concours ; le fidèle serviteur allait recevoir sa récompense.

Son successeur, Dom Albéric I^{er}, n'eut qu'à suivre ses traces pour maintenir le monastère à la hauteur où il était parvenu et l'acheminer à une prospérité plus grande en augmentant ses ressources et son personnel. Raymond V, comte de Toulouse, attiré, en 1160, dans son marquisat de Provence, par la guerre que lui suscitaient ses voisins, fut frappé des éloges que l'on faisait partout des saints religieux d'Aiguebelle et du bien qu'ils faisaient à toute la contrée. Pour en favoriser le développement, il les exempta de toute redevance et de tout droit de péage sur les terres de son obéissance.

Voici la teneur de ce privilège :

« L'an de l'Incarnation de Notre-Seigneur 1160, au
» mois de décembre, moi, Raymond, au nom de Dieu,
» duc de Narbonne, etc.; animé du bon esprit et en
» toute sincérité je donne et concède à Dieu et à l'é-
» glise de Sainte-Marie d'Aiguebelle, et à tous les
» frères qui y vivent maintenant et y vivront dans la
» suite, pour la rémission de mes péchés et ceux de
» mes parents, et je confirme par le présent instru-
» ment cette donation, savoir, que les frères, les fa-
» miliers et domestiques de Notre-Dame d'Aiguebelle,
» avec leurs animaux et tout ce qui leur appartient,
» pourront en toute sûreté et sécurité aller et venir
» sur les terres de mon obéissance, sans que mes
» baillis puissent exiger d'eux aucun péage ou rede-

effet qu'il fallait passer pour se rendre aux foires de Provence ; sous ses murs se croisaient les diverses routes qui conduisaient, d'un côté, à Saint-Paul la ville épiscopale, et aux deux abbayes de Pigiers et de Bouchet ; de l'autre, à l'abbaye du Frayssinet, à Pierrelatte et à Violez, nouveau domaine qui peu de temps après fut donné à Aiguebelle. Enfin c'était encore par là qu'on se rendait à la grange de Gondoulet. Or, comme tous ces lieux étaient à d'assez grandes distances respectives, notre abbé, pour faciliter les relations nécessaires et surtout les rendre plus régulières, éleva cet hospice où les cellériers, les maîtres des convers qui se rendait aux granges, les convers eux-mêmes et les familiers domestiques retrouvaient la paix et le genre de vie du monastère.

Cet hospice était desservi par des frères convers. Le produit d'une terre située au quartier de l'Escharanelle, aux environs de Roussas, était destiné à son entretien. Cette terre fut démembrée de l'hospice en 1239, en faveur d'un habitant du lieu. Plus tard, les relations qui rendaient cet hospice nécessaire, ayant cessé par suite de la diminution des moines, la terre de l'Escharanelle fut accensée à des fermiers à perpétuité. Le premier bail de ce genre que nous trouvons, est de 1391, avec la clause expresse que le bois qui en dépend sera réservé pour les besoins de l'hospice déjà beaucoup moins fréquenté. En 1421, un nouveau bail fut passé. On n'y laissait plus qu'un convers avec la

réserve du bois de chauffage. Enfin dans le siècle suivant l'hospice n'existait plus.

« Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et le reste vous sera donné par surcroît. » Nos Pères d'Aiguebelle éprouvaient tous les jours la vérité de cette divine parole. Réduire leurs corps en servitude, mortifier leurs sens par le travail et par le jeûne, chanter nuit et jour les louanges du Seigneur et faire bénir son saint nom par la bonne odeur des vertus, c'était là leur application constante, le but de leurs efforts. En retour, le Divin Maître les récompensait amplement de leurs services et ne les laissait manquer de rien. Le nombre des religieux croissant toujours, il augmentait leurs revenus en proportion. Nous avons vu déjà l'acquisition des granges de Combemaure et de Gondoulet sous le bienheureux Guillaume. Un peu plus tard et sous son successeur, un nouveau domaine d'une vaste étendue, le Frayssinet, situé dans la plaine de Pierrelatte, vint arrondir le cercle des possessions d'Aiguebelle. Il renfermait des bois, des prairies, des vignes et des terres de labour fertiles et en plein rapport. Dom Albéric y mit des frères convers pour les cultiver et les entretenir.

La reconnaissance que nos Pères témoignèrent à Dieu pour ce bienfait et un redoublement de zèle et de ferveur dans leur stricte observance en attirèrent de nouveaux. Ce fut, entre autres, la donation d'un domaine considérable appelé le fief de Saint-Nizier, enclavé presque en entier dans le mandement de

les mœurs générales et l'on était forcé de s'y conformer par l'absence ou la rareté des établissements commerciaux, par les difficultés des correspondances et des communications. Les courtiers et les commis-voyageurs n'étaient point encore inventés et les rapports établis par le commerce entre les diverses contrées étaient tout différents de ce qu'ils sont aujourd'hui. Quelques localités spéciales, désignées par l'usage et la commodité, avaient seules le privilège d'attirer à des époques fixes les producteurs et consommateurs des pays voisins, qui échangeaient sur place leurs marchandises ; ce qui les obligeait souvent d'entreprendre de lointains voyages et de dépenser beaucoup d'argent ¹.

Du reste, nos Pères de Cîteaux reconnaissaient aussi bien que nous le danger et l'inconvenance qui résultaient de la fréquentation des foires ; mais c'était un mal nécessaire, dont ils ne pouvaient que chercher à prévenir les inconvénients sans les faire disparaître. Voici comme ils s'en expriment dans les instituts du Chapitre général : « Il est périlleux, disent-ils, et il » n'est guère honnête pour des religieux de fréquenter » les foires. Mais comme notre pauvreté nous oblige » de vendre et d'acheter, les monastères qui sont dans » cette nécessité pourront envoyer des religieux aux » foires et aux marchés. Cependant la distance ne dé- » passera pas trois journées, quatre au plus, et le » nombre des religieux ne sera jamais au-dessus » de deux, soit moines, soit convers, par abbaye. On

¹ *Etudes sur l'intérieur des abbayes cisterciennes*, p. 319.

Derzas qui formait la seigneurie d'Aiguebelle. Ce fief se divisait en quatre parties principales : la métairie d'Argusan , seule en dehors du mandement, confinant à son territoire et à celui de Valaurie ; la terre de Saint-Nizier proprement dite , au-dessous de Réauville en descendant vers Barret ; le *Devès* (pâturage) de Barret, sur la lisière de la forêt d'Aiguebelle ; et enfin, l'ermitage de Saint-Pancrace où l'on vénérât les reliques de ce grand saint, et dont le gardien était chargé d'inscrire fidèlement les messes qu'il recevait pour les faire acquitter au monastère. On conserve encore plusieurs actes où se trouvent rappelées les visites de dévotion faites par les évêques de Saint-Paul à l'ermitage de Saint-Pancrace.

Ce fief fut donné sans doute par Guillaume-Hugues-Adhémar, seigneur de la Garde , dont le second fils , Aimar-Adhémar, embrassait à cette époque la vie religieuse à Aiguebelle. Guillaume-Hugues ne se réserva pour lui et ses successeurs que le droit de dominité ; c'est-à-dire que l'abbé d'Aiguebelle tenait Saint-Nizier seulement en arrière-fief , jouissant des revenus moyennant une légère redevance d'honneur payée aux seigneurs de Valaurie.

A cette liste de donations pieuses , il en faut ajouter plusieurs autres dont les titres se sont perdus pendant les guerres de religion et qui consistaient en terrains et droits concédés par de nouveaux bienfaiteurs, en sorte que le domaine d'Aiguebelle s'étendait jusque sur le territoire et la ville de Valréas, dont il occupait une grande partie.

Cet accroissement presque indéfini de la propriété foncière que l'on remarque dans tous les monastères de l'ordre de Cîteaux, à cette époque, nous semble aujourd'hui quelque chose de prodigieux et nous apparaît comme un véritable envahissement. Nous en serons moins surpris cependant, observe un judicieux écrivain, si nous faisons attention que, au XII^e siècle, le système de dotation immobilière était universellement admis, presque seul connu.

Le système de l'impôt ne l'était pas encore. Celui donc qui reprocherait à Aiguebelle ou aux autres abbayes cisterciennes leur fortune territoriale, transporterait au XII^e siècle nos idées modernes alors irréalisables. Les institutions d'une époque ne doivent pas être jugées d'après les connaissances et la manière de voir d'un autre âge.

Au surplus s'il y avait un danger dans l'excès du développement de la propriété territoriale, il y en avait un autre à craindre dans l'insuffisance des ressources. A côté de quelques établissements monastiques riches, on en voyait, au moyen âge, beaucoup d'autres dépérir faute de revenus suffisants. Les exemples ne manquent pas de monastères que cette pénurie conduisit à une ruine complète. C'est pour prévenir de pareils malheurs que saint Etienne et ses collègues avaient ordonné par un article spécial de la *Charte de Charité* que, dans le cas où l'une des abbayes de l'ordre viendrait à tomber dans une extrême pauvreté, toutes les autres devaient se cotiser et pourvoir, chacune selon

ses moyens , à la pénurie de leur sœur. On doit rendre au Chapitre général cette justice de reconnaître qu'entre les deux écueils il fit tous ses efforts pour diriger le plus sagement possible le navire dont il tenait le gouvernail.

Cette appréciation remarquable, dont nous empruntons le fonds et en grande partie les paroles à M. d'Arbois de Jubainville ¹, répond d'une manière péremptoire aux imputations d'avarice et de cupidité faites par les contemporains du XIII^e siècle à l'ordre de Cîteaux, et dont Césaire nous révèle l'existence en y répondant :

« Notre ordre, fait-il dire par un novice à son Père-Maître, est souvent accusé d'avarice par les séculiers. »
Et le maître de répondre : « Ce qu'ils nomment avarice, nous l'appelons prévoyance. Car, d'après la règle, nous sommes obligés de recevoir comme Jésus-Christ lui-même tous les hôtes qui nous arrivent. Et si, faute de ressources, nous venions à leur refuser l'hospitalité, ces mêmes hommes qui nous taxent aujourd'hui d'avarice, ne manqueraient pas alors de crier à la dureté de cœur et à l'impiété. Il n'est presque pas une maison de l'Ordre qui ne soit grevée de dettes soit à cause des hôtes et des pauvres, soit à cause de ceux qui se présentent chaque jour à la religion et que l'on ne peut rejeter sans scandale. Aussi dirai-je pour excuser nos procureurs, *non pas de tout peut-être*, mais de l'excès qu'on leur reproche,

¹ *Etudes sur l'intérieur des abbayes cisterciennes*, liv. IV, pag. 271 et suiv.

» que , pressés par cette nécessité , il faut bien , bon
» gré mal gré , qu'ils possèdent et cherchent à pos-
» séder ¹.

On voit néanmoins par cet aveu de Césaire que les accusations avaient un prétexte et reposaient sur un motif au moins apparent. Il était naturel en effet que ces donations si fréquentes de la piété , que cette extension de la propriété territoriale , en même temps quelle frappait l'attention des séculiers et peut-être excitait leur convoitise , dût aussi imprimer peu à peu parmi les religieux , surtout ceux employés à l'administration temporelle , une tendance fâcheuse à augmenter les revenus du monastère , à multiplier les acquisitions au profit de la maison et à satisfaire cette passion de l'intérêt qui forme comme la base de la nature humaine. Mais il est juste d'ajouter avec M. de Jubainville , que le Chapitre général ne partagea jamais de pareils sentiments et, dans aucune de ses démarches, ne se laissa guider par des vues aussi basses. Toujours il lutta, autant qu'il fut en son pouvoir, contre le torrent qui débordait et , lorsqu'il fut impuissant à le contenir, il ne cessa pas de protester contre ses envahissements par des statuts qui mirent son honneur à couvert , s'ils ne remédièrent pas au mal. Du reste si quelques abbés , alors en petit nombre , eurent la faiblesse de se laisser entraîner par le courant , et s'adonnèrent avec trop de zèle aux intérêts matériels de leurs monastères , croyant en cela s'acquitter d'un

¹ *Dial. miraculorum*, dist. IV., cap. LVII.

devoir, la majorité donna toujours l'exemple du désintéressement et s'opposa tant qu'elle pût , à l'esprit de cupidité des employés subalternes. Les abbés d'Aiguebelle furent de ce nombre et leur histoire nous en fournira plus d'une preuve.

CHAPITRE VII.

DOM AIMAR-ADHÉMAR DE LA GARDE — (1173-1190).

Fondation du Frayssinet et de Feniers. — Histoire de ces deux abbayes.
— Feniers donne deux petites filles à Aiguebelle : Bellaigue et le Bouchet ou Vauluisant. — Pigiers et Bouchet, monastères de filles, sous la juridiction de l'abbé d'Aiguebelle.

Ainsi par les soins de l'abbé Dom Albéric I^{er}, l'œuvre du bienheureux Guillaume s'était non-seulement soutenue, mais elle avait grandi. Un dernier acte de 1165, confirmatif d'un accord passé antérieurement avec Raymond de Garimes, abbé de Pébrac, de l'ordre de Saint-Augustin, au diocèse de Clermont, couronna dignement la prudente administration du second abbé d'Aiguebelle¹. A son successeur Aimar-Adhémar était réservée la gloire d'élever notre abbaye au plus haut faite qu'elle put espérer d'atteindre.

Aimar-Adhémar, second fils de Guillaume-Hugues Adhémar, seigneur de la Garde et co-seigneur de Monteil, et de Laure de Genève, était l'arrière petit-fils de Giraud-Adhémar II, frère de Gaucher, que nous avons vu premier abbé d'Aiguebelle à Montjuyer, en

¹ *Gallia Chrit.* t. 1. col. 737.

1045. Entré jeune en religion, et se voyant à la tête de ses frères par la noblesse de sa naissance, il n'avait voulu se laisser devancer par aucun dans les âpres sentiers tracés par la règle. Son mérite seul le fit élire abbé à la mort de Dom Albéric ¹.

LE FRAYSSINET,

Première Fille d'Aiguebelle.

Depuis que les religieux partis de Morimond sont venus planter leur tente sur le territoire d'Aiguebelle, jusqu'au temps où Aimar-Adhémar prend possession de son siège, trente ans et plus se sont écoulés. Dans cet intervalle, l'aspect des lieux a bien changé. Le sol

¹ DE COURCELLES, *Généalogie des Adhémar*. La liste des abbés d'Aiguebelle donnée par le *Gallia Christ.* n'est pas complète, d'après l'aveu même des auteurs, qui se plaignent de n'avoir pu visiter le chartrier de l'abbaye, conservé au château de Grignan. Les nombreuses recherches auxquelles nous nous sommes livrés nous ont permis d'ajouter à cette liste les dix-huit noms suivants : Aimar-Adhémar, vers l'an 1173 ; Albéric II, en 1190 ; Pierre I^{er}, en 1228 ; Ponce I^{er}, en 1251 ; Pierre II, en 1258 ; Richard, en 1259 ; Pierre III, en 1268 ; Guillaume III, en 1316 ; Guillaume VI, en 1373 ; Pierre IV, en 1416 ; Jausserand-Guillaume, en 1426 ; Pierre V, en 1428 ; Guillaume VII, en 1431 ; Isnard, en 1437 ; Jean I^{er} d'Urre, en 1442 ; Antoine I^{er}, en 1450 ; Antoine III Laseyte, en 1515, tous abbés réguliers, et un commandaire : Jean II de Vesc, en 1518. Faute d'avoir connu Aimar-Adhémar, les auteurs du savant recueil cité plus haut, ont attribué à Dom Albéric, le premier abbé nommé par eux, deux actes dont le second ne peut lui appartenir. L'un est de 1165, l'autre de 1190. Aimar-Adhémar se trouvant placé précisément entre ces deux dates, nous avons dû reconnaître deux abbés du nom d'Albéric.

pierreux s'est transformé, comme par enchantement, en un terrain fertile. Des prés, des jardins apparaissent où l'on ne voyait jadis que des halliers et des ronces, et le vallon où est construit le monastère, dépouillé de son nom sauvage de *Derzas*, se nommera désormais VAL-HONNÊTE. Sur les flancs des collines paissent de nombreux troupeaux, dont les cris joyeux, mêlés au son des cloches qui, sept fois le jour, appellent les moines à l'église, interrompent seuls le silence de la solitude. Le convers qui laboure ou ensemeence le champ voisin, les religieux qui fanent, scient le blé ou soulèvent la glèbe de leur bêche infatigable, donnent au paysage le mouvement et la vie, sans en troubler le calme. Les grands travaux, réclamés par les exigences d'un premier établissement, sont depuis longtemps terminés ; le monastère est achevé, les usines marchent ; les champs sont en plein rapport et les revenus suffisent au delà pour l'entretien des moines, les aumônes des pauvres et les frais de l'hospice. En un mot, l'abondance règne, l'abbaye est riche.

Mais là précisément est le danger. La richesse est un écueil contre lequel court grand risque de se briser la rigueur de l'observance. Pilote vigilant et expérimenté, Aimar-Adhémar l'a vu poindre ; il a remarqué aussi que, faute d'espace, il est obligé d'éconduire chaque jour les nombreux postulants qui lui demandent l'entrée de son monastère. A ce double malheur il n'est qu'un seul remède : une fondation nouvelle. L'abandon de quelqu'un des nombreux domaines con

cédés à l'abbaye, en diminuant les ressources, coupera court au relâchement, et le départ des religieux ouvrira la porte à ceux qui se présentent. Dès lors la fondation est résolue. La propriété du *Frayssinet*, la plus riche et la plus vaste de toutes, bien qu'éloignée seulement de quatre lieues d'Aiguebelle, est choisie comme la plus propre à l'exécution de ce pieux projet.

Les habitants de Pierrelatte, reconnaissants de la faveur qui leur était faite, contribuèrent de tout leur pouvoir à la dotation de la nouvelle abbaye, en lui donnant des terres qui, jointes à celles qu'abandonnait Aiguebelle, assurèrent l'existence de la nouvelle colonie. C'était vers l'an 1169¹.

Cet exemple de désintéressement n'était point un fait isolé dans l'histoire de l'Ordre, à cette époque. Dès qu'une grange était capable de suffire à l'entretien de treize convers avec les mercenaires, elle pouvait devenir abbaye, pourvu qu'elle fut, par rapport à l'abbaye-mère, à la distance voulue par les statuts. En revanche, une abbaye, dont les revenus ne pouvaient suffire à la subsistance de douze religieux avec leur abbé, perdait son titre et devenait grange à son tour. Mais si, malgré l'abondance des biens, ce nombre de

¹ Nous croyons devoir rapporter à cette année la fondation du Frayssinet, nous appuyant sur la différence qui existe entre les divers auteurs à propos de la fondation de Feniers, dont nous allons parler bientôt. Les uns la mettent en 1169 et les autres la renvoient à 1173. Cette différence vient peut-être du rapport qu'ont entre eux les noms de Frayssinet et de Feniers; et ce qui rend cette conjecture plus probable, c'est qu'aucun de ces auteurs ne fait mention du Frayssinet, dont l'existence pourtant ne peut être mise en doute.

religieux ne s'y trouvait pas, c'était un devoir pour le Père immédiat de le compléter¹. Règlements pleins de sagesse, qui imposaient un frein à la cupidité et assuraient leur cours aux exercices réguliers.

Notre-Dame du Frayssinet n'était pas destinée à fournir une longue carrière, et sa courte existence devait être traversée par de grandes épreuves. Trente ans à peine s'étaient écoulés depuis sa fondation, quand Raymond VI, comte de Toulouse, vint, à la tête des Albigeois, mettre le siège devant Saint-Paul-Trois-Châteaux. Grâce au courage et au dévouement de son saint évêque, Bertrand de Pierrelatte, la ville fut conservée et les habitants eurent la vie sauve. Mais les environs ne furent pas épargnés. Tous les excès que ce monstre hérétique avait commis en Languedoc, il les renouvela dans le pays Tricastin. Il pilla les monastères, abattit les églises, massacra les prêtres, les religieux et les vierges, et laissa partout les vestiges sanglants de sa fureur et de son impiété².

Aiguebelle eut aussi à souffrir le pillage de plusieurs de ses granges, mais elle échappa elle-même, par une visible protection du ciel, aux atteintes sacrilèges de ces forcenés. Le Frayssinet, plus rapproché du théâtre de la guerre, fut moins heureux. Le monastère fut pillé et les religieux échappés au massacre s'enfui-
rent à Aiguebelle. Relevé deux ans plus tard, lors de l'évacuation du pays Tricastin par le comte de Tou-

¹ *Statuta Cap. gen.* An. 1189. ap. MART., tom. IV, col. 1263.

² *Hist. de l'Eglise de St-Paul-Trois-Châteaux*, page 65.

louse , après la glorieuse capitulation de Saint-Paul en 1202 , il fut repeuplé de nouveau par les anciens religieux et par ceux que l'abbé d'Aiguebelle leur adjoignit.

En 1205 , Bertrand de Pierrelatte , le sauveur de la cité dont il était évêque , vint y consacrer à Dieu, dans le silence et la prière, les derniers jours d'une vie pleine de travaux et de mérites. « Sentant venir sa dernière heure, » dit son historien le P. Boyer de Sainte-Marthe , « après s'être consacré jusque-là tout entier au soin de ses brebis , il voulut penser uniquement au salut de son âme. Il quitta sa ville de Saint-Paul pour s'enfoncer dans une profonde solitude de son diocèse , qu'on appelle le Frayssinet , au territoire de Pierrelatte , où il y avait une abbaye de Cîteaux qui a été abattue par les calvinistes et dont on voit encore les pitoyables restes ¹. Là , débarrassé de tous les soins qu'impose la dignité épiscopale, qui font qu'on est toujours aux autres sans être jamais à soi , il pensait à ces anciens jours dont parle le Prophète, ayant sans cesse dans l'esprit les années éternelles. Après avoir souvent entendu Dieu parler à son cœur dans cette solitude , il eut le bonheur de l'aller voir face à face dans la Jérusalem céleste. Ce fut en l'année 1206. Il fut enterré fort solennellement par les moines dans leur église, après avoir gouverné la sienne pendant treize ans ². »

¹ A l'époque où les bâtiments furent détruits par les Calvinistes, le Frayssinet n'était plus abbaye. Depuis plusieurs siècles elle était redevenue simple grange.

² *Hist. de l'église de St-Paul-Trois-Châteaux*, page 69.

Dès l'an 1228, le Frayssinet avait perdu son rang d'abbaye. Quelque nouveau désastre obligea, sans doute, l'abbé d'Aiguebelle à retirer les religieux, et, depuis ce temps-là, cette propriété redevint ce qu'elle avait été primitivement, une grange habitée seulement par quelques frères convers.

NOTRE-DAME DE FENIERS OU DU VAL-HONNÊTE,

Seconde Fille d'Aiguebelle,

Aiguebelle, cependant, loin d'être épuisée par cette première fondation, semblait en avoir reçu une sève plus forte, y avoir puisé une nouvelle puissance d'expansion. Quatre ans avaient suffi pour combler, et au delà, le vide causé par le départ de la première colonie. L'envoi d'une seconde troupe était devenu nécessaire. Le sire de Mercœur désirait élever sur ses terres une abbaye de l'Ordre de Cîteaux. Pour réaliser ce projet, au succès duquel il tenait beaucoup, sans vouloir recourir aux monastères Cisterciens qui affluaient dans sa province, ce fut à l'abbé d'Aiguebelle, Aimar-Adhémar, qu'il s'adressa pour avoir des religieux tels qu'il les désirait : preuve convaincante de l'estime et de la vénération que nos Pères s'étaient acquises au loin par leur ferveur et la fidélité à leurs observances.

C'était en 1173 ¹. Autorisé par le chapitre général et muni du consentement de Pons, évêque de Clermont, Aimar convoque ses moines à l'église, en choisit douze, met à leur tête un treizième, peut-être Jean de la Tour dont nous parlerons bientôt, et les dirige, nouveaux conquérants plus heureux que César, vers l'antique capitale des Arvernes ².

A deux lieues de cette dernière ville, à trois de la ville d'Alanches, à cinq de celle de Bort, entre les deux rivières de la Rüe et de la Sentoire, nos pieux pèlerins trouvent, prêt à les recevoir, un monastère construit sur une éminence entourée de montagnes plus élevées et couronnées d'épaisses forêts. Ce lieu se nommait *Feniers* (*Feneriæ*), sans doute à cause de l'abondance des pâturages qui couvraient la vallée. Il dépendait de la paroisse de Saint-Loup et de Saint-Nazaire. A la vue d'un site qui leur rappelle en quelque sorte Aiguebelle, leurs yeux se remplissent de larmes, et leurs lèvres, jusque là silencieuses, laissent échapper, comme un cri spontané du cœur, le doux nom de *Val honnête* ³, pieux souvenir d'une mère qui

¹ Jongelin dit 1169. Mais Manrique et l'arbre généalogique de l'Ordre de Cîteaux, dressé en 1776 sur les monuments les plus authentiques, veulent que ce soit en 1173. Ce qui confirme encore cette opinion, c'est qu'alors était assis sur le siège épiscopal de Clermont, Pons, ancien religieux de l'Ordre de Cîteaux, d'abord abbé de Grand'Selve, puis cinquième abbé de Clairvaux en 1165, et appelé au siège de Clermont en 1170 seulement.

² *Cœnolium vallis honestæ fundatur anno 1169 (aliàs 1173), assumpto primo Abbate cum conventu ex monasterio Aquæ bellæ, quod est diœcesis Tricastinensis, de lineâ Morimundi.* (Jongelin, *Notitia Abbatiarum* p. 70.)

³ On se rappelle que *Val-honnête* était le nom primitif d'Aiguebelle.

devint dès lors le nom de la nouvelle abbaye, consacrée comme les autres à la reine des vierges, patronne bien-aimée de l'Ordre de Cîteaux.

Voici la liste des abbés donnée par le *Gallia Christiana*.

I. JEAN I^{er} DE LA TOUR est le premier abbé de ce monastère dont le nom nous soit parvenu. Il partit pour la Terre-Sainte avec l'abbé de Cîteaux, un autre abbé et vingt-quatre prieurs de l'Ordre, lorsque les rois Philippe - Auguste et Richard s'embarquèrent pour la croisade ¹.

Telle était, en effet, la confiance qu'inspirait alors aux princes et aux seigneurs la sainteté des religieux de Cîteaux, qu'ils ne voulaient pas s'embarquer pour une si hasardeuse expédition, sans être accompagnés de l'un d'eux, en qualité d'aumônier. Ils ne craignaient plus de risquer leur vie, dès qu'ils étaient assurés, si mal leur advenait, de la perdre entre leurs bras.

Le second abbé du Val-honnête, cité par le *Gallia Christiana*, est :

II. DURAND I^{er} DE CHAYS, qui eut pour successeur immédiat,

III. RAYMOND, connu par un acte de 1284, dans

¹ *Gallia Christiana*, tom. II, col. 402. — Au dire de Manrique, dans ses annales, il partit en effet, vers l'an 1191, un grand nombre de religieux de l'Ordre. Mais certainement l'abbé de Cîteaux ne fut pas du nombre. Cet abbé était pour lors GUY DE PARÉ, quinzième successeur de saint Robert. Il devint ensuite archevêque de Rheims et cardinal. On l'honore dans l'Ordre comme Bienheureux. Notre monastère a le bonheur de posséder son vénérable chef dans le trésor de ses reliques. (Voir aux pièces justificatives n° 4). L'abbé Guy, qui joua un rôle si important dans cette croisade, était abbé des Vaux-de-Cernay.

lequel il fait une reconnaissance à Béraud de Mercœur de toutes les possessions de son monastère, dans le duché de ce nom.

IV. DURAND, deuxième du nom, prête hommage, en 1306, au sire de La Tour d'Auvergne, pour les terres concédées autrefois à l'abbaye par ses ancêtres.

V. BÉRAUD D'ONNESTE passe, en 1308, une transaction avec Bertrand de la Tour, comte de Boulogne et d'Auvergne, pour les droits de haute, moyenne et basse justice, accordés au monastère par les prédécesseurs dudit Bertrand, auxquels on donne dans cet acte une part à la fondation de l'abbaye, *ubi dicuntur abbatiæ partim fundatores*.

VI. GÉRAUD occupait le siège abbatial en 1317 et 1319.

VII. JEAN II DE PRUVEYRE, en 1331.

VIII. JEAN III DE LA TOUR, en 1369.

IX. JEAN IV HUBERT DU PESCHIN fut élu le 2 décembre 1428.

X. ANTOINE I^{er} DE SERRE, religieux profès du monastère d'Issoire, de l'Ordre de saint Benoît, est, sur la demande même des religieux du Val-honnête, pourvu de cette abbaye par une bulle du pape Eugène IV, de l'année 1434. On trouve encore son nom dans plusieurs chartes de 1449, 1453, 1464, 1466. Il paraît au reste que son gouvernement fut avantageux au monastère, et que l'on garda de lui un heureux souvenir¹.

¹ Deux parents de cet Antoine de Serre seront successivement les deux derniers abbés réguliers de l'abbaye du Bouchet, en 1471 et 1476. Le premier de ces deux, Jean de Serre, était profès du Val-honnête. (*Gallia Christ.*, t. II, col. 406)

Néanmoins, cette élection nous montre quelle funeste révolution s'était opérée dans le gouvernement de l'Ordre de Cîteaux. On voit combien déjà s'étaient relâchés les liens du système hiérarchique si sagement combiné par les premiers fondateurs, puisque l'on en était venu au point de violer, sans scrupule et sans réclamation de la part des supérieurs, un article aussi important du statut fondamental qui, défend expressément de choisir pour abbé un religieux d'un ordre étranger ¹.

Près d'un siècle après cet acte irrégulier, en 1317, les dix-huit religieux qui composaient alors la communauté, se montrèrent plus attachés à leurs constitutions, car ils élurent, d'un consentement unanime,

XI. BERNARD DE SERRE, profès de *Val-honnête*, en dépit des vexations, pillages et violences de toute sorte qu'ils eurent à subir de la part d'un séculier, son compétiteur, Claude de Montdor, qui voulait à tout prix être élu par les moines. Bernard gouverna pendant cinq ans. A sa mort, arrivée en 1322,

XII. CLAUDE DE MONTDOR s'empara de l'abbaye et l'exploita jusqu'à refuser de payer les contributions générales de l'Ordre. En vain le Chapitre général obtint-il contre lui un arrêt de la cour suprême du parlement de Paris, en vain le lui fit-il signifier en 1323 et ordonna-t-il de le mettre à exécution ², rien ne put arrêter ses brigandages et il continua d'affli-

¹ *Charta Charitatis*, cap. IV.

² *Statuta Cap. gen. Ord. Cist.*, ap. Martène, *Thes. anecd.*, IV, col. 1639.

ger le monastère pendant de longues années. En 1543, il en était encore le maître, et, depuis, cette maison n'a pas cessé d'être la proie des abbés commendataires.

XIII. ANTOINE II D'ARCHON, docteur en droit, conseiller et aumônier du roi, abbé en 1566, aliène les biens de l'abbaye à diverses reprises.

XIV. JEAN V DES MONTS, abbé en 1588, a pour successeur

XV. PIERRE DE LANGORNEZ OU LANGOURNES, en 1597. Dans l'interrègne qui les sépare, Gabriel Dabin et d'autres laïques, maîtres de la maison, pillent le chartrier, détruisent les lieux réguliers et perçoivent les revenus.

XVI. FRANÇOIS D'ESPINCHAL était déjà prieur de *Bort*, sur la Dordogne, quand, sur la nomination de Henri IV, il prit possession de l'abbaye du Val-honnête, le 9 juin 1607, un an après la mort de Pierre de Langornez. Il n'avait alors que dix-huit ans. Il fit construire le grand autel de l'Église. En 1609, il prêta hommage à Marie de Luxembourg, duchesse de Penthièvre, princesse de Martigues et veuve du prince Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur. François était encore abbé en 1621, lorsqu'il abdiqua en faveur du suivant. Mais le séjour de son abbaye lui fut toujours cher; il y mourut en 1660, le 27 décembre.

XVII. JEAN VI DE CAYLUS DE LÉVY, d'abord commendataire, suivit les sages conseils de son prieur et

fit profession dans son abbaye après six mois de noviciat seulement, par dispense du Souverain Pontife accordée le 6 septembre 1669. En 1673, il prêta hommage au duc de Vendôme et de Mercœur, et mourut le 7 septembre 1678, après s'être employé avec zèle à réparer les édifices de son monastère.

XVIII. LOUIS GÉRAUD DE CORDEMOY, fils du célèbre académicien du même nom et lecteur du sérénissime Dauphin, est aussitôt nommé à ce bénéfice, dont il ne prit possession qu'en 1680. Il en jouissait encore en 1718, époque à laquelle le *Gallia Christiana* clot sa liste. Il est probable qu'il l'occupa jusqu'à sa mort qui arriva en 1722, à la soixante et onzième année de son âge. Cet abbé est auteur de plusieurs ouvrages. « Zélé catholique et habile controversiste, » dit Feller, « il rapporta presque toutes ses études à la conversion des hérétiques. »

NOTRE-DAME DE BELLE-AIGUE,

Petite-Fille d'Aiguebelle.

La trop courte existence de ce Monastère a sans doute empêché qu'il ne laissât des traces plus marquées dans l'histoire. Voici tout ce que nous en apprend Jon gelin ¹ : « Belle-Aigue, » nous dit-il, « fille de *Val-hon-*

¹ *Notitia Abbatiarum Ord. Cist.*, p. 72.

nête, sous Morimond, fut fondée en 1185, et réunie plus tard au monastère du Bouchet. » Ce dut être à la fin du treizième siècle ou au commencement du quatorzième, lorsque, par suite des guerres ou par le malheur des temps, plusieurs abbayes étant tombées en ruines et ne pouvant plus subvenir à l'entretien des religieux au nombre prescrit par les statuts, le Chapitre général décida qu'elles seraient réunies à d'autres monastères ¹.

NOTRE-DAME DU BOUCHET OU DE VAULUISANT.

Seconde Petite-Fille d'Aiguebelle.

Située près de Vic-le-Comte, à trois milles environ d'Issoire, dans la paroisse d'Ironde, au diocèse de Clermont, l'abbaye du *Bouchet* ou de *Vauluisant* (*Boschetum vel vallis lucida*), car elle portait les deux noms ², fut fondée par Robert, comte d'Auvergne, en 1197 ou 1198. Telle est la date qu'assigne à cette fondation l'unanimité des auteurs. Mais ceci ne doit pas s'entendre des premiers commencements du monastère, car il existait déjà en 1192. On le voit par

¹ *Libell. ant. definit. Ord. Cist.*, distinct. III, cap. III, *Nom.*, p. 499.

² Il ne faut pas confondre ce Vauluisant (*Vallis lucida*) avec Vauluisant (*Vallis lucens*) fille de Prully, de la ligne de Cîteaux, au diocèse de Sens.

une bulle du Pape Célestin III, dans laquelle le Souverain-Pontife déclare « prendre sous sa protection et » celle de saint Pierre le monastère de Vauluisant, « afin que le genre de vie qui y est établi selon Dieu, » la règle de saint Benoît et l'institut de l'Ordre de » Cîteaux, s'y observe inviolablement et à perpé- » tuité. »

Suivent les signatures et la souscription accoutumée :

« Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, par la » main de Gilles, cardinal-diacre de Saint-Nicolas *in* » *carcere Tulliano*, aux ides de Mai (13 mai), indic- » tion X^e, l'an de l'incarnation du Seigneur 1192, » du Pontificat du Pape Célestin III, le deuxième ¹.

A cette preuve irrécusable, nous en ajouterons une seconde qui ne l'est pas moins. Robert IV, comte d'Auvergne, fondateur de l'Abbaye, n'existait plus en 1198. Depuis quatre ans déjà il reposait sous le porche de l'église du Bouchet, où il avait voulu être enterré ², conformément à l'usage de l'Ordre. Il était mort vers l'an 1194. Mais comme le Bouchet était une ancienne abbaye, construite sur un plan différent de celui des monastères cisterciens, le Chapitre général de 1198, afin de faire cesser les inconvénients qui en résultaient pour la discipline et le bon ordre, donna commission à Jausserand, abbé de Montpeyroux et à

¹ *Gallia Christiana*, t. II, col. 404 ; et *Instr. Ecclesiæ Clarom.*, ibid., col. 124, cap. LIX.

² *Art de vérifier les dates*, par un bénédictin de saint Maur, t. II, p. 360.

Hugues I^{er}, abbé de Bénisson-Dieu, de prévenir le comte, qui était pour lors Guy II, second fils de Robert, qu'il eût à pourvoir à la construction d'un monastère plus convenable; sinon, l'on serait obligé d'en retirer les religieux ¹.

Le comte, à ce qu'il paraît, y consentit de bonne grâce, et ce fut son frère Robert, soixante-deuxième évêque de Clermont, qui fit la dédicace de l'Eglise ².

De même que Frayssinet et Belle-Aigue, cette abbaye éprouva des revers. En 1221, elle dut être reconstruite, et ce fut le même seigneur Guy, comte de Clermont, qui fit les frais de cette restauration. Il concéda pour cet effet aux religieux du Bouchet sa grange de Bruyère avec les brébis, bœufs, vaches et les pâturages nécessaires, ajoutant à cette donation cent marcs d'argent, deux cents livres de Clermont et le cens en argent du bourg de Buron; le tout approuvé, selon l'usage du temps, par «sa chère épouse la comtesse et ses fils Guillaume, Hugues, Robert, Williac et Arbert de la Tour,» qui promirent avec serment d'observer ce contrat fait en l'année 1221 ³. Trois ans plus tard, Guy mourait presque entièrement dépouillé de ses états, et son corps était porté à l'abbaye du Bouchet dont il avait été l'insigne bienfaiteur, pour y être placé à côté du corps de son père ⁴.

¹ *Statuta selecta Cap. gen. Ord. Cist.*, ap. Martène, *Thesaurus anecdot.*, t. IV, col. 1291.

² Jongelin, *Notitia Abbatiarum Ord. Cist. in Regno Galliæ*, p. 72.

³ *Gallia Christiana*, t. II, *Instrumenta Eccles. Clarm.*, col. 125, cap. LIX.

⁴ *Art de vérifier les dates*, loc. cit., p. 363.

Le *Gallia Christiana* donne ensuite la liste de vingt-deux abbés, extraite de diverses chartes. Ce n'est qu'une sèche nomenclature de noms propres et de dates, sans aucun fait saillant, aucun personnage remarquable.

Ainsi Aiguebelle, à son parfait épanouissement, propageait son influence par ses fondations, et multipliait, jusque dans les provinces éloignées, ses fruits de bénédiction et de salut. Quatre monastères d'hommes lui devaient leur existence ou relevaient d'elle immédiatement ou en seconde ligne ; et, grâce à la vigilance active de leur mère, ces monastères florissaient, persévéraient dans la ferveur.

NOTRE-DAME DU BOUCHET,

Abbaye de Religieuses,

SOUS LA JURIDICTION D'AIGUEBELLE.

Là ne se bornait pas toute la sollicitude d'Aimar-Adhémar, notre infatigable abbé. Outre l'abbaye de Pigiers, à Valaurie, dont les religieuses, autrefois bénédictines, s'étaient mises sous la juridiction du bienheureux Guillaume¹, il avait encore sous sa conduite les religieuses de l'abbaye du Bouchet, au dio-

¹ Voir plus haut, chapitre IV, pag. 87.

cèse de Saint-Paul-trois-Châteaux, et située non loin de cette ville.

« Il y avait, dit le Père Boyer de Sainte-Marthe, à » l'année 1238, une célèbre abbaye, située dans une » forêt qu'on appelait Bouschet, et qui a été changée en » village et en paroisse depuis que les hérétiques l'eurent brûlée. Elle était habitée par des religieuses de » Cîteaux soumises à l'abbé d'Aiguebelle. On ne sait pas » qui l'avait fondée. Il y a pourtant quelque apparence que ce fut Raymond des Baux, prince d'Orange, puisque nous savons que sa fille Feydite en » était abbesse en 1238, et que, à sa considération, ce » prince donna au monastère la seigneurie d'Estagnol, assez près de Suze-la-Rousse, et un peu plus » éloignée de Bouschet, où il y avait un château et un » village, dont on ne voit présentement aucun » reste¹. »

Le P. Boyer se trompe sur l'origine et la date de fondation de cette abbaye. D'après lui, en effet, cette date ne remonterait pas au-delà de 1219 ou 1220, époque à laquelle Raymond de Baux, premier du nom, occupa la principauté d'Orange. Or, nous trouvons dès l'année 1200, une fille de Giraud Adhémar VI, religieuse dans ce monastère². Elle se nommait Rixende. D'un autre côté, les auteurs du *Gallia Christiana* disent qu'il prit naissance presque en même temps qu'Aiguebelle, c'est-à-dire dans le cours du XII^e siècle. C'est

¹ *Histoire de l'Eglise de Saint-Paul*, p. 92.

² De Courcelles, *Généalogie des Adhémar*, p. 8.

done au temps d'Alberic II, ou de son prédécesseur Aimar Adhémar, qu'il en faut rapporter la fondation. Et bien que nous n'en connaissions pas les auteurs d'une manière précise, il est naturel de conjecturer que Giraud Adhémar, père de Rixende, et Guillaume-Hugues Adhémar de la Garde, père de l'abbé d'Aiguebelle, n'y étaient pas étrangers. La prédilection constante des Adhémar pour ce monastère, où l'on voit se succéder de génération en génération les membres de cette famille, vient à l'appui de cette opinion. Ainsi, après Rixende, on y retrouve, en 1280, Laure, fille de Guillaume-le-Gros; en 1340, Dalmase, Clémence et Galburge, toutes trois filles de Giraud VIII; un peu plus tard, Billette, fille de Giraud IX, et plusieurs autres, sans doute, parmi celles que nous offre la généalogie de cette famille sous le titre de religieuses, sans indication de monastère. De plus, il est à remarquer que Lambert Adhémar, frère de notre abbé, était l'oncle de Raymond de Baux par son mariage avec Tiburge, fille de Bertrand II de Baux et de Tiburge de Montpellier-Omelas, princesse d'Orange.

» C'est dans l'abbaye de Bouschet, continue le P. de
» Sainte-Marthe, que le Père Bertrand de Garrigues,
» religieux de l'ordre des FF. Prêcheurs et premier
» provincial de Provence, appelé pour animer ces
» saintes religieuses à remplir dignement leur vocation,
» et à persévérer dans cette séparation du monde
» à laquelle elles s'étaient engagées, fut atteint de la
» maladie qui le conduisit au tombeau. Sa mémoire y

» est restée en singulière vénération, et l'on voit, dans
» l'église paroissiale, une ancienne statue qu'on dit être
» celle de ce grand serviteur de Dieu, et devant la-
» quelle les habitants vont faire leurs prières¹. »

En 1249, Raymond VII, comte de Toulouse, légua par testament une somme considérable à distribuer entre divers monastères, sans doute à titre de dédommagement des dégâts causés par son père. L'abbaye du Bouchet était du nombre. Elle reçut également, en 1270, la somme de cent livres que lui laissait la comtesse Jeanne, fille de Raymond VII, lorsqu'elle s'embarqua avec son mari, le comte de Poitiers, pour aller rejoindre saint Louis partant pour la croisade où il devait mourir².

L'histoire ne nous a conservé les noms que de quatre abbesses de ce monastère : *Feydite*, fille de Raymond de Baux, prince d'Orange, est la seule citée par le *Gallia Christiana* en 1238, avec *Dalmase Hugonesse*, abbesse en 1411. Cette dernière, étant en contestation avec le Procureur du Roi à Saint-Paul, au sujet des limites des propriétés de Bouchet avec celles de cette ville, implora l'intervention de Hugues de Thésiac, administrateur du diocèse, qui termina le différend³. Les deux autres sont : *Raymondette*, qui succéda à Feydite et assista, en compagnie d'une de ses religieuses nommée Agullone, à une prestation d'hom-

¹ *Histoire de l'Eglise de Saint-Paul*, p. 92.

² Dom Vaissette, *Hist. du Languedoc*, t. V, p. 557, col. 1 et suiv. (Voir aux *Pièces justif.*, n° 5).

³ *Gallia Christiana*, t. I, col. 740.

mage faite par Hugues de la Baume à Laurens, évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux, en 1248¹; et *Borquette* qui gouvernait le Bouchet immédiatement après Dalmase Hugonesse. Son nom se trouve aussi dans un acte de l'année 1444, dont voici la substance :

Jausserand de Villas, moine d'Aiguebelle et procureur de l'abbaye de Bouchet, avait, au nom de Borquette et de sa communauté, affermé une *peirière* (carrière de pierre), sise dans le territoire et la juridiction d'Estagnol, dans la forêt de Bois-Bastor, à trois tailleurs de pierres. Les pierres ayant été sciées et levées de la peirière et portées au port de Saint-Saturnin, moyennant quinze florins d'or, monnaie de cours au Comtat-Venaissin, les tailleurs de pierre refusèrent le paiement. Les religieuses s'en plaignirent par leur procureur à Jean de Poitiers, évêque et comte de Valence et de Die, alors recteur du Comtat-Venaissin pour le pape, lequel écrivit aussitôt à Pierre de Saint-Brion, châtelain d'*Avisan* (aujourd'hui Visan), le chargeant de forcer les tailleurs de pierre à payer leur dette, par tous les moyens en son pouvoir. La lettre est datée de Carpentras, le vingt-quatrième jour d'octobre 1444.

Muni de ces lettres de commission, « Pierre de » Saint-Brion voulant exécuter leur teneur et obéir » aux ordres à lui donnés, comme un fils obéissant, « se transporta en personne, le mardi 27 octobre, avec » Albert-Alzon, sergent de la cour d'Avisan du dit

¹ *Histoire de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, p. 96.

» Pape notre Seigneur, et s'approcha avec quelques
» autres de la dite peirière de Bois-Bastor, et ils
» trouvèrent Amolorgon, Malhet et Robin, tailleurs
» de pierre, en personne, et là même quelques voi-
» tures et leurs charrettes.

» Le dit noble Pierre de Saint-Brion, comme un
» vrai commissaire, intima aux tailleurs de pierre les
» choses comprises dans les lettres de sa commis-
» sion, leur disant qu'elles auraient leur accom-
» plement, et leur en montra de l'œil à l'œil l'original.
» A ce sujet, les tailleurs de pierres confessèrent être
» redevables et tenus de payer aux religieuses de
» Bouchet quinze florins d'or, pour lesquels ils livrè-
» rent de plein gré et volontairement, pour gage de
» ce, une cavale et un roussin, que le dit commis-
» saire conduisit et eut à Avisan. Et ainsi le dit com-
» missaire attesta toutes choses que dessus, dont
» le procureur Dom Jausserand demanda lui être
» fait un instrument public. »

Deux ans après, l'abbaye de Bouchet n'existait plus. Mais ce n'est pas aux Albigeois qu'il en faut imputer la ruine, comme le prétend le Père Boyer de Sainte-Marthe ¹. Cette suppression fut le fait du Chapitre-général de Cîteaux qui, en 1443, chargea l'abbé de Bonnevaux de prononcer l'incorporation des biens du monastère de Bouchet au chapitre d'Aiguebelle, sentence qui fut approuvée et confirmée de nouveau par le

¹ *Histoire de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux*, p. 93.

Chapitre-général de 1442¹. Le nombre insuffisant des religieuses et, peut-être aussi, le relâchement dans lequel elles vivaient, nous avons lieu de le croire, motivèrent cette mesure qui rendit les moines d'Aiguebelle héritiers de leurs riches domaines. Ces derniers en jouirent jusqu'à l'an 1480, où le pape Sixte IV les unit au collège de Saint-Pierre-aux-Liens, communément appelé le collège du *Roure*, à Avignon, ainsi que nous le verrons en son lieu.

Aiguebelle avait donc pris un rang honorable dans l'Ordre de Cîteaux. Six monastères florissaient sous sa maternelle juridiction. Peu d'abbayes du second ordre avaient offert un semblable développement, peu s'étaient montrées aussi fécondes. Mais en même temps qu'il consolait le cœur de notre pieux abbé en répandant sur ses travaux d'abondantes bénédictions, Dieu le faisait passer par des épreuves bien douloureuses.

Vers l'an 1173, son frère aîné, Lambert Adhémar, s'était révolté contre son père, et était venu l'assiéger dans son château de la Garde. Sourd aux prières et aux larmes d'Aimar, il refusa de se désister de sa criminelle entreprise. Hugues Adhémar, leur frère cadet, défendait courageusement la place. Il fut tué dans un assaut. Le père infortuné, irrité d'une action si dénaturée, deshérit Lambert et donna la ville de Monteil à Giraud Adhémar, seigneur de Rochemaure, son frère, par acte du 19 mars 1177, approuvé par l'em-

¹ *Statuta Delecta Cap. gen. Ord. Cist.*, apud Martène. *Thes. anecd.*, t. IV, col. 1558 et 1603.

pereur Frédéric I^{er}, le 20 août 1178. Lambert n'en conserva pas moins le titre de co-seigneur de Monteil, et, persévérant dans la criminelle voie qu'il avait embrassée, il fit alliance avec Raymond VI, comte de Toulouse, chef des hérétiques Albigeois et excommunié par le pape, contribua sous lui à la défense de Toulouse, puis se joignit, en 1216, à son fils Raymond VII, pour l'aider à recouvrer le Comtat-Venaissin dont Simon de Montfort s'était emparé ¹.

Une conduite, si peu digne de la religion de ses ancêtres, abreuva d'amertume les dernières années de son frère Aymar Adhémar, et contribua peut-être à hâter une mort qui dut être prématurée, si c'est à elle qu'il faut attribuer son remplacement sur le siège d'Aiguebelle par Albéric II.

¹ De Courcelles, *Généalogie des Adhémar*, p. 16. — M. l'abbé Nadal, *Essai historique sur les Adhémar*, p. 28 et 29.



CHAPITRE VIII.

(1190 — 1265).

- I. Dom Albéric II est choisi pour arbitre dans un différend ; il défend les droits de son monastère. — *Il fait bon vivre sous la crosse* ; influence du régime paternel des abbés d'Aiguebelle. — Dom Albéric éprouve la sévérité des Chapitres généraux. — II. Dom Elzéar, -- Renommée et influence du Chapitre général. — Pillage et restauration des abbayes de Pigiers, de Bouchet et du Frayssinet. — Nouvelles donations ; oblats, donnés et familiers. — III. Dom Pierre I^{er}. — Le Frayssinet devient grange d'Aiguebelle. — Opposition des bienfaiteurs du Frayssinet. — Droits de pâture. — Officiers du monastère. — IV. Dom Guillaume II. -- Hugues Adhémar de la Garde. — Donations et sépultures à Aiguebelle. — Différend avec le Chapitre de Saint-Paul à ce sujet. — Prieuré de Violez. — Lettre du Pape Grégoire IX. — V. Dom Raymond I^{er}. — VI. Dom Giraud de Gaugat. — Querelles des seigneurs. — Raymond d'Uzès. — VII. Dom Pons I^{er}. -- VIII. Dom Pierre II Gaucher. — Privilège confirmé par saint Louis. — IX. Dom Richard passe une transaction avec les seigneurs de Rochefort. — X. Dom Pierre III. — Différend avec Aimar, comte de Valentinois. — Symptômes de décadence à Aiguebelle.

I. DOM ALBÉRIC II, CINQUIÈME ABBÉ. (1190—1195).

Une charte de l'abbaye de Lioncel porte le nom de Dom Albéric, abbé d'Aiguebelle, en 1190 ¹. On le retrouve encore dans un acte de la même année concernant une chartreuse de Die, où figurent avec lui Pierre de Néronde, abbé de Lioncel, l'évêque de Die et plusieurs abbés des monastères voisins.

¹ *Gallia Christiana*, t. 1, col. 737.

Lorsque Albéric prit en main le timon des affaires, Aiguebelle était à l'apogée de sa gloire. Couronnée de son double diadème de sainteté et de maternité, elle apparaissait entourée de l'estime et de la vénération publiques, protégée par les prières et les bénédictions des pauvres. Volontiers, les seigneurs voisins avaient recours à son abbé pour apaiser leurs différends. Dom Albéric lui-même fut pris pour arbitre par quelques-uns d'entre eux, en 1192. Assisté de son cellérier Anthelme de Vauqueiras, il régla leurs intérêts et la paix fut rétablie à la satisfaction générale. Mais cette prospérité ne pouvait être toujours sans nuage; l'éclat de plus en plus croissant de l'abbaye devait bientôt offusquer les regards envieux des puissances voisines, et attirer sur elle plus d'un désagrément.

Ce fut d'abord Dom Charles, prieur de N.-D. d'Allan, de l'Ordre de Cluny, qui contesta à notre abbé le droit de couper du bois dans la forêt de Monthucet, confinant à son territoire. La limite établie vers le ruisseau de la fontaine *Joannanche* était équivoque. Dom Albéric, pour éviter des contestations toujours nuisibles à l'esprit religieux et à la charité, prit pour arbitre, de concert avec Dom Charles, le sire Pierre de Lauzère, seigneur de la Calmette, qui décida que l'abbé d'Aiguebelle serait limité par le ruisseau susdit, mais qu'il céderait en dédommagement au prieur d'Allan le droit d'abreuvement à une source, sur un autre point de la forêt. Dans cette affaire on voit figurer Ludoïs de Rac, frère donné d'Aiguebelle, Dom Béranger, reli-

gieux du prieuré d'Allan et Hugues Servian, curé du même lieu.

Vers le même temps, en 1193, se vidait un autre débat moins pacifique, dont l'origine remontait à la mort d'Aimar Adhémar. Nous avons dit plus haut que le fief de Saint-Nizier, enclavé dans la forêt de l'abbaye, bien que dépendant du territoire de Valaurie, avait été donné au monastère par Guillaume-Hugues Adhémar, père du dernier abbé d'Aiguebelle. Son fils aîné, Lambert Adhémar, dont nous avons raconté la conduite impie, qui avait dû, selon l'usage du temps, consentir à la donation faite par son père et signer l'acte, revendiqua ce domaine qui avait sans doute constitué la dot de son frère, et intenta un procès à Dom Albéric. Ce procès durait depuis longtemps et ne paraissait pas devoir se terminer sitôt, lorsque les deux parties convinrent de prendre pour arbitre l'évêque de Saint-Paul, Bertrand II de Pierrelatte. Ce prélat, plein de zèle et d'une charité vraiment pastorale, accommoda le différend et mit fin aux contestations, mais seulement pour un temps¹; car nous les verrons

¹ L'historien de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux qui rapporte ce fait (p. 63), nomme Raymond d'Uzès au lieu de Lambert Adhémar. Mais par un acte de 1271, mentionné dans la généalogie des Adhémar, où Lambert II, petit-fils du précédent rend hommage à Alfonse de France, comte de Toulouse et de Venaissin, nous voyons que la famille des Adhémar était encore, à cette époque, en possession de la seigneurie de Valaurie. Il est possible pourtant que les vicomtes d'Uzès la partageassent avec eux, et comme, alors, les seigneurs voisins étaient souvent en querelle, il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'Aiguebelle ait eu à souffrir de leurs démêlés, et qu'elle ait reçu les coups que Raymond ne pouvait porter à Lambert à cause de sa puissance.

se renouveler jusqu'en l'année 1508, malgré les concessions de nos abbés fatigués de ces mauvaises querelles.

Tels furent les premiers symptômes de cette rivalité secrète, de cette jalouse cupidité des seigneurs voisins, sources de tant de tracasseries pour notre abbaye. Ils s'effrayaient moins, peut-être, de l'augmentation de son territoire et de l'agrandissement d'une juridiction qui menaçait d'absorber bientôt la leur, que des migrations multipliées de leurs vassaux, attirés sur les terres de l'abbaye par l'avantage que leur offrait une administration paternelle et libérale, heureux d'éprouver par eux-mêmes la vérité du proverbe alors si répandu : « *Il fait bon vivre sous la crosse.* » Aussi ces migrations ne s'opéraient-elles pas sans une vive résistance de la part des suzerains et sans d'énergiques réclamations souvent accompagnées de violences. Plus d'une fois la crosse d'Aiguebelle eut à se mesurer contre la formidable épée d'un sire de Rochefort et d'un baron de Grignan. Qui eût douté, en voyant cette lutte inégale, qu'elle ne dût succomber ? Le contraire pourtant arriva, et l'humble abbaye cistercienne triompha du donjon féodal. Pour mettre un terme à ces départs qui les ruinaient, les seigneurs n'eurent d'autre ressource que de suivre les abbés dans la voie qu'ils avaient ouverte, et de concéder comme eux des franchises et des privilèges.

Déjà en 1160, le père d'un de nos abbés, Guillaume-Hugues Adhémar avait subi volontiers cette

influence, et voilà que, en 1198, son fils Lambert, frère aîné d'Aimar, et son neveu Giraud Adhémar VI, l'un et l'autre seigneurs de Monteil, marchent sur ses traces et donnent à leurs vassaux une charte d'affranchissement, dont les clauses furent gravées sur une table de marbre encastrée dans la muraille de la maison commune. On la voit encore aujourd'hui dans le couloir du palais de Justice où elle fut transportée, en 1825. Le titre est gravé en lettres capitales et onciales, toutes parfaitement conservées ¹.

Cette charte, cependant, ne s'étendait qu'à la ville de Monteil et à son territoire, et, bien qu'il soit à présumer que les vassaux des autres domaines reçurent également plusieurs avantages, gagnèrent aussi quelques libertés, ils n'en continuèrent pas moins à préférer la douceur du régime abbatial à la dépendance arbitraire de leurs suzerains, qui ne respectaient pas toujours les franchises et les privilèges accordés. Giraud Adhémar, malgré ses concessions, eut le bon esprit de ne le pas trouver mauvais, et, loin de s'y opposer, il accorda, par un acte solennel et public, en 1209, pleine et entière liberté à ses vassaux de transmigrer sur les terres d'Aiguebelle. Citer ce seul trait, c'est faire son éloge.

Le zèle de Dom Albéric pour le bien de ses vassaux,

¹ *Pièces justificatives* n° 6. • L'auteur de la *Statistique de la Drôme*, dit M. l'abbé Nadal dans son *Essai historique sur les Adhémar*, a vu des caractères gothiques dans la charte lapidaire de Montélimar. Nous ajouterons : C'est avec des yeux aussi perspicaces que M. Delacroix a considéré l'abbaye d'Aiguebelle dans le jugement qu'il en porte.

n'allait pas seulement à leur bien-être et aux intérêts matériels, il avait surtout en vue le salut de leurs âmes. C'était pour les gagner à Dieu qu'il était heureux de les voir accourir, toujours plus nombreux, dans ses domaines. Ce zèle toutefois l'emporta trop loin. Tout à la fois seigneur et père, il crut avoir sur eux pleine juridiction et pouvoir exercer à leur égard, dans l'ordre spirituel, le droit de haute et basse justice dont il jouissait au temporel. Persuadé, sans doute, qu'à son titre d'abbé était inhérent le droit de prêcher partout, il se dispensa de la permission de l'Ordinaire, se mit, de sa propre autorité, à évangéliser les paroisses voisines, alla même jusqu'à imposer des pénitences à ses auditeurs. Peut-être n'était-ce pas sans besoin, mais c'était contre les règles. Guillaume III, évêque de Saint-Paul, en fut mécontent et porta ses plaintes au Chapitre général, qui, reconnaissant la justice de ses réclamations, interdit à notre abbé une semblable conduite à l'avenir. Il fit plus. Comme Dom Albéric s'était permis, contre les règlements de l'Ordre, d'ensevelir un mort dans la maison que l'abbaye possédait à Saint-Paul, le même Chapitre le condamna à six jours de la légère coulpe, pendant l'un desquels il jeûnerait au pain et à l'eau, et à être privé, quarante jours durant, de son siège abbatial ¹.

Ce ne fut pas la seule occasion que Dom Albéric rencontra, d'éprouver la rigueur du Chapitre général. La charité mutuelle formait la base de l'Ordre et don-

¹ *Pièces justificatives*, n° 7.

nait son nom au statut fondamental. Les Chapitres généraux avaient pour mission principale d'en resserrer les liens. Aussi, nous avons vu sous quelles peines sévères il en recommandait l'exercice, surtout à l'égard des abbés qui se rendaient à Cîteaux pour la réunion annuelle. Albéric eut le malheur de manquer à ce devoir. Non content de ne les avoir pas reçus avec le respect dû à leur rang, il ne voulut pas permettre qu'on les accompagnât selon l'usage. Proclamé pour cette faute à l'Assemblée capitulaire de 1196, et interrogé sur les motifs de sa conduite, Albéric prétendit s'excuser et prouver qu'il avait eu raison. Son excuse ne fut pas goûtée; on trouva qu'elle renfermait à la fois et le oui et le non, *est et non*. Outre une verte réprimande qu'il eut à subir de la part du bienheureux Guy, abbé de Cîteaux et président du Chapitre, il dut encore entendre et exécuter la sentence suivante :

« Que l'abbé d'Aiguebelle, pour n'avoir pas reçu avec
» le respect convenable les abbés qui se rendaient au
» Chapitre et n'avoir pas répondu d'une manière satisfaisante aux interrogations qui lui ont été faites,
» se rende sur le champ à Morimond et y demeure à
» la volonté de Dom Henri, son père immédiat. Quant
» au religieux qui a refusé de faire la conduite aux
» abbés, il sera trois jours en légère coulpe et l'un
» d'eux au pain et à l'eau; de plus, il occupera le dernier rang, tant que le jugera à propos l'abbé de Morimond ¹. » Cet arrêt fut inséré parmi les statuts du Chapitre, pour servir d'exemple aux abbés à venir.

¹ *Pièces justificatives*, n.º 8.

II. DOM ELZÉAR, SIXIÈME ABBÉ. (1200 - 1202).

Cependant le Chapitre général, dont les arrêts avaient une si grande importance pour le bon esprit et la discipline de l'Ordre, ne bornait par là son influence. Il l'étendait à l'Église entière ; il inspirait, il réglait les relations mutuelles des princes et des rois ; il soutenait le pape et hâtait le triomphe de l'Église dans sa lutte héroïque contre les empiètements de la puissance séculière. Par ses soins, le schisme de l'anti-pape Victor s'était éteint, comme celui d'Anaclet par l'activité de saint Bernard ; les seigneurs, les évêques, les rois même et les souverains pontifes se présentaient à Cîteaux pour réclamer, soit en personne, soit par lettres, non-seulement le secours de ses prières, mais l'appui de ses conseils et de ses décisions, le concours de sa puissante action et le zèle de quelques-uns de ses membres pour le succès de leurs entreprises.

L'assemblée de l'année 1201 nous en offre un mémorable exemple. L'affluence des seigneurs à Cîteaux fut plus grande encore que de coutume. La délivrance des lieux-saints en était la cause.

Boniface, marquis de Montferrat, venait d'être reconnu chef de la croisade en remplacement du comte de Champagne, retenu en France par la maladie. Après avoir reçu la croix dans l'église cathédrale de Soissons, de la main de Maître Foulques, le zélé curé de Neuilly, ardent prédicateur de la croisade, et de deux abbés

de l'Ordre de Cîteaux, qui avaient accompagné le prince de son pays en France, il descendit à Cîteaux où l'on tenait en ce moment une assemblée générale à laquelle Maître Foulques, afin d'enthousiasmer les nombreux seigneurs présents en faveur de la glorieuse expédition, annonça qu'il avait déjà fait prendre la croix à deux cent mille personnes. Là se croisèrent un grand nombre de seigneurs, qui prièrent l'assemblée de permettre à l'abbé Guido des Vaux-de-Cernay, qui avait un grand renom, d'accompagner l'armée comme prédicateur. Le Chapitre général lui associa ensuite les trois abbés de Perseigne, du Los et de Saint-Celle avec un certain nombre de religieux, car il n'était pas permis à un abbé ou à un religieux de l'Ordre, de se rendre à Jérusalem sans la permission du Chapitre; mais il lui parut indispensable que des religieux se joignissent à un pèlerinage si pénible. Ils pouvaient raffermir les découragés, instruire les ignorants, exciter les braves à combattre pour le Seigneur; d'ailleurs, tous avaient besoin d'assistance au moment de la mort. Boniface, après s'être recommandé aux prières des abbés rassemblés et avoir obtenu la faveur que son compagnon, l'abbé de Locedio, homme expérimenté dans les affaires et recommandable, put partir avec lui, traversa l'Allemagne pour s'en retourner en son pays¹. Plusieurs autres seigneurs obtinrent la même faveur, entre autres, le comte du Perche que

¹ Hurter, *Histoire d'Innocent III*, liv. IV, page 427, 2^e édition.—*Statuta Cap. gen.*, anecd., t. IV, col. 1296.

l'abbé de la Trappe, Albéric, accompagna dans cette expédition où il se distingua par son zèle pour la cause sainte.

A ce fameux Chapitre assistait Elzéar, cinquième abbé d'Aiguebelle. Son avènement au siège abbatial avait été signalé par un grand désastre. Nous voulons parler du pillage des abbayes de Pigiers, de Bouchet et de Frayssinet par le comte de Toulouse, que nous avons raconté plus haut. Mais il eut aussi la consolation de contribuer à leur restauration et de les voir refleurir de nouveau. Comme pour le récompenser de son dévouement dans ces tristes circonstances, et pour le dédommager des dépenses exigées par ces réparations, le ciel lui envoya un nouveau bienfaiteur qui lui fit présent d'une propriété considérable, située près de Châteauneuf-du-Rhône, à laquelle étaient attachés des droits étendus sur le village. Dans le même temps, Bertrand, co-seigneur d'Espeluche, s'offrait à lui en qualité d'*oblat* ou *frère-donné* et lui léguait tous ses biens. Dès lors à son titre de seigneur de Saint-Jean-de-Derzas, l'abbé d'Aiguebelle put joindre celui de co-seigneur d'Espeluche.

Les personnes qui, comme Bertrand, se donnaient ainsi à l'Ordre, étaient en assez grand nombre et y formaient une classe à part. On les appelait Oblats, Donnés ou Familiers, *Oblati*, *Donati*, *Familiars*.

Il paraît pourtant, à considérer les définitions des Chapitres généraux qui les concernent, qu'il existait une différence entre les Oblats ou Donnés et les Familiers.

Les Familiers, proprement dits, portaient la tonsure et un habit religieux dont la forme et la couleur ne sont point déterminées. A l'origine, ils ne prononçaient pas de vœux, mais seulement une promesse d'obéissance entre les mains de l'abbé, comme le prouve la nécessité d'avoir une permission de lui pour passer dans une autre maison, même de l'Ordre. Dans cette classe étaient admis, sans doute, ceux qui n'avaient pas le courage ou la santé nécessaires pour soutenir la rigueur de l'Ordre et qui voulaient, en se soustrayant aux dangers du monde, servir Dieu dans la retraite. Pour eux, le régime était adouci. On voit, en effet, par divers statuts des Chapitres généraux, qu'ils usaient de linge et que leur nourriture était moins frugale que celle de la communauté. Les autres obligations de leur règle, à en juger par un statut de Pierre le vénérable, pour les Familiers de Cluny, n'étaient pas fort rigoureuses. Il y est dit que, sans être ni moines, ni convers, ces Familiers, assez souvent mêlés avec eux, devenaient une cause de dissipation et ruinaient la discipline ¹. Le même abus, existant, à ce qu'il paraît, dans l'Ordre de Cîteaux, nécessita, en 1233, de la part du Chapitre général, une mesure qui imposait à tous ceux qui se présenteraient désormais à titre de Familiers, les trois vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, et l'obligation de porter la tonsure et l'habit religieux jusqu'à la mort. Cette mesure ne suffit pas à réprimer le mal. Le Chapitre général de

¹ Voy. du Cange, au mot *Familiares*.

1291 fut encore obligé d'interdire leur admission, sans la permission et le consentement des Pères immédiats, afin de les mieux éprouver et de connaître si l'esprit qui les dirigeait était de Dieu. Deux ans après, en 1293, paraissait une nouvelle définition qui les excluait absolument de l'Ordre, comme une charge funeste à la discipline et aux intérêts des monastères.

Les Donnés ou Oblats, au contraire, y subsistèrent toujours; ils portaient l'habit séculier et pouvaient vivre dans l'état du mariage, tout en participant aux privilèges de l'Ordre auquel ils avaient donné leurs biens, soit avec l'usufruit pour eux-mêmes, soit à la condition d'être nourris et entretenus simplement par la communauté, qui les employait souvent en qualité d'hommes d'affaires. De là vient que l'on rencontre fréquemment leurs noms dans les contrats de cette époque: témoin, Ludoïs de Rac, Donné d'Aiguebelle, signant l'accord passé entre Albéric II et le prieur d'Allan. Les Donnés n'émettaient non plus aucun vœu, mais, comme les Familiers, ils faisaient à l'abbé une simple promesse d'obéissance. Du moins Manrique le dit pour ceux de son temps¹. Parmi eux, il se trouvait souvent des prêtres auxquels les abbés donnaient le soin des églises ou chapelles que le monastère possédait, plutôt que de les confier à des chapelains séculiers.

Depuis la suppression des Familiers proprement dits, leur nom devint commun aux Donnés ou Oblats, et ces derniers furent indifféremment désignés sous l'une

¹ *Ann. Ord. Cist.*, ann. 1101, cap. III, n° 7.

de ces trois appellations. On appelait pourtant de préférence Donnés ou Oblats, ceux qui restaient dans le siècle, parce qu'ils étaient mariés, et Familiers, ceux qui, vivant dans le célibat, habitaient le monastère, soumis à une règle, sans doute mitigée, mais qui leur permettait avec les religieux des rapports plus fréquents ¹.

Une charte de l'an 1202 rappelle encore le nom d'Elzéar, abbé d'Aiguebelle, avec celui de Pierre abbé de Lioncel. Le *Gallia christiana* qui nous donne ce détail, ne nous dit pas si c'est Elzéar ou son successeur qui, en 1213, se trouvant en démêlé avec un seigneur, prit pour arbitre Hugues-Florent, ancien évêque d'Orange. Il passe également sous silence l'objet de ce différend ².

III. DOM PIERRE I^{er}, SEPTIÈME ABBÉ (1228).

A l'abbé Elzéar succéda Dom Pierre I^{er}. Cet abbé nous est connu par un acte de 1228, relatif à l'abbaye du Frayssinet abandonnée dès lors et redevenue grange d'Aiguebelle. D'après les constitutions de l'Ordre, les bâtiments et toutes les propriétés de l'abbaye dissoute revenaient à la maison-mère. Cette mesure contrariait les donateurs. La plupart de ceux qui, par leurs libéralités, avaient pris part à la fondation de Frayssinet,

¹ *Thes. anecd.*, t. IV., *Stat. cap. gen. Cist.*, an. 1213, col. 1312; an. 1228, col. 1248; an. 1233, col. 1357; an. 1291, col. 1486; an. 1293, col. 1488. — Et *Nomasticon Cist.*, p. 316 et 335.

² *Gallia Christ.*, t. I., col. 737 et 775.

s'en montrèrent mécontents et réclamèrent ce qu'ils avaient donné, prétendant en avoir fait présent à ce monastère et non à Aiguebelle. L'affaire fut débattue devant un tribunal compétent, et voici le résumé de la procédure tiré de l'acte même, et dans lequel sont cités les noms des bienfaiteurs.

« Sachent tous présents et à venir que l'an de
» la bienheureuse Incarnation 1228 et le 9 du
» mois de juin, au temps de l'empereur Frédéric II
» du nom et de Grégoire IX, souverain pontife de
» Rome, des contestations se sont élevées entre les
» sires Ponce de Saint-Mile, Pierre de Saint-Pastor,
» Pierre de Sinha, Adhémar de Pierrelatte, Ber-
» trand de Bocoiran, Bertrand de Saint-Pastor, Ma-
» bille, fille de Cébond, sire de Pierrelatte, Orb-
» négis, femme de Bertrand de Bocoiran précité,
» Mirmande, femme de Pierre de Montaigu, Fide,
» dame de Saint-Pastor, tous et un chacun, sires et
» dames de Pierrelatte, d'une part; et Dom Pierre,
» abbé du monastère de la bienheureuse Vierge Marie
» d'Aiguebelle et frère Ponce Alleman, syndic, au
» nom de tous les frères, de l'autre. »

Les débats avaient lieu par-devant Benoît d'Auriac, prévôt de Viviers, que l'une et l'autre partie avaient choisi pour médiateur commun. Chacune d'elles demandait les biens et possessions attenants au Fraysinet, dont jouissait Aiguebelle depuis la dissolution du monastère. Les sires et dames de Pierrelatte disaient qu'Aiguebelle possédait ces domaines sans leur

consentement et approbation, et en réclamaient une partie.

« Ils prétendaient de plus que le gros bétail et les autres animaux de la grange de Frayssinet ne devaient pas paître dans leurs terres ni dans celles de leur dépendance. Mais l'abbé et le syndic d'Aiguebelle soutenaient que, étant acquéreurs et, pour le surplus, héritiers du Frayssinet, ils avaient le consentement et l'approbation des sires et dames de Pierrelatte; et ils produisaient plusieurs instruments à cela prouver, surtout plusieurs actes de donations de nobles et manants qui s'étaient faits religieux dans le temps, et avaient augmenté le domaine du Frayssinet, soit simplement, soit par échange. Ce que voyant témoins, juges et arbitres, le juge prononça la sentence suivante :

« La grange de Frayssinet peut avoir et tenir, faire
» paître et abreuver les brebis dans les pâturages des
» sires et dames de Pierrelatte, depuis le *violet* (sen-
» tier) qui vient du côté de Saint-Stéphane, jusqu'au
» *rieux* (ruisseau) de Saint-Paul, au bas et au dessus,
» autant que s'étend la condamine de la grange de
» Frayssinet qui confronte à l'Orient celle du Temple;
» et peut avoir et tenir les animaux de labour qui suf-
» fisent à la dite grange, les faire paître et a droit de
» pâturage dans les dits pacages et d'abreuver les
» susdits bestiaux là aussi. »

« Après avoir déterminé les droits de chaque partie, le juge ordonna que l'abbé d'Aiguebelle et le syndic

payassent aux sires et dames de Pierrelatte trente livres viennoises. Tous et chacun desdits sires et et dames de Pierrelatte..... approuvèrent les susdits mandements récités par le juge, et chacun d'eux promit de bonne foi à l'abbé et au syndic d'Aiguebelle, qu'il ne contreviendrait ou n'agirait jamais contre aucune stipulation solennelle, sous l'obligation de tous ses biens. Puis ayant touché les inviolables Evangiles de Dieu, ils prêtèrent serment, en vertu duquel tous, moyennant les trente susdites livres, renoncèrent à tout bénéfice de moindre âge.

« Pareillement l'abbé et le syndic d'Aiguebelle, de l'avis de frère Guillaume, grand cellérier, de frère Albert, vestiaire, de frère Pierre, chambrier, (camerarius) et des frères Etienne, Guillaume Richenat, Ponce de More, tous religieux d'Aiguebelle qui se trouvaient là, ratifièrent, pour eux et les frères absents, ce qui avait été précédemment réglé et récité par le juge, avec promesse de n'y point contrevenir en aucune manière, et prononcèrent leur serment la main sur les saints Evangiles de Dieu. »

« Acte passé à Pierrelatte, au dessous de l'église des » frères Mineurs, en présence des témoins..... et de » moi Guillaume-Melchol Mellion, notaire public de la » cour du seigneur Amic, évêque d'Orange, qui ai, » par l'ordre de l'une et l'autre partie, assisté aux » débats, écrit de ma propre main le présent instru- » ment et qui, pour le confirmer et le rendre vala- » ble, l'ai, d'après les ordres des sires de Pierrelatte,

» muni de leur présente *bulle*, du seing de l'abbé d'Aiguebelle et de celui du juge avec son autorisation.
» Après quoi, j'ai apposé le mien. — Signé : Melchol
» Mellion. »

Nous nous sommes étendu à dessein sur cet acte, parce qu'il a pour notre histoire une véritable importance. Il établit d'abord que le Frayssinet fut vraiment une abbaye de l'Ordre de Cîteaux et qu'elle était fille d'Aiguebelle, puisque les religieux de ce monastère héritèrent de ses biens.

En second lieu, il nous montre qu'au Frayssinet, comme à Aiguebelle et dans tous les monastères de l'Ordre, on élevait de nombreux troupeaux. L'importance que nos Pères attachaient aux droits de pâture et d'abreuvement, article qui se trouve dans presque tous leurs actes de cette époque et qui faisait le plus souvent l'objet de leurs contestations avec les voisins, en est une preuve manifeste. C'est que, presque constamment appliqués aux travaux des champs, « ils
« avaient compris, comme on ne cesse de le répéter de nos jours, que l'engrais est le premier élément d'une bonne culture ¹. »

Enfin, cet acte nous prouve quelle importance avait acquise Aiguebelle, puisque l'administration de son temporel exigeait les soins de plusieurs cellériers. Dès l'an 1146, c'est-à-dire une dizaine d'années seulement après sa fondation, cette pluralité existait déjà, tant l'accroissement de l'abbaye avait été rapide.

¹ *Etudes sur les abbayes cisterciennes.*

Quant au camérier ou chambrier dont il est ici question, il est assez difficile de déterminer quelles étaient ses fonctions. Le nom de cet officier ne se trouve nulle part dans les règlements de Cîteaux. D'un autre côté, Césaire nous en signale l'existence dans son monastère au commencement du XIII^e siècle ¹. Cet emploi n'existait donc pas dans les temps primitifs, et ne fut institué ou, du moins, n'acquit de l'importance que plus tard, lorsque les monastères eurent pris du développement. Cette observation nous incline à croire que le chambrier n'était que le bras droit du cellérier, partageant avec lui et sous ses ordres l'administration du temporel. Tandis que ce dernier s'occupait exclusivement du dehors, lui veillait au dedans à l'entretien et à la propreté de la maison, et fournissait aux religieux tous les objets qui leur étaient nécessaires. Espèce de ministre à l'intérieur, il était le pourvoyeur de ses frères. « C'est l'office du Chambrier, dit Lanfranc, » *In decretis pro ordine sancti Benedicti*, de procurer » tous les vêtements, les chaussures, les lits avec » leurs garnitures; de fournir les rasoirs, les ciseaux » et les linges pour la rasure; de donner les fers pour » les chevaux de l'abbé, du prieur et des hôtes. » Et saint Hugues, dans les *Statuts de Cluny* : « Nous » ordonnons que chaque administration ait deux pro- » viseurs que nous nommons Chambriers. » On voit en outre, dans l'*Ordo Cluniacensis*, que le camérier était aussi chargé de recevoir les revenus des fermes

¹ Césaire, *Dial. mirac.*, dist. I, cap. XXIII.

et des métairies, toutes les donations en or, argent, bestiaux ou autres, excepté toutefois celles que les coutumes assignaient au cellérier, aux doyens, au sacristain, etc.....¹; car, dans l'ordre monastique de cette époque, à Cîteaux comme à Cluny, chaque officier du monastère avait des revenus destinés à son emploi, dont il était l'administrateur : remarque importante et malheureusement trop oubliée dans les appréciations portées plus tard sur les définitions des Chapitres généraux.

Ce règlement de l'*Ordo cluniacensis* justifie aussi le sentiment de M. de Jubainville, qui, expliquant le mot *Camerarius* par le second sens du mot *Camera*, qui signifie *caisse, trésor*, semble penser que le Chambrier était le caissier du monastère et que ses fonctions étaient identiques à celles du dignitaire appelé *Boursier* par les règlements². Le Camérier paraît, en effet, avoir rempli les deux fonctions, et, par suite, ce fut à frère Pierre, chambrier d'Aiguebelle en 1228, à déboursier, après le procès vidé, les trente livres viennoises et à payer, de concert avec les sires et dames de Pierrelatte les honoraires de l'estimable notaire Melchol Mellion.

IV. DOM GUILLAUME II HUGUES ADHÉMAR DE LA GARDE, HUITIÈME ABBÉ (1256-1258).

Guillaume II Hugues Adhémar, petit-neveu d'Aimar, troisième abbé d'Aiguebelle, était le troisième

¹ Du Cange, au mot *Camerarius*, et *Ordo Cluniacensis*.

² *Études sur les abbayes cisterciennes*, p. 237.

fils de Hugues Adhémar I^{er}, seigneur de la Garde, et d'Alix de Belvèze. Elu par ses frères en considération de son mérite plus que de sa naissance, il ne trompa pas leur attente. Sous son administration, la communauté continua de marcher dans sa fidélité déjà séculaire à l'observance de la règle. Nous en avons la preuve dans les donations pieuses faites alors à l'abbaye, et dans la confiance des peuples aux prières de ses moines.

« Le quatrième jour du mois d'avril 1236, dit un
» manuscrit conservé aux archives du Chapitre de
» Viviers, Gaudefroy de Vogüé, ci-devant évêque de
» Saint-Paul-trois-Châteaux, retiré à Viviers, dans la
» cathédrale duquel il était chanoine et prévôt, fait des
» légats considérables à son ancienne église de Saint-
» Paul, à l'abbaye d'Aiguebelle qui est dans l'étendue
» de cet évêché, et fait nombre d'autres donations aux
» abbayes, aux maisons religieuses et à différents
» particuliers du diocèse de Viviers..... Le nombre
» et la richesse de ses légats prouvent qu'il jouissait
» de biens immenses ¹. »

Mais un témoignage plus précieux encore de l'estime que nos Pères inspiraient et de la confiance générale en leurs prières, est le suivant tiré des archives même de l'ancienne abbaye. Il se rapporte à l'année 1238.

¹ Extrait des *Mémoires* du comte Lirin de Vogüé. Ce document nous donne lieu de relever une erreur de l'historien de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux, qui fait mourir cet évêque en 1230, par la raison qu'il avait un successeur sur le siège épiscopal en 1233.

« Pendant que l'évêque Laurens augmentait les revenus de son église de Saint-Paul, » raconte le P. Boyer de Sainte-Marthe, « les moines d'Aiguebelle, de l'Ordre de Cîteaux, augmentaient ceux de leur monastère. Le bruit de leur sainteté s'était répandu partout. On courait de toutes parts à l'odeur de leurs parfums. On s'estimait heureux d'avoir des affiliations à cet ordre pendant la vie, et d'être enterré dans leur église ou dans leur cimetière après la mort. Comme cette abbaye n'est éloignée de la cité de Saint-Paul que de deux lieues, bien des gens avaient la dévotion d'y choisir leur sépulture ; ce qui portait un préjudice assez considérable à l'église cathédrale. Les chanoines en portèrent plainte à l'abbé qui était pour lors Guillaume de Grignan, lequel, en connaissant la justice, convint avec eux de prendre deux arbitres pour terminer ce différent. L'abbé nomma Guillaume de Cornet, religieux de son ordre, de l'abbaye de Lioncel, et le Chapitre nomma l'Archidiaque de son église nommé Gontard, lesquels, après avoir examiné l'affaire dont il s'agissait, convinrent et ordonnèrent, sous peine de cinquante livres viennoises d'amende pour les infracteurs, que les corps de Guillaume Arnaud, de Raymond de Donzère, de Jourdain de Chaudebonne qui avaient choisi leur sépulture dans l'abbaye d'Aiguebelle, et que les chanoines de Saint-Paul avait retenus et enterrés dans leur église, sous prétexte de la coutume, pourraient être déterrés, si les religieux le trouvaient à propos, et transportés dans le cimetière de leur ab-

baye ; que les paroissiens de l'église Saint-Paul, tant clercs que laïques, qui avaient déjà choisi leur sépulture ou qui la choisiraient à l'avenir dans cette abbaye, y seraient transportés sans contredit et enterrés dans le cimetière, sans empêchement de la part des chanoines, à condition toutefois que leur église aurait la portion canonique de tout ce qu'ils auraient légué à l'abbaye, à la réserve de ce qui est contenu et exprimé dans le droit ; que de part et d'autre il n'interviendrait aucune tromperie. Enfin, il fut ordonné sous la même peine que l'abbé d'Aiguebelle paierait au Chapitre, pour toutes les acquisitions que son monastère pouvait avoir faites des paroissiens de son église depuis son établissement, la somme de vingt livres viennoises, ce que l'abbé fit sur le champ : de quoi le prévôt et le Chapitre furent très satisfaits ¹. »

Puis, l'historien ajoute naïvement :

« Nous laisserons à chacun la liberté de faire les réflexions qu'il voudra sur le fait que nous venons de rapporter. Nous ne pouvons, cependant, nous empêcher de dire que la jalousie et l'intérêt ont toujours été les sources fécondes des divisions qu'on a vues et qu'on voit encore entre les prêtres et les religieux. Mais quand on a des supérieurs aussi sages que Guillaume de Grignan, et qu'on a d'aussi beaux privilèges que ceux de l'Ordre de Cîteaux, il est fort facile de fermer la bouche à ses parties et de se maintenir dans la possession de ses droits. »

¹ *Hist. de l'église de Saint-Paul*, ann. 1238, p. 88., *Ex archivis dictæ abbatiæ.*

Un monument si glorieux pour nos Pères redouble, s'il est possible, les regrets que nous cause la destruction des nos vieilles archives. Que de faits de ce genre n'aurions-nous pas à enregistrer ! Combien de noms pourrions-nous signaler de personnages, qui, sur leur lit de mort et prêts à paraître devant Dieu, se croyaient heureux d'acheter, par un legs testamentaire, la puissante intercession des moines auprès du Souverain Juge, et l'honneur de reposer à leurs côtés dans l'humble cimetière du monastère !

Cet empressement des séculiers à choisir leur sépulture dans l'abbaye d'Aiguebelle, fait d'autant plus l'éloge de nos Pères, que, chez eux, le nombre des anniversaires était assez restreint. L'Ordre de Cîteaux avait compris par les tristes exemples qu'il avait sous les yeux, que les honneurs rendus aux morts pouvaient, sous une apparence religieuse, revêtir un caractère de spéculation. Pour éviter un pareil abus, le Chapitre général limita les anniversaires au nombre de seize, dont quatre seulement étaient à destination spéciale, savoir : pour le pape Honorius III, les rois de France Philippe-Auguste et Louis VIII, et le roi d'Angleterre, Richard Cœur-de-Lion. Les douze autres étaient collectifs¹. Si le Chapitre général jugeait nécessaire, cas fort rare, de permettre à un abbé d'en fonder un autre, ce n'était qu'à la condition expresse qu'on ne le célébrerait pas en communauté, et qu'un prêtre seul dirait la messe en particulier².

¹ *Statuta Cap. gen.*, anni 1273, apud Martène, *Thes. anecd.* IV., col. 1438.

² *Institutiones Cap. gen.*, dist. III, cap. XVI, ap. *Nomasticon*, p. 286.

Pour les mêmes motifs, on défendit d'enterrer dans les églises d'autres personnes que les rois, les reines et les évêques. Les abbés étaient placés dans le caveau qui leur était destiné entre le chapitre et l'église, quelquefois aussi, mais rarement, dans le grand cloître ou le chapitre. Tous les autres, religieux, convers ou donnés étaient portés au cimetière ¹. Les bienfaiteurs et les nobles laïques avaient un cimetière séparé ².

Le désir d'y occuper une place et de jouir, après la mort, des suffrages des religieux d'Aiguebelle, inspira sans doute au possesseur du magnifique domaine de Violez la pensée de l'offrir à l'abbé Guillaume Hugues Adhémar. Violez était un riche prieuré de la principauté d'Orange, situé dans la plaine au dessous de Pierrelatte. Les dépendances en étaient fort étendues et, lorsque les abbés commandataires l'eurent aliéné, il s'y forma plusieurs hameaux. Dom Guillaume prit dès lors le titre de Prieur de Violez, y plaça un prêtre séculier, à ses frais, pour desservir l'église et des frères convers pour cultiver la propriété. Il affecta aussi à l'entretien de la lampe du très saint Sacrement, un revenu particulier qui se prélevait sur les oliviers du domaine.

L'évêque d'Orange, nommé Amic, était alors en différend avec son chapitre, nous ne savons à quel sujet. Pour le vider amiablement, les parties s'adressèrent au pape Grégoire IX, qui nomma, pour recevoir la dépo-

¹ *Inst. Cap. gen.*, dist. X, cap. XXIV et XXV, p. 344.

² *Etudes sur les abbayes cist.*, liv. I^{er}, chap. III, § 6, p. 44.

sition des témoins, l'abbé d'Aiguebelle et l'archidiaque d'Uzès. Tel est le sujet de la lettre mentionnée par Manrique, dans le court article consacré à notre abbaye dans ses *Annales*¹. Nous regrettons de ne pouvoir la reproduire en entier. Mais nos démarches réitérées auprès du R. P. Theiner, préfet des archives secrètes du Vatican, n'ont abouti qu'à un renseignement inexact et incomplet, en sorte que les recherches que M. l'abbé Migne a eu l'obligeance de faire pour nous à la bibliothèque impériale, où se trouve une copie des *regesta* de Grégoire IX faite sur le manuscrit du Vatican, n'ont pu avoir aucun résultat. Toutefois, la simple suscription de cette lettre nous suffit. La confiance du Pape honore l'abbé d'Aiguebelle et nous est un sûr garant de ses lumières et de sa vertu.

Nous copions textuellement le billet du R. P. Theiner.

« *Greg. IX., 3 januar. 1226.*

» *Gregorius Episcopus etc. Dilectis filiis.....*

« *Abbati Aquebelle Cisterciensis Ord. Tricastine diocesis et..... Archidiacono Uticenzi, salutem, etc.*

» *Datum Interamni, III Nonas Januar. Anno etc.,*

» *Reg. An. et ep. 298, fol. 213*

» *Super receptione testium in lite quadam inter epum*

» *Arausisensem ejusque capitulum vertente. »*

Les noms sont en blanc et, en 1226, Honorius III occupait le siège pontifical, et non Grégoire IX.

¹ *Annales cisterciennes*, t. I, cap. VII, p. 332.

V. DOM RAYMOND I^{er}, NEUVIÈME ABBÉ (1246).

Dom Raymond I^{er} gouvernait Aiguebelle en 1246. Les religieux de l'abbaye de Silvanez l'ayant élu pour supérieur, le pape Innocent IV confirma cette élection par une bulle de la même année. Ce monument est le seul qui nous soit resté du passage de cet abbé sur le siège d'Aiguebelle, mais il est glorieux pour lui et nous fait connaître quel était son mérite ¹.

VI. DOM GIRAUD DE GAUGAT, DIXIÈME ABBÉ (1247-1249).

Privés de leur père par cette translation inattendue, les religieux d'Aiguebelle donnèrent pour successeur à Raymond, Dom Giraud de Gaugat.

La prospérité croissante de l'abbaye, ses domaines qui allaient s'étendant de jour en jour, son influence acquise par de nombreux services, portaient depuis longtemps ombrage aux seigneurs voisins, excitaient leur envie. Ils étaient mécontents surtout de la protection qu'elle accordait, en vertu de ses privilèges, à ceux de leurs vassaux qui cherchaient, sur l'inviolabilité de son territoire, un asile contre les vexations et le pillage. Froissés dans leur orgueil et ce qu'ils appelaient leur intérêt, ils prenaient tous les moyens propres à se venger de cette importune rivale, et, à défaut de la violence ouverte qui leur eût infailliblement at-

¹ *Gallia Christiana*, t. I, col. 737.

tiré les foudres de l'excommunication, ils lui suscitaient des tracasseries et des procès sans nombre, pour la dépouiller de ses biens.

Dom Giraud de Gaugat reçut, pour ainsi dire, la déclaration de cette guerre de chicane, dont Lambert Adhémar avait donné le signal, sous Albéric II.

En 1247, Raymond d'Uzès renouvela les querelles soulevées par ses prédécesseurs dans la seigneurie de Valaurie, et réclama vivement les droits qu'il prétendait avoir sur le fief de Saint-Nizier, malgré la sentence contraire portée par l'évêque de Saint-Paul, Bertrand de Pierre-latte, il y avait plus de cinquante ans. Quelque exagérées que fussent les prétentions de ce seigneur, Dom Giraud de Gaugat, homme de désintéressement et surtout ennemi des procès, croyant d'ailleurs que la paix était plus profitable à son monastère que les richesses, se préparait à faire toutes les concessions possibles. Mais ses religieux, et surtout frère Benoît Plas et frère Bérenger, grand et petit cellériers, ne partagèrent pas ses dispositions pacifiques. Ces deux officiers, prenant trop à la lettre le texte de saint Benoît qui recommande de considérer les biens du monastère comme des biens consacrés à Dieu, s'opposèrent de tout leur pouvoir à la condescendance de l'abbé. Ils lui représentèrent que ce domaine était légitimement acquis par la donation des ancêtres de Raymond, et qu'il ne pouvait y renoncer sans se rendre coupable d'injustice envers son abbaye. Placé entre deux fléaux, la guerre domestique et la guerre extérieure, Dom Giraud se décida pour le

dernier comme moins dangereux, et l'on vida le différend par arbitres. Encore une fois, l'abbé gagna sa cause, mais la paix ne fut pas rétablie; elle ne put l'être que par la cession volontaire qu'il fit au seigneur de Valaurie, de la terre d'Argusan.

En 1249, l'évêque de Saint-Paul, Laurens, et le Prieur de Visan étaient aux prises avec les consuls de ce bourg, au sujet des dîmes. La sage médiation de l'abbé Giraud de Gaugat et de frère Pierre Dalmas, commandeur de Roais, les mit d'accord en décidant les habitants à payer la contribution d'usage ¹.

VII. DOM PONS I^{er}, ONZIÈME ABBÉ (1251).

Nous ne connaissons que le nom de cet abbé, qui se trouva, en 1251, intéressé dans une limitation des territoires de la seigneurie d'Aiguebelle et de ses voisins, du côté du midi, à la suite des ravages causés par une inondation de la Berre.

VIII. DOM PIERRE II, DOUZIÈME ABBÉ (1254-1258).

Dom Pierre II Gaucher appartenait à la famille des Adhémar. Il succéda à Pons et souscrivit, en 1258, une transaction entre les gens de Réauville et les seigneurs de Grignan.

Depuis la réunion du comté de Provence à la couronne de France, les privilèges accordés par Raymond V,

¹ *Histoire de l'église de Saint-Paul*, p. 96.

comte de Toulouse, aux religieux d'Aiguebelle, pour le transit de leurs bestiaux et marchandises sur les terres de Provence, éprouvaient dans leur exécution de graves difficultés. Pour les faire cesser, Dom Pierre jugea à propos d'obtenir du roi une confirmation. Il présenta donc la charte du comte de Toulouse à saint Louis, en 1254, lorsque ce prince, au retour de la première croisade, alla visiter la grotte de Sainte Madeleine, en Provence. Le saint roi l'approuva et, pour la confirmer, donna l'acte suivant :

« Louis, roi de France, l'an de la bienheureuse Incarnation 1255, faisons savoir à tous, que nous
» avons vu les lettres données autrefois par Raymond,
» duc de Narbonne, comte de Toulouse et marquis de
» Provence, conçues en ces termes.....
» (suit la teneur de ces lettres citées plus haut à l'année
» 1160, page 117). Or, nous confirmons cette concession de notre autorité royale, voulant et ordonnant,
» en outre, que, dans toutes nos terres possédées autrefois par le dit Raymond, les droits et privilèges susdits d'aller et de venir, soit par eau, soit par terre, accordés aux religieux d'Aiguebelle, leur soient
» conservés, sauf le droit d'autrui en toutes choses ¹. »

IX. DOM RICHARD, TREIZIÈME ABBÉ (1259).

Dès l'an 1259, Dom Pierre Gaucher était remplacé, sur le siège abbatial d'Aiguebelle, par Dom Richard

¹ *Pièces justificatives*, n° 9.

qui, cette année même, passait une transaction avec le seigneur et les habitants de Rochefort, au sujet des limites de leurs territoires respectifs. Nous en citons l'acte qui fait connaître, de manière à pouvoir la déterminer aujourd'hui, l'étendue des propriétés d'Aiguebelle de ce côté.

« Au nom de Dieu, sachent tous, présents et à
» venir, que, l'an de la bienheureuse Incarnation de
» Notre Seigneur 1259, et le 7 des Ides de décembre,
» une contestation s'étant élevée entre R. Père en Christ
» Dom Richard, abbé de N.-D. d'Aiguebelle, d'une part,
» et Messires Arnaud, Guillaume et Gontard, co-
» seigneurs du château de Rochefort, agissant en
» leur nom et celui de leurs vassaux, d'autre part :

» La dite contestation étant au sujet des limites ou
» confins du territoire de Rochefort et du tène-
» ment de la dite abbaye, le dit sieur Richard,
» abbé, et les dits co-seigneurs de Rochefort ont
» promis et juré de s'en tenir à ce que décide-
» raient les arbitres communs, sieurs Amalric et
» Pons, choisis par les deux parties pour poser et
» déterminer les vraies limites; lesquels arbitres ont
» également juré sur les saints Evangiles de fixer
» fidèlement les bornes ou termes des dits tènements. »

« Après avoir visité les termes avec quelques-uns des frères de N.-D. d'Aiguebelle et quelques-uns des co-seigneurs et habitants de Rochefort, aidés des sieurs Doral et Giraud qui les indiquaient, les arbitres les posèrent et statuèrent que « les ter-

» mes de Montlucet sont et demeurent à la Roche-
» Bassète qui est au levant, jusqu'à son extrémité
» vers le nord; et au midi, vers la combe de
» Boisset, contre la Font-Joannanche, à partir
» du rocher à la rive de Marse vers le levant,
» jusqu'à Chayrone. Les dits termes ou bornes s'éten-
» dent par Grône, près du pré de Tardunet, par un
» certain lieu où furent les ermites de Montlucet,
» suivant la pente de l'eau, c'est-à-dire au lieu appelé
» Roche-Goiran, et de là ils s'étendent par la combe.
» Ils demeurent ainsi toujours du côté du tènement
» de Montlucet jusqu'à l'abreuvoir nommé Durestat,
» lequel est commun aux deux tènements. La limite
» s'étend de là vers le levant, par la combe la plus
» proche de l'abreuvoir, jusqu'au Roure (chêne) de
» Villars. Du côté du midi et du levant, le châ-
» teau de Montlucet ne s'étend pas au delà des
» dits termes, et, de même, le tènement de l'ab-
» baye ne s'étend pas au delà des dits termes, vers le
» nord et le couchant. »

« Et nous Ponce, notaire et chancelier, avons dressé acte de ce que dessus, en présence des témoins ci-dessous dénommés : pour le R. Père en Christ Richard, abbé d'Aiguebelle, ayant dominité sur tout le territoire de l'abbaye, le Père Prieur, les frères Horte, sacristain, Hugues et Martel, cellériers grand et petit, Nicolas Chieussa, vestiaire, et Grimaud, tous moines d'Aiguebelle; et frères Nicolas, Bernard de Paulin et Clément, tous convers du dit Aiguebelle; et frères

Juste de Saint-Grès et Guillaume Aubert, tous deux donnés du même Aiguebelle; et, en la part des co-seigneurs et habitants de Rochefort, Gontard de Salles, Go de Armagnol et André Gérard, prud'homme et indicateur. Puis avons nous-même signé : Ponce, notaire. »

X. DOM PIERRE III, QUATORZIÈME ABBÉ (1261-1268).

Dom Richard ne resta pas longtemps à la tête de notre abbaye. Le cartulaire de saint-Barnard nomme en effet Pierre, abbé d'Aiguebelle, comme témoin dans un acte de juridiction exercé sur le monastère de Notre-Dame de Tourettes, de la Congrégation de Cluny, par un délégué de l'abbé de Saint-Barnard, en 1261.

D'après les notes que nous avons sous les yeux, cet abbé serait le même que Pierre-Gaucher Adhémar, prédécesseur de Richard, qui aurait repris son siège à la mort de ce dernier. Quoiqu'il en soit, nous retrouvons encore une fois Pierre, dans la période de 1263 à 1268, à l'occasion d'une querelle avec Aimar, comte de Valentinois. Ce seigneur réclamait à l'abbé d'Aiguebelle certains pacages que ses ancêtres avaient autrefois donnés au monastère. Mais l'évêque de Saint-Paul, Bertrand de Clansayes, leur arbitre commun pour la décision de ce démêlé, assura gain de cause à l'abbé d'Aiguebelle par son jugement ¹.

¹ Chorier, *Histoire générale du Dauphiné*, t. II, liv. V, p. 144. « Cette

Et maintenant, jetons un coup d'œil rétrospectif sur les soixante années écoulées depuis le commencement du XIII^e siècle, et constatons, par les faits racontés, si notre chère Aiguebelle, alors si florissante, est toujours en progrès, ou si cet astre brillant commence à tourner vers son déclin.

Jusqu'à présent, nous l'avons vu par de nombreux témoignages, nos Pères apparaissent parfaitement réguliers. Ils sont exacts à observer les jeûnes et l'abstinence, ils déploient toujours la même ardeur au travail, le même zèle pour le chant de l'office divin, soit du jour, soit de la nuit. Rien au dehors ne paraît relâché dans la discipline; l'abbaye continue de répandre autour de son enceinte la bonne odeur de Jésus-Christ.

Toutefois, si nous y regardons de plus près, si nous sondons attentivement l'état intérieur et moral de cette communauté, si nous tâtons, pour ainsi dire, le poulx à ce corps dont la santé paraît n'avoir subi aucune altération, peut-être y saisirons-nous quelques symptômes de dégénérescence qui deviendront encore plus sensibles, si nous les comparons au niveau de perfection tracé par les règlements de nos saints fondateurs. D'après ces règlements, en effet, le moine qui se nourrit du travail de ses mains, ne doit posséder ni autels, ni églises. Or, nos Pères avaient accepté celles qui leur étaient offertes et, bien qu'ils ne les administrassent

abbaye, ajoute l'auteur en parlant d'Aiguebelle, est un des plus célèbres bénéfices du diocèse de Saint-Paul, et un membre de l'Ordre de Cîteaux. »

pas eux-mêmes, ils en percevaient les revenus. Les sépultures leur étaient également interdites ; mais ils n'avaient pû, ce semble, se refuser au pieux empressement des fidèles. Les prétextes pouvaient être bons ; ce n'en était pas moins de légères brèches faites aux premières institutions, que n'excusaient ni la bonne intention, ni le bon usage, ni même le profit qu'en recevaient les populations.

En second lieu, ces contestations si fréquentes, ces nombreux procès, suscités, il est vrai, par le mauvais vouloir et la jalousie des voisins, mais que les religieux d'Aiguebelle poursuivaient peut-être avec une ardeur trop opiniâtre ; cette lutte surtout, ou plutôt, cette opposition formelle à l'abbé, qui, plus fidèle que ses frères à l'esprit de son état et aux instructions de la règle, ne craint pas de sacrifier quelque bien temporel pour conserver intact le bien infiniment plus précieux de la charité, ne nous révèlent-ils pas un amour de la richesse et un attachement à la propriété, qui ont jeté déjà de profondes racines dans des cœurs auxquels ils devaient être entièrement étrangers ?

Ce ne sont encore là que de légers symptômes d'un mal qui menace et qu'il est facile de prévenir. Malheureusement, ceux-là mêmes qui pouvaient et devaient y apporter un remède efficace, étaient en proie à un mal bien plus grave. La division s'était mise entre les premiers supérieurs de l'Ordre. L'ambition de l'un d'eux venait de renouveler ces dissensions funestes qui, apaisées une première fois sous Honorius III, reparurent,

plus vives que jamais, quarante ans plus tard, à l'époque précisément où nous sommes de notre histoire, et amenèrent enfin, pour résultat, la fameuse bulle *Parvus fons*, donnée par Clément IV, en 1265 : constitution nouvelle qui plaça l'Ordre sur d'autres bases, et dont il nous importe d'examiner l'influence et les suites.



CHAPITRE IX.

DÉCADENCE D'AIGUEBELLE, PREMIÈRE PHASE (1265-1334).

- I. La *Charte de Charité* et la Bulle *Parvus fons*. Le *Statut fondamental* est abandonné ; causes de ce changement , ses conséquences. — II. Dom Pons II de Saint-Bonnet. — Empiètement des seigneurs voisins ; prétentions du baron de Grignan. — Le comte de Provence associé à la seigneurie d'Aiguebelle. — Origine du nom de Réauville. — Reliques de sainte Madeleine. — Premiers effets de la nouvelle constitution. — III. Dom Just de Visan. — IV. Dom Raymond II de Chabrelly ; limitation des territoires de Réauville et de Valaurie. — V. Dom Etienne I^{er} Chaudelas prête hommage au prince d'Orange pour le domaine de Violez. — Visite à l'abbaye de Bouchet. — Dîmes établies. — VI. Dom Guillaume III visite l'abbaye de Poblet, en Espagne, fille de Fontfroide, et l'abbaye de Feniers, fille d'Aiguebelle. — VII. Dom Guillaume IV de Cadenet. — Dom Etienne II. — Mazan et Aiguebelle. — Famine et peste en Dauphiné ; dévouement des religieux d'Aiguebelle. — Sépultures.

Nous touchons à une époque critique de notre histoire. Ici commence, pour Aiguebelle et pour l'Ordre de Cîteaux tout entier, une ère nouvelle qui se terminera par la décadence. Pénétré de douleur à la vue du spectacle qui se déroulait sous nos yeux, nous aurions voulu qu'il nous fût permis de jeter un voile sur ce triste tableau. Mais fidèle à la pensée qui nous a dicté cet ouvrage, et ranimé par l'espoir bien fondé d'en retirer d'utiles leçons, nous avons résolu de nous

placer en face du mal, de le sonder d'une main ferme, d'en signaler les causes, d'en montrer le remède afin de le prévenir dès les premiers symptômes, ou de cautériser promptement ses plaies, si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise ! il tentait de renouveler ses ravages.

Il n'est que trop vrai, l'Ordre de Cîteaux déchu des hauteurs où l'avaient élevé les exemples de vertu qu'il donnait au monde, sa pénitence surtout, ses persévérants labeurs, le fidèle accomplissement de la mission qu'il avait reçue de défendre partout les droits du Saint-Siège attaqué, et de combattre à outrance l'hérésie et le schisme qui désolaient le bercail de Jésus-Christ. Oui, il perdit cette utile et glorieuse influence qu'il exerçait dans l'Eglise et sur la société, dans les conseils des papes comme à la cour des rois, au manoir du seigneur et sous la cabane du pauvre. Et, chose remarquable ! quand on cherche avec attention dans son histoire l'origine de cette décadence, pour lui assigner une date précise, il est impossible de ne pas y voir, jusqu'à l'évidence, l'époque du malheureux abandon de la *Charte de Charité*, ce statut fondamental si justement nommé par Urbain IV : *La Table du testament*.

Cette coïncidence, qui peut paraître étrange, est-elle purement fortuite ? Nous ne le pensons pas ; car, dans le rapprochement de ces deux faits : la substitution de la nouvelle charte à l'ancienne, et la décadence de l'Ordre, il existe une liaison si étroite, un enchaînement si naturel et si logique, que, posé le premier, le second en résultait, ce nous semble, aussi nécessairement que la conséquence de son principe.

On se souvient, en effet, que saint Etienne, pour fonder son Ordre, résolut de rattacher, par les liens d'une dépendance mutuelle, toutes les maisons issues de la sienne, et de créer une hiérarchie de pouvoirs subordonnés les uns aux autres, afin d'établir entre elles une surveillance nécessaire au maintien de la discipline. Mais alors un problème des plus ardu se dressa devant lui. Comment, se demandait-il, réduire tous ces abbés qui, par leur règle, sont autant de souverains absolus dans leurs petits états, à devenir sujets à leur tour, et à faire partie d'un corps dont ils ne seront plus que les membres ? La *Charte de charité*, rédigée de concert avec ses premiers collègues, en fut la solution. Par elle, non-seulement il ne touchait pas à leur autorité ni à leur juridiction, mais il rendait encore chaque abbé participant à l'autorité souveraine, qui résidait, non pas dans un seul, mais dans tous réunis en assemblée, sous le nom de Chapitre général. Le profond législateur créait, en outre, un système de paternité et de filiation fondé sur la génération spirituelle, avec des lois qui agrandissaient encore la juridiction de chaque abbé-père, en l'étendant sur ses maisons-filles, et laissait en revanche aux abbés-fils, avec le droit de participer à l'élection du supérieur qui leur était imposé, l'espérance de le devenir à leur tour des maisons qu'ils pourraient fonder dans la suite. Enfin, pour que la maison de Cîteaux, mère de toutes les autres, ne fût pas elle-même sans supérieur, et ne pût échapper à ce système général de surveillance, saint Etienne établis-

sait pour elle une paternité fictive et de pure attribution, confiée aux abbés de ses quatre premières filles, les élevant par-là au rang de premiers Pères de l'Ordre, qui devaient exercer, collectivement, sur leur mère commune tous les droits du père immédiat.

Ainsi se trouvait constituée par cette charte admirable, librement acceptée et pleinement consentie, une hiérarchie de pouvoirs formée sur le modèle de celle de l'Eglise, embrassant toutes les parties de ce corps naissant et capable de maintenir entre elles la plus parfaite harmonie, quelles que fussent d'ailleurs les proportions qu'il dût prendre plus tard.

De cette façon, la surveillance était universelle ; elle fermait la porte à tous les abus de pouvoir, enlevait tout prétexte au relâchement. Le simple abbé veillait sur ses religieux, le père immédiat sur ses abbés-fils et sur leurs maisons. L'abbé-chef veillait sur l'Ordre entier et était surveillé lui-même, ainsi que son monastère, par les quatre premiers abbés. Et par dessus tout cela, pour rendre plus stable encore et plus parfait un équilibre de pouvoirs déjà si bien constitué, dominait l'autorité souveraine du Chapitre général, réunion de ces mêmes pouvoirs, chargé de réprimer les abus dans le chef et dans les membres, et de régler tout ce qui était nécessaire au maintien de l'observance, à l'exécution de la discipline.

On le voit, tout se tient, tout s'enchaîne dans ce système administratif, chef-d'œuvre de nos premiers fondateurs. Complet et parfait dans son ensemble, l'or-

ganisme en est pourtant bien simple. Il ne renferme que cinq articles fort courts, mais essentiels : colonnes fondamentales qui supportent un magnifique édifice. En renverser une, c'est ébranler les autres et menacer le monument d'une ruine plus ou moins prochaine, mais assurée.

Hélas ! pour obtenir ce triste résultat, il ne fallut que l'ambition d'un seul homme.

Jacques, deuxième du nom, abbé de Cîteaux, avait succédé à Gui III appelé par le Souverain Pontife, Urbain IV, aux honneurs de la pourpre romaine. Son élection avait été faite par le prieur et la communauté de Cîteaux réunis, mais sans le concours des premiers Pères de l'Ordre, qui, d'après les termes de la *Charte de Charité*, devaient y prendre part. Une violation de la loi en amène une autre. Pour couvrir le vice de son élection et mettre le Chapitre général dans ses intérêts, Jacques entreprit de nommer lui seul tous les définiteurs¹, sans se soucier en aucune façon de ceux que les premiers Pères avaient droit de présenter, affectant même de les rejeter, bien qu'ils fussent dignes, et de disposer toutes choses selon sa volonté. Philippe, abbé

¹ Les définiteurs étaient les membres du Chapitre chargés d'examiner et de définir les questions épineuses que ne pouvait résoudre le Chapitre général, soit à cause du temps que leur étude exigeait, soit à cause de la multitude des affaires qu'il avait à traiter. Ils formaient, pour ainsi dire, un tribunal détaché qui tirait de ses fonctions le nom de *Définitoire*. L'abbé de Cîteaux et les quatre premiers Pères en étaient les membres-nés. Les autres étaient choisis en nombre égal, mais indéterminé, parmi les abbés des cinq filiations et recevaient leurs pouvoirs de l'abbé de Cîteaux, sur la présentation des quatre premiers Pères. Clément IV en fixa le nombre à vingt-cinq. (*Nomasticon Cist.*, p. 307 et 308.)

de Clairvaux, homme d'une vertu austère et, surtout, d'un zèle ardent pour le maintien des constitutions de l'Ordre, s'éleva avec force contre ces chefs d'abus. Secondé par les autres premiers pères, et en particulier par Nicolas, abbé de Morimond, il porta avec eux ses plaintes à Urbain IV. Le Souverain Pontife nomma des commissaires pour connaître de ces différends et lui en faire le rapport. En attendant, il dispensa l'abbé de Clairvaux et ceux qui s'étaient joints à lui de paraître au Chapitre général de Cîteaux, dont Jacques s'était rendu maître par la nomination des définiteurs qu'il faisait à son gré ¹.

Le débat était sur le point d'être clos, lorsque le pape Urbain IV fut enlevé par la mort. Son successeur, Clément IV, dès le début de son règne, retira l'affaire des mains des commissaires, et, dans le but de sauvegarder la réputation d'un Ordre qu'il chérissait à cause de sa ferveur et des services qu'il rendait au Saint-Siège, résolut de mettre les parties d'accord en réglant, de sa propre autorité, les articles en litige. Usant de son pouvoir suprême, il trancha les difficultés, soit en interprétant la *Charte de Charité*, soit en dérogeant à plusieurs de ses points les plus importants.

Le quatrième chapitre du *Statut primordial*, entre autres, concernant l'élection des abbés, celui-là même dont la violation avait donné naissance aux disputes, fut supprimé intégralement.

¹ *Traité hist. du Chapitre général, épître dédicatoire*, p. 34 et suiv. — *Nomast.*, p. 375. — Manrique, t. I. p. 479.

Administration temporelle et spirituelle du monastère vacant, juridiction sur les maisons qui en sont issues, influence prépondérante dans l'élection du futur abbé, tels étaient les principaux droits que ce chapitre accordait à tout père immédiat. Aux abbés-fils, il conférait le privilège de concourir par leurs suffrages, de concert avec les religieux, au choix de celui qui devait être leur supérieur commun.

D'après la nouvelle constitution, au contraire, la communauté se gouvernait elle-même pendant la vacance du siège, exerçait la juridiction sur ses maisons-filles, pourvoyait à ce qu'elles fussent régulièrement visitées. Seule, elle élisait son abbé, sans la participation des abbés-fils ; et le père immédiat, loin de pouvoir la conseiller ou la diriger dans son choix, ne pouvait, ni par un mot, ni même par un signe, soit en public, soit en particulier, manifester son sentiment et faire connaître celui qu'il aurait voulu voir élire.

Par ce règlement, non-seulement les droits respectifs et mutuels des pères immédiats et des abbés-fils sont anéantis, mais les liens qui rattachaient entre eux les monastères, par une solidarité d'intérêts réciproques et surtout par la charité, sont entièrement rompus. L'esprit du statut primitif est méconnu, l'économie de l'Ordre est bouleversée ; sa constitution revêt une nouvelle forme. Monarchique, il est vrai, mais libéral et tempéré jusques-là, le gouvernement tend dès lors à devenir absolu : ce qu'il fut en effet plus tard. En attendant, la suppression de ce

quatrième article de la *Charte de Charité* nuisait singulièrement à l'exécution du second, qui regarde les visites, et minait sourdement son existence.

Quel fruit espérer, en effet, des visites des monastères, avec ce nouveau mode d'élection ? De quel œil chaque abbé, maître chez lui, devait-il voir arriver dans sa maison un étranger souvent inconnu, qui, sous le nom de Père immédiat, venait à son gré corriger, reprendre ou punir, selon l'occurrence, en un mot, exercer des droits que son titre ne pouvait comporter qu'autant qu'il était reconnu et librement accepté ? — Quelle intimité possible de rapports entre un supérieur qui se sentait ainsi imposé et un inférieur toujours prêt à regimber contre une autorité qu'il a peine à admettre ? Ce ne sont plus dès lors le père et le fils travaillant de concert à la sanctification des âmes qui leur sont confiées. C'est un subalterne en présence de son chef, l'un et l'autre jaloux de leurs droits et se tenant sur la défensive, animés d'une mutuelle défiance. De deux choses l'une : ou bien, le visiteur, pour se faire accepter, devra se montrer facile, condescendant, fermer les yeux sur bien des abus dignes de réforme ; ou bien, il sera exposé à voir son autorité méconnue, ses ordonnances méprisées.

Un étrange règlement, inoui jusqu'alors dans les annales de l'Ordre et dans les rescrits des Chapitres généraux, nous révèle cette lutte sourde, cet antagonisme secret entre les Pères immédiats et les abbés-fils. Ce règlement est ainsi conçu : « Tous les abbés cités

par leurs Pères immédiats et qui, au mépris de cette citation, ne daigneront pas se rendre au Chapitre général pour demander pardon de leurs excès et exécuter la pénitence qui leur sera justement infligée, *seront déposés* dans le Chapitre même. » On le lit pour la première fois au *Livre des anciennes définitions*, rédigé en 1289, vingt-quatre ans après l'apparition du nouveau statut. La *Charte de charité* et les règlements faits jusqu'à cette époque, supposaient bien que certains abbés, par raison de santé, par négligence, pauvreté ou autre prétexte plus ou moins grave, pourraient s'absenter du Chapitre général, et, pour l'empêcher, on avait établi des peines proportionnées au délit. Le décret du Chapitre de 1258, qui punissait, pour la première fois, la récidive de l'absence par la déposition, indiquait bien déjà un refroidissement de zèle à se rendre aux réunions annuelles. Mais, de là à la désobéissance et au mépris ouvertement professés à l'égard des remontrances des supérieurs et de l'autorité du Chapitre, il y avait un abîme. Et pourtant, en quelques années, l'abîme était franchi, l'arbre avait donné son fruit.

Ce n'en était que les prémices. L'édifice avait été sapé par la base, tôt ou tard il devait crouler. Par un contre-coup funeste, mais inévitable, ces deux articles de la *Charte de charité* entraînaient dans leur ruine le plus important de tous, duquel dépendaient la discipline et le salut de l'Ordre, nous voulons dire l'autorité du Chapitre général et, par suite, sa tenue régulière chaque année.

Et voici comment :

On avait fait un pas dans la voie de l'indépendance. Sur cette route la pente est rapide, le terrain glissant; facilement on se laisse entraîner. Notre Ordre en fit alors la déplorable expérience. L'autorité du Père immédiat était méprisée; le tribunal suprême de l'Ordre ne pouvait laisser impuni un pareil méfait. Les abbés récalcitrants n'hésitèrent pas à secouer son joug pour se soustraire à ses arrêts, et n'y parurent plus. La dernière digue opposée au relâchement ainsi rompue, le torrent déborda. En vain le Chapitre général, pour atteindre des coupables qui refusaient de se présenter à sa barre et porter un prompt remède au mal toujours croissant, prit des mesures énergiques, nomma successivement des réformateurs généraux, provinciaux, tous munis de pleins pouvoirs. Leur autorité ne fut pas mieux respectée que ne l'avait été celle des Pères immédiats ou de leurs vicaires. Ni les exhortations pressantes des Souverains-Pontifes, ni les menaces, ni les châtiments ne purent vaincre l'obstination de ces esprits révoltés et les faire rentrer dans le devoir. Cependant le Chapitre général continuait à tenir ses séances, toujours de moins en moins fréquentées, jusqu'à ce qu'enfin, faute d'assistants, il se vit forcé de les interrompre. Alors, d'annuel qu'il avait été dans sa naissance, dans son progrès et dans son lustre, il dégénéra d'abord en quadriennal, puis il se tint tous les trois ans, puis il devint arbitraire, ou plutôt, hélas ! il disparut presque tout-à-fait et, chose presque in-

croyable, trente ans entiers s'écoulèrent sans qu'on le vit s'assembler une fois ¹.

Ainsi furent, l'un après l'autre, réduits au néant les articles fondamentaux de la constitution et, avec eux, l'Ordre entier qu'ils soutenaient. Tant il est vrai qu'on ne touche point impunément aux principes, et que la plus grande faute qu'un Ordre régulier puisse commettre, est de s'écarter en un seul point, même le plus minime, de ses statuts primitifs.

En déduisant ainsi les conséquences logiques de la constitution donnée par le sage pontife Clément IV, nous n'avons nullement l'intention, Dieu nous en garde ! de jeter une ombre de blâme sur un acte émané du Saint-Siège, acte que nous reconnaissons parfaitement légitime, et que, pour de très bonnes raisons, nous en sommes convaincu, le Pape jugea nécessaire. Mais nous étudions un point d'histoire. Depuis un siècle et demi, l'Ordre de Cîteaux se régissait par une constitution fameuse, approuvée successivement par cinq papes illustres. Pendant tout ce laps de temps, il illumine le monde par la splendeur de sa sainteté, il l'embaume du parfum de ses vertus. Tout-à-coup une nouvelle constitution surgit, laquelle, sous prétexte de réformes d'abus, d'éclaircissements, annihile et remplace la première. A dater de cette époque, l'Ordre ne fait plus que déchoir ; son éclat s'obscurcit, s'efface, en même temps que ses vertus s'affaiblissent et s'éteignent. Voilà le fait. Nous l'apprécions en lui-même, nous en

¹ *Traité historique du Chapitre général*, passim.

recherchons les causes intrinsèques, indépendamment des motifs étrangers qui ont pu le déterminer, des convenances, des nécessités peut-être qui l'ont commandé.

Et d'ailleurs, pourquoi ne le dirions-nous pas ? la bulle *Parvus fons*, donnée quatre mois à peine après le couronnement du Pape, mettait fin à une cause qui, poussée avec vigueur par Urbain IV, était sur le point d'être terminée, lorsque ce grand pontife mourut. L'histoire nous a conservé les pièces du procès ¹. Or, pour quiconque les aura étudiées sérieusement et de bonne foi, il demeurera évident que, si Urbain IV eût vécu quelque temps encore, l'issue de cette affaire eût été différente, et que la *Charte de charité*, triomphant des menées ambitieuses de ses ennemis, eût continué de régir et de vivifier le grand corps dont elle avait fait jusque là la force et la gloire ².

D'où vient donc cette divergence d'opinions sur un même sujet, entre deux pontifes animés d'un même amour pour le saint Ordre de Cîteaux, d'un zèle égal à

¹ *Nomasticon Cisterciense*, p. 379-480.

² Ce sentiment est d'autant plus probable, que les adversaires du statut étaient en petit nombre. D'après les documents officiels, il n'allait pas à la quatrième partie des abbés. A la tête des partisans de l'ancienne constitution était Philippe, abbé de Clairvaux, auquel avait adhéré, dès le commencement de la querelle, Nicolas, abbé de Morimond. Tous leurs abbés-fils, sans exception, s'étaient fait un devoir de marcher chacun sous la bannière de son Père immédiat. Or, à eux seuls ils formaient plus des trois quarts des abbés de l'Ordre, sans compter ceux des autres filiations qui s'adjoignirent à eux, même de celle de Cîteaux dont l'abbé causait tous ces troubles. C'est donc un bonheur pour nous de constater qu'Aiguebelle était demeurée fidèle au drapeau de l'Institut, et que son abbé se rangeait parmi les défenseurs du statut fondamental.

procurer ses intérêts et à lui conserver son influence ? Elle peut avoir et a sans doute plusieurs causes. Mais, outre la diversité des points de vue auxquels on se place ordinairement pour juger, diversité qui suffit souvent pour justifier les décisions les plus contraires ; outre les motifs de convenance ou de nécessité dont la connaissance n'est pas arrivée jusqu'à nous, et à ne considérer que les motifs énumérés par Clément IV lui-même, pour appuyer ses ordonnances, on peut dire, croyons-nous, que sa bonne foi fut trompée et sa religion surprise.

On lui fit entendre, en effet, qu'il était juste et raisonnable que les membres de la communauté choisissent seuls leur abbé, sans le concours des abbés des maisons-filles, dont le suffrage restreignait la liberté de l'élection. Mais on ne lui dit pas que ces abbés étaient intéressés au même titre que la communauté dans le choix qui devait se faire, et qu'ils y avaient le même droit, puisque l'élu devait être aussi leur supérieur par son titre de Père immédiat : titre qui n'était pas seulement honorifique, mais qui entraînait avec lui une véritable juridiction.

On lui avait fait entendre encore, que cet article était tombé en désuétude, et qu'il ne se pratiquait plus dans l'Ordre depuis de longues années ¹. Mais on ne lui avait

¹..... Super quo contentione orta, quod id non servabatur juxta ipsius Chartæ tenorem ; nos attendentes quod quamvis ab antiquo per Abbates dicti Ordinis ita fuerit ordinatum, id tamen in desuetudinem abiit, et jam de communi consuetudine soli monachi vacantis monasterii vocem in electionem Abbatis habere noscuntur, hujusmodi consuetudinem volumus et

pas dit que, dès l'an 1202, les premiers Pères de l'Ordre ne cessaient de protester contre cette violation des règlements ; que, longtemps même avant cette époque, en 1187, le Chapitre général, sous leur inspiration, se plaignant de ce que les élections ne se faisaient plus selon les prescriptions de la *Charte de charité*, soit par la négligence ou la condescendance des Pères immédiats, soit plutôt à cause de la difficulté des déplacements, la longueur et la multiplicité des voyages, ordonnait de se conformer à l'avenir au statut fondamental, au moins dans les grandes abbayes ¹.

Les coutumes et les usages contraires étaient donc des abus, dont l'influence délétère, tant qu'ils restèrent à l'état d'abus, ne s'exerçait que sourdement et faisait peu de progrès, mais qui prit des proportions immenses et se manifesta sur tous les points, dès qu'ils furent sanctionnés par la loi, ou plutôt, lorsqu'ils devinrent eux-mêmes la loi. Le mieux, sans doute, eût été de les réformer, si la chose eût été possible. Il paraît qu'elle ne le fut pas et que l'on s'y prit trop tard. Le niveau religieux de l'Ordre avait baissé ; son tempérament, affaibli par un développement trop rapide, n'était plus de nature à supporter le régime énergique que lui avait imposé saint Etienne. Partout, il est vrai, la ferveur régnait ; la régularité ni la discipline n'avaient

præcipimus observari, eam laudabilem et rationabilem judicantes, cum ad jus commune reducerit quod fuerat contra juris comunis regulas constitutum (*Constitutio D. Clementis Papæ IV*, ap. *Nomast.*, p. 470).

¹ *Statuta Cap. gen. Ord. Cist.*, apud Martène, *Thesaurus Anecdotorum*, IV col. 1261, n° 3.

reçu nulle part aucune grave atteinte. Ainsi l'attestent unanimement les témoignages contemporains et les éloges des Souverains Pontifes, Urbain et Clément, aussi bien que de leurs prédécesseurs. Une chose pourtant ne saurait être niée : c'est que l'antique simplicité, dans laquelle l'Ordre avait été fondé et qui faisait son plus bel ornement, avait à peu près disparu. L'amour du faste et de la grandeur s'était glissé secrètement dans le cœur des premiers supérieurs ; l'orgueil, déguisé sous le masque trompeur de la dignité personnelle, avait su s'y ouvrir un accès. A coup sûr, saint Bernard, cheminant pour les affaires de l'Eglise et de son Ordre, aurait eu peine à reconnaître ses successeurs dans ces abbés, petits seigneurs encore, mais qui déjà commençaient à s'émanciper, et menaient à leur suite un nombreux cortège, où l'on pouvait apercevoir maint jeune page à la livrée éclatante, le poignard à la ceinture, la toque empanachée coquettement penchée sur l'oreille, avec des manchettes brodées et des gants aux mains, sans doute pour en protéger la blancheur. Et que l'on ne croie pas que nous chargeons le tableau ou, tout au moins, que nous forçons les couleurs, nous le tirons trait pour trait des définitions des Chapitres généraux ¹.

Vanité, ambition, désir de dominer, voilà donc le mal qui, comme un chancre secret, dévorait intérieurement le cœur de quelques abbés, et qui réclamait un

¹ *Statuta Cap. gen.*, apud Martène, *Op. cit.*, col. 1257, et *Nomast. Cist.*, p. 304.

remède prompt et efficace. Là était la plaie vive, où une main aussi ferme qu'habile aurait dû porter le fer et tailler impitoyablement.

Cette main fit défaut, ou manqua de courage.

Toutefois, il faut le reconnaître, la bulle *Parvus fons* produisit plusieurs bons effets. Comme un liniment appliqué sur la blessure, elle en calma l'irritation. Elle prévint peut-être un schisme, réconcilia les partis, éteignit le scandale d'une division qui commençait à éclater au dehors, empêcha enfin que l'Ordre ne perdît entièrement une influence jusque là si utile à l'Eglise, et dont le Saint-Siège put encore profiter quelque temps.

Mais ne pouvait-on pas obtenir un résultat plus heureux ? Certes, il était bien permis alors de le désirer. Pourquoi donc, aujourd'hui, ne le serait-il plus de regretter qu'on ne l'ait pas atteint ? On craignait pour l'honneur de l'Ordre ¹ et, sous prétexte de le sauvegarder, on ne permettait pas aux juges établis par Urbain IV de continuer la procédure. Mais si le scandale devait avoir lieu, valait-il mieux, pour ne pas déshonorer les coupables qui ne méritaient aucune pitié, le faire rejaillir sur l'Ordre entier, et rendre tout le corps responsable des bassesses de quelques-uns de ses membres. On redoutait un schisme ; mais

¹ Prima quidem quæstio, quam suscitavit Dominus Urbanus, non processit, eo mortuo, ad plenæ discussionis indagium : quia successor ejus, apertis attestationibus, et multis in eis turpitudinibus visis, *propter Ordinis reverentiam* procedere noluit ad examen. (*Lettre du cardinal Jean de Porto, autrefois Gui III, abbé de Cîteaux, aux Abbés réunis à Clairvaux*, ap. *Nomast.*, p. 458).

un schisme, si schisme il devait y avoir, n'eût-il pas été préférable à la décadence ? Au lieu de recourir aux palliatifs, aux demi-mesures qui n'ont jamais rien sauvé, et de se contenter d'apporter au mal ce que le cardinal de Porto, écrivant aux abbés réunis à Clairvaux, appelle *remedium bonæ moderationis*, le bon grain, violemment séparé de l'ivraie, n'aurait-il pas donné à l'Ordre retiré de la voie qui le conduisait à sa ruine, une plus ample moisson de gloire, et au Saint-Siège, de plus nombreux et plus éclatants services ?

Tel nous paraît, au moins, avoir été le sentiment d'Innocent III, lorsque, en 1202, au début même de ces malheureuses contestations, ce grand pontife écrivait aux premiers Pères, en les exhortant à se conserver toujours dans la simplicité de l'Ordre : « Au » reste, disposé, comme nous le sommes, à châtier » avec l'Apôtre toute désobéissance, celui qui, usur- » pant une autorité qui ne lui est point due, ou se reti- » rant de celle à laquelle il doit s'assujettir, aurait la » témérité de troubler la paix de votre Ordre, peut » bien être assuré que nous ne laisserons pas impuni » un tel excès d'audace, mais qu'il sentira s'accomplir » en lui la parole évangélique : « Malheur à l'homme » par qui le scandale arrive » de telle sorte que toutes » ses plaintes seront inutiles. *Car nous aimerions » mieux offenser quelques particuliers, que de souffrir » que l'Ordre entier périclite* ¹. »

¹ *Innocentii III regest.*, lib. V., ep. 100.

Et n'est-ce pas sous l'influence de cette même pensée, que Sa Sainteté Pie IX dicta sa réponse à une consultation qui lui fut présentée par le Chapitre général de 1856?

Le 13 juillet de cette année, l'abbé d'un de nos monastères étant mort, la communauté avait cru devoir procéder à l'élection de son successeur d'après la bulle de Clément IV, contrairement à l'opinion générale des abbés. En conséquence, aucun des abbés-fils ne fut convoqué, et le Prieur ne craignit point de présider l'élection.

Par un motif de charité, pour ne pas troubler la paix des religieux qui agissaient, pour la plupart, dans la bonne foi, celui à qui appartenait la présidence consentit, avec humilité, à prendre part à la cérémonie en qualité de simple témoin.

Mais le Chapitre général suivant, dans sa séance du 19 septembre, protesta contre une telle violation de la constitution primitive de l'Ordre, par une lettre collective adressée à Sa Sainteté, et lui demanda de revалider, par son autorité souveraine, un acte entièrement nul. L'élu, comme la suite l'a prouvé, avait toutes les qualités requises pour la charge abbatiale, le Chapitre général demandait seulement qu'il fut institué canoniquement. Le Souverain-Pontife, inclinant avec bonté vers le parti qui lui était proposé, revalida l'élection et ajouta, en terminant, ces paroles qui ne laissent plus subsister le doute : « et, afin d'éviter dans la suite toute » difficulté, nous ordonnons que l'on procède aux élec-

» tions selon la constitution de l'Ordre, qui est appelée
» *Charte de charité* ¹. »

Sans prétendre trancher une question délicate, dont la solution ne nous appartient pas, et bien moins encore, nous le répétons, dans la pensée de blâmer l'acte et les intentions d'un pontife qui n'eut en vue que les intérêts et la gloire de l'Ordre, qu'il nous soit cependant permis d'être de l'avis d'Innocent III et de Pie IX, et d'exprimer discrètement le regret qu'on n'ait pas apporté moins de précipitation dans une affaire aussi grave, ni permis un examen plus approfondi des pièces de la procédure ².

Pour les reproches et les anathèmes de l'histoire, ils doivent être réservés à ces abbés prévaricateurs, qui, les premiers, ébranlèrent la base de leur institut, en s'écartant des prescriptions de la *Charte de charité*, à ceux surtout qui, mus par une ambition coupable, en sollicitèrent l'abolition, d'autant moins dignes d'excuse, qu'ils ne pouvaient ignorer que cet important statut était l'œuvre, longuement préparée et profondément réfléchie, des hommes les plus éminents par la science et la sainteté, et revêtue en outre de l'approbation de cinq Souverains Pontifes.

¹ Mandavit insuper eadem Sanctitas Sua ut in futuris electionibus pro enunciato munere servantur constitutiones Ordinis nuncupatæ: CHARTA CHARITATIS. Romæ, etc... (*Bref de la S. C. des Evêques et Réguliers*, du 2 novembre 1855).

² *Lettre du cardinal de Porto*, apud Nomast. Cist., loc. cit.

II. DOM PONS II DE SAINT-BONNET, QUINZIÈME ABBÉ. (1270-1281).

Peu de temps après l'apparition de la bulle de Clément IV, s'asseyait sur le siège vacant de l'abbaye d'Aiguebelle, Dom Pons, deuxième du nom, seigneur de Saint-Bonnet, frère de Maurice, prévôt de l'église du Puy, seigneur de Saint-Bonnet et de Neocelle, duquel il signa le testament, en 1270 ¹.

Il semblait que, par la transaction passée entre l'abbé Richard et le seigneur de Rochefort, en 1259, toutes les contestations entre les deux parties dussent être terminées. Il n'en fut rien. Soit cupidité, soit envie de nuire, soit désir de réparer les pertes causées par les guerres continuelles de leurs turbulents seigneurs, les habitants de Rochefort renouvelèrent, sous Dom Pons, leurs empiètements et leurs pillages. Sans aucun égard pour les accords les plus authentiques, ils continuaient à prendre le bois sur les terres dépendantes de l'abbaye, y menaient paître les troupeaux et, afin de n'être point inquiétés, s'y rendaient en force et avec des armes. Vaines furent les réclamations, et, plus d'une fois, les bergers et les bûcherons furent victimes de leurs brutales violences.

D'un autre côté, Decan, vicomte d'Uzès et seigneur de Valaurie, marchant sur les traces de ses prédécesseurs, poursuivait ses projets de recouvrement sur le fief de Saint-Nizier. Fort de l'amitié qui le liait à

¹ *Gallia Christiana*, tom. I. col. 737.

Bertrand III de Clansayes, évêque de Saint-Paul, il porta ses réclamations devant ce digne prélat, et le pria de décider entre lui et l'abbé d'Aiguebelle, assuré d'avoir gain de cause à son tribunal. Obligé de comparaître, en 1279, Dom Pons fit valoir ses droits, et l'évêque, après ample connaissance et mûr examen de l'affaire, reconnut que le vicomte poursuivait injustement l'abbé, non-seulement sur l'arrière-fief de Saint-Nizier, mais aussi sur les droits seigneuriaux que cet abbé possédait au territoire de Valaurie. En conséquence, loin de trahir la justice au profit de l'amitié, il força le vicomte Decan à reconnaître les droits de Dom Pons, à lui faire ses excuses et à lui promettre de le laisser désormais en repos, moyennant la simple redevance que lui devait l'abbaye pour sa directe sur le fief de Saint-Nizier. Il stipula, en outre, que, si les querelles se renouvelaient, l'abbé et ses successeurs pourraient avoir recours à l'évêque de Saint-Paul, comme prélat du seigneur de Valaurie, afin de le contraindre, en cas de refus, à observer les règlements qu'il avait faits¹.

Décidément, tous ces petits seigneurs se croyaient à la curée, et considéraient Aiguebelle comme une proie qui leur était dévolue. Vautours affamés, on les voyait fondre sur elle des quatre points cardinaux. C'était maintenant au tour du baron de Grignan. Mais lui prétendait à la part du lion. Son projet n'allait à rien moins qu'à se faire associer à la seigneurie, moins,

¹ *Hist. de l'Eglise de Saint-Paul*, liv. II, p. 108.

peut-être, pour en partager les honneurs et les revenus, que pour se faciliter les moyens, sous prétexte de protection, de s'en emparer tout-à-fait et d'en faire un apanage héréditaire dans sa famille. Déjà même il avait engagé quelques sommes d'argent aux habitants de Derzas, dans le dessein de s'immiscer dans leurs affaires et, de là, prendre occasion d'empiéter sur les droits de l'abbé.

La position de ce dernier était donc des plus critiques. Les intérêts de son monastère couraient risque d'être compromis, et lui-même se voyait à la veille d'être dépouillé d'une partie de son autorité. Car le baron de Grignan étant, sans contredit, le plus puissant seigneur du pays, rien ne semblait pouvoir contrarier ses projets. Mais Dieu, qui veillait sur Aiguebelle, offrit à l'abbé les moyens de déjouer les projets de ce dangereux voisin.

Charles, prince de Salerne, avait alors sa résidence à Aix, et gouvernait la contrée au nom de son père Charles 1^{er}, roi de Sicile et comte de Provence. Ce prince, pour lequel l'histoire n'eut jamais que des éloges, marchant sur les traces de son oncle saint Louis, avait eu, dès son enfance, le plus tendre dévouement au culte de sainte Marie-Madeleine. Animé d'un vif désir de retrouver le corps de la sainte Pénitente, inhumé, disait-on, depuis l'an 710, dans la crypte de l'église de Saint-Maximin, sous un monceau de sable, afin de le dérober aux profanations des Sarrasins, il entreprit des fouilles dans cette église. Ses recherches fu-

rent couronnées de succès, et le saint corps retrouvé fut reconnu par les signes les plus merveilleux et les plus évidents. Après une première translation, faite le 5 mai 1280, en présence de divers prélats, tant de la Provence que du royaume de France, d'un grand nombre de seigneurs et de religieux, le prince en fit une seconde l'année suivante, afin de placer les reliques de la sainte bien-aimée dans une châsse digne d'elle et qui répondit à la vénération qu'on lui portait.

Dom Pons eut le bonheur d'assister à ces grandes solennités ; nous le voyons par le procès-verbal de la dernière, le seul qui nous ait conservé le nom des prélats qui y furent appelés, et dont voici la traduction :

« Nous, Griméric, archevêque d'Aix ; Raymond,
» évêque d'Apt, Pierre de Sisteron, Raymond de
» Carpentras, Bertrand de Fréjus et Guillaume de
» Vence ; et les abbés, Yves de Cluny, Eustorge de
» Saint-Gilles, *Pons d'Aiguebelle*, Bertrand de Syl-
» vacane, Guillaume de Franquevaux, Arnaud de
» Vallemagne, Alphonse de Toronet, Guillaume de
» Sénanque, Bernard de Sylve-Réal et Jean de Rié-
» val, faisons connaître à tous ceux qui les présentes
» lettres verront, que, étant convoqués à Saint-Maxi-
» min, par ordre du magnifique seigneur Charles, fils
» aîné de l'illustre roi de Jérusalem et de Sicile, prince
» de Salerne et seigneur d'honneur du Mont-Saint-
» Ange, nous avons assisté avec le même seigneur
» prince à la translation, faite sous nos yeux, des reli-
» ques de la bienheureuse Marie-Madeleine dans la

» présente châsse d'argent ; en témoignage de quoi
» nous avons fait dresser les présentes lettres, munies
» du sceau dudit seigneur prince et des nôtres.

» Fait à Saint-Maximin, l'an du Seigneur 1281, le
» dimanche après l'Ascension, première année du
» pontificat du seigneur pape Martin IV ¹. »

Notre vigilant abbé se hâta de mettre à profit les nouvelles relations que d'aussi heureuses circonstances venaient d'établir entre le prince et lui. A peine a-t-il reçu la lettre d'invitation qui l'appelait à la première cérémonie, qu'il se rend à Aix, fait connaître au prince l'extrémité où le jettent les ambitieuses prétentions du baron de Grignan et les injustes agressions des seigneurs voisins, puis, du consentement de Jean, abbé de Morimond, son Père immédiat, lui offre, en son propre nom et au nom de sa communauté, le pariage de la seigneurie d'Aiguebelle, à charge de la prendre sous son haut patronage. L'offre est acceptée avec plaisir, et l'acte en est aussitôt dressé dans la chambre même du prince, heureux de rendre service aux serviteurs de Dieu et de devenir ainsi leur protecteur. L'acte est du 9 mars 1280, et eut pour témoins Jehan de Brillanco, sénéchal de Provence ; Pierre de Cotignac, trésorier du prince ; Guillaume Barcolèni, prévôt ; Fulcon Ardoyn, juge de Digne et Guillaume Babi, chevalier. Pons, abbé d'Aiguebelle, assisté de F. Guillaume de Saint-Pons, syndic du monastère, procureur spécialement fondé pour

¹ *Monuments inédits sur l'apostolat de sainte Madeleine en Provence*, par M. Faillon, tome II, col. 863.

cela, y associent, « pour le bon état du monastère et pour qu'il puisse conserver ses droits, se garder et défendre des oppressions et rapines des malfaiteurs dont il est continuellement tourmenté, l'illustre seigneur Charles, fils aîné de l'excellent seigneur roi de Jérusalem et de Sicile, prince de Salerne et seigneur d'honneur du Mont-Saint-Ange, et ses héritiers aux comtés de Provence et de Forcalquier, à toutes les juridictions de mère et mixte empire et autres quelconques que le monastère possède à Montlucet, Derzas et Montjuyer, et à toutes les régales qui pourront advenir. Tous les officiers de justice seront nommés par le roi ou le prince, et ces officiers, à leur entrée en charge, jureront entre les mains de l'abbé d'exécuter fidèlement leur office, au profit, à l'honneur et à l'utilité du monastère, promettant de lui rendre ses droits et de défendre les personnes de l'abbé, des moines, des frères convers, des donnés, des hommes et familiers, ainsi que tous leurs biens et leurs droits. — Les chasses de lapins, au territoire de Derzas et de Montjuyer, appartiendront au monastère et celles de Montlucet seront communes entre le Prince et le monastère, aussi bien que la chasse des bêtes sauvages sur les trois territoires. Néanmoins le Roi et le Prince, pour eux et leur famille, pourront chasser partout, de même que l'Abbé. — Ni le roi, ni le prince, ni aucun officier ne pourra exercer de juridiction contre l'abbé, les moines, les frères convers et les donnés du monastère. Le nombre de ces derniers toutefois ne devra pas s'élever au dessus de treize. —

Toutes les possessions, propriétés, dîmes, tâches, etc., appartenant au monastère, lui seront confirmées avec la liberté des droits de pâture pour les bêtes à laine. — Au cas où l'on construirait quelque ville ou château dans l'un de ces territoires, les hommes y seront exempts de toutes tailles et exactions, sous quelque nom qu'elles se présentent, excepté le chevalage pour la cour du roi, auquel ils seront tenus après les dix premières années, selon l'usage du comté de Forcalquier, et même, avant ces dix années, en cas de guerre entre le Prince et les évêques de Valence ou de Die. — Le mètre empire, exercé par l'abbé au territoire de Roussas, est transféré au Roi en entier, et le mixte par moitié, à moins que le Roi ne préfère l'acquérir tout, en rendant au monastère la moitié des fruits qui en proviennent. — Si le Roi veut faire une forteresse sur ce dernier territoire, il le peut, mais ce sera à ses dépens. Si l'abbé consent à partager les frais, la forteresse sera commune. — La punition des crimes et délits est réservée uniquement au Roi, et si la peine est commuée en amende, cette dernière sera de moitié entre le prince et le monastère. Tous les hommes du monastère, habitant à Roussas, prêteront hommage de fidélité au Roi, et ceux qui viendront y demeurer dans la suite feront de même à l'égard de l'abbé. — La liberté de tester et de transférer *ab intestat* jusqu'aux plus proches parents, et même jusqu'au quatrième degré, est accordée à tous les habitants du territoire du pariage, en qualité de citoyens romains. — Enfin, clause essentielle, le

Roi, le prince ou leurs successeurs aux comtés de Provence et de Forcalquier, ne pourront aliéner ou transporter leurs droits à aucune personne ou collège autres que leurs successeurs auxdits comtés, non plus qu'augmenter leur juridiction sur les territoires du pariage, si ce n'est du vouloir et du consentement de l'abbé et du monastère¹.

Outre l'honneur, le comte de Provence retirait donc de cette association d'assez grands avantages. Mais le plus précieux à ses yeux, sans contredit, n'est point renfermé dans l'acte qu'on vient de lire. En effet, si l'on en croit la tradition locale, le prince vint lui-même prendre possession de ses droits et recevoir l'hommage de ses nouveaux vassaux. Le pilier qui subsiste encore à l'entrée de Réauville, reste d'un arc-de-triomphe, naguère tombé de vétusté, et sur lequel on voyait sculptés, il n'y a pas encore trente ans, les lis de la maison d'Anjou, et le nom de Réauville lui-même (*regalis villa*), qui remplaça celui de Derzas que le village avait porté jusque là, sont encore aujourd'hui les monuments de son passage. Il est donc bien permis de croire que notre abbaye le reçut alors dans ses murs, et que le prince, animé d'une foi si vive, de même que son oncle saint Louis qui vint en personne à Cîteaux se recommander aux prières du Chapitre général, se présenta lui aussi au Chapitre des religieux, pour contracter avec eux un pariage spirituel bien autrement avantageux que le précédent, en obtenant, de leur li-

¹ Pièces justificatives, n° 10.

béralité, ces lettres d'affiliation à l'Ordre que l'on recherchait alors avec tant d'empressement.

Aiguebelle et Réauville, de leur côté, eurent part à la pieuse munificence du Prince. Dom Pons, après la première translation du corps de sainte Madeleine, avait obtenu, grâce aux rapports intimes établis entre eux par cette fraternité spirituelle, une relique assez considérable des sacrés ossements. Il en donna la majeure partie à l'église de Réauville, dont les habitants acquirent ainsi, avec la protection royale pour leurs biens et leurs personnes, une patronne plus puissante encore, dans le ciel, pour leurs intérêts spirituels et le bien de leurs âmes. Ils l'ont toujours honorée depuis sous ce titre, et, pour ne pas répudier saint Jean, leur premier protecteur, ils célèbrent chaque année deux fêtes patronales. Le reste des reliques se conserva dans l'église d'Aiguebelle, où un autel fut érigé à la sainte amie du Sauveur. Un personnage que nous ne connaissons pas, l'abbé Pons peut-être, lui affecta un revenu pour une fondation de messes, qui se disaient encore à l'époque de la suppression de l'abbaye.

Grâce au sage expédient qu'il sut employer, notre abbé put arriver au terme de son administration sans de nouveaux embarras. Non-seulement il ne fut plus inquiété par les seigneurs de Grignan et de Rochefort, mais l'un et l'autre le choisirent pour arbitre d'un différend qu'ils avaient au sujet d'une fixation de limites, à laquelle se trouvait également intéressé Raymond de Grignan, prieur de Sarson.

Mais ce n'était point assez, pour un abbé d'Aiguebelle, de pourvoir aux intérêts de son propre monastère ; sa sollicitude devait s'étendre aussi aux maisons issues de la sienne. Cette surveillance lui imposait une véritable responsabilité : Dom Pons ne l'oublia point.

Raymond, abbé de Féniers, au diocèse de Clermont, venait d'être élu par ses frères, sous la présidence de Dom Pons, abbé d'Aiguebelle, et, conformément à la constitution de Clément IV, Dom Giraud Giniez, abbé de Bouchet ou Vauluisant, fille de Féniers, n'avait été ni appelé, ni consulté pour l'élection de son Père immédiat. L'époque de la visite étant arrivée, Dom Giraud, d'autant moins porté à reconnaître Raymond comme supérieur et à obtempérer à ses avis, qu'il avait plus besoin de réformes, refusa d'accepter celles qui lui furent imposées. L'abbé de Féniers, voyant son autorité méconnue, ses ordres méprisés, eut recours au Chapitre général. Il cita le récalcitrant à ce tribunal suprême, en 1280. Mais Giraud se montra contumace et ne parut pas à l'assemblée. Il se contenta d'y envoyer une excuse qui fut aisément convaincue de fausseté. En conséquence, le Chapitre général délégua Dom Pons, abbé d'Aiguebelle, Père immédiat de Raymond, et le chargea de faire, de concert avec ce dernier, la visite régulière chez l'abbé de Vauluisant, de voir s'il ne s'était pas corrigé des nombreux excès qui lui étaient reprochés et de lui infliger, en ce cas, le châtiment que lui dicterait sa conscience ¹. Cette

¹ *Statuta Cap. gen.*, ann. 1280; ap. Martène, *anecd.*, t. IV, col. 1472.

visite eut un heureux résultat ; Giraud se soumit aux sages remontrances ou, peut-être, aux mesures énergiques prises par notre abbé ; car nous le voyons siéger encore de longues années à la tête de son abbaye, et ce ne fut que vers 1303 ou 1304 qu'il céda sa place à Jean I^{er} du Vinghal¹.

C'était là un des premiers fruits de la nouvelle constitution. Dom Pons l'avait vue publier au début de sa carrière abbatiale ; il n'était pas arrivé à son terme, que, déjà, il avait pu en apprécier par lui-même les fâcheuses conséquences.

DOM JUST DE VISAN, SEIZIÈME ABBÉ (1295-1294.)

Dom Just avait été longtemps aumônier des religieuses de Bouchet, au diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux. Dès l'an 1272, il paraît sous ce titre dans une prestation d'hommage faite par Hugues de Serre à l'évêque de Saint-Paul, Bertrand de Clansayes. Rappelé à Aiguebelle à la vacance du siège, il fut élu en remplacement de Dom Pons, vers l'année 1289.

Cet abbé termina quelques contestations avec les chanoines de Saint-Paul, au sujet des dîmes de l'église de Réauville, et de l'entretien de la lampe à l'ermitage de Saint-Pancrace dont il demeura chargé. Il mit fin à un différend entre les seigneurs de Chantemerle et de Chamaret, dans lequel il était intéressé lui-même pour un bois situé au hameau de Ruinel, sur les bords de la

¹ *Gallia christiana*, t. II, col. 404 et 405.

Berre. Enfin, pour conserver et affermir la paix sur le point d'être troublée de nouveau, il céda la moitié d'une vigne à l'insatiable seigneur de Valaurie qui réclamait toujours.

Mais ce fut en vain. Sous le successeur de Dom Just, les querelles recommencèrent plus violentes que jamais.

DOM RAYMOND II DE CHABRELLY, DIX-SEPTIÈME ABBÉ (1295-1299).

Pour mettre un terme à des contestations qui dégénéraient parfois en batailles à main armée, on résolut, d'un commun accord, de procéder à une nouvelle délimitation des territoires de Réauville et de Valaurie. Dom Raymond de Chabrelly (*de Chambarello* dans les actes latins), abbé d'Aiguebelle depuis l'an 1295, assisté de F. Raymond Gabolly, prieur et syndic, en leur nom et au nom du monastère, avec les sieurs Pierre de Rivalte, Jean de la Baume, Guillaume Tuilier et Jean Esmieu, syndics et procureurs de Réauville, d'une part; et noble et discret homme Jean de Testavieille, jurisconsulte, procureur de noble et puissant seigneur Bermond d'Uzès, seigneur d'Uzès et de Valaurie, avec Guillaume Brémont et Jean Faucon, syndics et procureurs de l'Université de Valaurie, d'autre part, choisirent par compromis nobles et prud'hommes sire Bérenger Gaucelin, chevalier, seigneur de Graveson, et sire Guillaume de Saint-Just, chevalier, seigneur de Saint-Alexandre, pour arbitres et amiables compositeurs,

avec tout pouvoir de terminer l'affaire sans appel, et ne réservant qu'à eux seuls le droit de déclarer et d'interpréter ce qu'il pourrait y avoir d'obscur ou de douteux dans leur sentence.

Ces arbitres avaient charge et pouvoir d'examiner, de faire les enquêtes, de terminer et définir sommairement, sans tumulte judiciaire ni aucune forme de jugement, par eux-mêmes ou par d'autres, toutes les controverses et questions soulevées, à quelque heure, quelque jour, quelque temps que ce fût, chôme ou non chôme, par sentence ou par mandement, en présence ou en l'absence des deux parties ou de l'une des deux, avec ou sans citation, assignation, débat, serment de justice, audition des témoins ou des autres preuves, soit de jour, soit de nuit, assis ou debout, enfin de toute manière ou forme qu'il leur plairait, promettant les parties et s'engageant par serment de ne contrevenir en rien à la sentence qui serait portée, de la recevoir sans appel à aucun autre arbitrage, et d'accomplir tout ce qui y serait contenu, sous l'obligation de tous leurs biens; tant était grande l'envie qu'on avait d'en finir.

Ce choix d'arbitres eut lieu au monastère d'Aiguebelle, dans la salle neuve, en présence de Reynaud de Rochemaure, chevalier, Guigues de Marsane, damoiseau, Pons Escallier, prêtre, Alexis Vezia, archiviste de Réauville, et M^e Guillaume Aimeri, notaire d'Avignon, requis d'en faire l'instrument avec M^e Raymond Sabatier, notaire public de Provence et de Forcalquier.

En conséquence, les deux nobles chevaliers, Bérenger Gaucelin, seigneur de Graveson, et Guillaume de Saint-Just, seigneur de Saint-Alexandre, après avoir attentivement étudié les lieux, firent placer les limites à partir de la rive de la Berre, en passant par le lieu appelé *Serpentier* et de là, en droite ligne, au sommet de la Gardette et du puy de Pierre Payan, et à la lauzière de Rostang-Arci où se trouve un clapié (tas de pierres), près du chemin qui va de Réauville à Plan-long ; puis, traversant le chemin et le cimetière de Magnan, ils y firent placer d'autres termes et continuèrent ainsi en côtoyant la montagne de Vernet, descendant ensuite vers le béal de la Vence et, de là, jusqu'à l'endroit où le ruisseau de Vernules se jette dans cette rivière. Après quoi, les arbitres prononcèrent leur sentence du dernier octobre 1298, par laquelle ils cassaient, révoquaient et annulaient tous les confins que l'on pourrait trouver désormais, pour la division des territoires de Valaurie, d'une part, et du lieu de *Derzas*, où se trouve présentement Réauville et le monastère d'Aiguebelle, d'autre part ; en sorte que tout ce qui est au delà des limites, du côté de Valaurie, appartienne à perpétuité au territoire de Valaurie, et réciproquement, tout ce qui est en deçà, du côté de Réauville, soit du territoire de cette commune, sans préjudice, toutefois, des droits de juridiction et de propriété que les seigneurs et habitants des deux villages pouvaient avoir acquis sur les possessions de leurs voisins.

Une clause importante absolvait les parties et cha-

cune d'elles de tous les excès commis dans les dites limites, et de toutes les condamnations qui avaient pu s'ensuivre, aussi bien que des contumaces, des coups, des blessures et des homicides, sauf toutefois et réservé les dommages faits par une partie à l'autre.

Tous ces articles furent lus au Chapitre d'Aiguebelle, en présence des sieurs Simon de Bonifacio, Jean de Testavieille, juriconsultes, des sires Reynaud de Roche-maure, chevalier, Raymond de Corner, bailli de Réauville, Guy de Marsane, damoiseau, lieutenant de Valaurie, Hermengaire de Saint-Privat, Pons de Saint-Just, Jean de Barretri, Bertrand Marindi, Raymond Gaucelin, Raymond Barre, damoiseaux, et plusieurs autres personnes dignes de foi.

Et incontinent, en leur présence, les parties ratifièrent, confirmèrent et homologuèrent la sentence portée, avec promesse de n'y jamais contrevenir. A cette lecture assistait la plus grande partie des religieux d'Aiguebelle dont voici les noms : Dom Raymond de Chabrelly, abbé, FF. Raymond Gabolly, prieur, Vincent Giberti de Grazen, Geoffroy de Larnas, Bertrand de Cléri, Etienne Reydon, sacristain, Jean Albénoni, Pierre des Monts, Guillaume Giraud, Etienne de Chaudelas qui succèdera à Dom Raymond sur le siège abbatial, Jean Aubert, Isnard Reynier qui remplacera frère Gabolly dans la charge de prieur, Hugues de Nicoyret, Pons de Monastier, grand cellérier, Durand de Saint-Nizier, Pons de Saint-Flour, Bertrand de Château-neuf, sous-prieur, Jean Veziat, Raymond

Strémond, Etienne de Vesc, Jean Escoffier, tous moines, et FF. Pierre Nicoli, Jarente de Pré-long, Giraud de Rossas, Guy Ruffi, Hugues Escoffier, Pons de Montargue, Bérenger Gorde et Guillaume Hospita-léon, convers. En ajoutant à cette liste les noms de Robert Fereyza, de Pierre de Monteil, de Pierre Con-dillac, Jean de Rac, Reynard Reynier et Bertrand Cas-telli que nous trouvons dans un acte de l'année pré-cédente, on aura la série des moines à peu près com-plète; ils étaient une trentaine. Avec les novices et les convers, c'était le nombre que comportait la grandeur de l'abbaye; lorsqu'ils avaient été plus nombreux, ils avaient été forcés d'essaimer.

L'année suivante, une seconde sentence, prononcée par les mêmes arbitres, expliquait quelques points litigieux de la précédente et assurait la paix entre les parties rivales. ¹

DOM ETIENNE I^{er} DE CHAUDELAS, DIX-HUITIÈME ABBÉ (1304-1310).

« Longtemps avant que le domaine de Viollez fût
» baillé en emphytéose, nous dit un document du dix-
» septième siècle, Dom Etienne de Chaudelas, abbé
» d'Aiguebelle, prêta hommage à Raymond de Baux,

¹ Cette paix dura jusqu'en l'année 1658, où des difficultés entre les deux communes nécessitèrent la révision des anciennes limites dont plusieurs durent être remplacées. Mais cette seconde sentence, en désaccord sur plu-sieurs points avec la première, amena un conflit entre l'abbé d'Aiguebelle, Maurice de Conflans, seigneur de Réauville, et le marquis de la Garde, seigneur de Valaurie; ce qui donna lieu à une lettre curieuse et à un mé-moire que nous reproduisons aux *Pièces justificatives*, n° 11.

» prince d'Orange, en l'année 1304, pour ledit do-
» maine de Viollez, services, bans, pâturages, moulins,
» bois, terres cultes et incultes, forêts, chasses, eaux,
» cours d'icelles, édifices, hermes, lods et autres
» choses quelconques, pour raison duquel fief ledit
» abbé, les mains jointes entre les mains du prince,
» par le baiser de paix à lui donné comme de cou-
» tume, a prêté fidélité audit prince..... »

Cette prestation d'hommage de 1304 est l'acte le plus ancien qui rappelle le nom de Dom Etienne, en qualité d'abbé. En 1306, il fit la visite régulière à l'abbaye de Bouchet, au diocèse de Saint-Paul, accompagné de son secrétaire, frère Bertrand de Montroux. Pour une plus parfaite exactitude de la clôture, il ordonna de murer une porte qui donnait sur la voie publique. L'année suivante, ayant trouvé que ses ordres n'étaient point exécutés, il fit marché lui-même avec un ouvrier de Suze, nommé Bruno Mellet et notifia sa convention à sœur Lidwine, cellérier de l'abbaye, qui y consentit de bonne grâce, au nom de toutes ses sœurs. Si ce fait prouve la fidélité de Dom Etienne à remplir les devoirs de sa charge, il ne fait pas honneur à l'obéissance des religieuses.

Malgré les arrangements pris, en 1228, sous l'abbé Pierre I^{er}, la grange de Frayssinet n'avait pas cessé d'être une source de fréquentes contestations. Plusieurs des terres dont Aiguebelle avait hérité à la dissolution de la communauté, n'étaient point attenantes à l'ancienne abbaye. De ce nombre étaient les trois

propriétés de dame Pétronille, de Romans, et une autre qui avait été donnée par noble Barthélemy, de Die. Ces propriétés, avant leur donation, étaient soumises à la dîme. Les premières, situées sur le territoire de Pierrelatte et de la Palud, aux quartiers de Trébon et de Massingas, la payaient au prieur de Saint-Jean-Baptiste de Pierrelatte et à l'évêque de Saint-Paul. Les chevaliers du Temple la prélevaient sur la dernière, nommée Longchamps, qui touchait à leurs domaines. Or, par un privilège spécial, l'ordre de Cîteaux était exempt de toute dîme ecclésiastique. Les Souverains Pontifes avaient cru devoir accorder cette récompense à ses nombreux et importants services. En passant dans les mains de l'Ordre, les terres données au Fraysinet avaient donc été par là même soustraites à la dîme. Et de fait, jusques là personne n'avait inquiété les religieux à ce sujet, soit à cause du respect universel dont ils étaient l'objet, soit plutôt parce que les décimateurs en avaient fait remise à l'époque de la donation. Moins retenus que leurs prédécesseurs, les décimateurs actuels crièrent à l'usurpation et réclamèrent ce qu'ils appelaient leurs droits. Dom Etienne défendit les siens et s'arma des concessions faites à son Ordre par le Saint-Siège. Grand émoi s'en suivit. Evêque, Prieur et Chevaliers s'unissent de concert contre l'ennemi commun. Un arbitre est choisi pour vider le différend. C'était Pons Salard, chanoine de Saint-Paul. A pareil tribunal, il était difficile que l'évêque put avoir tort. Néanmoins l'abbé l'accepte et, après

mûr examen, l'on constate premièrement, que les frères n'ont jamais payé la dîme ; en second lieu, que le frère Jacques, gardien de la grange a même poussé l'audace jusqu'à refuser nettement la dette au collecteur, venu pour la réclamer en personne. De la validité des privilèges, il n'en fut pas question¹. En conséquence, Pons Salard décida que, non-seulement les propriétés en litige, affermées ou accensées par les religieux, paieraient désormais la dîme, mais que la grange elle-même y serait soumise, toutefois avec des modifications qu'il serait trop long de rapporter. Les conditions furent acceptées de part et d'autre, et l'acte en fut dressé le 7 juillet de l'an 1310, dans la chapelle de Frayssinet, dite de Sainte-Catherine, en présence des procureurs de l'évêque de Saint-Paul, du prieur de Saint-Jean-Baptiste et des frères Isnard Reynier, prieur d'Aiguebelle, et Jean Escoffier, cellérier, l'un et l'autre procureurs de Dom Etienne, leur abbé.

Ce fut en revenant de régler cette affaire, que les deux mêmes religieux, prieur et cellérier, après avoir terminé les difficultés soulevées par les habitants de Réauville, au sujet des cens et directes qu'ils payaient au roi Charles, établirent les premières redevances auxquelles nos Pères assujettirent leurs vassaux. C'était un dédommagement.

¹ Sans doute les privilèges étaient valides. Mais Dom Etienne avait eu tort de vouloir en profiter ; car, dès l'an 1180, un décret du Chapitre général avait défendu, pour éviter le scandale, d'user du privilège d'exemption des dîmes en faveur des terres qui y étaient soumises avant leur acquisition. Notre abbé ne connaissait pas, sans doute, cette défense, ou il l'avait oubliée.

DOM GUILLAUME III, DIX-NEUVIÈME ABBÉ (1316-1323).

Un monument intéressant pour notre histoire, tiré des archives de Fontfroide et publié par Dom Martène, nous donne le nom de Dom Guillaume en 1316. L'abbaye de Poblet, au diocèse de Tarrazona, en Espagne, venait de perdre son abbé, Dom André. La communauté réunie en chapitre, sous la présidence de G. de Viu, prieur du monastère, avait élu pour lui succéder Pons de Copons, abbé de Benefazza, fille de Poblet, au diocèse de Tortose. Il ne manquait plus au nouvel élu, pour prendre définitivement possession de son siège et user de ses droits, que l'approbation et la confirmation de Dom Jacques, abbé de Fontfroide, son Père immédiat, dont il attendait la venue prochaine. Empêché d'entreprendre ce voyage, l'abbé de Fontfroide¹ avait dû songer à se faire remplacer. Son devoir, en cette circonstance, dicté par les sta-

¹ Fontfroide, au diocèse de Narbonne, fille de Grand'Selve, fondée en 1097, par Aimeric, vicomte de Narbonne, s'unit en même temps que Grand'Selve, sa mère, à la famille Cistercienne, sous la filiation de Clairvaux, en 1145. Son premier abbé, nommé Bernard, comme celui de Grand'Selve et de Clairvaux, reproduisit les vertus de son Père immédiat et de son aïeul spirituel. Ce monastère n'eut pas moins illustre par ses enfants que par son opulence et la sépulture des comtes de Narbonne. De son sein sortirent saint Pierre de Castelnau, martyr, et son compagnon Radulphe, premiers inquisiteurs de la foi et légats du Pape, Arnaud Novelli, cardinal de Sainte-Prisque et son neveu, Jacques Fournier, devenu pape sous le nom de Benoît XII. Aujourd'hui Fontfroide renaît à la vie et se réjouit en voyant, après tant d'années, le costume des religieux cisterciens reparaitre sous ses cloîtres. Il est occupé par une colonie sortie de l'abbaye de Sénanque.

tuts, était de choisir « un homme discret, animé du
» zèle de l'Ordre, digne d'être proposé comme le mo-
» dèle du troupeau, n'ayant en vue que le salut des
» âmes et la discipline de l'Ordre, et entièrement
» exempt de tout soupçon d'avarice et de vénalité. »

Dom Jacques Fournier, le futur évêque de Pamiers, puis de Mirepoix, et enfin l'illustre et pieux pape Benoît XII, qui se connaissait en hommes, jeta les yeux sur Dom Guillaume, abbé d'Aiguebelle, le jugeant propre, plus que tout autre, à remplir cette difficile commission. Ce choix seul est le meilleur éloge que nous puissions faire de notre abbé.

Dom Guillaume se rendit à sa prière, fit la visite régulière de Poblet et en dressa un rapport qu'il remit à l'abbé de Fontfroide, à son retour d'Espagne. En voici la teneur : « L'an du Seigneur 1316, le jeudi
» après la fête de la Pentecôte, Nous, frère Guil-
» laume, dit abbé d'Aiguebelle, conjointement avec
» notre religieux frère Raymond de l'Eglise, moine
» de Fontfroide, par commission de révérend père
» en Christ Dom Jacques, abbé de Fontfroide, visi-
» tant en personne l'abbaye de Poblet, sa fille, approu-
» vant l'élection de vénérable homme Pons de Co-
» pons, naguères abbé de Benefazza, fille de l'abbaye
» de Poblet, élu canoniquement et dans la concorde par
» la communauté de ce dernier monastère, et la con-
» firmant par autorité du seigneur abbé de Fontfroide ;
» reconnaissant, en outre, avec toute la diligence et la
» sollicitude dont nous étions capables, l'état de

» cette abbaye de Poblet au temporel et au spirituel,
» en présence du même Dom Pons susdit, nouvelle-
» ment créé abbé de Poblet immédiatement après la
» mort de Dom André, dernier abbé de ce monastère,
» et aussi en présence des frères G. de Viu, prieur,
» François Carbon, boursier, G. de Oriola, infirmier
» des pauvres et de plusieurs autres anciens du mo-
» nastère, avons trouvé, dans cette abbaye, quatre-
» vingt-douze moines et cinquante-cinq convers, plus
» soixante serfs (*captivi*) partagés entre le monastère
» et ses dépendances ;

» En caisse, quatre-vingt-sept mille six cent
» soixante-sept sous et neuf deniers de Barcelone,
» toute réduction faite des jacques, gros tournois et
» florins en monnaie de Barcelone, en comptant douze
» jacques pour quatorze sous de Barcelone, les gros
» tournois pour quinze deniers et les florins d'or de
» Florence pour seize sous ;

» Dans le monastère ou les granges, cinq cents
» migerées de froment et quarante migerées d'autre
» blé ; du vin et de l'huile en grande suffisance jus-
» qu'à la récolte ; cinquante-trois bêtes de somme,
» ânes ou mulets, quarante cavales, onze cents bœufs
» ou vaches, deux mille deux cent quinze brebis,
» quinze cents chèvres, cent soixante deux porcs. Le
» monastère doit, en tout, trente-six mille quatre cent
» quatorze sous, amplement couverts par cent vingt
» mille huit cent vingt six sous de créance, auxquels
» il faut ajouter douze mille setiers de blé.

» Tel est l'état dans lequel le dit Pons a reçu l'administration du monastère de Poblet. En témoignage de quoi, et pour plus grande autorité et fermeté, nous, frère Guillaume, abbé d'Aiguebelle, et Pons, abbé dudit Poblet, avons jugé bon d'apposer nos sceaux aux présentes. »

« Donné et fait au monastère même de Poblet, l'an et jour que dessus. »

Ce rapport, qui n'est pas la carte de visite proprement dite, mais seulement le compte-rendu de l'état temporel de la maison, est très propre à nous donner l'idée d'un monastère cistercien à cette époque. C'est dans ce but que nous l'avons reproduit en entier. Ceux qui n'ont aucune idée du moyen-âge et des abbayes cisterciennes, aux douzième et treizième siècles, pourront s'étonner de cette quantité prodigieuse de bétail et de ces provisions immenses de céréales en tout genre. Mais pour celui qui n'est pas étranger à une époque si différente de la nôtre, et qui se rappelle ce que nous avons dit des fondations des monastères dans les beaux temps de l'Ordre, il ne ressort de ce document qu'une chose, à savoir que le monastère de Poblet était encore très florissant, bien que déchu déjà de sa première splendeur¹, et que les religieux y étaient demeurés fidèles

¹ Poblet était une abbaye royale, située entre Tarrazone et Lérida. Elle eut, pour premier abbé, Gérard, envoyé de Fontfroide avec ses compagnons, en 1153. Son fondateur fut Raymond Bérenger, prince d'Aragon et de Barcelone. Le fils de ce prince, Alphonse, roi d'Aragon, l'enrichit de nombreux domaines et la dota de riches présents. Il y choisit sa

à ce point fondamental de l'institut, qui leur prescrivait de se nourrir des revenus de leurs terres et de l'élève des troupeaux. Plût à Dieu que ni eux, ni leurs frères, ne s'en fussent jamais écartés !

Cette conclusion est, assurément, bien différente de celle d'un écrivain de nos jours, dont nous apprécions et nous aimons les ouvrages, mais qui nous paraît oublier quelquefois que ce n'est pas avec de la rhétorique que l'on fait de l'histoire. Si nous nous permettons d'en parler ici, c'est que la plupart de nos lecteurs auront lu probablement l'intéressante histoire de sainte Catherine de Sienne par M. Chavin de Malan, et que, prévenus par son langage séduisant et les autorités qu'il cite, ils pourraient être étonnés de la différence de nos appréciations sur un tel document.

En effet, à la page 309 du second volume de son histoire, comme confirmation de ce qu'il dit sur le *relâchement et la licence, dans lesquels étaient alors perdus et les moines noirs et les moines blancs* (toujours le thème obligé !), M. Chavin rapporte précisément la charte qu'on vient de lire. Mais voyez l'illusion du parti pris ! l'auteur, dont nous n'avons pas soupçonné un instant la bonne foi, ne s'aperçoit pas que d'un trait

sépulture et, à son exemple, presque tous les rois d'Aragon, ses successeurs, jusqu'à la réunion de ce royaume à celui de Castille, s'y firent enterrer. L'abbaye de Poblet exerçait la juridiction spirituelle et temporelle sur plus de vingt villages. Elle a donné à l'église plusieurs évêques, entre autres, Arnaud, son huitième abbé, qui fut archevêque de Narbonne, vers 1199, et Pierre Alvalate, simple religieux, élu archevêque de Tarragone et primat d'Espagne, en 1232 (Jongelin, *Notitia Abbatiarum Ord. Cist.*).

de plume il décuple la somme, pour quatre vingt sept mille écrit huit cent sept mille, et de plus ajoute de son chef deux mille florins d'or ¹. L'erreur est un peu forte. Quant à l'étalage qu'il fait avec complaisance du bétail et des provisions amassées dans les greniers, il suffit pour y répondre de mettre en regard ce qu'un simple juge de Sorra, en Sardaigne, offrait à Clairvaux pour la fondation d'un monastère dans son pays. Nous l'avons déjà dit, mais il est bon de le rappeler : il donnait dix fermes avec leurs appartenances, trois cents serfs, dix mille brebis, mille chèvres, deux mille porcs, cinq cents vaches, deux cents juments, cent chevaux et cent bœufs, sans parler de l'argent et des autres frais. Et c'était dans le plus beau temps de l'Ordre, et pour commencer la fondation d'un monastère ! Si M. Chavin eût eu une idée juste de la vocation des Cisterciens et du rôle qu'ils remplirent dans le moyen-âge, où ils furent les seuls soutiens et les promoteurs de l'agriculture, les procureurs des pauvres dans les temps ordinaires, et la providence des peuples pendant les famines alors si fréquentes, il eût pu trou-

¹ « Voici, » dit M. Chavin (p. 309 not. 1.) « l'état de l'abbaye de Poble, en Catalogne, dressé par les visiteurs de Benoît XII » (cet état est de 1316 ; Benoît XII, qui ne fut pape qu'en 1334, n'était alors que l'abbé Dom Jacques Fournier) : « quatre-vingt-douze moines, cinquante-cinq frères » convers, soixante-treize serfs (*captivi*) disséminés dans les granges de » l'abbaye ; huit cent sept mille sept cents sous d'argent, deux mille florins d'or, cent huit mille six cent vingt-six sous de créance, (il ne signale pas les dettes), cinq cents salmées de froment etc ; » puis il » ajoute : « Ce document curieux a été publié par Dom Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I. » Il ne manque à cette note que le texte lui-même, afin de pouvoir apprécier la fidélité de la traduction. On le trouvera aux *Pièces justificatives*, n° 12.

ver en effet ce document curieux, mais à un point de vue tout autre que celui auquel il l'admire. C'est mal louer les saints que de les exalter aux dépens de la vérité. Il n'y a, dans ce procédé, nul profit pour leur gloire.

Lorsqu'il écrivait son rapport, il y a plus de cinq cents ans, notre abbé Dom Guillaume ne se doutait certainement pas qu'il serait l'objet d'une pareille digression. Revenons donc de Catalogne avec lui et suivons-le dans une autre visite qu'il fit à l'abbaye de Féniers, fille d'Aiguebelle. C'est là que nous le retrouvons, le 11 janvier 1319, assistant à une transaction entre Giraud, abbé de ce monastère, et le Chapitre de Clermont.

La même année, il fit un traité avec les consuls et les habitants d'Allan, par lequel il leur concédait la faculté de couper du bois et d'abreuver les bestiaux dans la forêt d'Aiguebelle, et obtenait d'eux, en retour, le droit de passage au quartier dit *Morginas*, pour le transport des bois et le service des granges de Barret et de Saint-Pancrace. Il eut pour successeur sur le siège d'Aiguebelle :

DOM GUILLAUME IV DE CADENET, VINGTIÈME ABBÉ. (1323).

Cet abbé dut son élévation à la faveur du pape Jean XXII, qui le transféra de l'abbaye de Val-Sainte, au diocèse d'Apt, à Aiguebelle, par une bulle de l'an 1323. Les nominations de ce genre accordées quel-

quefois au mérite, souvent aux sollicitations et à la faveur, ne furent pas une des moindres causes du relâchement, par la facilité qu'elles donnaient aux abbés et aux religieux de noble famille de satisfaire leur ambition.

Aucun acte de Dom Guillaume IV n'est parvenu jusqu'à nous. Nous devons remarquer seulement que, par une de ces erreurs qui échappent aux plus érudits, les auteurs du *Gallia christiana* qui nous donnent la date de sa nomination, lui attribuent les actes de son prédécesseur et ne font des deux qu'un seul et même abbé ¹. Nommé seulement en 1323 par Jean XXII, comment aurait-il pu assister à une transaction en 1319, et surtout visiter Poblet au mois de juin 1316, Jean XXII n'ayant été élu qu'au mois d'août de la même année ?

DOM ETIENNE II, VINGT-UNIÈME ABBÉ (1544-1548).

Ce n'était pas sans de graves motifs que nos Pères, éclairés par l'expérience, avaient réglé, dès l'an 1152, que les granges de chaque monastère devaient être séparées entre elles par la distance au moins de deux lieues de Bourgogne ². Leur but était d'éviter les contestations qu'auraient pu soulever, entre les frères, les questions de pâture ou d'autres droits, et dont nous avons un triste exemple dans les querelles qui divisèrent les

¹ *Gallia christiana*, t. I, col. 382 et 738.

² *Statuta cap. gen.*, 1152, ap. Martène, *Thesaurus anecd.*, t. IV, col. 1244.

deux abbayes d'Aiguebelle et de Mazan, au sujet de la grange de Gondoulet, appartenant à notre monastère, et de celle du Loiret (*de Ligereto*) que Mazan avait acquise, par échange, de l'hospice de Sainte-Marie d'Anis.

La mésintelligence datait de loin. En 1215 déjà, sous l'abbé Elzéar, le Chapitre général avait dû intervenir et condamner l'abbé de Mazan à exiler, dans les maisons de l'Ordre les plus éloignées et hors du royaume, les moines et convers de son abbaye qui, « par une téméraire audace, s'étaient permis de massacrer les » brebis d'Aiguebelle. » Outre cette pénitence déjà bien sévère, les coupables étaient condamnés « à jeûner au » pain et à l'eau tous les vendredis, à prendre la discipline à toutes les séances capitulaires auxquelles ils » assisteraient, et à occuper le dernier rang dans la » communauté, jusqu'à décision contraire de l'assemblée des abbés ¹. »

Cette sentence qui satisfaisait la justice, ne rétablissait pas la bonne harmonie. Chaque nouveau règne, à peu près, amenait de nouvelles discordes qui duraient encore en 1344. Mais alors les abbés des deux maisons, qui se nommaient l'un et l'autre Etienne, résolurent de renouer entre eux des liens de charité qui n'auraient jamais dû se rompre, et de s'unir dans la concorde de l'esprit et du cœur, comme ils l'étaient déjà par la similitude des noms.

Guillaume Raynaudi, moine et prieur d'Aiguebelle,

¹ Voir aux *Pièces justificatives*, n° 13.

et Pierre Thomé, cellérier de Mazan, chargés par leurs abbés respectifs du soin de cette affaire, prirent pour arbitre révérend père en Christ, seigneur messire Guillaume, par la permission divine, cardinal-prêtre des saints Quatre-Couronnés, et s'engagèrent par compromis à s'en tenir à la décision, quelle qu'elle fût, sous peine de cent marcs d'argent bon et fin (*boni et fini*) à partager de moitié entre le collège Saint-Bernard de Paris et la partie adverse du réclamant. Or, voici quel était le sujet du débat :

D'un côté, Pierre Thomé refusait à Aiguebelle la possession de la terre de *Mayalène*, comme non comprise dans les limites de la propriété de Gondoulet, en même temps que la pêche et le droit de pêcher dans la Loire, depuis le gué de *Rabayrinas* en remontant jusqu'à la source du fleuve ; et d'autre part, il réclamait pour les granges de *Botergue* et de *Blaynet* le droit de prendre dans la forêt *del Puey Alcoyn*, de couper et d'enlever, par lui-même et par ses domestiques, tout le bois nécessaire pour faire des madriers : « toutes choses que » Guillaume niait formellement, sauf la révérence due » au seigneur cardinal et aux personnes qui l'assistaient. » Les débats terminés et la cause bien éclaircie, le cardinal rendit la sentence qui déboutait Pierre Thomé de ses prétentions et confirmait tous les droits d'Aiguebelle, puis somma les parties de louer, approuver, homologuer, ratifier et confirmer la décision, selon la promesse jurée. Aussitôt Pierre Thomé de se récrier : « Jamais il ne souscrira, dit-il, à un

» arrêt qui lèse aussi énormément les intérêts de son
» monastère. » Guillaume Raynaudi, notre prieur, et
F. Pons, cellérier, qui l'accompagnait, s'empressent
de tenir leur parole, approuvent tout sans restriction,
et, prenant acte des réclamations de leur adversaire, le
sommant de payer l'amende de cent marcs imposée au
récalcitrant.

La nuit porte conseil. Le lendemain Pierre Thomé
va de nouveau trouver M^e Barrerie, le notaire impé-
rial, lui dit de bonne foi, à ce qu'il assure, que, « étant
» homme simple et de science insuffisante pour saisir
» parfaitement le latin à une première lecture, surtout
» lorsqu'elle est un peu rapide, il n'a pas bien compris
» la fixation des limites des territoires, exprimée dans
» la déclaration du Cardinal, non plus que la valeur
» de certains termes, et demande en conséquence
» quelques éclaircissements ; » lesquels lui ayant été
donnés, il se hâta de louer, approuver, homologuer,
ratifier et confirmer à son tour, comme l'avaient fait
ses adversaires ¹.

Par cet accord furent enfin terminés ces fâcheuses
querelles, au grand profit de la paix et de la charité qui
paraissent ne plus avoir été troublées depuis entre
les deux abbayes rivales. Il n'est cependant pas
hors de propos de remarquer, à l'honneur d'Aigue-
belle, qu'elle ne commença jamais les hostilités. L'acte
que nous venons de rapporter, ainsi que la décision
du Chapitre général de 1213, montrent assez qu'elle

¹ *Pièces justificatives, n° 14.*

ne fit que se maintenir dans les limites d'une légitime défense.

Durant les années qui suivirent, une famine horrible ravagea toute la province. « Le setier de froment », dit Chorier, « y coûtait deux florins et le florin valait » quarante-cinq sols. Ce prix était alors un excès sans » exemple. Le peuple était contraint de brouter l'herbe » dans les prés et de manger toute sorte de racines. »

En semblable détresse, les monastères étaient la principale, ou plutôt, l'unique ressource des pauvres affamés. Ils affluèrent à Aiguebelle. Les provisions amassées dans les greniers ne parurent point alors trop prodigieuses, et ceux qui se récrient aujourd'hui contre la richesse des monastères auraient reconnu, comme le peuple de cette époque, que cette accumulation qui leur paraît excessive et ressemble pour eux à un accaparement, n'était, de la part des moines, qu'une mesure de charitable prévoyance. Nos pères, à Aiguebelle, n'eurent qu'un seul regret, celui de n'avoir pu amasser, faute de bras, des provisions plus abondantes. Elles furent bientôt épuisées, et les religieux, réduits à la dernière extrémité, se virent forcés, spectacle navrant pour leurs cœurs ! de renvoyer, pour la première fois peut-être depuis la fondation du monastère, les infortunés qui venaient leur demander du pain.

Dieu toutefois leur réservait une consolation.

A la famine avait succédé la peste, ou plutôt, réunissant leur fureur, les deux fléaux exerçaient simultanément leurs ravages. Mais le dernier était sans contre-

dit le plus terrible. Les détails donnés par les écrivains du temps font frémir et seraient à peine croyables s'ils n'étaient unanimes. Les deux tiers des hommes furent emportés par la mortalité ; il y eut des villes où il ne resta que le dixième et même le vingtième de la population ; certaines provinces furent changées en affreuses solitudes. On n'entendait partout que gémissements, lamentationseffrayantes : « Et quoi ! Seigneur, » s'écriait Pétrarque, « sommes-nous donc tous les » plus méchants des hommes qui aient paru sur » la terre ? Faut-il que vous nous fassiez expier » les crimes de tous les siècles, puisque vous » exercez contre nous une sorte de vengeance, qui » l'emporte sur toute la multitude réunie des divers » châtimens que vous avez jamais employés contre » les impies¹. »

La maladie s'annonçait par des pustules qui paraissaient sur le corps et étaient accompagnées de fièvres malignes, dont on mourait au bout de deux jours. Elle était si contagieuse que le moindre commerce avec les pestiférés était mortel ; et l'histoire remarque que les prêtres, intimidés, se retiraient des fonctions du ministère, pour les abandonner à quelques religieux plus zélés et moins attachés à la vie².

Grâce à Dieu, les religieux d'Aiguebelle ne reculèrent pas devant cette nouvelle mission. La maison qu'ils avaient à Pierrelatte fut transformée en hôpital, où les

¹ *Petrarc.*, liv. VIII, epist. fam. 7.

² Rorbacher, *Histoire universelle de l'Eglise catholique*, liv. LXXIX.

pestiférés reçurent les soins des frères qui l'habitaient et les consolations des religieux que la charité y avait conduits. Il en fut de même des maisons qu'ils possédaient dans les autres villes, à Montélimar, à Saint-Paul et ailleurs. N'ayant plus de pain à donner aux affamés, ils prodiguèrent aux malades leurs personnes et leur vie.

Cette héroïque charité, que nous n'avons garde de revendiquer pour Aiguebelle seule, mais qui fut le propre de tous les monastères, prouve que, malgré ses deux siècles et demi d'existence et un affaissement de la discipline, l'esprit de Dieu ne s'était pas retiré de l'Ordre, et que nos pères méritaient encore la confiance des peuples. Les fidèles recouraient avec le même empressement à leurs prières, imploraient leurs suffrages après la mort, soit par des donations pieuses, soit en élisant leur sépulture dans le cimetière de l'abbaye et parfois dans son église. C'était ainsi que, en 1333, Hugues II Adhémar, seigneur de la Garde et co-seigneur de Monteil, ordonnait, par son testament daté du 14 janvier, que l'on enterrât son corps dans l'église d'Aiguebelle. En 1346, Cécile Chabaud, dame de Saint-Montan, recommandait qu'on la déposât au tombeau de ses parents dans le cimetière de l'abbaye et que, ce jour-là, les religieux eussent une pitance aux frais de ses héritiers ; condition qui nous montre que, à cette époque encore, l'observance primitive était fidèlement gardée. Mais, il faut le dire, c'est la dernière fois que nous trouvons cette clause dans les

nombreux testaments que nous avons sous les yeux des personnes enterrées à l'abbaye.

La raison en est simple. Alors seulement, à proprement parler et par une conséquence naturelle du fléau qui, durant trois années, désola l'Europe entière, le relâchement prit naissance. « Jusques dans les monastères, » dit l'abbé Rorbacher, « on remarqua un grand » vide du côté des observances régulières et de l'édification. Tout ce qu'il y avait de plus considérable par » l'âge, le mérite et les exemples, avait péri en assistant les malades ou par le malheur commun de la » contagion. Un certain relâchement s'introduisit dans » les Ordres jusque là les plus exemplaires. Tant il » est vrai que l'esprit de l'homme va, vient et ne demeure jamais dans le même état. »

Ainsi en fût-il, en particulier, de l'Ordre de Cîteaux, jusqu'alors parfaitement régulier dans son ensemble et répandant partout la bonne odeur de Jésus-Christ, malgré les misères intérieures inhérentes à la pauvre humanité. Ces misères sans doute existaient, et, dans quelques monastères, il faut bien l'avouer, elles avaient pris un développement qui pouvait devenir dangereux pour l'Ordre entier. Aiguebelle même, où nous voyons fleurir encore l'observance, n'en avait pas été complètement à l'abri. Outre ce choix de sépulture dans son église, d'ailleurs si honorable pour elle, mais dont l'acceptation était une infraction grave aux règles de l'institut qui n'accordaient cet honneur qu'aux rois, aux reines et aux évêques ; les dîmes imposées à leurs vassaux,

les procès de jour en jour plus fréquents, nous sont un indice certain que notre abbaye avait, elle aussi, subi quelques atteintes de ces deux fléaux de la discipline religieuse : la richesse et l'ambition. Pour en prévenir les ravages, Clément IV avait donné sa constitution. Réforme administrative plus que disciplinaire, elle n'avait réussi qu'à apaiser pour un temps les dissensions élevées entre les premiers Pères. L'édifice n'avait été que blanchi, il n'était pas restauré. Pour faire une œuvre complète et durable, il eût fallu le rasseoir sur ses premiers fondements, c'est-à-dire revenir franchement à la *Charte de charité*. Faute d'avoir employé ce moyen, les brèches s'étaient agrandies et le mal, s'aggravant de jour en jour, demandait un remède prompt et efficace.

Le pape Benoit XII se chargea de l'appliquer.



CHAPITRE X.

DÉCADENCE D'AIGUEBELLE, SECONDE PHASE (1354-1517).

I. Constitution du pape Benoît XII. — Etat florissant de l'Ordre de Cîteaux. — Mesures préventives et correction des abus. — Règlements pour les études et les collèges. — Des études dans l'Ordre de Cîteaux. — II. Dom Raynaud I^{er} de Guitard reçoit une donation. — III. Dom Raymond III. — IV. Dom Guillaume V de Reynaud prête hommage au seigneur de Grignan. — V. Dom Guillaume VI du Pont reçoit le serment du bailli de Réauville. — VI. Dom Arnaud Malarse. — VII. Dom Pons III de Saint-Bonnet. — VIII. Dom Raynaud II Astier. — Raymond de Turenne et les Compagnies franches. — Siège et courageuse résistance du village de Salles. — Prise du château de Grignan. — Inondations. — IX. Dom Pierre III Régis. — Commencement des aliénations. — X. Dom Guillaume VII. — XI. Dom Jausserand de Villas. — XII. Dom Isnard. — XIII. Dom Jausserand de Villas. — XIV. Dom Jean I^{er} d'Urre. — Donation. — L'abbaye de Bouchet incorporée à Aiguebelle. — Origine du village de Montjuyer. — XV. Dom Antoine I^{er} Dauphin. — Réunion de Sénanque à Aiguebelle, cassée par le Chapitre général. — XVI. Dom Antoine II de Martel. — Le domaine de Bouchet tombe au pouvoir de la Chambre Apostolique. — Nombreuses aliénations. — Condescendance des religieux pour les vassaux de l'Abbaye. — XVII. Dom Louis de Grôlée. — Translation des reliques de saint Martin des Ourmeaux, évêque de Saint-Paul. — Empiètements des seigneurs d'Allan. — Encore le seigneur de Valaurie. — Ce que signifiaient ces mots : *recevoir une abbaye en commende*. — XVIII. Dom Jean-Antoine Laseyte, dernier abbé régulier.

« Brillant comme l'étoile du matin au milieu de
» la brume, le saint Ordre de Cîteaux, dans les rangs
» de l'Eglise militante, combat avec courage par ses
» œuvres et ses exemples, et, tout en s'efforçant avec

» ardeur, par son amour pour la sainte contemplation
» et les mérites d'une vie innocente, de franchir les
» hauteurs avec Marie, il ne néglige pas le ministère
» plus laborieux de Marthe, par son empressement à
» exercer des actions louables et les œuvres de piété.
» En effet, appliqué avec zèle au ministère du culte di-
» vin, dans le but d'être utile au salut des autres et au
» sien propre ; assidu à l'étude des saintes lettres, afin
» de parvenir à la parfaite connaissance de l'Excellence
» Suprême ; se faisant remarquer entre tous par son
» empressement à exercer les œuvres de charité, pour
» accomplir la loi de Jésus-Christ, cet Ordre a mérité
» d'étendre ses rameaux d'une mer jusqu'à l'autre.
» Parvenu par degrés au faite des vertus, comme tout le
» monde le voit, et comblé des dons du Saint-Esprit
» qui enflamme les cœurs débiles, il s'est rendu digne
» des plus insignes faveurs de la part de l'Eglise Ro-
» maine, Maîtresse de toutes les églises.

» C'est dans cet Ordre aussi, que nous avons nous-
» même porté le joug avec persévérance, dès la jeu-
» nesse ; c'est sous sa discipline que nous avons grandi
» durant de longues années, et que, après avoir passé
» successivement, soit dans son sein, soit en dehors
» de lui, par tous les degrés de la prélature, nous som-
» mes enfin parvenu, quoique indigne, à la chaire du
» pastoral suprême. Aussi, bien que notre dignité apos-
» tolique nous impose l'obligation d'employer tout le
» zèle et l'amour dont nous sommes capable en Celui
» de qui dérive toute perfection au ciel et sur la terre,

» à l'accroissement et à la gloire des Ordres approuvés ;
» toutefois, c'est avec le regard d'une dévotion et d'une
» charité plus intimes, que nous considérons ce même
» Ordre de Cîteaux, et que nous sommes porté à pro-
» curer, autant que nous croyons la chose agréable et
» conforme au bon plaisir du Père éternel, tout ce
» qui peut contribuer à sa conservation et à sa pros-
» périté ¹. »

Nous n'avons pu résister au plaisir de reproduire cette première page de la bulle de Benoît XII, où l'on respire à chaque ligne l'affection intime et la reconnaissance de ce grand pontife pour l'Ordre qui l'a élevé, et de répondre par ses propres paroles à tous ceux, quels qu'ils soient, qui, paraissant ne les avoir pas lues, s'en font cependant une arme, pour montrer le déplorable relâchement dans lequel était tombé l'Ordre de Cîteaux tout entier, au quatorzième siècle.

Mais est-il ici-bas d'institution si sainte et si stable qu'il n'y ait pas de fautes à reprendre, nul abus à corriger ? Dans un corps aussi considérable que l'était alors la famille cistercienne, composée de près de mille monastères d'hommes, répandue sur toute la surface de l'Europe et au delà, ne se trouvait-il pas plusieurs membres malades ? Le penser serait une erreur, et vouloir qu'il en fût ainsi serait bien peu connaître l'infirmité humaine.

Le pape reconnaît donc le mal; il sait, dit-il, par sa propre expérience, que, sur plusieurs points, l'Ordre

¹ *Constitutio D. Benedicti papæ XII*, ap. *Nomast.*, p. 586.

entier a besoin des remèdes de la provision apostolique. Mais il n'est pas le seul dont la sollicitude soit éveillée par le danger. Depuis longtemps déjà, les supérieurs majeurs l'ont entrevu et gémissent de l'impossibilité où ils sont de le prévenir. L'élévation de Benoît XII au souverain pontificat ranime leur espérance. Guillaume, abbé de Cîteaux, Jean de la Ferté, Jean de Clairvaux et Raynald de Morimond se rendent au Pont-de-Sorgues, résidence du pape, aussitôt après son élection ¹. Là, ils lui exposent leurs craintes, lui donnent tous les renseignements désirables, et le pape (il nous l'apprend lui-même), après les avoir écouté longuement et pris toutes leurs informations, dresse, de concert avec eux, les statuts et les règlements que réclamaient impérieusement les besoins de l'Ordre.

Quatre chefs principaux attiraient la sollicitude du Pontife : les intérêts temporels des monastères, exposés à la ruine par les aliénations ou les emprunts que nécessitaient quelquefois une administration imprudente ou, plus souvent encore, les malheurs du temps ; le gouvernement général de l'Ordre, entravé par le refus des contributions et par la négligence des abbés à se rendre au Chapitre annuel de Cîteaux ; le maintien de

¹ Ap. *Nomasticon*, p. 587. L'abbé de Pontigny ne s'y trouvait pas, sans doute parce que plusieurs des mesures qui allaient être prises le concernaient personnellement. On lit de lui : « L'inexpérience de Thomas (c'était son nom) dans les affaires du dehors, causa de grands dommages aux biens du monastère ; il fut obligé d'emprunter une somme considérable à l'abbé de Cîteaux, en 1331, et trois ans après, il emprunta aussi du blé. » (*Histoire de l'abbaye de Pontigny*, par M. Henri, curé-doyen de Quarré-les-Tombes).

la discipline et de la simplicité monastiques, compromises par la facilité à recevoir toute sorte de personnes, par le luxe persévérant des abbés et, surtout, par les abus graves et les licences que se permettaient les supérieurs et les principaux officiers de quelques monastères; enfin l'organisation plus parfaite des études et des collèges.

Aux yeux de Benoît XII, le premier point paraissait le plus important et réclamait le plus prompt remède. Aussi est-ce par là qu'il commence et sur quoi il s'étend davantage : « Tous les abbés, dit-il, avant » d'entrer en charge, prêteront serment de ne jamais » vendre ni aliéner les biens de leurs monastères, » sans l'aveu de la communauté et la permission du » Chapitre général. » Mais si l'aliénation ou la vente devait être considérable, le Chapitre général ne pouvait l'accorder, et l'affaire était renvoyée au Saint-Siège. Le consentement de la communauté était également nécessaire à l'abbé pour faire un emprunt, à moins que, pour cause d'absence, par exemple, il ne pût le lui demander; mais alors l'emprunt ne pouvait pas aller au delà de cent livres.

On comprend la nécessité de cette mesure, à une époque où le numéraire se trouvait presque tout entre les mains des Juifs, et où le taux de l'intérêt ne montait pas à moins de quarante ou cinquante pour cent. C'était donc un acte de haute prévoyance, d'interdire à des abbés imprudents l'entrée dans une voie qui pouvait devenir tout à fait désastreuse.

« Les officiers du monastère, comme les cellériers, les procureurs, prêteront serment d'administrer avec fidélité les biens qu'on leur aura confiés, et ils rendront leurs comptes à l'abbé et à la communauté, quatre fois l'an. L'abbé lui-même, tous les ans une fois, rendra compte de ses recettes et dépenses devant les anciens et les procureurs.

» Les visiteurs, commis pour prendre connaissance de l'état des monastères, ne pourront demeurer dans chacun que cinq jours, dont trois seulement seront employés à la visite. Ils ne recevront de la maison que leur nourriture et celle de leur suite, et la dépense n'excèdera pas ce qui a été réglé par le pape Clément IV. Les autres abbés ou religieux, en voyage, ne devront pas séjourner plus de deux jours dans les monastères où ils passeront, quand bien même, par politesse, on les engagerait à rester davantage, à moins cependant qu'ils ne fussent malades ou fatigués, auquel cas on aura pour eux les égards de la charité et de cette pieuse hospitalité qui est le propre de l'Ordre.»

Si l'on se reporte au temps où ces mesures furent prises, alors que des troubles incessants agitaient le royaume, que les démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII, les guerres avec les Anglais avaient mis l'Europe en feu et couvert le pays d'une multitude de soldats qui le ruinaient, que les exactions et les impôts prélevés sur le peuple avaient achevé de le réduire à la plus poignante misère, on ne peut être que touché de l'attention paternelle du pape à veiller à la conser-

vation des biens monastiques, vrai patrimoine des pauvres, et à dégrever les communautés de toutes les charges inutiles qui ne leur permettraient pas de continuer leur ministère de charité, sans s'exposer à une ruine certaine.

L'abandon du statut fondamental, nous l'avons dit, avait eu pour conséquence logique le refroidissement de la charité et le relâchement des liens constitutifs de l'Ordre. On n'était plus exact à se rendre au Chapitre général, on refusait de payer les contributions nécessaires à son existence. Il n'est donc pas étonnant de voir Benoît XII renouveler ces ordonnances, et prendre des mesures énergiques pour les faire observer. Lui, si plein de sollicitude pour l'intérêt temporel des monastères, parce qu'il sait combien étroitement il s'unit au spirituel, n'admet pourtant pas ici la pauvreté pour excuse. « Tout abbé qui ne se rendra pas sans retard au Chapitre annuel, sous quelque prétexte que ce soit, hors le cas de maladie grave, sera tenu de payer le double de la dépense qu'il aurait faite s'il s'y était rendu » et, « s'il refuse de payer cette amende » ainsi que les contributions générales, d'autorité » apostolique et sans qu'on puisse prétexter un appel, » il donne à l'abbé de Cîteaux et à chacun des quatre » premiers Pères pouvoir de le contraindre par toutes les censures de l'Eglise, » tant il juge ces deux points indispensables au soutien de l'Ordre dont les revenus publics commençaient à se perdre.

Tel est ce passage de la Constitution de Benoît XII,

profondément dénaturé par l'historien de la réforme de Cîteaux, dont l'ouvrage a le plus influé sur l'opinion et qui, jusqu'à ce jour, a dicté presque exclusivement ses jugements à l'histoire : ouvrage déplorable qui ne respecte pas plus les prérogatives du Saint-Siège, l'honneur des papes et de la Cour Romaine, que celui des supérieurs de l'Ordre, objet principal des diffamations de l'auteur.

« Les supérieurs majeurs, dit-il, avaient trouvé
» un moyen infailible de s'enrichir aux dépens des
» maisons particulières ; ils les pillaient sous prétexte
» de contributions qu'ils levaient pour les nécessités
» générales, nécessités souvent chimériques, et s'approprièrent cet argent sans jamais en rendre compte.
» Le pape, pour remédier à ce brigandage, qui ne
» convient proprement qu'à des voleurs de grands
» chemins, ordonne qu'à l'avenir il ne sera levé aucune contribution dans les maisons de l'Ordre que
» par le Chapitre général, qui en commettra l'exécution à trois abbés d'une vertu éprouvée, après leur
» avoir fait prêter serment de fidélité ; lesquels abbés
» rendront compte tous les ans etc ¹ ; ».

Et tout l'ouvrage est écrit sur ce ton, avec la même dignité, la même bonne foi, le même respect de la vérité et des convenances. Partout des affirmations sans preuves, des accusations dénuées de fondement, des imputations qu'il faut bien appeler calomnieuses, puisqu'il n'y a pas d'autre terme pour les qualifier, des ci-

¹ *Histoire de la réforme de l'Ordre de Cîteaux*, liv. I, p. 24.

tations tronquées, des textes falsifiés ou faussement interprétés, comme dans le passage que nous citons. Pour le réfuter, il suffisait de confronter ses assertions avec les sources d'où il les a tirées, et c'est à quoi l'on ne paraît pas avoir songé¹.

Assez sur Dom Gervaise ; revenons à notre bulle.

Le choix des sujets dans la réception des novices devait aussi préoccuper la vigilance du pontife, en un temps où les vocations étaient devenues beaucoup plus rares, soit par la multiplication des monastères, soit par la naissance de nouveaux Ordres, soit enfin par la diminution de l'esprit religieux dans les populations. De là, cette recommandation de ne recevoir jamais, quelle que soit la pénurie des sujets, que des personnes capables de remplir, avec la dignité convenable, les cé-

¹ • Quia vero nonnulli, sicut accepimus, ad solvendum contributiones quæ in eodem Ordine pro necessitatibus... imponuntur, se reddunt difficiles et remissos : nos adversus eos et circa negotia contributionum ipsarum..... prout sequitur, duximus providendum, videlicet quod Abbati Cisterciensi et quatuor coabbatibus.... et cuilibet eorum, auctoritate apostolica, remoto appellationis obstaculo, per censuram ecclesiasticam.... aliaque opportuna remedia compellendi eos.... ad solvendum easdem ; et ad id etiam coarctandum recusantes vel negligentes solvere.. et quosvis alios impedimentum præstantes publicè vel occultè, quominus contributiones prædictæ solvantur : ad resistendum prorsus ab impedimento hujusmodi nec non processus habendos, ac excommunicationis, suspensionis et interdicti, aliasque sententias ferendas in tales recusantes.... prout fuerit opportunum, ac in generali capitulo ipsius Ordinis publicandi et publicare faciendi plenam atque liberam concedimus tenore præsentium potestatem. » (*Nomast. Cist.*, p. 598).

Ainsi Benoît XII, au lieu de réprimer ce que Dom Gervaise appelle un brigandage qui ne convient qu'aux voleurs de grands chemins, l'aurait sanctionné de son autorité apostolique, et forcé, par les censures ecclésiastiques, les abbés à se laisser piller. On n'en a pas moins cru sur parole les accusations de cet écrivain, et ceux qui sont venus après lui les ont répétées de bonne foi. Et voilà comment on écrit l'histoire !...

rémonies du culte divin et les autres obligations monastiques, particulières aux moines et aux convers. Afin d'en assurer l'exécution, il exige le consentement des anciens ou de la plus saine partie de la communauté.

L'amour du faste et de la grandeur que nous avons signalé déjà, sans faire de plus grands progrès, ne s'était pourtant pas éteint dans le cœur de certains abbés de l'Ordre. Clément IV s'était efforcé de ramener leur suite au nombre fixé par les statuts. Mais son ordonnance ne concernait que les visiteurs, et le temps de la visite et du Chapitre général. On crut donc pouvoir s'en dispenser en toute autre circonstance. Le peu de sûreté des routes, alors infestées de bandes de soldats, de pillards vagabonds, semblait aussi les y autoriser. Mais Benoît XII, lui, va droit au but, il coupe court à toute équivoque. En tout temps, quatre personnes avec leurs montures et, de plus, un clerc séculier ou un laïque de compagnie chevauchant à leur côté : c'est tout ce qu'il accorde. Plus de pages en robes rayées ou de couleurs mi-parties, mais une livrée simple. Pour eux mêmes et pour leurs moines, pas d'étoffes fines et délicates ; de la laine seulement et de couleur naturelle, blanche ou brune. Ils rejetteront absolument l'usage des vases d'argent, des riches couvertures et autres ornements qui ressentent la curiosité et la superfluité ; car rien chez eux ne doit choquer la bienséance et la modestie qui sont l'apanage des personnes ecclésiastiques, à plus forte raison, des personnes religieuses consacrées aux louanges du Seigneur.

Des abus plus graves, quoique particuliers à un petit nombre de monastères, réclamaient de la part du pape une prompte répression. Quelques abbés et leurs moines, *aliqui abbates et monachi*, se prévalaient de dispenses accordées, disaient-ils, par le Saint-Siège et, contre la pratique perpétuelle de l'Ordre, usaient de la chair sans scrupule dans des chambres particulières, hors de l'infirmerie. Ailleurs, certains prieurs, cellériers ou autres religieux avaient à leur usage des chambres hors du dortoir, où ils dormaient la nuit, mangeaient de la chair et, sans permission de l'abbé, invitaient même leurs amis à venir partager avec eux le fruit défendu. Ce désordre avait sa source dans un autre plus contraire encore à l'essence de la vie monastique, et qui attaquait la substance même du vœu de pauvreté. Dans ces maisons, les moines étaient devenus propriétaires. Les revenus de l'abbaye se partageaient entre eux, et chacun recevait une portion déterminée de blé, de pain, de vin ou d'argent dont il disposait à son gré, faisait son petit ménage, se fournissait à lui-même ses vêtements, pourvoyait à sa nourriture et avait, au besoin, son cheval à l'écurie. Quelques-uns même allaient jusqu'à faire des échanges, vendaient, achetaient, se livraient au commerce pour augmenter leurs revenus, au grand péril de leurs âmes.

Pour mettre un terme à de si grands maux et remettre en vigueur, dans ces maisons relâchées, l'ancienne discipline, le pape défend absolument l'usage de la chair, hors le cas de maladie, même alors qu'on aurait

obtenu des dispenses du Saint-Siège. Si ces dispenses existent, il les révoque comme scandaleuses et les déclare de nul effet. « Tout délinquant sera soumis à un jeûne au pain et à l'eau, et recevra la discipline pour chaque manquement. Celui qui tomberait souvent dans la même faute sera par-là même inhabile aux emplois et à toute administration, pendant deux ans. Toutes les chambres construites hors du dortoir et de l'infirmierie, les cellules même du dortoir seront jetées à bas dans l'espace de trois mois, à partir de la publication de la bulle. Défense absolue d'en construire à l'avenir, et quiconque voudra s'opposer à cette mesure, ou y apportera quelque empêchement direct ou indirect, encourra *ipso facto* la sentence d'excommunication. »

Pour ce qui regarde la propriété, Benoît XII révoque tous les partages et les distributions faites des fruits et revenus de chaque monastère, applique le tout à l'usage commun, et condamne à la déposition tout abbé qui renouvellera ou permettra de nouveau ces partages. Enfin, pour prévenir le retour de pareils abus, il ordonne que les abbés pourvoient à tous les besoins des religieux et des convers, selon les facultés de la maison et le climat du pays où elle est située, et que, pour cela, on ne reçoive jamais plus de personnes que les ressources ne permettent d'en entretenir.

La bulle ne fait aucune mention du travail des mains. Faut-il conclure, comme on l'a fait, qu'il était aboli ? Il nous semble que c'est le contraire que l'on doit affirmer. Un pape élevé dans le cloître, et d'ail-

leurs si éclairé, ne pouvait ignorer que le travail des mains était une pratique essentielle à l'état monastique, surtout à l'Ordre de Cîteaux; et l'on ne saurait dire, après les mesures énumérées plus haut, qu'il n'eût pas eu la fermeté de le remettre en vigueur, si on l'avait abandonné. Ce n'étaient plus, peut-être, les rudes travaux d'autrefois : la transcription des manuscrits, les offices intérieurs de la maison, la culture des jardins, voilà à quoi se réduisaient ordinairement les occupations des moines. Le travail des champs était à peu près exclusivement laissé aux bras des frères convers. Les besoins des monastères n'exigeaient pas davantage et la règle était pratiquée à la lettre. Benoît XII n'eut donc rien à réformer sur ce point.

Mais il en est un autre qui fixa particulièrement son attention : les études.

Les études avaient toujours existé dans l'Ordre de Cîteaux. N'en eût-on pas de preuves positives, il suffirait, pour l'établir, du silence des constitutions que l'on invoque, bien à tort, en faveur de l'opinion contraire. En effet, comment nos Pères dont l'étude, la prière et l'office divin faisaient, à Molesme, l'unique occupation, s'ils avaient retranché les études comme contraires à la règle, auraient-ils gardé le silence sur un changement si capital; eux qui nous ont laissé la liste de leurs réformes si complète et si détaillée, qu'ils y ont fait entrer jusqu'à l'attirail de leur toilette, les peignes inclusivement¹? Cette hypothèse n'est pas admissible.

¹ *Exordium Cænobii Cisterciensis*, cap. XVI et XVIII.

Il est très naturel de croire, au contraire, que, se proposant d'observer la règle à la lettre, ils firent deux parts du temps qu'ils consacraient autrefois à l'étude, pour en employer une à travailler des mains, comme le veut saint Benoît, passant l'autre à lire sous les cloîtres ou à écrire, c'est-à-dire étudier, dans le *scriptorium*, ainsi que l'indique le règlement suivant : « que dans tous les *scriptorium* où les religieux ont coutume d'écrire, on garde le silence comme dans le cloître ¹. »

Et non-seulement l'étude était permise aux religieux de Cîteaux, mais l'enseignement lui-même était formellement admis par l'institut, d'après la définition des Chapitres généraux qui prescrivait de N'ENSEIGNER les lettres à personne dans le monastère ou dans les lieux qui en dépendent, si ce n'est aux religieux ou à ceux qui étaient reçus en probation comme novices, lesquels pouvaient APPRENDRE LEURS LEÇONS (*discere*) pendant le temps de la lecture ². Il y avait dès lors des maîtres et des disciples, *docentes* et *discentes*.

Toutefois, si, pendant le premier siècle de l'Ordre, les études furent en vigueur, l'enseignement proprement dit n'eut qu'une importance secondaire. Et cela se conçoit. On ne recevait dans les monastères aucun enfant au dessous de quinze ans; encore s'en présentait-il peu à cet âge. Le plus grand nombre

¹ In omnibus scriptoriis ubicumque ex consuetudine monachi scribunt, silentium teneatur sicut in clauastro (*Instit. ap. Nomasticon*, p. 272).

² Nullus puerorum doceatur litteras intra monasterium vel in locis monasterii, nisi sit monachus vel receptus in probatione novitius, quibus tempore lectionis *discere* liceat (*Nomast.*, p. 269).

des religieux arrivait tout formé et assez instruit pour continuer seul ses études. Mais à l'apparition des Ordres mendiants, lorsque saint Dominique et saint François parurent, instituant de nouvelles milices, les intelligences et les cœurs d'élite se tournèrent de leur côté, se pressèrent sous leur drapeau. Il ne faut pas s'en étonner : la ferveur naissante de ces deux Ordres, leur mission apostolique offraient à la piété un aliment plus fécond, à l'action du zèle un champ plus vaste. L'affluence à Cîteaux fut donc interrompue ; le vide se fit dans les rangs des religieux instruits, le niveau de la science baissa dans l'Ordre, les esprits s'inclinèrent vers la matière, et, à dater de cette époque, on remarque chez les moines cisterciens une tendance à devenir *marchands* et *industriels*. Pour prévenir le péril et remédier au mal en relevant les intelligences, Etienne de Lexington, abbé de Clairvaux, fonda le collège de Saint-Bernard, le premier qui fut élevé dans Paris et qui jeta sur l'Ordre un si grand lustre. Les papes, intéressés à ne pas laisser se perdre l'influence de Cîteaux, favorisèrent ce projet. Sur leur commandement, le Chapitre général de 1245 approuva l'établissement du collège, et, de lui-même, organisa l'enseignement dans tout l'Ordre et dans chaque monastère. En voici le décret :

« Pour la gloire de Dieu, l'honneur de l'Ordre et
» l'ornement de la sainte Eglise universelle, et afin
» que nos cœurs soient plus abondamment illuminés
» des rayons de la Sagesse divine, principalement

» après en avoir reçu l'ordre de notre seigneur le Pape
» (Innocent VI), à la demande et sur le conseil de plu-
» sieurs cardinaux et nommément du seigneur Jean
» (de Tolède), cardinal-prêtre du titre de Saint-Laurent
» *in Lucina*, le Chapitre général décrète que, dans toutes
» les abbayes de notre Ordre où les abbés le pourront et
» le voudront, on organisera les études, en sorte qu'il
» y ait une école de théologie, au moins, dans cha-
» que province..... » Suivent les règlements particu-
liers qui concernent les étudiants ¹.

Les Chapitres généraux subséquents ne montrèrent pas moins de zèle pour le succès des études. Ce n'est pas le lieu de rapporter leurs décrets ni les privilèges dont les Souverains Pontifes enrichirent les collèges. Mais le pape Benoît XII enchérit par-dessus tous. Il consacre à cet article la troisième partie de sa bulle. Non-seulement il y confirme les collèges de Paris, d'Oxford, de Toulouse, de Montpellier établis déjà depuis longtemps, transfère à Salamanque celui d'Estella, au diocèse de Pampelune, mais il ordonne d'en créer deux autres, l'un à Bologne pour les Italiens, l'autre à Metz pour la filiation de Morimond qui s'étend surtout en Allemagne. Le pape descend dans tous les détails ; il règle le nombre et la qualité des sujets qui doivent être envoyés, fixe la dépense des maîtres et leur entretien, organise tout enfin de sorte que rien ne puisse entraver une œuvre à laquelle il attache la plus haute importance pour les intérêts de l'Ordre

¹ Pièces justificatives, n° 15.

et de l'Eglise. Depuis, tous les Souverains Pontifes ont marché sur ses traces.

Au dix-septième siècle, il est vrai, M. de Rancé, réformant la Trappe, crut s'apercevoir que les études avaient été pour l'Ordre une cause de relâchement, et qu'elles étaient contraires à l'institut. Il les supprima donc dans son monastère et les exclut de ses constitutions. Que les études fussent opposées à l'esprit de l'institut, c'est ce qu'il est difficile d'admettre après ce qu'on vient de lire, et bien plus encore, si l'on se met en regard de l'histoire. Elles ont pu contribuer au relâchement, peut-être, comme toute bonne chose dont on abuse; mais que, de leur nature, elles y conduisent (M. de Rancé ne l'a jamais dit), il nous faudrait, pour embrasser ce sentiment, être bien sûr d'avoir sur cette question plus de lumières que n'en eurent les papes et les cardinaux, et qu'il nous est donné de voir un danger là où n'en ont point soupçonné tant d'illustres et saints personnages durant l'espace de cinq siècles, disons mieux, depuis la naissance de l'Ordre monastique en Occident ¹.

¹ La plupart des écrivains de nos jours qui ont parlé de la discussion soulevée, au sujet des études monastiques, entre M. de Rancé et Mabillon, tout en paraissant pencher en faveur du dernier, n'osent se prononcer cependant ni pour l'un ni pour l'autre. Cette réserve de leur part nous fait craindre de paraître téméraire, en disant que si l'opinion de M. de Rancé a pu se soutenir et obtenir quelque crédit, ce n'est que grâce au talent, à l'esprit, à l'éloquence et, disons-le, au nom et à l'autorité du saint réformateur. Quiconque, à sa place, eût osé défendre une pareille cause, n'eût pas, à coup sûr, obtenu les honneurs de la réponse de Mabillon. Ce livre, intitulé : *Réflexions sur la réponse de M. l'abbé de la Trappe*, chef-d'œuvre de polémique religieuse, où l'esprit, le bon ton, la fi-

Telle est la bulle du pape Benoît XII, que l'on a eu tort de regarder comme une réforme générale, puisque les trois chapitres consacrés à retrancher les abus, au témoignage du pape lui-même, regardent seulement quelques maisons et quelques personnes particulières, et non l'universalité de l'Ordre dont il fait le plus bel éloge. Toutefois, on ne saurait nier que ces abus ne soient l'indice d'un affaissement dans la discipline et dans la pratique des observances. L'Ordre, après avoir atteint son parfait épanouissement, commençait à perdre la suavité de son premier parfum. Sujet à l'instabilité, comme toutes les choses humaines, et parvenu au sommet de la perfection qu'il devait atteindre, il touchait à la pente opposée sur laquelle il glissait déjà, quand la vigoureuse secousse donnée par le pontife, au milieu même des fêtes et des réjouissances de son couronnement, réveilla subitement les moines qui commençaient à s'engourdir. Le char de l'observance se dégagea de l'ornière, reprit la bonne voie, et l'Ordre recouvra son ancienne ferveur.

Ce ne fut pas pour longtemps. La famine, la peste, la guerre, les fléaux de tout genre qui désolèrent ce siècle infortuné, replongèrent les monastères dans un état pire qu'auparavant, et les commendes arrivant par

nesse s'allient admirablement avec la science et la charité, nous paraît ne laisser aucune place à la réplique. Pourtant M. de Rancé répondit; mais son travail demeuré manuscrit ne circula que parmi ses religieux. Il vient d'être retrouvé par un digne successeur de Mabillon, le modeste et savant cardinal Pitra, qui, apprenant qu'une nouvelle vie de M. de Rancé allait être publiée, l'a loyalement fait passer à l'auteur. Le désir de connaître ce document excite encore l'impatience avec laquelle nous attendons l'intéressant ouvrage, promis par M. l'abbé Dubois.

dessus consommèrent la ruine de la discipline religieuse. Aiguebelle en fit la triste expérience.

Déjà nous l'avons vue épuisée par la famine et décimée par la peste. Dom Etienne, son digne abbé, mourut emporté par le fléau et victime de sa charité ; du moins, le dernier document que nous avons de lui date de 1348, année où la peste exerçait ses ravages dans notre province. Cet acte rappelle une vente de bois de construction tiré de la grange de Combe-maure, dans laquelle on vit figurer Bertrand Bert, grand cellérier d'Aiguebelle et procureur de Dom Etienne, Pierre Rostaing second cellérier, frère Geoffroy archiviste, tous moines, avec frères Guille, custode de la grange et Imbert de Lô, convers l'un et l'autre.

II. DOM REYNAUD DE GUITARD, VINGT-DEUXIÈME ABBÉ (1348-1351).

Dom Reynaud de Guitard, successeur de Dom Etienne, était élu depuis peu de temps, lorsque noble Bertrand de Raimbaud, de Grignan, sur le point de mourir, fit don à l'abbaye de huit salmées annuelles de froment, à la condition que deux religieux diraient chaque jour la messe et célébreraient le saint office, pour la rédemption de son âme et celle de ses parents et bienfaiteurs. Mais Raimbaud d'Audifred, époux de la veuve de Bertrand et tuteur de ses filles Catherine et Aleysette, héritières universelles, remontra à l'abbé que les biens du défunt ne pouvaient suffire à acquitter ce legs

et les autres charges de la succession, sans priver entièrement ses pupilles de leur part des biens paternels. Dom Reynaud consentit sans peine à un arrangement à l'amiable. On choisit pour arbitres, de la part de l'abbé et de la communauté, Pons de Monastier, religieux d'Aiguebelle, et du côté des héritières, Bertrand de Blacas, de Grignan. Ceux-ci, reconnaissant que la succession de Bertrand de Raimbaud se trouvait engagée pour de nombreuses et assez fortes sommes à des juifs, à des italiens et à d'autres personnes, et que, outre le legs fait à Aiguebelle, le défunt en avait stipulé plusieurs autres, notamment à sa veuve Laurette, épouse de Raimbaud, à ses trois sœurs, Béatrix et Ples-torette, religieuses du Bouchet, et Bynde, épouse de Hugues de Latgier de Stella, auxquels on ne pouvait satisfaire sans dépouiller entièrement les deux héritières ; et ne voulant pas, d'un autre côté, que la volonté du défunt pour le repos de son âme et celles de ses parents demeurât sans effet, décidèrent que Raimbaud d'Audifred paierait une fois pour toutes, au monastère, la somme de quatre-vingt-dix florins en deux paiements, dont le premier aurait lieu à la prochaine fête de l'Ascension, et le second dans un an, à partir de la fête de Pâques à laquelle on touchait ; les religieux, de leur côté, seraient tenus de célébrer deux anniversaires et autant d'offices qu'ils croiraient le devoir en conscience : ce qui fut accepté de part et d'autre ¹.

L'acte en fut passé le 18 mars 1350, dans le parloir

¹ *Pièces justificatives*, n° 16.

d'Aiguebelle, en présence de M^e Pierre Masobollet, notaire du diocèse de Viviers, qui devait en dresser un double, de Giraud Crosilhat, clerc du diocèse de Tullés, de Pierre Labastide et de Jean de Chaputi ; signé Pierre Barasti, notaire. Les religieux présents étaient Dom Reynaud de Guitard, abbé, Guillaume du Pont, prieur et procureur d'Aiguebelle, André de Anénac, cellérier et aussi procureur, Benoît de Chabriac, sacristain et sous-prieur, Guillaume Girardi, Jean d'Arnet, Pierre de Gallinac, Arnaud Malarse, Pons d'Amaury, Pons de Prière, Jean Pautardi, Amance du Puy, Pons de la Palud, treize religieux en tout, auxquels il faut ajouter Pons de Monastier, qui avait servi d'arbitre, Aimar de Château-neuf, Jean Sagete et Guillaume Rixende qui sont nommés comme témoins dans trois actes passés dans le cours de l'année suivante. Ce sont les quittances des quatre-vingt-dix florins dont le paiement devait se faire, l'un à la fête de l'Ascension, et l'autre dans l'espace d'une année, à partir de la Pâque prochaine. Elles portent toutes deux la date de 1351, la première du 13 juin et la seconde du 8 mars. On voit ainsi que l'usage de commencer l'année à la fête de Pâques existait encore dans la seconde moitié du XIV^e siècle.

III. DOM RAYMOND III, VINGT-TROISIÈME ABBÉ (1356).

Raymond, troisième du nom, prit les rênes du gouvernement en 1356, la quatrième année du Pontificat

d'Innocent VI. Mais se sentant trop faible, il se démit de sa dignité peu de mois après en avoir été revêtu. Innocent VI qui l'avait nommé lui donna sur le champ pour successeur,

IV. DOM GUILLAUME DE REYNAUD , VINGT-QUATRIÈME ABBÉ (1356-1369).

La bulle d'élection et de confirmation est de la même année 1356. Lorsque Dom Guillaume la reçut, il était abbé de Sylvanez. Un siècle auparavant, les religieux d'Aiguebelle, à la demande d'Innocent IV, s'étaient privés de leur père, Raymond I^{er}, en faveur de cette abbaye. Aujourd'hui le pape enlevait Dom Guillaume à ce siège pour le placer sur celui d'Aiguebelle. C'était une restitution d'autant plus juste, que Dom Guillaume était profès de notre monastère. Il en était prieur en 1344, et nous l'avons vu, en cette qualité et comme procureur de Dom Etienne, son abbé, terminer le différend qui existait entre les deux abbayes d'Aiguebelle et de Mazan.

Aiguebelle possédait, dans le mandement de Grignan, un fief qu'elle tenait de la générosité des seigneurs de ce lieu. Le 18 juin 1357, Guillaume de Reynaud renouvela entre les mains du magnifique seigneur Giraud-Adhémar, baron de Grignan, l'hommage que lui rendaient ses prédécesseurs. Étaient présents à cette prestation : Pons de Sampson, prévôt de Cavaillon et professeur de lois, Bérenger Arcolini, seigneur de Mercoire, Etienne Tacharelli, moine d'Aiguebelle et Pierre Barasti, notaire.

V. DOM GUILLAUME VI DU PONT, VINGT-CINQUIÈME ABBÉ (1370-1373).

Dom Guillaume de Reynaud donna sa démission avant l'année 1370, et l'abbaye demeura vacante durant quelque temps. Nous voyons seulement par nos archives qu'Aiguebelle était alors administrée, conformément à la bulle de Clément IV, par le prieur Guillaume du Pont, qui exerçait cette charge depuis plus de vingt ans, ayant succédé à Guillaume de Reynaud, avant 1350. Il lui succéda aussi sur le siège abbatial. Peu de temps avant son élection, le 27 avril 1370, il reçut, au nom du monastère, le serment du Bailli de Réauville, Jehan de Liton, nommé par R. d'Agout, chevalier sénéchal des comtés de Provence et de Forcalquier pour la comtesse Jeanne, reine de Jérusalem et de Sicile. Cet officier, obéissant au traité passé entre Pons de Saint-Bonnet et le prince de Salerne, en 1280, se rendit à Aiguebelle et présenta ses lettres patentes au prieur Guillaume du Pont qui l'accueillit favorablement. Puis, joignant les mains entre celles du prieur, il jura sur les saints évangiles de pratiquer et d'observer tous les devoirs d'un bon bailli de Réauville à l'égard du monastère d'Aiguebelle. Giraud Ruffi, moine d'Aiguebelle, et noble Dalmy de la Roche, de Chantemerle, assistaient à cette prestation d'hommage ¹.

Neuf mois après et le 28 janvier de la même an-

¹ *Pièces justificatives*, n° 17.

née, Guillaume du Pont et André d'Anénac, sous-prieur, de concert avec le nouveau bailli, de Liton, affermèrent pour cinq années à noble Jean Tacharelli de Réauville, le père ou le frère du religieux de ce nom, alors habitant de Châteauneuf-de-Mazenc (*Castri novi dalmaseni*), deux maisons situées à la *Comba saint-Bauzili* (la combe de saint Bazile), dont l'une avait appartenu à Jean de Chambaron, et l'autre, à Pons du Puy, religieux d'Aiguebelle, avant son entrée en religion, avec une ancienne verrerie et la terre qui était entre deux; ils affermaient de plus toutes les terres de la combe, sous le cens du septième de tous les grains et légumes, en faveur du monastère, et lui concédaient la faculté de prendre tout le bois nécessaire aux réparations, au service et à l'entretien de sa maison et de la verrerie, dans les limites comprises entre les dites maison et verrerie jusqu'à la roche du Puyroux (*podii ruffi*), et de cette roche, en tirant vers le couchant, jusqu'au lieu appelé la nouvelle charbonnière, en suivant la pente de l'eau jusqu'à la rivière de Marse etc;

Ce ne fut que l'année suivante, 1371, et le 16 décembre, que Guillaume du Pont confirma cet accensement, en qualité d'abbé du monastère d'Aiguebelle.

Il nous reste encore plusieurs actes de l'abbé Guillaume du Pont, mais sans intérêt historique. Un seul rappelle le nom de son prédécesseur, Guillaume de Reynaud, *autrefois abbé*. Il est du 9 mars 1373.

En 1379, nous trouvons à sa place,

VI. DOM ARNAUD MALARSE, VINGT-SEPTIÈME ABBÉ (1379).

C'est dans un acte de reconnaissance passé par ce dernier et frère Giraud Ruffi, sous-prieur, à Giraud Adhémar, seigneur de Grignan, pour tous les fiefs que l'abbaye possédait sur le territoire de sa seigneurie. Parmi les témoins se trouve Aimar Adhémar, moine de Cluny et frère du baron de Grignan.

VII. DOM PONS III DE SAINT BONNET, VINGT-SEPTIÈME ABBÉ (1380).

Membre de l'illustre famille de Saint-Bonnet qui, au siècle précédent, avait donné un abbé à Aiguebelle, Dom Pons gouvernait le monastère, en 1380, dit le *Gallia christiana*, d'après une charte de l'abbaye de Bonnevaux où son nom est rappelé. Nous n'avons aucun autre souvenir de cet abbé.

VIII. DOM RAYNAUD ASTIER, VINGT-HUITIÈME ABBÉ (1392-1399).

Dom Raynaud était natif de Réauville et religieux d'Aiguebelle. En 1374, il assista au mariage de sa sœur Garcende et en signa l'acte. Sous son gouvernement les rangs des moines se vident et l'abbaye décline avec rapidité. Cette désertion n'avait pas seulement pour cause le relâchement qui commençait à s'introduire; le genre de vie que les religieux menaient était encore austère, mais la guerre et les ravages des Compagnies franches qui désolaient alors le Dauphiné, étaient peu propres à favoriser les vocations.

« C'est en 1357, l'année qui suivit la bataille de Poitiers, que l'on vit apparaître ces redoutables bandes connues dans l'histoire sous le nom de *Grandes-Compagnies* ou de *Routiers*. Les Anglais étaient maîtres d'une partie du royaume ; le roi Jean était captif à Londres ; le roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, profitant d'une régence encore faible et mal assurée, faisait souffler en tout lieu par ses émissaires l'esprit de désaffection et de révolte ; la France était épuisée d'hommes et d'argent ; la vieille gendarmerie française avait disparu presque entièrement dans les combats, et la noblesse pouvait à peine donner encore quelques défenseurs au pays ; le trésor public était vide ; les champs, ravagés par la guerre, n'étaient plus ensemencés. Ce qui restait de soudoyers sous les armes, ne recevant plus de paie, se débanda, et, sûrs de l'impunité, ces brigands s'abandonnèrent à tous les excès d'une soldatesque effrénée. D'abord ils se bornaient à voler sur les routes et à piller les hameaux isolés, et les maisons sans défense ; mais lorsque leurs bandes se furent grossies de tous les malfaiteurs qu'ils recrutaient chemin faisant, ils se choisirent des chefs, se formèrent en compagnies et commencèrent à opérer sur une plus vaste échelle, attaquant les châteaux et les bourgs, les monastères et les églises, qui devinrent dès lors autant de maisons fortes où les habitants se réfugiaient en cas d'alarme, lorsqu'ils ne pouvaient pas tenir dans leurs demeures. Tels furent les commencements de ces dignes successeurs des Cottereaux

et des Pastoureaux qui avaient désolé la France au XII^e siècle.

» Bientôt leur nombre s'accrut tellement qu'il n'y eut plus moyen d'opposer une digue à ce torrent dévastateur. Dans l'impuissance du pouvoir civil, les Souverains Pontifes fulminèrent contre eux bulles sur bulles ; mais les armes spirituelles n'avaient pas plus de force que les lois. Ces forbans s'en moquaient et savaient bien se faire relever des censures ecclésiastiques qu'ils avaient encourues ; chaque fois qu'ils rançonnaient le Pape, ils ne manquaient pas de lui demander par-dessus le marché l'absolution de leurs crimes et sa bénédiction ¹. »

Emmenées tour-à-tour en Espagne, en Italie, elles ne furent point si bien dissipées par ces expéditions qu'il n'en restât encore assez pour exercer de nouveaux ravages. A leur retour d'Italie où elles avaient été licenciées, ces bandes indisciplinées entrèrent en Provence, où personne n'osa leur disputer le passage, tant la frayeur qu'elles inspiraient était grande. Elles investirent le Comtat-Venaissin et vinrent ensuite se joindre à Raymond de Turenne.

Ce gentilhomme, si tristement fameux, était alors en guerre avec Louis II d'Anjou qui lui avait confisqué ses domaines en les réunissant à sa couronne, et avec le pape qui n'avait pas jugé à propos de s'interposer pour lui faire rendre justice, et que, pour cette raison,

¹ *Les Routiers au XIV^e siècle, les Tard-Venus et la bataille de Brignais*, par M. P. Allut. (Lyon, N. Scheuring, rue Boissac, 9, 1859).

Raymond crut devoir envelopper dans sa vengeance. Pour cet effet, il commence à se plaindre partout : « Le Saint-Siège, dit-il, lui doit de grosses sommes que le pape (Clément VII) ne se met pas en peine d'acquitter, parce qu'il est d'intelligence avec le roi pour le réduire à la misère ». Sous ce prétexte, réel ou supposé, il fortifie ses châteaux, lève des troupes, rassemble ses amis, et, afin de ne pas les effrayer à la vue du crime qu'ils allaient commettre en prenant les armes contre le pape et contre le roi, il traite ces derniers de puissances imaginaires, il en parle en toute occasion avec le dernier mépris et fait passer comme en proverbe ces insolentes paroles :

Au Pape sans Rome,
Au Roi sans couronne,
Au Prince sans terre,
A ces trois feray la guerre.

Le Prince sans terre était le prince de Tarente, Othon de Brunswick, mari de Jeanne, reine de Naples.

L'occasion était belle pour les Compagnies. « Aussitôt que la nouvelle de cet attroupement se fut répandue, on vit accourir des gens de toutes parts ; mais ce n'étaient que gueux, que vagabonds, que bandits, que voleurs et qu'assassins. Aussi, » dit l'historien qui nous fournit ces détails, « les châteaux abattus, les villages rasés, la campagne pillée furent les premiers coups d'essai de ces infâmes soldats. Avec eux Raymond court la Provence, le Comtat et le pays Tricastin. Il laisse partout des tristes marques de sa ré-

volte et de son impiété ; il permet à tous ses gens le viol, le sacrilège, le meurtre, l'incendie, et fait voir, contre l'ordre de la nature, qu'un mal peut être à la fois long et violent ; car cette guerre dura dix ans ¹.

Ce n'est pas que, parfois, ce chef de brigands ne rencontrât une vive résistance. A Salles, par exemple, disons-le à la gloire des habitants de cet humble village, il fut longtemps arrêté avec ses troupes par la belle défense des deux frères, nobles Milet et Isnard d'Audifred, qui furent blessés durant le siège, et de leur neveu Isnard, qui trouva la mort en repoussant l'ennemi. Ce ne fut qu'après un assez long temps, avec beaucoup de peine et une grande perte de ses gens, que Raymond parvint enfin à s'emparer de la place. Toutefois, grâce à la médiation d'Astorge de Chaylar, écuyer du roi et bailli de Grenoble et d'Arnolin de Saveyrac, seigneur de Beaucaire, Giraud Adhémar, baron de Grignan et principal seigneur de Salles, la recouvra par la reddition des prisonniers faits sur Raymond et le paiement de cinq cents francs d'or. Le généreux baron ne laissa pas sans récompense la bravoure et la fidélité de ses co-seigneurs et de ses vassaux. Il reconnut publiquement et par acte authentique les vaillants services qu'il en avait reçus, leur confirma la seigneurie de Salles avec des droits plus étendus, ne se réservant que le titre féodal, l'hommage de fidélité et la reconnaissance qu'ils devaient à lui et à ses successeurs ².

¹ P. Boyer de Sainte-Marthe, *Hist. de l'Egl. de Saint-Paul trois-Châteaux*, liv. II.

² *Pièces justificatives*, n° 18.

Grignan était trop bien fortifié pour que Raymond, affaibli par l'énergique résistance de Salles, osât en entreprendre le siège. Il dut passer outre et porter plus loin sa fureur. Il ne paraît pas qu'Aiguebelle en ait été la victime. Son isolement et la profondeur de sa solitude la sauvèrent, sans doute, comme elles l'avaient sauvée déjà de la fureur de Raymond de Toulouse et de ses Albigeois. L'abbaye de Lioncel ne fut point aussi heureuse. Les religieux en furent chassés, le monastère pillé, les terres ravagées, les cultivateurs dispersés, les troupeaux enlevés ou morts de fatigue et de faim dans la précipitation de la fuite, en sorte que, pour réparer un peu ses immenses pertes et l'aider à payer ses dettes qui se montaient à sept cents florins, le Chapitre général dut unir à la manse conventuelle le monastère de Vernaison avec ses dépendances ¹.

Nos pères, toutefois, n'en furent pas quittes pour la frayeur, pour le ravage de quelques-unes de leurs granges et des terres qu'ils possédaient dans le territoire de Grignan. La prise de cette dernière place, trois ans après le siège de Salles, fut pour eux la source de nouvelles pertes plus considérables. Amblard de Sédat et Guillaume le Norman, chefs des Compagnies, s'en emparèrent par trahison une nuit du mois d'avril

¹ *Statuta Cap. gen.*, 1397, ap. Mart, *Thesaurus anecd.*, t. IV. col. 1534. Vernaison était un monastère de filles, de l'Ordre de Cîteaux, dont la communauté était alors dans le relâchement et en nombre insuffisant pour remplir les obligations de la fondation.

1395. Ils pénétrèrent par escalade dans la forteresse et emprisonnèrent le seigneur de Grignan.

« Le roi Charles sixième » dit une traduction contemporaine du récit original de ce mémorable événement, écrit en latin et daté du 2 août 1395, « adverti » et cognoissant combien luy importet la perte de ladite » forteresse donne commission ample par authentiques » siennes patentes à Talabar son chambellan de la généralité de son armée pour aller assiéger les susdits » rebelles n'y espargner auscung soing ny nen bouger » que la dite forteresse ne soit réduite soubs son obéissance. Le siège tirant en longueur à deffault d'assistance des circonvoisins, du X juillet luy sont adressées d'autres commissions fort amples par les » illustres Jehan duc de Bary et d'Auvergne, comte de Poitou et Boulogne, Philippes, comte de Bourgonne, » comte de Flandres et de Daunois et Louis, fils du roy » de France, duc d'Orléans, Valois, Beaumont et Angoulême pour imposer et contraindre les habitants » des villes, villages et pays circonvoisins à fournir » hommes, argent, armes, artilleries, munitions de » guerre et de bouche, obliger les amys du roy et bons » vassaux et aultres de luy prester secours jusque à » ce que les rebelles de ladite forteresse en soient » chassés et remyse en toute liberté entre les mains » dudit seigneur de Grignan. ¹ »

En pareille conjoncture, on comprend qu'Aiguebelle ne fut point épargnée. Elle dut aussi contribuer à la

¹ Voir aux *Pièces justificatives*, n° 19, la lettre dont il est ici question, et toute la suite de cette affaire, d'après les mémoires du temps.

défense commune, non-seulement par des vivres, de l'argent et des munitions, mais aussi par des hommes choisis parmi ses vassaux et équipés à ses frais.

Cet excès de dépenses épuisa ses ressources. L'année suivante, 1396, Dom Raynaud Astier, alors abbé, fut obligé, pour subvenir aux besoins de sa communauté, de vendre ses rentes sur Montélimar et les droits de directe que l'abbaye possédait sur plusieurs maisons de cette ville. Le cellérier Malachie de Belmont, accompagné de frère Hugues Obisan, passa au nom de son abbé et de la communauté, l'acte de cette vente faite, pour un temps limité, au sieur Simon Amilard. Il est du 12 septembre et reçu par Barthélemy Graniez.

En 1399, le même abbé rendit hommage à Jean de Châlons, prince d'Orange, pour le domaine de Violez. C'est sans doute à l'occasion de cet hommage que le *Gallia christiana* nomme Raymond Astier à cette même année.

Au fléau de la guerre vint encore se joindre celui de l'inondation qui, se renouvelant à deux années d'intervalle, exerça les plus grands ravages. Le torrent du Lez, sortant des montagnes de la Lance et se précipitant avec furie, inonda la plaine de Bouchet, creusa les terres de cette abbaye et renversa plusieurs maisons de sa dépendance. Aiguebelle n'eut pas moins à souffrir, ainsi que tous les riverains de la Vence et de la Berre. Cependant les digues et les murailles qui contenaient la Vence ne cédèrent qu'à la seconde inondation de 1402. Toute la plaine de Pierrelatte fut dé-

vastée; la Berre, furieuse et déchainée, renversa ses deux ponts dont l'un était construit devant le château de la Leu et l'autre, plus loin, sur la route de Donzère. Les habitants de ces deux communes s'accordèrent pour réparer un de ces ponts et combler les lits nouveaux que le torrent s'était creusés.

IX. DOM PIERRE III RÉGIS, VINGT-NEUVIÈME ABBÉ (1411-1428).

Le 13 juillet 1411, Dom Pierre Régis acheta de Guyot-Adhémar, seigneur de Grignan, une maison à Chantemerle qui confrontait, à l'est, la chapelle de Saint-Antoine, et, le 7 septembre de la même année, nous le voyons encore avec Guillaume Garini, religieux d'Aiguelle, signer une quittance donnée par Louis-Gaston de Château-neuf-de-Mazenc, pour le paiement d'une partie de la dot de sa femme Maragde, fille de Hugues du Puy.

Au commencement des troubles que nous venons de décrire, l'abbaye comptait encore, nous l'avons vu, une vingtaine de religieux. Aujourd'hui, les actes que nous avons sous les yeux nous en signalent à peine la moitié. Parmi les convers, le vide s'était fait plus grand encore. Cette diminution rapide du personnel obligea l'abbé Pierre de simplifier son mode d'administration, en donnant à bail plusieurs propriétés qui, faute de bras, demeuraient en friche et sans profit pour le monastère. Ainsi commencèrent les aliénations que nous verrons se multiplier d'une manière effrayante sous ses

successeurs. Le premier document de ce genre que nous rencontrons est le bail ou emphytéose à perpétuité de la terre d'Escharanelle, dépendante de l'hospice de Roussas et qui servait à son entretien. Nous n'avons pu lui assigner une date certaine, car, mutilé par un ciseau vandale, en 1793, et réduit sans pitié au format in-quarto du registre des délibérations de la commune de Réauville qu'il était destiné à recouvrir, ce demeurant de nos vieilles archives ne nous a conservé, avec les conditions de l'accensement, que le nom de l'abbé et des religieux contractants, en sorte qu'on ne peut lui assigner d'autre date que la période de 1411 à 1425. Il commence ainsi :

« Dom Pierre, par la miséricorde divine, humble abbé du monastère d'Aiguebelle, au diocèse tricastin et de l'ordre de Cîteaux, de la volonté et du consentement des vénérables et religieux hommes Dom Hugues Reboul, prieur du monastère, André la Fare, Michel la Fare, Raynaud Algo, Pierre Chiuleti, moines du dit monastère et y résidant, convoqués, selon l'usage, au son de la cloche et assemblés en Chapitre, voulant et consentant en leur propre nom et au nom de tous les autres religieux absents ; pour l'utilité évidente et l'intérêt du monastère, donne à nouvel achapt et perpétuelle emphytéose..... au prud'homme Jacques Falverge de Roussas, au diocèse tricastin, un pré et une blachère (bois de chêne) situés au territoire de Valaurie, au lieu appelé de l'Escharanelle..... sauf toutefois, pour l'abbé et ses successeurs et pour le mo-

nastère, le domaine direct, les droits de remise, de prélation, et sous le cens et le service annuel de douze deniers et la cinquième partie de tous les fruits y provenants », et plusieurs autres conditions inutiles à rapporter.

La pièce suivante mérite d'être citée plus au long, tant à cause de l'originalité de sa rédaction que pour les détails curieux qu'elle renferme. C'est l'appensionnement de la grange de Frayssinet, au mandement de Pierrelatte. La copie et la traduction remontent, pour le style et l'écriture, à la première moitié du dix-septième siècle.

« Au nom de Dieu, Amen. Puys que l'enticquyté de peu à peu etface les actions des homes et la memoire d'iceulx, il est raisonnable d'y prouvoir à l'advenir à ce que la vérité soyt entretenue et conservée et que nulle callompnie en puisse survenir. Et pour ce sachent tous présents et à l'advenir quy vairront ce vray et public instrument que l'an mil quatre cents vingt-cinq et le dix-septième jour de décembre, reigning Pape Martin par la grâce de Dieu pape cinquiesme de ce nom, qu'estants congrégés et rassemblés les religieux de la Bayée d'Aiguebelle ordre de Cîteaux dans la Bayée et monastère du dit Aiguebelle, en présence dans le Chapitre du révérent Père en Dieu Monsieur Pierre Roy abbé de ladite Bayée, assemblés à son de cloche et de la manière accoustumée de ladite abbayée pour traicter et négocier ce qui s'en suit. Auquel chappitre à la forme accoustumée et après le son de la dite clo-

che ont été présants, en premier lieu le Seigneur et révérant abbé du vénérable monastayre, vénérable personne frère André la Fare supryeur et procureur général de ladite abbayée, frère Jausserand Velarsy (de Villas), frère Nicolas Chambouys, secrestain en la dite abbayée, frère Michel la Fare, frère Jacques Arnaudy, moynes en ladite abbayée, *entre lesquels estoient la plus grande partie des dits religieux*, lesquels tous ensemblement et d'ung mutuel accord, tant à leur propre et privé nom que pour et au nom du dit monastayre, leurs successeurs et ayant cause à ladvenir en icelluy ; de bonne foi sans dol ni fraude, attentifs et *assis* pour délibérer comme ils disoynt d'une chose infertile du présent et à ladvenir et pour faire apparoyr de leur dilligence à ceste occasion assemblés, disoynt la chose dont est question, vacque, déserte... ; herme et ruynée et du tout désemparée. Et pour ce, pour et au nom du dit monastayre, proffit et utilité d'icelluy, successeurs et ayant cause, ont donné transporté et concédé *seu Casy* à Bartholomy Mellet dict le Bels, parrochien de Ruynas saint-fleur, habitant à Pierrelatte..... en emphytéose perpétuelle certayne grange appartenant aux dits religieux et monastayre, ensemble une maison vulgairement appelée *Frayssinet* avec toutes les possessions y adjassentes et dépendant de ladite grange.... terres, bois, vignes, cultures quelconques..... soubs la cense annuelle et perpétuelle d'un florin vallant douze gros, monnoye de notre dit Saint-Père le Pape et ayant cours au compté de Venisse

et sous la pension de douze septiers blé bon, loyal et marchant à la mesure du dit Pierrelatte.... se réservant le dit sieur abbé, tant pour lui que ses dits religieux, le droit d'ospitalité et demeure allant et venant en icelle pour les négosses et afayres de leur dite abbayée..... confessants en outre le dit sieur abbé et religieux pour eulx et leurs successeurs avoir heu du dit Mellet..... cejourd'hui réallement pour l'entrée un disner pour tout le monastère et abbayée. Tellement que du dit disner se sont tenus pour contents, bien payés et entièrement satisfaits et en sorte ils en ont quitté le dit Mellet..»

L'investiture de la grange fut faité au dit Mellet par le *bail d'une plume* de la part de l'abbé et des religieux qui prêtèrent serment, selon l'usage des prêtres, en plaçant la main sur leur poitrine ; et Mellet promit d'améliorer la grange, maison et tous ses droits et d'en faire reconnaissance à l'abbé, aux religieux et à leurs successeurs, toutes fois qu'il en serait requis. L'acte est signé Ogier Soubeyran de la Garde, notaire et personne publique constituée.

Cependant ces mesures, si sages en apparence et prises uniquement, ce semble, dans l'intérêt du monastère, puisque de fait elles augmentaient ses revenus, au lieu de l'enrichir, aboutirent au contraire à son appauvrissement. Elles n'étaient en effet qu'un commencement d'aliénation. Sous un prétexte ou sous un autre, les acquéreurs ne tardèrent pas à se dispenser peu à peu de leurs obligations, en sorte que les revenus de ces propriétés, après avoir diminué progressivement,

finirent par s'éteindre, et, au seizième siècle, à la suite des guerres de religion, une bonne partie fut perdue pour Aiguebelle. En 1550, les consuls de Saint-Paul-Trois-Châteaux déclarent tenir le quartier appelé Frayssinet de l'évêque de cette ville, sous le cens annuel et perpétuel d'une *maille* qui valait six liards ¹. Fut-ce par un nouveau contrat, par transmission, par incurie ou par décision de la Cour apostolique que cette propriété vint au pouvoir de l'évêque ? nous l'ignorons. Quoiqu'il en soit, on ne saurait s'empêcher de voir là un juste châtement de la divine Providence, qui punissait par la pauvreté ceux que l'abus des richesses avait fait dévier peu à peu de la rigueur première de leur saint état.

Le 23 octobre 1438, nous retrouvons encore le nom de l'abbé Pierre dans une nouvelle aliénation d'une terre sise au territoire de Grignan, au lieu appelé dans l'acte latin *in cordio*, en faveur de Jean de Dos ou de Rousillon, sous le cens annuel de la dix-huitième partie des fruits. Ce document offre pour particularité remarquable que l'abbé Dom Pierre fait cette aliénation au profit et pour l'utilité du vestiaire de l'abbaye et pour ses successeurs à cet emploi à perpétuité, car il était d'usage que les principaux officiers du monastère eussent des revenus affectés à leurs emplois, revenus qu'ils administraient eux-mêmes sous la haute main de l'abbé, et dont par conséquent ils n'étaient point propriétaires.

¹ *Histoire de l'église de Saint-Paul.*

La vaste administration des monastères, le personnel considérable de chaque maison avait presque forcément introduit cet usage. Saint Benoît donne au cellérier l'intendance sur tout le temporel de la maison, sous la direction générale de l'abbé. Mais, dans les monastères cisterciens, où l'on comptait les moines par centaines, le cellérier ne pouvait avoir l'œil et la main à tout. Il dut donc se décharger sur les autres officiers et laisser à chacun d'eux l'administration de son emploi, sauf à lui en faire rendre compte de temps en temps. Le sacristain, le portier, le pitancier, l'infirmier des pauvres avaient des revenus qui leur étaient assignés, et l'on trouve de nombreuses chartes, aux douzième et treizième siècles, de donations faites en leur faveur. C'est ainsi que Hélissende, comtesse de Bar-sur-Seine, en 1224, faisait connaître à tous les fils de sainte Mère Eglise, qu'elle faisait don à Dieu et à la bienheureuse Marie et au portier de Clairvaux de la dîme de Villars-le-Sec, pour les besoins de la porte, et afin que le portier, et ses successeurs à perpétuité, achetassent tous les ans des vêtements pour vingt pauvres¹. Ces officiers faisaient valoir eux-mêmes leurs revenus, prélevaient les dîmes, en distribuaient l'emploi, et lorsqu'il leur manquait quelque chose, alors seulement ils avaient recours au boursier du monastère.

Faute d'avoir été justement apprécié, cet usage, qu'on peut appeler primitif dans l'Ordre de Cîteaux, donna lieu plus tard à bien des récriminations inju-

¹ M. d'Arbois de Jubainville, *Etudes sur les abbayes cisterciennes*, p. 369.

rieuses, peu équitables et souvent fausses, contre les Chapitres généraux et les premiers supérieurs.

Toutefois, il faut reconnaître qu'un pareil mode d'administration pouvait devenir et qu'il devint en effet, dans plusieurs maisons, la source de bien des abus contre la pauvreté et, notamment, de ceux qui sont exprimés dans la bulle de Benoît XII contre les propriétaires. Avoir, posséder, n'est-ce pas la passion la plus profondément empreinte dans le cœur de l'homme ? Il était donc difficile que des officiers, ordinairement nommés à vie, ne regardassent pas à la longue leur charge comme un vrai bénéfice, et ne finissent par la remplir à ce titre.

X. DOM GUILLAUME VII, TRENTIÈME ABBÉ, (1431-1432).

Dom Guillaume gouvernait Aiguebelle en 1431 et 1432. Il nous est resté trois actes de son administration. Le premier est la reconnaissance d'une dette de huit florins en sa faveur ; le second, la vente d'une maison que l'abbaye possédait à Valréas, et le dernier, la réception du serment de Jacques Grassi, juge et bailli de Réauville, nommé par la cour royale d'Aix au nom de Louis III, roi de Sicile et de Jérusalem et comte de Provence.

XI. DOM JAUSERAND DE VILLAS, TRENTE-UNIÈME ABBÉ, (1453-1456).

Il y avait près de vingt ans déjà que Dom Jausserand avait embrassé la profession religieuse à Aigue-

belle, lorsqu'il fut élevé sur le siège abbatial. C'est lui que nous avons vu en 1411, sous l'abbé Dom Pierre, procureur des religieuses de l'abbaye de Bouchet. Son premier passage au gouvernement d'Aiguebelle, de 1433 à 1436, nous est connu par trois baux emphytéotiques, dont le dernier et le plus important est en faveur de Jean de Doys, habitant de Grignan. L'acte, du 19 septembre 1436, ne signale plus que quatre moines et l'abbé. Ils étaient dix encore en 1425.

En 1437, Dom Jausserand eut pour successeur

XII. DOM ISNARD, TRENTE-DEUXIÈME ABBÉ, (1437),

qui ne nous est connu que par deux aliénations faites en son nom par Raymond de Ranc, habitant de Grignan, à Gabriel Chauvin du même lieu; elles sont du même jour, 25 novembre 1437.

XIII. DOM JAUSSERAND DE VILLAS, TRENTE-TROISIÈME ABBÉ, (1440-1441).

Trois ans plus tard, le 11 avril 1440, nous retrouvons Dom Jausserand sur son siège, ce qui nous incline à croire que, pendant quelque temps, les abbés furent triennaux à Aiguebelle. Son gouvernement s'ouvre par un bail emphytéotique, car ce n'est presque plus que par des actes de ce genre que nous pouvons désormais signaler l'inauguration des nouveaux règnes. Il n'y avait presque plus de religieux dans les maisons; à peine y comptait-on quelques frères convers. Faute de bras, les terres demeuraient en fri-

che et se détérioraient. Cependant il fallait vivre, il fallait surtout nourrir les pauvres dont le nombre augmentait chaque jour avec la misère publique. Quel parti prendre ? Faire des baux à ferme pour un temps limité ? Sans doute, c'eût été le meilleur parti, et, toutes les fois qu'ils le purent, les abbés ne manquèrent pas de le suivre, nos archives le montrent. Ils appelaient cela faire un arrentement. Mais dans ces temps de désordre et d'anarchie, où le pillage était à l'ordre du jour, où le laboureur ne pouvait être assuré de recueillir le fruit de ses travaux, on se souciait peu des contrats de ce genre, et l'espoir seul d'une possession assurée pouvait engager les séculiers à accepter les terres que les religieux leur allouaient à perpétuité, en échange d'une redevance annuelle plus ou moins légère, avec l'hommage de reconnaissance et de fidélité à chaque changement de règne, témoignage du souverain domaine et de la seigneurie conservés par l'abbaye. En vérité, les abbés de ce temps étaient plus à plaindre qu'à blâmer.

Le 16 mai 1441, Dom Jausserand intervenait avec noble Antoine, bâtard de Grignan, en qualité d'arbitre, entre Bertrand Vincent, Antoine Bourguignon, procureurs-syndics de Chantemerle, et Jean de Richer, habitant de Grignan.

XIV. DOM JEAN 1^{er} D'URRE, TRENTE-QUATRIÈME ABBÉ, (1441-1447).

Accablé d'années et d'infirmités, Dom Jausserand fut obligé de remettre en d'autres mains une charge

trop pesante pour lui. Il semblerait même que l'administration des biens de l'abbaye eut à souffrir de l'affaiblissement de ses facultés, et que d'assez graves embarras, même judiciaires, en seraient résultés. C'est ce que paraît insinuer une procuration du 8 décembre 1443, par laquelle vénérable et religieux frère Jausserand de Villas, *moine d'Aiguebelle*, incapable de vaquer à ses affaires, tant par impuissance que par la faiblesse de sa personne et son extrême vieillesse (*antiquitate*), se substitue, de plein gré et avec entière volonté comme procureur fondé pour toutes ses affaires, causes, controverses, procès soulevés ou à soulever, révérend homme Dom Jean, par la miséricorde divine, abbé d'Aiguebelle.

Dom Jean d'Urre appartenait à la noble famille de ce nom, en Dauphiné¹. Transféré sans doute d'un autre monastère à Aiguebelle, car son nom ne se trouve dans aucun acte antérieur, il en prit le gouvernement vers la fin de 1441. Le schisme régnait toujours dans l'Eglise ; les guerres dans le Dauphiné n'avaient pas cessé. Jamais Aiguebelle n'avait été dans une plus profonde décadence. La communauté se composait de cinq moines environ. Il faut traverser la commende et les guerres de religion pour la retrouver dans un pareil abaissement. Et néanmoins, malgré ce petit nombre, malgré les guerres, malgré le schisme, malgré la mi-

¹ Les armes de cette famille sont : d'argent à la bande de gueules, chargée en chef d'une étoile du champ. (Chorier, *Etat politique du Dauphiné*).

sère et les désordres qui en étaient la suite, la régularité, la piété (nous ne parlons pas de la charité, caractère universel et indélébile des monastères de tous les temps, même les plus relâchés) régnaient encore dans son enceinte. Les religieux étaient aimés, vénérés ; on recherchait avec le même empressement l'association à leurs prières, à leurs bonnes œuvres ; on voulait toujours être enterré dans leur cimetière ; on les instituait pour héritiers.

Ainsi fit noble Jean de Pierrefitte, retiré à Aiguebelle en qualité de familier et témoin journalier de la vertu des moines. Il voulut être enterré dans leur cimetière, en un lieu décent et convenable à l'honnêteté de sa personne, demanda dix prêtres pour ses funérailles ainsi que pour la neuvaine, le tricénaire et le bout de l'an, et fit l'abbé et les religieux héritiers universels de tous ses biens. Faute de notaire pour en dresser l'acte, la donation n'eut lieu qu'oralement pardevant témoins et dut être ratifiée par l'autorité judiciaire. Dom Jean manda donc sir Jean de Juglas, lieutenant de noble Antoine, bâtard de Grignan, bailli de Réauville, lui attesta la donation sous la foi du serment, produisit comme témoins André et Michel Lafare, Jacques Reynaud, Pierre de la Ferre, religieux d'Aiguebelle ; Humbert Bayard, chirurgien-barbier de Montélimar ; Jean Aussoud, bouvier du monastère, Jean de l'Hospice, habitant du royaume ¹, et le pria d'interposer son au-

¹ Les terres situées en deça du Rhône appartenaient à l'Empire et l'on appelait *regnicolæ* ceux qui habitaient l'autre rive.

torité et de donner le décret qui devait rendre la donation valable, afin que le défunt ne fut pas privé du bien qu'il en avait espéré. A quoi se rendit le sieur lieutenant, après avoir ouï les témoins et leur avoir fait prêter serment ¹.

L'abbaye du Bouchet, incorporée à Aiguebelle, en 1413, par un décret du Chapitre général, avait été remise aux soins d'un fermier qui en cultivait les domaines. Quelque légitime que fût cette possession, notre monastère fut inquiété à son sujet. L'abbé Dom Jean crut donc utile de la faire renouveler par l'assemblée de 1442, qui la ratifia « en vertu de l'autorité apostolique dont elle était revêtue en pareil cas, par l'indulgente concession des Souverains Pontifes ². »

Ce fut le prélude de son accensement. L'année suivante, cette immense propriété fut partagée entre trois personnes, Barthélemy Mellet, Guillaume Achamp et Jean Jayet, tous trois de Saint-Flour, en Auvergne, qui la reçurent à bail perpétuel ³.

Dans cette aliénation, régulière du reste, puisque, conformément à l'ordonnance de Benoît XII, elle fut faite avec l'autorisation du Chapitre général, notre abbé Jean fit plusieurs réserves, une entre autres par laquelle il obligeait les fermiers et leurs successeurs d'entretenir le dortoir en bon état et de le laisser à la disposition des religieux. C'est à cette clause, sans

¹ *Pièces justificatives*, n° 20.

² *Statuta Cap. gen.*, 1442; ap. Mart., *anecd.*, t. IV, col. 1603.

³ Voir aux *Pièces justificatives*, n° 21.

doute, qu'il faut attribuer la croyance traditionnelle qui donne ce nom au monument qui subsiste encore à Bouchet. A notre avis, c'est une erreur. L'examen des lieux joint à l'étude des usages à peu près invariables de l'Ordre pour la construction des monastères, nous donnent la conviction que ce vaste édifice était, non pas le dortoir des religieuses, mais bien leur église, à laquelle fut attaché, dès l'incorporation, le nom de prieuré dont l'abbé d'Aiguebelle porta le titre ¹.

Un second accensement plus important est celui de l'abbaye primitive qui donna naissance au village de Montjuyer. Convertie en grange, lorsque les religieux descendirent au nouveau monastère, elle occupait seule l'emplacement du village actuel. On l'appelait la Grand'grange, soit à cause de l'étendue

¹ Ce n'est pas ici le lieu de déduire au long les motifs de cette opinion. Qu'il nous suffise de rappeler l'idée générale du plan d'un monastère cistercien. Eglise orientée, et, au côté nord, le cloître déroulant ses quatre galeries, dont la principale communique à l'église par une porte latérale, et longe le chapitre qui a sa façade également à l'orient. La galerie qui s'appuie au mur de l'église est destinée à la lecture. On voit encore à Bouchet cette porte latérale qui donnait dans le cloître dont on reconnaît l'emplacement aux traces des fondations. Le monument, du reste, a tous les caractères d'une église : Orientation parfaite, belle façade avec portail, rosace et fenêtre, voûte hardie et élancée, arcs-doubleaux superbes reposant sur de beaux culs-de-lampe sculptés, magnifique vaisseau parfaitement éclairé par de hautes et larges fenêtres ; en un mot, rien n'y manque. Il suffirait, pour la remettre en son premier état, de mettre à bas la méchante voûte inférieure jetée plus tard, depuis la destruction de l'abbaye, nous ne savons à quelle fin. Une restauration de cette nature se ferait à peu de frais, et donnerait à la paroisse de Bouchet une église beaucoup plus vaste et plus convenable que celle dont elle jouit présentement, et qui est, évidemment, insuffisante pour sa nombreuse population. Une œuvre aussi méritoire serait digne de la piété du possesseur actuel, M. Biscarrat, descendant de Guillaume Achamp, l'un des premiers acquéreurs, et serait un service insigne rendu à la paroisse.

de ses bâtiments et des terres qui en dépendaient, soit à cause de l'importance qu'elle avait pour l'abbaye, vu sa proximité. Elle était habitée par des frères convers. Ce n'est pas que, dès avant cette époque, plusieurs familles ne se fussent établies dans le voisinage, avec la permission des abbés et sous leur patronage. Nous l'avons dit, on aimait à se rapprocher du monastère, à se mettre sous une juridiction plus douce, plus paternelle que celle des seigneurs laïques, dont les querelles et les guerres incessantes faisaient retomber sur leurs vassaux des charges toujours nouvelles. Ainsi s'était formé, à une courte distance de la grange, le hameau de Saint-Paulet, dont il ne reste plus que des ruines parmi lesquelles on reconnaît encore l'emplacement d'une petite église. Mais on ne leur avait pas permis de se rapprocher davantage, conformément à l'institut cistercien qui rejette autant que possible le voisinage et les rapports fréquents avec les séculiers. Toutefois, par suite des événements que nous avons racontés, le nombre des convers s'étant réduit au point de suffire à peine à la culture des domaines de l'abbaye, Dom Jean dut se résoudre à confier à d'autres le soin de cette propriété. Du consentement de ses religieux, il la partagea entre quatre acquéreurs, Jean Truqui, Pons Reynier, Jean Ferrenc et Jacques Barre, habitants de la ville de Montélimar, qui la possédèrent par bail emphytéotique à diverses conditions, mais sous la réserve de la directe, du haut domaine et de la seigneurie, en faveur de l'abbaye. Le bail est du 5 juin 1447 ¹.

¹ *Pièces justificatives*, n° 22.

Jean d'Urre était un homme de Dieu. Il releva la discipline et ramena la régularité qui paraissait avoir subi quelque échec sous la faible administration de son prédécesseur.

Au lieu de cinq ou six moines, au plus, qu'il avait trouvés au début de son gouvernement, il en laissa douze ou quinze après lui. La pièce que nous venons de citer en nomme dix et l'on y voit que plusieurs manquaient, puisqu'elle ne mentionne que la majeure et la plus saine partie de la communauté. Avec ce nombre la discipline pouvait se maintenir, les exercices réguliers reprendre leur cours et le chant de l'office divin n'être pas interrompu.

Nous possédons plusieurs actes de cet abbé, mais sans importance. Nous n'en signalerons qu'un, remarquable par la simplicité de mœurs et les usages féodaux qu'il rappelle. C'est une prestation d'hommage faite par Bertrand de Chalancon, de Valaurie. «Le 20 mars 1446, il se présente devant révérend Père en Christ et seigneur Dom Jean, par la miséricorde divine abbé du sacré monastère d'Aiguebelle, Ordre de Cîteaux, co-seigneur après la majesté royale des lieux de Réauville et de Roussas, et devant Michel Barbançon, vice-bailli pour le roi, notre maître, au lieu de Réauville, dans la rue publique, devant la maison de Benoît d'Aleyrio, habitant de ce lieu, l'un et l'autre assis, à la manière des anciens, sur un banc de bois qu'ils ont choisi pour tribunal; et là, le dit Bertrand, à genoux, sans ceinture et la tête décou-

verte en signe de soumission, tant en son nom propre qu'au nom et place de ses frères, suivant les traces de ses prédécesseurs, fait et prête au seigneur abbé et à la Majesté royale l'hommage-lige et le serment de fidélité qui leur sont dus, pour toutes les possessions dont lui et ses frères jouissent aux territoires de Réauville et de Roussas. »

L'abbé et le vice-bailli, toujours assis, approuvant et ayant pour agréables l'hommage et le serment, relevèrent Bertrand de Chalancon, lui confirmèrent, ainsi qu'à ses frères, toutes les libertés et franchises dont eux et leurs prédécesseurs avaient joui, et lui accensèrent même une nouvelle terre avec tous ses droits et appartenances.

XV. DOM ANTOINE 1^{er} DAUPHIN, TRENTE-CINQUIÈME ABBÉ (1450-1454).

L'an 1450 et le 13 janvier, Dom Antoine Dauphin, docteur en décrets et abbé d'Aiguebelle, avec Jean Teyssier, moine et procureur de l'abbaye, livrait à bail perpétuel à Raymond Palinier et Vital, son frère, plusieurs terres situées à Valaurie.

Dom Antoine jouissait d'une grande réputation de justice et de probité, et le fait suivant nous prouve qu'il faisait un excellent usage de l'influence qu'elle lui avait acquise. Lancelot de Poitiers, homme puissant et seigneur d'Allan, vexait ses sujets, les accablait d'impôts, inféodait leurs biens, leur causait de grands dommages. Déjà en 1449, les habitants, après

des plaintes plusieurs fois répétées, avaient passé une transaction avec noble Jacques Garnier, châtelain d'Allan et représentant du seigneur, qui reconnut les torts dont il était le principal auteur et promit de les réparer. Mais comme il ne se pressait pas de tenir parole, les victimes dépouillées de leurs biens eurent recours à l'abbé d'Aiguebelle, Antoine Dauphin. Ils implorèrent sa protection, le prièrent d'intercéder en leur faveur auprès du seigneur Lancelot dont il était l'ami, et, grâce à ses soins, ils rentrèrent dans leurs droits. C'était en 1452.

Deux ans plus tard, et sous le même abbé, Aiguebelle fut sur le point de s'agrandir de toute l'étendue des propriétés de Sénanque. Cette abbaye, située dans le diocèse de Cavaillon, à une lieue de la petite ville de Gordes, était tombée d'un état florissant dans une désolation profonde à la suite des ravages causés par les Vaudois et peut-être aussi par l'oubli de la règle. Le nombre des moines ayant diminué considérablement, on ne put même y élire un abbé, et, l'an 1450 à peu près, Dom Jean de Ferrières, abbé de Mazan et père immédiat de Sénanque, en fut nommé administrateur. Aiguebelle, de son côté, avait déjà depuis longtemps, nous l'avons vu, perdu son antique gloire et sa nombreuse communauté de fervents religieux. L'existence de ces deux abbayes se trouvait ainsi compromise; on crut que la cause en était à leur trop grande proximité, et on résolut de les réunir en une seule. Voici à quelle occasion :

La décadence générale de l'Ordre tout entier avait ému le Chapitre général de 1441, et il résolut d'employer énergiquement son autorité pour arrêter, s'il était possible, les progrès du mal. En conséquence, il chargea Jean VIII, abbé de Cîteaux, de cette difficile entreprise, lui donnant à cet effet tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bonne fin la réforme de tous les monastères.

Comme chef de l'Ordre, Dom Jean comprenait, plus que tout autre abbé, la responsabilité qui pesait sur lui au milieu du relâchement qui débordait de toutes parts. Il se mit avec zèle à l'œuvre que sa conscience et le Chapitre général lui imposaient. Il y fut encore excité par le Souverain Pontife Eugène IV qui le pressa et l'exhorta fortement, par une lettre de l'an 1444, d'opposer une digue aux désordres qui envahissaient la famille cistercienne ¹.

Ce n'était point une affaire qu'il pût terminer seul et en peu de temps. Aussi, pour y parvenir plus sûrement, il nomma des commissaires dans toutes les provinces de l'Ordre où il ne pouvait se rendre lui-même. Il ne vint donc pas en personne dans le Dauphiné et dans la Provence. Le commissaire chargé par lui de ces deux provinces, voyant le déplorable état où se trouvaient réduits Aiguebelle et surtout Sénanque, et en attribuant la cause au petit nombre des moines, résolut de réunir ces deux monastères en un seul et communiqua sa pensée à l'abbé de Cîteaux, son supé-

¹ Manrique, *Annal. Cist.*, t. I, p. 485.

rieur, qui confirma de son autorité souveraine la décision de son délégué.

Mais le Chapitre général de cette même année, 1454, ne voulut point approuver la réunion des deux abbayes; il déclara au contraire que l'abbé de Cîteaux avait été mal informé de l'état des choses par son commissaire et, en conséquence, il révoqua, cassa et annula le décret de cette réunion¹. L'abbé de Cîteaux se soumit humblement à la décision du Chapitre général, et Sénanque et Aiguebelle continuèrent à vivre à côté l'une de l'autre sans trop d'inconvénients.

Un acte passé sous le successeur de Dom Antoine nous apprend encore que cet abbé avait donné à bail perpétuel la grange de Ruynel, du territoire de Réauville, à Jacques Crozat, de Grignan. Il fut remplacé sur le siège d'Aiguebelle par

XVI. DOM ANTOINE II DE MARTEL, TRENTE-SIXIÈME ABBÉ (1462-1487).

qui reçut la donation suivante :

L'an 1462 et le 15 août, Lucie, veuve de Bertrand Molard, de Chamaret, considérant que la vie est brève et qu'il est mauvais de mourir sans tester, se voyant vieille et infirme et encore saine d'esprit, se recommandant à Dieu et à sa bienheureuse mère et ayant fait le signe de la croix, mit ordre à ses affaires par un testament où, après avoir fait quelques legs pieux

¹ *Statuta Cap gen.*, 1454; ap. Martène, *Anecd.*, IV, col. 1619.

et d'autres à ses parents, elle légua tout l'argent qui proviendrait de la vente de sa maison et d'une terre composée d'un bois et d'un pré, au territoire de Clansayes, à l'abbaye de N.-D. d'Aiguebelle, à titre de restitution et de donation, à la charge au couvent d'une messe par an, le jour de son décès, tout le temps que vivrait le frère Malachie Molard, son fils.

Il paraît, d'après cet extrait de testament, que la mère de ce religieux avait frustré l'abbaye de quelque bien. Plus tard, les ravisseurs des droits d'Aiguebelle ne se montrèrent pas si scrupuleux. Ainsi les habitants de Roussas, dans le seizième siècle, chassèrent un religieux qu'on avait envoyé chez eux pour retirer quelques cens et vérifier les titres de possession : « lequel, dit l'historien, serait retourné sans manger, » si le curé du village ne l'eût invité à dîner, à ses *risques et périls*, tant la population était irritée¹. »

Depuis sa décadence, Aiguebelle ne nourrissait plus, comme autrefois, de nombreux troupeaux. De là l'usage de vendre chaque année, à la fin de l'hiver, les pâturages que l'abbaye possédait à Réauville, Montjuyer et Monthucet. Le 29 janvier 1469, noble sire Aymar Alamand, seigneur de Comps, les achetait au prix de vingt florins pour les mois de février, mars et avril, à Dom Martel, abbé d'Aiguebelle.

Un débat qui surgit entre ce même abbé et ses vassaux de Réauville et heureusement terminé dans le courant de cette même année, nous montre que nos

¹ Le peuple était excité par le seigneur qui était huguenot.

moines n'étaient pas trop exigeants et ne se faisaient pas un point de conscience de ne rien relâcher de leurs droits. Le procès, qui roulait sur les dîmes payées à l'abbaye par les habitants de Réauville et sur certains droits de pâture et d'abreuvement dans les propriétés d'Aiguebelle, pendait depuis longtemps indécis à la cour diocésaine, lorsque l'évêque et comte de Saint-Paul, Etienne de Genevès, fut pris pour arbitre avec Pierre de Veilheu, archidiaque de son église. Grâce à leur sage médiation et à la facile condescendance de l'abbé, les choses s'arrangèrent au mieux : les dîmes furent diminuées et les droits réclamés par les habitants de Réauville leur furent accordés.

La prospérité dont avait joui notre abbaye sous l'heureux gouvernement de Dom Jean n'avait pas été de longue durée. La communauté s'était promptement réduite au petit nombre que cet abbé avait trouvé à son avènement, et les documents que nous trouvons après lui, ne signalent pas plus de trois ou quatre religieux. L'acte précédent toutefois révèle une augmentation dans le personnel. On y voit trois noms nouveaux et l'on fait remarquer qu'il y a plusieurs absents. Une définition du Chapitre général de l'an 1463 nous en donne la raison. L'auguste assemblée toujours fidèle à sa mission de travailler à la réforme des abus, autant du moins que cela était en son pouvoir depuis la nouvelle constitution et vu le malheur des temps, enjoignit à Dom Martel l'ordre d'augmenter le nombre de ses religieux et d'entretenir au moins six moines, afin

qu'ils pussent payer chaque jour au Seigneur son tribut accoutumé de louanges ¹.

Michel La Fare, prieur d'Aiguebelle, qui figurait, simple moine, dans l'acte d'accensement de la terre de l'Escharanelle vers l'an 1420, en qualité d'archiviste à celui de Frayssinet en 1425, et sous celle de prieur à celui de Bouchet en 1443, était mort vers l'an 1470. Son successeur au priorat fut Georges Cazalet, homme expérimenté dans les affaires et d'une activité rare. Dom Martel profita de ses qualités pour lui confier une mission importante.

Nous avons vu l'abbé Jean d'Urre, inquiété sur la possession du Bouchet, faire ratifier et renouveler, en 1442, l'incorporation de ce monastère au sien par le Chapitre général. Le décret en fut même porté d'une manière plus solennelle que de coutume, et rappela que cette annexion se faisait au nom et par l'autorité du Souverain Pontife. C'est que les attaques partaient de haut. Le personnage qui voulait s'emparer de cette propriété n'était autre que le légat du pape dans le Comtat-Venaissin ; son projet était d'en doter le collège de Saint-Pierre-aux-Liens d'Avignon.

Arrêté quelque temps par cette énergique protestation du Chapitre général, le légat n'en renouvela pas moins ses prétentions plus tard. Il fit plus. Sans tenir compte de l'accensement de cette propriété, il prit des mesures pour accomplir ses desseins et envoya des experts sur les lieux.

¹ *Statuta Cap. gen.*, 1463 ; ap. Martène, *Anecd.*, t. IV, col. 1629.

Dom Martel, instruit par eux des projets du légat, fit tous ses efforts pour les déjouer. Son prieur, Georges Cazalet, devant aller en sa place rendre hommage au prince d'Orange pour le domaine de Violez, il le chargea de conduire cette affaire, lui passa procuration à cet effet, le 3 septembre 1476, pardevant M^e Jean Amblard, notaire à Saint-Paul, et successivement à un grand nombre d'avocats de la Cour romaine, notamment à Jean Gerona, à Nicolas de Parme et à Joseph Spinetti, célèbres jurisconsultes. Il leur donna les pouvoirs les plus étendus avec ordre d'intimer et de notifier au légat l'appel qu'il devaient porter devant le Saint-Siège, en son nom et au nom de l'abbaye d'Aiguebelle. Le prieur entra dans cette affaire comme zéléteur et modérateur de toutes les démarches et se porta sur les lieux pour les surveiller et les activer. Le résultat de tous ces mouvements fut de saisir la Cour du Saint-Père de cette affaire et de retarder la réalisation des projets du légat de quelques années. Mais enfin ses prétentions se firent jour à travers cette nuée de procureurs, et Dom Martel en fut pour les sommes immenses qu'il avait dépensées. Le Bouchet et toutes ses dépendances tombèrent au pouvoir de la Chambre apostolique en 1480, et les revenus furent affectés au collège de Saint-Pierre ou du Roure, par la concession que lui en fit le pape Sixte IV. La forêt d'Estagnol en fut pourtant exceptée, non pas en faveur d'Aiguebelle, mais pour Louis de la Baume, comte de Suze, avec les dîmes de la terre de Barbara pour l'évê-

que de Saint-Paul, en paiement de la pension annuelle que Feydite Raymondette, abbesse du Bouchet, s'était jadis engagée à payer à perpétuité aux évêques de cette ville ¹.

D'après ce partage, il ne resta rien à Aiguebelle de toutes ces propriétés qui suffisaient autrefois à l'entretien d'une communauté florissante. Comme l'on voit, la Providence ne ménageait pas les leçons à nos Pères. Par surcroît d'infortune et pour leur rendre ces avertissements plus sensibles, les domaines de l'abbaye dans toute la vallée de la Vence et de la Berre furent ravagés par une inondation qui mit plusieurs terres dans un si triste état qu'elles demeurèrent en friche jusqu'à nos jours, et il ne fallut rien moins que le zèle et le travail opiniâtre des religieux qui vinrent après la Révolution, pour remettre en rapport celles qu'ils purent acquérir.

Tant de pertes successives appelaient de nouvelles ressources. Les aliénations suspendues quelque temps reprirent leur cours plus pressé que jamais. Le gouvernement de Dom Martel, un des plus longs de notre histoire, puisqu'il dura trente ans, est aussi l'un des plus désastreux sous ce rapport. Nous ne comptons, parmi les actes nombreux qu'il a laissés, pas moins de soixante-onze baux emphytéotiques, c'est-à-dire autant d'aliénations simulées. Encore ne les possédons-nous pas tous.

Cependant la misère et les maux qui l'accompagnent,

¹ *Histoire de l'église de Saint-Paul*, liv. I^{er}, p. 93.

continuaient à poursuivre les gens de Réauville et de Montjuyer. Malgré la réduction considérable des dîmes, elles étaient encore pour eux une charge trop pesante. Une députation des divers villages ou hameaux de la seigneurie vint donc, en 1487, trouver Dom Martel pour obtenir une nouvelle diminution de toutes les redevances. Les députés disaient que « les charges supportées par les habitants des terres et juridiction de l'abbaye étaient trop fortes, que la pauvreté des gens était extrême, vu d'ailleurs le mauvais état des terres et leur stérilité. En conséquence, ils priaient le seigneur abbé d'agir paternellement et de décharger ses hommes d'un peu, disant que sans cela plusieurs étaient obligés de pâtre, puis aller en autre pays pour vivre, ce qui aurait affaibli les revenus du dit seigneur abbé et empêché le reste de ses hommes de vivre honnêtement et licitement. »

Emouvoir la compassion de l'abbé, c'était le prendre par son faible ; aussi l'acte continue :

« Le seigneur abbé et ses vénérables frères écoutant favorablement cette requête, accordèrent une décharge générale dans tout le mandement de la seigneurie, tant pour les corvées d'hommes et d'animaux que devaient fournir les habitants de Réauville, Montjuyer, Citelle et Montlucet et de la dimerie de Saint-Nizier, que de la dime de chaque grain, fruit, etc ; dont au lieu du dixième, ils ne donneront plus que le quatorzième, de même que pour les moutons, chevaux, poules et autres animaux domestiques. » L'instrument est du 10 mai 1487.

N'est-ce pas un spectacle consolant, au milieu de la douleur causée par la décadence, de voir ces pauvres religieux, malgré leurs pertes nombreuses, s'oublier en quelque sorte eux-mêmes et diminuer leurs ressources déjà si minimes pour soulager la misère du peuple et augmenter son bien-être ? S'ils s'étaient écartés de l'exacte observance de leur institut, au moins n'en avaient-ils pas perdu l'esprit qui est : *Amour et charité*.

XVII. DOM LOUIS DE GRÔLÉE, TRENTE-SEPTIÈME ABBÉ (1490-1508).

Et pourtant, à la détresse causée par la misère du temps venaient encore s'ajouter les prétentions de plus en plus exigeantes des seigneurs voisins. Heureusement il se rencontra pour lors, à la tête de notre monastère, un homme dont la naissance et le crédit, relevés encore par les brillants emplois que ses parents remplissaient à la cour, lui permirent de s'opposer efficacement à leurs iniques prétentions ; ce fut Dom Louis de Grôle, fils de Jean de Grôle, baron de Bressieu et de Béatrix de Meillon. Il appartenait à l'une des plus illustres maisons du Dauphiné. Appelé par le Saint-Siège au gouvernement d'Aiguebelle, il inaugura son administration en déterminant d'une manière précise les limites de sa seigneurie et celles de la baronnie de Grignan. Cette délimitation, passée en forme de transaction arbitrale, par lettres de commandement du conseil royal d'Aix de l'année 1490, se garde encore aux archives de la mairie de Grignan.

Les parties sont : Révérend Père en Christ Dom Louis de Grôle, abbé de N.-D. d'Aiguebelle et Gauthier Adhémar, seigneur de Grignan, chacun avec leur procureur. Celui de l'abbé était Jacques Avond qui avait succédé à Georges Cazalet, depuis l'an 1483, dans la charge de prieur. On y voit figurer pour témoins : noble Pierre de Montroux, châtelain de Chantermerle, Pierre Raymond du même lieu, Pierre Ruysse de Grenoble, Guillaume Faucon du Poët et Claude Gonset, bachelier ès-droit de Monteil-Adhémar (Montélimar). Les arbitres furent nommés, les uns par les parties, les autres par la cour royale d'Aix. L'acte est de l'année 1491; la confection en avait duré dix-huit mois. Il fixa définitivement les limites des deux seigneuries de Grignan et d'Aiguebelle du côté d'Aleyrac, du Fraysse, de Sarson et de Réauville. La limite du Fraysse qui était la plus équivoque fut placée solennellement. On y grava d'un côté les armes du baron de Grignan, et de l'autre, celles de Dom Louis de Grôle, gironné d'or et de sable de huit pièces et portant pour devise une gerbe d'or avec ces mots :

Assay avanza chi fortuna passa ¹.

Quelques années plus tard, les deux mêmes personnages se rencontraient encore, non plus de front et luttant pour des intérêts matériels, mais unis dans la paix et marchant côte à côte à la tête d'une foule empressée, dans les pompes d'une solennité religieuse.

¹ Chorier, *Etat politique du Dauphiné*, tome IV.

Depuis cent ans environ, les précieux restes de saint Martin des Ormeaux, ancien évêque de Saint-Paul, gisaient sans honneur dans l'église des Cordeliers de Valréas où ils avaient été apportés et déposés secrètement d'Alençon, village du diocèse de Die. Le but de cette translation avait été de soustraire la sacrée dépouille à la fureur de Raymond de Turenne qui, révolté contre le pape et le roi, exerçait, nous l'avons dit, de cruels ravages par tout le pays, n'épargnant ni le sacré ni le profane. Depuis ce temps elle demeurait sans honneurs, privée des hommages si légitimement dus à la sainteté de l'illustre pontife. Les choses en étaient là, lorsque, en 1498, le gardien du couvent, nommé Claude Prévost, résolut de les rendre au culte et de les exposer à la vénération des fidèles. Pour donner plus de solennité à la cérémonie, il invita les personnages les plus considérables de la contrée, les consuls de la ville, le vicaire-général et official de Vaison, celui de Saint-Paul, l'abbé d'Aiguebelle Dom Louis de Grôlée et plusieurs seigneurs, entre lesquels le baron de Grignan, fondateur du nouveau couvent occupé par les Cordeliers, tenait le premier rang. Le gardien, à la tête de ses religieux armés de pics, commence les fouilles et, à peine arrivé à la profondeur de trois ou quatre pieds, trouve une caisse de bois hérissée de clous fort longs et un peu brûlée d'un côté. A l'ouverture était cloué un parchemin que l'on ne put lire d'abord à cause de sa grande humidité. Mais lorsqu'il fut sec, le grand vicaire de Vaison lut à

haute voix l'inscription suivante : *Sacrum corpus sive sacra ossa Beati Martini de Ulmis quondam Episcopi Tricastinensis hic sunt M.CCCXCVIII, die XXIII Junii* ; c'est-à-dire le sacré corps ou les sacrés ossements du bienheureux Martin des Ormeaux, autrefois évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux, sont ici, le 23 juin 1398. Le billet fut remis successivement entre les mains de l'abbé d'Aiguebelle, du protonotaire apostolique, du vicaire-général de Saint-Paul et des autres principaux personnages présents à la cérémonie. Ensuite le grand vicaire prenant la tête du Bienheureux, la leur présenta à baiser après l'avoir baisée lui-même, et l'offrit à la vénération du peuple qui était accouru en foule. Le chant du *Veni Creator* et du *Te Deum* couronnèrent cette brillante fête ¹.

Nous aimerions, sans doute, n'avoir à raconter que des faits de ce genre qui intéressent la religion et raniment la piété dans les âmes, ou encore, montrer nos pères dans leur vie d'intérieur, s'appliquant à l'étude et parfois aux travaux manuels si chers à leurs prédécesseurs. Mais l'histoire ne nous a pas laissé là-dessus des documents assez précis. De ceux que nous avons recueillis il ressort seulement que les religieux d'Aiguebelle se livraient aux travaux du saint ministère, que leur église, ouverte au public, était desservie par eux et qu'on leur donnait la préférence ; ce qui ne les empêchait pas de vivre en parfaite harmonie avec les curés voisins. Sous Dom Louis de Grôle, par exem-

¹ *Histoire de l'Eglise de Saint-Paul*, p. 201 et suiv.

ple, Richard Gily, chapelain séculier de Réauville, servit souvent de procureur à l'abbé et aux religieux pour les affaires extérieures. Il s'enrôla même parmi eux quelques années plus tard. Un de ses prédécesseurs, Pierre Escallier, leur fut si attaché qu'il voulut être enterré dans leur église. Son testament est du 15 janvier 1465, sous Antoine Martel.

Au mois de mars 1490, Dom Louis de Grôleé avait affermé le domaine et la juridiction seigneuriale de Gondoulet et de tout ce que l'abbaye possédait au-delà du Rhône, à noble Aimar Cholini, pour le prix de cent huit florins et *trois quintaux de fromage* par an, portés par le dit Aimar, et à ses dépens, à l'abbaye d'Aiguebelle. Cette énorme consommation de laitage dans une communauté peu nombreuse prouve au moins que l'abstinence y était encore exactement observée.

Ce bail à ferme avait été précédé de celui des pâturages du domaine de Violez, dans la principauté d'Orange. Cette magnifique propriété, de plus d'une lieue carrée d'étendue, si fertile autrefois et dont la culture occupait un si grand nombre de frères convers, demeurait depuis longtemps stérile et sans rapport pour ses propriétaires. Pour l'avantage évident et l'utilité de son monastère, Dom Louis de Grôleé, du consentement de huit de ses religieux, en détacha trois cents salmées de terrain qu'il donna en emphytéose à deux acquéreurs, à la charge de divers cens, après avoir payé une fois pour toutes la somme de trois cents florins. En 1501, deux cent vingt nouvelles salmées furent inféo-

dées de la même manière, et le reste du domaine fut partagé plus tard entre sept nouveaux propriétaires aux mêmes conditions que les précédents. En sorte que l'abbaye ne conserva plus que la directe des biens immeubles avec quelques cens et droits seigneuriaux dont elle jouit jusqu'au XVII^e siècle, où elle s'en défit d'une manière régulière, quoique assez peu avantageuse. Ainsi fut détaché de sa riche couronne temporelle le plus beau fleuron qui l'eût jamais ornée.

Comme si ce n'eût point été assez pour le malheur d'Aiguebelle d'être réduite à se dépouiller elle-même de ses propres biens, les seigneurs voisins empiétaient encore sur ses droits, s'emparaient même de ses propriétés. Dom Louis de Grolée se souvint de la protection que lui devait le roi, son co-seigneur. Il s'adressa aussitôt au gouverneur de Provence qui mit ordre aux empiétements et aux violences par la sentence suivante :

« Nous, Louis, marquis de Coligny, comte de Neufchâtel et de Montgoméry, grand sénéchal, lieutenant du roi et gouverneur dans les comtés de Provence et de Forcalquier et terres adjacentes, aux officiers de la cour royale de Réauville et du bourg d'Allan, et à leurs lieutenants et fidèles sujets du roi, chéris de nous, salut. Vu la supplique adressée par le révérend père abbé Dom Louis de Grolée, abbé d'Aiguebelle et de Bonnevaux, en son nom et en celui de son monastère, à la Cour de l'insigne parlement de Provence, et après délibération et conseil de cette même cour, désirant maintenir

ledit abbé et son monastère dans la possession des biens mentionnés dans la supplique, et les préserver de toute oppression et vexations injustes, Voulons et Ordonnons à tous et à chacun de vous, en vertu de l'autorité royale au nom de laquelle nous agissons, que, à la réception des présentes, vous mainteniez ledit abbé suppliant dans la possession des bois et des pâturages dont il jouit au territoire d'Allan, que vous le défendiez et le protégiez de toute la puissance que vous confère votre charge et par toutes les voies de droit que vous jugerez opportunes, défendant aux seigneurs d'Allan et à tous ceux contre lesquels vous serez requis et que vous le trouverez bon, toute force, violence et voie de fait ; et nous le leur défendons nous-même par la seule exhibition des présentes, sous la peine de cinquante marcs d'argent fin au profit du fisc, à moins de raisons justes, alléguées devant nous ou devant la Cour où vous aurez soin de les assigner pour exposer les motifs de leur opposition, nous réservant de pourvoir à l'indemnité du suppliant par les voies plus sévères de la justice, nonobstant la contumace et l'absence des assignés. En attendant ayez soin, après avoir pris les précautions suffisantes, de faire relâcher les ouvriers, les bœufs et tout ce qui a été pris, comme il est dit dans la supplique, sous les peines et clauses voulues, à moins que le crime ne mérite un châtement corporel. Donné à Aix, le 18 novembre 1508. »

Un mois plus tard venait le tour de Bertrand d'Uzès, seigneur de Valaurie, lequel, en dépit de toutes les

sentences rendues , réclamait toujours les droits de pâturage, de lignage et de glandage sur les territoires de Barret et de Saint-Nizier. Désirant enfin s'entendre une fois pour toutes et faire une bonne paix, les parties firent un compromis et choisirent pour arbitre noble prud'homme Claude d'Urre du Puy-Saint-Martin, pour le seigneur d'Uzès, et noble et puissant Charles d'Authun, seigneur de la Baume d'Authun, pour l'abbé d'Aiguebelle. Nous ne savons pas quel en fut le résultat.

Dans les deux actes qui précèdent, Dom Louis de Grôlée est qualifié d'Abbé d'Aiguebelle et de Bonnevaux. Il était en effet à la tête de ces deux abbayes, et même d'une troisième dont il se démit entre les mains de son neveu, Méraud de Grôlée : l'abbaye de Saint-Pierre de Vienne, de l'Ordre de Saint-Benoît. Abus bien déplorable, non moins funeste aux intérêts et à la discipline des monastères qu'aux règles de l'Eglise et à l'esprit de l'institut ; et néanmoins, abus rendu en quelque sorte nécessaire par la pénurie des sujets, surtout par la cupidité des souverains et des grands, qui profitaient de la vacance du siège pour se faire donner l'administration des biens des monastères, c'est-à-dire pour s'en approprier les revenus. En bonne compagnie, cela s'appelait *prendre une abbaye en commendé*. Pour prévenir un fléau dont les ravages devenaient de jour en jour plus menaçants, le Chapitre général fut obligé, plus d'une fois, de permettre qu'un même abbé, pourvu qu'il fût de l'Ordre, tint en sa

main plusieurs maisons ¹; mais la prompte démission du titre d'abbé de Saint-Pierre, donnée par Louis de Grôle, prouve que la vénérable assemblée veillait toujours au maintien des constitutions, lesquelles ne permettaient pas aux personnes de l'Ordre d'être élues pour abbés des monastères d'un Ordre étranger ².

XVIII. DOM JEAN ANTOINE III LASEYTE, TRENTE-HUITIÈME ABBÉ
(1512-1517),

fut le dernier abbé régulier. C'était un enfant d'Aiguebelle, et sa famille est une des premières qui vinrent s'établir à Montjuyer, sur le territoire de l'abbaye. Elevé dans le monastère, il y avait embrassé la vie religieuse et, après avoir achevé ses études dans un collège de l'Ordre, il était revenu dans le lieu de sa profession, sans se douter, bien sûr, qu'il en serait un jour le premier supérieur. Sa nomination, après Dom Louis de Grôle, fut en quelque sorte une protestation en faveur de la régularité. Humble et pieux, il paraissait étonné de sa dignité, et, dans toutes les pièces signées de lui, il se qualifiait, à l'exemple de saint Bernard, du titre d'*humble abbé du saint monastère d'Aiguebelle*.

Ce nom de *saint* donné fréquemment dans les actes de cette époque à notre monastère (*sacrum cœnobium*), Aiguebelle le méritait encore. Les habitants de la con-

¹ *Statuta Cap. gen.*, 1469; ap. Martène, *anecd.*, t. IV. col. 1633.

² *Charta charitatis* ap. *Nomast. cist.*

trée continuaient à choisir de préférence le cimetière de son église ou celui de ses succursales, comme Saint-Nizier, Saint-Pancrace, etc., pour le lieu de leur sépulture ; ils lui faisaient des legs pieux, instituaient des anniversaires pour le repos de leurs âmes, entretenaient son luminaire et, si le désir d'être enterré auprès de leurs parents ne leur permettait pas de se faire transporter à l'abbaye, ils ne voulaient pas arriver à leur dernière demeure sans y être accompagné par quelques-uns des religieux. Nous possédons un grand nombre de testaments qui prouvent cette confiance en l'intercession de nos pères, confiance qui datait des premiers jours et qui se perpétua longtemps, même après la commende.

Au reste, aucun événement qui mérite d'être cité ne signale le gouvernement de Dom Antoine Laseyte, si ce n'est que, pendant le cours de l'année 1512, la ferme de Saint-Pancrace fut pillée par un corps armé d'aventuriers, parlant, dit l'auteur des notes extraites du chartrier d'Aiguebelle, un baragouin digne des enfants de Bélial. En 1517, Dom Antoine donna sa démission. Le concordat, passé deux ans auparavant entre Léon X et François I^{er}, et qui venait d'être publié, en fut peut-être la cause. Ce traité qui mettait fin à la pragmatique-sanction, donnait en échange au roi la libre nomination aux évêchés et aux abbayes. François I^{er} nomma pour Aiguebelle Jean de Vesc, notaire de la chambre apostolique et, dès lors, notre abbaye ne cessa plus d'être tenue en commende.

CHAPITRE XI.

AIGUEBELLE SOUS LES ABBÉS COMMENDATAIRES (1517-1620).

I. Origine de la commende ; ses abus , ses conséquences. — II. Dom Jean II de Vesc, premier abbé commendataire ; état du monastère à son avènement. — Prieurs conventuels. — Hommage à la cour de Grenoble. — III. Dom Adrien de Bazemont. — Aiguebelle en séquestre. — Troubles civils et guerres des calvinistes en Dauphiné. — Dispersion des religieux ; pillage et ruine de l'abbaye. — Réauville et Montjuyer fidèles à la religion et au roi. — Dom Adrien pourvu de la commende d'Aiguebelle. — Reconnaissance au prince d'Orange pour le domaine de Violez. — Pertes de l'abbaye durant les troubles. — Le comte de Grignan renouvelle ses prétentions sur la seigneurie d'Aiguebelle. — Pétition de Dom Adrien au roi. — Impôt sur Aiguebelle. — Second hommage au prince d'Orange. — Mort de Dom Jehan Aubertin, prieur d'Aiguebelle ; son testament. — IV. Dom Etienne III Adam de Sompi. — L'évêque de Saint-Paul visite l'église de Réauville. — Adam de Sompi prend possession de son siège. — Démêlé avec Antoine du Cros, évêque de Saint-Paul ; emprisonnement de Amé Moreau, prieur d'Aiguebelle ; l'évêque reconnaît ses torts. — Affection de Dom de Sompi pour Aiguebelle ; il se fait enterrer dans son Eglise. — V. Dom Marc de la Salle perd un procès contre l'évêque de Saint-Paul. — Il s'oppose à la nomination de Raymond du Cros, frère de l'évêque, illégitimement choisi comme député à l'assemblée provinciale du clergé. — Démission de Marc de la Salle en faveur de François Adhémar, second fils du comte de Grignan.

On appelle commende la provision d'un bénéfice régulier accordée à un clerc séculier , avec dispense de la vie régulière. Les commendes sont anciennes dans l'église. Au sixième siècle déjà, saint Grégoire et

Pélagie donnaient les abbayes en commende : il est vrai que ce n'était qu'à des évêques, à l'exclusion de tous autres clercs. Le retard apporté dans les élections des prélats par les brigues et les disputes des électeurs, le petit nombre aussi des religieux composant chaque communauté, lequel ne permettait pas de trouver parmi eux un homme capable d'être mis à leur tête, telles paraissent avoir été les principales causes qui déterminèrent les Souverains Pontifes à confier l'administration des monastères à des personnes qui n'étaient liées par aucun vœu monastique. Ce fut donc dans l'intérêt seul des monastères que les commendes furent tout d'abord introduites. Il ne pouvaient, en effet, demeurer longtemps privés de supérieurs, sans encourir les plus grands dommages, soit au temporel, soit au spirituel.

Toutefois les commendes ne tardèrent pas à s'écarter de leur première institution et du but qui leur avait donné naissance. Dans les temps de troubles et de dangers où le droit du plus fort était seul respecté, les évêques et les abbés appelèrent les seigneurs à leur secours contre des agressions injustes et se placèrent, eux et leurs églises, sous la protection d'un suzerain capable de les défendre. Le remède fut peut-être pire que le mal ; car, par là, le système féodal s'étendit jusque sur les biens de l'Eglise. Les nouveaux suzerains s'habituerent bientôt à les regarder comme leur propriété ; ils en disposèrent à leur gré, ils les donnèrent en fief à leurs leudes ou fidèles, pour récompenser les services qu'ils en avaient reçus.

Dès ce moment le désordre fut extrême. Le silence et la paix du cloître disparurent pour faire place au tumulte d'une bruyante cour. Les abbayes furent transformées en châteaux-forts. Les moines en furent chassés ou relégués dans le coin le plus retiré, et le préau, témoin jadis de leurs prières et de leurs douces contemplations, servit de théâtre aux jeux guerriers des pages, aux exercices des hommes d'armes.

Ce triste état subsista longtemps, malgré les réclamations des papes et des conciles. Les capitulaires de Charlemagne lui-même ne purent l'abolir entièrement. Cependant Hugues-Capet et ses successeurs ayant enfin rendu aux églises leur liberté, les laïques ne reçurent plus de commendes ; mais on continua d'en pourvoir les clercs non-résidents, quoique le Saint-Siège se plaignît toujours de cette dérogation à la discipline. Clément V les révoqua comme irrégulières et apportant de graves dommages aux monastères et à l'Eglise entière, loin de leur être de quelque utilité¹. Innocent VI marchant sur ses traces, disait dans sa Constitution du 18 mai 1353 : « L'expérience fait voir que, dans les » bénéfices en commende, le service divin et le soin des » âmes sont négligés ; l'hospitalité n'y est pas observée ; » on laisse les bâtiments tomber en ruine, et s'éteindre » les droits temporels et spirituels des monastères. » C'est pourquoi, à l'exemple de nos prédécesseurs et » après en avoir délibéré avec nos frères les cardinaux, nous révoquons absolument toutes les com-

¹ Tamburini, *De Jure Abbatum*, t. IV, disp. IV, p. 25, n° 4.

» menses et concessions semblables de toutes prélatures, dignités, bénéfices séculiers. » Des vœux si nettement exprimés n'empêchèrent pourtant pas qu'elles ne fussent rétablies plus tard sous Urbain VI et Boniface IX, et lorsque Paul II, qui le premier les rendit perpétuelles, fut prié par le cardinal de Porto de les supprimer absolument : « Comment faire ? » répondit-il, « la chose n'est pas possible ; plus de cinq cents monastères ont été mis en commende depuis Calixte III. » C'était son avant-dernier prédécesseur ¹ ! On peut juger par-là de quelle puissance et de quelle liberté d'action jouissaient dès lors les Souverains Pontifes que l'on se plaît à nous montrer si redoutables à cette époque.

Mais ce fut bien pire encore, lorsque le concordat passé le 14 décembre 1515 eut mis aux mains du roi la nomination des commendataires. En vain le concile de Trente renouvela les prescriptions du traité, en statuant que les commendes ne devaient être confiées qu'à des réguliers ; son décret eut le sort des précédents, et l'on vit, jusqu'à la révolution française, les bénéfices réguliers donnés à des ecclésiastiques à peine tonsurés, souvent en bas âge, qui recevaient avec le nom d'abbé tous les droits attachés à ce titre, excepté pourtant la juridiction spirituelle, et avec cette particularité, qu'ils ne recevaient pas la bénédiction abbatiale et ne portaient la crosse et la mitre que dans leurs armoiries.

L'Ordre de Cîteaux, cependant, grâce à la protection

¹ Tamburini, *loco. cit.*

persévérante des Souverains Pontifes, fut préservé de ce fléau jusque vers l'an 1450. Mais, à cette époque, le relâchement de la discipline, l'abandon de l'antique observance, le luxe déployé par les abbés qui menaient un train de grands seigneurs, furent de spécieux prétextes offerts à la cupidité des gens avides des biens de l'Eglise. L'Eglise et l'armée étaient, dans ce temps-là, l'unique ressource des cadets de famille. Toutes les pensées, tous les désirs se tournaient donc naturellement vers les bénéfices ecclésiastiques. Les abbayes cisterciennes, si nombreuses et si riches, excitaient surtout les convoitises. Les seigneurs ne laissèrent point perdre une si belle occasion ; ils crièrent au scandale, à la perte des âmes, à la ruine de l'Eglise. Parce que ces pauvres moines n'étaient plus les austères cisterciens d'autrefois et se contentaient d'être d'honnêtes gens, de bons chrétiens, faisant l'aumône abondamment, pratiquant largement l'hospitalité, ne mangeant de la chair que trois fois la semaine, gardant l'abstinence les autres jours et observant fidèlement les jeûnes de l'Eglise, ils prétendaient qu'on ne pouvait plus supporter leurs excès. Il ne tint pas à eux que l'on ne crût partout que les monastères de Cîteaux étaient autant de repaires de scélérats, où se commettaient tous les crimes et toute espèce d'infamies. L'aliment de tous ces désordres était l'excès des richesses. Que ne leur en confiait-on l'administration ? Par leurs soins et leur vigilance, ils sauraient bien en empêcher le mauvais usage et porter un prompt remède à la dissipation. On les crut.

Mais qu'arriva-t-il ?

Ces hommes aux vues si pures, si désintéressées, s'emparèrent des biens des abbayes confiées à leur garde, non point comme d'économes et fidèles administrateurs, selon les intentions de ceux qui les revêtaient de cette commission, mais comme des propriétaires qui ont plein droit sur leur patrimoine, ou, pour parler plus juste, comme des vautours se jettent sur une proie longtemps désirée. A peine laissèrent-ils aux religieux de quoi ne pas mourir de faim. Encore les avaient-ils réduits à un si petit nombre qu'il ne leur était plus possible de s'acquitter des divins offices. Les réparations des bâtiments étaient négligées ; on faisait mieux, on les jetait par terre pour s'épargner la peine de les réparer. Ainsi, en peu de temps, les plus magnifiques abbayes tombèrent en ruines ; les églises devinrent la retraite des hiboux et des rats, et sous les cloîtres, autrefois si peuplés, on ne vit plus errer que trois ou quatre moines solitaires. Enfin les abus allèrent si loin que les parlements durent en prendre connaissance et, pour les réprimer autant qu'il était possible, faire deux parts des revenus de chaque abbaye, dont la première et, comme on le pense bien, la plus considérable fut pour Monsieur l'abbé et la seconde, pour les religieux ¹.

Tel fut, à peu près, le sort de toutes les abbayes alors en commende. On peut dire toutefois que le monastère

¹ A Aiguebelle, l'abbé commendataire retirait un peu plus des deux tiers des revenus.

d'Aiguebelle, sans faire pleinement exception à la règle générale, eut, par une protection toute particulière de la Providence, moins à souffrir sous quelques-uns de ses commendataires, qu'elle ne l'aurait fait sous un abbé régulier dans les circonstances pénibles qu'elle dut traverser.

DOM JEAN II DE VESC, TRENTE-NEUVIÈME ABBÉ, 1^{er} COMMENDATAIRE.
(1517 - 1559).

Jean de Vesc, deuxième fils de Zélabard ou Zalabard de Vesc, seigneur d'Espeluche et gouverneur de la ville d'Embrun ¹, était protonotaire de la Chambre Apostolique, lorsque le roi le *pourvut* de l'abbaye d'Aiguebelle. Etrange renversement des mots et des choses ! Autrefois, lorsqu'une abbaye était vacante, on la pourvoyait d'un abbé. Désormais, pour être exact, c'est le contraire que nous devons dire. C'est que, avant la commende, l'abbé était, en quelque façon, la propriété de son monastère, mais depuis, ce fut le monastère qui appartint à l'abbé. Dom Jean de Vesc fut donc pourvu vers la fin de l'année 1517. Son prédécesseur, Antoine Laseyte, heureux de rentrer dans la vie privée, y vécut dès lors en simple moine, remplissant avec joie les humbles fonctions de sacristain.

¹ Jean eut trois frères et deux sœurs : Raymond, son aîné, qui continua la descendance ; Louis et André qui furent l'un et l'autre chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem ; Françoise, alliée à Antoine d'Urre, dit Cornillon, seigneur du Puy-Saint-Martin et Jeanne, alliée à Jacques du Puy. Les armes de cette branche étaient : de gueules à trois tours ou au château de trois tours d'argent, donjonnées, maçonnées, brelessées et contre-brelessées de sable. (Gui-Allard).

La communauté, y compris le prieur, se composait de douze membres, dont voici les noms : Jean Dogny, prieur, Antoine Laseyte, sacristain, Claude Avond, Jean Sarrazin, Guillaume Salmon dit le Picard, Imbert de Coston, Pierre de Rieux, Jean Colhon, Guillaume Laseyte, Barthélemy Poyard, Guillaume Grassoti, Raymond Vulhet.

Sous la présidence de Dom Jean de Vesc, ces douze religieux, assemblés en Chapitre le 5 février 1548, choisirent pour procureur de tous les intérêts du monastère, tant de la manse abbatiale que de la manse conventuelle, Dom Imbert de Coston, prêtre et religieux, et lui confièrent tous les pouvoirs nécessaires à la bonne administration des biens de la maison. Dom Jean de Vesc, trop absorbé par les devoirs de sa charge pour s'occuper activement de la surveillance, et se fiant pleinement à la sagesse et à la probité du prieur Jean Dogny, nomma ce dernier son vicaire et son représentant. Les religieux lui témoignèrent leur reconnaissance de cette marque de confiance, en accordant, sur sa demande, à noble Charles de Vesc, son neveu, seigneur d'Espeluche, la faculté de prendre tout le bois nécessaire au chauffage dans le devès d'Aiguebelle et dans la grande terre. Digne début d'un abbé commendataire ! Il est vrai que les religieux apportèrent pour réserve que cette permission finirait avec la vie de noble Charles, et que ce dernier payerait chaque année à la communauté une quarte de blé, mesure d'Espeluche, et qu'il serait le protecteur des biens et des personnes de l'abbaye.

Il serait fastidieux de suivre dans tous leurs actes nos abbés durant la commende. Ventes, achats, aliénations, échanges, voilà ce qui remplit ordinairement leur administration. Nous ne mentionnerons donc que les principaux, nous bornant à ceux qui ont eu quelque influence sur l'état temporel de la maison, qui nous fourniront des détails intéressants sur son administration intérieure, sur le caractère et les mœurs des personnages, ou qui se rattacheront à l'histoire locale.

Mais, avant tout, comment se gouvernaient les religieux d'Aiguebelle sous les abbés commendataires ? Quel était leur véritable supérieur ?

Dans l'ordre de Cîteaux, les religieux des abbayes en commende étaient soumis, tant au spirituel qu'au temporel, au prieur de l'abbaye, qui portait le titre de *prieur conventuel*. Ce prieur tenait le milieu entre les *prieurs titulaires* qui, après leur élection et la confirmation dans leur charge, étaient censés bénéficiers, avaient rang et séance immédiatement après les abbés en qualité de prélats, et les *prieurs claustraux*, c'est-à-dire ceux qui étaient placés sous des abbés réguliers et étaient institués par eux pour les aider dans la conduite des religieux, conformément à la règle de saint Benoît. Amovibles comme ces derniers à la volonté de celui qui les avait élus, c'est-à-dire de leur Père immédiat ou, si la maison-mère était elle-même en commende, de l'un des premiers Pères de l'Ordre, les prieurs conventuels étaient, comme les prieurs titu-

lares, les seuls supérieurs de leurs monastères. Ils y jouissaient de la même autorité, avec cette différence qu'ils n'avaient que par commission et pour un temps ce que les autres avaient par droit d'élection et à perpétuité. Leur institution différait aussi de celle des prieurs claustraux, en ce qu'elle était plus solennelle et se faisait toujours par lettres patentes qui déterminaient leur pouvoir et leur autorité.

Quant à leur conduite à l'égard des abbés commendataires, ils devaient tenir la main à ce que ces abbés n'entreprissent rien contre les droits et les privilèges de l'Ordre qui leur défendaient d'aliéner les biens temporels des abbayes, de recevoir des novices ou des religieux, de renvoyer aucun de ceux qui s'y trouvaient par ordre des supérieurs et d'usurper enfin aucun acte de juridiction spirituelle. Il entraient encore dans leurs attributions de veiller à ce que les commendataires remplissent les obligations de leur charge qui étaient : d'obéir aux ordonnances des supérieurs et visiteurs de l'Ordre, de les recevoir et défrayer pendant le temps de leur visite, de payer les contributions imposées par le Chapitre général, d'entretenir les aumônes ordinaires et extraordinaires pour les pauvres, de fournir aux religieux le vivre et le vêtement, de pourvoir l'église et la sacristie d'ornements et autres objets nécessaires pour la messe et le service divin, enfin de réparer les édifices et de reconstruire ceux qui seraient tombés en ruines ¹.

¹ *Du premier esprit de Cîteaux*, deuxième partie, ch. VII ; sect. 2, pag. 350 et suiv.

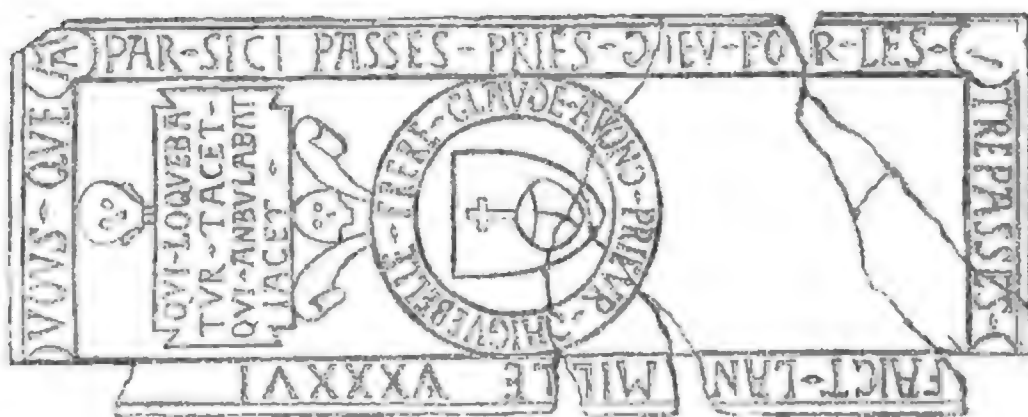
La charge de prieur conventuel était donc aussi importante que délicate et difficile à remplir. Elle exigeait de la part de celui qui en était revêtu, une profonde science des affaires, beaucoup de tact, de la fermeté autant que de la prudence, et, de plus, une grande activité unie à l'art de se bien faire comprendre.

Sous l'abbé Jean de Vesc, les prieurs d'Aiguebelle se succédèrent avec rapidité. Nos archives n'en signalent pas moins de quatre : Jean Dogny que nous connaissons déjà, Claude Laseyte, Guillaume Salmon et Claude Avond, auxquels, si nous nous en rapportons à une note plus moderne, il en faudrait ajouter un cinquième nommé d'Aigudes, de Forcalquier, dont le frère Florimond serait mort à Aiguebelle dans une visite qu'il était venu lui rendre ¹.

Ces substitutions fréquentes doivent être attribuées, sans doute, aux nombreuses épidémies qui désolaient alors la province. En 1522, une maladie contagieuse, la suette, étendit ses ravages à Aiguebelle et dans les environs ; une peste qui dura plusieurs années infecta également le Dauphiné de 1530 à 1533 ; aussi dans les documents de cette époque les testaments abondent, et l'on voit avec consolation que nos Pères, toujours aimés et fidèles à leur devoir, se trouvaient au chevet

¹ Cette note serait extraite d'un acte du notaire Amblard qui aurait dressé le testament dudit Florimond, en 1522. Nos actes ne nous en fournissent aucune trace, et le nom de ce prieur ne se trouve pas parmi les religieux d'Aiguebelle en 1518. Ce n'est pourtant pas une raison suffisante pour le rejeter absolument, car il aurait pu être nommé par les supérieurs majeurs et tiré d'un autre monastère.

des mourants, relevant leur courage et leur offrant, au moment suprême, les derniers secours et les consolations de la religion. Dom Claude Avond, l'un d'entre eux, que nous voyons assister, dans sa dernière maladie, Benoît Alemberti de Montjuyer, fut élevé bientôt après à la dignité de prieur d'Aiguebelle. Il ne l'occupa guère que trois ans. Déjà ancien dans l'Ordre, il avait été présent au bail emphytéotique de Violez, en 1499. Il mourut en 1536, et fut enterré dans le cloître, en face du chapitre et du côté du préau. Ses ossements reposent encore au même lieu, et la pierre tumulaire qui les recouvre est cachée aujourd'hui par le nouveau dallage.



Cette pierre, dont nous donnons le fac-simile, a été brisée en plusieurs morceaux qui, heureusement, ont été conservés. L'inscription que l'on voit en tête, et qui peint parfaitement le caractère classique de ce temps-là, peut être considérée comme l'éloge funèbre de Dom Claude Avond, lequel sut, par son zèle actif et sa parole éloquente, plaider les intérêts de son monastère et le préserver des dangers et des maux inhérents à

la commende. A lui, plus qu'à aucun de ses frères, pouvaient s'appliquer ces paroles si énergiques dans leur simplicité :

*Qui loquebatur, tacet ;
Qui ambulabat, jacet.*

dont on ne saurait bien rendre la pensée que par les deux vers suivants :

Qui moult bien péreroit, est céans bouche close ;
Qui ses pas n'épargnoit, cy doucement repose.

Nous ne citerons plus qu'un acte du long gouvernement de Jean de Vesc. C'est une prestation d'hommage faite par lui à la cour de Grenoble, en 1540, pour toutes les possessions dont jouissait son abbaye dans le Dauphiné seulement ; en voici l'énumération :

1° Le tènement où l'abbaye est construite, contenant prés, vignes, forêts, etc. ; et un bois appelé le *petit Devès*, sur le côteau à l'est de l'abbaye où était un bâtiment aujourd'hui complètement ruiné.

2° Le *grand Devès* ou bois appelé *de Barret*, joignant le territoire d'Allan et de Saint-Nizier, avec ses deux moulins dans le vallon de Barret.

3° Le lieu de Saint-Nizier qu'il déclare tenir en arrière-fief des seigneurs de Valaurie.

4° Des cens et directes en blé, argent, etc. ; sur Montélimar, Grâne, Pierrelatte, Frayssinet et Roussas.

5° Plus, des cens indivis avec le seigneur d'Espeluche.

Dans cette prestation d'hommage, il est dit que les

revenus de ces biens servent à l'entretien des religieux et de l'abbé; à payer les décimes et autres choses qu'il plaît au roi de prélever sur la dite abbaye; à payer à monsieur l'abbé de Cîteaux, son supérieur, la pension annuelle de cinq livres; plus au roi, comme comte de Provence, un écu et vingt sols pour le tènement de Réauville, en sa qualité de seigneur du lieu.

Quant à l'édifice dont il est ici parlé, et dont on voit encore les ruines recouvertes d'un lierre verdoyant au sud-est du monastère, il a épuisé toutes les conjectures. Quelques-uns, s'autorisant de la règle de saint Benoît qui veut que les novices soient dans un lieu séparé, ont prétendu que c'était le noviciat. C'était une supposition assez étrange, pour ne rien dire de plus. Afin de la rendre vraisemblable, ils ont imaginé un pont couvert descendant jusqu'à l'abbaye, qui abrégait et facilitait le trajet aux novices qui se rendaient au chœur. Ce pont est une chimère.

D'autres plus raisonnables et s'appuyant sur d'anciens documents qui donnent à cet édifice le nom d'hospice, ont dit que c'était l'hôtellerie ou l'infirmerie. Mais pour quiconque est au courant des usages de l'Ordre de Cîteaux, ces deux hypothèses ne sont pas plus soutenables que la première. D'ailleurs dans les actes du moyen âge, ce mot *hospitium* s'appliquait à toute maison un peu considérable, même de simples particuliers. L'application spéciale qui en fut faite plus tard aux hôtelleries ou aux hôpitaux a pu donner lieu à l'erreur que nous réfutons ici. Ce n'est, au reste, que

vers la fin du dix-huitième siècle que l'on trouve ce nom d'infirmérie ; dans tous les actes antérieurs on lit ancien hospice.

Mais alors qu'étaient donc ces ruines ? A notre avis, tout simplement la ferme d'exploitation du domaine de l'abbaye, construite à une assez grande distance du monastère afin de laisser aux religieux le repos et la solitude nécessaires pour vaquer à la prière. C'était l'usage de nos anciens Pères, et nous avons dit, au commencement de cet ouvrage, que les édifices de ce genre étaient de véritables monastères où l'on retrouvait tous les lieux réguliers, ne différant du cloître habité par les moines que par les attelages et les instruments de labour que l'on y voyait en entrant. Or, dans les ruines qui nous occupent, le genre d'architecture, l'époque de la construction contemporaine de l'abbaye, la grossièreté des matériaux et le peu de fini du travail qui indiquent une maison rustique, joints aux vestiges du cloître et des autres lieux réguliers et à l'emplacement du préau qui se reconnaissent encore, tout nous incline à l'opinion que nous avons adoptée, comme la plus vraisemblable. Après cela, rien n'empêche de croire que, plus tard, lorsque la peste sévit avec tant de fureur au quatorzième siècle, ces bâtiments n'aient été transformés en hôpital pour les malheureux atteints du fléau, et que de là soit venu ce nom d'hospice ou d'infirmérie qui leur est demeuré. Nous verrons bientôt un autre abbé d'Aiguebelle, quoique commendataire, suivre ce généreux exemple de

ses prédécesseurs et se dévouer avec ses religieux au soin des pestiférés. Car, malgré tout ce que l'on a pu dire, les moines, au temps de la plus grande décadence, avaient encore d'excellentes qualités et ne laissaient pas d'être utiles.

DOM ADRIEN DE BAZEMONT, QUARANTIÈME ABBÉ, DEUXIÈME COMMENDATAIRE
(1559-1601),

fut l'homme de la Providence suscité pour veiller sur Aiguebelle et la sauver d'une ruine inévitable durant l'époque désastreuse que nous allons traverser. Privée de son abbé en 1559, et la gravité des circonstances, peut-être aussi le besoin d'argent, n'ayant pas permis au roi de donner immédiatement à Jean de Vesc un successeur, notre abbaye fut mise en séquestre et, pendant dix années, ses biens dévolus au roi furent confiés à l'administration de Adrien de Bazemont, alors sacristain de l'église de Romans. Comme Jean de Vesc, le nouveau Séquestre appartenait à la noblesse du Dauphiné. L'un de ses frères, Macé de Bazemont, seigneur de Saint-Laurent-du-Pont, était second président de la chambre des comptes, à Grenoble. Un autre, capitaine des troupes de Gordes de Simiane, gouverneur de la province, se distingua dans le parti catholique et fut préposé, en 1568, à la garde de Montélimar contre les hérétiques révoltés. Non moins recommandable que ses frères, mais à un autre point de vue, Adrien de Bazemont était un homme d'une activité prodigieuse, d'une habileté consommée dans les

affaires. Ce furent ces qualités, jointes à un zèle persévérant et au crédit dont il jouissait, qui préservèrent notre monastère d'une destruction complète et parvinrent à lui rendre une existence encore honorable.

Les erreurs de Calvin avaient envahi la France et infecté une grande partie de la noblesse, surtout dans les provinces. Protégée par les seigneurs, l'hérésie s'était propagée dans l'ombre avec rapidité. En peu de temps, ses adeptes se crurent assez nombreux et assez forts pour lever la tête et réclamer avec hauteur la liberté de professer leur culte, d'enseigner leurs doctrines. Ces réclamations devaient être repoussées ; elles le furent en effet. Les sectaires songent alors à arracher par la violence ce que l'intimidation n'a pu leur donner. Faire le roi prisonnier et soulever en même temps les provinces, tel est le forfait devant lequel ne recule pas leur audace. Tel fut le but de la fameuse conjuration d'Amboise. Heureusement déjouée, elle ne servit qu'à montrer jusqu'où pouvait aller le fanatisme de ces hommes qui ne respectaient pas plus le trône que l'autel, et qui confondaient dans une haine commune toutes les puissances légitimes.

Le mauvais succès de cette criminelle entreprise ne put suffire à calmer les esprits. L'insurrection secrètement fomentée dans les provinces éclata. Les premières séditions eurent lieu en Dauphiné où le duc de Guise était alors gouverneur. Les huguenots se saisirent, à Valence, du couvent des Cordeliers et y établi-

rent leurs prêches. La connivence de Montluc, évêque de la ville, huguenot dans le cœur, mais qui, dit-on, pour ne pas perdre son évêché, gardait hypocritement les dehors du catholicisme, ne contribua pas peu à augmenter leur parti. A Romans et à Montélimar, l'insolence des hérétiques ne fut pas moindre. Dans cette dernière ville, François de Saint-Paul, leur ministre, prêcha également dans l'église des Cordeliers. La noblesse des environs qu'il avait gagnée, l'appuyait hautement. Les catholiques s'étant armés pour le chasser avec ses partisans, elle accourut de tous côtés à sa défense. Charles du Puy, seigneur de Montbrun, Albert Pape, seigneur de Montauban, Marius de Vesc seigneur de Comps, parent de notre abbé, et quelques autres avaient tellement abattu le courage des catholiques par leur autorité et par leur nombre, qu'ils n'osaient prendre la liberté de se plaindre ni de parler en faveur de leur religion. Ces désordres avaient lieu en 1560 ¹.

Dès l'an 1556, la ville de Saint-Paul était agitée par des troubles semblables. Les calvinistes y avaient affiché à tous les carrefours, et jusque sur les portes de la cathédrale, des placards qui contenaient avec des satires cruelles contre la religion catholique l'apologie de la nouvelle doctrine qu'ils prétendaient introduire. Chaque jour il s'enhardissaient à de nouvelles entreprises; la présence du baron de la Garde, lieutenant-général du roi en Provence, était seule capable de les

¹ Daniel, *Histoire de France*; Chorier, *Histoire du Dauphiné*.

contenir. Elle ne les empêcha pas toutefois de se recruter en secret, de sorte que, dès l'année 1561, ils comptaient dans leurs rangs la moitié des habitants de la ville. Sur ces entrefaites, le baron de la Garde est appelé ailleurs pour les affaires de l'état. Dès lors ces forcenés ne connaissent plus de mesure. La veille de Noël, ils s'attroupent, parcourent la ville comme des furieux en poussant des cris de menace et de mort; ils pénètrent dans la cathédrale, abattent les croix et les images, font un bûcher des stalles des chanoines et des meubles de la sacristie, jettent au feu les reliques des saints et tous les ornements, puis entonnent les psaumes de David pour célébrer la victoire qu'ils viennent de remporter. Leur ministre monte en chaire, et, après le sermon, la troupe sacrilège se partage en diverses bandes pour aller commettre les mêmes violences dans les villages et les bourgs voisins, à Chamaret, Montségur, Pierrelatte, Saint-Restitut, Clansayes, et jusqu'à Montélimar ¹.

Ces déplorables scènes se passaient aux portes mêmes d'Aiguebelle. Il ne paraît pas cependant qu'elle eût à en souffrir. Toutefois, par mesure de prudence, les religieux cherchèrent à mettre en sûreté ce qu'ils avaient de plus précieux, les papiers et les titres de l'abbaye. Il les transportèrent en toute hâte à Avignon. Outre les troupes nombreuses qu'elle renfermait, la ville papale était trop bien défendue par ses fossés et ses remparts pour tomber aisément entre les mains des héré-

¹ Beyer de Sainte-Marthe, *Histoire de l'église de Saint-Paul*.

tiques. Les faits prouvèrent bientôt que la précaution n'était pas inutile ; notre monastère allait être saccagé à son tour.

Une année fameuse dans les fastes du calvinisme venait de s'ouvrir (1562). Les sectaires prétendaient la remplir de tant et si grands événements , qu'elle inaugurerait une nouvelle ère et servirait d'époque pour les temps à venir, sous le nom d'*année merveilleuse*. Par un horrible serment les chefs s'étaient engagés à détruire toutes les églises et les monastères du royaume, à chasser et à mettre à mort tous les prêtres et les religieux. Plus d'une fois déjà, avant cet impie complot, ils avaient montré de quoi ils étaient capables, et le passé pouvait servir de garant pour l'avenir.

Le baron des Adrets commençait à devenir célèbre. A la tête des calvinistes du Dauphiné, ce monstre à face humaine se rendit bientôt redoutable, moins par sa bravoure incontestable que par les atroces cruautés qu'il exerçait partout où il rencontrait quelque résistance. L'épouvante qu'il inspirait lui ouvrait toutes les portes. Orange, dont les hérétiques étaient maîtres, venait d'être repris par les catholiques. A cette nouvelle, le tigre altéré de sang s'élance vers le Comtat, attaque d'abord Pierrelatte dont il massacre les habitants et précipite la garnison du haut des murs, malgré sa promesse de lui sauver la vie, fait éprouver le même sort à Bollène, saccage Valréas, Visan et plusieurs autres lieux. Battu entre Causans et Beauregard, sur les bords de l'Ouvèze, il revient sur ses pas et convoque à

Montélimar les états de la province dont il s'était rendu maître. Sur le passage de ses troupes se trouvaient plusieurs églises et monastères que leur éloignement du théâtre des troubles avait conservés. Après la prise de Grignan, Tourette, Sarson entre Grignan et Aiguebelle, furent les premières victimes de leur fureur et de leur vengeance ; ces deux prieurés furent ruinés de fond en comble. Entrant ensuite dans le vallon d'Aiguebelle, les sectaires pillent la grange du Pré-Lacar, le hameau du Fraysse et tombent sur notre monastère. L'ancienne ferme du côteau de Montveillant est livrée aux flammes. A l'abbaye rien n'est épargné. On profane les tombeaux, le cloître est renversé, les colonnes mises en pièces. Des matières combustibles sont entassées dans les salles inférieures ; mais le feu ne suffisant pas à détruire des bâtiments voûtés et solidement construits, on procède au démolissage. Toutes les constructions destinées jadis aux ateliers sont jetées à bas. Les toits sont enlevés, les dortoirs mis à découvert. L'église surtout appelle leur fureur impie ; mais, grâce à sa solidité, elle reste debout malgré leurs efforts et les deux premières travées de la grande nef s'écroulent seules après un long travail. L'empressement des chefs à se rendre à Montélimar sauva les restes de l'édifice.

Et nos religieux que faisaient-ils pendant que leur monastère était ainsi saccagé ? Avertis du sort qui les attendait par celui qu'avaient éprouvé, en 1544, leurs frères les religieux de Sénanque, dont la plupart, après

le pillage de l'abbaye, avaient été pendus ¹, ils s'étaient retirés les uns dans leurs familles, les autres à Montélimar dans la maison qu'ils possédaient à Saint-Gaucher, s'effaçant le plus qu'ils pouvaient et toujours en danger pour leur vie, vu le déplorable état de la province. En effet, tous le bas Dauphiné était infecté de l'hérésie. Les catholiques étaient dépouillés de leurs biens et l'exercice de leur religion y était entièrement aboli. Dans le Valentinois, il n'y avait aucun lieu où le service divin fut reçu. A Montélimar, les prêtres n'osaient pas se montrer, à plus forte raison nos religieux. Leur foi n'y était pas en moindre péril. Rien n'était épargné, même par les parents, pour les entraîner dans l'erreur, ou au moins pour les dissuader de rentrer au monastère. En 1563, Françoise Chambon, sœur de Jean Chambon, religieux d'Aiguebelle, renouvelait le testament qu'elle avait fait peu de temps avant la destruction de l'abbaye, et instituait son frère héritier universel, avec cette condition que, si l'abbaye revenait à son ancien état et que Jean Chambon y rentrât, l'abbé d'Aiguebelle n'aurait aucun droit sur ses biens. Dans ce cas, elle privait son frère de la succession et nommait de nouveaux héritiers. C'était simplement une amorce qu'elle jetait à son frère. Jean Chambon ne s'y laissa point prendre ; fidèle à sa vocation, il revint, aussitôt qu'il le put, au giron de sa mère, avec ses anciens compagnons, Simon Reboul et Pierre Corbeau, laissant les morts ensevelir leurs morts

¹ *Abbaye de Sénauque*, par M. l'abbé Moyne.

et son héritage entre les mains de sa nièce Antonine du Puys, comme nous le montre un acte postérieur.

Durant ces temps de troubles et de guerres civiles, les habitants de Réauville et de Montjuyer, nous leur devons cet hommage et nous le leur rendons ici de grand cœur, se montrèrent les dignes vassaux d'Aiguebelle. Malgré la défection presque générale de leurs voisins et la dispersion des religieux, ils demeurèrent fidèles à la foi de leurs pères et ne cessèrent de déployer leur zèle en faveur de la religion. Ils le poussèrent même jusqu'à l'héroïsme et s'imposèrent pour elle les plus grands sacrifices. Aussi chez eux jamais l'hérésie n'osa se montrer le front levé. Une seule fois, à Réauville, un calviniste, pérorant sur la place publique, osa vomir des injures contre l'Eglise et les saints. Le consul le surprit au milieu de son discours et le conduisit devant le juge et le bailli qui le répri-mandèrent et l'envoyèrent à Grignan. Une autre fois encore, en 1568, les troupes en quartier d'hiver à Réauville venaient de se retirer, une bande de calvinistes s'y présente, se disant catholique. Mais dans la soirée même les sectaires lèvent le masque. Ils sont aussitôt chassés que reconnus et leurs chevaux sont vendus au profit des habitants.

Après le pillage de l'abbaye et dans le courant de l'année 1563, les Réauvilliens s'étaient unis au comte de Grignan et s'étaient engagés à lui fournir des subsides en hommes et en argent, à équiper leurs soldats, à tenir même et entretenir une garnison chez eux. Un

jour arrive un messenger du comte, annonçant que les sectaires sont à Chamaret et se préparent à passer à Réauville. Grande est l'épouvante. Le comte les engageait à prendre les armes et à se joindre aux troupes qu'il envoyait à la Berre pour surprendre pendant la nuit les ennemis fatigués par une longue route, car ils étaient partis de Vaison. Le conseil fut suivi et les calvinistes repoussés durent rebrousser chemin. L'année suivante, 1564, le comte établit un camp à Chamaret, sur le point le plus rapproché de Grignan. Ce fut encore Réauville et Montjuyer qui, de concert avec les habitants de Chamaret, subvinrent à cette dépense. Cette mesure n'empêcha pas néanmoins que, cette même année, le peu de moutons et de bétail qui restait à Réauville ne fût enlevé par la compagnie de Gouin et conduit au camp des calvinistes auprès de Valréas, et que la grange de Ruynel, appartenant à l'abbaye, ne fût entièrement détruite. Quelque temps après, les granges de Barret et de Saint-Pancrace eurent le même sort et furent livrées aux flammes.

En 1566, nouvelle levée de troupes. Allan, Montjuyer, Réauville sont désignés pour contribuer à la fondation et à l'entretien d'un régiment de quatorze compagnies. Cette fois la charge surpassait de beaucoup les ressources des pauvres habitants. Ils réclament donc auprès de la cour d'Aix par une pétition et obtiennent que Grignan, Salles, Chamaret, Colonzelle, Montségur et Chantemerle qui ont fourni des soldats les équiperont aussi. Malheureusement un grand nombre de ces

derniers, calvinistes secrets, passent à l'ennemi avec armes et bagages et s'enrôlent dans la compagnie de Montbrun : nouveau surcroît de dépenses pour leur remplacement.

Nous n'avons pas à faire le récit des malheurs causés par ces guerres désastreuses dans toute la contrée. Nous devons nous borner à ce qui tient à l'histoire locale et concerne spécialement notre monastère. Les détails que nous venons de donner et qui sont tirés des actes consulaires des communes voisines, suffisent pour nous apprendre le triste état auquel Aiguebelle se trouvait réduite et quelles pertes immenses elle avait dû subir. Toutes ses granges étaient pillées ou brûlées. Les terres, il est vrai, lui restaient encore ; mais dans quel pitoyable état ! Et puis, où trouver des bras pour les défricher de nouveau et les remettre en valeur ? Le monastère lui-même, complètement dévasté, tombait pour ainsi dire en ruines et ne pouvait-être habité de longtemps. Les vassaux de l'abbaye, épuisés par des dépenses excessives, étaient grevés de dettes au point qu'elles ne furent définitivement acquittées qu'en 1740. Encore le roi fut-il obligé de leur remettre plus d'une fois une partie de la taille. Comment exiger d'eux les dîmes d'une manière rigoureuse ? Aussi voyons-nous, en 1579, Dom Adrien de Bazemont, sur la demande et les réclamations des consuls, les exempter de toute redevance pour un temps indéterminé. Cela même ne suffit pas. Six ans plus tard, les manants et habitants de Réauville assemblés dans la maison commune nom-

maient Claude Advias, bailli, Pierre Huilhet, Mathieu Pomyer, consuls, Barthélemy Bruis, Jean Bret, Etienne Riot, Jacques Hugonnier, conseillers, avec Michel Cathalan, leurs procureurs fondés pour emprunter à M. Adrien de Bazemont la somme de trois cent soixante écus.

Le Séquestre de notre abbaye pour le roi s'était fidèlement acquitté de sa commission pendant les funestes événements que nous avons racontés. Soit par lui-même, soit par ses procureurs, il avait activement surveillé les intérêts du monastère, avait fait faire les rentrées avec toute l'exactitude que comportait la misère des tenanciers. Sa sollicitude s'était exercée partout, dans les domaines les plus voisins comme sur les plus éloignés. Celui de Violez, malgré la distance et le danger des communications n'en fut pas exempt. Il en afferma la propriété en 1567 à Martin Vignadoze, marchand de la ville d'Orange, pour la somme de cent soixante livres annuelles et une charge et demie d'huile, mesure de Gigondas, lui laissant en outre le soin de payer la dîme à l'évêque, la pension du curé et toutes les autres obligations. Pour le récompenser de ses fidèles services, le roi le pourvut de l'abbaye qu'il avait si bien administrée, au mois d'août 1571.

Cependant les hostilités régnaient toujours entre les catholiques et les protestants, mais elles s'étaient concentrées autour des lieux les plus fortifiés, en sorte que le pays commençait à jouir d'un peu de tranquillité. Chacun pensa alors à mettre ordre à ses affai-

res. On vérifiait ses titres de possession, on en faisait la reconnaissance, on prenait date pour empêcher les prescriptions. Le prince d'Orange ne fut pas un des derniers à vouloir rentrer dans ses droits. Dom Adrien qui vient d'apprendre que le gouverneur et lieutenant de Guillaume le Jeune, prince d'Orange, et Pierre de Bruys, docteur en droit, seigneur de Saint-Dizier et conseiller en la cour du parlement de la principauté d'Orange, ont été nommés commissaires et députés pour renouveler les hommages et reconnaissances et rétablir le domaine du prince que les guerres civiles avaient en grande partie distrahit de sa juridiction; sachant qu'ils ajournaient à comparaître devant eux à jour fixe « tous ayants et possédants fiefs, arrière-fiefs, directes, droits seigneuriaux, censes, domeynes, fonds et propriétés dans la cisté et principauté d'Orange, au chasteau d'Orange en la chambre des comptes, pour apporter et remettre par devers eux vrey et ample dénombrement de toutes les dites censes, directes, fiefs et aultres droicts dessus spécifiés, avec suffisantes déclarations des noms des tenanciers, situation des lieux et confrontations diverses et aultrement, comme est contenu ès dites lettres, sur la peyne y apposée; » Dom Adrien, bien qu'il eût, dès l'an 1560, rendu hommage au prince par le procureur de son abbaye pour le domaine de Violez, s'empresse d'adresser par les mains de Martin Vignadoze, rentier de Violez, et de Philibert de Rosset, ses procureurs fondés, une supplique dans laquelle il remontre

aux commissaires qu'il était prêt avec ses religieux à obéir au désir du prince ; mais que, pour le moment, il ne le pouvait satisfaire entièrement, parce que, vu le mauvais état des bâtiments de l'abbaye, en grande partie ruinée par les désastres de la guerre, il n'avait à sa disposition aucun des papiers, titres et documents nécessaires ; que ces papiers avaient été envoyés, dès le commencement des troubles, dans la citadelle d'Avignon où ils étaient encore. Telle était la cause qui les empêchait de satisfaire sur le champ aux ordres intimés par les lettres du prince.

« Toutefois, » continue la supplique, très propre à nous faire comprendre comment et pourquoi ce domaine et tous les autres donnés par nos pères en emphytéose, finirent par abandonner leurs légitimes et incontestables possesseurs pour passer entre les mains de personnes qui n'y avaient aucun droit, « toutefois pour le présent déclarent les dicts abbé et ses religieux, qu'il y a quatre cents ans et plus que le monastère d'Aiguebelle a tenu, joui et possédé une grange appelée de Violetz, avec tout son tènement et deppendances, situé en la principauté d'Orange au mandement de Gigondas, et ce, à fief franc, anticq et noble, confrontant et aboutissant avec les terroirs et mandements de Camaret, Malifay, Causans, Valguéras et Saint-André-des-Ramières, comme appert par les limites qui encore aujourd'hui y sont et qu'on y peult veoir.

« Pour laquelle grange et son mandement tant deçà

que delà la rivière d'Oveze, Nos Seigneurs et Princes jadis de la dite principauté d'Orange, en approbation et confirmation dudit fief franc et noble, ont reçu plusieurs homaiges et recognoissances à eulx faicts et prestés par les prédécesseurs abbés et couvent de la dite abbaye ou leurs procureurs, comme pourra apparoir, Dieu aydant, par les instruments des dicts homaiges et recognoissances.

« Puis après par la succession de temps le dict monastère ne pouvant tenir à sa main la dicte grange et son tènement pour l'incommodité et distance des lieux, l'an mil quatre cents nonante (neuf) et mil cinq cents et ung, l'abbé de la dicte abbaye nommé Loys de Grollée accensa et bailha à novel achept et emphytéose perpétuelle, à treze ou quatorze tenanciers ou emphytéotes, envyron sept cents nonante sommées de terre au dict Violletz tant pour leurs maisons, laborages, prés, vignes, jardins et chenefvières sur la cense d'un sol, une géline et une quarte froment de fourneage pour chacune maison, un patar pour chacune sommée de terre, un liard pour chacune sommée de vigne, un solz pour chacun journal de prés, deux liards pour quatre.... de jardin ou chenefvière plus une corvée ou journée de maison (maçon?) et un cestier de cense pour le moulin, le tout payable annuellement au dict monastaire aux termes désignés ez recognoissances despuys faictes des dictes terres et propriétés. Voyla tout ce que pran le dict monastaire au dict lieu de Violletz pour raison du temporel. Vray est-il que la

bailher ung aultre plus spétial et par le même, ayant délay compétant et la commodité de retirer le terrier et recognoissances du dit Violetz sans lesquelz ne peuvent bailher plus ample déclaration que ce quest contenu au présent dénombrement.

« Offrent aussi fere et prester à l'Excellance de Monseigneur le prince d'Orange homaige et recognoissance du dit lieu de Violetz quand requis en seront et le temps le permettra, tel que les prédécesseurs abbés lont fait au dict et aux prédécesseurs princes d'Orange, comme et en tant que de besoing est par les présentes ils le font. En foi de tout ce que dessus, le dit abbé et ses religieux présents qui se sont retirés en la ville de Montelimar se sont soubsignés, ce trentiesme jour du mois d'aoust mil cinq cent soixante et quinze, avec le notaire royal soubsigné à leur requeste. Ainsi signé: de Bazemont, abbé d'Aiguebelle, Pierre Corbeau, prieur, Reboul, sacristain, moy, notaire royal dalphinal de la ville de Montélimar soubsigné, présent suyvant l'acte de procuration sur ce par les dits sieurs abbé et religieux passé et par moy receu huy, premier jour de septembre mil cinq cent soixante-quinze. Signé: Bérolles. »

Les sieurs Martin Vignadoze et Philibert de Rosset présentèrent aux commissaires séants au château d'Orange et dans la chambre des comptes leur procuration et le dénombrement attachés sous contre-scel, et demandèrent acte de la présentation, lequel leur fut accordé et le dénombrement reçu, sans préjudice toutefois de son insuffisance et des droits de Son Ex-

cellence. Nous verrons en son lieu ce que Son Excellence appelait ses droits.

Cependant Aiguebelle était dans un état déplorable. Ses intérêts étaient gravement compromis; son avenir même était menacé par les spoliations dont elle avait été la victime. Pour reconquérir ce qui lui appartenait; faire rentrer ses fonds arriérés, rétablir ses droits méconnus ou contestés, Dom Adrien éprouva des difficultés inouïes. Dès l'année 1569, il avait fait assigner tous les débiteurs de l'abbaye, afin de les obliger à se libérer dans le court délai de six mois à un an. Mais cette démarche lui rapporta peu, car les désordres de la guerre civile étaient loin d'être calmés dans la contrée. Pourtant les années suivantes 1571 et 1572, il parvint à réunir de la sorte près de trois mille florins qui furent employés aux premières réparations du monastère. En 1573, de nouvelles assignations lui procurèrent la somme de six cents florins, qui fut employée à liquider la dette contractée par suite des tailles extraordinaires levées en Dauphiné pour l'entretien des troupes royales et catholiques.

Les seigneurs d'Allan, de la Calmette et de Roussas qui avaient embrassé les principes de la nouvelle réforme, s'étaient empressés d'en tirer les conséquences et avaient tourné au profit de leur cupidité la haine qu'ils portaient au papisme. Le seigneur de Valaurie, lui, n'admettait pas les dogmes des sectaires; il était trop bon catholique pour cela: mais leur morale lui plaisait fort. Il la mit en pratique pour s'enrichir et,

comme ses voisins les religieux, il profita des troubles pour enlever à Aiguebelle tous les domaines utiles et directs, les cens et même une partie des propriétés qu'elle possédait sur son territoire. Réclamer auprès d'eux était inutile, et la prudence empêchait d'employer les voies de la justice. C'eût été se mettre sur les bras de puissants ennemis que leur proximité de l'abbaye rendait encore plus redoutables. Que faire en pareil cas ? Se démettre de ses droits en faveur d'un plus puissant qui n'aurait pas les mêmes raisons de ménager la cupidité de ses voisins, tel fut le parti que prit notre abbé. Il vendit de même une partie des revenus et droits seigneuriaux dont il jouissait à Pierrelatte, Espeluche, Montélimar et Combe-maure, ne se réservant que les biens fonds et les droits qu'on ne pouvait lui contester. C'était l'unique moyen de ne pas tout perdre et, par cette mesure, il coupait court à toutes les chicanes. Cette vente est de l'an 1584.

A des épreuves déjà si pénibles, s'en joignit une autre qui pouvait avoir des suites plus fâcheuses pour notre monastère. Elle partait de la main même de son protecteur Louis de Castellane-Adhémar, comte de Grignan. Grignan avait changé de propriétaires. Louis Adhémar qui, par ses services, avait mérité que le roi Henri II érigeât sa baronie en comté par lettres-patentes du mois de juin 1558, étant mort sans enfants de son mariage avec Anne de Saint-Priest, avait disposé de ses biens en faveur de François de Lorraine,

duc de Guise, son ami particulier. Mais Gaspard de Castellane, baron d'Entrecasteaux, fils de Blanche Adhémar, sœur du comte de Grignan, revendiqua la succession du chef de sa mère, et elle lui fut adjugée par arrêt définitif du parlement de Toulouse du 27 mars 1563. Il prit dès lors le nom et les armes des Adhémar et devint la souche d'une nouvelle série des seigneurs de Grignan, sous le nom de Gaspard de Castellane-Adhémar-de-Monteil.

Malheureusement, avec cette génération recommencèrent les anciennes prétentions sur la seigneurie d'Aiguebelle. Louis de Castellane, fils aîné du comte Gaspard, avait reçu en apanage avec le titre de baron d'Entrecasteaux le comté de Grignan, à la mort de son père arrivée en 1563. Aussi ardent défenseur de l'Eglise que fidèle sujet du roi, il prit une grande part aux affaires de son temps et rendit des services signalés à la cause catholique ¹. En 1562, lorsque Grignan était encore sans maître assuré, les huguenots parvinrent à s'introduire dans la ville, y soulevèrent des troubles et, entre autres dégâts, ruinèrent entièrement l'église paroissiale de Saint-Jean, abattirent en grande partie la façade de celle de Saint-Sauveur, firent à l'intérieur des dégradations considérables. Mais le comte, à son arrivée, rétablit bientôt le calme. Il fit plus encore. Ayant rallié sous sa bannière, ainsi que nous l'avons dit, toutes les populations voisines de ses domaines qui n'étaient point infectées du venin de

¹ Moreri, art. *Grignan* ; Pithon-Curt., t. IV, p. 36.

l'hérésie, il sut par sa ferme contenance tenir éloignés les rebelles sectaires. Il ne put, à la vérité, prévenir toutes leurs incursions; mais le courage qu'il déploya pour les repousser, les échecs qu'il leur fit subir en plus d'une circonstance, joints aux sages précautions que lui dicta sa prudence, les rendirent moins fréquentes et surtout moins désastreuses. Toutefois, si l'exemple de félonie donné par les seigneurs ses voisins n'avait pu l'induire à trahison et l'engager à forfaire, il ne laissa pas de produire sur lui une impression fâcheuse. Ces renégats, indignes de leur naissance, avaient su tirer parti de leur révolte et de leur apostasie pour s'enrichir, au mépris des lois et de la justice, des biens de l'Eglise et des dépouilles d'Aiguebelle. Le Comte, de son côté, crut pouvoir, sans s'écarter du droit, spéculer aussi sur sa fidélité. Il convoitait la seigneurie de Réauville. C'était une prétention de vieille date.

Fidèle à ses traditions de famille, il profita d'une occasion qui s'offrait à lui d'arriver à ses fins. En l'année 1374, le roi avait fait procéder à l'aliénation de ses domaines au pays et comté de Provence, et noble Antoine de Rolland, écuyer de la ville d'Aix, avait acheté la part que possédait Sa Majesté aux places, terres et seigneuries de Réauville, Montlucet, Montdragon, Ferrassières et Montjuyer, avec la haute, moyenne et basse juridiction, mère et mixte empire et tous les droits que lui assurait le traité passé entre l'abbé d'Aiguebelle et le prince de Salerne en 1280, pour la

somme de sept cent huit livres payées comptant à M. Girard Paul, trésorier général des finances de Sa Majesté en Provence. Le comte de Grignan la lui racheta, le vingt-deux du mois de décembre suivant, pour la même somme de sept cent huit livres, et prit dès lors le titre de seigneur de Réauville. Mais ce titre purement honorifique ne satisfaisait pas son ambition. Il désirait surtout la seigneurie directe dont le roi ne pouvait disposer, d'après le traité de pariage de 1280, sans le consentement de l'abbé d'Aiguebelle et de ses religieux. Néanmoins, depuis cette époque, le comte n'avait pas laissé de rendre de grands services à l'abbaye. Pendant les derniers troubles, il l'avait préservée plusieurs fois du pillage des gens de guerre et, notamment, de ceux de la religion prétendue réformée qui la voulaient ruiner et démolir entièrement ; il avait aussi plusieurs fois garanti les habitants de Réauville des courses, ravages et logement des gens de guerre. Il chercha donc à se prévaloir de ses services passés pour obtenir le consentement de Dom Adrien et de ses religieux à l'aliénation faite en sa faveur par Sa Majesté.

Mais Dom Adrien, qui voyait un danger pour l'intégrité de ses droits et ceux du monastère à avoir trop près de lui un protecteur aussi puissant que le comte, s'y opposa de toutes ses forces et s'empressa d'écrire au roi une supplique, dans laquelle, après avoir rappelé que, d'après les conditions du pariage passé en 1280 entre le prince de Salerne et l'abbé d'Aiguebelle, Pons de Saint-Bonnet, Sa Majesté a sur la seigneurie de Réau-

ville tous les droits ordinaires, mais sous promesse et à la charge expresse de ne s'en défaire jamais, ni de les vendre ou aliéner pour quelque occasion que ce soit, avec la condition de maintenir l'abbé et ses successeurs, ainsi que les religieux d'Aiguebelle, dans la possession de cette seigneurie, de ses fonds, de ses revenus et de les tenir sous sa sauvegarde et protection, il continue :

« Ce considéré, il plaira à Sa Majesté d'entretenir et de conserver ce pariage et de ne faire ou laisser faire aucun échange de sa juridiction. Car, ce cas advenant, le dit abbé demeurerait frustré de l'espérance donnée par le dit abbé de Saint-Bonnet, et des conservations faites ou promises par le roi de Jérusalem et mentionnées dans le pariage. Et si le dit sieur comte de Grignan poursuivait plus avant le dit échange, nonobstant les choses convenues dans le pariage, il serait très raisonnable, avant de passer outre, d'entendre le dit abbé en ses humbles et plus amples remontrances et en celles de ses sujets de la terre et juridiction de Réauville, Montjuyer, Citelles, Montlucet etc; lesquels y ont notables intérêts et prie le dit sieur comte de Grignan de se contenter, comme ses prédécesseurs ont fait, d'être seigneur de nom de la dite juridiction qui n'a jamais eu rien de commun avec la directe seigneurie, suivant le contrat passé le 5 novembre 1574, auquel on voit que le noble Antoine de Rolland l'avait à rachat perpétuel, selon la rémission et concession qui lui en fut faite.

« Tant qu'il plaise à Sa Majesté le laisser jouir de ses droits, attendant qu'on lui rembourse ses deniers, ne pouvant le dit abbé valablement donner aucun consentement aux intentions de la requête et prétention du sieur comte de Grignan, au préjudice de ses successeurs abbés, et même sans l'autorité du sieur abbé de Cîteaux, chef de l'Ordre de la dite abbaye d'Aiguebelle. Et si le dit comte ne voulait pas se contenter de cette jouissance et désirait plutôt retirer les deniers qu'il a déboursés pour l'acquérir, le dit abbé s'offre dès à présent de bailler un homme qui le remboursera des sept cent huit livres tournois mentionnées au contrat du 5 novembre sus relaté, suivant la taxe qu'en feront Messieurs des comptes au dit pays de Provence; lequel homme se substituera en la place du comte de Grignan pour bailler la somme susdite, et jouir de ses droits simplement et se contentant des fruits et revenus de la dite juridiction et terre de Réauville, pendant seize années à commencer du jour du paiement, lequel serait versé sur le comte de Grignan pour le rembourser, au bout desquelles seize années rendra cette jouissance franche et quitte à Sa Majesté.

« Suppliant en surplus sa dite Majesté en toute humilité, comme tuteur, de régler, garantir, conserver le dit pariage; qu'il priera pour sa prospérité et grandeur..... Fait à Aiguebelle, ce XXII janvier 1583, et signé de Bazemont, abbé d'Aiguebelle.

Cette supplique eut son effet et le comte cessa ses poursuites. Mais il se garda bien de renoncer au titre

qu'il avait acquis, espérant trouver un jour les circonstances plus propices à l'accomplissement de ses désirs.

Ainsi, grâce à l'active sollicitude de Dom Adrien, l'abbaye d'Aiguebelle, en même temps qu'elle se relevait de ses ruines et recouvrait une partie de ses droits, conservait aussi son indépendance. Il restait encore à faire les réparations pour rendre le monastère habitable. Dom Adrien fit reconstruire les cloîtres depuis les cours jusqu'à la porte de l'église ; « les arcades y étaient, dit le manuscrit du Père Serre, et restaient de bonnes murailles à la chambre dite d'Espeluche, » mais il n'y avait ni voûtes ni toiture. L'adjudication des travaux fut faite le 4^{er} janvier 1588. On recouvrit la toiture ; le mur antérieur de l'église fut relevé, le dortoir partagé en plusieurs chambres séparées à l'usage de l'abbé, du prieur et des religieux, et, l'année suivante, ces derniers purent enfin rentrer dans leur paisible demeure. Les anciens, Pierre Corbeau, Simon Reboul, Jean Chambon, que les troubles avaient chassés, moururent sans avoir cette consolation. Ils avaient été remplacés par Jean Aubertin, originaire de la Champagne, envoyé par l'abbé de Morimond pour remplir la charge de prieur, et par Jean Viguiier, religieux profès d'Aiguebelle. Les revenus de l'abbaye, considérablement amoindris, ne permettaient pas d'en entretenir un plus grand nombre.

Malgré cette réduction, les ressources étaient bien précaires et le dénuement bien grand, lorsqu'un édit du roi de 1594 vint augmenter la détresse et mettre à

une dernière épreuve la constance inébranlable du courageux abbé. C'était un nouvel impôt prélevé sur les biens de l'Eglise, avec la permission du pape, et qui tombait cette fois sur les évêchés de Valence, de Die et de Saint-Paul, précisément les plus maltraités par la guerre. Aiguebelle, pour sa part, se vit imposée pour deux cent soixante dix-huit écus. On la taxait sur le pied de ses anciens revenus. Dans l'état de crise où elle se trouvait, la somme était exorbitante. Dom Adrien a beau faire connaître sa triste position, exhiber les papiers qui attestent les dettes dont il est obéré et qu'il a contractées pour payer de semblables taxes en 1566 et 1576, prouver que, par la ruine de l'abbaye, par le pillage et l'incendie de ses granges et les usurpations dont il a été victime, ses revenus sont bien loin d'être ce qu'ils étaient autrefois, vainement il allègue que, les guerres continuant dans le pays, il est frustré chaque jour des plus légitimes redevances de la part de ses vassaux et de ses fermiers, les commissaires du trésor royal restent sourds à toutes ses réclamations et l'obligent à payer la somme. Elle lui fut fournie par son frère Macé de Bazemont, mais non sans intérêts; car il exigea pour le paiement la vente, en sa faveur, des directes, tâches et droits que l'abbaye possédait à Roussas, Combemaure et Châteauneuf-du Rhône, plus une terre à Valaurie, au prix de cinq cent quatre-vingt-quinze écus et vingt sols. Ce magistrat, dont les rapports avec notre abbaye font peu d'honneur à sa probité, avait déjà profité de la détresse de

son frère l'abbé pour acquérir, à très bas prix, plusieurs autres droits dont le monastère jouissait sur le Fraysinet, Espeluche et Montélimar, malgré les vives réclamations de Dom Adrien qui prétendait avoir été lésé d'un tiers au moins de leur légitime valeur. Bien plus, sous prétexte de l'acquisition par lui faite de ces divers droits, il avait trouvé le moyen de se procurer plusieurs titres importants concernant les droits de directe aux lieux de Valaurie, Valréas, Gondoulet et Violez qui ne se trouvaient pourtant pas compris dans le contrat de vente. Telle fut l'origine de la perte de ces droits, consommée par la négligence des successeurs de Dom Adrien qui ne surent pas profiter des privilèges accordés par Henri IV, en 1606, au moyen desquels ils auraient pu, en remboursant les sommes payées par les acquéreurs, recouvrer les fonds aliénés et, à l'aide de ce recouvrement, faire procéder à la rénovation des reconnaissances féodales de plusieurs autres dont les directes ne se trouvaient pas prescrites par un laps de cent ans ¹. Nul doute que Dom Adrien, s'il eût vécu alors, n'eût pas laissé échapper une si belle occasion de rentrer dans ses droits. Mais alors les intérêts d'Aiguebelle n'étaient plus entre ses mains, et ses successeurs, en héritant de son abbaye, n'avaient pas hérité en même temps de son zèle et de son habileté.

Vraiment il semblait écrit que ce pauvre abbé ne jouirait pas d'un instant de repos. On l'assaillait de tous

¹ *Pièces justificatives*, n° 24.

les côtés à la fois. En 1593, au milieu de cette lutte si pénible qu'il soutenait contre son propre frère, voilà qu'il entend le signal d'une nouvelle alerte. On vient l'avertir que plusieurs seigneurs de la cour d'Orange se proposaient d'usurper le domaine de Violez, et que, pour réussir plus aisément dans leur dessein, ils avaient acheté les portions de quelques-uns des fermiers auxquels l'abbaye les avaient inféodées. Il n'y avait qu'un moyen sûr de faire échouer ce projet. C'était d'aller à Orange rendre solennellement au prince l'hommage de ce domaine, ce qui n'avait pas été fait depuis la supplique de 1575. Ne pouvant aller le prêter lui-même à cause de son grand âge, Dom Adrien envoya son prieur avec ample procuration. Des difficultés sans nombre surgirent de tous côtés et paralysèrent longtemps toutes ses démarches. Les officiers du prince, gagnés par les usurpateurs, s'y opposaient de tout leur pouvoir; mais enfin le prieur réussit, et cette nouvelle prestation put former un titre de plus aux droits d'Aiguebelle sur ce riche domaine.

Tel se montra Dom Adrien durant le cours de sa longue et laborieuse administration. Père des religieux commis à ses soins plutôt que leur tuteur, et vivant avec eux, personne mieux que lui ne remplit la charge et les devoirs d'un bon commendataire. Dans son gouvernement il fut en butte à de continuels orages. Mais Dieu l'avait doué de l'énergie, de la prudence et de toutes les qualités nécessaires pour leur tenir tête et en triompher. Toute sa vie il se souvint de la devise

qu'il portait dans ses armes : *Prudens simplicitas* ¹; jamais il ne cessa de la mettre en pratique. A la fin de sa carrière il put enfin voir ses travaux couronnés de succès, jouir de quelques années de repos et mourir avec la consolation d'avoir sauvé son abbaye d'une perte certaine et assuré son existence pour l'avenir.

Hommage à sa mémoire qui doit être en bénédiction parmi nous, et que nous devons vénérer à l'égal de celle des plus illustres bienfaiteurs de notre abbaye !

Mais de quelque bonne volonté que fût animé un abbé commendataire, à moins qu'il ne la poussât jusqu'à renoncer à ses droits, il était un mal inhérent à la commende elle-même auquel il ne lui était pas possible de remédier : la manse abbatiale séparée de la manse conventuelle. Ce partage si disproportionné des revenus du monastère entraînait naturellement une diminution notable dans le personnel de la communauté, et cette diminution, progressant à mesure que les biens se dilapidaient davantage, rendait la vie commune de jour en jour plus impraticable.

Aiguebelle nous en offre, hélas ! un bien triste exemple. A l'époque où la puissance laïque étendit la main sur elle et confia son administration à Dom Jean de Vesc, en 1517, nous comptons, on se le rappelle, douze religieux au moins, c'est-à-dire

¹ ARMES DE LA MAISON DE BAZEMONT : D'azur à deux serpents adossés, tortillés et enlacés en triple sautoir d'or, au chef cousu de gueules, chargé d'une colombe d'argent, membrée d'or. DEVICES : *Prudens simplicitas*, et, *Estote prudentes sicut serpentes, et simplices sicut colombæ* (Chorier, *Etat politique du Dauphiné*, t. IV).

une communauté complète; et les revenus du monastère suffisaient largement à leur entretien. En 1549, et peut-être bien longtemps avant, il n'en restait plus que cinq ou six. A la rigueur, avec ce nombre, il pouvait exister encore une ombre de vie régulière, et nous voyons en effet qu'elle se maintint jusqu'à la dispersion, en 1562. Mais au retour, quand les moines ne se retrouvèrent plus que deux en face l'un de l'autre, la psalmodie de l'office divin, les repas furent les seuls exercices de la vie commune qu'ils purent conserver. Était-il possible d'exiger autre chose ? Par la force même des circonstances, ils furent obligés de partager entre eux les modiques revenus qu'on voulait bien leur laisser et d'en déterminer l'emploi selon leur volonté, en un mot, d'être propriétaires et d'en faire les actes. Il en est qui nomment cela du relâchement. Hélas ! pour eux, c'était bien plutôt une rude pénitence. Dans la pauvreté, nous dirions presque la misère qui les pressait, ils avaient tous les ennuis, toutes les préoccupations de la propriété sans en goûter les douceurs ni les avantages. Ah ! qu'ils eussent bien préféré vivre comme autrefois dans une communauté florissante où tout leur arrivait à souhait, sans aucun soin de leur part, sans qu'il leur fût même nécessaire de manifester leurs besoins !

Après cela, pensons-nous, l'on aurait tort de s'étonner en voyant le prieur d'Aiguebelle, Dom Jean Aubertin, sur son lit de mort, disposer de son petit avoir et se choisir des héritiers comme l'aurait pu faire

un honnête bénéficié. Il avait en quelque sorte le droit de se considérer comme tel par la conséquence même de sa position. Tout, du reste, dans son testament, respire la pauvreté, la simplicité, la charité monastiques, et l'on peut le citer sans craindre de nuire à la mémoire d'un religieux qui recrutait ses amis parmi les ecclésiastiques les plus recommandables et les religieux les plus fervents. Ce testament est du 23 mai 1598. Après avoir humblement prié Dieu de lui pardonner toutes ses offenses et péchés et de vouloir bien placer son âme au rang des bienheureux, il choisit sa sépulture dans l'église d'Aiguebelle, en la tombe de son devancier, le prieur de cette abbaye, avec les prières et supplications d'usage. Il ordonne ensuite deux tricénaires de messes dont quinze seront dites par frère Jehan Viguié, religieux d'Aiguebelle, et les autres, par le Père gardien de l'Observance du Bourg-Saint-Andéol ou l'un des religieux de cette église, laissant à cet effet onze sols pour chaque messe, plus une livre de cire pour sa sépulture. Pour le bout de l'an, un service chanté avec les prières *Exaudiat* à son intention, auquel assisteront frère Jehan Viguié, le Père gardien et deux de ses religieux, et recevront chacun dix sous tournois. De plus, il donne et lègue aux pauvres de Notre Seigneur Jésus-Christ une émine de blé, laquelle il veut être distribuée en pain et donnée à la porte de l'abbaye, le jour de son enterrement. Item, à Jammes Bastol, fils de Pierre, pour les agréables services qu'il a reçus et espère recevoir de lui à l'avenir,

un drap de toile blanche et un autre grossier qu'il a dans son coffret. Item, au frère Jehan Viguiier sa robe blanche et le froc de noir; — le pauvre homme ! il n'en avait pas deux, comme le veut saint Benoit, *propter lavare ipsas res*. — Au sieur abbé d'Aiguebelle et au seigneur évêque de Saint-Paul, dont l'omission pourrait entraîner l'invalidité du testament, la somme de cinq sous tournois, ainsi qu'à tous les prétendants sur son héritage. A l'église de Marsanne, une image appelée de Saint-Sébastien, pourtrait sur une toile. A l'église de l'Observance du Bourg-Saint-Andéol, deux livres de chant. A M. M^e Antoine Nichot, trésorier de l'église de Grignan, son bon ami, tous les autres livres qu'il a, avec deux chèvres qui lui seront délivrées incontinent après son décès. Plus, à Pierre Bastol, son chapeau, un manteau noir et ses chausses, une noire et une grise, un pourpoint et ses souliers. Et pour ce que l'institution d'héritier est le chef et le fondement de tout testament, à cette cause, en tous et chacun de ses biens meubles, immeubles, noms, droits et actions quelconques, a fait de sa propre bouche et nommé son héritier universel, pour les bons et agréables services qu'il a dès longtemps reçus et même en trois diverses fois qu'il a été bien malade, le capitaine André Chaix de la ville de Grignan, son bon ami, par lequel a voulu et veut que ses dettes, légats, funérailles soient payées et pacifiées sans rien omettre. Fait en l'abbaye d'Aiguebelle, dans la chambre du testateur, témoins Jehan Viguiier, Eugène François Chaix de

Grignan, J. Bassot de Réauville, Guillaume Piallat, Guillaume Coston de Montjuyer et Delolle, procureur juridictionnel de la ville de Grignan.

IV. DOM ETIENNE III ADAM DE SOMPI, QUARANTE-UNIÈME ABBÉ,
TROISIÈME COMMENDATAIRE. (1601-1607).

L'évêque de Saint-Paul et l'Abbé d'Aiguebelle, mentionnés dans ce testament, étaient Antoine Gaume et Adrien de Bazemont. L'un et l'autre ne tardèrent pas à suivre Dom Jean Aubertin dans la tombe. Ils eurent pour successeurs sur leurs sièges respectifs : le premier, son neveu Antoine du Cros, docteur en droit ; et le second, Etienne Adam de Sompi, également docteur en droit et prévôt de l'église collégiale de Saint-Pancrace et de N.-D. de Val-Moyssière de la ville d'Aups, en Provence, tous deux nommés par la protection du comte de Grignan qui tenait à récompenser leurs services, tous deux à la hauteur des devoirs que leur imposait leur nouvelle dignité.

Antoine du Cros était un prélat recommandable par ses vertus et tel que le réclamaient ces temps malheureux et les besoins de son église désolée. « Libéral envers les pauvres, zélé pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, et grand amateur de la beauté de l'Eglise, on ne peut lui reprocher, dit son historien le Père Boyer de Sainte-Marthe, que d'avoir un peu trop tracassé son Chapitre. »

A peine ce digne prélat eut-il pris possession de son siège, qu'il commença la visite des églises de son dio-

cèse par celle de sa cathédrale qu'il trouva horriblement entr'ouverte en sept ou huit endroits et privée du service divin depuis environ quarante ans. Les prêtres en avaient été honteusement chassés, les revenus envahis, les papiers livrés aux flammes. Par tout son diocèse même désolation, et lorsqu'il vint à Réauville, en 1604, l'église ne lui offrit pas un spectacle moins navrant pour son cœur d'évêque. La nef était sans toiture et le presbytère couvert seulement de quelques tuiles sur des ais fort malséants. Les habitants l'avaient mise en cet état de leurs propres mains pour en sauver la charpente, dans le temps que les hérétiques brûlaient les églises; et depuis, les matériaux enlevés s'étant perdus, on n'avait pas songé à les remplacer. On n'y conservait donc plus le Très-Saint-Sacrement; il n'y avait d'ailleurs ni tabernacle à l'autel, ni ciboire à la sacristie; les ornements étaient déchirés, la pierre sacrée rompue; la maison même du curé avait été vendue pendant les troubles à un particulier. Plus heureuse, cependant, que bien d'autres et que la cathédrale elle-même, l'église de Réauville, depuis plusieurs années, voyait célébrer chaque dimanche le service divin par un religieux prêtre de l'abbaye.

Ce n'en était pas moins un état déplorable qui ne pouvait se supporter plus longtemps. Le zèle du pieux évêque justement enflammé lui dicta des mesures énergiques pour y mettre un terme ¹. Sous un abbé régu-

¹ Voir aux *pièces justificatives*, n° 25, ce monument du zèle du saint évêque pour le culte divin et l'observance des canons.

lier, sans doute, jamais un tel oubli de la maison de Dieu ne serait arrivé. Son premier soin eût été de la retirer de cet état d'avilissement pour y faire régner au moins la décence. S'il ne l'eût fait, les réclamations des habitants, les représentations de ses religieux et, au besoin, l'autorité des supérieurs n'auraient pas manqué de mettre ordre à sa coupable négligence. Mais un commendataire qui ne relevait, pour ainsi dire, que du Roi qui l'avait nommé, ordinairement éloigné de son abbaye dont il ne s'occupait guère que pour en retirer les revenus, ne devait se décider qu'à la dernière extrémité à faire des réparations et des dépenses qui ne l'intéressaient pas directement.

Il est juste pourtant de dire que Dom Adrien de Bazemont, mort depuis peu de temps, n'était pas dans ce cas. Ses revenus mal payés, les tailles extraordinaires, les réparations du monastère, les spoliations enfin dont il avait été victime, en absorbant ses ressources, lui avaient ôté les moyens de remplir cette partie importante de ses obligations. Etienne Adam de Sompi n'avait point encore été appelé à lui succéder. Le brevet du roi qui le nomme, signé Henri, et plus bas, de Neufville, est du trente-un octobre 1601, et la visite de l'église de Réauville avait lieu au mois de juillet de la même année. Il n'était donc point en faute et nous devons dire qu'il s'empressa de remplir les prescriptions de l'évêque dont, au reste, il était l'ami.

Les bulles du nouvel élu ne furent expédiées de

Rome que le cinquième jour de septembre de l'année suivante. Elles mandaient aux seigneurs évêques de Saint-Paul et de Gap, à leurs vicaires généraux et officiaux, de mettre Etienne de Sompi en possession de son abbaye. Guillaume Miallon, chanoine de l'église collégiale de Grignan et prieur de Saint-Pierre d'Allançon du lieu de Portes, fut commis à cet effet par l'official de Saint-Paul. En conséquence, le vingt cinq novembre suivant, Dom Etienne de Sompi, Guillaume Miallon avec le prieur et les religieux d'Aiguebelle, se réunirent à la porte de l'église de N.-D. de la dite abbaye, où, après lecture faite des bulles de provision, l'abbé nommé jura entre les mains du délégué et en présence du prieur et des religieux d'Aiguebelle « de garder et inviolablement observer toutes et chacunes choses contenues dans les bulles et » louables coutumes de la dite église de Notre-Dame, » Chapitre et couvent de la même abbaye, et que par » lui ne serait rien attenté ni innové au préjudice du » dit Chapitre, suivant l'ancienne fondation de cette » église. » Cela fait, les dits prieur, religieux et délégué mirent Etienne de Sompi en possession de son abbaye avec ses annexes et dépendances, fruits, rentes et revenus, par l'entrée de l'église où ils le conduisirent par la main au devant du grand autel au bas duquel, en signe de possession, le seigneur abbé se prosterna et mit à deux genoux, faisant son oraison à la manière accoutumée ; après quoi, le conduisant à la stalle du défunt abbé son prédécesseur, ils l'y firent asseoir et

continuèrent la visite de la maison jusqu'à la chambre du défunt dont ils le mirent également en possession. De tout quoi acte fut dressé, à la requête de l'abbé, du prieur de Portes et des religieux. Signé en présence des témoins Marc de la Salle, sacristain de l'église de Saint-Sauveur et Guillaume Vulhet, capitaine de Réauville.

Ce procès-verbal nous montre combien Dom Adrien de Bazemont s'intéressait à son abbaye. Il l'avait aimée jusqu'à la fin. Profitant de la tranquillité qu'il lui avait acquise au prix de tant de travaux, il voulut, avant de mourir, augmenter son personnel. Avec le nouveau prieur Aimé Moreau qui succéda à Jean Aubertin, deux religieux nouveaux étaient venu s'associer à Jehan Viguiier. Leurs noms étaient : Jean Bouver, F. Normand ; ils signèrent l'acte de prise de possession de l'abbé de Sompi.

Aiguebelle paraissait ainsi renaître à la vie, lorsqu'un incident fâcheux vint jeter le trouble dans la petite communauté. Le voici tel qu'il est raconté par l'historien de l'église de Saint-Paul :

« Tandis qu'Antoine du Cros s'occupait à ramasser de part et d'autre les débris de son évêché et de son Chapitre, il faillit tout perdre en mettant la faux dans la moisson d'autrui par l'effet d'un zèle qui n'était pas selon la science ; car, ayant appris que le prieur d'Aiguebelle, de l'Ordre de Cîteaux, avait commis quelque excès, sans faire réflexion que la connaissance et la punition de tels défauts ne lui appartenaient pas, si ce

n'est au cas que les supérieurs ordinaires n'y missent ordre six mois après avoir été avertis, ni que c'étaient des ennemis de ce prieur qui l'avaient faussement accusé; sans consulter d'autre avocat que son zèle et son pouvoir, il le fit prendre et traduire dans les prisons de son château. Edme de la Croix, abbé général de Cîteaux, averti de cette violence faite à l'un de ses frères, vint en diligence à Saint-Paul, et représenta fortement à l'évêque l'innocence du R. P. Aimé Moreau (c'est ainsi qu'on l'appelait), et il ajouta que, quand même il serait coupable, ce n'était pas à un évêque à faire la justice, mais à lui, abbé général, ou à ses vicaires, suivant les privilèges accordés à son Ordre par les Souverains Pontifes, confirmés dans des conciles généraux et approuvés par les rois très chrétiens. L'évêque ayant entendu le discours de cet abbé, lui répondit d'abord qu'il n'avait pas prétendu déroger en rien aux privilèges de son Ordre, et qu'il avait cru que cette affaire était de son ressort, attendu qu'elle s'était passée dans son diocèse; ensuite il promit de n'attenter jamais plus sur les religieux. L'abbé accepta cette déclaration avec plaisir, admira l'humilité de cet évêque qui ne chercha point de prétextes spécieux pour faire paraître sa faute une vertu et pour chercher des excuses à son péché, et se départit incontinent du procès qu'il avait intenté contre lui, sur l'appel interjeté par le R. P. Dom Aimé Moreau par-devant la souveraine cour du Parlement, dès le moment qu'il se vit saisi par les officiers de l'évêque¹. »

¹ *Histoire de l'Eglise de St-Paul*, liv. III, p. 250.

Cependant le comte de Grignan ne perdait pas de vue son projet favori d'acquérir la seigneurie d'Aiguebelle. Dom Etienne de Sompi était en quelque sorte une de ses créatures. En le présentant au roi pour remplir le siège vacant, il pressentait bien que, si son protégé était accepté, il ne trouverait pas en lui une sérieuse résistance. Il ne se trompait pas. Sur sa demande, Dom Etienne assemble les religieux en Chapitre, leur expose les propositions du comte, rappelle les services qu'ils ont reçus de lui et les prie, en retour, de consentir à l'aliénation faite en sa faveur. Cédant à ces motifs et considérant d'ailleurs « que l'abbaye et Réauville, chef-lieu de la seigneurie, distants de Grignan d'une petite lieue seulement, avaient besoin souvent de l'appui et de l'assistance de Monseigneur le comte et de sa maison, et qu'il était plus au profit de l'abbé et du monastère que la seigneurie fût entre ses mains qu'entre toutes autres, par délibération prise le 17 janvier 1606, Dom Pierre Barincon, prieur du monastère, et les religieux d'accord avec Dom Etienne de Sompi, agréèrent et approuvèrent l'aliénation faite par Sa Majesté à noble Antoine de Rolland et par le dit de Rolland à feu Monseigneur Loys Adhémar du Monteil, père du dit seigneur comte qui est à présent, icelle ratifiant, comme s'ils y avaient consenti du commencement, promettant la dite aliénation avoir perpétuelle, agréable et ne contrevenir à aucuns droits, et offrant aussi pour l'observation de cette promesse d'obliger et hypothéquer

tous et chacun des biens de l'abbaye et du monastère.»

Dès lors le comte de Grignan fut seigneur haut justicier du lieu de Réauville, avec droit de justice haute, moyenne et basse, mère et mixte empire. Le roi cependant, à titre de seigneur foncier, s'était réservé une part dans cette juridiction; mais au XVIII^e siècle, Louis Nicolas de Félix, comte du Muy, devenu, en 1732, propriétaire du comté de Grignan, pour la somme de deux cent-quatre-vingt-dix mille francs, en obtint du roi le complément par la cession d'un terrain qu'il possédait dans le parc de Versailles. L'échange fut confirmé par un arrêt du grand conseil dont nous n'avons pas la date, mais qui se trouvait, d'après un document de l'année 1777, aux archives du château de Grignan, coté au n^o 2 et au n^o 6 ¹.

Dom Etienne de Sompi habitait Grignan. Affectionné à son abbaye d'Aiguebelle, il vivait en bonne intelligence avec les religieux dont la régularité, soutenue malgré leur petit nombre, l'édifiait singulièrement. Il leur rendait fréquemment visite. En témoignage de son estime et de son amitié, il voulut être enterré auprès d'eux et dans leur église, afin d'avoir part à leurs prières de tous les jours. C'est la première clause de son testament dressé la veille de sa mort, le cinq octobre 1607, et signé de sa main. Entre autres legs pieux, il n'oublie pas ses vassaux. Aux pauvres de Réauville il lègue la somme de trente livres et autant

¹ Voir aux *Pièces justificatives*, n^o 26, en quoi consistait cette juridiction.

pour chacun des villages de sa seigneurie : Montjuyer, Citelles, le Fraysse. Il laisse dix-huit livres pour les pauvres de Grignan, et à ceux de sa prévôté d'Aups toutes les créances qu'il possède dans cette dernière ville. Guillaume Miallon qui l'avait installé sur le siège de son abbaye, hérita de son manteau et de sa soutane en soie de Florence. Ainsi qu'il l'avait désiré, Dom Etienne fut enseveli dans l'église d'Aiguebelle, et sur le marbre de sa tombe on grava cette inscription : *Hic iacet venerabilis vir Dominus Stephanus Adam de Sompi quondam Abbas Aquæbellæ, nec non præpositus collegiatae de Apibus, qui obiit Grignani die sextâ mensis octobris an. 1607* ¹. Il eut pour successeur un de ses amis, Marc de la Salle, qui avait assisté comme témoin à son installation.

V. DOM MARC DE LA SALLE, QUARANTE-DEUXIÈME ABBÉ,
QUATRIÈME COMMENDATAIRE. (1607-1619).

Mais cette succession ne fut pas immédiate. La mort d'Etienne de Sompi fut suivie d'une vacance d'environ dix-huit mois, pendant laquelle Daniel Joannis, docteur en droit et bailli de Saint-Paul et du comté de Grignan, administra les revenus de l'abbaye au profit du roi. Le brevet qui nommait Dom Marc de la Salle abbé d'Aiguebelle, ayant enfin été expédié le

¹ *Gallia Christiana*, t. I, col. 738. L'existence de ce tombeau étant ignorée lorsque l'on fit la première restauration de l'église, en 1816, nous ne savons s'il existe encore ou s'il n'a pas été profané à la Révolution.

dernier du mois de février 1609, le nouvel élu commença dès lors à jouir de son bénéfice et prit en main l'administration de ses biens, sans attendre les bulles de provision demandées en cour de Rome.

Messire Antoine du Cros siégeait encore au trône épiscopal de Saint-Paul. Le zélé prélat, sans cesse occupé des intérêts de son évêché, s'employait de toutes ses forces à recouvrer les revenus dont il avait été dépouillé pendant les guerres de religion, lorsqu'un jour de l'an 1610, il fit la découverte d'un vieux titre égaré dans ses archives, d'après lequel l'abbé d'Aiguebelle devait aux évêques de Saint-Paul une rente annuelle de vingt-un setiers de blé : sans doute la dîme des terres que l'abbaye possédait sur son territoire. On se souvient de l'emprisonnement du prieur Aimé Moreau. Ce procédé, un peu rigoureux de la part du prélat, avait dû naturellement altérer la bonne harmonie entre l'évêque et le monastère. Il en résulta qu'une affaire de minime importance et qui, dans des circonstances plus heureuses, se serait arrangée à l'amiable et sans difficulté, fut traitée en toute rigueur et aboutit à un procès. Fort de son titre, l'évêque exigea tout son droit ; il réclama non-seulement la dette actuelle, mais encore tous les arrérages. Or, ces arrérages dataient de cinquante ans : depuis l'année 1561, avant même les malheurs de l'abbaye, la dette n'avait plus été payée, nous ne savons pourquoi. Dom Marc de la Salle, qui en ignorait l'existence, ne voulut pas la reconnaître. L'affaire fut portée au tribunal de Gre-

noble qui, tout en donnant droit à l'évêque et reconnaissant la validité de son titre, tint néanmoins l'abbé d'Aiguebelle quitte des arrérages réclamés et débouta sur ce point l'évêque de sa demande ¹.

Mais si l'évêque de Saint-Paul déployait du zèle et de la fermeté à défendre et à recouvrer ses droits, Dom Marc de la Salle, de son côté, ne laissait pas violer impunément les siens. Le fait suivant nous en donne la preuve.

Les bulles de provision qui lui confirmaient la com-mende d'Aiguebelle, s'étaient fait attendre durant plus de deux ans. Elles furent expédiées de Rome le quatre décembre 1611. Le cinq avril suivant, il prit possession de son abbaye et fut solennellement installé par Raymond du Cros, archidiaque de la cathédrale et frère de l'évêque, non toutefois sans avoir préalablement prêté serment entre les mains de l'archidiaque et en présence du prieur d'Aiguebelle, Claude Huguenin, et de son unique collègue, frère Nicolas Lanier, d'observer inviolablement les prescriptions exprimées dans ses bulles et les libertés de l'église, chapitre et cou-vent, de N.-D. d'Aiguebelle. Cette cérémonie, ou plu-tôt les bulles en vertu desquelles elle avait eu lieu, en lui conférant régulièrement le bénéfice le plus important du diocèse dont il n'avait joui jusqu'alors qu'à titre précaire, lui donnaient en même temps le droit d'être appelé l'un des premiers aux assemblées synodales et d'être consulté dans les affaires d'intérêt

¹ *Histoire de l'Église de Saint-Paul*, livre III, page 225.

général concernant le clergé du diocèse. Or il s'agissait, en 1615, d'élire un député à l'assemblée générale du clergé qui devait se tenir à Paris, et l'archevêque d'Arles, Gaspard du Laurent, avait à cet effet convoqué l'assemblée provinciale. Antoinedu Cros, qui voulait assurer à son frère l'archidiaque l'honneur de cette commission pour son diocèse, l'avait envoyé comme son représentant, sur le seul consentement de quelques chanoines. Cette violation flagrante du droit du clergé qui devait être consulté sur ce choix suscita de vives réclamations. A la tête des mécontents se trouvait Marc de la Salle qui réunit dans sa maison (26 février 1615) la plupart des bénéficiers du diocèse et, nommément, Michel Dalmeras, doyen du chapitre de Saint-Sauveur et Guillaume Miallon, prieur de Portes et sacristain de la même église. Giraud Raymond, prieur de Chantemerle et le prieur de Saint-Marcel s'y trouvaient également; mais, soit respect envers leur évêque, soit crainte de son autorité, ils firent rayer leurs noms et se confondirent parmi les anonymes. Ils choisirent ensemble un procureur pour aller faire des représentations à l'évêque en personne et à son frère sur l'illégitimité de leur démarche, et désavouer la commission de ce dernier à l'assemblée provinciale avec toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir. Que si, malgré ces représentations, l'évêque persistait dans sa volonté, le même procureur devait recourir à l'archevêque d'Arles, et le supplier d'annuler et révoquer toute assemblée qui pourrait avoir été faite ou se

faire sans l'assistance des réclamants, et d'en ordonner une autre où ils seraient appelés conformément à leurs droits et à leur intérêt ¹. Nous n'avons pas de documents sur la suite de cette affaire. Il paraît pourtant que Marc de la Salle atteignit son but et que Raymond du Cros ne fut pas nommé député à l'assemblée générale. Du moins, le Père Boyer de Sainte-Marthe n'a pas eu connaissance de cette mission, assez glorieuse pourtant pour être rapportée et trop importante pour n'avoir pas été insérée dans les archives de l'église dont il a écrit l'histoire.

Evidemment il y avait lutte entre l'évêque de Saint-Paul et l'abbé d'Aiguebelle. L'excès des prétentions en était la cause. Un peu plus de condescendance et d'humilité chrétienne de part et d'autre eût pacifié ces petits troubles dont la connaissance, transpirant au dehors, devient ordinairement un sujet de scandale pour les faibles et de joie pour les ennemis de l'Eglise ².

Avant sa nomination à l'abbaye d'Aiguebelle, Dom Marc de la Salle était doyen de Saint-Sauveur de Grignan. C'est dire assez que, de même que son prédécesseur, il devait sa promotion à la faveur du comte de

¹ Voir aux *Pièces justificatives*, n° 27, cet acte inédit et intéressant pour l'histoire de l'Eglise de Saint-Paul.

² La famille de l'évêque de Saint-Paul, Antoine du Cros, subsiste encore aujourd'hui ; mais les rapports entre elle et notre monastère sont bien différents de ceux d'autrefois. C'est à l'un de ses membres les plus honorables, M. Auguste du Cros (son nom se trouve toujours écrit ainsi dans nos archives), Maire de Grignan, que nous devons les matériaux les plus précieux de cette histoire. Qu'il nous permette de lui en exprimer ici publiquement notre reconnaissance.

Grignan qui avait en cela ses desseins. Ce n'était pas assez pour ce dernier d'avoir fait confirmer par Adam de Sompi l'aliénation faite en sa faveur par le roi de la seigneurie de Réauville, il voulait de plus assurer à sa famille la part même et les droits de l'abbé. Lorsque ce dernier mourut, le second fils du comte, François Adhémar, destiné par son père à l'Eglise, était trop jeune pour être pourvu de son bénéfice. Il n'avait que quatre ans. Marc de la Salle devint son suppléant et fut nommé, peut-être avec la promesse de résigner son abbaye en faveur du jeune François, lorsque l'âge permettrait à celui-ci d'être mis à sa place. Quoiqu'il en soit, cette résignation eut lieu par un acte du 6 avril 1615, où il est dit que « Révérend Père en Dieu Messire Marc de la Salle, abbé de l'abbaye N.-D. d'Aiguebelle, commendataire et administrateur perpétuel d'icelle abbaye, Ordre de Cîteaux, lequel désirant, comme il a dict, que Monsieur Francoys-Adhémar de Grignan, fils de Messire Loys-François-Adhémar du Monteil, comte de Grignan, feust pourveu de la dite abbaye comme méritant d'icelle tant pour ses vertus que aussi pour l'espérance que chacun conçoit de luy, joint à l'utilité que le respect et la faveur de sa maison pourtera au bien et repos de la dite abbaye et à l'estat d'icelle, et d'autant que la nomination des personnes idoynes aux évêchés et abbayes de ce royaume, et par conséquent de la dite abbaye, appartient à Sa Majesté par le concordat jadis faict entre le Saint-Siège apostolique et le feu Roy ; A cette cause, le dit sieur abbé, de son bon gré et propre

mouvement et franche vollonté, sans aucune revocation et dérogon, a faict et constitue ses procureurs (les noms sont en blanc) tant absents comme s'ils étaient présents et ung chacun d'eulx par exprès, pour et au nom du dit Révérend Père abbé constituant résigner et remettre entre les mains de Sa Majesté la dite abbaye d'Aiguebelle et ses dépendances, en faveur de Monsieur François-Adhémar de Grignan et supplier très humblement Sa dite Majesté agréer la dite résignation en faveur dudit Monsieur Adhémar de Grignan, et son bon playsir estre de le nommer en la dite abbaye à Sa Sainteté, à ce qu'en vertu de la dite nomination et présente résignation que le dit sieur de la Salle faict purement et simplement, Elle confère la dite abbaye avec ses annexes et appartenances à icelluy sieur François-Adhémar de Grignan, sous la réserve que le dit sieur abbé faict, sa vie durant, d'une pension de la somme de douze cents livres tournois sur la dite abbaye, fruits, rentes et revenus, payables chacune année, durant sa vie, en deux payes, l'une à la Saint-Michel, l'autre au vingt-cinquesme apvril, à luy franche et quiete de tous droits, charges..... que ce soit. »

Cette résignation en faveur de François-Adhémar fut renouvelée le 2 mai 1647. Mais, soit que le prétendant, âgé seulement de quatorze ans, fût encore trop jeune, soit que le Saint-Siège ne voulût point approuver un marché de cette nature, la négociation ne réussit pas, malgré les soins de Martial du Bouchais, procureur du comte auprès de la cour de Rome. Dom

Marc de la Salle demeura possesseur de son abbaye et en garda l'administration jusqu'à la fin de l'année 1619, époque où il mourut, instituant son héritière universelle haute et puissante dame Jeanne d'Ancezune de Vénejan, comtesse de Grignan et mère du jeune François-Adhémar qui devait lui succéder.

Lorsque les abbayes et les prieurés, devenus ainsi un objet de trafic, étaient mis en quelque sorte à l'enchère, quelle pouvait être la condition des pauvres religieux dont une insatiable cupidité restreignait tous les jours le nombre et diminuait sans cesse les revenus ? Pouvait-il, nous le demandons, y avoir dans les monastères quelque trace de l'ancienne régularité ? Et cependant, par une étrange contradiction, les états de Blois et de Paris (1588 et 1614) demandaient le retour à l'ancienne discipline ! Eh ! Messieurs des États, c'était à vous de faire le premier pas ; à vous, de cesser vos empiètements toujours grandissants sur la puissance ecclésiastique ; à vous, de remettre vos nombreux bénéfices, ce magnifique patrimoine de la foi et de la charité, comme les nomme si bien l'un de nos plus illustres écrivains catholiques ¹, entre les mains de ceux pour qui les fondateurs les avaient établis ! Et les moines alors auraient vu ce qu'ils avaient à faire. Sans cela, pas d'amendement à espérer ! Et cela est si vrai que, pour redonner la vie à ces institutions presque éteintes dont il veut la conservation pour l'ornement et l'avantage de son Eglise, Dieu brisera un jour, dans

¹ M. de Montalembert, *Moines d'Occident*, introduction p. 162.

sa colère, une société dans laquelle elles ne peuvent plus subsister, pour élever sur ses ruines un nouvel ordre de choses où elles se développeront exemptes de servitude, en attendant le jour, prochain peut-être, où elles pourront enfin s'épanouir en pleine liberté.



CHAPITRE XII.

AIGUEBELLE SOUS LES ABBÉS COMMENDATAIRES, SUITE (1620-1790).

- I. — Dom François-de-Castellane-Adhémar de Grignan. — Peste de 1629 ; charité et piété de Dom François ; fondation de vingt-quatre messes dans l'église d'Aiguebelle pour la cessation du fléau. — Dom François nommé évêque de Saint-Paul. — Aliénation de Violez ; un seul religieux à Aiguebelle. — Fondation d'une mission à perpétuité dans la seigneurie d'Aiguebelle et le comté de Grignan. — Claude Ruffier, vicaire général de l'abbé de Cîteaux, visite Aiguebelle ; sainteté de ce religieux appelé à l'évêché de Saint-Paul. — Ce que l'on doit penser du relâchement des moines à cette époque. — Détails historiques sur Dom François, coadjuteur, puis archevêque d'Arles. — Il aide les habitants du Fraysse dans la construction d'une chapelle. — II. Dom Gabriel-Ange Adhémar succède à son oncle. — III. Dom Jean-Baptiste Adhémar, frère du précédent et coadjuteur de son oncle l'archevêque, fait réparer le monastère. — Visite de l'abbé de Lioncel, vicaire général de l'Ordre en Dauphiné. — Qualités et défauts de Dom François. — Il succède à son oncle sur le siège d'Arles. — Le prieuré d'Aiguebelle disputé par deux prétendants. — IV. Dom Jacques de Saussey. — Déplorable état de l'abbaye. — Dévotion des peuples à saint Pancrace. — V. Dom François Letellier, évêque de Digne, est pourvu de la commende d'Aiguebelle. — VI. Dom Godefroy-Maurice de Conflans fait un partage plus équitable des biens de l'abbaye avec le prieur. — Il est nommé à l'évêché du Puy. — VII. Dom Paul de Durtfort d'Eymé, mécontent du partage précédent, en fait un second à son désavantage. — Dom Guichard, prieur, et Dom Glotté, religieux. — VIII. Dom Antoine de Gallet de Coulanges. — Coupe générale de la forêt d'Aiguebelle. — Une carte de visite. — IX. Dom Jacques-Louis-Auguste Thomassin de Peynier, dernier abbé commendataire. — Projet de réforme à Aiguebelle. — Accroissement du nombre des religieux. — Supplique à l'abbé de Morimond. — Les biens ecclésiastiques déclarés biens nationaux. — Les municipaux de Réauville et les ci-devant privilégiés. — Suppression des communautés religieuses. — Départ des moines d'Aiguebelle. — Dom Seguin ne cède qu'à la force. — Pillage de l'abbaye. — Le gouvernement met les propriétés en vente et se réserve la forêt. — Conclusion.

DOM FRANÇOIS DE CASTELLANE ADHÉMAR DE MONTEIL DE GRIGNAN,
ARCHEVÊQUE D'ARLES, QUARANTE-TROISIÈME ABBÉ, CINQUIÈME
COMMENDATAIRE.

Destiné dès l'enfance à l'état ecclésiastique, Dom François Adhémar, second fils de Louis-François-de-

Castellane-Adhémar de Monteil, comte de Grignan, fut nommé commendataire de l'abbaye d'Aiguebelle par le roi Louis XIII, au mois de mai 1620, peu de temps après la mort de Marc de la Salle. Trop jeune encore pour gérer les affaires de son abbaye, — il n'avait que dix-sept ans, — il en remit l'administration entre les mains du comte, son père, jusqu'à ce qu'il eût terminé ses études. Cela ne l'empêcha pas cependant de signer, le 15 avril 1621, un bail à prix fait passé à Charles Breton, maçon de Réauville, pour faire couvrir le dortoir et réparer l'étable situé à l'entrée des bâtiments des convers. La somme était de quatre vingt-dix livres.

Pendant les guerres de religion, la seigneurie de Gondoulet, au diocèse de Viviers, quoique perdue dans les montagnes de l'Ardèche, n'avait point été à l'abri des attaques des huguenots. Obligés de fuir devant eux, les habitants du domaine avaient vu leurs maisons pillées et livrées aux flammes, et n'avaient qu'à grand'peine échappé à la fureur des sectaires, grâce au généreux concours d'un seigneur leur voisin, Alexandre de Pouzols, qui leur ouvrit un asile dans son château et les hébergea libéralement. En récompense d'une si noble conduite, notre jeune abbé, Dom François de Grignan, lui octroya par acte du vingt-huit octobre 1624, « le pouvoir et la permission de bâtir une maison forte avec tours, guérites, culs-de-lampe, barbicanes, meurtrières, revelins, murailles et fossés, pont-levis et autres fortifications qu'il lui plairait, avec

pinonceaux et girouettes ; et cela, au lieu où il lui plairait en sa chevance, située au territoire de Gondoulet, se mouvant de la seigneurie d'Aiguebelle. » Il approuvait en outre celles qu'il avait déjà faites et pourrait faire encore en sa grange *Combe de Lauze*, appelée la *Maison neuve* au même terroir de Gondoulet et ajoutait à cela le droit de chasse à toute sorte de chasses dans tout le mandement, pour lui et ses domestiques, sans préjudice toutefois de tous les autres droits dus à l'abbé par le seigneur de Pouzols.

Dom François payait sa dette en gentilhomme. Tous ses actes, au reste, respirent ce caractère de noblesse et de grandeur. Voyons-le maintenant agir comme pasteur des âmes et père de ses vassaux.

En 1629, un fléau terrible exerçait ses ravages dans la ville et le diocèse de Saint-Paul. Pour éviter ses atteintes, l'évêque, Antoine du Cros, avait dû prendre la fuite et se réfugier à Bollène avec la plus grande partie de son chapitre. A Réauville et dans tout le mandement de la seigneurie d'Aiguebelle, la mortalité n'était pas moindre. Plus fidèle aux obligations que lui imposaient ses deux titres de seigneur et d'abbé, Dom François s'empressa de procurer à ses vassaux les secours réclamés par leur malheureux état. Il rassembla dans une maison séparée tous les malades atteints du fléau, et, tandis que les deux religieux de l'abbaye se dévouaient avec un zèle digne d'éloges à leur service spirituel, il faisait venir, pour les traiter et les assister dans leur mal, un médecin de Ville-Dieu, dont il payait

les gages. Mais que peuvent les remèdes humains, si Dieu ne leur donne l'efficacité ? « Désirant donc augmenter le culte et service divin qui se faisait dans son abbaye et obtenir grâce et miséricorde pour la santé du peuple de Réauville, ses sujets, affligés du mal contagieux, il fonda à perpétuité dans l'église d'Aiguebelle des messes et sacrifices à Dieu pour son honneur et gloire sous le nom et titre de Notre-Dame la glorieuse Vierge Marye, saint Roch et saint Sébastien, patrons et intercesseurs envers Dieu pour la santé de tous les affligés, » voulant qu'il fut célébré annuellement et perpétuellement, par les prieurs et religieux de l'abbaye, huit messes au grand autel de leur église, à chaque fête de Notre-Dame, « savoir : la Conception, la Nativité, la Présentation, l'Annonciation, la Visitation, la Purification, l'Assomption, et le jour de Notre-Dame-des-Neiges, auxquels jours sera faict sacrifice et oblation à Dieu en l'honneur de la benoyte Vierge Marye, sa sainte mère, affin qu'il luy playse estre bonne advocate et médiatrice pour le peuple ainsi affligé, pour estre remys en la grâce de Dieu et préservé du mal. » Semblables messes et services devaient être célébrés par les mêmes prieurs et religieux, le jour de la fête de saint Roch et de saint Sébastien et pendant leurs octaves, à un autel que ferait élever en leur honneur le seigneur abbé, lequel donnait à cette fin une rente annuelle et perpétuelle de cinq livres sous le capital de cent livres tournois. En 1658, cette fondation fut transférée à l'église de Réauville,

soit parce que le prieur de l'abbaye, alors seul résident, ne pouvait en remplir les obligations, soit plutôt parce que la communauté de Réauville, plus habituée à recevoir de l'argent des religieux qu'à leur en donner, était peu exacte à payer les termes échus de la pension, quelque minime qu'elle fût. C'est du moins ce que donne à entendre l'acte du transfert.

Cependant l'évêque de Saint-Paul était mort à la Baume où il s'était retiré pendant la peste, après six mois de séjour à Bollène, son premier refuge. Ce prélat, qui avait eu tant de démêlés avec les abbés de notre monastère, fut précisément remplacé sur son siège par leur successeur. Dom François fut nommé par Louis XIII évêque de Saint-Paul, au mois de mars 1630. Ses bulles se firent attendre assez longtemps, malgré la convention passée entre lui et noble Claude de Cohornes, docteur en droit et secrétaire de la légation d'Avignon, qui s'était engagé à les lui procurer dans l'espace de cinq mois. Mais enfin elles arrivèrent, avec la permission de retenir en commende l'abbaye d'Aiguebelle et les autres bénéfices qu'il pourrait posséder¹. En conséquence, il fut sacré, dit un mémoire écrit de la main de sa mère, Jeanne d'Ancezune de Vénéjan, le quatorze septembre, un dimanche jour de la Croix, 1631. Cette date est conforme à celle donnée par les auteurs du *Gallia Christiana*. Le Père Boyer

¹ De ce nombre était le prieuré de Saint-Maurice de Chantemerle dont il se démit, le 7 mai 1631, en faveur de Jacques Fescher, prêtre de son diocèse.

s'est donc trompé en disant 1630, dans son histoire de l'Eglise de Saint-Paul. La cérémonie eut lieu dans l'église collégiale de Saint-Sauveur de Grignan. Le prélat consécrateur fut Jean Jaubert de Barraut, archevêque d'Arles, assisté de Charles-Jacques de Gélas de Leberon, évêque de Valence et de Die, et de Louis-François de la Baume de Suze, évêque de Viviers.

« Il y eust grande magnificence, » dit Jeanne d'Ancezune, et une faiste si otentique que peut estre il ne sen verra jamais une pareille ¹. »

Le dix-huit octobre suivant, le nouveau pontife prit solennellement possession de son siège, au milieu d'un cortège nombreux et magnifique, où l'on remarquait au premier rang la comtesse de Grignan, sa mère, heureuse et fière des honneurs rendus à son fils; son frère aîné, Gaucher-de-Castellane-Adhémar et ses quatre sœurs.

Un historien cité par le *Gallia Christiana* ² a dit, en parlant de ce prélat, que c'était un homme d'un esprit élevé, d'une prudence remarquable, d'un zèle et d'une piété vraiment sacerdotales. Nous avons déjà vu ce zèle et cette piété à l'œuvre. Quoique bien jeune encore lorsqu'il fut élevé à l'épiscopat, sa réputation de sagesse et de prudence, déjà bien établie, le fit choisir comme député par la province de Dauphiné pour féliciter le Roi sur la naissance de Monseigneur le Dauphin. « Outre cela, continue Jeanne d'Ance-

¹ Ce mémoire de la comtesse de Grignan, précieux journal de famille, est entre les mains de M. Faure, propriétaire du château de Grignan.

² *Gallia Christiana*, t. I, col. 732.

» zune avec une complaisance toute maternelle, il y
» eust d'autres députations pour le clergé, pour le
» service du Roy et plusieurs autres choses honnora-
» bles ; il a faict la visite deux fois dans l'évesché de
» Saint-Paul avec grand fruit pour le service de
» Dieu ; il fust faict bientost après conseiller d'Estat
» avec deux mille francs de pension. »

Cette dignité fut sans doute la récompense du zèle qu'il déploya dans l'ambassade de Savoie, où il fut envoyé par Louis XIII, avec Louis-Doni d'Attichy et Gabriel, évêque d'Orléans. Les trois députés, animés d'un courage à toute épreuve, ce sont les paroles du Père Boyer, entreprirent ce long et pénible voyage dans un temps de peste, de guerre et de famine et furent assez heureux pour mener à bonne fin les affaires que Sa Majesté leur avait confiées ¹.

Il fut moins heureux dans une autre qui concernait son abbaye. Dom Marc de la Salle déjà, en 1611, avait été inquiété au sujet des droits dont jouissait Aiguebelle sur le domaine de Violez, dans la principauté d'Orange, droits que l'on disait avoir été usurpés par elle durant les derniers troubles. Cet abbé alléguait pour sa défense une possession immémoriale, les hommages prêtés aux princes d'Orange en 1304, 1399, 1437, 1476, avant l'accensement du domaine par Dom Louis de Grôle en 1499 et 1501, et depuis cet accensement, en 1560, 1575, 1593 et 1603. Passant par dessus la légitimité d'une possession si clai-

¹ *Histoire de l'Eglise de Saint-Paul*, p. 261.

rement établie, le prince Philippe de Nassau donna, le dix-neuf septembre 1617, des lettres patentes vérifiées par le Parlement le 2 novembre de la même année, par lesquelles il concédait à noble David-Fleurisse de Riquebourg-Trigaud, son conseiller, toute la juridiction de Violez, y ajoutant les droits de ses prédécesseurs et les réserves faites par eux. En conséquence, la cour du Parlement, saisie de l'affaire, et à la requête de l'avocat et procureur général du prince, ordonna, par arrêt du premier décembre 1618, à Dom Marc de la Salle d'exhiber les titres des hommages antérieurs à celui de 1593, afin de rendre un arrêt définitif. L'abbé ne satisfit pas à cette réquisition et les choses en restèrent là.

Seize ans plus tard, sieur Fleurisse (d'autres lisent Fleurville) étant mort, noble Hector de Lange, seigneur de Montmirail et Martignac, acquit des héritiers du défunt la seigneurie de Violez et obtint de Son Altesse de nouvelles lettres patentes portant l'érection de cette terre en baronie, avec expresse concession des droits de directe sur les maisons et dépendances, comme ayant été usurpés par l'abbé d'Aiguebelle. Fort de ce nouvel appui et après vérification faite par la cour, le 12 mai 1634, il fit sommer illustrissime et révérendissime Messire François Adhémar, évêque et comte de Saint-Paul, abbé commendataire de l'abbaye d'Aiguebelle et prieur moderne de Violez, de faire examiner ses prétentions sur la directe en litige et de lui en faire raison avant d'entrer en procès. Mais, sur

le conseil d'amis communs, des conférences s'ouvrirent où, après diverses propositions d'accommodement tour à tour offertes et rejetées, on convint que l'abbé d'Aiguebelle, du consentement de Claude Mollerini, *seul religieux et prieur de l'abbaye, vu la pauvreté d'icelle*, transportait et cédait à jamais au seigneur de Montmirail tous les droits que l'abbaye pourrait avoir à prétendre sur la directe des biens de Violez pour en jouir comme le faisait le seigneur abbé, sans aucune réserve, sous le bon plaisir toutefois de Sa Sainteté et du Saint-Siège apostolique, pour la somme de deux mille sept cents livres, monnaie d'Orange, à la condition expresse que cette somme serait employée au profit de l'abbaye. La concession était faite pourtant de telle sorte que noble Hector de Lange n'avait rien à prétendre sur les dîmes et annexes, connexes et dépendances du prieuré de Violez, que le seigneur abbé se réservait expressément avec le prieuré lui-même pour en jouir à l'avenir comme il l'avait fait jusqu'alors, « sans quoi, disait-il, il n'aurait jamais » entendu à aucun traité et accommodement. »

Ce compromis passé le 14 février 1639, dans la maison de l'évêque de Saint-Paul, nous montre le déplorable état dans lequel se trouvait alors l'abbaye d'Aiguebelle, autant par sa pénurie complète de religieux que par la triste compassion que sa pauvreté inspirait même à des étrangers, puisqu'ils stipulaient, dans une clause expresse, que la somme accordée serait employée toute au profit du monastère. Conpas-

sion, hélas ! qui n'était que trop méritée ! Aiguebelle, fondée et assez richement dotée pour qu'une communauté florissante pût y payer à Dieu, chaque jour, son tribut régulier de louanges, était veuve de ses habitants et son chœur, autrefois si nombreux, réduit à un seul moine ! Encore est-ce à peine si, du riche patrimoine consacré jadis au maintien de la vie régulière et au soulagement des pauvres, il restait assez pour entretenir convenablement cet unique représentant de la piété des fondateurs. Une somme annuelle de cent livres qui se payait de trois mois en trois mois, six saumées de blé, deux de seigle et vingt barraults de vin : avec cela la conscience du commendataire était tranquille !

Chose étrange et qui montre à quel point un abus consacré par un usage universel peut aveugler les esprits ! On ne s'apercevait seulement pas alors de l'injustice flagrante de cette façon d'agir. Car souvent ces hommes, non pas toujours pourtant, étaient des hommes pieux ; ils avaient de la foi, du zèle même pour la gloire de Dieu et le salut des âmes. Nous n'en voulons pour preuve que la conduite du comte de Grignan à l'égard de ses sujets et vassaux de Réauville. En 1643, sur la demande de son frère l'évêque de Saint-Paul et abbé d'Aiguebelle, et de concert avec Marguerite d'Ornano, son épouse, dans le but de faciliter à ses sujets les moyens de faire leur salut et d'être instruits des mystères de notre foi, Louis Gaucher de Castellane établit et fonda à perpétuité une mission

de deux prêtres religieux ou, à leur défaut, de deux bons prêtres séculiers qui, pendant le carême, seraient tenus d'aller par tous les villages, bourgs et hameaux du comté et de la seigneurie, pour prêcher, catéchiser et instruire les habitants au service de Dieu et salut de leur âme, et vaquer aux actions les plus utiles pour ce sujet ; constituant à cette fin une rente annuelle de quatre vingt-dix livres, sur laquelle les religieux chargés de la mission seraient tenus de faire leurs dépenses et de s'entretenir, sans que les sujets du seigneur soient obligés de leur fournir rien, si ce n'est en payant ; les priant, en outre, de n'accepter ni présent ni repas ni aucune chose qui leur serait offerte afin de n'être à charge à personne et que leur ministère en soit plus libre et plus fructueux. Quant aux prêtres à choisir pour faire la mission, le comte désire avant tout que ce soit des religieux, et parmi eux, il donne la préférence aux pères Jésuites, suppliant le Révérend Père Provincial de la province de Lyon ou d'Avignon d'envoyer deux religieux prêtres pour fructifier dans son comté. Au défaut des uns et des autres, on choisira deux bons prêtres séculiers ¹.

Et maintenant, que penser du relâchement des ordres religieux aux dix-septième et dix-huitième siècles ? Sans parler des Jésuites que le soupçon du relâchement n'effleura jamais, quels sont ceux que le comte de Grignan appelle à évangéliser ses peuples ? les religieux de n'importe quel ordre, même avant les bons

¹ *Pièces justificatives*, n° 28.

prêtres séculiers, comme offrant plus de garanties pour le succès de son œuvre. Voilà, dans ce choix, la gradation marquée dans l'estime des peuples de cette époque ; voilà la logique de l'histoire qui l'emportera toujours sur les raisonnements des historiens.

Cette réflexion générale sur les ordres religieux peut s'appliquer en particulier à l'Ordre de Cîteaux, dont le relâchement, il faut bien le reconnaître, avait alors atteint son apogée. Les détails suivants, amenés par le cours même de notre narration, vont nous en donner la mesure.

Vers le temps à peu près où la fondation que nous venons de raconter avait lieu, le monastère d'Aiguebelle recevait la visite du vicaire général de l'abbé de Cîteaux, nommé Claude Ruffier. Religieux profès de l'abbaye de Châlis, au diocèse de Senlis, il avait fait ses études au collège de Saint-Bernard, à Paris, où ses rapides progrès lui firent obtenir en peu de temps le grade de docteur en Sorbonne. Non moins humble que savant, son mérite et sa piété l'avaient fait élire pour veiller à la conservation de la discipline religieuse, autant qu'elle pouvait alors exister, dans les monastères du Languedoc et de la Provence. « Il en fit la visite, dit son historien, donnant partout des marques d'une exacte observance, d'une modestie angélique et d'une prudence consommée. Son oncle, Nicolas de Grillé, évêque d'Uzès, l'arrêta dans son diocèse et le fit son grand vicaire, emploi qu'il remplit dignement pendant vingt années, entendant les

confessions de tous ceux qui s'adressaient à lui, demeurant au confessionnal jusqu'à deux heures après midi pour satisfaire la dévotion des étrangers et des pauvres de la campagne, n'interrompant jamais les jeûnes de son ordre, portant presque toujours le cilice et prenant fort souvent la discipline. » Nommé plus tard à l'évêché de Saint-Paul, il versa tant de larmes pendant la cérémonie de son sacre que le pavé en fut baigné ; et lorsque, rentré chez lui, son maître-d'hôtel lui demanda avec respect le sujet de sa tristesse : « Ah ! répondit-il, si » vous aviez ressenti la pesanteur du fardeau qui m'é- » tait imposé, vous en pleureriez avec moi. » Sa nouvelle dignité et les honneurs qu'il reçut ne changèrent rien à sa conduite. Il n'en fut au contraire que plus régulier dans ses exercices, plus assidu dans ses oraisons, plus sévère dans ses pénitences, plus libéral envers les pauvres et si dévôt à la Très Sainte Vierge qu'il ne manqua jamais de dire chaque jour son chapelet : au reste, si attaché à l'habit sacré de son Ordre qu'il ne voulut point le quitter quelque instance qu'on lui en fît. En vain les prélats de l'assemblée générale lui représentèrent que l'habit épiscopal devait être uniforme, et qu'il imprimerait plus de respect au peuple que l'habit monacal ; il leur répondit fort sagement : « Messieurs, l'habit de Saint-Bernard ne déshonorera point le vôtre ¹. »

Ce fervent religieux, l'un des plus illustres pontifes

¹ *Histoire de l'église de Saint Paul*, par le Père Boyer de Sainte-Marthe, p. 271 et suiv.

qui aient honoré le siège de Saint-Paul, mourut en odeur de sainteté, le 16 mars 1674. Son tombeau fut glorifié par plusieurs miracles, et l'on ne fait pas difficulté, dit le P. Boyer, de l'invoquer et de faire à Dieu des vœux en son honneur. Quinze ans après sa mort, on retrouva son corps entier et sans corruption¹.

En vérité, quand un ordre religieux produit de pareils hommes, — et il serait facile de montrer qu'ils n'étaient pas rares alors dans celui de Cîteaux; — quand ces hommes y sont aimés, vénérés, appelés aux premiers emplois; quand eux-mêmes, surtout, aiment et vénèrent cet ordre sous l'habit et dans les pratiques duquel ils ont été élevés, et le regardent comme saint; en vérité, peut-on dire raisonnablement que cet ordre soit vicié? et s'il a besoin de réforme, faut-il entendre, par ce mot, une réforme radicale qui, ainsi qu'on a trop l'air de le croire, le rappelle d'une vie de désordre et de dissolution à la pratique des devoirs essentiels du christianisme, ou bien seulement une réforme disciplinaire qui le fasse renoncer à une vie facile et trop commode pour un état de perfection, afin d'embrasser les pratiques plus austères d'une règle dont il s'est écarté malgré l'engagement pris de l'observer toujours? Aux hommes de bonne foi de répondre. Revenons à Dom François.

La clause en faveur d'Aiguebelle, insérée dans le

¹ Chorier dit de ce prélat, son contemporain : « Les vertus chrétiennes sont en lui un glorieux suppôt aux vertus morales. Son diocèse à peine est capable de les exercer toutes. On peut, sans flatter, le comparer à un grand astre renfermé dans une petite sphère. » (*Etat polit. du Dauphiné*, t. IV. p. 183).

contrat passé entre notre abbé et le seigneur de Montmirail, eut pour effet de donner un compagnon à Dom Molierini et de faciliter le service divin dans l'église du monastère. Ce nouveau religieux se nommait Claude Voullemy et devint prieur à son tour en 1638. Les autres actes de ce prélat, en qualité d'abbé d'Aiguebelle, quoique nombreux, sont de peu d'importance. Mais le journal de Jeanne d'Ancezune nous fournit encore, en quelques lignes d'un charme et d'une naïveté où le cœur de la mère se révèle tout entier, plusieurs détails que nous croyons devoir reproduire dans toute leur originalité.

« Le vint-troisième apvril mil six cens quarante trois, » dit-elle, « monsieur l'évesque de Saint-Paul, mon fils, fust faict par le Roy Louys tresième coajeteur de l'archevesché d'Arles qui estoit tenue par monsieur de Barraux ; ce prellat eust tant de bonté qui prefféra monsieur l'évesque de Saint-Paul à tous les autres qui lavoit demandé la coajetterie.

» Le mois de juillet mesme année, le dit sieur archevesque de Barraux mourust à Paris. Tellement que monsieur le Coajeteur fust à l'instant antier possesseur de la belle archevesché d'Arles, uns des beaux benefices de la France, que je prie Dieu qu'il len fasse jouyr longuement pour sa gloire et le sallut de celluy qui le possède en santé et longue vie ; il fist après un autre voyage à Paris pour prester son sérement de fidelité à lasssemblée provinciale où il demeura plus de dix-huit mois.

» En l'année mil six cens quarante six l'archevesque d'Arles mon fils fust de rettour et fist son antrée aux faistes de Nouel mesme année; Dieu luy fasse la grasse dy demeurer longuement en bonne santé. Il ne voulust point de serrémonie, mais on ne laissa pas de luy randre des grands honneurs.

» Depuis ce temps la il a esté dans des grands emploicts pour le service du Roy; le premier fust l'accommodement des messieurs de Village et de Vaubelle de Marseille. Leur mesintelligence pourtoict coup au service du Roy et à toute la ville, mais Dieu merssy monsieur l'archevesque accommoda tout cella au contentement des parties.

» Après cella il est arrivé grande reumeur en Provence de monsieur le Conte d'Allés le gouverneur avec Messieurs du Parlement, et la Noblesse sy est meslée quy ont faict une guerre bien sanglante et bien malheureuse et tirante pour toute la province.

» Au commencement de ce trouble, le Roy et la Rayne et monsieur le Cardinal depescharent courrier espres à monsieur l'archevesque pour sen aller a Aix ou estoit monsieur le conte d'Allés dettenu dans la ville ou il y eust des grands troubles. On fist venir des troupes étrangères. Durant quinze jours la ville fust baricadée, on sy batoit et tuoit comme des mouches. Monsieur l'archevesque se trouvoit à tous ces débris jusques à la minuict avec grand peril de sa vie; mais le bon Dieu la conservé pour sa maison et toute la province quy étoit perdue apres Dieu sans luy. Il

ampecha les dessains que lon avoit de tuer le Gouverneur, à quoy tout le monde visoit, mais sa conduite a esté sy bonne par la grâce de Dieu quil a ampeché tous ces malheurs.

» Après la sortie de monsieur le Gouverneur, monsieur larchevesque fist plusieurs voyages vers luy à Marseille et autres lieux pour luy represanter le mal quy prevoyoit arriver sil ne faisoit faire armes basses et se contanter des soumissions quon luy vouloit rendre ;

» Mais il nen voullut rien faire sopignastrant a faire encore pis ; il y eust des armées puissantes dun costé et dautre quy ont deshollé toute la province. Le Roy manda a monsieur larchevesque de sen revenir en Arles ou il y avoit grande reumeur, et les deux parties vouloient agir comme les autres quy eust esté la ruyne totale de la ville et de toute la province. Mais monsieur larchevesque les a sy bien seu conduire dans la neutrallité , tout a seussédé au service du Roy ; aussi a il voullu que Monsieur d Estampes et tous les autres que leurs Majestés ont envoyés pour faire la paix naye rien concleu que monsieur larchevesque n'aye opiné et donné ses advis qui sont esté très proffitables pour le service du Roy. »

Ni l'éclat des dignités, ni la multitude et l'importance des affaires, jointes aux travaux pénibles du ministère pastoral dont il s'acquittait avec beaucoup de zèle, ne lui permirent d'oublier son église d'Aiguebelle. A son départ de Saint-Paul pour aller prendre

possession de la coadjutorerie d'Arles, il lui fit de riches présents entre lesquels se trouvait un fort beau tableau de l'Assomption de Notre-Dame, patronne et titulaire de l'église, qui fut placé derrière le maître-autel. Les vassaux de la seigneurie ne cessèrent pas non plus d'être l'objet de son affectueuse sollicitude. Les habitants du Fraysse n'avaient pas de chapelle. Mus par un sentiment de piété bien digne de louanges, et quoiqu'ils ne pussent espérer d'avoir un prêtre pour les desservir, ils résolurent d'élever un oratoire où ils se réuniraient le dimanche, et le soir de chaque jour, pour faire la prière en commun et rendre à Dieu leurs devoirs. Le pieux archevêque, touché de leur dévotion, s'empressa de les aider dans cette entreprise. A la somme de trente livres dont il leur fit présent, il ajouta un terrain assez vaste dont le prix devait être appliqué à la construction de l'édifice. Enfin, en 1658, au mois d'octobre, il se démit de son abbaye en faveur de son neveu,

II. DOM GABRIEL-ANGE DE CASTELLANE-ADHÉMAR DE MONTELL,
QUARANTE-QUATRIÈME ABBÉ, ET SIXIÈME COMMENDATAIRE
(1658),

qui l'occupa peu de temps, étant mort à l'âge de vingt-six ans victime de son zèle, après les rudes travaux d'une mission donnée à Dourdan.

III. DOM JEAN-BAPTISTE DE CASTELLANE - ADHÉMAR DE MONTEIL ,
ARCHEVÊQUE D'ARLES, QUARANTE-CINQUIÈME ABBÉ, ET SEPTIÈME
COMMENDATAIRE (1666-1697).

Jean-Baptiste Adhémar, frère de l'abbé précédent, fut son successeur dans la commende d'Aiguebelle. Son oncle François Adhémar, archevêque d'Arles, le fit nommer coadjuteur en 1666, sous le titre d'archevêque de Claudiopolis. L'administration du nouvel abbé fut avantageuse au monastère. Il en entreprit les réparations en 1670 ; le prieur Claude Dubois dirigea les travaux. Tout ce qui avait été fait jusque-là n'était que provisoire, il n'était plus possible de retarder une restauration complète. Les bâtiments, tombant en ruine sur plusieurs points, étaient ouverts à tous les vents ; les toitures en mauvais état donnaient passage à la pluie, et l'humidité ne laissait presque pas un appartement habitable. Ce fut alors qu'on éleva cette façade de l'église en pierres de taille, démolie, il y a quelques années, pour être transportée sur ses fondations primitives et redonner au vaisseau son ancienne dimension. Peut-être aussi est-ce à cette époque que remonte la construction de l'élégante abside du sanctuaire qui fut décorée du tableau de l'Assomption aux armes de la maison de Grignan, donné par l'archevêque d'Arles.

Les matériaux manquant, on eut recours, par mesure d'économie, aux ruines de la grange de Beauvezet, sur le côteau de Montveillant. Sur ces entrefaites, au mois de

mai 1672, arrive à Aiguebelle le R. P. Visiteur, Dom Maret de la Rivière, abbé de Lioncel, Provincial du Dauphiné et vicaire général de l'abbé de Cîteaux pour les monastères de cette province. Il témoigne son mécontentement de ce que l'on détruisait ainsi un bâtiment appartenant à l'ordre, qui aurait pu être relevé et servir au besoin. Dom Claude Dubois s'excuse sur les ordres de l'abbé et sur les arrangements que ce dernier a pris avec l'architecte. Aussitôt l'abbé de Lioncel intente une plainte contre Monseigneur le Coadjuteur, abbé commendataire, par devant l'autorité compétente, et part, laissant au R. P. Raymond Lozier, religieux de Lioncel et son procureur, le soin de poursuivre cette affaire. Mais le procès en resta là. Le visiteur comprit, sur les explications qui lui furent données, que ces bâtiments renversés par les calvinistes, demeurés depuis ce temps-là sans toiture et sans voûtes, ne pouvaient avoir de destination plus utile que de servir au rétablissement d'Aiguebelle.

Monseigneur le coadjuteur et abbé d'Aiguebelle était un des hôtes les plus assidus du château de Grignan. Pour lui, comme pour M. de Coulanges, « ces » écussons en manteau ducal, ce château magnifique, » ces appartements si bien meublés, toutes ces tables » dans la galerie, tout ce monde qui allait et venait, » et ce comte et cette comtesse qui remplissaient si » bien le château et qui y faisaient faire si bonne chère » à tous leurs amis, étaient, en vérité, un séjour qui

» convenait à tous ses goûts ¹. » Elevé dans ce luxe, cette magnificence, ce train vraiment princier des Adhémar, il aimait ces fêtes quasi royales qu'embellissait encore la présence de Madame de Sévigné. Pour en jouir, il ne craignait pas d'affronter les saillies de la spirituelle marquise qui l'appelait *seigneur Corbeau*, et lui conseillait de ne pas écrire afin de conserver sa main droite pour jouer au brelan.

Cette vie dissipée du château au milieu de plaisirs et de festins dont le comte de Grignan terminait la peinture à M. de Coulanges par ces mots : « Mon cousin, » quelle vie ! elle ne fait point du tout souvenir de » celle de la Trappe, » n'empêchait pas notre abbé de visiter de temps à autre son abbaye d'Aiguebelle et de s'occuper du bien de ses vassaux. Dans l'une de ces visites, les habitants de Réauville lui présentèrent une requête pour demander libération de leurs dettes envers lui, alléguant pour motif qu'ils avaient à soutenir un procès qui les obérait fort. Le compatissant prélat se rendit à leur prière et employa son crédit pour terminer cette affaire à leur avantage. Il leur fit même don d'une somme assez considérable afin de payer quelques créanciers : commission qui fut donnée par les consuls à Gilles Cathalan, leur procureur.

Madame de Sévigné savait apprécier le mérite de notre abbé. « J'ai reçu une fort jolie lettre du coadjuteur, écrit-elle à sa fille ; il est seulement fâché que » je l'appelle *Monseigneur* ; il veut que je l'appelle

¹ Lettre de M. de Coulanges à Pauline de Grignan, du 10 mai 1694.

» *Pierrot ou seigneur Corbeau*. Je vous recommande
» toujours bien d'entretenir l'amitié qui est entre
» vous ; je le trouve fort touché de votre mérite, pre-
» nant grand intérêt à toutes vos affaires ; en un mot,
» d'une application et d'une solidité qui vous sera d'un
» grand secours ¹. »

Député à l'assemblée du clergé de 1675, en qualité de procureur de la province d'Arles avec Luc d'Aquin, évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux, il se fit remarquer dans une conférence à Saint-Germain où se discutaient les plus graves questions, et à laquelle assista Bossuet qui en fit compliment à Madame de Sévigné. La marquise en fit part à sa fille par une lettre du 9 août de la même année.

Mais ce qui lui fit plus d'honneur encore, fut la remontrance qu'il adressa à Louis XIV pour le remercier, au nom de ses collègues, des faveurs qu'il leur avait accordées et se plaindre des infractions qui avaient été faites à ses ordres par ceux de la religion prétendue réformée. Le coadjuteur était parfaitement instruit de ces matières. C'est pourquoi, sur l'avis du président, il fut élu à l'unanimité pour remplir cette grave mission. La harangue était composée, lorsqu'arriva tout à coup, à Paris, la nouvelle de la mort de Turenne. « Le coadjuteur, » écrit à cette occasion Madame de Sévigné, « avait pris dans sa harangue le » style ordinaire des louanges ; mais aujourd'hui cela » serait hors de propos ; il passe sur l'affaire présente

¹ Lettre du 17 avril 1671.

» avec une adresse et un esprit admirables ; il donne
» un tour heureux à ce qui vient de se passer, et
» pourvu que le morceau soit recousu bien juste, ce
» sera le plus beau et le plus galant de son discours ¹. »

On voit que la marquise avait été consultée. En fait de convenances, on ne pouvait recourir à juge plus compétent. L'événement justifia sa prophétie. « La
» harangue réussit à merveille ; il passa l'endroit qui
» avait été fait et rappliqué après coup, avec une grâce
» et une habileté non pareilles. C'est ce qui toucha le
» plus tous les courtisans. Louis XIV lui-même loua
» fort l'orateur et dit à Monsieur le Dauphin : « Com-
» bien voudriez-vous qu'il vous en eût coûté pour par-
» ler aussi bien que le coadjuteur ? » Les ministres et
» tous les assistants trouvèrent dans le langage du pré-
» lat un agrément et un air de noblesse admirables.
» Toutes les bonnes têtes le louèrent depuis le com-
» mencement jusqu'à la fin ². »

Au reste, Madame de Sévigné n'est pas la seule qui nous apprenne le succès de cette harangue. Tous les prélats qui l'avaient entendue en rendirent le même témoignage. On lit dans le procès-verbal de l'assemblée, séance du 19 août : « Le président a dit que tous
» les prélats ont été témoins de la force, capacité et
» prudence avec lesquelles Monseigneur le coadjuteur
» a parlé au roi ; que Sa Majesté avait paru extrême-
» ment satisfaite et avait répondu qu'elle ne manque-

¹ Lettre du 10 août 1675.

² Lettre du 16 août 1675.

» rait pas de donner toute sorte d'assistance au clergé,
» et il a prié ensuite le coadjuteur de donner sa ha-
» rangue pour être insérée au procès-verbal ¹. »

Aussi personne ne fut surpris qu'à la mort de son oncle, en 1689, Jean-Baptiste Adhémar lui succédât sur le siège métropolitain d'Arles. Il l'occupa neuf ans et mourut à Montpellier le 11 novembre 1697. Louis XIV, qui ne laissait aucune occasion de récompenser le mérite, l'avait gratifié de plusieurs bénéfices et nommé commandeur de ses ordres. Outre Aiguebelle, il possédait deux autres abbayes de l'Ordre de Cîteaux : le Toronet, au diocèse de Fréjus et l'Arrivour, au diocèse de Troyes ². Mais trouvant sans doute que c'était trop, il se démit de cette dernière en 1694.

A Claude Dubois avait succédé Dom Pierre Hugues, dans la charge de prieur. Elle lui fut vivement disputée par Dom Claude Codicci qui lui intenta même un procès à ce sujet. Si nous ne nous trompons, cette rivalité avait sa source dans les contestations qui régnaient alors entre les premiers supérieurs, par suite de l'empiètement successif que l'abbé de Cîteaux se permettait sur les droits et l'autorité des premiers Pères. Déjà Claude Dubois, contre les droits de l'abbé de Morimond, supérieur immédiat d'Aiguebelle, avait été investi du prieuré par l'abbé de Lioncel, Dom Maret de la Rivière, vicaire général de l'abbé de Cîteaux. Dom Claude Codicci, qui revendiquait sa place, avait

¹ M. l'abbé Nadal, *Essai historique sur les Adhémar*.

² *Gallia Christiana*, t. I, col. 593.

été nommé sans doute par l'abbé de Morimond ; mais il ne put gagner sa cause et Dom Hugues, comme son prédécesseur, reçut l'investiture du représentant de l'abbé général de l'Ordre. Il en fut de même de Dom Louis Martinet, son successeur, qui, étant en charge à la mort de Jean-Baptiste Adhémar, continua de l'occuper sous l'abbé suivant.

IV. DOM JACQUES DU SAUSSAY, QUARANTE-SIXIÈME ABBÉ,
HUITIÈME COMMENDATAIRE, (1697-1700).

Prêtre du diocèse de Coutance, aumônier de la duchesse de Chartres et déjà abbé commendataire de l'abbaye d'Issoudun, de l'ordre de Saint-Benoît, Dom Jacques du Saussay fut encore pourvu de la commende d'Aiguebelle, le 24 décembre 1697. Agréé par le pape Innocent XII qui lui expédia ses bulles datées du Quirinal, le 17 des calendes d'octobre (14 septembre) 1698, il délégua Dom Louis Martinet, prieur de l'abbaye, pour en prendre possession en son nom avec les cérémonies accoutumées ; ce qui eut lieu le neuvième jour de novembre de la même année.

Monseigneur l'archevêque d'Arles, dernier abbé d'Aiguebelle, avait, par une clause testamentaire, imposé à ses héritiers l'obligation de faire à son abbaye les réparations que la mort ne lui laissait pas le temps d'achever. En vertu de ces dernières volontés, les sieurs Joseph Cazal, lieutenant au bailliage de Grignan, Louis Jardin, avocat de la cour et Dom Louis Martinet, procureurs et ayant charge, le premier, des

héritiers de l'archevêque, et les autres, de l'abbé d'Aiguebelle et de l'Ordre de Cîteaux, se réunirent au monastère pour procéder à la visite des lieux et constater les dégradations. Ces dernières étaient considérables. La voûte de l'église, soit dans la nef, soit dans le presbytère, était fendue en plusieurs endroits ; les clefs d'arceaux des fenêtres du presbytère étaient tombées ; les autres fenêtres du côté du levant tout ouvertes, sans châssis ni vitres ; la plus grande partie de l'église sans pavé, le carrelage n'existant que depuis la petite porte qui donne dans le cloître , jusque vers le grand autel et les deux autels à côté , où le pavé était en mosaïque. Le grand tableau de l'Assomption aux armes de Grignan gisait à terre, couvert de moisissure et incapable d'être restauré. La sacristie était dans un dénuement extrême. Dom Martinet demandait trois nappes d'autel, disant n'en avoir que deux de peu de valeur. Pour l'autel de la Sainte Vierge, entièrement dégarni, il réclamait au moins un petit tableau, deux chandeliers, une nappe et un devant d'autel, et de plus, pour pouvoir faire l'office, six chaises, deux psautiers, un graduel, deux processionnaires, un antiphonaire, un lectionnaire et un pupitre. Au dortoir, il n'y avait ni pavé ni glaci, les fenêtres n'avaient ni vitres ni châssis, et le couvert, auquel on n'avait pas touché depuis trente ans, exigeait des réparations en plusieurs endroits. Tout le reste était à l'avenant, jusqu'à la chambre du prieur où la plus grande partie des briques manquaient, le foyer

était à moitié démoli et le bois des fenêtres, en très mauvais état, réclamait en vain des verres depuis fort longtemps. Plus attentif à l'entretien de la maison de Dieu qu'à sa propre demeure, disons-le à sa louange, Dom Martinet, ne pouvant souffrir la désolation qui régnait à l'église de Saint-Pancrace où la dévotion attirait un grand nombre de fidèles, avait fait placer un tableau propre avec son cadre, et réparer le glacis et l'autel, le tout à ses frais, bien que cette dépense ne le regardât pas. Il demandait en outre que l'on fît crépir l'intérieur et qu'on y plaçât une cloche pour sonner la messe. L'adjudication de ces travaux avait été donnée à trois maçons de Réauville, Jean Pelisse, François Sabatier et Laurent Theolas, pour le prix fait de cent soixante-sept livres. Mais la mort de Dom Jacques du Saussay arrivée en même temps, vers le mois de juin 1700, en arrêta l'exécution.

V. DOM FRANÇOIS LETELLIER, ÉVÊQUE DE DIGNE, QUARANTE-SEPTIÈME
ABBÉ, ET NEUVIÈME COMMENDATAIRE (1700-1708),

la reprit seulement en 1708, et chargea le sieur Jean Guille, ingénieur du roi à Pierrelatte, de dresser un devis plus complet que le précédent dont l'adjudication fut donnée, pour la somme de neuf cent trente livres, à deux maçons-entrepreneurs de la Garde-Adhémar. Dom Claude de Boys, prieur de l'abbaye depuis 1700, laissa la direction à son successeur dans cette charge, Dom Jean-Louis de Pouilly.

Dom François Letellier, baron de Lauzier, aumônier

de la reine Marie-Thérèse d'Autriche et conseiller du roi en ses conseils, était fils de Simon Letellier, médecin de Louis XIII et de Françoise de Bonigalle. Evêque de Digne depuis l'an 1677, le roi l'avait encore pourvu de la commende d'Aiguebelle le 14 août de l'année 1700. Il ne put en jouir que durant quelques années. Après avoir assisté aux assemblées du clergé en 1702 et 1707, il mourut à Paris le 11 février 1708. Son corps fut inhumé à l'abbaye du Val-de-Grâce, monastère de filles de l'ordre de Saint-Benoît.

VI. DOM GODEFROY-AURICE DE CONFLANS, EVÊQUE DU PUY, QUARANTE-HUITIÈME ABBÉ, ET DIXIÈME COMMENDATAIRE, (1708-1725).

Enfin Aiguebelle avait à sa tête un abbé qui comprenait mieux que ses derniers prédécesseurs les obligations du commendataire. Non moins distingué par ses vertus que par son éloquence, Dom Godefroy-Maurice de Conflans, licencié en droit, chanoine-archidiaque de l'église de Soissons et grand-vicaire de l'évêque, prédicateur ordinaire du roi, fut nommé à l'abbaye d'Aiguebelle le 8 avril 1708. Au mois de décembre suivant il afferma tous les droits et revenus de son abbaye pour la somme de deux mille livres, plus deux cent huit livres *pour épingles*, à Jean-François Piallat, de Réauville, à la charge pour ce dernier de payer aux religieux du couvent huit cents livres en argent, vingt-quatre setiers de blé, six de seigle et quarante-quatre barraults de vin. Il devait leur fournir en outre tout le bois de chauffage. En retour, les

religieux desserviraient les hameaux de Citelles et du Fraysse.

Plein de confiance en ses religieux, le nouvel abbé ne voulut pas avoir d'autre procureur et représentant que le prieur lui-même. Il le chargea donc de pourvoir en son nom et place à tous les bénéfices dépendant de l'abbaye, de faire les nominations, réquisitions, provisions, prises de possessions, en un mot tous les actes requis pour l'administration de l'abbaye, même en ce qui regardait les finances. Dix-huit mois après, Dom de Pouilly était remplacé dans sa charge par Jean-Baptiste Guichard.

Le nouveau prieur, instruit des bonnes dispositions de son abbé, lui représenta que, depuis environ deux cents ans, les religieux de l'abbaye n'avaient qu'une pension fort modique, insuffisante à leur entretien, ce qui causait la diminution de l'office divin par le manque de religieux nécessaires pour le soutenir. Il le suppliait donc très instamment de lui remettre le tiers des fonds afin que les religieux pussent subsister plus facilement. « A quoi, » dit la supplique, « icelluy seigneur abbé auroit consanti très agréablement, ayant à l'instant faict trois lods et procédé à partage de toutes les seigneuries, granges et revenus de la dite abbaye, en quoy qu'elles fussent et pussent consister. » Le lot qui échut au prieur comprenait la grange et la basse-cour de l'abbaye avec les terres, prés, pâturages et bois qui en dépendaient, estimée à cinq cents livres; la terre

et seigneurie de Montjuyer, estimée trois cents livres; l'infirmerie, appelée Beauvezet (c'est le premier acte où cet édifice reçoit le nom d'infirmerie), consistant en bâtiment, terres et prés, estimée quarante-huit livres; le hameau du Fraysse, estimé trois cent quarante-cinq livres; Citelles, cent quatre vingt-neuf livres; les terres et bois de Combemaure, dix-huit livres; les cens de Pierrelatte, Frayssinet et Valréas, quarante-cinq livres; ce qui formait en tout un revenu net de quatorze cent trente et une livres, plus quatre salmées de blé et quatre de seigle, pour le tiers du revenu du moulin des Ramas. Les deux autres lots qui formèrent la part de l'abbé, renfermaient les seigneuries de Réauville, Violez, Gondoulet et les granges de Ruynel, Barret, Saint-Pancrace, des Ramas avec le moulin et une terre sise au territoire de Valaurie, formant un revenu de deux mille huit cent soixante-deux livres. Dans ce partage ne fut pas comprise la grange, dite *des prieurs*, rachetée par Dom François de Grignan pour la manse conventuelle et qui y resta toujours attachée. De plus, l'abbé était tenu de payer cent livres pour les charges claustrales, c'est-à-dire pour le luminaire, la sacristie, les aumônes du Jeudi-Saint, l'hospitalité, l'infirmerie, les droits de visite des supérieurs majeurs, et cela chaque année.

Ce partage eut pour effet de faire rentrer dans le domaine de l'abbaye environ cinquante salmées de terre, du territoire de Montjuyer, qui avaient été démembrées, en 1628, sans le consentement des reli-

gieux et des supérieurs de l'Ordre. Dom Guichard, dans le lot duquel ces terres se trouvaient, obligea les possesseurs à se départir des fonds, leur laissant seulement la récolte des grains de cette année, sauf à eux de recourir à qui de droit pour se faire rembourser leurs dépenses d'achat.

Dom Maurice de Conflans s'occupa, de son côté, à recouvrer plusieurs directes qui s'étaient perdues par l'incurie de ses prédécesseurs. D'après la teneur d'une sentence portée par le président de la chambre apostolique de Carpentras, du 9 mai 1659, l'abbaye d'Aiguebelle devait présenter, de neuf ans en neuf ans, à la chambre, le dénombrement des directes, cens et services qu'elle percevait dans le territoire de Valréas. Dom Maurice s'acquitta de ce devoir au mois de mars 1713. En même temps il présenta une supplique, tant en son nom qu'en celui du prieur de l'abbaye, réclamant la restitution d'un grand nombre de directes dont ils étaient frustrés, faute d'avoir été vérifiées, et demandant un délai pour faire cette vérification. Un délai d'un an lui fut accordé ainsi que la restitution, avec la défense, toutefois, de rien percevoir avant la présentation des titres. Mais ce que l'abbé et le prieur recouvraient d'une part, les habitants de Rochefort s'efforçaient de le leur ravir de l'autre. On se rappelle leurs empiètements, souvent réprimés et toujours renouvelés, sur le territoire de Montjuyer et le domaine de l'abbaye. Ils ne s'étaient pas corrigés de leur péché d'habitude. En 1722 encore, Dom Guichard adressait une

supplique au parlement d'Aix pour les faire rentrer et les maintenir dans leurs propres limites.

Cependant, le mérite et les vertus de Dom Maurice de Conflans l'avaient fait élever à une dignité plus éminente. Le 8 janvier 1721, il fut appelé à occuper le siège épiscopal du Puy, lointain mais digne successeur du frère de Gaucher-Adhémar, premier abbé d'Aiguebelle. Son sacre eut lieu le 20 juillet de la même année; mais il ne jouit pas longtemps des honneurs de l'épiscopat. Il mourut à Monistrol pendant la visite de son diocèse, le 14 mars 1725, à l'âge de quarante-un ans. Son corps fut inhumé dans l'église de cette ville. A lui se termine la liste des abbés d'Aiguebelle donnée par le *Gallia Christiana*. Il était encore vivant et simple abbé, lorsque les Bénédictins publièrent leur premier volume en 1715. Trois abbés occupèrent le siège après lui jusqu'à la grande catastrophe de 1789. Le premier d'entre eux fut

VII. DOM PAUL DE DURFORT D'EYMÉ, QUARANTE-NEUVIÈME ABBÉ,
ET ONZIÈME COMMENDATAIRE (1725-1734),

nommé en 1725, aussitôt après la mort de Maurice de Conflans. Cet abbé ne paraît pas avoir témoigné aux religieux la même bienveillance que son prédécesseur. A peine eut-il pris connaissance du partage fait entre ce dernier et le prieur d'Aiguebelle, qu'il en témoigna son mécontentement à Dom Guichard. Il s'y trouvait, disait-il, fort lésé dans ses intérêts. Dom Guichard n'en convenait pas; mais, pour le bien de la paix, il

consentit volontiers à un nouveau partage auquel l'abbé perdit plus de cent livres, dont le prieur augmenta ses revenus. La Providence récompensait ainsi sa condescendance et son désintéressement.

Paul de Durfort avait choisi pour procureurs Gabriel Jacquetty, curé de Réauville, et Balthazar Brunel, curé de Montjuyer. Par eux et avec eux, il traitait toutes ses affaires et, dans aucun de ses actes, on ne découvre le moindre rapport avec les religieux de l'abbaye. Nous disons les religieux, car, dès que les ressources l'avaient permis, Dom Guichard s'était empressé de se faire donner un collègue pour l'aider dans le service divin. Ce collègue se nommait Symphorien Glotté et avait fait profession pour Aiguebelle dans le noviciat de la province.

VIII. DOM ANTOINE DE GALLET DE COULANGES, CINQUANTIÈME ABBÉ
ET DOUZIÈME COMMENDATAIRE (1734-1762).

Était-il parent du *bon abbé* si cher à madame de Sévigné, et dont le nom revient si fréquemment sous sa plume reconnaissante? Nous ne savons autre chose de lui et de sa famille, sinon qu'il habitait Montélimar et avait un neveu, prêtre et chanoine de l'église de Sainte-Croix, dans cette ville.

Le gouvernement de cet abbé dura vingt-huit ans, de 1734 à 1762, sans autre fait remarquable que la vente d'une coupe générale de la forêt d'Aiguebelle. Il suffit d'en citer les termes pour apprécier cet acte à sa juste valeur, et comprendre comment disparaissaient

les plus beaux revenus sous le régime des commendes. Cette vente comprenait donc « tous les bois de la forêt d'Aiguebelle, de quelque espèce qu'ils fussent, *sans réserve de baliveaux*, à l'exception de la réserve pour l'usage de l'abbé commendataire..... sous les conditions que l'abattage et enlèvement des dits bois seraient faits dans l'espace de douze années avec la hache, sans scie, pour l'abattage, depuis le premier octobre de chaque année jusqu'au premier avril suivant, avec pouvoir aux acquéreurs..... de *recéper encore pendant cinq années après*, mais à la charge de laisser à chaque pied d'arbre abattu les baliveaux et plus beaux brins de chêne de la plus belle espérance et de la jeune recrue..... le tout pour le prix et somme de *sept mille livres* payables à divers termes.

Ainsi disparut l'immense et magnifique futaie qui couronnait les hauteurs d'Aiguebelle et l'enveloppait d'un large manteau de verdure, rempart naturel contre les envahissements du monde et tout ce qui peut troubler le recueillement et le silence. Ce qu'il y eut en cela de plus surprenant, c'est que le prieur, Dom Pierre Lefebvre, aussi bien que Dom Thirion, abbé de Morimond, donnèrent les mains à cet acte de vandalisme. La vente se fit de leur consentement, le 13 février 1759. Dom Humbert, prieur de l'abbaye de Bonlieu, commissaire de l'abbé de Morimond, approuva et confirma cette vente qui devint une mine féconde de procès pour Dom Thomassin de Peynier, successeur de l'abbé de Coulanges, et pour Dom

Lefebvre lui-même. Nous ignorons l'issuê de ces contestations.

Entre Dom Guichard et Dom Lefebvre, deux autres personnages s'étaient succédés au prieuré d'Aiguebelle. Dom Denis Bouchet qui afferma, en 1742, le domaine de l'abbaye à Pierre Topenas et Claude Ayme pour la somme de sept cent quatre vingt dix-neuf livres et dix sols, se réservant le colombier du Boschet ou infirmerie et la vigne qui était auprès ; et François Beau, qui renouvela le bail, en 1747, avec son collègue nommé frère Vidalon, auquel succéda bientôt frère Tordot dont nous retrouvons le nom dans une carte de visite de l'année 1752.

Les visites, en effet, continuaient d'avoir lieu régulièrement tous les ans. L'état précaire des monastères en commende réclamait sur ce point une grande exactitude, soit pour empêcher la dilapidation complète des revenus, soit pour maintenir parmi les religieux de ces maisons le reste d'observance et de régularité que comportait leur petit nombre. Sous l'un et l'autre rapport, l'état d'Aiguebelle était alors satisfaisant, comme on peut s'en convaincre par le document que nous reproduisons :

« Nous, frère Pierre Pérrier, bachelier de Sorbonne, prieur de l'abbaye de Lioncel, ordre de Cîteaux, savoir faisons qu'en vertu de la commission de Monseigneur le révérendissime abbé général de Cîteaux, en date du 6 août dernier, à nous adressée pour faire la visite régulière des maisons de l'Ordre du vicariat de Dau-

phiné, nous nous sommes transporté, assisté de Dom Fournel, sous-prieur et curé de l'abbaye de Lioncel, en celle d'Aiguebelle située près Montélimar, pour y faire la dite visite, le 11 août de l'an 1752. Où étant, après due notification de notre commission, nous avons commencé par adorer et faire la visite du Très-Saint Sacrement, à l'issue de laquelle nous avons procédé à la vérification des comptes, tant de recettes que de dépenses, à nous exhibés par Dom Prieur : lesquels avons trouvés arrêtés par M. l'abbé du Lac, vicaire-général de Monseigneur le révérendissime abbé de Cîteaux, dans sa dernière visite du 27 septembre 1750, et depuis le dit temps, jusqu'au premier de mai de l'année dernière. Après un mûr examen, nous les avons trouvés de la plus scrupuleuse exactitude et, à raison de ce, nous les avons arrêtés. Après quoi, nous avons notifié l'ordonnance de notre révérendissime abbé général de Cîteaux, rendue sur la requête et remontrance des officiers du collège de Paris, le 17 mai 1751, par laquelle les pensions des écoliers, bacheliers et autres sont augmentées annuellement de cent vingt livres, à commencer de la Toussaint dernière. Et le lendemain, avons entendu en particulier tant Dôm Prieur que le religieux qui compose avec le dit prieur la communauté, et nous avons aperçu et découvert une liaison fraternelle fondée sur un mérite respectif et une charité louable, en sorte que tout concourt à l'observance la plus régulière que peut soutenir un aussi petit nombre et à l'administration la plus exacte du temporel ;

au point que, avec un revenu modique, il se fait cependant des améliorations et des constructions aussi utiles que coûteuses, qui embellissent la maison qui est entretenue et réparée, tant intérieurement qu'extérieurement, avec le dernier soin. Il est certain que la vigilance et la bonne volonté du religieux est aussi nécessaire à Dom Prieur qu'il l'est lui-même à la maison. En foi de tout ce que dessus, nous avons dressé et signé le présent procès-verbal le douze d'août de l'an 1752. Signé :

F. Pierre Périer, F. François Beau, prieur d'Aiguebelle, F. Tordot, religieux, F. Fournel, secrétaire.»

Dom Antoine de Gallet de Coulanges mourut en 1762, et fut immédiatement remplacé, dans la commanderie d'Aiguebelle, par

IX. DOM JACQUES-LOUIS-AUGUSTE-THOMASSIN DE PEYNIER, CHANOINE DE SAINT-VICTOR, CINQUANTE-UNIÈME ABBÉ, TREIZIÈME ET DERNIER COMMENDATAIRE (1763-1790).

Après le témoignage qu'on vient de lire sur la régularité, la charité mutuelle de nos prédécesseurs et le soin qu'ils apportaient à embellir une retraite qui leur était chère, on ne saurait s'étonner de l'assertion d'un respectable prêtre du diocèse de Valence, M. Martin, ancien curé de Clansayes, homme d'étude et de recherches historiques et que son âge avait mis à même d'être parfaitement renseigné ; lequel, dans un document que nous avons entre les mains, avance que le successeur de l'abbé de Coulanges avait voulu vivre dans son abbaye, y rappeler un plus grand nombre de

religieux et y établir une certaine régularité, une plus exacte observance, à l'exemple de l'abbaye de Sept-Fonts ¹. Le vénérable ecclésiastique ne nous dit pas sur quoi il appuie son affirmation, mais nos documents semblent la confirmer. Il est constant en effet que, sous Dom de Peynier, le nombre des religieux doubla. En 1777 et les années suivantes, nous en comptons quatre : Dom Jérôme Guérain avec le titre de commissaire supérieur, Dom Pierre Lefebvre, prieur, Dom Jean-Baptiste Lauze, économe et Dom Jean-Baptiste Delalain, religieux.

Mais ce personnel ne se soutint pas longtemps. Déjà en 1784, la communauté se trouvait de nouveau réduite à deux personnes, Dom Guérain, prieur à la place de Dom Lefebvre, et Dom Delbez, religieux, desservant les chapelles du Fraysse et de Citelles. Et encore c'est à peine si les revenus de la manse conventuelle suffisaient à leur entretien. Pour les augmenter, Dom Guérain et son compagnon résolurent de vendre un mauvais fonds dont les charges dépassaient le produit et que, pour cette raison, ils ne trouvaient pas à affermer. Mais, fidèles jusqu'à la fin aux constitutions de l'Ordre, afin de se conformer à la bulle de Benoît XII, ils eurent recours à l'abbé de Morimond, père immédiat d'Aiguebelle, et lui adressèrent la supplique suivante :

¹ Cette abbaye, située au diocèse de Moulins et aujourd'hui maison-mère de l'observance de M. de Rancé, avait été réformée par Dom Eustache de Beaufort, au temps même où M. de Rancé mettait la réforme à la Trappe.

« A Monsieur, Monsieur le révérendissime abbé de Morimond, Ordre de Cîteaux, au diocèse de Langres, l'un des quatre premiers pères dudit ordre, supérieur immédiat des Ordres militaires de Calatrava, Alcantara, Monthese, Avis et Christ, ès-royaumes d'Espagne et de Portugal, etc., et aussi père immédiat de l'abbaye d'Aiguebelle, Ordre susdit, au diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux.

» Remontrent humblement les prieur et religieux composant la communauté d'Aiguebelle, disant qu'il dépend de leur manse conventuelle et des revenus d'icelle, un mauvais fonds appelé le *Pré-la-Saume* et *Mauras*, vulgairement *Grange du Prieur*, acquis, le vingt-cinquième de juillet mil six cent cinquante, des deniers de la dite manse, pour la somme de trois cent cinquante livres, par Dom Claude Voullemy, prieur de ladite abbaye ; lequel fonds, situé dans le terroir de Réauville, village de Provence distant d'une petite lieue de l'abbaye, contient la quantité de dix saumées, cinq hémines environ, tant en terres que bois, garrigues, hermes et une mesure abandonnée, sur vingt cannes de terrain ; le tout arrenté aujourd'hui par un bail de neuf années, à raison de douze livres par année, mais prêt à finir sans espérance de pouvoir le réaffermir, à cause des charges royales exorbitantes imposées sur le bien, capables de rebuter tout acquéreur, outre qu'il est de nature à ne pouvoir l'en dédommager par le produit.

» Les suppliants, pour pouvoir se dispenser de toutes

les charges de ce bien roturier, qu'ils se voient à la veille de supporter eux-mêmes, ne trouvent d'autre moyen que son aliénation, sous une rente foncière et à jamais rachetable qui leur assurera un revenu fixe, constant et certain sur cet objet, et les exemptera de toutes les charges par la vente de ce même bien avec la provision de qui de droit, pour, le montant, être employé en améliorations constatées.

» Ils s'adressent à vous, Monsieur et Révérendissime abbé, avec toute la confiance que peut leur inspirer votre justice paternelle, à ce qu'il vous plaise, au moyen des raisons qui contiennent un exposé vrai et fidèle, de nommer et de citer tel commissaire que vous trouverez bon, pour par lui être procédé à l'information *de commodo et incommodo* sur l'aliénation ou la vente dont il s'agit, circonstances et dépendances, pour, icelle information prise et à vous rapportée, être ensuite par vous statué ce qu'il appartient et faire justice.

» Les suppliants ne cesseront d'adresser leurs vœux au ciel pour la conservation de vos jours et la prospérité de votre gouvernement. — signé : F. GUÉRAIN prieur d'Aiguebelle. »

En suite de cette supplique, Dom Antoine Chautan, abbé de Morimond, délégua Dom Humbert, prieur de Bonlieu ¹, pour faire l'enquête *de commodo et incom-*

¹ Bonlieu, abbaye du diocèse de Limoges, fut fondée, en 1121, par des religieux venus de l'abbaye de Dalon, au même diocèse, et de la filiation de Pontigny. Guy, évêque de Limoges, en consacra la basilique, le 29 septembre 1232. (*Gall. christ.*, T. II, col. 628).

modo. Ce commissaire, après un mûr examen, et sachant que Dom Claude, abbé de Saint-Sulpice ¹, et son prédécesseur dans la charge de vicaire-général de l'Ordre pour la province de Dauphiné, avait approuvé le dessein des religieux dans la visite qu'il fit à Aiguebelle le 12 juillet 1784, dressa son rapport dans le même sens et le soumit à l'abbé de Morimond. A cette lecture, Dom Chautan, reconnaissant l'importance de saisir l'occasion qui se présentait et le préjudice irréparable qui résulterait de l'attente du prochain chapitre général pour obtenir son autorisation, conformément à l'arrêt du conseil du Roi, du 25 avril 1785, et attendu l'extrême modicité de l'objet en lui-même, Dom Chautan autorisa « ses vénérables et chers confrères, les prieur et religieux de son abbaye d'Aiguebelle, à l'effet de se pourvoir directement par les mêmes motifs au conseil de Sa Majesté, pour en obtenir toutes lettres patentes nécessaires à la validité de cette aliénation, à charge d'en employer le produit en améliorations constatées. »

En conséquence, la grange du prieur fut vendue irrévocablement, le 29 janvier 1786, à François Tavan,

¹ Saint-Sulpice, au diocèse de Belley, fille de Pontigny, fut d'abord un prieuré de l'Ordre de Cluny. Vers 1131 ou 1140, sur les instances de Hugues, abbé de Pontigny, il fut donné aux Cisterciens par Amédée II, comte de Savoie, à la suite d'un vœu qu'il avait fait pour obtenir un héritier. Un fils lui étant né, Mathilde d'Albon, sa femme, le pressa d'accomplir son vœu. Le prince, cédant à ses prières, appela des moines cisterciens qui, sous la conduite de Bernard, religieux de Pontigny, vinrent s'établir dans ce lieu et remplacèrent les Bénédictins. (Jongelin, *Notitia abbatiarum*).

habitant de Château-neuf-du-Rhône, pour la rente annuelle et foncière de quarante livres, sous le principal de huit cents livres franches et quittes de tous tributs royaux et autres quelconques.

Pendant ce temps-là, Dom de Peynier poursuivait toujours son projet d'avoir à Aiguebelle un quartier abbatial, pour y faire sa résidence au moins une partie de l'année. D'accord avec les religieux, il fit lever à ce dessein, le plan de l'abbaye et examiner quelles transformations on pourrait lui faire subir pour l'approprier au but qu'il se proposait. Les experts chargés de ce soin, en même temps que de dresser le devis des propriétés du monastère, trouvèrent, dans les bâtiments existants, un espace suffisant pour y faire un quartier abbatial, un chartrier, une hôtellerie pour les étrangers et l'habitation des fermiers, sans rétrécir ni déranger le logement actuel des religieux.

« Pour le chartrier, dit leur rapport, nous avons remarqué dans la description de la maison conventuelle, que, sur la terrasse, du côté du midi, il existe une petite pièce servant de volailler ou pigeonier, qui nous paraît plus que convenable et sûre. Pour la rendre propre à cet usage, il suffit de fermer à chaux et sable la porte actuelle et d'en ouvrir une autre sur la terrasse, qui sera fermée à deux clefs dont l'une sera laissée à M. l'abbé ou à son procureur fondé, conformément à l'arrêt qui ordonne le partage, et l'autre, au prier de la maison. Il faut aussi que cette pièce

soit voûtée en pierres de moëllon pour la sûreté des titres, qu'on agrandisse la fenêtre visant au midi sur la terrasse, la ferrer et vitrer, et disposer les titres dans des étagères qu'on fixera contre le mur du levant; laquelle pièce, très éclairée et très sûre, sera meublée d'une table et de deux chaises. »

Dans leur plan, toute la partie de l'ancien bâtiment des frères convers, au midi du passage de la porte d'entrée de l'abbaye jusqu'à la terrasse des mûriers, était consacrée au quartier abbatial. Cet espace, occupé par des écuries au rez-de-chaussée et par les appartements du granger au-dessus, fournissait aisément la place d'un escalier, d'une cave, d'un bûcher et d'une écurie, et, dans le haut, des appartements pour M. l'abbé, tant en chambres qu'antichambres, cabinets, cuisine et autres propres à son usage.

Les chambres et cabinets, qui étaient au-dessus du salon à manger des religieux (l'ancien réfectoire des novices) et du passage qui sépare du cloître les bâtiments des convers, étaient dévolus au quartier des hôtes. Les appartements du granger se trouvaient à la partie nord du même édifice, assez vaste pour lui donner, en outre, des écuries suffisantes et un grenier à foin.

L'avenue pour arriver à l'abbaye restait la même et commune à l'abbé, aux religieux et au granger. Seulement, la cour d'entrée devait être partagée par un mur, à partir du midi de la porte jusqu'au bassin, aussi bien que la terrasse des mûriers située à la façade

du midi, afin de séparer le quartier abbatial de la grange et de la partie qui restait aux religieux, et laisser à ceux-ci leur indépendance aussi pleine que possible.

Tel était le projet de Dom Thomassin. Mais il n'eut pas lieu, soit que le grand conseil ait refusé de l'approuver, soit plutôt que la révolution en ait interrompu le cours.

Peu de temps avant qu'elle éclatât, nous trouvons une nouvelle preuve de l'essai de réforme entrepris par les religieux d'Aiguebelle. Conformément à leur institut, ils avaient recommencé à s'adonner à l'agriculture et, particulièrement, à l'éducation des bestiaux. Leurs succès en ce genre furent remarqués. Les Etats généraux du Dauphiné qui voulaient, dans l'intérêt de la province, acclimater les mérinos d'Espagne dans le pays, ayant chargé de ce soin l'intendant Caze de la Bove, celui-ci fit venir de Ségovie un troupeau de vingt-un béliers et de quarante-huit brebis pour le prix de trois mille quarante-une livres, et les confia aux soins des religieux de notre abbaye, moyennant la moitié du produit et de la laine. Cet essai ne réussit pas. Au bout d'un an environ, il ne restait plus que quatre béliers, vingt-neuf brebis, deux agneaux mâles et trois femelles. Le prieur d'Aiguebelle attribuait cette mortalité à la route faite pendant les chaleurs de l'été et à la rigueur de l'hiver qui fut très rigoureux en 1789. Le pasteur espagnol qui avait amené le troupeau disait que les pâturages d'Aiguebelle, trop grossiers, avaient pu contribuer à la mortalité.

« Mais, ajoute le mémoire qui nous fournit ces détails, on n'a peut-être pas dit la vraie raison. Il est reconnu que les troupeaux dont on prend grand soin périssent ordinairement dans l'hiver, quand on ne les vend pas, parce que le mouton, qui maigrit après avoir été engraisé, prend une maladie au poumon. Il en résulte que beaucoup de domaines, où l'herbe est nourissante, ne peuvent garder leurs troupeaux pendant l'hiver. » Ainsi, l'excès des soins accordés à ce troupeau aurait été la cause de sa perte. La lettre suivante du prieur aux membres de la commission intermédiaire prouve, en effet, qu'il n'avait rien épargné pour répondre à la confiance qu'on lui avait témoignée, et pour rendre service à la province qu'il habitait.

« A l'abbaye royale de N.-D. d'Aiguebelle, le 4 septembre 1789.

» Je ne sais, Messieurs, de quelle expression me servir pour vous témoigner ma plus vive reconnaissance sur la confiance dont vous aviez le dessein de m'honorer. J'en sens tout le prix, n'en doutez pas, Messieurs. C'est un bien puissant motif pour moi d'y répondre, en secondant vos vues qui ne tendent qu'au bien général d'une province dont vous êtes aujourd'hui les pères à si juste titre, et à laquelle je suis tendrement attaché, depuis que la Providence a jugé à propos de me placer dans son sein. Mais ce serait vous abuser, Messieurs, de vous bercer d'un succès qui ne peut avoir lieu avec nos pâturages. L'herbe est aussi contraire aux troupeaux laineux qu'elle est bonne aux bêtes à corne.

Le mouton se plaît beaucoup dans un terrain argileux, le nôtre n'est que calcaire ; il profite à vue d'œil dans le premier et ne fait que végéter dans ce dernier.

» Ce troupeau m'a causé beaucoup d'inquiétudes, depuis un an qu'il est ici, par les accidents réitérés qu'il n'a cessé d'éprouver, malgré tous mes soins les plus étudiés. Je le regardais comme un dépôt sacré, et, à ce titre, je me faisais un devoir de le remettre, dans le temps, à M. l'intendant en meilleur état que je ne l'avais reçu ; car la plupart de ce troupeau était gâté, au rapport de nos voisins les plus consommés en cette partie. Presque tous jetaient la morve par le nez. Étaient-ils tels avant leur départ d'Espagne ? Le pasteur était pour la négative et je me plaisais à le croire. On ne peut donc, en ce cas, attribuer cet état qu'au trajet d'un voyage aussi long que pénible, entrepris par les chaleurs les plus excessives et la poussière la plus nuisible ¹. Plusieurs brebis s'étaient d'abord avortées en route ; par surcroît de malheur, l'hiver le plus cruel est venu les achever. Il a fallu les hiverner dedans, durant presque toute cette saison rigoureuse. Leur pasteur n'était qu'un mercenaire, qui voyait de sang-froid périr le troupeau, sans lui porter le moindre secours, autant à défaut de connaissance que par négligence. Tout enfin, Messieurs, contrariait mon zèle à obliger la province dans la personne de M. l'intendant qui m'honorait alors de sa confiance.

¹ Le troupeau, parti de Ségovie au mois de mars, n'était arrivé à Aiguebelle que dans le mois d'octobre.

» Dès ce moment de désastres, je me suis désisté des conventions avantageuses qu'il m'avait proposées, trop heureux de servir la province dans laquelle je vis, pour exiger d'elle d'autre rétribution que celle de mes déboursés. Encore en ferais-je de grand cœur le sacrifice, si la maison qui m'est confiée était en état de le supporter ; malheureusement, elle n'a que cent louis de rente pour vivre et l'entretenir. Vous trouverez ci-joint, Messieurs, la note la plus exacte de ces avances. Pour éviter de plus grands frais à M. l'intendant, je lui ai proposé, au départ du pasteur espagnol, de faire garder son troupeau par nos deux bergers, en attendant sa destination ultérieure, si mieux il n'aimait m'en envoyer un de sa main. Il a goûté avec raison ma proposition. Ces bergers me sont très attachés, et le troupeau s'en est ressenti. Comme les quatre béliers qui restent, dont un est bien faible, n'étaient pas fort vigoureux, ils ont eu l'attention de les séparer de notre troupeau pour qu'ils n'aient qu'à couvrir les brebis d'Espagne qui, toutes, le sont actuellement. Ces bergers ne m'ont pas plus coûté avec ce troupeau qu'ils gardent depuis le seize mai. La peine et les soins les regardent seuls ; ainsi, Messieurs, je ne prétends à rien pour cet objet. S'il vous plaît les gratifier, vous en êtes les maîtres ; mais je crois qu'en leur accordant un louis à chacun, ils seront plus que contents.

» Je crois aussi devoir vous faire passer, Messieurs, la déclaration originale du pasteur espagnol, faite par lui à ma décharge, la veille de son départ, sous les yeux

de M. Audiffret. Je l'ai traduite pour vous éviter la peine d'étudier son baragouin. Je suis bien charmé, Messieurs, que cette circonstance me fournisse l'occasion de vous assurer des sentiments pleins d'estime et de respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être

» Votre très humble et obéissant serviteur,

» GUÉRAIN, prieur régulier d'Aiguebelle. »

Le total des dépenses faites par le prieur, depuis qu'il avait reçu le troupeau, s'élevait à cinq cent quarante-huit francs, trois sols. Sous le prétexte qu'il aurait pu l'entretenir à moins de frais en lui donnant du fourrage de moindre qualité, la commission réduisit la somme de moitié, récompensant ainsi le dévouement et la bonne volonté que ce digne religieux avait montrés ¹.

A cette nouvelle preuve que les moines d'alors n'étaient point aussi inutiles qu'on l'a prétendu, nous pouvons ajouter l'exemple de Dom Chautan, abbé de Morimond, qui, désireux de rendre à la Champagne le même service que l'intendant Caze de la Bove rendait au Dauphiné, faisait venir à ses frais, et dans le même temps, un troupeau d'Espagne en son abbaye de Montigny-le-Roi ². Nous ignorons le résultat de cette entreprise qui fut arrêtée, sans doute, par la suppression des ordres religieux et la dispersion des moines qui eut lieu l'année suivante.

En 1790, en effet, parut le décret de l'assemblée

¹ Archives de la Drôme, à Valence, case 6, série C.

² Ibidem.

nationale qui déclarait biens de l'Etat toutes les propriétés ecclésiastiques, et allouait une pension à tous les religieux profès, en les expulsant de leurs demeures. Peu de temps après, la municipalité de Réauville écrivait à Aix aux membres du directoire :

« Messieurs, conformément au décret rendu par l'auguste assemblée nationale, le 14 may dernier, pour l'aliénation des biens nationaux et ecclésiastiques, notre commune vient de faire sa soumission pour l'acquisition des immeubles nationaux dépendant de l'abbaye d'Aiguebelle, ainsi que de ceux situés dans les municipalités étrangères, en conformité du décret du titre 2^e de la préférence accordée aux municipalités étrangères sur les biens situés dans leurs territoires, articles 1, 2, 3 et 4. Ayant délibéré en conséquence, de laquelle délibération nous envoyons extrait, à laquelle vous voudrez bien vous conformer et nous envoyer certificat, conformément à l'article 4 du titre 2^e du dit décret. Signé : Loubet, Maire. »

On le voit, nos respectables municipaux ne s'endormaient pas. Et comme on ne s'était pas empressé de répondre à leur demande, de nouvelles instances partirent de Réauville le 20 décembre 1790.

« Messieurs, nous avons l'honneur de vous envoyer un placet concernant le rapport en recours de l'alivrement provisoire des cy-devant privilégiés de l'abbaye d'Ayguebelle, située dans le terroir et mandement de Réauville, dont un double est depuis quelque temps sous vos yeux pour justifier notre demande en recours

provisoire. De grâce, Messieurs, expédiez-nous cette affaire pour que notre trésorier soit dans le cas de percevoir ce qu'ils devront (les cy-devant privilégiés), s'étant refusés de faire aucun payement, seule ressource pour payer nos arrérages à Aix, que M. Legrand réclame de verser dans sa *quaisse*. »

M. Legrand répondit enfin lui-même que l'on s'était occupé de cette affaire et que l'on avait demandé un mémoire au district de Montélimar. Nos Réaumuilliens, peu satisfaits de ce retard et craignant de manquer leur butin, envoient sur le champ au district s'informer si l'on a répondu aux questions adressées. Grand est leur désappointement d'apprendre que le district n'a rien reçu de la part du directoire. De là, la lettre suivante, assez curieuse, adressée à M. Legrand.

« Monsieur, le lendemain même de la réception de votre lettre, nous envoyâmes un exprès au directoire du district de Montélimar, pour savoir de ces MM. s'ils avaient reçu et envoyé leur avis demandé par le directoire du département des Bouches-du-Rhône au sujet du rapport en recourt de l'allivrement des biens nationaux dépendant de l'abbaye d'Ayguebelle. Mais ces MM. ont répondu n'avoir reçu aucun avis ni mémoire sur cet article de votre directoire; ce qui nous fait conjecturer qu'il y a *quelque dessous de cartes dont on ne connaît pas*.

« Enfin, Monsieur, quoiqu'il en soit, faites-nous encore l'amitié de voir M. le Procureur général syndic, pour savoir s'il y a des raisons particulières pour ne

pas prononcer et dire leur avis sur notre demande en recourt provisoire. Si cela est, ce que je ne crois pas, qu'il nous le renvoiesans perte de temps, pour que notre trésorier perçoive ce qu'ils doivent, les cy-devant privilégiés, conformément à l'ancadastrement que ce dernier vous fera passer incessamment, seul recourt pour payer nos arrérages. Sous ce prétexte, les cy-devant abbé et religieux ne veulent rien payer, pas seulement leur tiers de leurs déclarations de leur don patriotique. *Nous craignons que la commune en soit la duppe par raport à ces retardements.* Les voilà à la veille de vider la maison. Dites-nous, s'il vous plait, Monsieur, si en cas de refus de leur part pour le payement, il est nécessaire des lettres de contrainte pour les y forcer..... »

Aiguebelle comptait alors trois religieux : le prieur Dom Jérôme Guérain duquel nous parlions tout à l'heure, Dom Benoît Séguin, économe et Dom Alphonse Dumont, tous les trois prêtres et menant une vie, nous ne dirons pas monastique, mais honnête et conforme au sacré caractère dont ils étaient revêtus. Ils continuaient à pratiquer leur règle avec les mitigations introduites, faisaient toujours les aumônes accoutumées, exerçaient l'hospitalité malgré la modicité de leurs ressources et se livraient volontiers aux travaux du saint ministère.

Leur zèle, au reste, avait assez de quoi s'exercer. Outre les paroisses et les hameaux de la seigneurie à évangéliser, le monastère lui-même était devenu un

lieu de pèlerinage depuis que la statue et les reliques de Saint-Pancrace y avaient été transférées de l'ermitage situé au milieu de la forêt. Les pèlerins y venaient en tout temps ; mais aux approches de la fête du saint, ils affluaient de toutes les directions autant pour satisfaire leur piété que pour obtenir les grâces dont ils avaient besoin. « C'était comme à la foire de Beaucaire, » disait, il y a peu d'années, un vieillard heureux de raconter ces scènes dont il avait été témoin dans son jeune âge ; et la tradition rapporte plusieurs miracles opérés par le Bienheureux en faveur des dévots clients qui venaient implorer son intercession ¹.

La suppression des communautés religieuses ayant été prononcée par l'assemblée nationale, Dom Alphonse Dumont se retira et accepta la pension du gouvernement. Dom Guérain, après avoir attendu quelque temps, finit par suivre son exemple. Il ne restait plus à l'abbaye que Dom Séguin, fidèle à son poste de procureur jusqu'au dernier jour. Ce ne fut que sur la sommation de l'autorité qu'il put se résoudre à l'abandonner et à en livrer les clefs. La municipalité de Réauville avait enfin reçu l'ordre, longtemps attendu, de se transporter au monastère pour procéder à l'inventaire des biens meubles et immeubles, et apposer les scellés aux archives et à la bibliothèque. Malgré leur empressement,

¹ Cette statue miraculeuse est honorée aujourd'hui dans l'église de Réauville, où elle continue d'opérer des prodiges avec moins d'éclat peut-être, mais avec la même efficacité. Monsieur le curé de cette paroisse, homme grave et d'un esprit aussi éclairé que solide, nous a certifié plusieurs guérisons extraordinaires qui ont merveilleusement accru la dévotion du peuple. Aussi la fête du saint s'y célèbre-t-elle avec beaucoup de solennité.

MM. les conseillers furent obligés d'y revenir à deux fois : « L'absence de M. Séguin, procureur de l'abbaye, écrit l'un d'eux au directoire du district, nous a empêché de nous conformer à vos ordres pour apposer les scellés aux archives et à la bibliothèque, ce dernier étant nanty des clefs. Mais dès son arrivée, nous aurons l'honneur de nous y conformer. »

Ils s'y conformèrent en effet, et si bien que, depuis, on n'en a pas eu de nouvelles. A peine quelques épaves échappées au naufrage ont-elles pu revenir jusqu'à nous.

Après les commissaires, survinrent les pillards qui s'abattirent sur l'abbaye comme les oiseaux de proie sur un champ de bataille. Gens sans aveu comme sans pudeur, vivant pour la plupart des largesses que leur faisaient les moines, ils ne purent trouver au fond de leurs cœurs un sentiment de généreuse reconnaissance pour ceux qui les nourrissaient avec une incessante libéralité. Ils se ruèrent sur le monastère, n'épargnèrent rien, enlevèrent les portes et jusqu'aux gonds des fenêtres.

En écrivant ces lignes, notre cœur se resserre, et nous prions Dieu que ce simple récit du passé ne soit pas un jour l'histoire de l'avenir !

Disons-le, toutefois, à l'honneur de Réauville et de Montjuy : quelques braves habitants voulurent s'opposer à cet impie brigandage. Mais ils n'étaient ni les plus nombreux ni les plus forts. Obligés de céder, ils sauvèrent au moins de la profanation plusieurs objets

de piété, entre autres une statue de la sainte Vierge dont les Réauvilliens s'emparèrent et qui se voit encore dans leur église, bien qu'elle ne soit pas, il faut l'avouer, un chef-d'œuvre de sculpture.

De tout le domaine d'Aiguebelle, le gouvernement ne se réserva que la forêt. Le reste avec les bâtiments fut mis en vente. Mais retenus, soit par une délicatesse de conscience qui ne leur permettait pas d'acheter le fruit d'une sacrilège spoliation, soit plutôt par la crainte d'en être dépossédés plus tard, les acheteurs ne se présentèrent qu'en 1810, alors que Bonaparte, à l'apogée de sa gloire, inspirait, même aux plus timides, la confiance en la stabilité de son gouvernement et au maintien de sa dynastie. On mit alors pour la seconde fois l'abbaye aux enchères, et, le 4^{er} mars 1810, elle fut adjugée au sieur Jean-Joseph Petit, propriétaire à Allan et dernier enchérisseur, pour la somme de vingt-deux mille neuf cents francs. A ce prix, avec la maison conventuelle, l'église et les bâtiments d'exploitation qui formaient, y compris les cours, une contenance d'environ trois mille trois cent quarante-huit mètres carrés, il acquérait encore dix articles de fonds en terres labourables, vignes, prairies, bois et hermes, d'une étendue totale de près de quarante-trois hectares, qui constituaient le domaine dit de l'abbaye.

Toutes ces terres, énumérées dans le contrat de vente, ont été recouvrées depuis la restauration du monastère. Elles étaient comprises dans l'espace qui s'étend depuis l'ouverture de la gorge du Val-honnête,

jusqu'au moulin des Ramas, aujourd'hui Saint-Benoît.

Pour les autres possessions d'Aiguebelle, nous avons vu déjà par quelle frauduleuse manœuvre plusieurs de ses droits étaient passés entre les mains du frère de l'abbé Adrien de Bazemont, président de la chambre des comptes de Dauphiné, et comment il en resta possesseur par la négligence des abbés suivants. La somme des revenus de ces propriétés se montait encore à plus de trois mille livres ainsi départies :

	liv.	s.	d.
Saint-Nizier	388	4	9
Grange et moulin des Ramas.	266	»	»
Droits sur Espeluche.	40	3	8
Droits sur Montélimar.	24	17	9
Droits sur Pierrelatte et Frayssinet . .	184	6	9
Droits sur Valréas.	48	15	5
Droits sur Combemaure.	445	16	»
Domaine de Violez	1232	15	3
Domaine de Gondoulet et Ste-Eulalie ¹ .	580	15	2
Terres de Panassas	62	11	3
lesquels , joints au revenu du domaine de l'abbaye qui allait à	1265	»	»
formaient une rente annuelle de	4239	6	»
sans compter la forêt, de sept cent cinquante-huit ar- pens d'étendue divisés en vingt-cinq coupes, et les di-			

¹ Les droits de l'abbaye d'Aiguebelle sur Gondoulet étaient seigneuriaux. L'abbé était haut justicier dans tout le mandement, ayant droit de haute, moyenne et basse justice, de mère et mixte empire, de nommer un juge ordinaire, un procureur fiscal ou juridictionnel, un greffier et un huissier. Le mandement de Gondoulet ne renfermait aucun fief. Tous les droits seigneuriaux appartenaient à l'abbaye.

mes de Réauville, Montjuyer et Citelles qui ne sont pas comprises dans le mémoire des experts précités ¹. Toutes ces propriétés tombèrent entre les mains des communes où elles étaient situées. Les droits seigneuriaux, les cens, les dîmes disparurent avec l'ancien régime pour se transformer en contributions directes ou indirectes au profit de l'Etat.

Dans l'acte de vente du monastère, le gouvernement avait fait encore une réserve en faveur de l'administration forestière. La partie Est des bâtiments, occupée par les cellules des religieux au premier étage et, au dessous, par la salle du chapitre, alors divisée en trois compartiments qui servaient de fruitier et de magasins pour les vivres, était destinée aux gardes de la forêt ainsi que la partie du jardin qui s'étendait devant la même façade.

Aiguebelle ne resta pas longtemps entre les mains du même propriétaire. M. Petit la revendit par parcelles à plusieurs acquéreurs, dont le principal fut Vabre de Réauville, qui prit un cruel plaisir à dégrader la vieille abbaye et à la réduire au pitoyable état où nos restaurateurs la retrouvèrent en 1845.

Ainsi périt l'ancienne Aiguebelle. Ce monastère, autrefois si florissant, expiait par la ruine sa longue déchéance.

¹ Ce mémoire qui, outre la description et le plan de l'abbaye, comprenait l'état de toutes les propriétés d'Aiguebelle, se composait de 265 pages in-folio. Le dernier cahier, de 65 pages, a seul été conservé. Le reste a été brûlé, croit-on, avec beaucoup d'autres papiers, par l'ancien maire de Réauville, prêtre apostat, qui avait en horreur tout ce qui touchait aux souvenirs religieux.

Mais cette ruine ne devait pas être éternelle, car les fautes dont elle s'était rendue coupable dans la seconde phase de son existence, ne méritaient pas un arrêt de mort irrévocable. Les vertus de ses premiers enfants avaient trouvé grâce devant Dieu pour leur malheureuse postérité. Vingt-quatre ans entiers, la désolation avait régné dans le sanctuaire abandonné, lorsque le jour de la miséricorde enfin se leva. Le 26 novembre 1815, de nouveaux cisterciens, retrempés dans les épreuves et les souffrances d'un laborieux exil et purifiés par le baptême de la persécution, reprenaient possession de l'abbaye solitaire. C'étaient ces moines au mâle courage qui, demeurés fidèles à la bannière de la réforme levée depuis plus d'un siècle par l'abbé de Rancé, et si glorieusement portée aux jours de périls par Dom Augustin de Lestranges, la suivirent dans ses nombreuses pérégrinations à travers l'Europe inhospitalière qui les pourchassait de province en province, de royaume en royaume, et ne les laissait respirer un instant, sous un ciel de glace, l'air mortel de la Silésie que pour les envoyer de nouveau à la recherche d'un autre asile.

Après vingt ans de courses sur la terre étrangère, ils reparaissaient enfin sur le sol aimé de la patrie, mais couronnés d'un nom nouveau conquis par un courage invincible et une infatigable persévérance. Ils se nommaient dès lors *Cisterciens-Trappistes*¹. La

¹ *Monasteria omnia Trappensium in Galliâ unam congregationem constituant, quæ appellabitur congregatio Monachorum Cisterciensium Beatæ Mariæ de Trappæ.* (Décret de S. S. le pape Grégoire XVI, du 1^{er} octobre 1834).

Trappe avait été leur berceau ; ils se glorifièrent de reconnaître cette abbaye pour mère, lui transférant par-là le titre et les hommages qu'ils rendaient à Cîteaux dont elle partagera désormais la gloire, en perpétuant l'existence et l'austère discipline d'un Ordre autrefois si utile et, en tout temps, si cher à l'Eglise.

FIN DU PREMIER VOLUME.



PIÈCES JUSTIFICATIVES

PREMIÈRE PARTIE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° 1.

ORIGINE DE LA MAISON D'ADHÉMAR.

« La maison d'Adhémar est du petit nombre de celles qui ont l'avantage de tirer leur origine des anciens grands feudataires de la Couronne. Outre le comté d'Orange que la branche-mère possédait héréditairement dès la fin du onzième siècle, plusieurs chefs de différentes lignes puînées furent apanagées de domaines considérables, que leurs descendants gouvernèrent pendant une longue suite de générations, avec tous les attributs de la souveraineté. Ces diverses branches primordiales ont elles-mêmes formé un grand nombre de rameaux qui se sont répandus successivement en Dauphiné, en Provence, au Comtat-Venaissin et en Languedoc, et qui, par leurs alliances, leurs possessions et leurs services, ont toujours soutenu l'éclat de leur première origine et figuré au rang de la principale noblesse du royaume.

» On peut diviser en deux séries les nombreux témoignages historiques qui attestent à la fois la haute antiquité et la splendeur de cette maison. Dans la première, on

comprend les auteurs qui, par défaut de liaison dans les faits cités ou l'impossibilité d'en vérifier l'exactitude sur les chartes originales, ne peuvent être considérés que comme des autorités traditionnelles : tels sont Gui-Allard, Jacques de Bergame, Odon de Gissey, Bouche, L'Hermite de Souliers, etc. Dans la seconde, on classe tous les auteurs qui ont fait mention de cette maison, à partir de la fin du dixième siècle, temps depuis lequel sa filiation est diplomatiquement prouvée.

» Gui-Allard, dans son *Nobiliaire du Dauphiné*, fait remonter l'origine de cette maison jusqu'au septième siècle et Honoré Bouche, dans sa *Chorographie de Provence* (t. I, p. 900, édit. de 1644) a la même opinion, et donne la filiation des Adhémar depuis les premiers ducs de Gênes, seigneurs souverains de Monteil. Nostradamus, Rebattu et Louvet ont émis le même sentiment.

» Jacques de Bergame, dans ses chroniques imprimées à Venise en 1522, avance qu'un Giraud Adhémar fut créé duc de Gênes, en 814, par l'empereur Charlemagne dont il était parent, et que ce comte avait chassé les Sarrasins de l'île de Corse. Ces mêmes faits se trouvent consignés dans l'*Histoire de Louis XI*, par M. Duclos (t. I, p. 100), et dans l'*Histoire de la république de Gênes*, in-12, (1742, t. I, p. 7).

» Odon de Gissey, auteur des *Révolutions de Gênes* (ch. XXV, fol. 35) ; Féron, fol. 64 ; Chenu, p. 58 ; Nogué, *Historia Tolosana*, p. 7 ; *Author Diaconi Pauli tertii*, ad annum 1538 ; Sleidam, dans son histoire, tous parlent de la maison d'Adhémar comme des premiers souverains de l'état de Gênes, de la principauté d'Orange, de la baronnie de Grignan et de la ville de Montélimar ¹.

Malgré des témoignages si nombreux, dont plusieurs ne

¹ Jullien de Courcelles, *Généalogie des Adhémar*.

manquent pas d'autorité, cette tradition a rencontré de savants contradicteurs, et l'on paraît s'accorder aujourd'hui à la rejeter comme une légende et une flatterie à l'adresse de la maison d'Adhémar, assez illustre d'ailleurs pour n'avoir pas besoin de cette gloire d'emprunt.

Toutefois, nous avouerons qu'en étudiant les raisons apportées par les critiques, nous n'avons pas été convaincu. Elles ne nous ont pas semblé suffisantes pour détruire une croyance appuyée sur une tradition de famille immémoriale et sur des documents anciens, comme nous le verrons tout à l'heure.

En effet, ces raisons, résumées dans l'intéressant opuscule de M. l'abbé Nadal, *Essai historique sur les Adhémar*, se réduisent à trois : l'absence des documents originaux, la contradiction sur plusieurs points essentiels entre les auteurs que nous venons de citer, et, enfin, l'habitude familière aux historiens de se copier les uns les autres.

Mais il est permis de répondre :

1° Que, en fait d'histoire, on n'invente pas ; et si l'historien qui précède a dit la vérité, force est bien à celui qui vient après de la répéter.

2° Que, s'il y a des différences *essentielles* entre ces historiens, cela prouve au moins qu'ils ne se sont pas copiés aveuglément ; qu'ils ont, au contraire, cherché à se corriger, ou bien, qu'ils ont puisé à des sources différentes. Or, dans l'un et l'autre cas, de même que l'on ne peut s'en rapporter à leur témoignage pour les points sur lesquels ils diffèrent, de même il ne serait pas raisonnable de rejeter ce témoignage, sans motifs sérieux, pour les points sur lesquels ils s'accordent.

3° Quant à l'absence des documents originaux, il est clair que, si ces documents existaient, la question en litige serait bientôt tranchée, et sortirait du domaine de la tradition pour entrer dans celui de l'histoire. Mais, entre le fait

indubitable et la fiction inadmissible, il y a, certes, un vaste milieu où peuvent trouver place bien des opinions plus ou moins probables. Il s'agit de savoir quel rang y tient celle que nous avons rapportée et que l'on en veut exclure.

En premier lieu, si les documents originaux manquent aujourd'hui, ont-ils toujours fait défaut ? C'est ce qu'il aurait fallu, ce semble, tout d'abord établir en assignant l'époque où a commencé cette tradition, et en prouvant que, à cette époque, on ne possédait aucun titre qui l'attestât. C'est ce que l'on n'a pas fait. Jacques de Bergame, qui, le premier, je crois, a donné quelque autorité à cette tradition en l'admettant dans sa chronique, n'en peut être l'inventeur. Il n'y avait aucun intérêt et ne connaissait probablement pas l'existence de la maison d'Adhémar. Il l'a donc puisée quelque part. D'un autre côté, L'Hermite de Souliers, dans sa *Toscane française*, art. *Ornano*, assure avoir vu l'original d'une transaction passée à Barcelone, le 6 juin 830, entre Lambert Giraud Adhémar, duc de Gênes, et ses frères Charles et Giraud, dans laquelle, dit-il, « ces seigneurs conviennent, par la médiation d'Adhémar de Monteil, évêque de Mayence, leur frère, que Charles, filleul de Charlemagne, aura pour son patrimoine le palais et la ville de Saint-Paul-Trois-Châteaux, les forteresses de Barry, de Cabrières et de Boulène ; que Giraud aura le château d'Orange, etc... »

Il est vrai que Pithon-Curt rejette l'authenticité de cette charte et propose deux raisons qui la lui rendent suspecte.

La première est le nom propre qu'on y donne à cette maison, bien que l'usage n'en fût pas encore établi. La seconde est la dénomination de *villa* ou *castrum Abolenæ*. « Il n'y avait certainement alors, dit-il, dans l'endroit qu'occupe aujourd'hui la ville de Boulène, qu'un monastère dépendant de l'abbaye de l'Isle-Barbe, sous l'invocation de

saint Martin, et quelques maisons rustiques. Boulène ne commença à se former que vers le douzième siècle, des débris de Barry et de Cabrières, deux petits bourgs du voisinage. » (*Hist. de la noblesse du Comtat-Venaissin*, t. IV, p. 15).

D'abord, l'affirmation de Pithon-Curt, au sujet des noms propres, nous paraît au moins prématurée, et nous croyons que, aujourd'hui encore, ce point d'histoire, qui a cependant bien son importance, n'est point définitivement éclairci. On convient généralement que l'usage des noms propres et servant à désigner une famille, ne remonte pas au delà du onzième siècle pour la noblesse, et du douzième pour la bourgeoisie. Il était même alors peu répandu. Tel est le sentiment de tous les auteurs sérieux, que l'étude des cartulaires nouvellement mis au jour ne fait que confirmer. Oserons-nous, après cela, hasarder quelques timides observations, dans le seul but d'élucider la question, en posant nettement les difficultés qui nous semblent l'entourer encore et qui nous empêchent d'adopter sans réserve l'opinion générale. Nos réflexions n'auraient-elles pour résultat que d'appeler l'attention des hommes compétents et de les porter à diriger leurs recherches de ce côté, nous ne croirions pas avoir perdu notre temps.

Nous disons donc, premièrement, que cette opinion nous paraît trop absolue. De ce que l'usage des noms propres était peu répandu encore au onzième siècle, il ne suit nullement que l'on n'en doive trouver aucun vestige dans les siècles antérieurs et qu'il n'y eût pas des exceptions dès le dixième et même le neuvième siècle. Un usage semblable ne s'est, évidemment, introduit que peu à peu et a dû commencer par les familles les plus puissantes et le plus en renom. Il est même très probable qu'il existait en fait longtemps avant de se manifester dans les actes, et qu'il dut s'écouler de nombreuses années entre la première

apparition de cette modification nouvelle dans leur rédaction et sa généralité.

En second lieu, n'y aurait-il pas une distinction à faire entre le Nord et le Midi de la France ? Dans la Gaule Belgique, dans la Gaule Lyonnaise, et même dans l'Aquitaine, nous admettons que cet usage n'ait pas commencé plus tôt que le onzième siècle. Mais dans la Gaule Narbonnaise, et principalement dans cette partie qui constitue aujourd'hui la Provence et le Dauphiné, là où les habitudes romaines (dont la désignation patronymique était une des plus caractéristiques) étaient depuis si longtemps implantées et enracinées, il est difficile de croire qu'il n'en fût pas autrement. Pour les Gallo-Romains qui habitaient le pays, avant comme après la conquête, il n'y a pas le moindre doute. Mais on objectera qu'il s'agit ici, non des Gallo-Romains, mais des Germains et des Francs, aux mœurs desquels cet usage était tout à fait étranger. D'accord, et nous n'aurions rien à répondre s'il était constant que les Francs, maîtres du pays, s'établirent sur les terres et à la place des anciens seigneurs, et qu'ils imposèrent à la plèbe qui restait leurs mœurs et leurs usages. Mais il n'en est pas ainsi, et, de toutes les découvertes de l'érudition moderne, il résulte que les conquérants, loin de chasser et d'opprimer les habitants de la Gaule et de faire table rase de leurs institutions, « respectèrent la propriété privée, se contentèrent des domaines qui leur avaient été concédés par les » empereurs et des vastes espaces de terrain inculte, délaissés par suite de l'appauvrissement universel et qu'ils » se partagèrent entre eux à titre d'alleux ¹. » Et l'on vit bientôt « ces Germains si grossiers, subjugués à leur tour » par les charmes de la civilisation, s'efforcer de s'assimiler à leurs voisins, adopter leurs lois, *emprunter leurs*

¹ M. le comte de Montalembert, *Moines d'Occident*, t. II, p. 236.

» usages et leurs mœurs, s'étudier à bégayer leur langue,
 » proclamant par-là leur supériorité en toutes choses et les
 » reconnaissant, avec une admiration naïve, comme leurs
 » maîtres dans l'art de vivre et de gouverner ¹. » Or, il est
 à remarquer que c'est dans le midi de la Gaule que se ma-
 nifeste surtout cette influence de la population indigène
 sur les conquérants. « On y voit, dit l'éminent historien que
 » nous avons déjà cité, parmi les Francs comme parmi les
 » Gaulois, des pauvres, des artisans, des esclaves, en même
 » temps que des nobles et des riches. Les nobles Gaulois,
 » les membres des familles qualifiées de sénatoriales, oc-
 » cupent le même rang que sous l'empire romain, et s'as-
 » socient dans la cour et le cortège militaire des rois méro-
 » vingiens, aux leudes et aux antrustions de race franque ². »

Mais si, dès l'origine, on trouve « la noblesse franque
 » ainsi mêlée à la noblesse romaine, et constituant avec
 » elle, autour de la royauté, une aristocratie à la fois civile
 » et guerrière, aussi libre que puissante, *aussi fière de*
 » *son origine que de ses droits* ³, » ne serait-il pas per-
 mis de croire, jusqu'à preuve évidente du contraire, que
 cette même noblesse dut s'empresser d'adopter cet usage
 des noms patronymiques, si propre à flatter l'orgueil de
 race et à développer le sentiment de l'honneur, caractère
 singulier des peuples germaniques et dont notre nation a
 toujours, grâce à Dieu, conservé le précieux héritage ?

Le témoignage des cartulaires vient-il à l'encontre de ces
 réflexions ? Nous ne le pensons pas. Les plus anciens ne
 remontent pas au delà du dixième siècle, et il y en a peu.
 De plus, les chartes même de cette époque sont en si petit
 nombre, que, n'y trouvât-on aucun nom propre, cette ab-

¹ M. l'abbé Rouchier, *Histoire religieuse, civile et politique du Vira-*
rais, t. I, p. 264.

² *Moines d'Occident*, t. II, p. 241.

³ *Ibid.*, p. 245.

sence ne pourrait offrir un argument vraiment solide. Si on ajoute que les cartulaires publiés jusqu'à ce jour appartiennent presque tous aux provinces du nord et de l'ouest, où la conquête fut plus violente et plus oppressive, où, par conséquent, l'influence gallo-romaine fut plus lente à pénétrer, et que, si nous ne nous trompons, plus on descend vers le Midi, plus aussi les noms propres deviennent fréquents dans les siècles plus reculés ¹, on comprendra pourquoi nous hésitions encore à nous rendre au sentiment général et à admettre la première raison de Pithon-Curt contre l'assertion de L'Hermite de Souliers.

La seconde, concernant l'origine de la ville de Bollène, s'appuie sur un fondement ruineux. Le prétendu bourg ou village de Boulène, dont il parle, n'était alors rien qu'une garenne, *leporarium*, appelée depuis quelque temps *Burgum bonæ Helenæ*, c'est-à-dire le manoir de la bonne Hélène, mère de onze enfants mâles qu'elle avait eus, dit notre charte, nous ne savons trop dans quel but, d'un certain François Faucher, son mari.

Voici le texte de cette charte :

In nomine Creatoris et Redemptoris Dñi Nři Jesu Xpi crucifixi, gloriosissimæ Virginisque ejus matris inviolatæ, amen. Anno Incarnationis Dñi ejusdem octingentesimo trigesimo, et die festo Beati Claudii pontificis, sexto mensis junii; pontificatu summi in Xpo Patris Pontificis Dñi Nři Dñi Gregorii, divina disponente clementia, Papæ quarti, anno sui pontificatus tertio; illustrissimi religiosissimique principis Ludovici primi Romanorum imperatoris, anno sui imperii decimo sexto et regis Gallorum regnantis ut supra, Cum controversiæ, jurgia, iræ, querimoniæ, petitionis et quæstionis materia orientur, seu verti et oriri sperarentur de præsentī

¹ Voir les *Cartulaires du prieuré de Saint-Pierre et de Saint-Paul de Domène, Ordre de Cluny, près Grenoble*, publié par M. le comte de Monteynard (Lyon, Perrin, 1859). — *De l'abbaye de Savigny*, publié par Aug. Bernard, (Imprimerie impériale, 1853). — *De Saint-Barnard de Romans*, publié par M. Giraud, ancien député (Lyon, Perrin, 1855).

vel in futurum inter illustres spectabilesque Dñs Dñs Lambertum Giraudum Adhemarii de Montilio Dñum et Ducem Genuæ, Vice-Comitem Civitatis Massiliæ et Dominum et barronem barroniæ Montilii in Imperio et in ejus Valle Valdania inter flumina Rhodani et Robionis, Valentinensis diœcesis ex una, et illustres Carolum et Giraudum Adhemarii de Montilio fratres patnales supradicti illustris Lamberti Adhemarii de Montilio, heredes filiosque illustrium quondam Giraudi Hugonis Adhemarii de Montilio et Brigettæ d'Albret conjugum viventium, ducum Genuæ, vice-comitum Massiliæ civitatis atque etiam Dominorum Montilii in summa potestate in Imperio et in ejus valle supradicta, ad causam bonorum paternorum et maternorum, ex altera ; tandem dicti illustres spectabilesque fratres litigantes et contrahentes, volentes et cupientes de et super prædictis ad bonam pacem et concordiam devenire, tractante illustri Reverendo in Xpō Patre et Dño Dño Adhemario de Montilio, Archiepiscopo Maguntiacensi fratre ab utroque parente, arbitro arbitratore atque communi et amicali compositore supradictorum fratrum contrahentium ibidem præsentem, per viam transactionis et amicabilis compositionis convenerunt, transegerunt et pepigerunt in modum qui sequetur imprimis ex causa.... quod dictus frater Lambertus Adhemarii de Montilio, primogenitus et heres universalis, cedat et remittat et desemparet de præsentem et in futurum illustri Carolo Adhemarii de Montilio fratri suo post nato, filiolo invictissimi illustrissimique principis Caroli magni Romanorum quondam Imperatoris et Gallorum regis pro omni jure legitimæ paternæ et maternæ, pro se, heredibus et successoribus suis in infinitum, sub homagio ligio in qualibet mutatione domini vel vassali, palatium majorum parentum et prædecessorum nostrorum, quod est in civitate Tricastina cum ejus platea et vectigalibus, foris et nundinis exigendorum consuetis juxta dictum palatium a parte occidentis, ac superfectile luculenter paratum et instructum semel tantum, burgum etiam juxta mœnia dictæ civitatis Tricastinæ a parte venti, ab antiquo vocatum burgum Adhemariorum, cum omnimoda jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio, proprietates omnes et ejus servitia, redditus, jura, emolumenta, homagia, feuda, retrofeuda, pedagia, pulveragia, leyda, molendina, molituras et aquarum decursus, furna, furnagia intus et extra dictam Civitatem Tricastinam, territorium et mandamentum ejusdem ; *fortalitia, castra, mandamenta de Barre et Cabre-riis cum eorum intragiis omnibus dependentibus a supradictis duobus castris ; Grangiam sitam in plano Grighani extra ripariam Licii* (le

Lez), *mandamenti de Barre simulque Burgum continuum*; **LEPORARIUM** **DICTÆ GRANGIÆ** A QUIBUSDAM ANNIS VOCATUM **BURGUM BONÆ HELENÆ**, *matris undecim liberorum masculorum a quodam Francisco Faucherio et supra dictæ bonæ Helenæ conjuge (monasterio tamen sancti Martini super montem Podii extra Licium, dictam grangiam prope et dictum burgum a parte venti excepto, constructo et dotato a prædecessoribus nostris cum innumerabilibus beneficiis, privilegiis et franchisesiis de quibus gaudent monachi ibidem de præsentibus residentes)*; turrin de Mayano et illam de Palude et cum eorum villis et villulis in dictis mandamentis de Barre et Cabreriis, Tricastinensis diœcesis, cum omnimoda jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio, cum eorum fortalitiis, castris, furnis, furnariis, molendinis, molituris, juribus, homagiis, retrofeudis, pedagiis... Dat etiam præterea ipse illustris Lambertus fraterque heres universalis dicto illustri Carolo fratri suo quatuor mille solidos Turonenses annuales et pensionnales exigendos super pedagerios pedagii Baronis Gardæ-Adhemarii, Tricastinensis diœcesis, scilicet duo mille in festo Nativitatis Dñi et duo mille in festo Nativitatis Beati Joannis Baptistæ mense junii; aut locum integrum Petrælatæ, Tricastinensis diœcesis, fortalitia, castrum, burgum et territorium ejusdem cum omnimoda jurisdictione pro supra dictis quatuor mille solidis, ad libitum et optionem dicti illustris Lamberti primogeniti et heredis universalis. Dat etiam sub eodem homagio ligio in qualibet mutatione Dñi vel vassali ipse illustris Lambertus fraterque heres, de mandato expresso Rdi in Xpo Patris et Dñi Dñi Adhemarii Archiepiscopi Maguntiacensis.... illustri Giraudo Adhemarii fratri minori nato dictorum fratrum pro omni jure legitimæ paternæ et maternæ, pro se, heredibus et successoribus suis legitimis et naturalibus in infinitum, palatium majorum parentum et prædecessorum nostrorum quod est in Civitate Aureyca perbene instructum semel tantum, ac omnes etiam proprietates, census, servitia, homagia, feuda, retrofeuda, redditus intra et extra supra dictam civitatem; Grangiam de *Hucham* cum omnibus domibus, casalibus et bestiis bovinis et rossalinis, et utensilibus omnibus necessariis ad laboragium, hortis, virgultis, pratis, vineis, terris cultis et incultis cum locis etiam et alta villa de Dalbono et Buxedone et de Rupe acuta (*Rohegude*), Aurayensis diœcesis et Tricastinensis cum omnimoda jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio, cum eorum fortalitiis... Dat insuper illustris Lambertus fraterque heres dicto illustri Giraudo Adhemarii fratri posteriori nato, quatuor mille solidos Turonenses annuales et pensionnales exigen-

dos super pedagerios pedagii Grignani, Diensis diœcesis, scilicet duo mille in festo Nativitatis Dñi et duo mille restantes in festo Nativitatis Beati Joannis Baptistæ præcursoris Dñi mense Junii; aut locum, fortalitium, castrum, burgum et territorium Valreaci (*Valréas*), Vasionensis diœcesis, cum omnimodo jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio pro compensatione dictorum quatuor millium solidorum, ad libitum tamen, optionem et voluntatem dicti illustris Lamberti primogeniti et heredis universalis illustrium supradictorum defunctorum Giraudi Hugonis Adhemarii de Montilio patris et Dnæ Dnæ Brigettæ d'Albret matris; sic juraverunt supra sancta Dei Evangelia manualiter tacta ut ipsi illustres Carolus et Giraudus Adhemarii de Montilio, fratres dicti heredis, nihil aliud petere possint de præsentī nec in futurum ab illustri Lamberto Giraudō Adhemarii de Montilio eorum fratre herede universali, super bonis paternis, maternis... quoquo modo seu ratione intelligi possent; nec etiam idem illustris Lambertus Giraudus Adhemarii heres nihil petere possit de præsentī nec in futurum, nec sui, super bonis, juribus et rebus datis ipsis duobus fratribus per ultimas voluntates patris et matris supradicti et supradictæ, neque etiam super omnibus castris eisdem illustribus Carolo et Giraudō fratribus datis per illustrissimum principem Carolum magnum Imperatorem Romanorum quondam, ad remunerationem servitiorum factorum tam in gueris quam in treugis, ducentibus eorum exercitus contra impios crudelissimosque Saracenos, Saxones et alios vafros principes inimicos nominis et religionis Christianorum. Et ipsi illustres Carolus et Giraudus Adhemarii de Montilio fratres nihil aliud petere nec exigere intendunt nec sui in posterum heredes et successores a dicto eorum illustri fratre Lamberto.... de privilegiis, immunitatibus, vectigalibus concessis et elargitis eorum prædecessoribus in diversis portubus maris, tam per antiquum senatum Romanorum, quam per alios diversos Imperatores et principes..... Et sit pax perpetua et amor reciprocus inter ipsos illustres fratres, et supra jam dictus illustris Reverendus in Xpo Pater Dominus Adhemarius arbiter, Archiepiscopus Maguntiacensis, non coactus, inductus nec seductus, nec in aliquo circumventus, sed bona fide et amore fraterno motus, dat et remittit per præsentem transactionem illustri Lamberto Giraudō Adhemarii fratrique, universali heredi patris ac matris supradicti et supradictæ, heredibus et successoribus suis in infinitum, omnia bona sua tam paterna quam materna, volens insuper de prædictis rebus datis, de præsentī et eadem hora, se in possessionem inducere, devestiens se dictus

Reverendus Episcopus frater in favorem ipsius Lamberti Adhemarii heredis et patruelis et successorum suorum in infinitum, sine revocatione aliqua, mittens manum suam dexteram supra pectus more sacerdotum ad corroborationem rerum supradatarum, substitutionibus omnibus inclusis, incipientibus a matrimonio illustrium avorum *Lamberti Adhemarii de Montilio et Magdalene de Burgundia* de anno Dni sexcentesimo octuagesimo quinto, die vero nona mensis Januarii, Matiscone recepto per Isuardum de Matiscone notarium publicum habitatorem. Actum Barcinonis in Gothallaria, testibus presentibus illustribus Baudovino Arduennæ comite, Humberto Campaniæ comite, nobilibus egregiis probisque viris Dño Philippo de Malassio, Dño Joanne Laisan, Isuardo Savelli, Amatrigo de Portu, Hugone Lamota, Stephano Boni-paris, Laurentio Bonæ fidei, Petro Serrano, Ludovico de Savassia et pluribus aliis nobilibus, ecclesiasticis, scutiferis et probis viris fide dignis et nobis Hugone Bouloussa, cancellario et notario illustrium partium, et Bernardo de Florentia habitatore Barcinonis, notario publico; De mandato partium scripsimus, bullavimus hanc cartam præsentem bulla reverendi Archiepiscopi et illustrium partiumque fratrum, et ad hoc rogati ex parte utriusque partium contrahentium signavimus propriis manibus nostris signo nostro consueto et ordinario ad corroborationem et in testimonium omnium præmissorum.

On a pu se convaincre, à la lecture de cette charte, que le passage incriminé par Pithon-Curt et que nous avons souligné, loin de contredire les données de l'histoire, en était au contraire la confirmation et comme un témoignage contemporain. Le monastère de Saint-Martin n'y est lui-même pas oublié. Lambert l'excepte formellement de la donation avec tous les biens, privilèges et franchises accordés aux moines par ses ancêtres qui sont aussi les fondateurs du couvent.

Malheureusement, si l'authenticité de ce document n'est pas attaquant sur ce point, elle présente sur plusieurs autres des côtés bien vulnérables. Par exemple, sans tenir compte de ce mot *mandamentum* qui, croyons-nous, ne s'employait pas alors dans le sens de tènement ou dépendance, le titre d'archevêque de Mayence donné à Adhé-

mar de Monteil est un titre faux. Il n'y avait pas alors à Mayence d'archevêque de ce nom. Le prélat qui occupait ce siège, en 830, se nommait Otgaire¹. Cette grossière erreur suffit à elle seule pour établir que l'acte n'est pas original, et qu'il est d'une date postérieure. Et puis, cette historiette de la bonne Hélène avec l'énumération de sa famille, amenée là, on ne sait pourquoi, si ce n'est pour donner une étymologie au moins très aventurée du nom de Bollène; et ces alliances avec toutes les familles princières, Madeleine de Bourgogne, Brigitte d'Albret; et ce filleul de Charlemagne, tout cela ressemble fort, il faut l'avouer, aux récits véridiques de l'archevêque Turpin. Si nous ajoutons à ces remarques la mauvaise réputation de L'Hermite de Souliers, écrivain famélique, écrivant sur les premiers mémoires venus, fort ignorant et sans bonne foi, duquel un érudit distingué de nos jours, dont la modestie égale la science, a pu dire en résumant les témoignages des auteurs contemporains : « Ce Tristan (L'Hermite) était » un de ces écrivains de bas étage qui, poussés par la faim, » couraient le monde comme les marchands d'orviétan, » vendant leur plume et leur conscience à tout venant... » Peu soucieux d'être exact et véridique, il mettait en œuvre sans examen les mémoires et les documents que lui » fournissaient les intéressés, ou il les forgeait au besoin » lorsqu'ils lui manquaient; on le payait bien, et il gagnait » sa vie à ce métier de faussaire²; » nous ne serons point étonné que le fameux généalogiste d'Hozier, roi d'armes de France, n'ait pas ajouté foi à la tradition qui fait descendre les Adhémar des premiers comtes de Gênes.

On lit, en effet, à la suite de l'*Histoire de M^{me} de Sévigné*, Paris 1842, in-8°, dans une *Notice historique sur la maison*

¹ *Gallia Christiana.*, t. V, col. 425.

² *Recherches sur la vie et sur les œuvres du P. Ménestrier*, par M. P. Allut.

de Grignan, du même auteur, J.-A. Aubenas, que, sur un exemplaire de la *Chorographie de Provence* d'Honoré Bouche, qui se trouvait à la bibliothèque du roi et qui a appartenu à d'Hozier, toute la partie de la généalogie des Adhémar, concernant leurs ancêtres *comtes de Gênes* jusqu'au XI^e siècle, est bâtonnée.

Bien que cette objection, purement négative, ne prouve bien qu'une chose, à savoir que d'Hozier, qui n'admettait les faits que sur pièces originales et authentiques, n'avait pas trouvé dans cette descendance de la maison d'Adhémar les conditions de *certitude* que sa critique exigeait, et non pas qu'il la rejetait comme fausse absolument; néanmoins, sur l'autorité d'un pareil nom, nous n'aurions pas hésité à nous ranger à son sentiment, si nous n'avions eu à lui opposer que la charte que l'on vient de lire et même les témoignages des auteurs précités. Mais un document diplomatique, dont l'authenticité est admise par tous, comme elle le fut par Beaujon, généalogiste du roi, en 1764, rappelle également cette origine. C'est la charte que nous reproduisons à l'article suivant. Nous n'en donnons que le début et la conclusion, n'ayant pu, malgré nos recherches, en retrouver la copie entière. Mais le notaire royal de Saint-Paul-trois-Châteaux, M^e Payan, qui l'envoya lui-même à Beaujon, nous en a conservé le contenu dans des notes écrites de sa main en marge d'un tableau abrégé de la généalogie des Adhémar¹. « Par cette charte, dit-il, Marthe de Toulouse, veuve de Giraud Adhémar, vicomte de Marseille, confirme le testament de son mari en faveur de son fils aîné, et donne à ses autres fils au nombre desquels est Gaucher, premier abbé d'Aiguebelle, quatre mille florins d'or, et de plus, une coupe (pateram) de la douzaine dont la république de Gênes avait fait présent, en-

¹ Ces notes sont entre les mains de M. Léopold Faure, de Grignan.

tre autres vases précieux, à leur aïeul Lambert Giraud Adhémar de Monteil, seigneur de Monteil et vicomte de Marseille, lorsqu'il prit possession de la république de Gènes, que l'Empereur des Romains, Charlemagne, lui donna en récompense de ce qu'il avait chassé les Sarrazins de l'île de Corse. »

Si l'on s'en rapporte à ce témoignage, et nous n'avons aucun motif pour ne pas l'admettre, il suivrait que dès l'an 1097, les Adhémar revendiquaient par une tradition constante, appuyée sur des monuments alors existants, une filiation qui ne remontait pas à plus de deux siècles. N'y aurait-il donc pas quelque témérité à venir, après plus de mille ans, reléguer cette tradition parmi les fables, sans autres motifs plus sérieux que ceux que nous avons signalés ?

Il est vrai que cette descendance offre encore une grande difficulté que M. Nadal a relevée avec beaucoup de justesse et qu'il a fait ressortir dans toute son évidence. C'est le lien qui rattacherait l'une à l'autre les familles des Adhémar, comtes de Gènes, et des Adhémar de Monteil. La succession, telle qu'elle est donnée par les généalogistes modernes, laisse entre les ancêtres et leurs descendants une lacune trop considérable, pour être regardée comme authentique par la critique même la plus bienveillante. Mais de ce que ce lien ne s'aperçoit pas distinctement, est-il permis de conclure qu'il n'existe pas ? Ce serait tirer une conséquence qui n'est pas renfermée dans les prémisses. Et si, à la présomption acquise par la similitude des noms, par la possession des mêmes titres, des mêmes souverainetés, vient se joindre une tradition formellement constatée par des documents anciens et par des monuments, il ne paraît pas raisonnable de traiter de chimère une opinion ainsi fondée, et rien n'empêche un homme sensé d'y donner créance.

Ce n'est pas, nous le répétons, que nous prétendions assurer à cette tradition une certitude qu'elle ne pourrait obtenir que par des titres originaux, mais nous avons cru devoir nous efforcer de la replacer au rang qu'on paraît prendre à tâche de lui enlever, de tradition ancienne, respectable et appuyée sur de meilleures raisons que celles par lesquelles on a prétendu l'en dépouiller. Notre critique contemporaine, trop jalouse de sa réputation d'indépendance et d'impartialité, s'est montrée ici sévère jusqu'à l'injustice, et, sur ce point comme sur bien d'autres, (ceci soit dit sans préjudice des immenses services qu'elle a rendus), son flambeau nous a donné plus de fumée que de lumière.

Au reste, quoiqu'il en soit de ces réflexions et quelque parti que l'on embrasse, il n'en demeure pas moins constant que, dès le commencement du XI^e siècle, on trouve les Adhémar princes souverains de toute la rive gauche du Rhône, depuis les environs de Montélimar jusqu'au Comtat-Venaissin, y compris la principauté d'Orange. C'est là plus qu'il n'en faut pour attester une origine qui se perd dans la nuit des temps, et il n'est pas, en Europe, une maison princière qui puisse remonter plus haut par titres avérés; si ce n'est peut-être la maison de Lévy, si l'on veut prendre au sérieux un ancien tableau peint sur bois qui commençait leur galerie des ancêtres. Sur ce tableau était représenté un Lévy faisant la révérence à la sainte Vierge, dans sa petite maison de Nazareth, et la Vierge Marie lui répondait gracieusement : « Couvrez-vous, mon cousin. »

N° 2.

TRANSACTION PASSÉE ENTRE MARTHE DE TOULOUSE,
VEUVE DE GIRAUD-HUGUES-ADHÉMAR, ET SES CINQ ENFANTS.
3 MAI 1077.

In nomine Sanctissimæ et Individuæ Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus sancti, Gloriosissimæ Virginisque Matris Creatoris, Amen : Anno Incarnationis ejusdem Domini MLXXVII^o et die III^a mensis Maii, Inventionis sanctæ Crucis, Pontificatus SS^{mi} in X^{to} Patris Dⁿⁱ Dⁿⁱ Gregorii, divina clementia Papæ VI anno quarto; illustrissimi principis Michaelis cognominati Ducas VII Dei gratia Imperatoris Romanorum in oriente anno VII^o; invictissimi principis Christianissimique Philippi II Regis Galliarum regnantis anno XXXVIII; Reverendissimi Eminentissimique in X^{to} Patris et Dⁿⁱ Dⁿⁱ mei Adhemarii de Montilio Di Episcopi Podiensis, anno sui episcopatus XVIII; Cum illustris Martha de Tholosa Domina Montilii in imperio, vidua defuncti illustris Giraudi Hugonis Adhemarii vice-comitis Massiliæ, in X^{to} pater et dominus de Montilio episcopus Podiensis, Reverendus in X^{to} pater Dominus Gaucherius Adhemarius de Montilio primus Abbas et administrator bonorum monasterii nostræ Dominæ Aquæ Bellæ in campo Montis Jugerii Tricastinensis Diœcesis fundati, constructi et dotati propriis expensis illustrium quondam domini Giraudi Hugonis Adhemarii Domini Montilii Valentiniæ diœcesis et supradictæ illustris Marthæ de Tolosa ejus uxoris, ut apparet in Bulla SS^{mi} in X^{to} Patris et Dⁿⁱ Dⁿⁱ Gregorii, Papæ nostri sexti, anno vero ejus Pontificatus secundo, ac etiam in institutione de anno Domini millesimo quadragesimo quinto, die vero Annuntiationis Beatæ Mariæ Virginis et Matris in mense Martii XXV, Dominus Hugo Adhemarii de Montilio Dominus de Lomberis Albiensis Diœcesis, et Dominus Guillelmus Hugo Adhemarii de Montilio *paserius* ex una, et illustris spectabilisque D^{nos} D^{nos} Giraudus Adhemarii D^{nos} Montilii et vicecomes Massiliæ civitatis, hæres universalis in solidum dictorum illustrium Giraudi quondam et Marthæ patris matrisque illius ex altera etc., etc..... Actum Podii in Palatio Dⁿⁱ mei Episcopi et in ejus camera, testibus presentibus illustribus Raymundo de Baucio principe Auraicæ, Heraclio vice-comite de Poligniaco, Stephano de Nuce, magnifico Amantio barone de Tornello, Ebrardo D^{no} de Solemniaco, nobilibus Hugone de Raymundo, Jacobo de

Marsanna scutiferis Dñi de Montilio; nobilibus Hugone Moretoni et Francisco de Duzera scutiferis illustris Dñæ Marthæ de Tolosa, nobilibus Stephano Laselva et Ebrardo de Monte consulibus, et nobis Dño Raymundo de Ayguillieriis cancellarii Dñi Dñi Episcopi Adhemarii de Montilio una mecum Amatrigo Arnaudo, notarii Dñi Dñi mei illustris Giraudi domini Montilii supradicti.

La copie que nous reproduisons ici a été tirée de la transaction même passée entre la dite Marthe de Toulouse, veuve de Giraud-Hugues Adhémar, seigneur de Monteil, vicomte de Marseille, et ses cinq enfants ci-dessus nommés. Cette transaction fut trouvée dans les archives du château de la Garde, au siècle dernier. Il fut fait sur elle un collationné, en novembre 1764, par M^e Béraud, notaire royal gradué de Saint-Paul-trois-Châteaux en présence de haut et puissant seigneur messire Joseph-Jean-Baptiste de Castellane-Esparon, chevalier, seigneur marquis de Lagarde, Esparon, Valaurie et autres places, maréchal des camps et armées du roi, gouverneur en chef des îles de Sainte-Marguerite et Saint-Honorat de Lérins, qui a signé le dit collationné avec le dit M. Béraud, dans son dit château.

« Une seconde copie sur papier timbré fut envoyée, cette même année 1764, par M^e Payan, notaire royal du même Saint-Paul-trois-Châteaux, à M. de Beaujon, généalogiste des ordres du roi, qui en confirma l'authenticité dans une lettre écrite à M. de Noailles le 4 décembre 1765. » (*Essai historique sur les Adhémar*, par l'abbé Nadal).

Cette pièce si importante pour établir la généalogie des Adhémar n'offre pas un intérêt moindre pour notre abbaye d'Aiguebelle. Elle nous tient lieu pour ainsi dire de charte de fondation, et c'est à ce titre surtout que nous l'avons rapportée.

N° 3.

EXTRAIT DE L'HISTOIRE GÉNÉALOGIQUE DU MUSÉE DES CROISADES.
MAISON DU PUY DE MONTBRUN ET DE ROCHEFORT.

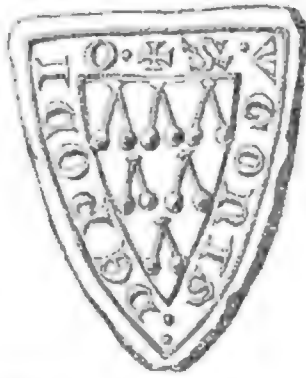
Voici ce que l'*Armorial des salles des croisades* dit de Raymond du Puy, premier grand-maître de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

« L'association des hospitaliers, créée par Gérard de Martigues, avait été constituée en ordre religieux par une bulle du pape Pascal II. Mais les dangers dont bientôt après fut menacé le royaume chrétien de Jérusalem inspirèrent à Raymond du Puy, gentilhomme dauphinois, qui avait succédé à Gérard de Martigues, comme maître ou recteur de l'hôpital, la pensée de rendre aux hospitaliers les armes que la plupart d'entre eux avaient autrefois portées, en leur faisant prendre l'engagement de ne s'en servir que pour la défense de la foi. Dans un Chapitre général de l'Ordre, tenu le 15 février 1113 dans l'église de Saint-Jean, cette proposition fut adoptée, et Raymond du Puy fut le premier qui prit le titre de grand-maître de l'Ordre auquel il donnait ainsi comme une nouvelle institution. »

« Il portait : ÉCARTELÉ AUX 1 ET 4 DE GUEULES, A LA CROIX D'ARGENT, qui est de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et AUX 2 ET 3 D'OR, AU LION DE GUEULES qui est du Puy. »

Cette assertion n'est pas exacte. Elle repose sur ce faux supposé que les armes de la maison du Puy, dès son origine, étaient : *d'or, au lion de gueules*. Le sceau de Hugues du Puy retrouvé, il y a quelques années, à Peyrins,

près Romans (Drôme), aujourd'hui en la possession de M. de Sallemart, au château de Peyrins, détruit cette opinion.



Sceau de Hugues du Puy.

Par sa forme, par les caractères de sa légende, par la simplicité de ses armoiries, lesquelles n'ont pas de nom connu, pour nous du moins, dans la langue du blason, ce sceau remonte au XII^e ou, au plus tard, au commencement du XIII^e siècle, et paraît avoir été celui de Hugues du Puy, premier représentant diplomatiquement connu de cette famille. Les armes sus-indiquées : *d'or, au lion de gueules*, étaient celles de la maison de Montbrun, branche cadette de la famille du Puy. Cette branche s'étant éteinte, en Dauphiné¹, dans la personne de Jacques du Puy de Tournon, marquis de Montbrun, capitaine au régiment de Saint-André, mestre-de-camp de cavalerie et gouverneur de Nivernais en survivance, Jacques du Puy, deuxième du nom, seigneur de Rochefort, prit le nom, les titres et, probablement aussi, les armes de cette famille. C'est ce même Jacques du Puy que le grand maître Emmanuel de Rohan, voulant honorer en sa personne la mé-

¹ Nous disons : en Dauphiné, car il y avait une autre branche en Languedoc, dont les membres, tous calvinistes, se réfugièrent, en 1724, des Cévennes dans le Hanôvre, où leurs descendants existent encore et portent les mêmes armes.

moire du bienheureux *Raymond du Puy*, fondateur et premier grand-maître de l'ordre, nomma par une bulle du 11 février 1776, grand'croix de l'Ordre, avec dispense des vœux.

« Raymond du Puy mourut l'an 1160, âgé de plus de 80 ans et révééré comme un bienheureux. Frère Anne de Noberat (pages 14 et 15 des *Privilèges de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, in-4°, Lyon, 1642) en parle ainsi : « Frère Raymond du Puy, de nation française, de la province de Dauphiné, natif de l'ancienne et illustre maison du Puy, a présent possédée par les sieurs de Montbrun, qui font apparoir pour lejour d'huy des titres et belles marques du temps dudit Raymond, qui fust esleu maistre de l'Ordre et gardien de l'hospital de Sainct-Jean de Hiérusalem, après le décès de frère Gérard, premier instituteur dudit Ordre, l'an 1118, suivant le commandement du pape Paschal II, par sa bulle de confirmation de l'institution dudit Ordre, cotée du 15 février 1113. »

« Valbonnais, de Pérussis, auteur de l'*Histoire des Dauphins*, Bosio, l'abbé de Vertot, Saint-Allais, Guy Allard et les généalogistes ont également confirmé cette assertion : que Raymond appartenait à la maison du Puy-Montbrun. Chérin dit dans son procès-verbal des preuves que fit devant lui, le 30 octobre 1787, M. le marquis du Puy Montbrun-Rochefort, pour obtenir les honneurs de la cour, que, sans vouloir se prononcer sur le degré de confiance que peut mériter le témoignage des historiens, on se contentera de dire avec le premier des Clairambault : « que si on ne peut accorder à la maison du Puy, comme vérité prouvée, un avantage aussi glorieux, il y aurait injustice à l'en priver. »

« Hugues II du nom, seigneur de Peyrins, fils aîné de Romain ou Alleman et neveu de Raymond du Puy, se croisa l'an 1147 au temps du roi Louis VII, avec Amédée III,

comte de Savoie, et fit avec la maison de Clermont une ligue offensive et défensive contre les Dauphins de Viennois (Cl. Martin). Les historiens du Dauphiné lui donnent quatre fils, dont l'un fut, selon toute apparence, AINARD DU PUY (*de Podio*), nommé dans une quittance de plusieurs croisés dauphinois, possédée en original par M. le marquis de Chabrillan.

* » Cet acte est écrit en latin ; en voici la traduction reproduite par l'*Armorial des salles des Croisades* :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Jean de
» Drée, Guillaume de Vallin, Guigues de Moreton, Humbert d'Arces. Guigues Rachais, Hugues Boczozel, Ainar
» dard du Puy, (*de Podio*), chevaliers; Guillaume de Drée,
» fils de Jean de Drée, précité, Pierre de Vallin, fils du
» susdit Guillaume, Guigues de Leyssin, et Guillaume Lat-
» tier, damoiseaux, salut.

» Que l'on sache que nous avons reçu de Barnaba Nicolai,
» Louis de Récho, Venerio Hospinelli et Odino d'Agmidola,
» marchands génois, des mains dudit Venerio Hospinelli,
» douze cents livres tournois, qui nous ont été prêtées pour
» être remboursées, dans un an à Lyon, ou plus tôt, le cas
» échéant. Notre cher et illustre homme, monseigneur Hugues,
» duc de Bourgogne, sur nos prières et instances, a
» donné aux dits marchands des lettres de garantie pour
» cette somme, et de notre côté nous avons donné audit seigneur
» obligation sur tous nos biens et les avons mis en sa
» main. Et nous Jean de Drée et Guillaume de Vallin, comme
» syndics et agents, tant en notre propre nom qu'en celui
» desdits chevaliers, avons, en témoignage de ladite chose,
» corroboré ces dites lettres par l'apposition de nos sceaux.

» Fait au camp près Acre, l'an du Seigneur 1191, au
» mois de juin. »

» Comme on le voit, s'il est difficile de bien fixer son degré de parenté à RAYMOND DU PUY dans la filiation de la famille, la lacune, cependant, n'est pas grande ; car Hugues II, fils aîné d'Alleman I^{er}, neveu de Raymond et chevalier croisé en 1147, auquel les historiens du Dauphiné donnent quatre fils, ou Guillaume II, son frère, fut probablement le père ou le grand-père de Hugues, qui forme le premier degré de la généalogie de cette maison établie, sur titres authentiques, devant le savant et consciencieux Chérin, pour faire les preuves de cour, le 30 octobre 1787, par M. le marquis Jacques de Puy-Montbrun, père du dernier rejeton de cette maison, le marquis du Puy-Montbrun-Rochefort.

» Deux branches principales et un rameau collatéral sont issus de cette maison : 1^o La branche aînée, seule existante aujourd'hui, et en possession, depuis bien des siècles, du château de Rochefort, situé à deux lieues de Montélimar ; 2^o et la branche du Puy-Montbrun, qui a possédé jusqu'à son extinction le château de Montbrun, érigé en marquisat par lettres du mois de février 1620, enregistrées en la chambre des comptes de Grenoble, le 11 février 1633, en faveur de Jean du Puy, seigneur de Montbrun.

» De ces deux branches naquirent plusieurs rameaux. Le principal fut celui des seigneurs de MURINAIS, dont les biens revinrent, par substitution et par égale part, aux DU PUY DE ROCHEFORT et aux DU PUY DE MONTBRUN en 1690. Les liens de parenté qui unissaient les branches de Rochefort et de Montbrun furent resserrés par des relations constantes, et plusieurs substitutions, faites par les membres d'une branche en faveur de l'autre, prouvent combien leurs représentants tenaient à leur communauté d'origine, et à ce que les noms et les terres de Rochefort et de Montbrun ne fussent pas possédés par des familles issues d'un berceau étranger.

» Outre le grand-maitre Raymond, la maison DU PUY a

donné à l'Ordre de Jérusalem ou de Malte plusieurs chevaliers et hauts dignitaires, parmi lesquels on distingue Aymar Du Puy, grand prieur d'Auvergne à la fin du quinzième siècle, et cité au cinquième degré de la branche des *seigneurs de Montbrun*.

» Aymar, lieutenant du roi au gouvernement de Provence, qui forme le huitième degré de la même branche, et père du fameux Montbrun, fut le premier qui changea son nom *De Podio* en celui de *du Puy*, conformément à l'ordonnance de François I^{er}, qui prescrivit aux notaires de faire leurs actes en français et de changer les noms dont les terminaisons n'étaient pas françaises.

» La branche de Montbrun acquit un grand éclat pendant les guerres de religion. Charles *du Puy*, surnommé le BRAVE MONTBRUN, fils d'Aymar qui précède, fut un des chefs les plus distingués du parti calviniste. « Ce gentilhomme » digne certes d'un meilleur sort, dit M. Pérussis dans la » préface de son *Histoire des Dauphins*, publiée à Paris en » 1713, a passé pour l'homme le plus ferme et le plus courageux qu'on eût vu depuis longtemps. *Sa maison, qui a » donné à l'Ordre de Jérusalem son second grand-maître, » subsiste encore aujourd'hui en Dauphiné.* » Son fils obtint l'érection en marquisat des terres de Montbrun et de Saint-André. Son petit-fils Alexandre du Puy dit *le marquis de Saint-André*, s'est couvert de gloire en défendant Privas contre Louis XIII, et en devenant ensuite un des généraux de Gustave-Adolphe. Appelé plus tard en France par Mazarin, il fut envoyé, en qualité de lieutenant-général, en Italie, où il rendit de grands services; enfin il défendit Candie contre les Ottomans avec une opiniâtreté incroyable. C'est à l'occasion de ce siège que le grand-maître de Malte lui écrivit la lettre suivante, en lui envoyant un renfort de chevaliers :

« Je vous envoie ces chevaliers, non pas pour imiter
 » vos belles actions, mais pour les admirer. Souvenez-vous
 » que vous avez même intérêt que nous de conserver l'éten-
 » dard qu'ils portent, *puisque c'est celui de RAYMOND DE Po-*
 » *dio*. La ville de Malte a été conservée par votre grand on-
 » cle, M. de La Valette, grand-maître de l'Ordre, qui a sou-
 » tenu le siège contre les Ottomans; j'espère que les
 » chevaliers acquerront de la gloire en combattant sous
 » vos ordres. »

» Cette lettre prouve une fois de plus et péremptoire-
 ment qu'il y a deux cents ans l'Ordre ne doutait pas le moins
 du monde de la parenté de la maison Du PUY-MONTBRUN avec
 le bienheureux Raymond. Or cette conviction, justifiée par
 l'histoire, s'y est si bien maintenue, que, en 1776, le grand-
 maître Emmanuel de Rohan envoya la grand'croix de
 l'Ordre au père du chef actuel de la famille, sans que celui-
 ci eût jamais sollicité cette haute distinction.

» A l'extinction de la branche de Montbrun, le représen-
 tant de la branche aînée prit le nom et le titre de marquis
 de Montbrun, et reçut, sous ce nom et ce titre les honneurs
 de la cour, en juillet 1788 ¹. »

N° 4.

INVENTION DU CHEF DU B. GUY-DE-PARÉ.

Le vénérable chef du bienheureux Guy de Paré, abbé
 de Cîteaux fut donné à Dom Orsise, en 1843, par M.
 Louis Bénigne Baudot, ancien magistrat, vice-président
 de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon,
 membre de la Commission archéologique de la Côte-d'Or,
 de la Société royale des antiquaires de France, correspon-

¹ *Histoire généalogique du MUSÉE DES CROISADES*, Paris, 1856.

dant du Ministre de l'intérieur pour la conservation des monuments historiques, et membre de plusieurs autres Académies et Sociétés savantes françaises et étrangères. Voici le récit, fait par lui-même, de la manière dont cette précieuse relique était tombée entre ses mains. Il est tiré de la lettre qu'il écrivit à Dom Orsise en lui envoyant ce présent :

« L'église de Cîteaux contenait, outre beaucoup de sépultures, les tombeaux de nos premiers ducs. Lorsque ce monastère eût été vendu, en 1790, comme bien national, à une société d'acquéreurs de ce domaine où était compris le monastère, notre district, par délibération du 25 mai 1791, envoya l'archiviste du département, M. Pincetoy, avec charge de faire, dans le monastère de Cîteaux, le relevé de toutes les inscriptions qui pouvaient s'y trouver. Jeune encore dans ce moment de destruction et zélé pour tout ce qui pouvait intéresser l'ancien duché de Bourgogne, M. l'Archiviste voulut bien m'adjoindre à lui pour ces recherches. Nous partîmes de Dijon, le 8 juin 1791, pour cette opération, et nous y revînmes les 11 et 12 juin de la même année. Entrés d'abord dans l'église du monastère que l'ingénieur Caristie faisait démolir, nous y vîmes déjà beaucoup de sépultures ouvertes, desquelles on jetait les os dans les déblais de la démolition. Arrivés au sanctuaire, en notre présence on ouvrit le tombeau en pierres polies du bienheureux GUY-PARÉ, qui fut le quinzième abbé de Cîteaux¹, cardinal en 1187 et qui eut pour successeur, en 1190, Guy II, son neveu, archevêque de Rheims, et

¹ Il faut lire seizième. Gui-Paré, seizième abbé de Cîteaux, mourut cardinal-évêque de Préneste en 1190. C'est à son neveu et successeur, Guy II, que le Pape Innocent III donna avec la pourpre, d'abord l'évêché de Préneste, comme au précédent, puis l'archevêché de Reims, et lui confia la légation d'Allemagne en 1202.

cardinal en 1202. Dans ce tombeau de Guy-Paré, je vis des os et surtout une tête qui me frappa par la beauté de sa forme. Ayant demandé à M. l'ingénieur si je pouvais m'emparer de cette tête, il me répondit que si je ne la prenais pas, elle aurait bientôt le même sort que tout le reste. Alors, me croyant fort de ce consentement, je me décidai à m'en saisir. Ce tombeau était du côté de l'évangile, sous une arcade en pierre pratiquée dans l'épaisseur du mur ; sur la frise de la tombe nous lûmes l'inscription suivante, fort dégradée, sans pouvoir en déchiffrer les deux premiers mots : « *Pia veneratione colendum asservatur corpus* » *integrum beati Guidonis de Paré, quondam Cardinalis* » *et legati in Germanios, ex monacho et abbate hujus* » *cænobii assumpti in archiepiscopum remensem. Obiit* » *Gandavi, anno MCCVI.* »

«Après avoir, avec M. l'Archiviste, pris très sommairement les inscriptions des tombeaux et tombes de l'église, de la salle du chapitre et celles du cloître, qui étaient toutes brisées et effacées par la vétusté, nous nous décidâmes à partir. Enfin, le 12 juin 1791, je plaçai la tête de Guy-Paré dans le fond de mon chapeau rond et je mis mon mouchoir blanc par dessus, car il fallait, pour sortir de la première enceinte du monastère, passer devant un corps-de-garde placé dans une loge de portier, habitée alors par une compagnie de canonniers venue d'Auxonne et commandée par Napoléon Bonaparte, afin d'arrêter les vols qui se commettaient sans cesse, pendant la vente que l'on faisait du mobilier du couvent. Cependant M. l'Archiviste et moi, ayant mon chapeau sous le bras, nous sortîmes de cette première enceinte, sans que l'œil pénétrant de Bonaparte soupçonnât rien de mon espèce de larcin, malgré qu'il fut alors sur la porte de son poste. Fier du résultat de mon expédition, nous regagnâmes la voiture qui nous conduisit à Dijon. Arrivé chez moi, je déposai la tête dont il s'agit

dans mon cabinet d'antiquités, plutôt comme un objet d'antiquité que par dévotion, je dois l'avouer.

» Enfin, puisque cette relique est désirée par les saints de votre communauté, je la cède volontiers à cette sainte maison, persuadé par vous, mon révérend Père, que vos religieux prieront Dieu pour moi qui en ai tant besoin. Je désire seulement savoir si elle est arrivée heureusement à sa destination.

» Agréez, mon révérend Père, etc. »

BAUDOT.

ATTESTATION DE M. LE CURÉ DE N.-D. DE DIJON.

« Je soussigné, curé de Notre-Dame de Dijon, certifie avoir reçu, sur la foi du serment prêté entre mes mains sur les Saints Évangiles, la déclaration ci-jointe de M. Baudot, ancien magistrat, concernant le chef du bienheureux Guy de Paré, abbé de Cîteaux, donné par lui-même à l'abbaye d'Aiguebelle.

DE CHALONGE

Chanoine, curé de N.-D. de Dijon.

» Dijon, ce 15 mars 1843. »

« Vu pour la légalisation de la signature de M. l'abbé de Chalonge, chanoine honoraire, curé de N.-D. de Dijon. »

L'Évêque de Dijon,

† FRANÇOIS.

DÉCLARATION DE M. BAUDOT SUR LE CHEF DU BIENHEUREUX GUY DE PARÉ,
ABBÉ DE CÎTEAUX.

« Je soussigné, Louis Bénigne Baudot, sur la demande du révérend Père Dom Orsise, abbé du monastère d'Aiguebelle, diocèse de Valence (Drôme), atteste sous la foi du serment la vérité de ce que je vais dire :

» L'église et le monastère de Cîteaux ayant été vendus en 1790, comme bien national, notre district, par délibération du 25 mai 1791 envoya l'archiviste du département, M. Pincédoy... (suit le récit tel qu'on vient de le lire jusqu'à ces mots : « Arrivé chez moi je déposai la tête dont il s'agit dans mon cabinet d'antiquités). J'atteste sur la foi du serment que cette tête n'est pas sortie de mon cabinet d'antiquités, qu'elle ne s'est pas confondue avec d'autres, et que celle que j'ai envoyée au révérend Père Dom Orsise, abbé d'Aiguebelle, et sur le côté droit de laquelle j'ai apposé mon cachet, est véritablement celle que j'ai prise dans l'église de Cîteaux, comme j'ai rapporté ci-dessus.

» J'atteste en outre sur la foi du serment, que sur la frise de la tombe nous lûmes l'inscription suivante, fort dégradée, sans pouvoir en déchiffrer les deux premiers mots :.....
Pia veneratione colendum asservatur corpus integrum beati Guidonis de Paré, quondam Cardinalis et legati in Germanios, ex monacho et abbate hujus cœnobii assumpti in archiepiscopum remensem. Obiit Gandavi anno MCCVI.

» Dijon, le 3 mars 1843. »

BAUDOT.

» Nous aimons à attester ici que la déposition de M. Baudot mérite toute confiance, à cause du caractère honorable et de la probité incontestable de ce digne vieillard, qui jouit d'ailleurs de toutes ses facultés intellectuelles.

» Dijon, le 15 mars 1843. »

L'Évêque de Dijon,

† FRANÇOIS.

Scellé du sceau de l'Évêché.

N° 5.

TESTAMENT DE JEANNE, COMTESSE DE TOULOUSE (1270).

In nomine SS. et I. T. Amen. Noverint quod cum nihil magis debeat quasi ut supremæ voluntatis liber sit stilus et liberum quod non redit arbitrium. Ideirco nos Joanna filia quondam illustris Dñi Raymundi, Comit̃s Tolosani, Marchionis Provinciæ, filii Dñæ Reginæ Joannæ, D. G. Tolosæ et Pictaviæ comitissæ, sana mente et corpore, ad honorem Omnipotentis Dei, et utilitatem et bonum statum terræ nostræ etc..... legamus et relinquimus monasteriis Ordinis cisterciensis terræ nostræ M. Marchas argenti quas inter eadem monasteria distribui volumus et mandamus, per religiosos viros et abbates monasteriorum cisterciensis et clararum valium Ordinis supradicti, prout eisdem magis æquum et pium videbitur; consideratione paupertatis habita religionis et aliorum quæ dictos Abbates movere poterunt et debebunt....

Item *Abbatia* DE BOSCHETO de Veneissino Cist. Ordinis C libras....

Scellé du sceau de la Comtesse.

Tiré de D. Vaissette, *Histoire du Languedoc*, t. V, p. 557 et suiv.

N° 6.

FRANCHISES ACCORDÉES PAR GIRAUD ET LAMBERT ADHÈMAR
A LA VILLE DE MONTÉLIMAR.

Anno ab Incarnatione Domini MCXC octavo ego Geraldus Æmarius et ego Lambertus nos duo Domini Montilii, per nos et per nostros bona fide et sine dolo et mera libertate et spontanea voluntate, donamus et titulo perfectæ donationis concedimus hominibus nostris de Montilio præsentibus et futuris libertatem talem ne de cætero toltam vel quistam vel aliquam novam exactionem vel prava usatica in eis faciamus vel aliquo modo fieri permittamus, nec eis per vim vel per aliquam forciam gravamen aliquod vel jacturam nisi juris vel justitiæ debito conabimur inferre. Quod si

nos vel aliquis successorum nostrorum prædictam donationem et libertatem quocumque modo violare temptaverit, jam dictos omnes homines nostros et res eorum in villa Montilii sub dominio nostro in præsentem vel futuro existentes ab omni jure et fidelitate et ominio absolvimus, et ut omnia sicut superius scripta sunt fideliter observemus et nullo tempore contraveniamus, tactis sacrosanctis Evangeliiis juramus.

N° 7.

DÉCRET DU CHAPITRE GÉNÉRAL DE 1191.

Interdicitur Abbati Aquæ bellæ ut de cætero non prædicet in Ecclesiis sæcularibus, nec pœnitentiam sæcularibus injungat, absque jussu Episcopi sui; et quia mortuum sepelivit in propria domo quam habet in civitate, sex diebus sit in levi culpa, uno eorum in pane et aqua, et quadraginta sex extra stallum.

N° 8.

DÉCRET DU CHAPITRE GÉNÉRAL DE 1196.

Abbas de Aquabella qui Abbates ad capitulum venientes minus reverenter recepit, et cum super hoc fuisset requisitus, inventum est in ore ejus *Est et Non*, eat Morimundum in instanti, et ibi stet ad mandatum Abbatis Morimundi. Monachus vero qui conductum eisdem Abbatibus præstare noluit tribus diebus sit in levi culpa, uno eorum in pane et aqua, et ultimus maneat usque ad voluntatem Domini Morimundi.

N° 9.

PRIVILÈGE ACCORDÉ AUX RELIGIEUX D'AIGUEBELLE

PAR RAYMOND, COMTE DE TOULOUSE, ET CONFIRMÉ PAR SAINT LOUIS.

Ludovicus etc.... notum facimus quod nos litteras R. quondam ducis Narbonæ et comitis Tolosæ et Marchionis Provinciæ vidimus in hæc verba:

Anno ab Incarnationis Domini MCLX, mense Decembris, ego in nomine Dei R. dux Narbonæ et Deo et Ecclesiæ sanctæ Mariæ de Aqua-bella et

fratribus ibidem degentibus præsentibus et futuris, pro remissione peccatorum meorum et parentum meorum, dono et concedo, et hujus instrumenti autoritate stabilio, quatenus salvi et securi ipsi, et familia et omnes res et animalia eorum per totam terram nostram eant et redeant et nullum pedagium ceu usaticum aliquod bajuli mei in tota terra mea ab eis recipiant ; excepto quod non liceat eis mercimonii causa alienas res loco suarum deferre, incrementum quoque quod nuper in pedagiiis, nullus bajulorum meorum ab eis vel ab eorum hominibus accipere audeant. In cuius rei testimonium etc. . .

Nos autem concessionem hanc etc.... autoritate Regis confirmamus, volentes insuper et præcipientes ut per totam terram nostram quam præfatus R. tum temporis obtinebat, præmissa omnia tam in terra quam in aqua eundo et redeundo serventur eisdem, salvo jure in omnibus alieno.

N° 10.

PARIAGE DE LA SEIGNEURIE D'AIGUEBELLE ACCORDÉ PAR L'ABBÉ
PONS DE SAINT-BONNET A CHARLES II, COMTE DE PROVENCE.

*(Extrait du registre appelé Vertgarde des Archifs de la Chambre des comptes
à Aix, au feuillet 173)*

Au nom de Dieu Notre Seigneur Jésus-Christ. Amen. L'an de l'Incarnation du Seigneur mil deux cens huictante, indiction nœuf^{me} et le nœuf^{me} du mois de mars. A tous pñs et avenir soit notoire que vénérable et religieux homme frère Pons de St-Bonnet, abbé du monastère d'Aiguebelle de l'Ordre de Cisteaux, diocèse de St-Paul-Trois-Chasteaux, du vouloir et exprès consentement de frère Guillaume de St-Pons, procureur ou scindic du monastère, à ce spécialement fondé, comme conste instrument public sur ce fait receu par Maistre Rambaud Bremond not. public et led. scindic avec led. Abbé à son nom et du conuent dud. monastère ont associé, donné et concédé pour le bon estat dud. monastère, et afin qu'iceluy monastère puisse mieux auoir et conseruer ses droits et se garder et défendre des oppressions et rapines des mal-faitteurs desquels continuellement est tourmenté, à l'illustre seigneur Charles, fils aîné de l'excellent seigneur roy de Hierusalem et de Sicile, prince de Salne et sgr d'honneur du Mont-St-Ange recevant au nom dud. Roy son père et à son nom et

de ses heoirs succédans aud. comtez de Provence et Forcalquier, au terroir de Montlucet, de Dersas et Montjouier toute la jurisdiction appartenant à mere, mixte et en toutes autres jurisdictions quelconques la moitié pour indivis en quoy que la jurisdiction consiste, soit en crimes commis ou à commettre, voyes et chemins publics, églises, maisons, religieux, personnes, excez faits et à faire entre quelconques personnes, bans, lattes ou sportules, riuages, viuiers, garennes à faire et en toutes autres chasses, cosses, leydes, péages, foires, moulins, fours, et en autres régales qui pourroient auenir auxd. territoires.

Item a esté conuenu que les officiers qui seront ordonnez auxd. terroirs et lieux d'iceux seroient ordonnez tant seulement par la cour du Roy nre Sire et dud. Sr Prince par lesquels entièrement la justice seroit exercée et jureront aux mains de l'abbé dud. monastère qui est de pnt ou sera à l'auenir, à l'entrée de leur charge, de fidèlement exercer leurs offices, au profit, honneur et utilité dud. monastère et au nom d'iceluy pour sa part, et luy rendre ses droits et conserver et défendre les personnes de l'abbé, des moines, des frères convers, donnez, hommes et familiers dud. monastère, aussi les biens et droits d'iceluy selon leur pouvoir, comme les les hommes et vassaux du Roy nre Sire et du Seigr Prince auxquels officiers sera communément par lesd. parties pourueu de leurs salaires ou gaiges avec pacte reserué entre les parties qu'au cas qu'il aduint de conuertir la peine prouenant du pur empire en peine pécuniaire, en tel cas cette peine pécuniaire apartienne pour moitié aud. Sr Roy et Prince, et pour l'autre moitié aud. monastère ; sauf que si aux biens qui s'annoteront ou confisqueront auoit aucune possession qui fut tenue aud. monastère et qui luy fit certain service, cette possession sera vendue dans un an à quelqu'un qui fasse le service deu aud. monastère et le prix en prouenant sera parti par moitié entre lesd. parties.

Item a esté de pacte que les chasses des connils qui se fairoient au territoire de Sersas et de Montjuier apartiennent aud. monastère et les autres chasses de conuil au territoire dud. Mont-lucet et les autres chasses desd. trois territoires de bestes sauvages ou le profit qui en prouiendra sera parti par moitié entre lesd. parties. Toutes fois sera loisible auxd. Srs Roy et Prince pour eux ou leurs familles chasser auxd. territoires et le semblable sera permis aud. abbé.

Item a esté accordé que led. Sr Roy et Sr Prince ou aucuns officiers n'exercent, ou ne puissent exercer aucune jurisdiction contre l'abbé, moi-

nes, frères conuers et donnez dud. monastère. Les donnez sont ceux qui, combien qu'ils portent l'habit séculier, sont receus aux biens temporels et spirituels dud. monastère; et lesquels donnez ne peuuent estre plus haut de treize, lesquels on pourra auoir toujours jusques au nombre en tels habits qu'ils sont à pnt. Quant est des conuers, ils en peuuent auoir tant qu'ils en voudront.

Item a esté accordé que toutes les propriétés des terres, possessions, tasches, dixmes, prémices qu'aujourd'huy tient et possède ou quasi led. monastère, qu'il les aye, tienne et possède ou quasi comme jcelles tient et possède de plein droit. De façon que s'il auenoit qu'on vendit les pasquiers desd. territoires, ou qu'on les arrentât à gens estrangers, que cela soit diuisé également entre les parties. Le bestal lanu toutes fois dud. monastère et de ses pasteurs, celui aussi que led. monastère tiendra à my croit, celui aussi que tiendront les hommes qui demeureront là puisse librement dépaistre auxd. territoires.

Item a esté conuenu qu'au cas qu'on construit auxd. territoires ou aucuns d'yceux une ville ou chasteau, que la cour du Roy aye là aux hommes le chevalage selon l'usage et coustume des hommes du comté de Forcalquier, saufs toutes fois qu'yceux hommes seront exempts desd. chevalages jusques à dix ans. Avec pacte aussi que led. monastère pourra auoir auxd. villes ou chasteaux qu'on y construira successivement un homme avec une maison franc et libre de toute taille, exaction et cheualage.

Item a esté conuenu que les hommes qui habiteront en ycelles villes ou chasteaux qu'on y construira soient libres et exemps de toutes questes, tailles, emprunts et autres exactions quelconques et comme qu'elles se puissent appeler.

Item a esté conuenu qu'en cas que dans dix ans led. Sr Prince ou la cour du Roy eut guerre auxd. territoires ou aux Eueschez de Die et Valence que nonobstant ce qui a été dict cy-dessus des cheualages, les hommes qui demeureront es dictes villes ou chasteaux seront tenus faire les cheualages.

Item a esté dict qu'au cas que les officiers qui seront ordonnez ezd. territoires par la cour comme dict est ne puisse viure des reuenus desd. lieux communs entre la cour du Roy et led. monastère, et dont ne leur peut estre pourueu de salaire compétant, que led. monastère sera tenu et deura suppléer et accomplir ce qui leur faudra pendant deux ans tant seulement, lesquels passez se payeront à communs despens.

Item a esté conuenu que le Bayle commun qui sera puisse assigner les

terres gastes a..... aux hommes qui voudront habiter aud. chasteau ou ville et ce de l'avis du Sr Abbé et à l'arbitrage des prudhommes ; toutes fois yceux seruices et treizains demeureront aud. monastère.

Item a esté conuenu qu'en cas que la cour du Roy voulut faire aucue forteresse aud. chasteau ou ville qu'on construira auxd. territoires que ce sera à ses despens pour la défense d'yceux lieux dont en élira tel qu'elle voudra pour faire lad. forteresse.

Item a esté concédé aud. Sr Prince au nom que dessus tout pur empire et la moitié par indius de toute la jurisdiction que led. monastère a au territoire de Rossas, en quoy que consiste, laquelle jurisdiction la cour du Roy pourra entièrement exercer en rendant la moitié des reuenus prouenant d'icelle jurisdiction aud. monastère.

Item a esté accordé que tant led. Sr Roy que led. Sr Prince que leurs successeurs aux comtez de Prouence et de Forcalquier retiendront à leur propre main les choses qui leur ont esté données et concédées par led. Sr Abbé et seindie au nom que dessus, sans les pouuoir aucunement aliéner ne transporter en tout ou en partie à aucune personne ou collège fors seulement à leurs successeurs aux comtez de Provence et de Forcalquier, et ne se pourront augmenter ou croistre aud. territoire plus que sus est dict, si ce n'est du vouloir de l'abbé et conuent dud. monastère, qu'aucontraire led. monastère ne pourra transférer à autrui son droit.

Item ont donné et concédé comme dit aud. Sr Roy et Prince toutes les injures et délicts faits par quelque personne que ce soit aud. monastère ou ses moines, donnez et conuers ou autres personnes estans aud. monastère ou membres d'iceluy jusques au jour pnt : desorte qu'en cas qu'il fut faite quelque condamnation contre ceux qui se trouueront auoir faict des injures ou délicts, qu'icelle condamnation faite ou exigée sera partie par moitié entre la cour du Roy et led. Abbé, de façon toutes fois que la restitution des dommages donnez aud. monastère sera aud. monastère.

Item a été accordé que de tous les lieux qui seront baillez pour habiter et construire auxd. territoires soit dans les murs ou dehors à certain seruice ou seruices, la cour du Roy prendra auxd. seruices et nouveaux achepts entre eux la moitié. Et si lesd. casements donnez estoient aliénez, que les treizains ou los qui en prouiendront seront partis par moitié tellement que la cour du Roy aura la moitié et led. monastère l'autre moitié.

Item a esté accordé que si la cour du Roy vouloit faire forteresse au chasteau de Rossas et autres lieux à construire il le pourra faire et luy ap

partiendra, et si led. monastère vouloit payer la moitié des dépens à lad. forteresse, qu'elle soit commune entre lad. cour du Roy et led. monastère.

Item a esté conuenu entre les dites parties que les hommes de Rossas qui sont dud. monastère fassent et soient tenus faire hommage de fidélité à la cour du Roy, comme ceux qui viendront habiter auxd. lieux qui se construiront sont tenus faire aud abbé.

Item a esté de pacte que les pasteurs dud. monastère soient tenus payer la taille et dommage donné par led. bestail lanu de lad. maison.

Item a esté accordé qu'on bastira quelques défenses au bois dud. territoire pour les bestes sauvages et les connils.

Item a esté conuenu qu'à lad. défense ni les bestes dud. monastère ni autres entrent, sinon en nécessité urgente, et alors elles de la connaissance du Bayle y pourront entrer à scauoir l'aвер (*bétail, animaux domestiques*) dud. monastère, des pasteurs et du croist. Laquelle défense sera commune et aussi les chasses qui s'y prendront, comme dessus a esté ordonné des venaisons. Aussi nul n'ose couper bois auxd. deuës sinon pour édifier maisons au profit dud. Roy n^{re} Syre, dud. Sr Prince et dud. monastère.

Item a esté conuenu entre lesd. parties qu'en cas qu'aucun des officiers desd. lieux par leurs fautes là commises fussent condamnez, que cette condamnation se partira entre lesd. parties par moitié.

Item a esté accordé que les hommes qui viendront pour habiter auxd. lieux ayent liberté de tester comme citoyens Romains juxte ses légitimes... leurs héritages mesmes de transférer ab intestat jusques aux plus prochains et jusques au quart degré, et ne seront tenus bailler leydes ni cosses ni autres choses acoustumées fors celles seulement desquelles est ci-dessus parlé, ou celles desquelles en sera avec eux accordé, excepté les traits des bestes sauvages, lesquels seront tenus bailler comme les estrangers.

Tout ce que dessus est contenu, led. Sr Abbé et led. syndic au nom que dessus ont promis attendre, observer et n'y contreuenir par eux ni par autre et qu'ils donneront ordre que le conuent dud. monastère aprouera et ratifiera tout ce que dessus et aussi led. Sr Abbé de Morimon comme aussi le Maïair ¹ dud. monastère d'Aiguebelle. Et après les choses susdites led. Sr Prince à son nom et dud. Sr Roy receuant toutes les choses susd. spécifiées et contenues a receu lad. Abbaye d'Aiguebelle, ses mambres, biens et droits d'icelle où qu'ils soient et l'Abbé qui sera pour le temps auenir,

Maïair, de *maierus* qui a le même sens que *major*.

moines, conuers, donnez, hommes familiers de lad. Abbaye et leurs biens propres en sa protection, sauuetée, garde et conduite.

Item a esté conuenu entre lesd. parties que si à l'occasion de ce que dessus sursoit entreux aucun doute ou obscurité, que l'abbé et Sénéchal qui seront aud. monastère et sénéchaussée de Prouence pouront et deuront déclarer iceluy doute ou obscurité; et par même moyen chacune partie a demandé lui estre fait instrument par moy not^e soussigné, auxquels instruments pour plus grande corroboration des choses susd. tant led. Sr Prince que abbé ont commandé estre apposé leurs sceaux.

Fait à Aix, au Palais Royal en la chambre dud. Sr Prince, pnt messire Jean de Brillanco, sénéchal de Prouence, messire Pierre de Cotignac, thrésorier dud. Sr Prince, M^{re} Guille^e Barcoleni preuot, Mess^{rs} Fulcon Ardoyne, juge de Digne, Mess^{rs} Guillaume Babi, chevalier.

N^o 11.

LIMITATION DES TERROIRS DE VALAURIE, RÉAUVILLE ET AIGUEBELLE,
EZ ANNÉES 1298 ET 1299.

In nomine Dñi Nri Jesu Christi. Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, die scilicet tricesima mensis Octobris — notum sit cunctis pntibus et futuris quod cum multæ et diuersæ quæstiones, controversiæ, discordiæ et rancuræ sint et fuerint olim inter religiosum virum Dominum fratrem Raymondum Chabrelly Abbatem monasterii Aquæ-bellæ Cisterciensis Ordinis, Tricastinensis Diocesis et fratrem Raymondum Gabolly ejusdem Ordinis Priorem et syndicum ipsius monasterii, nomine suo et dicti monasterii, ac Petrum de Rivalta notarium, Joannem de Balma, Guilhermum Theulerii et Joannem Esmieu syndicos et procuratores universitatis Regalis Villæ, ac hominum et personarum Regalis Villæ, nomine universitatis Villæ prædictæ, ex una parte, et nobilem et discretum virum Dñum Joannem Testaveteris Jurisperitum procuratorem nobilis et potentis viri Bermundi de Ucetia militis, de Ucetia et Vallis aureæ Dñi, ac Guilhermum Bermundi et Joannem Felconis syndicos et procuratores Universitatis hominum et personarum dñi Castri Vallis aureæ pro dicta universitate, ex altera, super finibus territoriorum prædictorum locorum Vallis aureæ et Regalis Villæ ac monasterii supradñi, pro eo quod pro parte dñi monasterii et dñe universitatis Regalis Villæ diceba-

tur prædium territorium di monasterii et d^e Regalis Villæ prætere et extendere debere à parte territorii Regalis Villæ di monasterii versus Vallem auream, videlicet ab aqua de Avença (*la Vence*) quæ est a parte Ciriis protendendo versus meridiem usque ad aquam de Berra scilicet affare plani longi, et traversarum et eorum pertinentium et defensa de Peyrois et de Soliers, usque ad terminos Vallis aureæ et territorium de Trissans sicut vadit de rivo de las Sableyras usque ad rivum S^ti Stephani, et del charroy de la Gardeta sicut vadit per tumbam podii Bertrandi, et ab ipso podio usque ad d^{am} Berram et ab ipsa Berra usque ad rivum Roannelly includendo omnia quæ sunt infra confrontationes et designationes præd^{as} ad territorium Regalis Villæ præd^e et di monasterii: procuratore præd^o nobilis Dⁿⁱ Bermundi Uetia Dⁿⁱ et syndicis supræd^{is} Vallis aureæ nomine quo supra negantibus et dicentibus territorium suum di Castri Vallis aureæ durare et extendere debere versus Regalem Villam et d^{um} monasterium, incipiendo a parte Ciriis a loco ubi cadit seu ingreditur rivus de Vernulis in Avencia usque ad locum ubi oritur d^{us} rivus, et a d^o loco seu rivo ubi oritur d^{us} rivus eundo versus fontes d^{os} *Vilard* et *de l'Abbé* usque ad Roanellum et usque ad Berram, usque ad locum scilicet ubi cadit seu ingreditur aqua di Roanelli in ipsa Berra. Super præd^{is} inquam quæstionibus, controversiis et rancuris et super deppendentiis ex eisdem, quibuscumque occasionibus, causis (damnis datis hinc inde exceptis tamen), d^e partes scilicet præfatus D^{us} D^{us} Abbas di monasterii Aquæbellæ, nomine suo et totius conventus di monasterii, et frater Raymondus Gabelly præd^{us} prior et syndicus di monasterii nomine di conventus, ut de procuratione et syndicato ipsius constabat per quoddam publicum instrumentum, ut prima facie apparebat, cujus tenor de verbo ad verbum describitur et notatur, ac Petrus de Rivalta notarius, et Joannes de Balma, Guilhermus Tulerii, et Joannes Esmieu nomine suo proprio et ut syndici actores et procuratores universitatis hominum Regalis Villæ nomine d^e Universitatis, ut de eorum procuratione et syndicato constabat per quoddam publicum prima facie instrumentum cujus inferius series continetur, ex una parte, et discretus vir D^{ñs} Joannes Testaveteris jurisperitus procurator, et nomine procuratorio prædⁱ nobilis Dⁿⁱ Bermundi Uetia et Vallis aureæ Dⁿⁱ, ut de procuratione ipsius constabat per quoddam publicum prima facie instrumentum factum manu Pontii Lamberti notarii Tricastini, ac Guilhermus Bermundus et Joannes Fulco nomine suo proprio et ut syndici actores et procuratores universitatis hominum castri Vallis

aureæ nomine d^e universitatis, ut constabat per quoddam publicum prima facie instrumentum ejus continentia plenarie conscribitur inferius subsequenter, ex parte altera; compromiserunt inquam præd^æ Dñs Abbas et procuratores et syndici supradⁱ nominibus quibus supra super prædis omnibus et singulis quæstionibus in nobiles et prudentes viros Dñm Berengarium Gaucelin militem Dñm Gravisionis et in Dñm Guilhermum de Sto Justo militem Stⁱ Alexandri Dñm præsentis et recipientes, et in nobilem et discretum virum Dñm Jacobum de Vaesca utriusque juris professorem, licet absentem, quem in tertium et pro tertio elegerunt, si prædⁱ Dñi Berengarius et Guilhelmus in aliquo discordarent, tanquam in arbitros arbitratores et amicabiles compositores et communes amicos electos communiter a partibus suprad^{is}, volentes prædⁱ omnes nominibus quibus supra, quod præfati Dñi arbitri arbitratores et amicabiles compositores possint decidere et deffinire prædictas quæstiones, authoritate præsentis compromissi dudum facti in eosdem et scripti ut dicitur manu Pontii Meyrani notarii; Et promiserunt d^e partes, nominibus quibus supra, per pactum inter eos stipulatione solemni vallatum venire ad diem et ad dies ad locum et ad loca sibi per prædictos Dños arbitros arbitratores assignandos et assignanda, et se ad voluntatem et præceptum ipsorum pignora reddituros pro se et suis notariis et eorum concilio et alias quascumque exigerunt cautiones.

Item voluerunt d^e partes nominibus quibus supra quod præfati Dñi arbitri arbitratores et amicabiles compositores possint præd^æ quæstiones et deppend^æ ex eisdem audire, examinare, inquirere de plano, et summarie, sine strépitu judiciario et figura qualibet judicii, ipsas quæstiones et controversias determinare et diffinire per se vel per alium, omni die et omni hora et omni tempore feriato vel non feriato, per sententiam vel mandamentum, præsentibus partibus vel absentibus, vel una præsentis et altera absente, citatis partibus vel non citatis, una citata et alia non citata, oblato libello vel non oblato libello, lite contestata vel non contestata, jurato de calumnia vel non jurato, testibus et aliis probationibus auditis vel non auditis, de die vel de nocte, stando vel sedendo, et demum quibuscumque modis et forma dictis Dñis Arbitris arbitratoribus et amicabilibus compositoribus magis complacuerunt et videbitur faciendum, dando de jure unius partis alteri parti. Et super his præd^æ partes nominibus quibus supra prædis Dñis arbitris arbitratoribus et amicabilibus compositoribus dederunt et concesserunt plenam et liberam potestatem.

Item voluerunt d^e partes, nominibus quibus supra, quod pœna inferius exposita in singulis capitulis in præsentī compromisso contenta et sententia ferenda committatur et committi debeat per pactum contra venientem vel facientem, de jure vel de facto, per se vel per alium, vel modo quolibet inobedientem. Quæ quidem pœna quoties committatur parti obedienti et exigi possit et debeat per partem obedientem, quoties d^e partes vel aliqua ipsarum partium contra fecerit vel venerit vel modo quolibet inobediens fuerit, per se vel per alium, in solidum vel in parte, compromisso præsentī et sententiæ et mandato ferendis in omnibus et singulis in eis contentis nihilominus in suo robore duraturis.

Item promiserunt d^e partes sibi ad invicem, nominibus quibus supra, quod a sententia vel sententiis, mandamento vel mandamentis ipsorum Dnorum arbitrorum et amicabilium compositorum nullo tempore reclamabunt per se vel per aliam personam nec recurrent ad arbitrium boni viri vel judicis, sed potius promiserunt quod ipsam sententiam vel ipsas sententias, mandamentum vel mandamenta ipsorum quæcumque et qualiacumque illæ vel illa sunt vel fuerunt laudabunt, emologabunt et etiam confirmabunt et contra non venient aliquo jure vel aliqua ratione, occasione vel causa, volentes et concedentes d^e partes per pactum solemne inter eas habitum quod eis via appellandi et reclamandi et recurrendi ad arbitrium boni viri in prædictis et super prædictis penitus sit præclusa, juri super hoc dicenti posse partes recurrere ad arbitrium boni viri vel judicis et omni alii juri renunciantes, nominibus quibus supra, ex pacto penitus in prædictis.

Item fuit actum de pacto inter partes prædictas quod ex mandato vel sententia ipsorum Dnorum arbitrorum arbitratorum et amicabilium compositorum oriatur actio et exceptio ac si per judicem ordinarium lata essent.

Item voluerunt d^e partes et concesserunt per pactum inter eos stipulatione solemni vallatum quod sententia vel mandamenta ferenda super quæstionibus supradictis per Dnōs arbitros arbitratores et amicabiles compositores prædictos possint et debeant, si necesse fuerit exequendi, mandari per curiam Illustrissimi Dñi Caroli Dei gratia Hierosolimi et Siciliæ regis, nulla exceptione, oppositione, ratione vel causa in contrarium opposita vel proponenda obstante vel obstantibus.

Item promiserunt d^e partes quod nihil dixerunt vel fecerunt, dicent, facient, opponent, vel proponent de jure vel de facto, per se vel alium ratione personarum compromittentium vel in quas extitit compromissum

quodcumque, ut præsens compromissum et sententia seu mandata ab ipsis Dñis arbitris arbitratoribus et amicabilibus compositoribus proferenda plenam et perpetuam obtineant roboris firmitatem.

Item promiserunt Dñus Abbas et syndicus monasterii supradⁱ se facturos et curaturos cum effectu quod conventus dⁱ monasterii præsens compromissum et sententiam et mandamenta supra prædictis quæstionibus per præd^{os} Dnos arbitros arbitratores et amicabiles compositores ferendam et ferenda et omnia et singula in eis contenta laudabit, approbabit, emologabit et confirmabit et contra non veniet de jure vel aliqua ratione.

Item voluerunt d^æ partes et concesserunt quod præsens compromissum dictari possit et debeat ad voluntatem et cognitionem dictorum Dñorum arbitrorum arbitratorum et amicabilium compositorum, ponendo et addendo quascumque clausulas quas voluerunt, vel detrahendo ad majorem rei firmitatem, et quod habeant etiam potestatem declarandi et interpretandi semel et pluries si aliqua dubia vel obscura essent vel orirentur in compromisso præd^o et mandamentis etiam per eos ferendis et eorum occasione, ita quod illi declarationi et interpretationi stent et stare debeant d^æ partes et contra in aliquo non venire.

Item fuit actum inter partes præd^{as} quod possint dicta mandamenta in quocumque loco proferre, quod autem omnia et singula supradicta d^æ partes compleant et attendant contraque non veniant de jure vel de facto, per se vel per alium, aliquo jure vel aliqua ratione, bona fide per stipulationem solemnem sibi ad invicem : scilicet præd^{as} Dñus Abbas et d^{ns} frater Raymundus syndicus sub obligatione bonorum dicti monasterii, et prædⁱ syndici Regalis Villæ sub obligatione bonorum universitatis dⁱ loci ; et præfatus Dñus Joannes Testaveteris sub obligatione bonorum dⁱ nobilis Bermundi, procuratorio nomine ipsius, et dicti etiam syndici Vallis aureæ sub obligatione bonorum omnium universitatis dⁱ Castri Vallis aureæ, et sub pœna etiam et in pœna centum marcharum argenti boni et fini, et parte parti stipulata solemniter et promissa danda et solvenda parti obediendi a parte inobediente solemniter promiserunt, quæ quidem pœna commissa, soluta et exacta vel non exacta semel vel pluries, mandamenta, sententia vel sententiæ et depositio et ordinatio ipsorum Dñorum arbitratorum et amicabilium compositorum in sua nihilominus remaneant perpetua firmitate, et nihilominus prædⁱ omnes scilicet Dñus Abbas et procuratores et syndici, nominibus quibus supra, super sancta Dei Evangelia ab ipsis corporaliter manibus tacta juraverunt in animas suas et præd^{orum} quorum

sunt syndici et procuratores perpetuo se tenere et servare hoc præsens compromissum et omnia et singula in eo contenta et mandamenta proferenda per d^{os} Dnōs arbitros arbitratores et amiables compositores juxta formam dⁱ compromissi, renunciantes ex certa scientia et per pactum iuridicenti compromissum non posse fieri vel non debere cum religione iuramenti; et demum renunciaverunt expresse et per pactum omni iuri canonico et civili, per quod contra possent contra venire vel aliqua infringere de prædictis.

Actum in monasterio Aquæ bellæ in aula nova, præsentibus testibus Dnō Raynaudo de Rocha-maura milite, Guigone de Marsana domicello, Bertrando Giraud de Valle aurea, Rostano Bachia, Dnō Bertrando Giraud de Valle aurea, Dnō Simone de Bonifacis jurisperito, Dnō Pontio scullerii sacerdote, Reynerio de Corumbaudo Regalis Villæ, Alexio Vesian clavario et notario ibidem et Mgrō Guilhelmo Amerii notario Avenionⁱ, qui etiam fuit requisitus una mecum Raymundo Sabaterii notario publico thar, et ubicumque in comitatibus Provinciæ et Forchalcherii de prædi^s omnibus facere publicum instrumentum et publica instrumenta.

CORRECTION DE LA SENTENCE PRÉCÉDENTE.

Post hæc quod anno quo supra, scilicet die ultima mensis Octobris, prædiⁱ nobiles Dnī Berengarius Gaucelin miles Dnūs Gravisionis et Guilhelmus de S^{to} Justo miles Dnūs S^{ti} Alexandri, arbitri, arbitratores et amiables compositores prædiⁱ electi cōiter a dictis partibus in quæstionibus et super quæstionibus supra dictis, a bonis personis qui de prædictis quæstionibus notitiam habuerunt plenius informati, viso seu visis ad oculum sæpe et sæpius loco seu locis, de quo seu quibus et super quibus erat contentio inter partes prædi^{as} mandamenta sua et sententiam pro bono pacis et concordia protulerunt super prædi^s concorditer in hunc modum.

In primis siquidem voluerunt Dnī arbitri arbitratores et amiables compositores prædiⁱ et cognoverunt ac arbitrando diffiniverunt quod territoria dictorum locorum Regalis Villæ et dⁱ monasterii Aquæ bellæ et etiam vallis aureæ dividantur et limitentur ac etiam divisa et limitata perpetuo remaneant prædi^s partibus, ut inferius continetur.

In primis voluerunt ac præceperunt Dnī arbitri arbitratores et amiables compositores prædiⁱ ac arbitrando diffiniverunt quod, a capite dictarum limitationum d^{orum} territoriorum incipiendo juxta aquam Berræ ubi

est quædam fraxinus super ripam a parte altera d^o aquæ, ponatur et sit unus terminus et primus in terra Rostagni Blachuna, et a d^o termino protendatur recta linea versus Arcium usque ad quamdam broam, et ibi ponatur alius terminus in loco consignato inter terram Reynondi Rostagni, quæ est a parte Orientis, et terram Petri Martini quæ est a parte Occidentis, quæ terræ sunt in costis; et a d^o loco sive termino protendatur recta linea usque inter duas terras, una quarum est Stephani Asterii et a parte Orientis, et alia terra, quæ est Florandæ, est a parte Occidentis in capite dictarum terrarum, in quo loco sit alius terminus; et ab illo termino protendatur recta linea ascendendo usque ad aliud caput dictarum terrarum in loco appellato Serpenterio ubi sit et ponatur alius terminus, et a d^o termino sive a d^o Serpenterio protendatur recta linea usque ad summitatem montis vocati vulgariter la Gardeta, qui locus sit alius terminus et alius terminus ibidem apponatur; et a d^o loco sive termino de Gardeta protendatur recta linea usque in summitate podii Petri Pagani, qui locus sit alius terminus et terminus etiam ibi apponatur; et a d^o loco sive a d^o termino protendatur recta linea usque ad locum appellatum Lauzeyrola Rostagni Arcii, ubi est unus Clap sive *vivier* prope viam qua itur de Regali Villa versus planum longum, et a d^o termino protendatur usque ad alium locum ibi prope juxta dictam viam trossando dictam viam, qui locus dicitur cimeterium de Magnanis, et ibidem in loco consignato sit et ponatur alius terminus; et a d^o termino dⁱ cimeterii de Magnanis voluerunt et præceperunt dⁱ Dñi arbitri, arbitratores et amicabiles compositores poni terminos circumcundo montem seu costam de Verneto, semper prout aqua dependet, veniendo usque ad mourre traversarum supremarum, et a d^o mourre protendatur usque ad alium locum ubi est quædam quercus inter stagnetum et traversiam; et a d^a quercu descendendo usque ad duas quercus quæ sunt in terra Reymundi Michaelis et fratrum suorum, et a d^{is} quercibus descendendo recta linea usque ad bedale quod est Avenciæ, juxta quamdam rupem quæ est in via prope dictam aquam, et a d^a aqua sive d^o loco ubi ponatur unus terminus usque ad exitum auquæ seu rivi de Vernulis ubi cadit et intrat in d^a aqua Avanciæ, sicutit er vadit, ubi est quoddam pratum quod est et remanet de territorio et in territorio de Barreto, quod pratum campum de Ulmo antiquitus vocabatur; territoria autem prædictorum locorum extendere voluerunt et præceperunt Dñi arbitri arbitratores et amicabiles compositores usque ad limitationes præd^{as} ubi terminos lapideos poni voluerunt tales qui in perpetuo appareant, scindendo

ab utraque parte per unam canam, in locis ubi sunt nemora tantummodo et non ultra, et sub hac conditione quod inter d^{os} terminos de quibus facta est supra mentio possint d^æ partes ponere seu poni facere alios terminos ad magis declarandum limitationes præd^{is}, qui tamen respondere debeant recta linea aliis terminis supradictis, cassando, revocando et penitus annullando Dñi arbitri arbitratores et amicabiles compositores prædⁱ omnes limitationes alias quæ hactenus factæ reperirentur ad dividendum territoria locorum præd^{orum}, scilicet Vallis-Aureæ ex una parte, et loci de Derzas ubi nunc est Regalis-Villa et Monasterium Aquæ-bellæ ex altera ; ita quod non obstantibus aliquibus aliis limitationibus, præsentī limitationi partes præd^æ et successores sui in infinitum stare debeant et contra in aliquo non venire, ita quod taliter quod quicquid est ultra d^{as} limitationes a parte Vallis-Aureæ sit et remaneat perpetuo in territorio et de territorio castri ipsius a d^o loco Vallis-Aureæ usque ad d^{os} terminos seu limitationes cum omni-modā jurisdictione ac mero et mixto imperio remanentibus Dño dⁱ loci. Quidquid autem est vel erit ultra d^{as} limitationes, a parte Regalis Villæ et dⁱ monasterii Aquæ-bellæ usque ad d^{os} terminos seu limitationes, sit etiam et remaneat in territorio et de territorio præd^æ Regalis-Villæ et dⁱ monasterii Aquæ-bellæ cum jurisdictione plenaria et mero et mixto imperio, juxta pacta tamen habita et inrita super jurisdictione et territorio suprad^æ Regalis-Villæ et dⁱ Monasterii Aquæ-bellæ inter ipsum monasterium, ex una parte, et serenissimum Dñm Carolum Hieros^æ et Sciciliæ Regem, ex altera ; et quod antiquæ limitationes si quæ erant et instrumenta super omnia sint cassa et irrita et nullius momenti. Volentes et dⁱ Dñi Arbitri arbitratores et amicabiles compositores et arbitrando, diffiniendo cognoscentes quod possessiones cultæ seu quæ excoluntur per homines castri Vallis-Aureæ ultra dictas limitationes, infra territorium Regalis Villæ et Dⁱ Monasterii, sint et remaneant ipsis possessoribus et ipsorum possessoribus sicut ante limitationem præsentem et eas ut suas excolere valeant atque possint, sub his tamen conditionibus sive pactis quod si de præd^{is} possessionibus, quæ tamen ad certum servitium sive partem datæ fuerunt vel acceptæ, quantum, taschæ vel aliæ partes dari consueverint et prætari, quod remaneat jus saluum perpetuo Dño Vallis aureæ seu alii vel aliis cui vel quibus dare et præstare consueverunt dictas partes sive servitia, in ipsis partibus et servitiis et laudimiis etiam et trezenis percipiendis et habendis, more solito, per ipsos Dños quantumcumque et quotiescumque vendi et alienari contigerit possessiones præd^{is} vel aliquam

seu aliquas ex eisdem. Et e converso si homines Regalis-Villæ et dictum monasterium Aquæ-bellæ seu alii, nomine dⁱ monasterii, possessiones aliquas habeant vel haberent ultra d^{as} limitationes infra territorium Vallis-Auræ, quod illas habere, tenere et excolere valeant libere velut suas, ut proxime dictum est de hominibus Vallis-Auræ possessiones habentibus et habitaturis in territorio Regalis-Villæ et prædⁱ monasterii Aquæ-bellæ et sub conditionibus suprad^{is} : videlicet quod si de præd^{is} possessionibus, quæ tamen ad certum servitium sive partem datæ fuerunt vel acceptæ, quartum, taschæ vel aliæ partes dari consueverint et præstari, quod remaneat jus salvum præd^o monasterio Aquæ-bellæ seu alii vel aliis cui vel quibus dare et præstare consueverant d^{as} partes seu servitia, in ipsis partibus et servitiis et laudimiis etiam et trezenis percipiendis et habendis more solito per ipsos Dnōs quaecumque et quostiescumque vendi seu alienari contigerit possessiones præd^{as} vel aliquas ex eisdem, specialiter remaneat jus salvum præd^o monasterio in dominiis et usaciis et in aliis omnibus sicut erat et esse consueverat ante compositionem et limitationem præsentem.

Item voluerunt et præceperunt et arbitrando definiverunt Dñi arbitri arbitratores et amiables compositores prædⁱ quod homines Vallis-auræ boscum seu nemus habentes et heremos ultra limitationes præd^{as} in parte seu territorio Regalis-Villæ et monasterii supradⁱ pascere ibi non valeant cum suis animalibus nec animalia sua immittere, sed ipsa nemora et ipsos heremos venando et alias ut sua et suos valeant possidere, nec intendentes Dñi arbitri arbitratores et amiables compositores prædⁱ propter mandamenta præd^a et sententiam præjudicium in aliquo generare vel generari præd^o monasterio nec d^o Dño Bermundo de Ucetia necejus successoribus, in compositione nec supra ea olim facta, ut dicebant Dnus Abbas et Dñus Bermundus prædⁱ, inter ipsam monasterium ex una parte et Dñum Bertrandum de Taulignano ex altera, ut de ea constare dicebant per publica instrumenta. De excessibus vero factis per partes præd^{as} vel aliquam earum vel per aliquem vel aliquos ex ipsis partibus sibi invicem ultra et infra limitationes præd^{as}, et de condemnationibus inde secutis, si aliquæ fuerint subsecutæ, et de impositionibus pænarum et contumaciis et de verberationibus et vulnationibus personarum et homicidiis, prædⁱ Dñi Arbitri arbitratores et amiables compositores ipsas partes et omnes et singulas ex ipsis partibus penitus absolverunt, salvis et retentis damnis datis utrique parti et per partem utramque de quibus et super

quibus in præd^{is}. Dñs arbitros arbitratores hodie extitit compromissum; et præd^a omnia et singula dñi Dñi arbitri arbitratores et amiables compositores voluerunt et præceperunt per partes præd^{is} sub pœna et sacramento in compromisso contentis inviolabiliter servari; retinentes dñi Dñi arbitri arbitratores et amiables compositores, de voluntate partium præd^{um}, potestatem plenariam declarandi et interpretandi semel et pluries, quandocumque et quotiescumque eis videbitur faciendum, si aliqua dubia vel obscura essent vel orirentur in futurum super mandamento et sententia suprad^{is}, tam in feudis quam aliis quibuscumque, et quod possint dñi Dñi arbitri arbitratores et amiables compositores partes iterum compellere, si voluerint et eis expediens videbitur, ad ratificandum et confirmandum omnia et singula suprad^a. Cui quidem declarationi et interpretationi stare debeant d^e partes et contra in aliquo non venire. Rata fuerunt præd^a mandamenta in capitulo prædi monasterii Aquæ bellæ, præsentibus testibus Dñis Simone de Bonifacis, Joanne Testaveteris jurisperitis; Dño Reynaudo de Rocha-maura, milite; Dno Reynerio de Cornu, bajulo Regalis Villæ; Guidone de Marsana, domicello vicario Vallis Aureæ; Hermengario de S^o Privato; Pontio de S^{to} Justo; Joanne de Barretri; Bertrando Marindii; Reymundo Gaucelini; Reymundo Barre, domicellis et pluribus aliis fide dignis ac Magistro Guilhermo Amelin et me Reymundo Sabaterii, notariis infra scriptis qui præd^{is} omnibus præsentibus fuimus.

Et ibidem in continenti, coram testibus supra proxime nominatis, præfatus Dñs Reverendus Abbas et dictus frater Reymundus Gabelli, syndicus suprad^{is} ac alii monachi et conversi prædi monasterii Aquæ-bellæ infra scripti, in capitulo ad sonum campanæ more solito congregati et vocati existentes et conventum dicti monasterii facientes, ac nobilis vir Dominus Bermundus præd^{is} Ucetix et Vallis-Auræ Dñs, et Guilhermus Tulton et Joannes Esmieu et Joannes La Balma, syndici Regalis-Villæ, et Guilhermus Bermundus et Joannes Falco, syndici Vallis-auræ, ibidem etiam omnes existentes, compromissum præd^{um} suprafactum in Dñs arbitros arbitratores et amiables compositores præd^{is}, et sententiam sive mandata latam supra et lata, recitatum, recitatam et recitata coram ipsis partibus et sindicis et monachis et conversis præd^{is} inferius nominatis, et ipsum compromissum prout factum extitit, et sententiam et mandamenta super eo et ejus auctoritate latam et lata, et omnia et singula in eis contenta, et

quæ in ipsis compromisso et sententia per eosdem Dnōs arbitros arbitratores et amicales compositores declarando et interpretando adderentur, detraherentur vel mutarentur, laudaverunt, ratificaverunt, confirmaverunt et emologaverunt et contra non venire promiserunt aliquo jure vel aliqua ratione, super prædi^{is} mandamentis et eorum tenore certificati et informati. Nomina vero dictorum fratrum et monachorum et conversorum prædi^{is} monasterii in d^o capitulo existentium et conventum facientium sunt hæc :

Dñs Reymundus, Abbas ; frater Reymundus Gabelly, prior ; frater Vincentius Giberty de Grazen ; frater Gaufridus de Lavascio ; frater Bertrandus Clericii ; frater Stephanus Reydonæ ; frater Joannes Albenonis ; frater Petrus de Montibus ; frater Guilhelmus Giraud ; frater Stephanus de Chaudolascio ; frater Joannes Auberti ; frater Isnardus Reynoi, frater Hugo de Mercoyreto ; frater Pontius de Monasterio, cellerarius major ; frater Durantus de S^{to} Nectio ; frater Pontius de S^{to} Flore ; frater Bértrandus de Castro-novo, sub-Prior ; frater Joannes Vesiati ; frater Reymundus Stremund ; frater Stephanus de Basco ; frater Joannes Scoferii, monachi ; frater Petrus Nicoli ; frater Gerente de prato longo ; frater Giraudus de Rossassio ; frater Guy Ruffy ; frater Hugonus Scoferii ; frater Pontius de Montarguo ; frater Berengarius Gorda ; frater Guilhermus Hospita Leonis, conversi.

PROCURATION DE F. RAYMOND GABOLLY, PRIEUR D'AIGUEBELLE.

Tenor vero sindicatus et procurationis dⁱ fratris Reymondi Gabolly prioris, procuratoris et sindici dⁱ monasterii de verbo ad verbum talis est ut ecce : Anno Dñi millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, scilicet XIII^a die Martii, sit notum cunctis præsentibus quod religiosus vir frater Reymundus de Chambarello, Abbas monasterii Aquæ-bellæ, Cirterciensis Ordinis, Tricestrinensis diœcesis, una cum toto conventu suo et dⁱ monasterii scilicet quorum nomina inferius continentur, convocato etiam conventu more solito, ad sonum campanæ, in camera nova Pesenha, fecerunt, constituerunt, ordinaverunt suos certos nuntios generales et speciales procuratores, iconomos, syndicos vel actores, ita quod non sit melior conditio occupantis, fratrem Reymundum Gabolly priorem, fratrem Raymundum Castelly sub-priorem, fratrem Durandum de S^{to} Nectio, monachos dⁱ monasterii præsentis et recipientes et fratrem Jarente conversum, licet absentem, ipso Abbate præsentis, auctoritatem et consensum præbente, ad

omnes causas, lites et controversias et rancuras quæ fierent et moverentur præd^o monasterio vel membris ejusd., vel quod d^{um} monasterium vel membra ejusdem monasterii movent in præsentī, vel movebunt vel movere sperant vel intendunt in futurum contra quascumque personas et omni de causa, dantes et concedentes præd^{us} Dñus Abbas et conventus supra-
d^{us} dⁱs procuratoribus, iconomis et sindicis vel actoribus suis plenam et liberam potestatem in omni curia ecclesiastica vel seculari et coram quocumque iudice ordinario vel extraordinario, ecclesiastico vel seculari, et coram quocumque arbitro arbitratore seu amicabili compositore, arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus agendi, libellum seu libellos porrigendi, litem contestandi, de calumnia jurandi, positiones, protestationes faciendi, respondendi, attestaciones, instrumenta ac privilegia producendi et attestaciones contra ipsas productas reprobandi, deffendendi, parendi, replicandi, pascicendi, transigendi, compromittendi, advocatum seu advocatos conducendi et salaria eis committendi, sententiam vel sententias audiendi et ad eas, si necesse fuerit, appellandi et appellationem usque ad definitivam sententiam proseguendi; pacem, finem ac resultationem faciendi, alienata revocandi, census et debita percipiendi, litteras interinationis dandi, privilegia impetrandi et demum omnia et generaliter et specialiter faciendi quæ veri syndici, iconomi, procuratores vel actores facere possunt vel debent, vel nos, si præsentēs essemus, facere possemus una cum conventu præd^o vel etiam deberemus, et quæ merita causarum desiderant et requirant; alium vel alios procuratores substituendi et cum seu eos substituendi, quandocumque et quotiescumque ipsis procuratoribus, sindicis, iconomis vel actoribus visum fuerit expedire, etiam in mandatis, ac etiam percipiendi autoritate dⁱ Abbatis et monachorum prædⁱ monasterii, ut præstito juramento testimonium præbeant veritatis, testes etiam producendo; promittentes tam D^{ns} Dñus Abbas quam conventus mihi notario infrascripto stipulanti, nomine cujuscumque personæ cui interest in præsentī vel intererit in futurum, se ratum et firmum perpetuo habituros quidquid per d^{os} procuratores, syndicos, iconomos vel actores in prædⁱs et circa præd^a actum, gestum, factum fuerit sive ordinatum, ipsosque relevantes ab omni onere satisfactionis, et judicatum solvi cum omnibus suis clausulis, et pro prædⁱs sindicis, iconomis, procuratoribus vel actoribus se constituerunt fidejussores in solidum penes me notarium infrascriptum stipulantem, nomine quo supra, et inde obligaverunt omnia bona dⁱ monasterii præsentia et futura, renunciantes omni juri per quod contra venire possent.

Nomina Monachorum sunt hæc : frater Vincentius Giberti ; frater Gaufridus Larnas ; frater Pontius de Monasterio ; frater Pontius de S^{to} Flore ; frater Robertus Fereyza ; frater Petrus Montilii ; frater Petrus Condillac ; frater Reynardus Reynerii ; frater Stephanus Reydona, sacrista ; frater Joannes de Raco ; frater Hugo de Nicoyret, volentes et præcipientes mihi notario infrascripto quod de prædiis facerem instrumentum et instrumenta et in publicam formam, et factum et facta reficere possem semel et pluries et quoties necesse fuerit, addendo novas clausulas et removendo superiores ad cognitionem cujuslibet sapientis, ostenso in judicio vel non ostenso seu producto, facti substantia non mutata, et quod clausulæ appositæ et remotæ et ita fiat et fieri posset quousque præsens instrumentum plene et secure fuerit ordinatum. — Actum in monasterio Aquæ-bellæ in camera nova Pesenha, præsentibus Joanne Geroni, Stephano Paleri, Guilhermo Bonerii, testibus vocatis et rogatis, et me Raymondo Ebrard, notario publico in comitatibus Provinciæ et Forcalii ab illustrissimo bonæ memoriæ D^{no} Carolo Hieros. et Sciciliæ rege constituto, qui prædiis omnibus interfui et ad requisitionem dictorum procuratorum hanc cartam scripsi et signo meo signavi.

PROCURATION DES SYNDICS DE RÉAUVILLE.

Tenor vero procurationis et sindicatus subscriptorum procuratorum et syndicorum Regalis Villæ de verbo ad verbum dignoscitur esse talis : Anno Dⁿⁱ millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, die vicesima tertia Martii, noscant universi præsentis et futuri quod universitas hominum Regalis-Villæ seu major pars universitatis ejusdem, voce præconia convocata ad parlamentum et congregata infra Ecclesiam Beatæ Mariæ Magdalænæ Regalis-Villæ, more solito, discreto viro Reynerio de Cornu bajulo dⁱ loci præsentis, volente et consentiente, ubi major pars et sanior hominum dⁱ loci esse dicebatur, ipsa inquam universitas seu major pars hominum ejusdem quorum nomina describuntur, fecit, constituit et ordinavit ac creavit suos certos generales, speciales et indubitatos procuratores, syndicos, actores et deffensores, videlicet Guilhermum Taulerii, Joannem de Balma, Petrum de Rivalta notarium et Joannem Esmieu, habitatores loci ejusdem et homines dicti sindicatus, procurationis, deffensionis in se sponte suscipientes, et quemlibet eorum in solidum ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus ipsorum inceperit alter possit deffinire

et ducere ad effectum omnes causas, lites et controversias quæ seu quas dicta universitas seu homines universitatis ejusdem movent, moverunt seu movere intendunt contra quascumque universitates locorum, seu homines et singulares personas Ecclesiasticas aut seculares, et quæ d^a Universitates seu universitas ac personæ singulares Ecclesiasticæ vel sæculares movent, moverunt vel movere intendunt aut possent contra d^{am} universitatem Regalis-Villæ seu homines Universitatis ejusdem, quacumque occasione, ratione seu causa, et specialiter ad proseguendum et finem producendi quæstionem quæ vertitur inter universitatem præd^{am} Regalis-Villæ seu homines universitatis ejusdem, ex parte una, et universitatem Castri Vallis-aureæ seu homines universitatis ejusdem, ex parte altera, occasione territoriorum vel alia ratione quacumque ; dans d^a universitas et concedens seu prædi homines universitatis ejusd. et quilibet per se suprad^{is} procuratoribus, sindicis, actoribus et deffensoribus suis et cuilibet eorum plenam, generalem et liberam potestatem agendi, deffendendi, excipiendi coram quocumque iudice ecclesiastico vel alio, litem seu lites inchoandi et contestandi, petendi, confitendi, negandi, libellum seu libellos et petitiones simplices offerendi et recipiendi, et de calumnia et de veritate dicenda jurandi, positiones et interrogationes faciendi, testes, instrumentum et instrumenta pro veris et publicis producendi et quodlibet genus probationis faciendi, sententiam et sententias petendi, audiendi et ab ea seu ab eis, si necesse fuerit, appellandi, appellationem seu appellationes proseguendi, iudicem et iudices recusandi et eligendi, procuratorem et procuratores unum et plures constituendi et ordinandi, componendi, compromittendi, transigendi et paciscendi, pecuniam manu levandi, advocatos conducendi, et demum omnia alia universa et singula dicendi et faciendi, in prædi^s et circa præd^a, quæ merita causarum desiderant et requirunt et quæ ipsa universitas et singuli d^a universitatis facere et dicere possent, si præsens vel præsentis essent, promittentes d^a universitas et singuli universitatis mihi notario infrascripto stipulanti et recipienti, nomine illius seu illorum cujus seu quorum interest vel interesse potest vel debet, iudicatum solvi cum omnibus suis clausulis et se ratam et firmam seu ratas et firmas perpetuo habiturum et habituros quidquid per d^{os} syndicos, procuratores, actores et deffensores seu eorum alterum, actum, factum, procuratum fuerit sive gestum et se nihil revocatuos ex inde. Et volentes d^a universitas et singuli de ipsa universitate seu major pars ipsius suprad^{os} procuratores suos, syndicos, actores et deffensores et eorum re-

levare ab omni onere satisfactionis de judicato solvendo, fidejussit et fidejusserunt in omnem causam et fidei jussores se constituerunt penes me notarium infrascriptum stipulantem et recipientem, nomine quo supra, promiserunt solvere judicatum, sub obligatione et ypoteca bonorum omnium d^e universitatis et singularum personarum ejusdem, ac omni juris, renunciatione et cauthela; promittentes insuper d^a universitas etc... præd^o syndicos, procuratores et actores et eorum quemlibet indemnes servare. De quibus damnis, expensis et interesse quæ et quas per d^os syndicos, actores et procuratores facere deberet et sustinere quomodolibet, petendo, defendendo, exigendo et recuperando utilitatem universitatis præd^e seu hominum ejusd.... Vice versa supradⁱ syndici.... et eorum quilibet promiserunt se negotia dæ universitatis et singulorum hominum ejusd. fideliter et legaliter facere et gerere ac tractare totis viribus, utilia faciendo et inutilia postponendo, et loco et tempore opportunis reddere bonum computum et legale, sub obligatione et ypoteca bonorum suorum omnium, ac omni juris renunciatione et cauthela; volentes insuper d^a universitas.... quod supradⁱ syndici... eamdem habeant potestatem prout suprad^os Guilhermus Taulerii et Giraudus Desiderii, socii, olim syndici universitatis præd^e habebant sicut continetur in quodam publico instrumento sindicatus, ut dicitur, facto manu videlicet Ebrardi notarii publici, et ad ea omnia et singula in d^o instrumento contenta, servatis suprad^os omnibus et singulis de præd^o instrumento contentis, d^a universitas seu major pars.... syndicos suprad^os constituerunt et ordinaverunt, et pacta et cætera in d^o instrumento contenta dⁱ syndici bona fide servare penitus promiserunt; voluerunt tamen d^a universitas etc.... quod præsens sindicatum et procuratorium durare debeat et valere hinc ad unum annum tantum, et quod ulterius ipsi syndici, procuratores vel alter eorum nullam habeant potestatem. — Nomina vero præd^{orum} hominum sunt hæc : Petrus de Ermo, Esbrardus Michaelis, Guilhermus Nadali, Reymundus Barreti, Reymundus Florerii, Imbertus Bergundio, Joannes Gontardi, Laurentius de Rosseto, Petrus Textor de Rocha-forte, Joannes Eymard, Michael de Suza, Bertrandus de Sol, Imbertus Guidagii, Guilhermus Garnerii, Bernardus de Lalegas, Perrus Laurentii de Alansono, Joannes Suavis, Joannes Bermundi, Pontius Liardi, Guilhermus Asterii Sarranceus, Bertrandus Barreti, Petrus Eymarii, Guilhermus Macellarii, Utin Giraudi, Hugo Bruni, Joannes de Balma, Guilhermus Alberti, Eycardus Bonifacii, Pontius Bossia, Guilhermus Achardi, Guilhermus Charvali, Hugonus Oblam, Bartholomæus Sar-

tor, Guilhermus Avison, Steph. Bergundio, Guilh. Genosii, Pontius Alberti, Petrus Bermundi, Martinus Eynard, Joann. Jacquet, Petrus Achard, Bonetus Joannes filius Joannis, Joseph Raymundus Ausis, Guilh. Milo, Falco Gilii, Guilh. Laugier, Giraud Taulerii, Steph. Sabatier Roselmæ, Hugoninus Sabatier, Joannes de Monte-bello, Stephanus Ayme, Pont. Gaucelin, Pet. Barberi, Lantelmus Aribert, Isnardus Ferrandi, Bertr. Asterii, Bertr. de Ermo, Petrus Philippi, Imbertus Florentii, Steph. de Masverno, Joannes Garnerii, Math. Bartholomæus, Garni Pelisserii, Pet. Spina, Barth. Castagneri, Pet. de Balma, Steph. Logiam, Humbertus Caudica, Pontius Pistor, Bertr. Nadal, Julian. Faber, Nicolaus Vitalis, Guilh. de Rivo, Jossé Picard, Guilh. Virgilius, Petrus Laurentii de Grignano, Bertr. Guiberti, Reym. Logorum, Joan. Francia, Guilh. Barreti, Petr. de Bona Valle, Mart. Boas filius, Joannes Sesterva, Hugonetus Rocha, Hugonetus Laurentius, Bertr. Albertus, Isnard Julian, Hugonetus Laurentii, Rostanus Franci, Guilh. Gastoni, Joann. Durandi, Steph. Guiberti Margonus, Petr. Ayme, Bernard. Decrora, Joannes Pistor, Durandus Jacobi et Guilhermus Margoni.

Et fuit actum per d^{am} universitatem.... quod tam dictum quam hoc præsens instrumentum possit dictari, refici et meliorari de consilio peritorum semel et pluries, ipso instrumeto producto in judicio vel non producto cum clausularum amotione vel additione, et toties donec obtineat plenariam roboris firmitatem.

Actum Regali-Villa in ecclesia Beatæ Mariæ Magdalenæ, in præsentia et testimonio Guilh. Taulerii filii Guilh. Taulerii, Andreæ de Cornu, Guilh. Margocini, Hugonis de Rocha domicelli et Petri Balmon, habitatoribus Regalis-Villæ testibus vocatis et rogatis, et mei Alexis Vesian notarii publici et curiæ Regalis-Villæ qui sane cartam scripsi et signo meo signavi.

PROCURATION DES SYNDICS DE VALAURIE.

Tenor vero sindicatus et procurationis sindicorum et procuratorum Vallis-Auræ de verbo ad verbum sic describitur et notatur ut ecce : In nomine Dñi Nři Jesu Christi. Amen. Noverint universi et singuli quod, anno Dñi Incarnationis millesimo ducentesimo nonagesimo septimo et tertio aprilis, nobili et potente viro Dño Bermundo de Ucetia et Castri Vallis-auræ existente, convocata et congregata universitate seu duabus partibus et amplius universitatis hominum Castri Vallis-auræ ad vocem præ-

conis, ut moris est, congregati in præsentia nobilis domicelli Guidonis de Marsana, Vicarii dī Castri Vallis-aureæ, videlicet Raym. de S^{to} Restituto, Bertr. Guiraudi, domicelli, Joannes Vitalis, Pont. Vaës, Guilh. Ruffi, Guilh. Ermeneri, Rostagnus Bachuna, Pont. Guignonis, Falco Falconis, Guiraud. Marcho, Raymundus Rostanni, Bertr. Nicolai, Pont. Jacobi, Guilh. Arundi, Guilh. Amedœi, Petr. Marcho, Guilh. Alberti, Guilh. Clavelli, Guilh. Alberti, Francisc. Asterii, Hugo Amandi, Guilh. Ancelly, Pont. Vaës, Joan. Audeberti, Guilh. Greno, Steph. Alberti, Vincent. Rostagni, Jacob. Jays, Steph. Istray, Mart. Novelli, Bert. Arundi, Gir. Alberti, Hugo Carnis, Guilh. Fabris, Guilh. Burgis, Rostagnus Chais, Guilh. Riperii, Bert. Bedos, Pont. Bosolerii, Petr. Payan, Joan. Marchan, Steph. Balbi, Joan. Rostagni, Petr. Novelty, Guilh. Chaix, Mart. Bartholomœi, Guilh. Novelli, Aynard Chabrol, Bened. Arloin, Guilh. Aymes, Bert. Palmerii, Durand. Jacobi, Guilh. Vaës, Bertr. Rostagni, Rostagnus Arundi, Pont. Rostagni, Guilh. Balbi, Guilh. Alberti, Bertr. Sauseti, Raym. Chabrol, Joann. de Visano, Mart. Hedol, Petr. Riveti, Petr. Heliparis, Mart. Vaës, Petr. Novelli, Mart. Arundi, Joannes Tornarelli, Gauf. Giraudi, Michael Pellium, Guilh. Armand, Petr. Asterii, Dalmatius Chaix, Joannes Pagani, Pont. Asterii, Pontius Chaiys, Guilh. Morelli, Petrus Testa, Steph. Sauseti, Petrus Pascalis, Guilh. Agrillonis, Amantius Arundus, et Petrus Martini. Prædicti hique omnes et quisque in solidum nomine suo et totius universitatis dī Castri Vallis-aureæ, cum hoc publico instrumento jussu eorum confecto, fecerunt, constituerunt, creaverunt et ordinauerunt syndicos, iconomos, procuratores vel actores suos speciales et generales, videlicet Guilhermum Brunum et Joannem Falco homines dicti castri præsentes et in se præsens syndicatum gratis suscipientes, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio primitus occupantis, sed quod per unum inceptum fuerit per alium possit et valeat continuari, ad agendum et deffendendum, nomine suo et dæ universitatis, contra quascumque personas ecclesiasticas vel civiles, seu contra quamcumque universitatem, super quibuscumque actionibus realibus seu personalibus motis seu movendis, vel quos d^a universitas Vallis-aureæ posset movere contra aliam quamcumque seu suscitare quacumque de causa tacita vel expressa, vel etiam quælibet persona seu quæcumque universitas posset movere contra homines et universitatem dī Castri Vallis-Aureæ super quibuscumque actionibus, licet non expressis, et specialiter ad compromittendum et compromissum faciendum super

quæstione quæ vertitur inter Dñm et homines ac universitatem dī castri, et Abbatem Aquæ-bellæ et universitatem Regalis-Villæ, ratione cujusdam tenementi siti inter loca prædicta. Dans et concedens dictaque universitas seu duæ partes et amplius d^e universitatis prædī^s sindicis, iconomis, procuratoribus seu actoribus et eorum cuique, in prædī^s et super prædī^s quæstionibus et aliis quibuscumque eorum, generalem potestatem et speciale mandatum agendi et defendendi nomine suo et d^e universitatis, libellum seu libellos petendi et offerendi, litem seu lites contestandi et juramentum calumniæ in animam suam præstandi, testes et instrumenta et alias probationes quascumque producendi, sententiam seu sententias venandi et audiendi, et ab eisdem, si necesse fuerit, et a quolibet alio gravamine appellandi et appellationem seu appellationes proseguendi, ponendi, proponendi, protestandi et excipiendi, replicandi, transigendi, paciscendi, compromittendi, limitandi et terminandi, et demum omnia alia universa et singula faciendi et dicendi, quæ d^e universitas seu duæ partes et amplius ipsius universitatis facere posset et diceret, si in præmissis et circa præmissa præsens esset : promittens bona fide se ratum et firmum perpetuo habituram et in aliquo non contra venturam quidquid actum, dictum, procuratum ve fuerit, sive gestum cum dictis sindicis, iconomis, procuratoris seu actoribus seu cum alio eorundem. Et volens ipsos et eorum quemlibet relevare ab omni onere satisfactionis, promisit mihi infrascripto notario tanquam personæ publicæ stipulanti et recipienti vice, nomine cujuscumque personæ seu universitatis et aliorum cujus seu quorum interest vel posset interesse, judicatum solvi cum suis clausulis universis, constituens se d^e universitas seu duæ partes et amplius d^e universitatis, fidejussorem, pacatricem et principalem debitorem penes me subscriptum notarium nomine quo supra stipulantem ; sub obligatione omnium bonorum præsentium et futurorum d^e universitatis seu duæ partes ejusd. omni juri canonico et civili super prædī^s renunciando, et quidquid syndici, iconomi, actores seu procuratores promiserunt, et ad sancta Dei Evangelia juraverunt se bene et legaliter habituros circa eisdem commissa per universitatem prædictam ; attamen præscripti homines nomine suo et dictæ universitatis volentes prædictos syndicos, iconomos, actores seu procuratores laboribus et expensis evitare promiserunt et juraverunt, excepto dicto Petro Novelli seniori qui bona fide promisit servare indemnes et restituere omnes expensas et damnum et interesse quod et quas fieri contingeret pro prædictis et de eisdem credere simplici verbo sive sacramento et alio genere probationis.

Quibus peractis, Dñs Domicellus Guido, vicarius dī castri, præsens sindicatum ad requisitionem prædorum hominum dī sindicis.... usque ad quatuor annos duntaxat concedens auctoritatem suam, sedens pro tribunali, ad maiorem firmitatem habendam et dē curiæ interposuit pariter et decretum. — Acta et recitata fuerunt hæc apud Vallem auream subtus ecclesiam Sī Martini in cœmeterio, in præsentia et testimonio Dñi Guilhermi Charavelli, rectoris dē ecclesiæ, Guilhermi Medini, civis Ucetiae, Mgri Raymundi de Marsana notarii, Bertrandi de Chateras et mei Pontii Lamberti Ucetiae publici notarii dī nobilis Bermundi Ucetiae Dñi et sui castri Vallis-Aureæ, qui prædā omnia et singula scripsi ad requisitionem prædorum hominum et sindicorum et in formam publicam redegi et signo meo consueto signavi.

INTERPRÉTATION DE LA SENTENCE ARBITRALE.

Post præda, anno Dñi millesimo ducentesimo nonagesimo nono, scilicet die ultima mensis junii. Cum super capitulis infrascriptis in sententia et mandamentis prædi contentis jam oriretur dissensio inter partes, et prædi Dñi arbitri arbitratores et amicales compositores in compromisso et mandamentis prædictis potestatem retinuerunt de voluntate partium prædorum omnia dubia et obscura, si quæ essent vel orirentur in sententia seu ex sententia et ex mandamentis prædi, declarandi et interpretandi quandoque et quotiescumque eis expediens videbitur, prædi inquam Dñi Berengarius et Guilhermus arbitri.... declarando et interpretando cognoverunt, voluerunt et mandaverunt et etiam præceperunt in præsentia præfati Dñi Raymundi, Abbatis dī monasterii Aquæ-bellæ, ac Mgri Durandi de Cavallione procuratoris dī Dñi Bermundi Ucetiae et Vallis-aureæ Dñi, ut de ejus procuracione constat per quoddam instrumentum publicum, ut prima facie apparebat, factum ut in eo continetur Joannis Medici notarii Dñi Regis Franciæ, quod incipit in secunda linea : *Et p. die*, et in penultima : *Et ego* ; ac etiam Guilhermi Thaulerii et Joannis de Balma sindicorum Regalis-Villæ, et Guilhelmi Bermundi de Valle-Aurea sindici ejusdem loci, vocatorum per præfatos Dñs arbitros arbitratores ad prædictam declarationem et interpretationem audiendam : Quod si aliquis vel aliqui castri Vallis-aureæ arborem seu arbores habeat seu habeant, nunc et in futurum, infra terras suas cultas seu quæ coluntur infra territorium Regalis-Villæ et dī monasterii Aquæ-bellæ, quod sit et eis licitum ipsas arbores scindere et evelere et secum exportare et alias, si voluerunt, ibi plantare, prout de eorum

processerit voluntate, et broas et boissonos quæ et qui erunt infra terras ipsas cultas rumpere possint et excolere et ipsis terris coadjuvare, non obstantibus mandamentis prædi^a supra in eorum sententia et mandamentis prolatis.

Item declarando et interpretando per eosdem Dñs arbitros, arbitratōres et amiables compositores extitit ordinatum, statutum et præceptum quod tempore quo dñi homines Vallis-aureæ terras suas existentes infra territorium Regalis-Villæ et dñi monasterii Aquæ-bellæ excolunt seu excoli facient, possint ibi immittere bestias aratorias, videlicet quatuor bestias bovinas pro uno quolibet aratro et de aliis animalibus aratoriis duas pro uno aratro, pascendo ibidem de die cum dñs animalibus sine fraude diebus illis quibus laborabunt, videlicet a loco vocato *Serpenterio*, de quo loco facta est supra mentio in sententia, descendendo versus Berram et versus Roanellum usque ad Mourre traversarum sicut aqua dependet versus rivum de Vernulis, exceptis tamen pratis et deffensis; de nocte vero dictas bestias extrahere seu ejicere de dñs territorio teneantur et infra suum territorium vel alibi ubi voluerunt reducere. — Et idem declarando dixerunt, cognoverunt et præceperunt de hominibus Regalis-Villæ possessiones habentibus vel habituris infra territorium Vallis-Aureæ. — Item cum in mandamentis prædis dicatur erratum fuisse in nomine loci vocati cimcterium de Manhanis, quo loco sic vocato positus est unus terminus post terminum positum in Euzariola Rostagni Arcii, ubi est quoddam Clap seu vivarium, cognoverunt et mandaverunt declarando Dñi arbitri arbitratores prædi^a quod terminus qui dicitur positus in dicto loco vocato cimcterium de Magnanis, juxta viam qua itur de Regali-Villa versus planum longum, remaneat et remanere debeat perpetuo ibi ubi positus est et ordinatum poni fuit per eosdem Dñs arbitros arbitratores, nomine tamen appposito dicto loco, scilicet Cimcterio de Magnanis, penitus revocato et etiam annullato, cum revera dñs partes asseruerunt erratum fuisse in loci nomine, cum dictum cimcterium de Magnanis, ut dicebant, sit alibi et non ibi, nec stant, ut dicebant, qualiter dñs locus ubi dñs terminus est positus debeat nuncupari, sed qualitercumque nuncupatur prædi^{us} terminus una cum aliis ibi ubi ordinatum fuit eos poni per dñs Dñs arbitros arbitratores debeant perpetuo remanere.

PROCURATION DE M^e DURAND DE CAVAILLON.

Tenor autem procurationis dⁱ Mag^{ri} Durandi de Cavaillone supradⁱ talis est: In Dei nomine, Amen. Anno ejusdem Incarnationis millesimo ducentesimo nonagesimo octavo et præd. die nona Junii, Illm^o Dn^o Philippo Francorum Rege regnante, nos Bermundus Ucetiae et Armasi Dn^{us} Miles, facimus, constituimus et ordinamus procuratorem nostrum Magistrum Durandum de Cavaillone notarium nostrum præsentem et recipientem, ad agendum et defendendum pro nobis et nomine nostro in quacumque curia et coram quocumque iudice, in omnibus causis et quæstionibus motis et movendis per nos seu contra nos in quocumque iudicio et extra iudicium, et ad negotia nostra ubicumque peragenda, dantes et concedentes eidem procuratori nostro plenam et liberam potestatem agendi, defendendi, componendi, petendi, exigendi, in iudicio existendi, excipiendi, ponendi, protestandi, excipiendi, iudicium venandi, sententias audiendi et ab eis appellandi et appellationem proseguendi; transigendi, paciscendi et conveniendi, et demum omnia alia et singula faciendi et dicendi quæ nos faceremus et diceremus si personaliter præsentem essemus, promittentes nos ratum et firmum perpetuo habituros quidquid per d^{um} procuratorem nostrum in præd^{is} et circa præd^a actum, dictum, gestumve fuerit seu etiam procuratum; et volentes relevare dictum procuratorem nostrum ab omni onere satis dandi, promittimus tibi notario infra-scripto tanquam publicæ personæ stipulanti et recipienti, nomine ac vice illius seu illorum sub cuius seu quorum interest seu poterit interesse, iudicatum solvi cum suis clausulis sub ypoteca et obligatione omnium bonorum nostrorum, tibi d^o notario stipulanti nomine quo supra fide-jussorio nomine obligando sub omni renunciatione juris pariter et cauthelæ.

Acta fuerunt hæc apud sanctum Quintinum; testes adfuerunt Almaricus de Suza, Pontius de Aramo, domicelli; Bertrandus de Curtodone et ego Joannes Medici, publicus Dnⁱ Nri Regis Franciæ notarius, qui in prædicta, mandato Dnⁱ nobilis, scripsi in formam publicam et signavi.

Et post declarationem præd^{am}, et ante, et tempore declarationis ipsius fuit actum et retentum per ipsos Dn^{os} arbitros præd^{os} et de voluntate partium præd^{um} quod omnia et singula suprad^a dictari et ordinari debeant et deberent ad dictamen et cognitionem nobilium et discretorum virorum Dnⁱ Rostagni Boci et Dnⁱ Berengarii Gaucelin jurisperitorum quos

elegerunt concorditer ad præd^a. Facta fuit prædicta declaratio et ordinatio Avenione in ecclesia S^{ti} Petri. Testes interfuerunt Dn^{us} Joannes Testaveteris jurisperitus, Dnus Raymundus Lageti, miles ; Petrus Augerii, notarius de Auraica ; Bartholomæus Laurentii ; Joannes Vittarrite, corrigius ; Raymundus Gaucelin, domicellus ; Guilhermus Amelin, notarius Avenionis ; et me Raymundus Sabbaterii, notarius publicus ubique in comitatibus Provinciæ et Forcalquerii et civitatis Avenionis, ac auctoritate imperiali ubicumque Imperii notarius valla..., prædictis omnibus interfui, qui de voluntate et mandato dictorum Dnorum arbitrorum arbitratorum et ad requisitionem partium præd^{rum}, de prædi^{is} omnibus, una cum præd^o Mg^{ro} Guilhermo Amelin notario Avenionis, debui facere publicum et publica instrumenta, hoc præsens instrumentum ad requisitionem dⁱ Dⁿⁱ Abbatis et dⁱ sindici et procuratoris monasterii prædiⁱ scripsi bullam et signo meo signavi.

Et ego Guilhermus Amelin, publicus Avenionis notarius, qui de præsentis compromisso, mandamentis et aliis supra contentis, una cum præd^o Raymundo Sabbaterii notario, instrumentum seu instrumenta facere debui, collatione facta sigillatum et expresse de instrumento quod inde feci cum præsentis instrumento facto per mandatum dⁱ Reymundi Sabbaterii, ad requisitionem dⁱ Dⁿⁱ Abbatis et sindici ac procuratoris monasterii supradⁱ, huic præsentis instrumento subscripsi et signum meum apposui.

SENTENCE ARBITRALE DU 16 NOVEMBRE 1658, SUR LE MÊME OBJET.

Nous Esprit Sage, chanoine ez l'Eglise cathédrale de la Cité de Saint-Paul-Trois-Châteaux, en qualité de tiers et sur arbitre respectivement nommés par les Consuls, habitants et communautés des lieux de Vallaurie et Réalville ; Jean Aymard du lieu de Pierrelatte, arbitre et expert nommé à la part desd. consuls et comm^{te} dud. lieu de Vallaurie ; Esprit Chavet, arbitre et expert nommé à la part desd. consuls et comm^{te} dud. lieu de Réalville pour procéder à la vérification et plantation des limites des terroirs desd. lieux, ainsi qu'appert par acte et compromis sur ce fait et passé entre lesd. consuls et comm^{te} du vingt-sept octobre dernier, reçu par M^e Jean Lombard no^{re} de Grignan, après avoir fait accez sur les lieux contentieux avec les plus notables des habitants desd. lieux à ce députés, et iceux ouïs et examinez sur les faicts de la limitation des terroirs et veu les actes qui nous ont esté respectivement remis par lesd. parties, scavoir

à la part des consuls de Vallaurie, un acte en parchemin de cinq peaux contenant sentence arbitrale rendue sur le fait de la limitation des d. terroirs, receu par feu M^{re} Reymond Sabbatier No^{re} de Provence, Forcalquier et Avignon et datté du dernier octobre mil deux cent nonante huit. Acte de recognoissances feudales passées au seigneur dud. Vallaurie par les propriétaires des fonds aboutissants les limitrophes desd. terroirs ; l'une par feu Pierre Palmier dict Matrouas, d'une terre située au terroir de Vallaurie, lieu dict à *la Gardette*, de la contenance de cinq salmées, acte receu par feu Gaspard Fabri no^{re} de Donzaire, en datte du quinziésme octobre mil cinq cent vingt-six, reconnue lad. terre au seigneur moderne dud. Vallaurie, partie par Guilhaume Mavinhane et partie par les hoirs de Pierre Palmier, acte receu par M^{re} Jean Jardin No^{re}, en datte du treiziésme janvier et quatriésme mars mil six cent trente neuf ; — Autres recognoissances feudales passées aud. seigneur de Vallaurie par Mathieu Blache et hoirs de Jean Blache, d'une terre située au terroir de Vallaurie au lieu dict à *la Gardette*, de la contenance de vingt sextiers, actes receus par led. Fabri en date du vingt-deuxiésme décembre, année susd. mil cinq cent vingt-six ; reconnue lad. terre aud. seigneur moderne par les consuls dud. Vallaurie en l'année mil six cent trente neuf et quinziésme janvier, acte receu par led. Jardin no^{re}. — Autre recognoissance feudale passée aud. seigneur de Vallaurie par Pierre Arnaud, d'une herme située aud. terroir de Vallaurie, lieu dit à *la Font-du-Tar*, contenant environ deux saulmées en semence, reçue par led. Fabri no^{re}, en la susd. année mil six cent vingt-six, reconnue lad. herme par Jean Boutin aud. seigneur, en datte du quatorze mars, année susd. mil six cent trente-neuf, acte receu par led. Jardin. — Autre recognoissance feudale passée aud. seigneur de Vallaurie, lieu dict *aux Brugiers* sive *Panassac*, de la contenance de dix salmées en semence, acte receu par led. Fabri no^{re}, en datte du vingtquatriésme décembre, année susd. mil cinq cent ving six, reconnue lad. terre aud. seigneur moderne par led. Boutin, acte receu par led. Jean Jardin no^{re}, led. jour quatriésme mars, dicte année mil six cent trente-neuf, ratification faicte dans le cadastre ou parcellaire dud. lieu de Vallaurie de l'année mil cinq cent cinquante, sur le tenet de Mathieu et Louis Gilli d'une terre située aux Costes, terroir de Vallaurie, contenant douze sextérées. — Extrait de sentence d'interposition du decret rendu par le s^r vice-sénéchal de Montélimar, d'une terre située aud. terroir de Vallaurie, lieu dit à Panassac, aboutissant led. font-du-Tar au profit de Jean

de Conches qui l'avait fait saisir à Anthoine Biscarrat pour les causes contenues en icelle, en datte du quatorzième décembre mil cinq cent quarante et ung.

Et à la part dud. consul et comm^{te} de Réalville nous ayant esté remis, scavoir un acte de bail ou transport fait par feu noble Jean d'Uzez, seigneur dud. Vallaurie, au profit de feu noble Pons de Raymond de Chantemerle, d'une terre sitnée aud. terroir de Vallaurie, lieu dict. au Mal-pas, receu par Pierre Fabri not^e dud. Donzère, en datte du vingt septiesme aoust mil quatre cent soixante ung. — Reconnaissance feudale passée au seigneur Abbé de l'Abbaye d'Ayguebelle par feu Jaume Barbanson, d'une terre à Panassac, sise aux Arbres morts ou aux Extroits, de la contenance d'une saumée, acte receu par M^{re} Jean Marquis not^e, en datte du vingt-septiesme janvier mil cinq cent cinquante trois. — Autre reconnaissance feudale passée aud. seigneur Abbé, d'une terre aux Arbres morts, terroir et mandement d'Ayguebelle, de la contenance de trois sextérées, acte receu par led. Marquis en datte du second janvier année susd. mil cinq cent cinquante trois. — Autre reconnaissance feudale passée aud. seigneur Abbé par Louis Donoz du Frayce, d'une terre à Panassac sise aux Extroits, dans le terroir de *Barret* et juridiction de Vallaurie, de la contenance de cinq saulmées, acte receu par led. Marquis en datte du septiesme décembre, dicte année mil cinq cent cinquante trois. — Vérification faite dans le cadastre ou parcellaire dud. lieu de Réalville de la mesme année mil cinq cent cinquante trois, sur le tenet de Mathieu et Alexandre Galii, d'une terre située aud. terroir de Réalville, lieu dict à *les Eaux de la Berre*, de la contenance de douze sextérées ; — au mesme cadastre, sur le tenet de Pierre Zellar, d'une terre à la Gardette contenant une saulmée ; — aud. cadastre ou parcellaire, sur le tenet de Pierre Bret, d'une terre aux Costiasses de la contenance de trois sextérées ; — au mesme cadastre, sur le tenet de Barthelemy Barbanson, d'une terre à Panassac sise aux Arbres-morts, contenant une saulmée.

Si bien que tout ce qu'il faisoit avoir ayant esté par nous veu et considéré, par notre présente sentence avons réglé la susd^{te} limitation en la forme présente.

Premièrement, d'autant que par le moyen de la susd. sentence arbitrale rendue sur les faicts de lad. limitation desd. terroirs, en la susd. année mil deux cent nonante huit, n'avons pu vérifier précisément l'endroit où aurait été posée la première limite marquée par lad. sentence, scavoir contre

l'eau de la Berre où il y avait un certain arbre appelé Fresno au bord de lad. Berre, duquel arbre il ne reste à présent aucune marque, et bien que par led. cadastre ou parcellaire de la susd. année mil cinq cent cinquante, lesd. terres dud. Mathieu et Louis Gili de douze sextérées se trouve confrontée du levant avec les limites de Roanel et Vallaurie, et du couchant, terre de noble Pons de Reymond, toutefois parce que led. acte de bail ou transport de la susd. terre située au *Mal-pas*, terroir dud. Vallaurie, fait par led. seigneur dud. Vallaurie aud. s^r de Reymond (qui baille pour confins du levant les limitrophes desd. terroirs), se trouve antérieur de soixante-dix-neuf années aud. cadastre ou parcellaire dud. Vallaurie, disons que le premier limite avec les gaches de tuile de toict doit être posé le long de la terre d'Anthoine Lauzier, auparavant du s^r Reymond de Chantemerle, du costé du levant distant du bord de lad. Berre d'environ quatre vingt cannes, tirant iceluy limite contre la bise, lad. terre demeurant dans le terroir de Vallaurie du côté du couchant.

En deuxième lieu, le second et troisième limite, ou les lieux d'iceux marqués dans lad. sentence arbitrale n'ayant pas été par nous vérifiés, quoiqu'ils eussent été posés en ligne droite, disons que le second limite de pierre brute doit être posé sur les gasches de tuile de toict de Fray Maunoir dud. Vallaurie, au lieu plus éminent, proche le chaisne du milieu du bois qui y sont contre la bise, distant du précédent de cent quatre-vingt-quatre canes. Or par ce moyen il demeure partie de lad. terre dud. Maunoir du côté du levant dud. terroir de Réalville, et partie du costé du couchant dud. terroir de Vallaurie, visant led. limite contre la bise en montant sur le serre des Costes.

En troisième lieu, l'endroit auquel avait été posé le limite ancien qui faisait le quatriesme marqué dans lad. sentence arbitrale par le mot *Serpentier*, au dessus dud. serre des Costes, n'ayant pas été par nous vérifié, ni les parties n'en ayant pas convenu, néanmoins par les instructions que nous avons pu prendre des anciens actes ci-dessus énoncez, quoique postérieurs à lad. sentence arbitrale, avons jugé à propos que, au dessus dud. serre des Costes, aux coins des terres de Fray Barbanson dud. Réalville des costés du levant et bise, et la terre de Guillaume Mavinhanne dud. Vallaurie du costé du couchant, sera posé un troixiesme limite avec ses gasches de tuiles de toict, distant du précédent de cent quatre-vingt-quatre canes, qui respondra directement contre le limite ancien posé sur le sommet de la montagne de la Gardette, y ayant toutefois un coin dud.

prés, herme et de la vigne dud. Mavinhanne, des costés du levant et bise, qui se trouvera comprise dans led. terroir de Réalville, et le reste du pré et vigne du couchant sera dud. terroir de Vallaurie. — Et de lad. terre dud. Barbanson il y en aura partie des costés du couchant et vent qui sera dud. terroir de Vallaurie, et le reste de lad. terre, dud. terroir de Réalville, du levant et bise.

En quatrième lieu, depuis led. limite de la Gardette, tirant en droite ligne contre la bise le long de la terre d'Anthoine Trablin et au bord d'icelle du costé du levant, lad. terre demeurant dud. terroir de Vallaurie du costé du couchant, sommes d'avis qu'il doibt estre posé un limite qui fera le cinquiesme de la présente limitation avec ses gasches de tuile de toict, au dessus d'un viol du costé du levant, vis-à-vis d'un petit mourre ou sommet qui va au dessus dud. viol aussi du costé du levant, y ayant depuis led. viol jusques au sommet environ huict canes, lequel limite sera posé vis-à-vis de la métairie dud. Tremblin, située dans led. terroir de Vallaurie du costé du couchant, estant led. limite distant du précédent de la Gardette de cent quarante-deux canes.

En cinquiesme lieu, depuis led. limite posé tirant en droicte ligne contre la bise, suivant le chemin qui va entre la terre dud. Trablin du costé du couchant, dud. terroir de Vallaurie, et la terre de Mre Louys Cathalan du costé du levant, dud. terroir de Réalville, jusques au chemin traversier tirant dud. Réalville aud. Vallaurie, au milieu duquel chemin disons qui doibt estre posé un limite avec les gasches de tuile de toict qui fera le sixiesme de la presante limitation, estant iceluy distant du précédent de de cent vingt-quatre canes.

En sixiesme lieu, au delà dud. chemin traversier où commence la garrigue de Plan-long qui va du costé du couchant, terroir dud. Vallaurie, se trouve la terre de Claude Brunol dud. Réalville, auparavant des boirs de Pierre Bref du costé du levant, dud. terroir de Réalville ; ayant esté par nous vérifié que led. chemin ou viol qui venoit de la Gardette et suivoit jadis contre la bise a esté rompu et usurpé par led. Brunol et Jean Rabillon dud. Réalville, la terre duquel se trouve immédiatement posée au dessus de celle dud. Brunol dans led. terroir de Réalville, tirant toujours contre la bise, et qu'ils ont aussi usurpé de lad. garrigue de Plan-long tout ce qui se trouve au dessous dud. chemin ou viol rompu du costé du couchant, tout le long desd. terres ; et partant, sommes d'avis que led. chemin ou viol rompu et usurpé doibt être remis en son premier estat par led. Brunol et Rabillon, chacun à l'endroit de ses fonds.

En septiesme lieu, tirant toujours en droicte ligne contre la bise, au-dessus de lad. terre dud. Rabillon est la terre de Louys Allemand dud. Réalville et dans le terroir dud. lieu, entourée d'une muraille de pierre sèche. Celle qui va du costé du couchant et tout le long d'icelle contre la bise marque la division et séparation desd. terroirs.

En huictiesme lieu, tirant toujours en droicte ligne contre la bise entre lad. garrigue de Plan-long dud. terroir de Vallaurie du couchant et la garrigue du four-la-chaux dud. terroir de Réalville du levant, avons trouvé un limite encien de pierre brute mal formé avec une croix gravée au dessus, y ayant apparence que c'est le mesme limite marqué par lad. sentence arbitrale avec le lieu où il fust posé, sçavoir au sommet du puy de Pierre Payan, et qu'il faisoit le sixiesme limite de lad. limitation encienne, lequel limite qui doibt subsister en l'estat qui se trouve et qui doibt faire le septiesme limite de la presante limitation, estant distant du précédent de trois cent cinquante-six canes.

En neuviemesme lieu, dud. limite encien tirant toujours en droite ligne contre la bise dans lad. garrigue de Plan-long et joignant le chemin tirant dud. Réalville à Plan-long, disons qui doibt estre posé un limite avec ses gaches de tuile de toict, conformément à lad. sentence arbitrale dans laquelle ledit chemin est mentionné et marqué pour y estre posé un limite qui faisoit le septiesme de lad. limitation encienne; led. limite qui doibt y estre posé fera le huictiesme de la présente limitation distant du précédent de trente-quatre canes.

En dixiesme lieu, dud. limite posé et conformément à lad. sentence arbitrale, traversant led. chemin et contournant la montagne ou costes du Vernet comme va l'eau pendant, tirant contre la bise jusques au sommet de lad. coste du Vernet, disons qu'aud. sommet de lad. coste du Vernet doibt estre posé un limite avec les gaches de tuile de toict qui fera le neuviemesme de lad. limitation distant du précédent de huictante-quatre canes.

En onziemesme lieu, dud. limite posé tirant contre la bise et contournant toujours la coste dud. Vernet jusques au mourre des traverses hautes exprimé dans la sentence arbitrale, qui suit immédiatement après lad. coste du Vernet, duquel lesd. parties ont conveneu, disons qu'aux extrémités dud. mourre et toujours comme va l'eau pendant, proche un quatriemesme des chesnes qui va du costé du couchant, doibt estre posé un limite avec ses gaches de tuile de toict qui doibt faire le onziemesme de la présente limitation, estant distant du précédent de cent septante-cinq canes.

En douziesme lieu, d'autant que les lieux ou endroits marqués par lad. sentence arbitralle par le neufiesme et dixiesme limite de lad. limitation encienne n'ont pas peu estre par nous vérifiés, ni lesd. parties n'en ont peu convenir, sçavoir de l'Estancher et traverse, ni de la terre de Reymond Michel..... et que d'ailleurs par le moyen de lad. recognoissance feudale passée aud. seigneur d'Aiguebelle par led. Jaime Barbanson d'une terre située à Panassac ou aux Arbres morts sive aux Estrez, de la susd. année mil cinq cent cinquante-trois, et par led. cadastre ou parcellaire dud. Réalville de la mesme année sur le tenet dud. Barbanson de la susd. terre, elle se trouve confrontée du couchant par les limitrophes desd. lieux, disons que, du limite posé aux extrémités dud. mourre des traverses hautes, en descendant en droicte ligne contre le couchant jusqu'à lad. terre dud. Barbanson à présent possédée par Pierre Chauvet, et au milieu du bord ou extrémité d'icelle du costé du couchant, doibt estre posé un limite avec ses gaches de tuile de toict qui doit faire le douziesme de la présente limitation, estant distant du précédent de deux cent trente canes. Lad. terre dud. Chauvet demeurant aud. terroir de Réalville des costés du levant et bise, et les hermes dud. seigneur de Vallaurie aud. terroir de Vallaurie des costés du couchant et vent.

En dernier lieu, par la descente par nous faicte jusques au ruisseau de la Vense, la roche qui était proche led. ruisseau mentionné dans lad. sentence arbitralle n'a peu estre par nous vérifiée, quoy qu'au dessus de la terre longue du costé du levant et tout le long du chemin vieux il y aye plusieurs roches sans que les parties ayent peu convenir de celle dont est question, toutefois ayant esté par nous vérifié que le ruisseau de Vernules, l'eau duquel tombe et s'escoule dans le ruisseau de la Vence (ainsi qui est mentionné dans la mesme sentence), n'est pas beaucoup esloigné de lad. terre dud. Barbanson sus alléguée qui faict la limitation et séparation desd. terroirs ; Avons jugé fort à propos que, dud. limite posé proche lad. terre dud. Barbanson, à présent dud. Chauvet, tirant en droite ligne jusqu'au dict ruisseau de la Vence et au bord d'iceluy, proche un gros arbre appelé *Pansier*, doibt estre posé un limite avec ses gaches de tuile de toict estant le dernier de la présente limitation, distant du précédent de nonante-huict canes, etc...

Parce que entre lesd. parties il y a une grande contestation touchant la métairie de *Panassac* et la terre longue qui est du tènement d'iceluy, des costés du levant et vent tout le long dud. ruisseau de la Vence ; cha-

qu'une desd. parties ayant soutenu estre dans ses terroirs, nous ayant appareu par lad. recognoissance feudale de la susd. année mil cinq cent cinquante-trois et septiesme décembre, passée aud. seigneur Abbé par Louys Donoz du Frayce, que lad. métairie ou plassage d'icelle avec lad. terre longue de la contenance de cinq saulmées sont posées ou situées dans la juridiction dud. Vallaurie, Nous déclarons que lad. métairie est terre longue sont conséquemment comprises dans le terroir de Vallaurie. — Fors et excepté ce qui se trouvera de lad. terre longue au dessus du dernier limite posé des costés du levant et vent, qui sera compris dans le terroir de Réalville. — Toutefois la directe seigneuriale desd. métairie et terre longue appartiendra *in solidum* au seigneur Abbé conformément à la susd. recognoissance.

En conséquence de la susd. limitation, Nous déclarons que tous et chacun des fonds et terres et propriétés qui se trouveront situés du costé du levant, immédiatement au dessus desd. limites, appartiendront à l'advenir à perpétuité et seront comprises dans le terroir dud. Réalville et juridiction d'iceluy. — De mesme que tous et chacun des fonds, terres et propriétés qui seront situés du costé du couchant, immédiatement au dessous desd. limites posées, seront à l'advenir à perpétuité comprises dans led. terroir de Vallaurie et juridiction d'iceluy. — Et quant aux fonds qui se trouveront avoir esté usurpez tant par une communauté sur l'autre que par quelques particuliers d'icelle, le seigneur direct qui se sera approprié la directe des fonds usurpez au préjudice de l'autre seigneur sera prié se départir du droit de directe et seigneurial en faveur d'iceluy, dont les redevances pourront estre ensuite réglées, à proportion des contenances desd. fonds occupez, par experts non suspects au seigneur de la directe seigneuriale duquel ils se trouveront mouvoir et aux propriétaires d'iceux.

Oultre quoy lesd. consuls et communautés prendront soin respectivement de décharger de leurs cadastres ou parcellaires nouveaux tous et chacun des propriétaires des fonds desd. terroirs qui se trouveront avoir esté usurpez par les uns au préjudice des autres, pour n'estre désormais cottizez aux tailles que conformément aux contenances de leurs fonds qui se trouveront possédez en leur terroir et non au delà. — Et au surplus, pour le regard des droits de paturage et autres exprimés dans lad. sentence arbitrale de la susd. année mil deux cent nonante-huit, lesd. parties demeureront dans leurs costumes et usages conformément à icelle et, moyennant ce dessus, lesdites parties demeureront réglées à perpétuité en

lad. limitation de leursd. terroirs, en laquelle disons avoir procédé selon Dieu, nos consciences et expérience ; Ayant commis la publication de notre présente sentence au premier notaire requis non suspect, les dépens demeureront compensés entre lesdites parties, nous étant taxez pour nos vacations pour les chacun de nous quatre livres dix sous par jour. En foy de quoy nous sommes sousignez aux limitrophes desd. terroirs proche led. ruisseau de la Vence, ce jourd'huy, douziesme novembre, mil six cent cinquante-huict. Sage, chanoine sur-arbitre, Aymard, arbitre, Chavein, arbitre.

Du seiziesme du courant, année susd., s^r Jacques Veyrainc notaire royal dalphinal du lieu de Rossas sousigné et en présence des témoins ci-bas nommés, a leu et publié la susd. sentence aux s^{rs} consuls de Vallaurie et s^{rs} consuls de Réalville après la plantation des termes et à la limitrophe de Vallaurie et Réalville ; à laquelle sentence lesd. sieurs consuls de Vallaurie ont acquiescé et les s^{rs} consuls de Réalville ont requis coppie pour la faire voir à Monseigr l'Archevêque d'Arles et à leur conseil, laquelle leur ayant offerte et baillée en présence de Mr^e Louis Collomb, cardeur, et s^r Bertrand Faure, habitants de Rossas, tesmoings requis et signés avec ceux des assistants qui l'ont sceu faire. — Ainsin signez à l'original A. Melquion prêtre ; Durand, châtelain de Vallaurie, Jean Mavignane, consul de Réalville, Mr^s Firmin Chanabas et Ribier Sibour, consuls de Vallaurie, illittérez pour ne savoir de ce enquis, B. Faure, Louis Collomb. Lesd. sieurs arbitres pour des considérations ont réduit leurs vacations à raison de quatre livres dix sous par jour à chacun. Et en foy de ce ils se sont sousignez led. jour, ayant compris auxd. vacations les despens pendant leur séjour pour l'affaire.

Sage, chanoine et sur-arbitre, Aymard, arbitre, Chavin, arbitre, et moi Jacques Veyrenc, notaire royal Dalphinal, tabellion, garde-notte héréditaire établi et habitant au lieu de Rossas requis. Ainsin recevant sousigné Veyrenc notaire. (Extrait collationné au requis de Messire Anthoine Melquion auquel après deuxbe collation faite me suis soussigné Veyrenc).

Extrait *vidimus* sur autre extrait, par Nous notaires royaux héréditaires, l'un de Pierre-latte et l'autre de la Garde Adhemar à Nous exhibé et incontinent retiré par Messire Anthoine Melquion p^{tre} et curé perpétuel du lieu de Vallaurie ; deübe collation faite nous sommes sousignez avec led. s^r Melquion, ce septième septembre mil six cent soixante-six.

A. MELQUION, p^{tre} curé.

FAURE, notaire. — CHEYRON, notaire.

MÉMOIRE POUR M. LE MARQUIS DE LA GARDE CONTRE L'ABBAYE D'AIGUEBELLE. — DRESSÉ LE 4 AVRIL 1712.

Il faut observer que la procédure du plantement des limites d'entre les territoires de Valaurie et de Réauville, par laquelle tout le terrain qui se trouve au delà de la ligne de séparation du côté du levant appartient à celle de Réauville et ce qui est du côté du couchant à celle de Valaurie, faite en l'année 1658, estant sous la clause et réserve à M. l'Abbé d'Ayguebelle les droits de cense et directes et autres sur ce qui peut estre dans la terre de Valaurie au-delà de lad. ligne de séparation, ce qui comprend la grange de Panassas et le cartier de Plan-long, s'il arrive que Mr l'Abbé demande un jour quelque cense directe sur des fonds propres à M. de la Garde ou autres droits seigneuriaux, il faudra lui opposer de prescription s'il n'a point de reconnoissance au dessous de cent ans, détraction faite de dix neuf années qu'on appelle calamiteuses, coureues depuis l'année 1581 jusques à l'édit de Melun, suivant l'expresse disposition de cet édit.

Et au cas que cette prescription fut disputée en y employant la réservation des droits de Mr l'Abbé faite dans la procédure de limitation de lad. année 1658, *Quia protestatio conservat jus, sed non acquirit protestanti*, il faudra répliquer que cette protestation est inutile et mesme impuissante, soit parce qu'aux termes de cette maxime, il faudrait qu'elle eut esté faite par l'Abbé lui-même ou quelqu'un de sa part, soit aussi parce que n'ayant point été partie dans cet acte de 1658, il est proprement et véritablement *res inter alios acta quæ tertio non stipulanti nec præjudicium nec emolumentum adferre potest L. Ri C. quibus res judicata non nocet*.

Mais quoy qu'il arrive, il est de l'intérêt de Mr de la Garde d'examiner et vérifier si les fonds qui sont en deça de lad. séparation du côté du couchant ont été mis à la taille à Valaurie et cotizés comme faisant partie depuis ce temps-là de son territoire, et s'ils ont été reconnus sous quelque cense et redevance en faveur du seigneur de Valaurie, comme aussi si ceux qui sont au delà de la ligne du côté du levant ont été mis à la taille et cotizés à Réauville, et si l'Abbaye d'Ayguebelle se les est fait reconnoître ainsi que le reste des fonds de Réauville, parce que cette séparation n'ayant rien peu changer par rapport aux seigneurs de Réauville et de Valaurie pour les droits et redevances qu'ils avaient à prendre en deça ou en delà de lad. ligne de séparation, chacun doit jouir des siens.

Sur quoy il est encore important d'observer qu'un seigneur direct pouvant emparer sur l'autre, c'est-à-dire acquérir et s'approprier la directe sur un fonds de la directe de l'autre par une possession paisible de quarante ans, si l'Abbaye a jouy de quelque directe appartenant à M. de la Garde pendant 40 ans sur et ensuite de la reconnoissance qui luy en aurait esté passée par quelque emphytéote de M. de la Garde, elle lui demeurera irrévocablement acquise, et si par contre M. de la Garde en a acquis de la même sorte sur quelques emphytéotes de l'Abbaye, elle luy demeurera irrévocablement acquise : voilà les règles et les maximes sur lesquelles il faut tabler. Et puisque Mr le Prieur d'Ayguebelle ne demande rien aux directes prescrites et qu'il n'en parle pas mesme, il faudra s'en tenir là pour ces sortes de directes.

Enfin Mr le Prieur d'Ayguebelle protestant fort honnêtement qu'il ne veut pas inquiéter M. de la Garde pendant sa vie, il doit profiter tranquillement aussy de ces bonnes dispositions, et laisser le soin à ses héritiers de se deffendre sur le présent mémoire et sur d'autres raisons que l'on pourra tirer au besoing tant des propres actes de l'Abbaye que de ceux de la Garde ; car c'est un grand avantage de n'avoir rien acquis de l'Abbaye au moyen des aliénations qu'elle a faites et aurait pu faire de son temporel, et surtout par celles de la prescription par l'emparement des fiefs et directes de l'Abbaye, s'il y en a. Car il faut toujours en revenir là que le plantement des limites fait par lesd. communautés est indifférent aux seigneurs et qu'à leur égard il doit estre regardé comme non fait et comme non advenu, et la procédure de 1658 n'étant rien aussi à leur égard, elle est incapable d'interrompre la prescription que Mr de la Garde pourra opposer, s'il y a moins de cent ans ou de 119 années que ses auteurs n'ont rien reconnu à l'Abbaye. On adjoutera aussi qu'à moins que le droit d'agir contre M. de la Garde et ses successeurs fût tombé au lot des religieux, il n'y a que Mr l'Abbé qui le puisse exercer valablement. -- *Jus enim non competit* au Prieur ni aux religieux.

A MONTÉLIMAR. — LE 14 JUILLET 1712.

J'ay fait voir Monsieur votre lettre à Mr le marquis et à Madame la marquise de Simiane qui ont appris avec bien du chagrin les indispositions de Mr le marquis de la Garde. Ils vous prient de l'en assurer et de le prier de leur part de leur envoyer son carosse samedi matin, pour qu'ils

aillent coucher le même jour à la Garde, pour suivre le projet qu'ils avaient fait de l'aller voir. Cependant si son mal était dans un état à devoir presser leur départ vous prendrez la peine de leur l'envoyer plutôt, parce qu'ils partiront sur le premier avis. Agissez donc là dessus suivant votre prudence. Vous rassurerez aussi s'il vous plaist de l'inquiétude que son mal donne à mon père et à moy, et du désir que nous avons d'apprendre qu'il soit en meilleur état. La fréquence de ces accidents soulage la crainte que donne le grand âge.

Je ne suis pas surpris de voir dans la lettre de M^r l'abbé de Conflans qu'il rejette sur moi le mauvais procédé du prieur d'Ayguebelle. Ils étaient hier en cette ville l'un et l'autre ; ils virent M^r le Marquis et M^{me} la Marquise de Simiane sur le dessein qu'ils ont de faire un procès à M^r de la Garde et leur en firent leur compliment. Ayant sceu sur le tard leur arrivée, je fus pour voir M^r l'abbé que je ne trouvai pas en son logis, mais bien le Prieur à qui je fis des reproches de ce qu'au préjudice de ce que nous avions convenu à l'abbaye, il m'avait quitté au lieu d'examiner les endroits où doivent estre les limites et celui où les nouvelles ont esté posées. Je fis le détail de tout ce qui s'estait passé à M^r le Marquis de la Garde qui fit le jugement qu'il devait de la conduite du Prieur. Mais comme il n'est pas en état de vous dire ce que je lui appris, je veux bien vous en faire le récit afin qu'il serve à faire réponse à M^r l'abbé, si M. de la Garde le juge à propos, ce que je crois qu'il ne peut éviter pour répondre à son honnêteté.

Voicy donc monsieur ce qui se passa. M^r de la Garde ayant informé M^r l'Abbé de mon arrivée à la Garde et luy ayant demandé un rendez-vous, il me le donna à la grange de Panassas. Je fis comprendre à M^r de la Garde que commencer la visite par cet endroit, cestait prendre à rebours ce qui s'estait fait pour le plantement des limites des territoires de Valaurie et de Réauville, puisqu'en 1298 et 1658 on avait commencé du costé de la Berre. Il aprouva ma réflexion et le dessein que j'avais formé de la faire faire à M^r l'Abbé et à M^r le Prieur avant que de commencer, et pour cela je me rendis à l'abbaye d'Ayguebelle avant le soleil levé, et après avoir assuré l'un et l'autre que je n'aportais que des yeux pour examiner, sans avoir le pouvoir de rien régler mais seulement de rapporter ce que j'aurais vu et remarqué. Ils n'en demandèrent pas davantage et convinrent que M^r le Prieur et moi irions faire cette visite à commencer du costé de la Berre, parce que M^r l'Abbé allait ce jour-là à Roussas pour l'intérêt de son abbaye. Et comme M^r le Prieur voulut mener avec lui des gens de Réauville, il y

fut dire la messe, et moy de mon costé, je renvoyai l'homme qui m'avoit guidé à Valaurie pour avertir les indicateurs qu'on me devoit donner de se trouver du costé de la Berre ; et après avoir ouy la messe à l'abbaye je fus joindre Mr le Prieur à Réauville d'où nous allâmes ensemble à l'endroit où nous avions convenu. Quand nous y fumes arrivés et que les gens des deux villages y furent assemblés, Mr le Prieur et les gens de Réauville voulurent me persuader que les anciennes limites estoient posées et commençoient au Serre rouge. Je répondis qu'aucun acte ne le disait et que comme les experts de 1658 avoient prétendu de rétablir les limites plantées en 1298 à peu près dans le mesme endroit où elles avaient esté mises, il fallait examiner s'ils avaient bien fait. A quoy Mr le Prieur me répartit quil ne vouloit pas se tenir à ce qui avoit esté fait en 1658. Ce qui me donna lieu de luy dire quil ne sagissoit pas de sçavoir sil vouloit se soumettre à ce règlement, mais de voir seulement les lieux et ce qui avoit esté fait, et que je ne satisfaisois pas à la charge qui m'avoit esté donnée d'examiner tout ce qui pourroit éclairer l'affaire, si je négligeois de voir les limites plantées en conséquence d'une sentence arbitrale rendue sur un compromis ; et dans l'intention de tout examiner je redis encore à Mr le Prieur : Allons voir ces limites. Et croyant qu'il me suivoit, je piquay mon cheval à l'endroit où on les avoit mises ; mais je m'aperceus de loin qu'un lieu de me suivre, il montoit le Serre rouge, et jugeant que nous nous joindrions sur le haut de la Gardette, je continuay l'examen que j'avois commencé ayant à la main les deux sentences arbitrales que j'apliquois aux lieux où je passois, et y estant arrivé je marretay pour l'attendre. Mais des paysans de Réauville estant venus à l'endroit où j'étois, je leur demandois si Mr le Prieur revenoit pas ; ils me répondirent quil sen estoit allé à Roussas joindre Mr l'Abbé, mais qu'il ferait venir, me dirent-ils, un commissaire du grand Parlement. Je repartis que puisqu'il sen estoit allé, je ne laisserois pas de voir exactement les lieux que je crus devoir examiner, et je tachay mesme de leur faire comprendre par les termes et les..... de la sentence arbitrale de 1298, qu'on les abusoit et que les choses ne pouvoient pas mieux estre rétablies quelles le furent en 1658 : ce qu'ils ne voulurent pas entendre, si fort ils sont prévenus. Et après avoir achevé ma visite, je me retiray prevenu que ce dernier acte doit estre entretenu et pour que Mr de la Garde sceu ce quil aviseroit sur le seul différent, soit sur le proces si on l'attaque, comme il en est menacé, je lui laissay un mémoire que Mr Benoit joignit aux actes pour servir en temps et

lieu. Vous jugerez de ce récit qu'il n'a pas tenu à moi qu'il ne se fit un examen de tous les endroits, et que M^r le Prieur me vouloit fixer à un seul endroit, ce que je ne crus pas juste. Ainsi si M^r de la Garde fait réponse à M^r l'Abbé, comme je le lui conseille, il doit lui faire savoir ce que je fis et ce que fit M^r le Prieur, pour qu'il juge qui a tort dans la conduite, et lui insinuer qu'il a toujours désiré un éclaircissement de bonne foy et que, s'il veut, sans que cela soit tiré à conséquence, que les lieux soient vus et examinés de nouveau par des personnes désintéressées, il y donnera les mains afin de désabuser celui qui aura tort. S'il refuse ce party, il n'y a qu'à le voir venir, car il ne faut pas que M^r de la Garde aye un procès, si on le peut prévenir.

Il faut attendre la réponse de M^r de Baille avant que de prendre autre résolution que celle que l'on nous a marquée à Montpellier. Madame la marquise de Simiane m'a dit de vous faire savoir qu'il ne faut pas dire à M^r de la Garde quelle seache son estat, puisque ce n'est pas de son ordre que vous l'avez écrit, mais que, si vous jugez quelle doit prévenir le temps quelle a projeté d'aller à la Garde, vous lui envoyez incessamment le carrosse et de le faire partir soit de nuit que de jour. Que si rien ne presse, d'attendre à samedi, mais cependant de lui envoyer demain matin un message pour lui apprendre ce qui s'est passé depuis votre lettre et son estat au départ du message. Je suis très parfaitement Monsieur votre très humble et très obéissant serviteur.

BEAUTHÉAC.

N° 12.

INSTRUMENTUM VISITATIONIS POPLETI MONASTERII ORDINIS CISTERCIENSIS IN DIOCESI BARCHINONENSI, SIMUL ET CONFIRMATIONIS PONTII ELECTI ABBATIS EJUSDEM MONASTERII, QUOD REGUM ARAGONUM EST CONDITORIUM.

Anno Domini millesimo trecentesimo-sexto-decimo, die Jovis post festum Pentecostes, nos frater G. dictus Abbas Aquæ bellæ, una cum religioso fratre Raymundo de Ecclesia monacho Fontis-Frigidi, ex commissione reverendi in Christo patris domini Jacobi abbatis Fontis-Frigidi abbatiam Popleti filiam suam personaliter visitantes, atque electionem de venerabili viro domino Pontio de Copons abbate, tunc abbatie de Benefa-

cacio filiae ipsius monasterii Popleti canonice et concorditer per conventum ipsius monasterii Popleti celebratam approbantes, et auctoritate domini abbatis Fontis-Frigidi confirmantes, recognoscentesque cum diligentia et sollicitudine quanta potuimus statum ipsius monasterii Popleti, tam in temporalibus quam in spiritualibus, in praesentia ipsius domini Pontii antedicti, post decessum domini Andreae quondam abbatis Popleti immediate in abbatem ipsius monasterii Popleti noviter creati, et per nos, ut praemittitur, confirmati, nec non et in praesentia fratrum G. de Viu proris, Francisci Carbonis bursarii, G. de Oriola infirmarii pauperum, et multorum aliorum seniorum ipsius monasterii Popleti, invenimus quod erant in ipso monasterio nonaginta duo monachi, et quinquaginta quinque conversi, captivi vero in universo tam in monasterio quam in membris sexaginta tres: in bursaria vero erant octoginta septem mille sexcenti sexaginta septem solidi et novem denarii Barchinonenses, reductis Jacchensibus Turonensibus grossis florenis in Barchinonenses computando duodecim Jacchenses pro quatuordecim Barchinonensibus, et Turonenses grossosque quindecim denariis Barchinonae et florenos auri de Florentia pro sexdecim solidis Barchinonensibus. Jacchenses vero sunt in universo quadraginta duo millia quingenti septuaginta quatuor solidi novem denarii Jacchenses floreni centum. Turonenses vero grossi sunt circa duo millia sexcenti.

Item, erant tam in monasterio quam in membris quingentae migeriae frumenti, et de alio blado quadragintae migeriae.

Item, vinum et oleum ad magnam sufficientiam usque ad novum.

Item, animalia tam mulina, quam asinina in universo quinquaginta tria.

Item, equae quadraginta.

Item, animalia bovina centum undecim.

Item, animalia ovina duo millia ducenta quindecim.

Item, animalia caprina mille quingenta.

Item, porcina centum septuaginta duo. Debat autem ipsum monasterium diversis creditoribus in universo triginta sex millia quadringentos quatuordecim solidos. Debeatur ipsi monasterio centum viginti mille octingenti viginti sex solidi et octo denarii tam de debito veteri, quam de novo, de quibus sunt octo mille octingenti sex solidi et octo denarii qui debentur ipsi monasterio a diversis pro redditibus anni proxime praeteriti.

Item, duodecim mille sestaria bladi et in tali statu dominus Pontius

prædictus regimen abbatiæ Popleti recepit. In quorum omnium testimonium et ad majorem roboris firmitatem nos fratres G. abbas Aquæ-bellæ et Pontius abbas Popleti præfati, sigilla nostra præsentibus duximus apponenda.

Datum et actum in ipso monasterio Popleti anno et die quibus supra.

N° 13.

DÉCRET DU CHAPITRE GÉNÉRAL DE 1215.

Abbas de Mansiade qui inobediens fuit mandato domini Cistercii, et sine aliquibus Abbatibus contra *Chartam Caritatis* recepit cessionem abbatibus de Sinanqua, sex diebus sit in levi culpa, duobus eorum in pane et aqua; conversos et monachos vero illos qui ausu temerario oves Aquæ-bellæ peremerunt, ad domos remotissimas extra regnum ejiciat, et omni sexta feria sint in pane et aqua, et quoties in capitulo præsentés fuerint, accipiant disciplinam, ultimi in ordine permansuri usque ad nutum capituli generalis: liceat tamen Abbati conversos in domo propria retinere, si voluerit damna ab eis illata moderate resarcire, ubi prædictam poenitentiam non omittant explere.

N° 14.

COMPOSITIO INTER D^{nos} ABBATES MANSIADE ET AQUEBELLE SUPER
TERRITORIO DE MAYALENA.

In Dei nomine, Amen. Anno Nativitatis ejusdem MCCCXLIV, indictione XII, die secunda mensis Junii, Pontificatus sanctissimi Patris et Dⁿⁱ D. Clementis divina Providentia Papæ VI anno tertio, noverint universi quod dudum exorta questionis materia discordiæ, jurgii et rancoris inter venerabilem in X^{to} Patrem D. Stephanum Abbatem et conventum monasterii Aquebelle Ordinis Cisterciensis, Tricastinensis diocesis ex una parte, et venerabilem in X^{to} Patrem D^{num} Stephanum Abbatem et conventum monasterii Mansiadæ dicti Cisterciensis Ordinis, Vivariensis diocesis, ex altera parte et longissimis temporibus inter prædecessores dictorum DD. Abbatum et eorum dicta monasteria et conventus prædictos ac gentes

eorundem perdurasset et adhuc continuo perduraret, ratione et occasione cujusdam Calme vocate de *Maelena* parochie sancte Eulalie, dicte Vivariensis diœcesis, super eo videlicet quod religiosus vir frater Guillelmus Raynaudi monachus et prior dicti monasterii Aquebelle ut procurator et syndicus et procuratorio nomine prædicti Dⁿⁱ Abbatis monasterii Aquebelle et conventus ejusdem nominibus quibus supra dicebat et asserebat prædictum D^{nm} Abbatem, monasterium et conventum prædictos Aquebelle in predicta Calma de Maelena jus habere et habere debere et ipsam Calmam ad ipsos D. Abbatem et conventum et eorundem monasterium tam in proprietate quam possessione ac usu et esplecha ejusdem in solidum pertinere et pertinere debere pleno jure pro eo quod est, ut asserebat, intus et juxta limites et terminos et confrontationes territorii Grangiae *Gaudoleti* prædicti Dⁿⁱ Abbatis Aquebelle et ejus monasterii prout olim per DD. Abbates quondam monasteriorum Montispetrosi et Cassanie ejusdem Ordinis Cisterciensis judices seu commissarios per Cisterciense capitulum in questione olim vertente inter prædecessores DD. Abbatum super Calma prædicta specialiter deputatos, ordinatum extitit et etiam judicatum. Ex adverso vero religiosus vir Frater Petrus Thome monachus et cellerarius dicti Monasterii Mansiade ut procurator et syndicus et procuratorio nomine prædicti Dⁿⁱ Abbatis et conventus monasterii Mansiade antedicti prædicta omnia per dictum fratrem Guillelmum Raynaudi procuratorem dicta, proposita et asserta negans dicebat et asserebat nominibus quibus supra dictam Calma de Maelena in proprietate et possessione et usu et splecha ad DD. Abbatem et conventum prædictos et eorum prædictum monasterium Mansiade pertinere et pertinere debere pleno jure tam ratione permutationis olim facte per ipsum monasterium Mansiade cum hospitali B. Mariæ Aniciensis cum grangia de *Ligereto* quam ratione cujusdam transactionis olim factæ per ipsum monasterium cum prioratu Bonafidei Ordinis Cartusiensis diœcesis Vivariensis et etiam pluribus aliis rationibus; dicebat et asserebat uterque procuratorum et sindicorum prædictorum nominibus quibus supra dictam Calma ad se pertinere et pertinere debere pleno jure ex quibus proveniebant scandala, fiebant expense varie et oriebantur inimicitie et ranquores quotidie hinc et inde. TANDEM prædicti procuratores et syndici nominibus quibus supra eligentes viam amicabilem atque pacis et concordie unitatem ac vitare volentes rancores et dispendia, super predictis questionibus, litibus et controversiis ac discordiis et ranquoribus et omnibus et singulis dependentibus et connexis et

quæ oriri possent inter partes, ratione premissorum et etiam super expensis eorum occasione hinc inde factis, unanimiter et concorditer compromiserunt et largum et plenum et generale compromissum fecerunt præsentem, volente et consentiente predicto D. Abbate monasterii predicti Aquebelle in Reverendissimum in X^{to} Patrem et D^{nm} D. Guillelmum permissione divina titulo sanctorum quatuor Coronatorum Presbyterum Cardinalem presentem, tanquam in arbitrum arbitratorem seu amicabilem compositorem. Dantes et concedentes dicti procuratores et syndici et eorum quilibet in solidum plenam et liberam potestatem et auctoritatem ac mandatum speciale prædictas questiones, lites et controversias et ranquores et quamlibet earumdem et dependentes quomodolibet ex eisdem audiendi, examinandi, diffiniendi, pronunciandi et determinandi simpliciter et de plano juris ordine servato vel non servato, partibus presentibus vel absentibus vel una presente et altera absente, citatis vel non citatis vel una citata et altera non citata, diebus feriatis vel non feriatis et in quocumque loco stando vel sedendo in scriptis vel sine scriptis ita et prout ipsi D^{no} Cardinali arbitratori seu amicabili compositor placuerit et videbitur expedire..... promittentes ad invicem dicti procuratores et syndici nominibus quibus supra venire ad diem et dies, ad locum et loca sibi per dictum D. Cardinalem arbitrum et arbitratorem assignandos et assignanda, et stare et obedire dictæ diffinitioni, pronunciationi, sententiæ et declarationi predicti D. Cardinalis et cuicumque ordinationi per ipsum faciendæ quomodolibet super premissis, quodque quidquid super premissis dixerit, pronunciaverit, sentiaverit et declaraverit quoquomodo ipsi procuratores et syndici nominibus quibus supra et hii quorum nominibus supra promiserunt, tenebunt, servabunt, facient et complebunt inviolabiliter, laudabunt, approbabunt et ratificabunt incontinenti et ratificari, laudari, approbari et homologari facient et procurabunt per eos quorum mandato et nomine hæc egerunt et promiserunt etc..... Dicti procuratores et syndici nominibus quibus supra per solemnem et validam stipulationem et sub obligatione omnium bonorum monasteriorum et illorum quorum procuratores et syndici existunt, promiserunt et super sancta Dei Evangelia ab ipsis corporaliter gratis manu tacta juraverunt tenere, servare, attendere, complere et in nullo per se vel per alium seu alios contra facere vel venire de jure vel de facto sub pena centum marcharum argenti boni et fini ad invicem stipulata sollempniter et promissa, danda, solvenda et applicanda per partem inobedientem, contradicentem vel non obtemperantem medietate

videlicet fabrice Beati Bernardi Parisiis et alia medietate parti obediens et obtemperanti totiens quotiens contra prædicta vel aliquod predictorum facerent seu venirent et quod nichilominus dicta pena semel vel pluries commissa et exacta, dictum, definitio, pronuntiatio et declaratio predicti D. Cardinalis et omnia et singula predicta in sua perpetua remaneant firmitate. Et voluerunt dicti procuratores et syndici quod hoc presens compromissum duret et durare possit et debeat hinc ad proximum festum omnium Sanctorum inclusive et ipsum compromissum laudari, approbari et confirmari facere promiserunt per D^{nos} Abbates et conventus monasteriorum predictorum prout ad ipsorum quemlibet spectat hinc ad festum Beatæ Mariæ Magdalænæ proximum inclusive. Quibus pactis, dictus D. Cardinalis arbiter et arbitrator seu amicus compositor precepit dictis procuratoribus et sindicis nominibus quibus supra coram ipso presentibus, quod hinc ad proximum festum B. Mariæ Magdalænæ per ipsorum Abbates et conventus prædictos, prout ad quemlibet eorum pertinet, ratificari et confirmari fecerint presens compromissum, necnon et produxerint quæcumque instrumenta, litteras et processus et documenta quæ pro jure suo producere voluerunt super predictis coram venerabili viro D. Petro Arnaudi decretorum doctore, auditore suo, cui quantum ad hoc commisit totaliter vices suas, ordinans nichilominus et præcipiens dictis procuratoribus et sindicis sub pena superius expressa et in dicto compromisso contenta, super hiis de quibus in ipsum compromissum extitit et questio vertitur inter partes predictas nichil per aliquam partium predictarum innovetur tam in proprietate quam in possessione, nec presumatur aliququaliter innovari. -- Hæc acta fuerunt Avenioni in camera dicti D. Cardinalis, presentibus Venerabilibus in X^{to} Patribus DD. Petro de Silvacana, Bernardo de Candilio, Bertrando de Daubanca monasteriorum abbatibus Ord. Cisterc., fratre Josepho Arnaudi procuratore generali dicti Ordinis Cisterciensis in Romana curia, et venerabilibus et providis viris Richardo Talhafer Jacobo Englici et Petro Arnaudi decretorum doctoribus et capellanis dicti D. Cardinalis ad præmissa vocatis specialiter et rogatis, et me Guillelmo Barrerie clerico diœcesis Nemausensis apostolica et imperiali auctoritate notario infrascripto.....

Et subsequenter anno, indictione et pontificatu predictis et die vigesima septima mensis Octobris, predicti Dⁿⁱ fratres Guillelmus Raynaudi monachus et Petrus Thome monachus et cellerarius dicti Monasterii Mansiade, procuratores et syndici nominibus quibus supra, in presentia

dicti Dñi Cardinalis arbitri et arbitratoris seu amicabile compositoris existentes, dixerunt quod alique alie questiones vertebantur et erant exorte inter dicta eorum monasteria Aquebelle et Mansiade et ipsorum Abbates et conventus ac gentes eorundem et gentes eorundem super infrascriptis, de quibus tacebatur in dicto compromisso nec expressa mentio facta fuerat in eodem. Primo videlicet super eo quod predictus frater Petrus Thome procurator dicti monasterii Mansiade dicebat et asserebat prædictos Dños Abbatem et conventum et monasterium Mansiade habere et habere debere et aliquando habuisse jus, libertatem, usum et explecham, capiendi, sindendi, extrahendi et secum per se vel suos homines familiares vel alios deportandi, pro maderiis faciendis, ad opus grangiarum de Botergues et de Blayneto pertinentium ad dictum monasterium Mansiade, de nemore vocato *al Puey Alcoyn* situato infra mandamentum et in mandamento castri de Guirando. — Item.... dicebat piscariam et jus piscandi in aqua fluminis Ligeris ad dictos dominos Abbatem et conventum Mansiade et ipsorum Monasterium pertinere et pertinere debere pleno jure, a vado videlicet vocato de Rabayrinas supra usque ad originem dicti fluminis Ligeris successive, et dictum monasterium Aquebelle et gentes et familiares suos nullum jus habere et habere debere piscandi in flumine sive aqua Ligeris. Ex adverso vero dictus frater Guillelmus Raynaudi monachus et procurator dicti monasterii Aquebelle, ut procurator et syndicus dictorum Dominorum Abbatis et conventus, inficiens prædicta et negans ea, salva reverentia prædicti D. Cardinalis et sibi adsistentium, esse vera, dixit et asseruit prædictum nemus *Del Puey Alcoyn* ad prædictos Abbatem et conventum Aquebelle pro eorum grangia de Gaudoleto in plena proprietate, possessione, usu et esplecha in solidum pertinere et dictum monasterium Mansiade nec ejus conventus seu grangiarum ejusdem familiares nullum jus capiendi maderias, sindendi, et apportandi habere seu habere debere in eodem cum sit ipsum nemus situm infra mandamentum castri de Guirando et in territorio prædictæ eorum grangiae de Gaudoleto. Dixit etiam prædictos dominos Abbatem et conventum jus habere et habere debere et longissimis temporibus habuisse piscandi libere per se et homines suos in dicto flumine Ligeris, et faciendi in eodem paxeria et paxerias, restinqua et restinquas pro sua omnimoda voluntate. Super quibus quidem questionibus et etiam supra quibusdam petitionibus et aliis questionibus quas una pars vicissim ac vice mutua faciebat et facere poterat contra aliam, et super usibus esplechis

quas se habere dicebat in territoriis, nemoribus et aliis proprietatibus alterius, ac super divisionibus et limitationibus ipsorum territoriorum, nemorum et aliarum quaruncumque proprietatum dictorum monasteriorum, et super aliis omnibus questionibus dependentibus et emergentibus ex iisdem et connexis vel alterius earundem, promiserunt sollempniter stare, parere et obedire dictæ diffinitioni, pronunciationi sive declarationi sepedicti D. Cardinalis arbitri et arbitratoris, et super sancta Dei evangelia ab ipsis et eorum quolibet corporaliter gratis tacta juraverunt cum omni juris renunciatione ad hæc prout et cautela. De quibus omnibus dicti procuratores nominibus quibus supra petierunt sibi fieri publicum instrumentum. Hæc acta fuerunt in camera predicti D. Cardinalis testibus presentibus, etc.

Postque anno, indictione et pontificatu predictis et die penultima mensis Octobris, venerunt et comparuerunt dicti procuratores et syndici nominibus quibus supra coram predicto D. Cardinali arbitro et arbitratore seu amicali compositore supra ab ipsis partibus communiter et concorditer electo et humiliter dicto D. Cardinali cum instantia supplicantes ut suum dictum, pronunciationem, sententiam, arbitragium et declarationem dicere et proferre placeat super predictis questionibus, petitionibus et demandis inter dicta monasteria vertentibus de quibus compromissum extitit. Et D. Cardinalis arbiter et arbitrator seu amicabilis compositor accedens petitionem et supplicationem predictas fore rationi consonas atque cupiens predictis questionibus finem imponere, damnaque, expensas et pericula quæ uerunt et eveniunt quotidie hinc et inde pro viribus evitare, processit ad suam pronunciationem, diffinitionem, ordinationem et declarationem in hunc modum: Ad hæc, nos Cardinalis prædictus arbiter et arbitrator seu amicabilis compositor, visis et inspectis, auditis et intellectis testium, instrumentorum, litterarum, jurium allegatorum et aliorum documentorum per utramque partium et predictorum attestationibus et tenoribus contentis in diversis processibus hinc et inde factis, et examinatis utriusque partis juribus diligenter sufficientique deliberatione prehabita super eis, ac venerabilis fratris Petri de Salvacana Abbatis cisterciensis ordinis ac Arnaudi decretorum doctoris auditoris nostri quos ad loca predicta litigiosa specialiter transmisimus ut ea oculis subjicerent et sicut in facto consistant ac se informarent in illis partibus de jure partium prædictarum simpliciter et de plano, fideli relatione habita de predictis, pro bono pacis et concordie, et ut major in posterum inter partes hujusmodi concordia

perpetua perseveret. dicimus, pronunciamus, deffinimus, arbitramus et sentenciando declaramus vigore et ex potestate nobis in dicto compromisso attributa et sub pena et juramento contentis precipimusque quod territorium seu affare quod est intra confrontationes, limitationes et terminos infrascriptos a parte grangiæ Gaudoleti, a loco videlicet in quo continguntur aquæ de Pacella et Ligeris a parte fluminis Ligeris ascendendo usque ad rivum de *Las Terrissas*, et ascendendo per rivum usque ad fontem seu originem ipsius rivi de *Las Terrissas* et exinde ascendendo usque ad lapidem vocatum *Peyra Bertier* et deinde etiam ascendendo recte per nemus vocatum *Dels Lecos* usquequo venit ad Calma de Maelena et deinde ab introitu dicte Calme dividendo ipsam Calmam usque prope juxta quamdam arborem vocatam *Blazer* in dicta Calma existentem et ab inde recte, ut melius fieri poterit et limitari, usque ad quemdam lapidem consignatum qui est in itinere publico seu via publica qua itur de Mesilhaco versus stabula, ita et prout in dicta Calma limites et bolæ sufficientes et apparentes per deputandum seu deputandos a nobis ponentur et infigentur in locis supra designatis in plena proprietate, usu et esplecha ac pacifica possessione pertineat et pertinere debeat a nunc et in antea ad dictum monasterium Aquebelle et ejus grangiam de Gaudoleto ac gentes eorundem.

Item..... quod monasterium Mansiade nec aliquam de grangiis ipsius aut familiares et gentes earundem nullam ulterius habeant esplecham seu percipiant in nemore vocato Del Puey Alconh quod est in territorio et infra territorium grangie Gaudoleti, nec servitutem seu usum aliquem pro maderiis scindendis, capiendis et deportandis vel aliter quomodo-cumque habeant seu percipiant in eodem. — Item..... quod dictum monasterium Mansiade ejusque gentes et familiares seu grangiarum ejusdem deinceps non impediant seu perturbent per se vel per alium seu alios homines, gentes seu familiares dicti monasterii Aquebelle et ipsius grangiæ Gaudoleti, quominus libere piscari possint et valeant in dicto flumine seu aqua Ligeris pacifice et quiete, quantum tamen confrontatur et protenditur territorium dicte grangie Gaudoleti cum dicta aqua Ligeris usque ad dictum rivum *Las Terrissas*. — Item.... quod pars superior dicte Calme de Maelena quæ est supra dictos terminos seu loca in ipsa Calma expressos et expressa et alios terminos, ut premissum est, in ipsis locis ponendos, plantandos et infigendos in eadem per deputandum seu deputandos a nobis et territoria, pascua, nemora *Dels Lecos* existentia supra

dictum rivum de Las Terrissas et parti superiori dicte Calme contigua sint et esse debeant dicti monasterii Mansiade et ipsius grangie de Ligereto, absque aliqua servitute, usu et esplecha dicti monasterii Aquebelle et ipsius grangie de Caudoleto ac gentium et familiarium ipsorum, ad dictum monasterium Mansiade et ejus grangiam de Ligereto prædictam pertineant et pertinere debeant pleno jure. — Item quod neutra dictarum partium contra alteram per se vel per gentes suas et familiares monasteriorum seu grangiarum eorundem ab inde in antea in territoriis, nemoribus, pascuis, aquis seu calma predictis seu quibuscumque aliis esplechis seu usibus et proprietatibus supra per nos utrique partium et monasteriorum adjudicatis, pronunciatis, arbitratis et limitatis contra præsentem pronunciationem, definitionem, sententiam et declarationem nostras petitionem aliquam faciat et moveat questionem, nec alteram dictarum partium altera inquietet, impediat seu perturbet in judicio sive extra judicium, per se vel per alium seu alios directe vel indirecte quominus de predictis per nos utrique parti pronunciatis, sentenciatis et adjudicatis libere et pacifice possit uti. — Item si contingerit, quod absit, quod aliqua pars, in dampnum et præjudicium alterius partis, super predictis aliquam moveret seu faceret questionem aut contra predicta per nos pronunciata, sententiata et declarata seu aliquod de eisdem, per se, gentes aut familiares suos monasteriorum seu grangiarum faceret seu veniret, ipsam partem sic contra facientem in dictam pœnam dictarum centum marcharum argenti dandam et applicandam, prout superius in dicto compromisso continetur, ex nunc pronunciamus in hiis scriptis sentencialiter et arbitraliter incidisse, totiens quotiens contra predicta vel aliquod predictorum presumpserit ausu temerario contraire. Preterea super quibusdam petitionibus, actionibus et demandis quas una pars faciebat et facere poterat contra aliam et econtra, et in calma, territoriis, nemoribus, pascuis, aquis, esplechis et aliis omnibus et singulis, ex certa scientia dictis procuratoribus et sindicis presentibus et cuilibet eorum nominibus quibus supra perpetuum silentium duximus imponendum. Et quia utraque partium super predictis jus litigandi habere videbatur, ideo neutram partium alteri parti in expensas premissorum occasione factas volumus condemnari.... Item dicimus et pronunciamus ac sub pena et juramento predictis in dicto compromisso contentis districte precipimus ut predicti procuratores et syndici nominibus quibus supra, definitionem, pronunciationem et sententiam predictas et omnia et singula predicta prout sunt dicta et expressa, incontinenti prout

supra promiserunt et juraverunt, laudent, approbent, omologent, ratificent et confirment et ea laudari, omologari, ratificari et confirmari faciant et procurent per Abbates et conventus monasteriorum eorundem, hinc ad proximum festum Nativitatis Domini inclusive.... Item ut supra precipimus quod cum predictis sit pax et finis perpetuus inter partes ita quod una pars contra alteram, premissorum occasione nec in bonis predictis vicissim ac vice mutua, nichil ulterius petere possit seu valeat ullo modo. — Quibus quidem dicto, pronunciationi, definitioni et sentencie per dictum D. Cardinalem arbitrum, arbitratorem seu amicabilem compositorem prolatis, dictus frater Petrus Thome procurator et procuratorio nomine dicti monasterii Mansiade dixit se non consentire, cum ipsius monasterium sit lesum enormiter in predictis; et incontinenti prædictus frater Guillelmus Arnaudi prior et frater Pontius de Monasterio cellerarius major, monachi dicti monasterii Aquebelle, ut procuratores et syndici dictorum DD. Abbatis et conventus monasterii Aquebelle, nomine procuratorio, dictum, definitionem, sententiam et declarationem prædictas et omnia et singula per dictum D. Cardinalem pronunciata, sententiata et ordinata, laudaverunt, omologaverunt, ratificaverunt et confirmaverunt, et ea omnia servare, attendere, tenere et complere et in nullo per se vel per alium etc., etc..... conveniunt et compromiserunt.... Insuper de pena centum marcharum argenti commissa, ut asseruerunt, per dictum fratrem Thome procuratorem dictorum DD. Abbatis et conventus monasterii sæpedicti Mansiade, eo quod contra dictam pronunciationem et preceptum dicti Dⁿⁱ Cardinalis arbitri et arbitratoris temere veniendo, dicta, pronunciata, sententiata et declarata per D. Cardinalem laudare et probare, omologare et confirmare recusavit, fuerunt contra ipsorum procuratorem et D^{nos} Abbatem et conventum prædictos et ipsorum monasterium Mansiade dicti procuratores nominibus quibus supra solempniter protestati..... Acta fuerunt hæc omnia et singula supradicta ab ultimo paragrapho citra et per me sepepredictum notarium, de mandato D. Cardinalis, dicta, scripta, recitata et publicata Avenione in camera ipsius D. Cardinalis, præsentibus Reverendo in X^{to} Patre Domino Pastore permissione divina Archiepiscopo Ebredunensi, venerabilibus in X^{to} Patribus DD. Petro de Salvacana, Riccardo de Viconia monasteriorum Abbatibus, DD. Petro Arnaudi et Jacobo Englici decretorum doctoribus, auditoribus, sociis et capellanis dicti Dⁿⁱ Cardinalis et pluribus aliis testibus ad premissa specialiter vocatis et rogatis et me supradicto Guillelmo Barerie clerico et notario. — Consequenter anno et pontificatu pre-

dictis et prima die mensis novembris, prædictus frater Petrus Thome monachus et cellerarius dicti monast. Mansiade procurator et nomine procuratorio in præsentia mei notarii et testium infrascriptorum constitutus, dixit bona fide et asseruit quod pridie, cum per dictum D. Cardinalem pronuntiatio et definitio facte fuissent de et super contentis in dictis questionibus inter dicta monasteria Aquebelle et Mansiade vertentibus, de quibus in dictum D. Cardinalem tanquam in arbitrum et arbitratorem seu amicabilem compositorem extitit compromissum, non bene intellexit seu percepit limitationes Calme et aliorum territoriorum de quibus habetur expressa mentio in pronuntiatione et definitione predictis, nec effectum quorundam verborum contentorum in eisdem, potissime cum sit homo simplex et non habeat, ut asseruit, talem scientiam quod intelligat effectualiter latine cum predictæ pronuntiatio et definitio et omnia et singula predicta latinaliter et cursorie legerentur, quare dictus frater Petrus, ut procurator et procuratorio nomine predictorum Dñorum Abbatis et conventus dicti monasterii Mansiade, certificatus ut dixit de limitationibus et terminis et confrontationibus Calme et territoriorum predictorum et aliis omnibus et singulis supradictis et expressatis et aliis juribus et utilitatibus monasterii supradicti, ideo dictum, definitionem, pronuntiationem sententiam et declarationem predictas et omnia et singula per Dñum Cardinalem sepedictum definita, declarata, sententiata et ordinata laudavit, approbavit, omologavit, ratificavit et confirmavit et prædicta omnia et singula ita tenere, servare, attendere et complere et in nullo per se vel alium seu alios contra facere vel venire de jure vel de facto aut modo alio promisit, etc., etc..... Acta fuit dicta ratificatio in hospicio Dicti D. Cardinalis, Avenione, anno, indictione et pontificatu predictis, presentibus venerabilibus viris D. Jacobo Englici, Petro Arnaudi decretorum doctoribus, Petro Meruli canonico Cathalaunensi camerario, et magistro Guillelmo de fonte, magistro in medicina, sociis et cappellanis predicti D. Cardinalis, testibus ad hæc vocatis specialiter et rogatis et me Guillelmo Barrerie, Nemausensis diœcesis clerico, apostolica et imperiali auctoritate publico notario etc., etc.

Extrait du Cartulaire de l'Abbaye de Mazan fol. XCVII —
CVIII : — Archives du département de l'Ardèche.

N° 15.

DÉCRET DU CHAPITRE GÉNÉRAL DE 1245 INSTITUANT UN COLLÈGE
DE THÉOLOGIE PAR PROVINCE.

Ad honorem Dei et ordinis decus et decorem universalis sanctæ Ecclesiæ, et ut corda nostra luce divinæ sapientiæ plenius illustrentur, præsertim cum Domini Papæ mandatum et plurium cardinalium petitionem et admonitionem susceperimus, et præcipue domini J. tituli S^{ti} Laurentii in Lucina presbiteri cardinalis, sic statuit capitulum generale, ut in singulis abbatibus ordinis nostri, in quibus abbates habere potuerint vel voluerint, habeatur studium, ita quod ad minus in singulis provinciis provideatur abbatia una, in qua habeatur studium Theologiæ: ita quod monachi ad studium deputati, a Kalendis Octobris usque ad Pascha, statim postquam missam audierint extra terminos exeant ad studium et studio vacent usque ad collationem; a Pascha autem usque ad dictas Kalendas Octobris, exeant post Laudes, et usque ad prandium studeant, hoc salvo quod missas audiant vel celebrent. Iterum post Nonam usque ad cœnam revertantur in idipsum. Ad dictas abbatias mittere poterunt de monachis suis quos ad hoc magis idoneos viderint: ita tamen quod ad id compellere non poterunt quibus facultas deerit vel voluntas, et abbati loci illius ad quem mittuntur respondere teneantur qui mittant de expensis transmissorum; nec clerici sæculares, nec alterius ordinis, in ipsis scholis admittantur.

N° 16.

PRO MONASTERIO AQUEBELLE ET HEREDIBUS BERTRANDI RAYMBAUDI
DE GRIGNHANO QUONDAM.

In Christi nomine amen. Norunt universi et singuli presentes pariter et futuri hoc presens bonum et publicum instrumentum inspecturi lecturi ac etiam audituri, quod anno Incarnationis ejusdem millesimo trecentesimo quinquagesimo, scilicet die decima octava mensis Marcii, cum in contractu quo nuper nobilis Bertrandus Raymbaudi de Grighano Diensis diocesis,

in suo ultimo testamento seu ultime voluntatis sue, legasset honorabili monasterio Aquebelle Cisterciensis Ordinis, Tricastinensis diocesis, octo saumatas annone annuales in et supra omnibus bonis suis solvendas anno quolibet sive annuatim dicto monasterio in festo sancti Michael, ex eo et pro eo quod duo Domni monachi dicti monasterii Aquebelle tenerentur perpetuo cotidie missas et alia divina officia celebrare in redemptionem anime sue, parentum et benefactorum suorum, inclusum tamen in prædictis octo saumatis annone annualibus solvendis omnia legata dicto monasterio Aquebelle facta per parentes suos quondam; et cum bona dicti nobilis Bertrandi Raymbaudi quondam, mobilia nec immobilia, non sufficiant nec sufficere possent ad solvendum dicto monasterio Aquebelle dictas octo saumatas annone annuales nec alia honera hereditatis sue et Bertrandi Raymbaudi ac Poussone conjugis quondam, parentum suorum. Hinc est quod mediantibus, intervenientibus, tractantibus et concordantibus supra premissa et infrascriptis venerabili et religioso Dño Dño Pontio de Monasterio, monacho dicti monasterii Aquebelle, et nobili Bertrando de Blacazio de Grignhano, Diensis diocesis, amicis communibus partium prædictarum communiter et concorditer electis, qui inquam dicti Domini Arbitri, arbitratores seu amicales compositores unanimiter et vicissim per prædictas partes electi transegerunt, pepigerunt et per modum transactionis et amicales compositionis, attendentes et considerantes quod dicta hereditas dicti Raymbaudi quondam est pluribus et diversis..... Judeis, Italicis et aliis personis, nec non Laurete ejus uxori nunc uxori dicti Raymbaudi et etiam duabus Beatrici et Plestorte monialibus Bosqueti, et Bynde uxori Hugonis Latgerii de stela, sororibus dicti Bertrandi Raymbaudi quondam, in magnis siquidem et diversis summis et quantitibus pecuniarum et florenorum presentes dicti domini arbitri constare asserunt in pluribus et diversis instrumentis et documentis factis et celebratis manibus diversorum notariorum obligata, attentique aliis legatis predictorum Bertrandi et ejus parentum perpetuo factis, et etiam de presenti solvendi quod omnia honera hereditatis jam dicte exsolvi satisfieri et esmendari nequeunt ullo modo, et attenti quod, si fieret, dicte filie Catherina et Alayseta penitus bonis paternis remanerent exspoliata et exheredate, quod esset ultra conscientiam et contra jus et rationem universalem, volentem et cupientem providere in omnibus, juxta et secundum conscientiam et arbitrium, in tantum quod propterea dicte filie bonis prædictis paternis exheredate et spoliata penitus et omnino non remaneant,

necnon voluntas dicti quondam Bertrandi ultima inhanis et adnichilata in dictis legatis in partem obtineat pro salute anime sue et parentum suorum ; voluerunt, ordinaverunt, composuerunt, cognoverunt, determinaverunt, declaraverunt ac pronunciaverunt quod dictus nobilis Raymbaudus de Audefredo, tutor et administrator legitimus Catherine et Alayssete filiarum et heredum universalium dicti nobilis Bertrandi Raymbaudi, nomine dictarum filiarum det et solvat et dare et solvere teneatur, semel tantum, dicto monasterio Aquebelle pro dictis octo saumatis annone quater viginti et decem florenos auri boni et legalis ponderis de pondere et cugno Florentie, solvendos eidem monasterio per hos terminos sive per has solutiones infrascriptos et infrascriptas. Et primo videlicet in festo proxime venturo Assensionis Domini, quadraginta quinque florenos auri boni et regalis ponderis de pondere et cugno Florentie, et a festo Paschæ Dñi proxime veniente in unum annum, alios quadraginta quinque florenos auri boni et legalis ponderis cugni supradicti. Item transigerunt, pepigerunt, cognoverunt, determinaverunt, declaraverunt et pronuntiaverunt dicti Dñi arbitri, arbitratores seu amiables compositores communiter per dictas partes electi quod dicti heredes dicti quondam nobilis Bertrandi Raymbaudi, de dictis octo saumatis annualibus et omnium legatorum eisdem factorum pro dictis Bertrandi Raymbaudi et parentum suorum (animabus) et omnium areyragiorum, sint et esse debeant, et eorum heredes et successores, perpetuo quieti et immunes ab inde in antea, et quod in eorum bonis dictum monasterium nec aliquis pro ipso monasterio et conventu petere seu exigere possit nec debeat pro predictis, aliquo jure, actione, ratione sive causa. — Item transigerunt, pepigerunt, et per modum transactionis seu amicabilis compositionis cognorunt, determinarunt, declararunt et pronuntiarunt dicti Dñi arbitri arbitr. seu amicab. compositores communiter electi per partes predictas, quod predicta omnia universa et singula supradicta et infrascripta Reverendus in X^{to} pater et Dñus Dñus Raynaudi Guitardi, abbas monasterii predicti, et Dñus Guillelmus de Ponte, prior et procurator dicti Monasterii, et Dñus Andreas de Anenaco, cellerarius et etiam procurator dicti monasterii et conventus ejusdem, laudare, approbare, omologare, ratificare et confirmare debeant et teneantur cum juribus et sollempnitatibus quibus decet et debitis renuntiationibus et cancellis, ad dictamen et consilium cujuslibet sapientis, donec omnia in hoc presenti instrumento contenta plenam obtineant perpetuo robore firmitatem. — Item transigerunt etc.... quod Conventus predictus et Dñi Monachi dicti monasterii Aquebelle

debeant et teneantur divinum officium celebrare pro predictis juxta eorum conscientiam, et etiam debeant et teneantur ordinare duo anniversaria, anno quolibet, in dicto monasterio facienda pro redemptione anime nobilis Bertrandi Raymbaudi et parentum et benefactorum suorum. Deinde existentes in dicto monasterio Aquebelle, videlicet in parlamento ejusdem monasterii in magistrorum notariorum infrascriptorum et testium subscriptorum presentia, ad infrascripta specialiter convocati more solito dicti monasterii Dñs Abbas et Conventus monasterii predicti Aquebelle infrascripti, Et primo, videlicet Reverendus in X^{to} pater et Dñs Dñs Raynaudus Guitardi, abbas monasterii predicti, et Dñs Guillelmus de Ponte, prior et procurator dicti monasterii et Dñs Andreas de Anenaco, cellerarius et etiam procurator ejusdem monasterii, ut de dicta sua procuracione constat quodam prima facie publico instrumento facto et signato, ut in eo plenius continetur et legitur, manu et signo Magistri Petri Massobolleti presentis notarii sumpto et recepto sub anno Dñi millesimo trescentesimo quadragesimo octavo videlicet die prima mensis Decembris, quod quidem procuratoris Instrumentum incipit in secunda linea *etc.*, et finit in eadem *octavo*, Benedictus Chabriacii sacrista et sub-prior ejusdem monasterii, Guillelmus Girardi, Johannes de Arneto, Petrus Gallinacii, Arnaudus Malarsa, Pontius Amalrici, Pontius Prece, Johannes Pautardi, Amantius de Podio, Pontius de Palude monachi conventus et monasterii predicti, unde certi et certificati, ut dicunt et asserunt in presentia magistrorum notariorum infrascriptorum, de debitis, obligationibus et honeribus factis seu affaris et hereditate dicti Bertrandi Raymbaudi, necnon et dictorum Bertrandi Raymbaudi et Ponssone conjugis quondam parentum suorum, factis et legatis filiabus ipsorum seu aliis liberis ipsorum, videlicet monialibus duabus Beatrici et Pelestorte ac Bynde uxori Hugonis Latgerii de Stela sororibus, quibus est et esse dicitur presens dicta hereditas efficaciter obligata et ypothecata, certi et certiorati etiam quod dicta hereditas dicti Bertrandi Raymbaudi est et fuit ab antiquo et ante legatum dictarum octo saumatarum frumenti seu anone Laurete uxori ipsius Bert. Raymbaudi quondam, necnon judeis et catholicis, in magnis et diversis summis et quantitatibus peccuniarum et florenorum.... Attendentes et considerantes quod supradicte filie dicti Bertrandi Raymbaudi quondam, videlicet Catherina et Alayseta in hereditate sive exheredate et spoliata bonis paternis penitus remanere non debent, omnes insimul et quilibet eorum pro se et in solidum, videlicet prefatus Dñs Abbas, de voluntate et consensu dicti sui conventus, et dictus conventus, de con-

sensu, licentia et voluntate ipsius Dñi Abbatis ad supradicta et infrascripta omnia universa et singula facienda pariter et complenda prestitis et concessis pro ipsorum quolibet in dictorum magistrorum notariorum ac testium infrascriptorum presentia, non errantes in jure nec in facto, non coacti, non decepti, non vi, non dolo, metu, fraude, suasionem, machinationem seu blanditiis alicujus seu aliquorum circumventi, sed bene previsa, consulti et premeditati de eisdem et super omnibus et singulis supradictis et infrascriptis, attendentes et considerantes in omnibus et per omnia in presenti publico instrumento contenta eorum evidentem utilitatem et commodum et inter se unanimiter compensatam, omnia universa et singula supradicta et per dictos Dños arbitros lata, cognita, ordinata et pronuntiata, per se et suos quoscumque successores gratis et eorum certa scientia et sponte laudarunt, approbarunt, omologarunt, ratificaverunt et confirmarunt, et nullo unquam tempore per se vel per alium seu alios contra supradicta seu infrascripta ultra aliqua de predictis venient, facient aliquid sive dicent, fecerint nec dixerint per se nec per alium seu alios, in judicio sive extra, per quod minus omnia et singula supradicta et infrascripta minorem obtineant perpetuo robore firmitatem. Et ita omnia universa et singula supradicta dicte partes et quolibet earum, videlicet Dñus Raymbaudus tutor et tutorio nomine dictarum filiarum et administrator legitimus earumdem et cujuslibet earum, et dictus Dñus Abbas et conventus per se et suos attendere, servare, complere inviolabiliter et sub ypotheca, obligatione omnium bonorum suorum mobilium et immobilium presentium et futurorum, promiserunt et juraverunt in suo ordine fide plenita, ut est moris, dicti Dñs Abbas et Dñs Andreas cellerarius et Guillelmus de Ponte procurator dicti conventus seu monasterii, nomine suo et dicti monasterii, et ceteri Dñi monachi seu conventus et dictus Raymbaudus supra sancta Dei evangelia ab eo corporaliter gratis tacta..... ac sollemnitate, jure et renuntiatione ad hoc necessaria debitis pariter et cauthela.

De quibus omnibus universis et singulis supradictis quaelibet partium pro se petiit sibi fieri publicum instrumentum per nos notarios infrascriptos.

Acta fuerunt hæc in dicto monasterio, videlicet in parlatorio, testibus presentibus magistro Petro Masobollet, notario Vivariensis diocesis, qui de predicto debet facere simile instrumentum, Giraudo Crosilhat clerico Tutelensis diocesis, Petro Labastida, Johanne Chaputii et me Petro Barasti notario.

N° 17.

PRO MONASTERIO AQUEBELLÆ RECEPTIO JOHANNIS LITONIS BAJULI
REGALIS-VILLÆ.

Anno Domini millesimo tercentesimo septuagesimo et die vicesima septima mensis Aprilis, nobilis Johannes Buxi, aliter Lito, existens in monasterio Aquæbellæ Cisterciensis Ordinis, Tricastrinensis diœcesis, in præsentia venerabilis et honesti religiosi fratris Guillelmi de Ponte, prioris dicti monasterii, cui quidem domino priori idem Johannes dixit et significavit quod ipse factus et constitutus est bajulus loci Regalis-Villæ dominæ meæ reginæ Jerusalem et Sicilie, comitis provincie et Forcalquerii per virum magnificum et potentem dominum R... de Agouto militem seneschallum comitatum predictorum per quasdam patentes litteras ab ipso domino seneschallo emanatas quas exhibet et producit et quarum tenore inferius subsequente paratus facere et jurare dicto domino priori, nomine dicti monasterii seu domini Abbatis, ea omnia ad quæ tenetur ratione sui officii et introitus ejusdem. Et ipso bajulo beningne admisso et recepto per dictum dominum priorem, nomine dicti monasterii, idem bajulus juravit in..... dicti prioris nomine quo supra recipientis manibus supra sancta Dei evangelia facere et servare ea omnia quæ quilibet bonus bajulus Regalis Villæ erga dictum monasterium facere debet et tenetur et juxta pactiones et conventiones.... suorum etc. De quibus omnibus quilibet petiit & &.

Actum in dicto monasterio, videlicet in camera dicti Domini prioris, testibus præsentibus fratre Giraudo Ruffi, monacho dicti monasterii, nobili Dalmy de Rupe de Chantamerulis et me

PETRO BARASTI.

N° 18.

DONATIO PRO NOBILIBUS MILITIBUS MILETO ET ISNARDO DE AUDEFREDO
FRATRIBUS CONDOMINIS DE SALIS.

In nomine Domini Amen. Anno Incarnationis ejusdem millesimo tercentesimo nonantesimo (*sic*) secundo et die XV mensis Octobris, cum in eo esset et fuerit quod potens et nobilis vir Raymundus de Torena miles guerram universis et singulis potestatibus, comitibus, baronibus et nobilibus quibuscumque in istibus (*sic*) partibus imperialibus citra Rodanum fecerit, nec non potenti et nobili viro Giraudo Adhemaro domino Gragnhani et loci de Salis parerio et superiori Dño dicti loci de Salis, et aliis condominis et pareriis ejusdem loci, et in eodem jam dictus Dñs Raymundus obsidionem immiserit et tenuerit in tantum et donec ipsum locum de Salis et fortalicium ejusdem vi armorum et more ostili ceperit, ac cepit et totaliter ad manum suam posuit, habuit et tenuit, more ostili, ut dictum est, jure armorum sibi ipsi appropriavit et acquisivit. Unde jure predicto nichilominus mediantibus et tractantibus potentibus et nobilibus Adtorgio de Chaylario, scutifero regio et bayllivo Gratianopoli Dalphinatus, et Arnolino de Saneyraco Dño Bellicadri, dicto Dño Raymundo de Torena habito... per eundem tam in prysoneriis subditis dicti Dñi Raymundi quam in summa quingentorum francorum auri habitorum et receptorum per eundem a dicto Dño Gragnhani, dictum locum de Salis et fortalicium cum omnibus juribus suis remiserit, vendiderit, cesserit et tradiderit dicto Dño Gragnhani, prout de dicta remissione constare dicitur instrumento sumpto per quendam notarium et scribam supradicti nobilis Adtorgii dictum seu nominatum Magistrum Bertrandum Barrerie, et tandem nobilis vir Giraudus Ademar Dñs Graynhani attendens, sciens, certus et considerans quod nobilis Isnardus de Audefredo antiquior et Isnardus quondam, ejus nepos, presentes et assistentes infra dictum locum de Salis, dum obsidiatus fuit et extitit ac debellatus per dictum Dñm Raymundum et ejus gentes, in deffentione, custodia et protectione ejusdem loci, et pro honore, utilitate et commodo ipsorum et dicti Dñi Graynhani parerii et superioris eorumdem et dicti loci, nocte et die usque ad mortem et sanguinem Isnardi et Isnardi bene, pulchre, egregie et laudabiliter se habuerunt sic et taliter quod, ut dictus Dñs Graynhi dicit et

asserit, et fama que nil occultat inter vicinos et notos parerie istius laborat, hinc est quod majoribus debitis ampliora rependiat exigit non qualibet distributione justicie censura probabilis ut fructus, servitus, merces, laboribus, obsequiis premium captentur et cum unum sit commensuratum ad aliud conferentis apparet circumspecta prudentia, valor, probitas et virtus in amicis et vassalis ac subjectis fidelibus dum datur beneficium proportionale universis et debetur obsequiis gratitudo, decorat et titulat ac beneficentem promptis affectibus ad ulteriora impendia proprie collationis invitat. Attendens quidem dñs nobilis vir Giraudus Ademarus Graynhani et considerans grata servitia et fructuosa beneficia in quibus prælibati Isnardi et Miletus et quilibet eorum intellexerunt suis temporibus retroactis, intendunt quoque, satagunt, conantur sollicite vacare, continue assistere de personis suis in omnibus beneplacitis, promptis affectibus atque gratis ; ipse, inquam, dictus Isnardus de Audefredo nomine suo et dicti Mileti fratris sui licet absentis humiliter persona Dño Graynhani presenti Dño suo supplicavit et postulavit quatinus, Dei amore, eorum bona, res et jura, actiones et rationes omnes, et omnia universa et singula mobilia et immobilia, homines, mulieres et jurisdictiones que quod et quos ipsi Miletus et Isnardus fratres habebant et habere debebant, et eis quomodolibet seu quantumcumque eisdem fratribus pertinebant et pertinere poterant in dicto loco de Salis et in ejus territorio, mandamento et districtu, quovis modo, titulo sive causa remittere dignetur et valeat. Quam quidem nobilis vir Giraudus Ademarus Dñs Graynhani et dicti loci de Salis parerius, ut dicit et asserit, immediatus Dñs, ex causis supradictis, de supradictis omnibus et superius narratis, contentis, explicatis et descriptis coram me notario et testibus infrascriptis plenarie informatus et certioratus, et supplicationi dicti nobilis Isnardi, suo et quo supra nomine dicti Mileti fratris sui et suorum quorumcumque successorum, inclinatus et annuens, non errans in aliquo nec deceptus ullâ vi, malo, dolo, metu, fraude vel ingenio, blanditiis seu adulationibus alicujus seu aliquorum nec circumventus, sed bene previsus, consultus et premeditatus, ut dicebat, per se et suos quoscumque heredes et successores, de bona sua, mera ac gratuita voluntate et ex ejus certa scientia, una cum testimonio hujus veri et publici instrumenti, quæcumque et omnia universa et singula in eodem contenta asseruit et confessus fuit esse verum et vera in qualibet sui parte a principio usque ad fines et, prout profitebatur, rerum veritas sic se habet, supradicta bona, hereditatem, affaria, res et jura, mobilia et immobilia sua et cujuslibet eorum propria cum

ipsorum fructibus, actiones et rationes que, quod et quos dicti Miletus et Isnardus habebant hactenus et possidebant in dicto loco de Salis et ejus territorio, mandamento et districtu et sive sint seu consistant ipsa bona, res et affayre, seu consistere poterant et possunt in hospiciis, domibus, casalibus, terris cultis et incultis, vineis, ermis, nemoribus, pratis, pacuis, hominibus, mulieribus, jurisdictionibus, furnis, molendinis, censibus, serviitiis quibuslibet ac servitutibus ruralibus, feudalibus et imphiteotecariis vel aliis quibuscumque et mobilibus que reperiri poterunt et ea omnia bona, res, jura sua, ut dictum est, propria et affaria que dicti fratres habebant, tenebant et possidebant et eis pertinere poterant et debebant quovis modo, titulo sive causa in dicto loco de Salis et in ejus territorio, mandamento et districtu, tempore dicte obsidionis et captionis dicti loci olim facte per dictum Dñm Raymundum et ejus gentes seu exercitum, remisit, cessit, donavit, finivit perpetuo et pro in perpetuum dictis Mileto et Isnardo, et dicto Isnardo ac me notario publico subscripto stipulantibus, presentibus et recipientibus nomine et vice et ad mentem dicti Mileti absentis et suorum heredum quorumcumque et successorum Mileti et Isnardi et cujuslibet eorum, salvo tamen et retento ipsi domino et suis quibuscumque heredibus et successoribus in futurum perpetuo et infinitum in dicto loco et bonis omnibus, rebus et juribus quibuscumque supra contentis, cessis et remissis, feudali titulo ac homagio fidelitatis et recognitione sibi dicto Dño et suis facienda per eosdem Miletum et Isnardum et suos successores quoscumque in mutatione qualibet domini vel vassali et alias, ac in omnibus et per omnia jure et dominio suo et suis semper salvo et retento, ita et taliter.....

Acta fuerunt hec in carreria publica et coperta portalis fontis, testibus presentibus Hugone Ruffi, alias Misco, Guillelmo Guioti, alias Chaornahl, dicti loci, nobilibus Guillelmo Panhani de Britania, Redonensis diocesis, Johanne Foncharati de Dusera, Nicolao Benedicti de Castro novo ad Rodanum, Tricastinensis diocesis et me P. Barasti.

N° 19.

LETTRE DU DUC DE BERRY, DU COMTE DE BOURGOGNE ET DU DUC
D'ORLÉANS A TALABAR, CHAMBELLAN DU ROI ET GÉNÉRAL DE SES
ARMÉES.

Jehan duc de Berry et d'Auuergne conte de Peytoû, de Boulongne et d'Auuergne, Philippe, duc de Bourgongne, conte de Flandres, Dartois et Bourgongne et Loys fils de rois de France, duc d'Orliens, à notre amé et féal Monseigneur Talabar chambellan de Monseigneur le Roy et le notre, salut de dilection. Comme des enuiron le temps que nous arrivasme es Païs de mon dit seigneur de par-deça pour ce qu'il estoit venu a notre cognoissance que plusieurs robeurs et gens de compaignies avoient prist de nouuel la forteresse de Grigne et que d'icelle forteresse eulx et leurs complices pouvoient faire moult de maulx et de domaiges ès païs de mon dit Seigneur et aultres d'environ icelle, nous eussions commandé et ordonné de par mon dit Seigneur et de par nous aler devant icelle a compaignies de gens d'armes et de abillemens et faire tellement a votre pouoir que elle feust rendue par les dessus dits robeurs et gens de compaignies et depuis..... vous et vos gens davant icelle a grans frais, missions et dépens, sens avoir aide souffisant des gens de païs d'environ icelle, combien que par vous en aient été plusieurs fois sommés et requis, si comme nous auons entendu et que sens laide des dites gens ne pouriez plus bonnement demorer devant icelle, ne faire que elle feust rendue ne oste hors des mains des dessus dits robeurs et gens de compaignies, et pour ce qu'il est très expédient et nécessaire que elle soit rendue et que *ce vos departez* de devant icelle sens ce que les dits robeurs en feussent dehors, tres grans domaiges, périls, inconvenient sen pourroient *ensuir* pour tous les païs dessus dicts, nous vous mandons et enjoignons très estroytement de par mon dit seigneur et de par nous que vous demourez et faictes demourer vos dictes gens et puissance que elle soit rendue, et pour le faire, contraingnez et faictes par toutes voies et manières deues et raisonnables et qu'il appartiendra, tous les habitants des lieux et païs d'environ icelle et aultres que par raison seroient, à contraindre pour ce vous faire aide et confort tan de gens, argent, artileries, abillement, vivres comme aultres

nécessaires quelconques pour icelle prendre et avoir et pour en oster et mettre hors les dessus dictz ; desquelles choses avec leurs circonstances et dépendances donons à vous et avons comis et députés de part mon dit Seigneur et de pour nous pouoir, autorité et mandement especial, mandons et enjoignons estreitement à tous les sujets de mon dit Seigneur et de nous, prions et requerons tous aultres quelconques amicts, alliez et bienveillans de mon dit Seigneur et de nous qui ès dictes choses et chacune dicelles vos obéissent diligemment et vos donner conseil, confort et aide de tout leur sauoir en la manière qu'il appartiendra à faire en tel cas. Donné sous nos scaulx à Villeneuve les Avignon le X jour de juillet l'an de grace mil CCC^{mm} et quinze. Par Messeigneurs les ducs. — Agnel.

Il paraît que les mesures prescrites à Talabart par les princes produisirent un heureux résultat. La transaction, en effet, continue en ces termes :

Après quoy ledit Amblart de Sedat et ses complices se sentant vivement pressés demandent composition en ces termes : Que la prinze de la susdite forteresse de Grignan luy soit pardonné et à tous ses complices, comme aussi tous crimes, excès, dépenses en quelle sorte et manière qu'elles ayent été commises, tant par les illustres ducs dessus nommés, du général Talabar, que de tous capitaines de son armée et de toutes les cours de France, qu'ostages luy seront donnés pour aller et retourner en toute sureté en Prouence et au royaume de France et huict jours libres dans la ditte forteresse, pendant lesquels toutes choses nécessaires luy seront fournies.

Sur quoy le général Talabar par le conseil des seigneurs de la Garde Adeymar, du Bastard de Brancio régent au Comtat-Venaissin, Etienne de Bussy, Guillaume d'Autun, Bertrand de Tournamira, Pierre Lysle, seigneur de St-Bonnet, Ives Adheymer et plusieurs autres estant audit siege, ou il fut dit que la prière dudit Amblard serait intérimée, cognoissant très bien le dommage qu'il pouvoit donner estant maitre de la dite forteresse, moyennant que la personne du dit seigneur de Grignan fut rendue et la dite forteresse entre les mains des gens du Roy, pour être après remise en toute sureté au dit seigneur de Grignan et aux siens.

Acte faict à la ville de Grignan par messire Pascal Cluzel, notaire habitant en la cité de Viviers, et en l'année 1395, 2 du mois d'aoust.

Il est à présumer que les articles de la capitulation ne furent pas fidèlement observés. Il paraît même qu'après la reddition du château les assiégeants firent main basse sur les soldats des compagnies Bretonnes et en massacrèrent plusieurs pendant la retraite, ce qui donna lieu, entre les deux chefs des partis opposés, à la curieuse correspondance qu'on va lire telle qu'elle se trouve dans les archives de Grignan.

LECTRES DE DEUX CAPPITTENNES ANVOYÉES DE L'UNG A L'AUTRE POUR LA
DÉLIVRANCE DU CHASTEAU DE GRANILHAM.

Lectres envoyées à Mr Guillaume d'Autun par le cappiteine Guillaume Ponton dict le Normant, pour la récompanse quil luy avet esté promize lorsquil remit entre les mains des gentz du roi la place et forteresse de Grignan, que ledit Normand avait traitreusement surprinze la nuit par escalade, et faict prisonnier magnifique Giraud Adaymar seigneur baron du dit Grignan, en l'année 1595, en apiril, et détenu en cet estat iusques au 2 du mois d'aoust suivant que le siège s'ils ostat. Les responcez du dit Guillaume d'Autun sont en suite.

PREMIÈRE LETTRE.

Guillemin le Normant, saches que je ai veu une letre que se dit estre venue de par toy, faysant mention que je te contentasse du fait de la vuide de Granilham et que tu me le as fet dire plusieurs foyz. Saches que toute foyz que tu, ou autre pour toy vodrez venir, je te feray ce que je devray par raison.

Ecrist à Chastel-neuf du Masenc, le premier jour de Jenvyer. Je retien la copie de cette lettre.

GUILLAUME D'AUTUN, *capitaine de Chastel-neuf.*

DEUXIÈME LETTRE.

Guillaume d'Autun, je ay veu ta letre que tu me as envoyé, faysant responce à ce que je te avoye escrit et requerri, que tu me feisse content de ce

en quoy tu me estoyes obligés, a causa de la vuide de Graniham, de la quele chose je te tay fet requerir par plusieurs foys. Si me as rescript et respondu que toutes les foys que je voudray venir, ou autre pour moy, dever toy, que tu me feras ce que tu me derras ferre par rayson, et a ce je te respons que tu sceves bien la fiance que moi et mes companhies qui estoient à Graniham avons trouvé en toy ne en ton scel, et comment illec leur en est mescheu : et pour ce je ne iray dever toy, ne non y enverrai autre pour moi, quar celuy que je y enverroye ne sceroyt dire me cause comme moy, mes si tu vues venir dever moy à Baigneux au dit royaume de France, dedans XV jour, tu y me trouveras dedant le dit terme, et tu ne doyves pas refuser de y venir, si tu as volonté de moy fere rayson de toy mesmes, comme tu me as escrit et comment tu sces que tu mes bien tenus et obligiés par le foy et scermant de ton corps soubs letre sceylée de ton scel, et sces bien la faute que tu mas feyte et a mes compahnies, et se tu ne vues venir à Baigneux pour moy fere rayson, et tu ames mieux toy somettre a la ordonnance et jugement du roy de France, mon souverayn seigneur, et de monsieur le conestable de France, je sui tout prest de ester à leur ordonnance, je te certiffie que, passé le dit terme de XV jours, je m'en voy en France, et je te diffamairey pour toutes les parts ont je poyrai, tant que je leray a toi et a tout le monde conoistre le tort que tu me as et à mes companhies et si me fay responce de ceste letre, si te ples, dedans le dit terme, quar je ay retenue la copie de cette presente letre.

Ecrit à Baigneux le XI de Jenvyer.

GUILLEMIN PONTON, *alias* NORMANT.

TROISIÈME LETTRE,

Guillemin Ponton, alias Normant, saches que je ay veu une letre qui se dis que tu me as escrit. En quoi se contien que je te suis tenus en ser-tayne somme d'argent per la cause de la délivrance de Graniham, laquelle tu ne me declares point ne les choses en quoy tu dis en quoy je te suis tenus ; toutes foys déclare les moy, et je suis tout prest a toy fere rayson de ce que je te seray tenus pour rayson ; et sur ce que tu dis que je say la fiance que tu as heue en moy et en mon scel, saches que non pas heu ne les companhies for que creance et prodomie. Et se te vues dire que ills y ait autre chose que toche a ma deshonneur, je di que tu mans et se

tu vues venir à Saint-Esprit, lequel est du roy, et est comme pour toy et pour moy, je te feray les choses que je devres fere per rayson et te responde sur tout cela que tu voudras dire, quar je y serai demain a hore de tierce : ho autrement escrit moy ta volulté, se tu y seras ou non par le pourteur. Je seray longé à la Couronne.

Escrit à Saint-Poul le XXIII jour de Jenvyer.

GUILLAUME DAUTUN.

QUATRIÈME LETTRE.

Guillaume Dautun, je ay receu ta letre aux jour-dui le XXIII jour de Jenvyer a heures de Vespres, en la quele tu dis que je ne te declare point la somme de l'argent en quoy tu me es tenus, à cause de la délivrance de Granibam. Saches que quant l'ascort de la dite délivrance feu fait pour moy et pour toy, tu me promis pour la foy et scermant de ton corps, de ta main a la mienne touchée et juras sur bonnes matines et sur peyne de estre réputé pour faux et traitre et foy menti, de moy payer bien et loyalement la somme de III^m et II^c et L franc et V chevaux ou V franc pour la valour et II draps de soye, et les droyt qui se porroyen apertenir pour le conestable, lequele chose tu sces bien que tu me as promis et juré, que tu me vuelles payer les sommes dessus dites, et quant tu me mandes que moy et mes companhies non avons trouvé en toy ne en ton scel for que loyauté et prodomie, je te dis que si tu vues dire que tu ne fusses aux lieux et en la plasse ont mes companhies furent tué et murtrit faussemant et mauvaisement, et je dis que tu mans faussemant et mauvasement, et je te mantendray devant monsieur le conestable de France ou devant monsieur le mareschal ; et sur ce tu me fay tantost responce.

Escrit à Baigneux, le XXIII^e jour de Jenvyer.

GUILLAUME PONTON, *alias* NORMANT.

CINQUIÈME LETTRE.

Guillemin Ponton, anciement appelé le Normant, je ay aux-jour-dui hut ta letre à hore de tierce, comme mandé l'avoye, qui est le XXIII jour de Jenvyer à Saint-Esprit, là ont et je estoye venus, ainsi comme te avoye mandé pour oyr se que tu me voudroyes demander, et de ce que tu me mandes que je te sui tenus en la somme de III^m II^c L franc et V

chevals ou V franc et II draps de soye, saches que de ce que tu dis que je t'ay promis de toy payer la somme dessus dite, je dis que tu mans. Toutes foyz illz est bien vrai que illz te fut promis a part I cheval de la somme de C florins L franc et demie piessse de satin, dont tu sces bien que tu ne fasoyes loyauté ne prodomie à tes companhies, laquelle chose je ne say se Bussy ta payé. Toutes foyz se les choses que te furent promises a part ne te ont esté payées, je suis tout prest de fere ce que ung prodome doyt fere pour rayson. Et quant est de ce que tu dis que je estoye aux lieux et plasse ont furent mors les companhies, illz est bien vrai que je estoye au chastel de Graniham. Toutes foyz si tu vues dire que je en sceusse rien ne en feusse consent, je dis que tu mans faussemant et mauvasement, comme faux et mauves que tu est du dit : Ains me desplest encore, et de cessi m'en deffendray devant le roy ou devant leun de nons seigneurs ou devant monsieur le gouverneur du Dauphiné, toutes foyz et quantes foyz je en seray requis.

Ecrit au Pont-Saint-Esperit le XXIII jour de Jenvyer.

GUILLAUME DAUTUN.

SIXIÈME LETTRE.

Guillaume Dautun, je ay receu ta lettre en que tu me mandes que se je vuel dire que tu me soyes tenuz en la somme de III^m II^e et L franc et V chevaux ou V franc et II draps de soye, à cause de la vuide de Graniham, que je mans. Je dis que tu mans faussement et mauvasement, quar tu me as promis de ta main à la mienne, pour la foy et scermant de ton corps et juré sur les bonnes matines et sur peine de estre reputé pour faux et traître et foy menti, cemme je te ay mandé pour mes autres letres, de moy payer les choses dessus dites bien et loyalement et que je te puesse diffamer en toutes parts comme faux et traître et foy menti. Et cessi je te mantendray par devant le roy mon souverain et le tien ou devant ung de nos seigneurs, ou devant monsieur le conestable ou devant l'un de nos seigneurs les marescals. Et quant à ce que tu me confesses par ta letre que tu estoyes au Chastel de Graniham là ont le murtre fut fait de mes companhies, tu dis vrai que je sai bien que tu y estoyes, et à toy estoyt baillé le chastel et mes companhies en garde comme à celui qui nous avoyt promis de nous garder nostres corps et nostres bien et nous conduire sauvement et surement là ont nous voudroyent aler. Et

cessi je te dis et mantendray devant le roy ou devant ung de nos seigneurs dessus nommés, que sur ta seurte et fiance et en ta présence mes companhies furent tué et murtri faussement et mauvaisement. Et si te despleust tant que tu dis la mort de mes companhies, illz estoyst bien en ta puissance de les en garder. Pourquoi je te requier que tu as volonté de toy deffendre de ceste chose, que tu ne me menes plus par paroules, quar je suis tout prest de aler devant ung de nons seigneurs dessus dictz, ou autrement je te diffameray, ainsi que je doy, pour les convenences que tu me as promis. Et de cessi tu me fay responce tantost.

Escrit à Baigneux le XXVI^e jour de Jenvyer.

Je di ainsi que pour abrenger même besongne et pour que nous sommes plus près de monsieur le conestable que du roy, ne de nons seigneurs, je le prent pour juge, dever lequel je te requier que tu vueille venir : et de ce me fay responce.

Donné comme dessus,

GUILLEMIN PONTON, *alias* NORMANT.

N^o 20.

NOTA EXTREME VOLUNTATIS JOHANNIS DE PETRAFITTA.

In nomine Domini Amen. Anno ab Incarnationis ejusdem millesimo quatercentesimo quadragesimo secundo, et die tertia mensis Januarii, serenissimo principe et Dño Dño nostro Renato Dei gratia Jerusalem et Siciliae rege comitatuumque Provinciae et Forcalquerii comite regnante. Cum acta hominum et eorum negocia subintrent oblivioni humane memorie, ne morte vel longinqua testium absentia, lapsu temporis, rerum gestarum veritas perire valeat aut in aliquo variari, sollempnes igitur et autentice scripture a viris prudentibus ad eternam rei memoriam fuerunt adinvente ut ea que inter homines aguntur perpetuam obtineant firmitatem. Propterea per hujus veri et publici Instrumenti seriem et tenorem noscant presentes, et fiat posteris manifestum quod existens et personaliter constitutus in presentia distincti viri Johannis Juglare locumtenentis nobilis viri Anthonii Adhemarii naturalis hospicii (*bâtard*) de Graynhano, Bajuli regii Regalis Ville pro supradicto Dño nostro rege Jerusalem et Sicilie, Dño superiore et pa-

terio ejusdem loci Regalis Ville, prout de ejus locatenentia constat quibusdam patentibus literis, quarum tenor infrascriptus in pede presentis Instrumenti est insertus in loco infradescripto, quem ipse Dñus locumtenens pro ydoneo quoad actum hujusmodi sibi elegit, Meique notarii publici subscripti et testium infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, R. in X^{to} pater et D. Dñus Johannes Dei gratia Abbas monasterii Aquebelle, Cisterciensis Ordinis, Tricastinensis diocesis, nomine suo dicteque sue abbacie et sui conventus, dicto Dño locumtenenti dixit, exposuit et significavit quod pridem, Deo disponente, quidam Johannes de Petrafitia, eorum familiaris et domesticus, post longinquam et gravem infirmitatem quam penes dictam Abbatiam passus est, migravit ad Dñum. Sed antequam ab hoc seculo decesserit, tanquam fidelis et verus Orthodoxa de salute anime sue perpensans, providere cupivit et precipue in vera confessione et aliis sacramentis ecclesiasticis. Demumque de suis bonis adeo ut anime sue serviretur, et beneficia pro salute ejusdem preberentur ad remissionem peccatorum suorum, aliorumque parentum et benefactorum ejusdem, et pro quibus tenebat et intendebat, disponere voluit et cupivit in sua bona memoria et valitudine existens, prout ex ejus verbis et loquela distincte apparuit in presentia testium fide dignorum ad hoc per eum rogatorum et vocatorum, Eisdem suam intencionem circa hoc pandendo, prout eisdem testibus de valitudine mentis sue manifeste apparere per verba sua potuit. In quibus verbis, disposito de funeralibus, post ipsa funeralia in residuo singulorum bonorum suorum, rerum, jurium et actionum mobiltum et immobilium quorumcumque ejusdem disponentis ubicumque existentium, et quocumque nomine dicantur, nominentur seu appellentur; eundem Dñum Abbatem exponentem, ejusque Abbatiam et conventum heredes fecit, et organo vocis sue et oris nominavit et instituit in presentia ipsorum testium illic presentium et assistentium, ipsisque Dño Abbati conventui et abbacie ipsa bona, res et jura, sive residuum eorundem dedit, cessit atque remisit omnibus eisdem, via, modo et forma quibus melius scivit et potuit. Ipsosque testes fuit cautus atque monuit ut, loco et tempore dum requisiti extiterent, preberent et reportarent testimonium veritatis, Actento quod pro tunc in loco Regalis-Ville inhabitato gentibus, in quo egrotabat, carentia erat notarii vel notariorum per quem vel quos dicta ipsius deffuncti ordinacio, disposicio et ultima voluntas in scriptis redigerentur. Verum cum idem R. Dñus Abbas cuppiat quod promissa tam ad utilitatem anime dicti deffuncti quam sui et sue abbacie ac conventus

secundum veritatem loquele dicti deffuncti disponentis veniant adimplenda, et per manum publicam in forma debita redigantur per me notarium publicum subscriptum aut quemvis alium super hoc requisitum. Propterea idem R. Dñs Abbas per eundem Dñm locumtenentem petiit se admitti ad probandum et justificandum premissas ordinacionem, dispositionem et ultimam voluntatem ejusdem deffuncti per testes qui in eisdem affuerunt, quos ad diem et horam presentes assignari et venire fecit coram dicto Dño locumtenente, per quem ipsos recipi et eorum juramenta, indeque diligenter examinari super meritis dictarum ordinacionis, dispositionis et ultime voluntatis dicti Johannis deffuncti, indeque ipsis auditis et eorum dictis et depositionibus inscriptis, redactis, ea omnia per eundem Dñm locumtenentem insinuari et in eisdem suam auctoritatem judiciaram pariter et decretum interponi, sic et totaliter quod unicuique ea inthuenti lucide appareat ea omnia jure processisse. Cum, inquam, dictus locumtenens, auditis exposicione et significacione dicti R. Dñi Abbatis et aliis omnibus supra scriptis et que dicere et proponere voluit, tamen juri consonis, ea omnia benigne admisit ipsosque testes, quos producere et nominare promptum se obtulit, recipi et eorum juramenta, et ad eorum examinationem procedere prout juridicum fuerit. Et primo ad recepcionem primi testis, videlicet honesti et religiosi viri fratris Andree La Fara monachi dicti conventus, per dictum Dñm Abbatem oblatus et nominati per jam dictum R. Dñm Abbatem, et ipso auctorisante quoad hoc jurati dicere veritatem manu sua dextra plenita super pectus suum, more Religiosorum, recepti per dictum Dñm Locumtenentem et diligenter examinati super exposicione dicti R. Dñi Abbatis, videlicet quid circa hoc dictus deffunctus dixit et ordinavit ac disposuit, prefatus Dñs Andreas testis depposuit et testificatus fuit quod dictus deffunctus eo tunc ordinavit sepeliri in cimiterio ecclesie Beate Marie de Aquabella in loco idoneo et condecanti, ut honestas status sue persone hoc poposcit, et quod, ipso die quo corpus suum traderetur ecclesiastice sepulture, adessent sive interessent decem sacerdotes qui divinum officium mortuorum pro salute et remedio anime et peccatorum suorum tenerentur et deberent celebrare. Et similiter, nono die post obitum suum, tantundem sive totidem sacerdotes in redemptionem peccatorum suorum. Item pari modo, tricesimo die et in fine anni, tantos sacerdotes in simili numero, quolibet ipsorum dierum, pro salute anime et quorum predixit. In residuo vero cunctorum bonorum suorum, rerum, jurium et actionum quorumcumque et quarumcumque, heredes suos univer-

sales solos et in solidum, premissis explectis, ore suo proprio dixit et nominavit prefatum Dñm Abbatem suamque abbatiam et conventum ejusdem, per quos solvi voluit omnia debita et forestam esmendari omnibus de eo conquerentibus, suo ore proprio proferendo. Interrogatus dictus Dñs testis si in prolacione hujusmodi verborum, dum hæc dicebantur per dictum defunctum, erant aliqui alii testes sive aliquæ aliæ persone, qui dixit quod sic, videlicet Religiosus vir Dñs Michael La Fara, ejus frater, prior dicti monasterii, Religiosi viri fratres Jacobus Reynaudi et Petrus de Ferro, monachi dicti monasterii, ac etiam magister Lambertus Beyrardi barbitunssor de Montilio Adhemarii, Johannes Ausondi bubuleus sive boverius dicti monasterii, et Johannes de hospicio de... (*manque à l'original*) et per plures alii ad hoc vocati; pluribus interrogacionibus sibi factis circa premissa, dixit se nihil amplius scire. Interrogatus si prece, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore instructus vel subornatus, premissa deponit aut testificatur, dixit suo juramento quod non, sed quia rey veritas sic se habet et pro sua veritate dicenda. Item honestus et religiosus vir frater Michael La Fare, monachus et prior dicti monasterii, per dtum R. Dñm Abbatem productus et per dtum Dñm locumtenetem receptus, qui juratus dicere et deponere veritatem, manu sua supra ejus pectus more religioso plenita, licentia Dñi Dñi Abbatis perprie hoc faciendi obtenta, diligenter interrogatus super ordinacionem et disposicionem jam dicti Johannis defuncti et de modo ac circumstantiis earundem, suo juramento dixit, deposuit et testificatus fuit se fuisse presentem quum dictus Johannes defunctus de sua sepultura et electione ejusdem ac numero sacerdotum et missarum dierum sue sepulture noni, tricesimi et finis anni disposuit et ordinavit, ac etiam quum residuum singulorum bonorum suorum dño Dño Abbati suisque conventui et abbacie relinquit et donavit, suisque auribus audivit et alias dixit prout antecedens Dñs Andreas La Fara, testis interrogatus, qui ulterius erat in dñā depositione dicti defuncti, dixit dictus Dñs Andreas necnon religiosi viri fratres Jacobus Reynaudi, Petrus de ferro, monachi dicti monasterii, ac etiam magister Lambertus Bayrardi barbitunssor de Montilio, Stephanus Aussondi boverius ipsius Abbatis et Johannes de hospicio regnicola et nonnulli alii; pluribus aliis interrogationibus sibi factis dixit nihil scire. Interrogatus si prece, pretio, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore instructus vel subornatus premissa deponit aut testificatur, dixit suo juramento quod non, sed quia rey veritas sic se habet et pro sua veritate dicenda. Item

honestus et relligiosus vir frater Petrus de Ferro, monachus dicti monasterii, per eundem Reverendum Dñm Abbatem productus et ipsum Dñm locumtenentem receptus, qui juratus manu plenita super ejus pectus more religioso dicens et depponens veritatem cum licentia prefati Dñi Abbatis eidem quoad actum hujusmodi prebentis, dixit, confessus fuit et testificatus fuit presens exstitisse una cum quamplurimis aliis testibus quando dictus defunctus suam ultimam voluntatem protulit legando quod interessent decem sacerdotes in sua sepultura, et totidem nono et tricesimo diebus, et totidem in fine anni. Præterea dixit quod requisitus per ipsum defunctum, eum audivit in et de confessione et eundem exortando quod de suis facultatibus disponeret, prout assueti sunt omnes fideles orthodoxi. Qui sibi loquenti dictus defunctus respondebat se nolle quamvis personam sua bona habere preterquam dictum Dñm Abbatem et suam abbatiam et conventum. Et post dictam suam confessionem si quidem in presentia ipsius loquentis et quam plurimorum aliorum testium ordinavit, oreque suo proprio dixit et protulit, plura dixit se nescire circa premissa. Interrogatus qui plures erant in sua ultima dispositione quando eam sic dixit et protulit, dixit quod religiosi viri Domini Andreas La Fara, Michael La Fara, Jacobus Renaudi, monachi dicte abbacie necnon magister Lambertus Bayrardi barbitonsor Montilii, Stephanus Assondi et Johannes de hospicio et plures alii; pluribus aliis interrogacionibus sibi factis dixit nihil scire. Interrogatus si prece, precio, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore instructus vel subornatus premissa depponit vel testificatus fuit, dixit suo juramento quod non, sed quia rey veritas sic se habet et pro veritate dicenda. Item honestus et relligiosus vir frater Jacobus Reynaudi, monachus predictæ abbacie per eundem R. Dñm Abbatem productus et per ipsum Dñm locumtenentem receptus, qui juratus manu plenita super pectus suum more relligiosorum dicere et depponere veritatem, licentia prefati Domini Abbatis eidem perprius concessa, dixit, confessus fuit et testificatus fuit quod requisitus pro parte ejusdem Johannis defuncti, ipse testis loquens fuit presens quando suam extremam ordinacionem disposuit et ordinavit. Interrogatus de sua sepultura qualiter ordinavit atque disposuit, qui dixit, depposuit atque testificatus fuit eundem Johannem defunctum sepeliendum fore in cemeterio dicti monasterii Aquebelle, voluitque et ordinavit quod, in diebus suorum sepulture, novene, tricesimi et finis anni ac in quolibet eorundem, sint et interveniant decem Domini sacerdotes divina officia celebrantes, in singulis aliis autem bonis sive

quibuscumque prefatos Dominum Abbatem et ejus conventum heredes instituendo. Pluribus interrogationibus sibi factis circa premissa dixit se nihil scire. Interrogatus si prece, precio, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore suum tale tulit testimonium, dixit quod non sed pro sua veritate dicenda. Item magister Hymbertus Bayrardi Barbitunssor, habitator Montilii-Adhemarii citatus per *(le nom manque à l'original)* servientem dicti loci Regalis Ville, per eundem R. Dñm Abbatem productus et per eundem Dñm locumtenentem receptus, qui juratus ad sancta Dei evangelia per eum corporaliter tacta dicere, ferre et deponere veritatem de et super contentis in dictis dispositione et ordinatione dicti deffuncti et quid inde scit, vidit nec *(sic)* audivit de et super eisdem et ejusdem ultima voluntate, diligenter per dictum Dñm locumtenentem interrogatus dixit, depposuit et testificatus fuit se tantum scire de et super eisdem quod, ipso deffuncto egrotante et infirmante in vita sua, ipse loquens curam gessit sue infirmitatis prout melius scivit et, hoc faciendo inter de negociis ipsius deffuncti fabulando, ipse deffunctus eidem loquenti animum suum declaravit se velle singula sua bona relinquere, donare prefato Domino Abbati sueque abbacie et conventui prout et fecit in ultimis dierum suorum et in presentia quamplurimorum testium, quorum unus ipse affuit cum et quando ordinavit se fore sepeliendum in cemeterio ecclesie Beate Marie Aquebelle, et in suis sepultura, nono et tricesimo diebus ei fine anni et quolibet eorum adesse debere decem sacerdotes. Residuum vero cunctorum bonorum suorum dedit et relinquit prefatis Domino Abbati sueque abbacie et conventui, que suis auribus ipse loquens audivit prout et quamplures alii probi viri pro testibus vocati, plura se dixit nescire. Interrogatus in quo loco hec facta, dicta et prolata fuerint per dictum deffunctum, dixit quod in fortalicio Regalis Ville, quadam die irrecordata de mense novembris nuper lapsi, tamen se refert *mortilogio* dicte abbacie in quo scribuntur sepulture dies penes eadem decedentium. Interrogatus si prece, precio, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore suum tale tulit testimonium, dixit quod non sed pro sua veritate dicenda. Stephanus Aussondi de Lugduno bubulcus dicti Dñi Abbatis, testis pro parte ejusdem Domini Abbatis productus et per dictum Dñm locumtenentem receptus, juratus ad sancta Dei evangelia dicere, ferre et deponere veritatem de et super ordinatione et dispositione ultime voluntatis supradicti Johannis deffuncti et quid inde scit, vidit nec audivit de et super contentis in eisdem, dixit, depposuit et testificatus fuit quod, de mense novembris nuper lapso quadam die irre-

cordata, ipse loquens vocatus venit ad fortalicium Regalis-Ville in quo egrotabat supradictus Johannes defunctus, qui adhuc vivens aliquas fecit ordinationes, quibus factis et de quibus non bene relictus, audivit ipsum dicentem quod omnia et singula bona sua donabat et relinquebat dicto Domino Abbati. sueque abbacie et conventui prout similiter audierunt quamplures ibidem vocati et assistentes. Interrogatus qui erant illi dixit quod frater Andreas La Fara, frater Michael La Fara, fratres Jacobus Reynaudi et Petrus de Ferro, monachi dicti monasterii, necnon magister Hymbertus Bayardi barbitunssor Montilii et Johannes de Hospicio regnicola et plures alii, pluribus aliis interrogationibus factis se nihil aliud scire. Interrogatus si prece, precio, odio, amore, timore, ope, opere, auxilio, consilio vel favore instructus vel subornatus suum tale tulit testimonium, dixit quod non sed pro sua veritate dicenda.

Quibus sic pactis prefatus R. D. Abbas, cum de presenti nequeat quamplures testes producere, quamvis plures alii interfuerint in dispositione dicti defuncti, et alii etiam qui de ejus voluntate quod dare volebat bona sua ipso Domino Abbati et ejus abbacie, qui testes quoad presens in remotis ob quod eosdem producere non potest, protestato per eum quod sibi sit salvum jus eosdem producendi, cum locus affuerit, eidem domino locumtenenti presenti, et instanter requisivit quatenus productiones ipsorum testium de probationibus cum precedenti protestatione admissis ea omnia insinuare dignetur et valeat et in eisdem omnibus et singulis suam auctoritatem judicariam interponere pariter et decretum. Qui, inquam, dominus locumtenens, premissis omnibus per dictum R. Dnū Abbatem dictis, protestatis et pactis, perceptis et intellectis que consonant rationi, ea omnia admisit et etiam insinuavit in eisdem quod suam auctoritatem judicariam interposuit pariter et decretum. De eisdemque omnibus eidem Dño Abbati presenti petenti et postulanti, et ut unicuique pateat et fides plenaria valeat exhibere, concessit et voluit fieri publicum instrumentum et publica instrumenta tot quot habere voluit, dictanda, corrigenda, reffarenda, melioranda et esmanda (esmendanda) semel et pluries ante productionem et post, ad dictamen et consilium cujuslibet sapientis, sed non mutata, per me notarium publicum subscriptum et scribam curie regie Regalis-Ville.

Acta et prolata fuerunt hec in abbacia antedicta, in camera supradicti R. D. Abbatis, in qua prefatus Dominus locumtenens sedere voluit pro actu hujusmodi adimplendo, presentibus discretis et providis viris Guillermo Ferranqui mercatore, Giraudo Sallony, Rollando Bally macellarius de Mon-

tilio Adhemarii, Johanne Maurisseti habitator dicti loci Montilii, Johanne Cumbetti servitor de Civitate Anicii, famulo dicti R. Dñi Abbatis, Guillermo de Aurea de Rossacio et Vitale Blacheo de sancto Johanne de Calma, Aniciensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis et me Antonio Barasti clerico loci de Graynhano, Diensis diocesis, publico imperiali auctoritate notario.

ANT. BARASTI, *not.*

N° 21.

BAIL EMPHITHÉOTIQUE DE L'ABBAYE DE BOUCHET AU DIOCÈSE DE
SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.

In nomine Domini, Amen. Anno ab Incarnatione ejusdem millesimo quatercentesimo quadragesimo tercio et die vicesima octava mensis Maii, serenissimo rege et Dño Domino N°. Renato Dei gratia rege Hierosolime et Corsice et Comitatum Provincie et Forcalquerii comite regnante.

Per hujus publici instrumenti seriem et tenorem noscant presentes et fiat posteris manifestatum de constitutis in presentia Notarii predicti et subscripti et testium infrascriptorum ad hoc specialiter vocatorum, videlicet Reverendus in X^{to} Pater et Dñus Dominus Johannes Dei gratia abbas monasterii Beate Marie de Aquabella, Tricastine diocesis, Cisterciensis Ordinis, una cum sibi assistentibus venerabilibus et religiosis viris fratribus Michaela La Fara priore dicte abbacie, Andrea La Fara, Jacobo Raynaudo, monachis dicti monasterii presentibus cum auctoritate et licentia dicti Domini abbatis, ad sonum campanæ capitulantibus et capitulum tenentibus ad actum....., ex parte una; et Bartholomæus Morelle, Guillermus Achamp et Joannes Jayeti de S° Flore in Alvernia, ex parte altera;

Partes ipse non errantes vel in jure vel in facto, non coacte nec decepte, non vi, non dolo malo, non fraude, adulationibus seu blanditiis alicujus inducte vel circumvente, sed motu proprio ducte, insuper et previse, consulte et preedificate, ut dicebant et eorum verbis lucide apparebat; Cum actus hominum subintrent oblivioni, præterea ne morte vel longinqua testium absentia, lapsu temporum, rerum gestarum veritas perire valeat, aliisque..... authentice scripture a viris prudentibus ad eternam rei memoriam fuerunt adinvente, ut ea que aguntur inter homines perpetuam obtinerent firmitatem.

Idcirco partes jam dicte et quolibet earum prout eam tangit, scienter, gratis et spontanee de pactis et conventionibus infrascriptis pepigerunt in modum quo sequitur ut ecce :

Et primo dictus Dominus Abbas, cum assensu et voluntate dictorum Dominorum Monachorum secum et sibi assistentium, per se et suos quoscumque successores dictam abbatiam canonice intrantes, pensata et considerata utilitate sui dicti monasterii accensavit, dedit et tradidit ad novum accipitum sive in emphiteosim perpetuo duraturam et valituram, videlicet domum sive domos de Boscheto, Tricastinensi diocesi, cum toto ejus ambitu et edificiis quibuscumque, ecclesia et dormitorio exceptis, una cum singulis hospitiiis, domibus, locis regularibus et edificiis quibuscumque..... omne quod in eisdem, muratum trabatum, constructum sive edificatum cum facultatibus, juribus et licentiis quibuscumque, supradictis Bartholomeo Morelli, Guillermo Achamp et Johanni Jayeti et eorum cuilibet convenientibus, stipulantibus et recipientibus pro se et suis heredibus et successoribus quibuscumque suis, retentionibus et conditionibus sequentibus :

Primo videlicet..... Dominus Abbas et dicti emphiteote expressum per pactum..... quod ipsi emphiteote deinceps et perpetuo..... et teneantur prefato Domino Abbati sive sue abbacie et successoribus in eadem canonice intrantibus, anno quolibet, in festo Natalis Domini, pro quolibet foco sive hospicio in quo focus fiet, videlicet sex grossos, unam gallinam et unum porcellum dicto porcello..... et teneantur quilibet solvere pro dicto porcello unam gallinam ratione census sive perpetui villanagii, et quod dicti emphiteote et sui perpetuo successores et in dicto loco Boscheti habitantes teneantur, debeant et sint astricti ex pacto expresso tenere dormitorium dicti loci de Boscheto bene et condecenter, eorum tamen propriis sumptibus et expensis ; et jam dicti emphiteote fide teneantur et debeant abinde intrantes dicta hospitia, domos, grangias..... et quæcumque alia que etiam eisdem simul in emphiteosim traduntur, meliorando tenere et non deteriorando.

Item plus accensavit idem Dominus Abbas et in emphiteosim perpetuam dedit et tradidit supradictis Bartholomeo Morelli et Guillelmo Achamp.... presentibus et pro se et suis heredibus et successoribus stipulantibus et recipientibus, molendinum dicte abbacie Boscheti, pro quo molendino dicti Bartholomeus et Guillelmus servire et solvere teneantur et debeant dicto Domino Abbati sive suo monasterio, anno quolibet, tria sestaria bladi et

quatuor denarios monete currentis videlicet quilibet ij (*duorum*) dictorum duos denarios pro se et suis.

Item plus tradidit et accensavit idem Dominus Abbas eisdem statim dictis et cuilibet ipsorum furnum ipsius loci Boscheti, pro quo furno..... statim dicti dicto Domino Abbati sueque abbacie, anno quolibet, servire debeant et teneantur pro quolibet foco in dicto loco Boscheti residenti, unam eminam bladi, et quod dictum furnum teneantur et teneant manu tenere in communi ut decens erit.

Item plus tradidit idem Dominus Abbas prelocutis emphiteotis omnes et singulas terras cultas et incultas territorii dicti loci Boscheti, ortos, viridarios, et campos pro eorum usibus et laboragiis sibiipsis necessariis et oportunis, ad excolendum et suas omnimodas voluntates faciendas. In quibus et super quibus idem Dominus Abbas sibi et sue abbacie sive conventui et suis retinuit et perpetuo habere voluit et sibi sueque abbacie serviri voluit per dictos emphiteotas et suos successores, tam de pane quam de vino, in terris rumpendis de novo sive aliis quibuscumque excolendis et vineis plantatis sive de novo plantandis, videlicet duodecimam partem singulorum fructuum, et pro qualibet terra et vinea unum denarium monete currentis, anno quolibet, in festo Natalis Domini solvendum.

Item plus tradidit et accensavit jam dictus Dominus Abbas prefatis emphiteotis omnia et singula prata in territorio dicti Boscheti situata et existentia, ad opus ipsorum affectantium, exceptis duobus setoyretis inter eos expressatis, et quod teneantur ipsi emphiteote Domino Abbati predicto et sue abbacie, anno quolibet, servire pro qualibet setoyrata prati constructa seu construenda tres solidos monete currentis in Natali Domini singulis annis persolvendos.

Item plus tradidit idem Dominus Abbas dictis emphiteotis et eorum singulis devesium sive devesia (*pâturages*) ipsis pratis contigua pro eorum usibus et quovis modo necessariis.

Item plus dedit, contulit et concessit prelibatus Dominus Abbas jam dictis emphiteotis licentiam et auctoritatem accipiendi fustas sive mayeras (*des poutres ou des lattes*) in nemoribus dicti territorii pro reparatione suorum hospitorum, domorum et grangiarum tantum quantum voluerint et eis necesse fuerit, perpetuo absque contradictione quacumque.

Item plus et ulterius fuit de pacto inter partes predictas quod si dicti emphiteote vel sui vendiderint quandocumque aliquas fustas ex nemoribus dicti territorii mercantiales quibuscumque personis, quod ipsi sic vendentes

teneantur et debeant solvere dicto Domino Abbati et suis successoribus pro qualibet quadrigata tres solidos monete currentis.

Item plus fuit actum, dictum et in pactum solempne deductum per et inter dictas partes, quod quilibet dictorum hominum emphiteotarum possit accipere, habere et in dicto territorio Boscheti tenere et alere ad medium crementum quindecim animalia grossa, cujuscumque generis sint, et pariter duo trentenaria ovium..... et similiter ad medium incrementum decem animalia porcina.

Item fuit etiam de pacto expresso per et inter partes convento et expressato, quod nullus hominum supra dictorum seu aliorum in dicto loco Boscheti existentium sive habitantium, audeat nec presumat accipere nec tenere seu habere ad gardiam aliqua animalia sive animale ad gardiam sive modo gardie in territorio Boscheti predicto, sine licentia prefati Domini Abbatis vel suorum officiatorum ad hoc potestatem habentium, et hoc sub pena confiscationis animalum sive animalis sic audacter.....

Item fuit actum, dictum et in pactum solempne deductum et pro parte dicti Domini Abbatis expresse retentum et per dictos homines affectantes expresse concessum, quotiescumque venerit aliquis sive religiosus dicte abbacie Aquebelle ad ipsum locum Boscheti, causa ibidem celebrandi aut quavis alia de causa, quod ibidem possit et debeat habere repastum suum cum hominibus antedictis et successoribus ipsorum.

Item fuit actum, dictum et in pactum solempne deductum, solempni et valida stipulatione vallatum et juramento infrascripto firmatum et per dictos homines pro se et suis retentum et per dictum Dominum Abbatem expresse concessum, quod idem Dominus Abbas et sui in futurum successores in dicta abbacia canonice intrantes non possint, valeant nec debeant dictos homines nec suos in ipso loco Boscheti sive ejus territorio taliare, nec aliquod eis subsidium imponere quovis modo plus quam supra, quavis de causa, nisi tantummodo pro reparatione ipsius loci.

Item fuit actum, dictum et in pactum solempne deductum per et inter partes predictas, quod dicti homines supra affectantes et sui perpetuo successores possint, valeant et debeant uti et gaudere lignis nemorum communium ipsius loci de Boschetto et territorii ejusdem et (accipere?) pro suo libito voluntateque absque contradictione quacumque.

Item fuit actum, dictum et in pactum solempne deductum per et inter partes jam dictas et per dictos homines concessum, quod pro quolibet ovili sive parco in ipso territorio Boscheti per ipsos homines tenendo et

faciendo, ipsi homines seu ipsum ovile sive parcum tenentes et facientes, seu tenens et faciens, teneantur et debeant solvere, anno quolibet, dicto domino Abbati et suis, sive dicte abbacie unum edum competentem cum decimo assueto.

Item fuit actum, dictum, et in pactum solempne deductum, solempni et valida stipulatione vallatum per et inter partes predictas, per dictos homines expresse retentum et per dictum Dominum Abbatem gratanter concessum, quod ipse Dominus Abbas teneatur et debeat premissa et infrascripta et in hoc presenti instrumento contenta, scripta et gradata facere ratificare, transire et approbare per Reverend. in Christo Patrem et Dominum Dñm Abbatem cisterciensis ordinis superiorem suum et in suo capitulo, ut premissa et infrascripta et in hoc presenti instrumento contenta perpetuam obtineant robur et irrevocabilem firmitatem.

Pro quo siquidem accapito sive hujusmodi accensamento, prefatus Reverendus Dominus Abbas, cum consensu supradictorum venerabilium virorum Religiosorum sibi assistentium, confessus fuit a dictis emphiteotis sive hominibus supra affectantibus habuisse et realiter recepisse, videlicet decem florenos monete currentis, et pariter prefati Domini Religiosi, causa et occasione hujusmodi accensamenti, confessi fuerunt habuisse et realiter recepisse quatuor florenos ejusdem monete. De quibus decem florenis dictus Dominus Abbas et quatuor florenis dicti Dñi Religiosi Monachi se bene habuerunt et tenuerunt plenarie pro pagati et contenti, sic et taliter et in tantum quod dictos homines emphiteotas et suos heredes et quoscumque successores per se et suos in dicta abbacia succedentes et canonicè intrantes quictaverunt, liberaverunt pretio penitus et absolverunt cum pacto de ulterius aliquid ipsorum decem et quatuor florenorum non petendo, exceptioni dictorum decem et quatuor florenorum causa premissa solutorum non habitorum et non receptorum et spei futuræ habitionis et receptionis eorumdem expresse renunciando.

Quibus peractis et premissis omnibus mediantibus, adeo ut predicti homines affectantes sive emphiteote dici possint et debeant incolæ et habitantes dicti loci de Boscheto, statim dicti Bartholomeus Morelli, Guillermus Achamp, et Johannes Jayeti et quilibet eorum per se, scienter, gratis et spontanee, per se et suos heredes et successores quoscumque, fecerunt et prestiterunt homagium cum juramento fidelitatis et capitulis que in ipso sacramento continentur, videlicet incolumem, tutum, utile, facile, possibile et honestum. Ipsaque sex capitula ipsi Reverendo Domino Dño Ab-

bati sueque abbacie suisque successoribus ipsam abbatiam canonice intrantibus servare, tenere bene, fideliter et legaliter promiserunt et juraverunt, tactis per quemlibet ipsorum corporaliter Dei Evangelii sacrosanctis, ut est moris.

Pro quibus omnibus universis et singulis supradictis et infrascriptis melius et firmitus actendendis, tenendis, servandis, solvendis et inviolabiliter observandis et complendis, partes supradicte, videlicet dictus Dominus Reverendus Abbas cum assensu dictorum Dominorum Religiosorum monachorum sibi assistantium et prout quemlibet eorum tangit, parte ex una; et dicti Bartholomeus Morelli, Guillermus Achamp et Johannes Jayeti supra affectantes et quilibet eorum pro se et prout quemlibet eorum, tam conjunctim quam divisim, tangit et tangere potest, se et omnia et singula bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura, obligaverunt, hypothecaverunt et submiserunt foro, stilo, rigori, coharectiioni et compulsioni curiarum quarumlibet Tricastrinensium, curiarumque quarumlibet regiarum, comitatuum Provincie et Forcalquerii, curiarum quarumlibet comitatus Venayssini Domini Nostri Pape, et cujuslibet alterius curie ecclesiastice et secularis in qua vel quibus hoc presens publicum instrumentum reddi contigerit vel ostendi et in ipsis curiis et qualibet earum; et a me Notario ipsarum nomine stipulante mandamentum in se supra et contra se et bona sua et suos..... valiturum et executioni debite mandaturum semel et pluries contra ipsos et bona sua et quemlibet ipsorum et suorum, pro inconcussa observantia singulorum in hoc presenti instrumento contentorum, restitutioneque et esmenda singulorum dampnorum, disturbiorum, interesse et expensarum inde quomodolibet per alteram dictarum partium culpa alterius, et e contra, fiendarum et sustinendarum, super quibus dampnis, interesse, disturbiiis et expensis altera pars ipsarum solo et simplici verbo alterius et e contra..... et credere voluit, quacumque probationis specie pretermissa. Et super his omnia supra et infra scriptis, partes superius nominate et earum quelibet, prout eam sive eas tangit, expresse et per pactum renunciaverunt exceptioni hujusmodi contractus non sic facti, non sic celebrati, et quod plus vel minus aut aliter fuit in eo dictum quam scriptum, vel e contra, et spei future factionis et celebrationis ejusdem et omni actioni et exceptioni doli mali, vis, metus, fraudis et deceptionis, erroris et ignorantie juris et facti ac calculi, petitioni et oblationi libelli et simplicis petitionis, in scriptis transcriptioni et inspectioni hujus instrumenti et ejus note, fori privilegio et judicis officio, feriis, in-

ducis et dilationibus quibuscunque, et juri dicenti quod si dolus det causam contractui vel incidat in contractum, quod contractus ille non teneat sed ipso jure sit nullum, et juri per quod deceptis in contractibus vel aliter subvenitur, et juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi precesserit specialis, et generaliter omni alii juri canonico et civili, scripto et non scripto per quod contra venire possent aut in aliquo se juvare.

Quinimo ea omnia universa et singula supra dicta actendere, firmare, complere et contra non facere, dicere vel venire per se vel per alium, de jure vel de facto, in judicio vel extra, publice vel occulte, dicti Dominus Abbas cum accensu dictorum suorum Dnorum Monachorum, fide plenita et prout eum tangit, et dicti emphiteote et quilibet eorum prout eos et quemlibet eorum concernit, promiserunt et juraverunt ad Dei Evangelia per quemlibet ipsorum gratis corporaliter tacta sacrosancta.

De quibus omnibus et singulis supradictis quolibet dictarum partium pro se sibi peciit fieri publicum instrumentum per me notarium subscriptum, quod altera pars alteri, et e contra, fieri voluit et concessit quod posset fieri et refici, corrigi, dictari et emendari ante productionem et post, ad dictamen et consilium cujuslibet sapientis, facti tamen substantia non mutata.

Acta recitata fuerunt hec in dicta abbatia Aquebelle, testibus presentibus Domino Johanne Costa, presbytero; discreto viro Jacobo Cotelleri cive Tricestrinensi, Jacobo Brive habitatore S^u Pauli, Jacobo Estephani de Burzeto et Michaele Mogneri de Burzeto, Petro de Jardino firmario dicti monasterii ad premissa vocatis et Anthonio Barasti, Grenihano notario publico, qui de predictis notam sumpsit.

Postque anno de Nativitate Domini millesimo quatercentesimo quadragésimo quinto et die septima mensis Juguu, constitute partes superius in presenti instrumento nominate, videlicet Reverendus in Christo Pater et Dominus Dnus Abbas Aquebelle, parte ex una, et Bartholomeus Morelli, Guillermus Achamp et Johannes Jayeti, parte ex altera; in presentia mei Notarii publici subscripti et testium infra scriptorum ad hoc specialiter vocatorum, unanimo et mutuo consensu de nota supradicta per supradictum Anthonium Barasti notarium sumpta et recitata et de singulis pactis, capitulis et clausulis et universis ac singulis in eadem contentis per lectionem et organum inferius notarii subscripti visionem fecerunt; que siquidem nota per eosdem audita, percepta et intellecta, quia in ea cavetur et continetur quod super traditione seu baylamento terrarum et vinearum ipsius territorii de Boscheto, ipse Dominus Abbas sibi ipsi et sue abbacie

retinebat duas prestationes singulorum fructuum in eisdem provenientium, videlicet duodecimam et sextam decimam, prout latius in dicta nota exprimitur, hinc est quod partes ipse et quelibet earum, ex certis causis animas ipsarum et cujuslibet earum moventibus, pro bono ipsarum et cujuslibet earum, ut asserebant et dicebant, scienter, gratis et spontanee per se et suos quoscumque, ut predictum est, successores ipsas duas prestationes reduxerunt et posuerunt ad duodecimam sive ad prestationem duodecime partis singulorum fructuum in ipsis terris et vineis deinceps perpetuo provenientium franche totaliter.

Item fuit de pacto inter dictas partes per dictum Dominum Abbatem retento et per dictos emphiteotes concesso, quod quoddam pratum in ipso territorio scitum, clausum et circumvallatum, continens tres setoyretas vel circa, ipsi Domino Abbati totaliter pertineat. Videlicet prima herba ipsius tantum, anno quolibet, pro suo libito voluntateque. Ceteris pactis, capitulis et clausulis in ipsa nota traditionis absque alia mutatione salvis remanentibus, per ipsas partes scienter et spontanee approbatis.

Ceterum vero dicti emphiteote, una cum accensu supradicti Reverendi Domini Abbatis, in eorum societate supradicti accensamenti loci, terrarum, vinearum, pratorum, nemorum, grangiarum et quorumcumque edificiorum, eo modo quo eisdem supra tradita fuerant et prout in ipsa precedenti et presenti notis exprimitur acollegerunt, recollegerunt et sibi ipsis associaverunt Johannem Montard et Guillelmum Morelli, parrochie S^{ti} Flori, et quemlibet ipsorum presentes et pro se et suis heredibus et successoribus stipulantes et recipientes. Qui, inquam, Johannes Montard et Guillelmus Morelli et quilibet ipsorum per se et prout quemlibet eorum tangit, et tam conjunctim quam divisim, in omnibus et singulis actibus per dictos emphiteotas conventis, concessis et retentis pro parte et ad usus ipsorum, voluerunt deinceps et perpetuo per se et suos esse participes cum promissionibus, obligationibus, renunciacionibus, juramentis et cauthelis in ipsa prima nota expressis, adque omnia universa et singula ex pacto expresso voluerunt et concesserunt esse submissi et obligati. Itaque ea omnia universa et singula in presenti nota contenta partes predictae, videlicet idem Reverendus Dominus Abbas, prout eum tangit, fide plenita more Dominorum Religiosorum, et dicti emphiteote, etiam et dicti Johannes Montard et Guillelmus Morelli de novo associati et quilibet eorum, prout eos tangit et tam conjunctim quam divisim, tenere et actendere contraque non facere, dicere vel venire per se vel per alium, de jure vel de facto, in judicio

vel extra promiserunt et juraverunt ad Dei Evangelia per quemlibet ipsorum corporaliter gratis tacta sacrosancta.

De quibus omnibus et singulis supradictis quelibet pars per se petiit sibi fieri publicum instrumentum et publica instrumenta tot quod habere voluerunt ejusdem tenoris per me notarium publicum subscriptum, quod et que altera pars alteri fieri voluit et concessit.

Acta recitata et publicata fuerunt hec Grenihani, in hospitio Johannis Dodon, presentibus honesto viro Domino Roberto hospitis presbytero et curato Grenihani, Magistro Richardo de Colocherio notario, Johanne Dodon, habitatoribus ipsius loci Grenihani, discretis viris Jacobo Cotelieri cive Tricestrinensi, Johanne Barillis de Pratellis habitatore Vivarii, Jacobo Combreti de Casis, parochie S^{ti} Flori, testibus ad premissa vocatis et me Bernardo Barasti, notario publico potentis viri Domini mei Graynihani suarumque terrarum et Baroniarum, qui de novis pactis supra proxime scriptis que important ratificationem accensamenti et prime dationis ad accapitum. De quibus Antonius Barasti, notarius quondam genitus meus, notam sumpsit, cujus note et scripture mihi dicto Bernardo ejus genitori pervenerunt, et quia idem Anthonius morte preventus ex ipsa nota instrumentum extrahere non valuit, idcirco ego dictus Bernardus de dicta nota per eum sumpta, non viciata, non abolita, non in aliqua sui parte suspecta, una cum subsequenti nota ratificationis per ipsas partes facte, de qua per ipsas requisitus notam inde sumpsi, aliis occupatus negociis, debita mihi super hoc concessa auctoritate, hoc presens publicum instrumentum per aliam manum fideliter extrahi et grossari feci, et facta diligenti collatione cum ipsis notis quas cum eo consonas reperi, hic manu mea propria me subscripsi, et signo meo quo utor in instrumentis me subsignavi in testimonium premissorum, ad opus dictorum emphiteotarum. Constat enim mihi de dictionibus cum signetis supra collationando apposis. — Et hic finis dicti preinserti instrumenti.

Verum quia instrumentum hujusmodi cum presentibus transcripti seu transsumpti *vidimus* nuncupati litteris collatione et correctione diligentibus prius factis, comperimus invicem convenire et concordare, quapropter, nostris judiciaria et ordinaria auctoritatibus quibus fungimur in hac parte, has nostras presentes transsumpti seu transcripti *vidimus* nuncupati litteras dictis Johanni Montardi et Bernardo Morelli sindicis a nobis instantanter postulantes, duximus decernendas et decrevimus, quas per Matheum Panavi, clericum Nemausensis diocesis, habitatorem loci Avisani, dicte

Tricastrinensis diocesis, publicum apostolica et imperiali auctoritatibus Notarium et dicte nostre curie scribam infra scriptum annotari et in formam publicam redigi, sigilloque nostre curie proprio mandavimus et fecimus appositione muniri, in robur, fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum, decernentes dictis novis transsumpti seu transcripti *vidimus* nuncupati licteris tantam fidem his ubilibet adhibendam et adhiberi debere, quanta adhiberetur et adhiberi posset preinserto originali instrumento, nostram et dicte nostre curie judicariam et ordinariam auctoritatem interponentes pariterque decretum.

Datum et actum Boscheti, in platea secus furnum urbis, super quadam trabe ibidem quo ad actum hujusmodi pro tribunali sedemus, sub anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo quinto, indictione tresdecima cum eodem anno more Romane curie sumpta, die vero sabbati que fuit intitulata et enumerata vicesima prima mensis Februarii, pontificatus Sanctissimi in Christo Patris et Domini nostri Domini Alexandri divina providentia Papa sexti anno tertio. Presentibus ibidem probis viris Raymondo Berati, Johanne d'Aubiscon alias dicto de Lerba, Guillermo de Furno, Petro Gueyneti, et Giraudo Termeti, laboratoribus interdum habitatoribus ejusdem loci Boscheti, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis..... Et me Matheo Panavi clerico Nemausensis diocesis, habitatore loci Avisani, diocesis Tricastrinensis, publico apostolica et imperiali auctoritatibus Notario, dicteque Boscheti curie scriba qui predictis instrumenti exhibitioni, presentationi, visioni, lectioni, postulationi, decreti interpositioni aliisque premissis omnibus et singulis, dum sicut premissum est agerentur et fierent, una cum prenominationis testibus presens fui, de ipsisque notam sumpsit et retinui a qua hoc publicum instrumentum, sive presentes transsumpti licteras manu mea propria extraxi, scripsi et grossam indegi, facta collatione debita, ut convenit, signo meo authentico anteposito signavi in testimonium et fidem premissorum, ad dictorum Dominorum Judicis mandatum et sindicorum requisitionem.

N° 22.

ORIGINE DU VILLAGE DE MONJUYER.

NOVUM ACCAPITUM PRO JOHANNE TRUQUI, PONTIO RAYNERII, JOHANNE FERREXHI
ET JACOBO BARRE, DE MONTILIO ADHEMARI.

In Anno Incarnationis Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo. et die Lune quinta mensis Junii, hora post meridiem prima aut circa, regnante serenissimo et illustrissimo Principe et Domino nostro Dño Renato Dei gratia Rege Jerusalem et Sicilie, Ducatum Appulie Duce, Audegavie, Barri, Lotaringie, Cenomanie, Comitatum Provincie et Folcalquerii ac Pedemontis Comite, feliciter. Amen. Ex hujus veri et publici Instrumenti tenore, omnibus ipsum inspecturis tam presentibus quam futuris evidenter patheat et sit notum, quod Reverendus in Christo Pater et Dñus Dñus Johannes, miseratione divina, Abbas religiose abbacie Beate Marie de Aquabella, tam suo nomine proprio sive dicte religiose abbacie quam vice, loco et nomine nobilis viri Anthonii Adhemarii, bastardi de Graynhano, Balhivi curie regie de Regali Villa absentis et pro quo promissit de *rato habendo*, non errans in suo jure nec facto, non introductus, monitus aut subornatus, nec ab aliquo seu aliquibus circumductus seu dolose inductus sed gratis et spontanea voluntate, per se et alios Dños Abbates in posterum in dicta Abbatia sibi successores quoscumque, cum consilio, assensu et voluntate domnorum fratrum monachorum religiosorum, videlicet fratrum Michael La Fara, prioris dicti monasterii seu dicte abbacie de Aquabella, Jaucerandi olim abbatis, Andree La Fara, suo proprio nomine et vice ac loco Dni Sacriste ut dixit, Johannis Teysserii alias Ducani, Jacobi Reynaudi, Henricii Teysserii sacerdotum, Gabrielis Valis Valsoris, Johannis de Prato-Miran et Henocici Chasalonis, monachorum et professorum dicte sacre abbacie de Aquabella, in capitulo consueto, more solito, sono campane prece Domini congregatorum : In quo loco major et sanior pars domnorum monachorum professorum abbacie esse dicitur, consilium et capitulum more solito tenentes proactu infrascripto, cum consilio tamen, assensu, consensu, licentia et auctoritate supradicti Domini Abbatis ibidem presentis, sibi domnis monachis fratribus et conventualibus atque professis suis licentiam, auctoritatem, assensum et consensum dantis, concedentis et prestantis ad infrascripta

omnia peragenda ; ipse, inquam, Dominus Abbas, ut supra, dedit, donavit, tribuit seu quasi, et concessit ad novum accapitum et imphiteosim perpetuam, id est pro meliorando et non deteriorando, providis viris Johanni Truqui, Pontio Raynerii, Johanni Ferrenhi et Jacobo Barre loci seu Ville Dalphinalis de Montilio Adhemarii ibidem presentibus, acceptantibus, stipulantibus, solventibus et recipientibus pro se et suis heredibus et in futurum juri et rey successoribus quibuscumque, Videlicet terras ermas et alias possessiones supradicti monasterii seu dicte abbacie de Aquabella particulares infrascriptas, cum omnibus juribus et pertinentiis suis, cum pactis et conditionibus infra particulariter scriptis, solempnibus stipulationibus precedentibus et per utrasque ipsarum partium interpositis et acceptis rationibus inde legitime subsequentibus.

Et primo quoddam Casale seu quamdam grangiam, nuncupatam vulgariter *la grant Grangia*, scitum in territorio communi de Regali-Villa, loco dicto MONJUYER, confrontantem, ut dicitur, a parte solis occasus cum itinere regio et publico, quo itur a supra dicta abbacia de Aquabella ad dictum locum de Monte Juerio, et a parte bise cum carreria publica et portali dicte grangie, et a parte ventus cum terris ermis particulariter infrascriptis et aliis suis confinibus, si que sint veriores. Sub qua grangia seu infra quam grangiam sunt et comprehenduntur possessiones que sequentur, cum juribus et pertinentiis supradictis, ad servicium seu sensum subscriptum.

Videlicet quoddam aliud Casale et hospicium modicum copertum, scitum ibidem in dicto loco de Monte Juerio, confrontans ab una parte, videlicet a parte solis ortus, cum puteo et orto communibus ibidem constructis et existentibus et a parte ventus cum orto dictorum emphiteotarum infrascripto et cum ortis aliorum emphiteotarum ibidem in dicto loco habitantium, et a partibus bise et solis occasus cum corte dicte grangie et aliis suis confrontationibus, si que sunt veriores, ad servicium sive sensum subscriptum.

Item aliud Casale cum juribus et pertinentiis suis, ut supra, scitum infra dictam grangiam, confrontans a parte solis ortus cum corte dicte grangie, et a parte ventus cum portali ejusdem grangie, et a parte solis occasus cum itinere publico, quo itur et regreditur a dicta religiosa abbassia de Aquabella apud locum dictum de Santo Pauleto, et a parte bise cum terra dictorum emphiteotarum seu acceptantium infrascripta, hac die presenti supradictis emphiteotis ad novum accapitum data, et cum terra aliorum hominum ibidem in dicto loco de Monte Juerio habitantium, et aliis

suis confinibus verioribus, si que sint, ad servitium sive sensum subscriptum.

Item dedit ad novum accapitum supradictis emphiteotis, ut supra, unum ortum scitum infra dictam curtem, confrontantem ab una parte, videlicet a parte bise, cum supradicto hospitio coperto ad accapitum dato, et a parte solis ortus cum exitu dicte grangie eundo ad partem solis ortus, et a parte solis ortus et ventus cum meniis dicte grangie et aliis suis confinibus, si que sint veriores, cum conditione et pacto inter ipsas partes contrahentes habito et convento quod eo casu quo dictus ortus non sit sufficiens sive satis magnus, longus et largus pro dictis emphiteotis et ad usus domicilii ipsorum cujuslibet, quod eo tunc dictus Dominus Abbas, nomine dicte abbacie et cum consensu supradictorum domnorum monachorum, teneatur et debeat eisdem emphiteotis ibidem in dicto loco de Montejurio providere de orto sufficiente et largo, modo prout fuerit necessarium, quia ita fuit actum et per pactum conventum inter dictas partes, ut superius, ad servitium sive sensum, pro quolibet lare et pro quolibet ipsorum hominum larem per se cum domicilio suo tenentium, videlicet unius grossi argenti et unius gal-line pinguis, anno quolibet et in perpetuum, solvendorum, ut superius, in festo Natalis Domini Nostri Jesu Christi.

Item dedit ut supra ad accapitum quandam terram cum juribus et pertinentiis predictis, sitam in dicto territorio de Monte Jurio seu de Regali-Villa, confrontantem a parte bise cum itinere quo itur a dicto loco de Aquabella ad locum dictum santum Pauletum, et aliis suis confinibus verioribus, quam terram tradidit, dedit et concessit, ut supra, ob causam costruendi, platandi et faciendi vineam seu vineas, quam et quas ipsi emphiteote ibidem in dicta terra plantare, construere et facere intendunt et promiserunt dicto Reverendo Domino Abbati ut supra stipulanti et recipienti; ad servitium sive sensum denariorum duodecim monete currentis et cursum seu usum habentis in dicto loco et locis circumvicinis, solvendorum anno quolibet dicto Domino Abbati aut suis successoribus, in festo Natalis Domini mei Jesu Christi de Mense Decembris, per dictos emphiteotas aut suos, ut supra.

Item dedit, tradidit et concessit seu quasi ad novum accapitum, ut supra, omnia et singula prata dicte abbacie, nuncupata *Los pras de la Frayssena*, scita in dicto territorio de Aquabella seu de Regali-Villa, confrontantia ab una parte, videlicet a parte solis ortus, cum terris cultivatis ibidem scitis, et ad novum accapitum eisdem emphiteotis ac die presenti datis et traditis infraque scriptis, et a parte ventus cum terra herma dicte Abbacie, nun-

cupata *Champ Martel*, et a parte solis occasus cum itinere regio quo itur de loco Aquabella ad locum de Spalichia, et a parte bise cum terris supradictis, ad servitium sive sensum unius grossi cum quarto..... pro qualibet setoirata scita vel..... in dictis partibus, monete currentis solvendi anno quolibet in perpetuum, in festo Natalis Domini Nostri Jesu Christi de mense Decembris, per eosdem emphiteotas aut suos heredes supradicto Reverendo Domino Abbati et suis successoribus quibuscumque ut supra. — Item ulterius, quoddam hermatum seu terram hermam seminis trium saumatarum bladi aut circa, scitam in dicto territorio de Regali-Villa et de Monte Juerio, confrontantem, ut dicitur, a parte ventus cum itinere regio et publico quo itur a dicta religiosa abbatia de Aquabella ad ipsum locum de Monte Juerio, et a parte solis ortus, borehe seu bise et solis occasus cum terris hermis dicti monasterii, ad sensum seu servitium emine unius et medie bladi annone pulchre et recipiende, solvende anno quolibet in perpetuum, in festo S^{ti} Micahellis Arcangelii ut supra, et unius denarii pro directa solvendi in Natali Christi.

Item dedit ut supra ad novum accapitum idem Reverendus Dominus Abbas, ut supra, omnes terras erinas et alias scitas inter rivum dictum vulgariter de *Flammenchas* et rivum dictum *dels Abeuraurs*, confrontantes, ut dicitur, a parte bise cum territoriis locorum de Rupe-forti et de Speluchia, et a parte ventus cum terris erinis dicti monasterii seu abbacie de Regali-Villa, et a parte solis ortus cum dicto rivo, vulgariter nuncupato *Reu dels abeuraurs*, et aliis suis confinibus verioribus, si qui sint, ad servitium seu sensum, pro qualibet saumata seminis dicte terre supra ad accapitum date, videlicet medie emine bladi annone pulchre et receptabilis, solvende per dictos emphiteotas eidem Reverendo Domino Abbati aut suis successoribus quibuscumque, in festo medii Augusti annuatim pro in perpetuum ut supra et..... pro directa. Quas quidem terras supra ultimo confrontatas ipsi emphiteote inter se dividere habent, modo et forma subscriptis, cum juribus et pertinentiis suis et cum pactis supra et infra stipulatis denarii unius pro directa, in Festo Natalis Domini nostri Jesu Christi. Et primo, supradictus Johannes Truqui accipere et recipere debet seu quasi, de dictis terris, semen sive capacitatem seminis octo saumatarum bladi, ad mensuram dicti loci de Regali-Villa seu de Monte Juerio, pro quibus octo saumatisolvere vult et promisit ipse dicto Reverendo Domino Abbati ut supra stipulanti et recipienti, et suis successoribus quibuscumque, sestaria duo bladi, annone pulcre et recipientis, anno quolibet in festo B^{te} Marie

de mense Augusti, et denarium unum monete currentis et cursum seu usum habentis in dicto loco de Regali-Villa et de Monte Juerio et locis circumvicinis, pro directo dominio annuatim in natali Dñi Nri Jesu Christi de mense Decembris ut supra.

Item supradictus Pontius Rannerii, in dictis terris supra ad accapitum datis, concessis et receptis, recipere, habere et tenere seu quasi habet saumatas duodecim seminis, modo et forma supradictis, pro quibus solvere tenetur et debet ac promisit dictus Pontius, ut supra, dicto Domino Reverendo Abbati et suis successoribus quibuscumque, sestaria tria annone pulcre et recipientis in dicto festo medii Augusti, et obolos tres in festo Natalis D. nostri J. Xti ut supra, quia ita fuit actum et in pactum deductum inter ipsas partes ut supra. — Item dictus Johannes Ferrenhi Sabaterius filius Bartholomei Ferrenhi accipere et habere debet ut supra, et modo et forma predictis, saumatas octo seminis pro quibus solvere promisit ut supra sestaria duo annone pulcre et recipientis, ut dictum est, ad mensuram de Regali-Villa, in festo Ste Assensionis beate Marie de mense Augusti, et pro directa denarium unum dicte monete in festo predicto Natalis Dñi Nostri Jesu Xti, quia ita actum et per pactum conventum extitit inter dictas partes ut supra. — Item et Jacobus Barre, tam suo nomine proprio quam vice, loco et nomine Petri Barre, fratris sui germani, recipere et accipere habet et debet in dictis terris ut supra, modo et forma suprascriptis, saumatas duodecim seminis ad mensuram superscriptam, pro quibus solvendis promisit ut supra supradicto Dño Abbati aut suis successoribus, causa sensus seu servicii, sestaria tria annone pulcre recipientis, causa servitii seu sensus ipsius terre, in dicto festo, Bte Assensionis de mense Augusti, et pro directa obolos tres, in festo Natalis Dñi Nri Jhu Xti ut supra, quia ita actum fuit et per pactum conventum inter ipsas partes ut supra, solemnibus et validis stipulationibus precedentibus, et acceptis rationibus inde legitime subsequentibus, et pactis per utramque ipsarum partium interpositis et interjectis ut supra. — Quas quidem terras, prata, casalia, ortos et alias possessiones ut supra ad accapitum datas et confrontatas, dictus Reverendus Dominus Abbas dedit, tradidit et concessit seu quasi, ut supra, ad novum accapitum et in emphiteosim perpetuam, cum consensu et assensu, consilio et voluntate supradictorum Dnorum Monachorum sibi assistantium, modo et forma supra et infra scriptis, per apprehensionem manus dextere, sicut dictum est, videlicet ad habendum, tenendum, possidendem, dandum, donandum, pignori seu ypothece ypothe-

candum et obligandum, et quovis alio dationis titulo dandum, et quibus voluerit personis ecclesiasticis et secularibus, semel et pluries et totiens quotiens sibi placuerit, exceptis sanctorum militibus locorum, religiosis, Judeis et aliis personis a jure prohibitis et vetatis, salvo et retento dicto Reverendo Dño Abbati et suis successoribus quibuscumque majori directo dominio et senhoria, quod et quam habet et sibi nunc et in perpetuum retinet in et super dictis possessionibus supra ad accapitum datis et confrontatis, cum juribus et pertinentiis supradictis ac jure plantationis, quod est in laudemis interponendis et trezenis percipiendis et illas retinendi si et quandocumque ipsas possessiones, conjunctim vel divisim vendi, in parte dari, permutari vel aliter de persona in personam alienari contingerit, in solidum vel in parte, salvisque et retentis servitiis supradictis pro dictis terris supra confrontatis, solvendis ut supra, necnon jure decime quarte partis bladi quod de cetero ex dictis terris procedet, eveniet et orietur pro jure debite decime exsolvi pro eisdem terris, consueve tempore recollectionis dictorum fructuum; necnon etiam salvo et retento servitio pecuniali superscripto solvendo annuatim, in festo Natalis Dñi Nñ J. Christi ut supra, et nihilominus unius grossi argenti pro quolibet hospitio seu lare, et unius galline pinguis et unius emine civate, ad mensuram legalem dicte abbacie, pro jure cavalagii, ut supra in Natali Domini, necnon et unius jornalís sive unius carroare cum animalibus suis cujuscumque generis, si habeant animalia laborantia sicut sunt equi, eque, muli, mule, asini vel asine et boves laborantes. Si vero non habeant animalia laborantia, ipsi homines supranominatiolvere teneantur et uterque ipsorum teneatur et sui successores quicumque teneantur, ut supra, dicto Reverendo Dño Abbati aut suis successoribus de propriis personis ipsorum hominum, videlicet uterque ipsorum una die de persona sua, dum requisitus fuerit, in negotiis et in operibus licitis et honestis ipsius abbacie, semel in anno tantummodo, quia ita fuit actum et per pactum conventum inter ipsas partes ut supra, salvo nihilominus et retento ut supra servitio seu sensu supra narrato pro servitio dicti orti solvendo in Natali Dñi, et nihilominus servitio denariorum duodecim monete currentis, ut supra, pro servitio terre sive vinee supra construende et plantande, ad accapitum date et confrontate, annuatim solvendo, ut dictum est, in festo Natali Dñi Nñ J. Xti. Et ulterius, salvo ut superius servitio unius grossi argenti cum uno carto, pro servitio dictorum pratorum supra ad accapitum datorum et confrontatorum, quod de cetero erit ut supradictorum quinque..... pro qualibet setayrata prati facta vel

fienda, et pro quolibet emphiteotarum et suis heredibus et successoribus quibuscumque anno quolibet solvendorum, ut dictum est, in festo Natalis Dñi Ntri Jesu Christi, cum pactis et conventionibus particulariter inter ipsas partes habitis modo et forma subscriptis. Et primo fuit de pacto inter ipsas partes ut supra, solemptni et valida stipulatione firmato et habito, quod ipsi emphiteote ex nunc in antea et pro in perpetuum possint et valeant immitere, tenere, custodire et depasci facere eorum animale proprium sive eorum animalia propria, sicut boves, vace, equi, eque, muli, mule, asini, asine, oves, yrci, capre, porci, sues et alia animalia cujuscumque generis existant, absque licentia dicti Dñi Abbatis et suorum successorum et officialium quorumcumque presentium et futurorum, et absque prestatione et solutione pasquerii et alterius pensionis cujuscumque, prout et sicut alii homines dicti loci de Regali-Villa et de Monte Juerio faciunt, tenent et custodiunt.

Item fuit de pacto inter ipsas partes ut supra solemptnibus stipulationibus precedentibus, et validis acceptationibus inde legitime subsecutis, quod dicti emphiteote et uterque ipsorum seu sui heredes et successores quicumque ponere ac tenere et custodire in dicto territorio de Regali-Villa sive de Monte Juerio debeant et valeant sex vacas portantes cum ipsarum cujuslibet incremento et incrementis, et illas accipere ad medium incrementum seu titulo meterie ab aliis personis quibuscumque extraneis et forensibus sive privatis, et illas tenere ut supra et custodire ac teneri et custodiri facere in ipso territorio ultra ipsorum animale proprium ejusdem generis, spatio trium annorum a die immissionis earum computandorum tantum et non ultra, quia actum extitit et per pactum conventum intra dictas partes, ut supra. — Item pari modo tenere possint et valeant dicti homines et uterque ipsorum possint per se et suos sex animalia equesina ad medium incrementum recipienda ultra ea que nunc habent et habebunt propria, et illa ibidem tenere et custodire possint et valeant absque impedimento quocumque et absque solutione pasquerii et alterius pensionis cujuscumque, spatio trium annorum continuorum et completorum a die immissionis dicti animalis infra computandorum, quia ita actum fuit et per pactum conventum inter dictas partes ut supra. — Item pari modo tenere possint et immitere in dicto territorio atque custodire et pasturgari facere tria trentenaria animalis ovini et caprini, ad medium incrementum seu ad megeriam rectam recipienda, spatio trium annorum ut supra a die receptionis seu immissionis dicti animalis infra compu-

tandorum, et hoc ultra animalia sua propria ejusdem generis ut supra, et illa custodire in eodem territorio absque pena et pasquerii solutione seu alterius impositionis cujuscumque, ut supra, spatio dictorum trium annorum et non ultra, quia ita actum fuit et per pactum conventum inter dictas partes ut supra.

Item simili modo fuit de pacto quod ipsi emphiteote possint et valeant, et uterque ipsorum possit et valeat in dicto territorio immittere, tenere, custodire et depaci facere sex animalia porcina mascula vel femela ad megeriam sive ad medium incrementum recipienda, et ibidem ipsa custodire vel custodire et depaci facere in dicto territorio absque licentia et solutione pasquerii seu alterius pensionis, ut supra, spatio dictorum trium annorum, ultra animalia sua propria ut dictum est et non ultra, quia ita actum fuit et per pactum conventum inter dictas partes ut supra. — Item fuit de pacto ut supra quod dicti emphiteote et uterque ipsorum ac sui heredes et successores quicumque solvere teneantur et debeant pro dictis animalibus ovinis, caprinis et porcinis..... decime more solito et denum ibidem uti et frui pasturgaliis et aliter possint pro libito, voluntate, sicut alii homines dicti loci habitatores faciunt et utuntur, quia ita actum fuit et per pactum conventum inter ipsas partes, ut dictum est, pro accapito et nomine accapiti florenorum septem valoris cujuslibet grossorum duodecim monete currentis in patriis Provincie et Dalphinatus, quos florenos causa premissa confessus fuit habuisse et recepisse et sibi numeratos fuisse quorum non habitorum et non numeratorum exceptioni speique future habitationis, numerationis eorundem et omni alii exceptioni doli mali renuntiare.

Hoc autem novum accapitum et conventiones, promissiones supra, et omnia universa et singula supradicta et in presenti publico instrumento contenta et descripta, suprascriptus Dñus Abbas, cum consilio, consensu, voluntate et assensu supradictorum Dominorum monachorum conventualium et professorum dicti monasterii seu dicte abbacie de Regalivilla ibidem per se et suos successores quoscumque promisit necnon ipsi Dñi monachi conventuales et professi, cum licentia tamen et auctoritate supradicti Dñi Abbatis ut supra, promiserunt et convenerunt suprascriptis emphiteotis ut supra stipulantibus et recipientibus pro se et suis, promiserunt actendere, complere et inviolabiliter observare et nunquam contra facere, dicere vel venire, nec alicui contra venienti vel facienti, aut venire vel facere volenti consentire, sive auxilium, consilium vel favo-

rem dare seu tribuere, tacite vel expresse, directe vel per oblicum, sive aliter quovis modo assistere, de presenti vel in futurum, asserentes et affirmantes dicentesque ipsi Reverendus Dñs Abbas et monachi, ut supra, in verbo Dei et per Deum verum vivumque et sanctum jurantes, manus suas ponentes ad pectus suum super habitum ipsorum, more sue religionis, jurantes se non dixisse, fecisse, dicturosque facturosve aliquid in futurum quominus premissa omnia universa et singula superscripta plenam obtineant roboris firmitatem et conserventur illesa ac etiam inconcussa.

Sub respectione, integraque restitutione, solutione et esmenda omnium expensorum, dampnorum, gravaminum, disturbiorum et interesse fiendorum et sustinendorum per dictos emphiteotas vel suos, aut alium vel alios ejus nomine, in Curia vel extra, litigando vel aliter quovis modo, causa premissa vel aliquo premissorum. De quibus expensis, dampnis, gravaminibus, disturbiis et interesse credere et stare promisit dictus Reverendus Dñs Abbas, ac dicti Dñi Monachi promiserunt et convenerunt solo simplici verbo dictorum emphiteotarum et ipsorum cujuslibet tantum, sine sacramento, testibus, scripturis et omni alia probatione quacumque, sub obligatione omnium bonorum dicte Abbatie presentium et futurorum. Renunciantes dicti R^{dos} in X^{to} Pater et Dñs Abbas atque dicti Dñi Monachi et Fratres professi et conventuales dicti monasterii, cum auctoritate, licentia et consensu quibus supra, exceptioni presentis contractus per ipsos non facti, non concessi modo premissis, et non celebrati, et omni alii exceptioni doli mali, et in factum, actionem et conditionem indebiti, sive causa justa vel ex injusta causa, ita quod non possint nec alter ipsorum, ex nunc in antea, possit quoquo modo in judicio vel extra dicere vel allegare rem ac rei veritatem aliter se habere, habuisse, procedere vel processisse quam in presenti publico instrumento continetur. Necnon renuntiaverunt ipsi partes ut supra omni juri juvanti deceptos petitorum et allatorum libelli translatui hujus instrumenti et ejus note feriis messium et vindemiarum dilatarum judicarie decem quinque et trium dierum, et juri dicenti concessionem extra judicium factam et generallem renunciationem non valere, nisi precedat specialis et coram suo judice non facta sive insinuata, et omni alii juri novo et veteri, canonico et civili, divino et humano, scripto et non scripto, privilegiis, consuetudinibus et statutis quo, qua vel quibus contra premissa vel aliquod premissorum venire possent vel in aliquo se thueri, ipsaque infringere modo aliquo seu revocare in solidum vel in parte.

De quibus omnibus universis et singulis supradictis, dicti emphiteote,

pro se et suis ut supra, petierunt, et uterque ipsorum petiit, sibi fieri publicum instrumentum per me notarium subscriptum, dictandum, corrigendum, esmendandum consilio et dictamine, correctione et esmenda unius vel plurium sapientum et in jure peritorum vel non....., facti tamen substantia in aliquo non mutata.

Acta fuerunt hec, lecta et publicata ubi supra, videlicet in capitulo dicte abbacie presentibus ibidem providis viris Reymundo Hestran de Alundo, Johanne Fulconis de Speluchia, diocesis Tricastrinensis, Guillelmo Ruffi de Belloforti, Anthonius Alvia habitatore civitatis Capentratensis, servienti curie, Parni..... montis Pessulani et Guillelmo Richeti sartore de Molage, diocesis Chalonensis supra saona, testibus ad premissa vocatis et rogatis, et me Richardo de Collonherio, notario publico auctoritate regia et qua fungor constituto &. Successive vero suprascripti emphiteote promiserunt supradictis Dñis Abbati et Religiosis presentibus, stipulantibus &... dictas possessiones cultivare et dictum servitium et sensum solvere ad plenum modo et forma suprascriptis.

De quibus etc.

Actum ubi supra, testes quibus supra.

N° 23.

BAIL. EMPHITHEOTIQUE DU DOMAINE DE VIOLEZ

— DU 25 FÉVRIER 1499. —

Accensamentum sive novum accapitum factum per dominum et in Christo patrem Ludovicum de Grolée abatem, dominum Jacobum Avondi priorem, dominum Petrum Oleri sacristam, dominum Philippum Arnaudi, dominum Petrum Teisserii, fratrem Petrum Pomerii, fratrem Antonium la Seyte, fratrem Guillerum Cotelerii, fratrem Claudium Avondi religiosos abatiæ Beatæ Mariæ de Ayguebella, Claudio Guilhermo Thomassio et Joanni Monerii loci Villedei, diocesis Vaisionensis, anno Domini 1499 a Nativitate sumpto et die 25 mensis february, in testium meique notarii publici subscriptorum presentia, prefati Domini Abas, prior, sacrista et religiosi ad sonum campanæ in capitulo dictæ abatiæ congregati capitulariter, et capitulum tenendo, cum gratis et sponte attendentes et considerantes quod locus Violesii, cum suo mandamento, pertinet et spectat eisdem dominis Abbati et religiosis ratione dictæ abatiæ, Idcirco pro evidenti commodo

et utilitate dictæ abbatiae dictorumque Abbatis et religiosorum, et suorum in eadem Abbatia successorum, tradiderunt, accensaverunt et ad novum accapitum et in emphiteosim perpetuam concesserunt, et tenore presentis instrumenti tradunt et concedunt eisdem Vacher et Monerii presentibus, scilicet dicto Vacher pro duabus partibus, et dicto Monerii pro tertia parte, prædia et bona sequentia existentia infra locum et mandamentum sancti Petri Violesii, diocesis Auraicensis. Et primo trecentum saumatas terræ pro faciendo laboragium, scilicet de terris nedum utile accensatis et traditis, et hoc pro faciendo laboragium et pro vineis faciendis viginti. Item pro faciendo prata, decem octo saumatas terræ; Item pro faciendo hortos sive chanaberias, duodecim eyminatas terræ; Item plateas necessarias ad faciendum eorum domos et habitationes, sub censibus, oneribus et servitiis sequentibus, et primo quamlibet saumatam terræ sub censu unius patarii monetæ currentis; Item pro qualibet saumata prati, sub censu et tam pro censu quam decima unius grossi censualis monetæ currentis; Item pro quatuor eyminatis horti, dimidium grossi monetæ currentis pro censu; Itemque servient decimam tam canapis quam grana canapis et aliorum granorum in dictis hortis excrementum, scilicet fabarum et leguminum, cum dominio directo jureque laudandi, investiendi, ac jure prelationis et advantagii retinendi alioque jure quod dominium directum importat tam de jure quam de consuetudine; Item pro qualibet domo sive habitatione focum et larem tenente, unum grossum monetæ currentis et unam gallinam censualem, cum dominio directo in et cum pactis conventionibus et reservationibus sequentibus; Imprimis enim fuit de pacto per dictos dominos Abatem et religiosos, nominibus suis et dictæ abbatiae, reservato, et per dictos accensatarios gratis concesso, quod ipsi accensarii et sui heredes et successores teneantur et debeant solvere de omnibus granis in dicto mandamento eis accensato ex cressendis, decimam in area, in quolibet festo beatæ Mariæ Magdalenæ seu in messibus tempore recollectionis fructuum, Item decimam omnium agnorum et edorum per dictos Vacher et Monerii et suos heredes et in posterum successores eodem in mandamento nutriendorum et nascendorum, et hoc annis singulis prima die Maji, census vero argenti et gallinam, in quolibet festo calendarum, incipiendo primam solutionem a festo calendarum prius futuro in unum annum; Item etiam fuit de pacto quod dicti Vacher et Monerii et sui successores possint et valeant sua animalia cujusvis generis existentia pasturgare in et per totum dictum mandamentum Violesii, Item quod ipsi habitatores possint capere de lignis

totius territorii prædicti ad eorum usus et non aliter, et quod dicta ligna non possunt vendere nec aliter facere nisi ut dictum est, Item præfati habitantes possint et valeant capere de lapidibus minerorum antiquorum ad eorum usus pro eorum domibus ædificandis, et de residuo dictorum minerorum non possunt vendere, nec alienare, Item quod dicti habitatores possint, si eis videatur, facere unum molendinum, solvendo quolibet anno unum sestarem bladi anonæ pro quolibet capite domus, et quod teneantur molere dicto domino et conventui absque solvenda mottura; et si casus esset quod non facerent molendinum, quod non teneantur solvere dictum sestarem bladi neque ad hoc sint adstricti, Item etiam fuit de pacto expresso per dictum Dominum Abbatem et conventum retento, et per dictos accensatarios gratis concesso, quod toties quoties dominus Abbas cum sua societate, vel etiam prior vel alius pro ipso religiosus pro negotiis abbatiæ vel decimis levandis et exigendis, quod ipsi homines teneantur providere de eorum expensis, pedes vel equites, pro uno die tantum in quolibet mense, tam pro ipso quam eorum equis secundum eorum qualitatem, Item quod dicti homines teneantur et debeant eisdem domino Abbati et conventui providere de granerio pro eorum bladis et granis reponendis.

Item quod præfati Vacher et Monerii accensarii dare solvere et realiter expedire teneantur et debeant eisdem domino Abbati et religiosis, pro novis intragiis, summam ducentum florenorum monetæ currentis, et trium sommatorum olei loci et mercabilis, scilicet oleum incontinentem et argentum per solutiones sequentes, videlicet, per solutiones triginta florenorum in quolibet festo sancti Michaelis incipiendo primam solutionem a festo s^{ti} Michaelis proxime futuro, in unum annum immediate sequentem, et sic annuatim triginta florenos in quolibet festo sancti Michaelis, donec et quousque de dictis ducentum integraliter fuerit solutum et satisfactum; Item fuit de pacto per præfatos Dominos Abbatem et religiosos, nomine quo supra, expresse reservato et per dictos accensatarios gratis concesso, quod dominus Abbas neque conventus non teneantur eisdem hominibus providere de rectore ecclesiæ sive curato, sed si eis videatur quod eis sit licitum, necessarium et opportunum habere rectorem sive curatum, quod ipsi habitatores teneantur nutrire, seu pensionem dare dicto curato, et quod ipsi habitatores sive rector constituendus teneantur ad quæcumque onera ordinaria et in perpetuo ordinaria et extraordinaria tam per Episcopum quam summum pontificem et ejus legatum

imposita et imponenda ; Item etiam fuit de pacto quod dictus dominus Abbas et conventus possint et valeant pasturgare seu vendere herbagia et pasturgagia dicti territorii, et alias etiam ad novum accapitum et in emphyteosim dare reliquas partes dicti territorii quibusvis personis in eo habitare volentibus. — Item plus fuit de pacto per dictum Abbatem et conventum reservato et retento, et per jam factos Vacher et Monerii accensatarios gratis pro se et suis concesso, ut quilibet habitator ipsius loci sancti Petri Violesii, caput domus faciens, teneatur et debeat præstare et dare annis singulis eisdem Abbati et conventui et suis in dicta abbazia successoribus unam corvatam, videlicet illi qui habent animalia, corvatam animalium, et illi qui non habent animalia unam corvatam hominis, aut pro valore earum, quilibet duos grossos ad electionem Domini Abbatis et conventus. — Item fuit de pacto quod dicti accensarii teneantur et debeant tenementum et territorium dicti loci in culturam redigere ac in vineas, prata et hortos convertere juxta formam supra declaratam, et facere valere hinc ad sex annos proxime venientes ; quod si non facerent, quod dicti Dominus Abbas et conventus possint et eis licitum sit capere et eisdem accensariis tollere et amovere id quod noverit in valore reductum, et ita ambæ partes attendere, complere et inviolabiliter perpetuo observare promiserunt et convenerunt, ac dicti Abbas et religiosi manus ad pectus ponendo, more religiosorum, juraverunt, dicti vero Vacher et Moneris tactis scripturis sacrosanctis juraverunt. Pro quibus omnibus melius et tutius tenendis, attendendis et inviolabiliter perpetuo observandis dicti Domini Abbas et religiosi, nominibus jam dictis, suposuerunt, submiserunt, obligaverunt et hypothecaverunt se et bona dictæ abbatiæ curiis ordinariæ et superiori eorum Ordinis Cisterciensis ac curiæ Vicegerentiæ Avenionensis et dicti Vacher et Moneris se et omnia eorum bona suorumque heredum et successorum quorumcumque viribus, rigoribus cabionensibus curiarum principatus Auraicensis necnon Delphinatus, Serre, Buxi, Cabioli, Sancti Marcellini et magnifici Delphinatus parlamenti ac Dalphini ac ducalium Montili Adhemarii et Crestæ Armandy et cujuslibet in solidum earundem renunciantis. — De quibus omnibus acta fuerunt hæc in capitulo dictæ Abbatiæ testibus presentibus Petro Alipo Montilii, Petro Rubellis Regalis-Villæ, Guilhermo Itherii Sancti Pauleti in..... nobili Stephano Avonde priore ? jam dicti Abbatis et me Joanne Pissavini notario subsignato.

J. PISSAVINI *notarius*.

ACCENSEMENT D'UNE SECONDE PARTIE DU DOMAINE DE VIOLEZ

— 17 MAI 1501. —

Accensamentum et novum accapitum factum per Reverendum in Christo Patrem et dominum Dñm Ludovicum de Grolée Abbatem, Venerabiles et Religiosos viros Dominum Jacobum Avondy priorem, Dominum Petrum Olerii sacristam, Dominum Philippum Arnaudy, fratres Petrum Pomerii, Anthonium Laseyte, Claudium Avondy et Guillermm Cotellerii Religiosos Abbatiae Beatae Mariae de Ayguebella diocesis Tricastrinensis Petro Amedei loci Espeluche Tricastrinensis diocesis, anno millesimo quingentesimo primo et die decima septima mensis Maii. In mei notarii presentia existentis et personaliter constituti supradicti Domini Abbas et Religiosi ad sonum campanae in dictae Abbatiae capitulo solito more ad infrascripta peragenda congregati capitulariter et consilium tenendo, qui gratis, scienter et sponte attendentes et considerantes quod locus sancti Petri Violesii est vacans et nullum eidem Abbatiae et conventui affert commodum, idcirco pro evidenti utilitate dictorum Dominorum Abbatis et Religiosorum et conventus Ayguebellae tradiderunt et in emphiteosim concesserunt eidem Amedei presenti, Et primo centum saumatas terrae seminis pro faciendo laboragium in dicto mandamento Violesii. Item sex saumatas et unam sesterratam pro faciendo vineas. Item pro faciendo pratum sex saumatas terrae. Item plateam necessariam pro faciendo ejus domum et habitationem sub censibus, oneribus et serviciis sequentibus, et primo quamlibet saumatam terrae sub censu annuo unius pataci monete currentis; item quamlibet saumatam vineae sub censu unius quarti monete currentis; item quamlibet saumatam prati sub censu et tam pro censu quam decimam unius grossi censualis monetae currentis, Item pro quatuor eminatis terrae pro faciendo hortum dimidum grossum monete currentis pro censu; Item quod serviat et servire debeat eisdem Dominis Abbati et Religiosis et Conventui decimam tam canapis seu a grani canapis et aliorum granorum in dictis hortis excressendorum scilicet fabarum et leguminum cum dominio directo jureque laudandi, investiendi et jure praelationis et avantagii retinendi alioque jure quod dominium directum importat et importare convenit tam de jure quam consuetudine; Item pro domo sive habitatione sua unum grossum monetae currentis et unam gallinam censuales cum

dominio directo. -- Item accensaverunt et in emphitheosim tradiderunt dicti Domini Abbas et Conventus eidem Amedei præsenti et ut supra stipulanti facultatem et licentiam in dicta sua domo faciendi et construendi unum furnum pro suo et suæ familiæ pane de comendo sub censu annuo et perpetuo unius quarti bladi censualis solvendi in quolibet festo Nostræ Dominæ mediæ mensis Augusti incipiendo primam solutionem dictæ quartæ censualis a festo Nostræ Dominæ mensis Augusti in unum annum proximum et sic annuatim perpetuo. — Item idem Dominus Abbas et Religiosi nominibus suis et dictæ Abbatiaë suorumque in eadem successores (*sic*) dederunt et concesserunt eidem Amedei præsenti et ut supra stipulanti licentiam, auctoritatem et facultatem capiendi aquam reperiorem et fluminum dicti territorii S^{ti} Petri Violesii pro rigando prato, hortos et alia prædia scilicet pro aliis necessitatibus suis faciendis cum pactis et resinationibus sequentibus ; In primis enim fuit de pacto per dictos Dominos Abbatem et Religiosos nominibus suis et suos in dicta Abbatia successores reservato et per dictum Amedei gratis concesso quod ipse Amedei teneatur et debeat et sui teneantur et debeant solvere eisdem Domino Abbati et conventui de omnibus granis per eum in rebus accensatis, excrecendis et colligendis decimam in area in quolibet festo Mariæ Magdalænæ seu in messium tempore recollectionis fructuum ; — Item rectam decimam vini in brochâ tinæ ; item decimam omnium agnorum et ediborum per præfatum Amedei et suos heredes et in posterum successores in eodem mandamento nascendorum et nutriendorum et hoc annis singulis perpetuo prima die Maii, censum vero Argenti et gallinas in quolibet festo calendarum incipiendo primam solutionem a festo calendarum pro futuro in unum annum immediate sequentem et sic annis singulis perpetuo. -- Item fuit de pacto per dictum Amedei reservato et per dictos Dominos Abbatem et Religiosos gratis concesso, quod ipse Amedei et sui heredes et successores possint et valeant ac eis licitum sit sua animalia cujusvis generis existentia immittere et pasturgari facere in et per totum mandamentum et territorium Violesii ; Item quod dictus Amedei et sui possint et valeant capere de lignis totius territorii predicti ad suos usus proprios et non aliter, et quod dicta ligna non possint vendere nec de eisdem se explectere nisi ad usus proprios ; Item quod ipse Amedei possit et valeat capere de lapidibus minerarum antiquorum ad usus suos proprios pro sua domo et habitatione edificanda, et de residuo dictorum minerarum non possit vendere nec alienare ; Item quod ipse Amedei et

ceteri habitantes dicti loci possint et valeant, si eis videatur, facere unum molendinum ad detricendum et molendum blada, et aquam ibi necessariam capere et per territorium Violesii conducere, solvendo quolibet anno eisdem Dominis Abbati et Religiosis et suis in dicta Abbatia successoribus unum sestarium bladi annonæ pro qualibet domo hoc est pro quolibet faciente caput domus, et quod teneantur molere dictis dominis Abbati et conventui absque solvendo molturam, et si non faciunt dictum molendinum quod non teneantur ad solutionem dicti sestarii annonæ censualis neque ad hoc possint astringi seu compelli; — Item pariter fuit de pacto per dictos Dominos Abbatem et Religiosos nominibus prædictis reservato et per dictum Amedei gratis concessio quod ipse Amedei et ceteri habitantes dicti loci Violesii qui nunc sunt aut pro tempore fuerunt toties quoties Dominus Abbas cum sua societate vel etiam procurator vel alius pro ipsa Religione, pro negotiis Abbatiae vel pro decimis levandis quod ipsi homines teneantur et debeant providere de eorum expensis pedes vel eques pro uno die tantum in quolibet mense tam pro ipsis quam eorum equis secundum eorum qualitatem; Item quod ipse Amedei et ceteri habitantes dicti loci Violesii teneantur et debeant eisdem Domino Abbati et Conventui providere de granerio pro eorum bladis et granis recondendis et ponendis; Item quod dictus Petrus Amedei accensatarius det et solvet prout dare, solvere et realiter expedire promisit et convenit eisdem Dominis Abbati et Religiosis pro novis intragiis rerum supra accensatarum et in emphiteosim concessarum summam sexaginta florenorum et octo grossorum monetæ currentis in præsentī patria et trium quintalium olei olivæ boni et mercabilis, scilicet oleam aut illius valorem in peccuniis hinc ad festum Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi proxime futurum, et dictos sexaginta florenos, octo grossos per solutiones sequentes, primo a festo sancti Martini proxime futuro in unum annum immediate sequentem decem florenos donec et quousque de dictis sexaginta florenis octo grossis fuerint integraliter soluti et satisfacti una cum damnis eorum; Item plus fuit de pacto per dictos Dominos Abbatem et Religiosos reservato et per dictum Amedei per et suos concessio quod Dominus Abbas neque conventus teneantur eidem Amedei neque aliis habitantibus providere de rectore ecclesiæ sive curato, sed ipsi habitantes, si eis bonum videatur, teneantur sibiipsis providere, illumque nutrire sive pensionem dare vel aliter providere ut melius poterunt; qui curatus sive rector obtinendus teneatur ad quæcumque onera ordinaria et extraordinaria, tam per Episcopum quam

summum Pontificem et ejus legatum imposita et imponenda ; Plus fuit de pacto quod dictus Dominus Abbas et conventus possint et valeant eorum animalia cujuscumque generis existentia pasturgare et pasturgari facere in dicto territorio et etiam vendere herbagia et pasturgagia dicti territorii existentia ultra rationabilem promissionem habitantium loci et alias etiam ad novum accapitum et emphiteosim dare reliquas partes dicti territorii quibusvis personis in eo habitare volentibus ; Item plus quod idem Amedei teneatur et sui teneantur et debeant prestare et dare annis singulis dictis Dominis Abbati et conventui et suis in dicta Abbatia successoribus unam curvatam videlicet, quando habebit animalia, curvatam animalium, et quando non habebit, curvatam hominis, aut pro valore earum duos grossos ad electionem Domini Abbatis et Conventus et hoc annis singulis perpetuo ; — Item plus fuit de pacto quod ipse Amedei teneatur et debeat quantitatem terrarum prædictarum in culturam redigere et in vineas, prata et hortos convertere juxta formam supra declaratam et facere valere hinc ad sex annos proxime venientes ; quod si non fecerit dicti Domini Abbas et Religiosi seu sui in dicta Abbatia successores possint et eis licitum sit capere et eidem accensatario tollere et amovere id quod non erit in valore reductum, et ita ambæ partes attendere et perpetuo observare promiserunt et convenerunt, ac dicti Dominus Abbas et Religiosi manus ad pectus ponendo more Religiosorum juraverunt, dictus vero Amedei sanctis Evangeliiis juravit ; pro quibus omnibus melius et tutius tenendis et observandis, dicti Dominus Abbas et Religiosi nominibus jam dictis obligaverunt se et bona dictæ Abbatiae curiis ordinariæ et superiori eorum ordinis (Cisterciensis ?) et curiis vicegerentiæ Avenionis et spirituali Auraisiensis ; et dictus Amedei pro se et suis se et omnia bona sua et suorum mobilia et immobilia, præsentia et futura brevibus curiarum principatus Auraisiensis necnon Daphinalium Serre, Buxi, Cabaoli, sancti Marcellini et magnifici Daphinalis parlamenti ac Dalphini ac Ducalium Montilii-Adhemarii et Cretæ Armandi et cujuslibet in solidum eorundem renunciatis, et de quibus acta fuerunt hæc in capitulo dictæ Abbatiae Ayguebellæ, testibus præsentibus venerabili viro Domino Ricaudo Gerii presbytero Regalis-Villæ, Antonio Balme, Guilhermo Pelati loci Montis-Juerii ad hæc vocatis et rogatis et me J. Pissavini.

Pro Matheo et Johanne Ferrenchi loci Alondi accensamentum et ibidem supradicti Dominus Abbas et Religiosi tradiderunt in emphiteosim et ad novum accapitum eidem Matheo Ferrenchi præsentem et stipulanti tam no-

mine suo quam Joannis Ferrenchi ejus fratris suorumque heredum et successorum quorumcumque, videlicet quantitates terrarum sequentium in territorio, ex mandamento supradicti loci Violesii, et primo centum saumatas terræ seminis pro faciendo laboragium in mandamento prædicto Violesii; — Item sex saumatas et unum sestarum pro faciendo Vineas; Item pro faciendo pratum sex saumatas terræ; Item pro faciendo hortum et canabarium quatuor eyminatas terræ; Item plateam necessariam pro faciendo ejus domum et habitationem sub censibus, servitutibus, oneribus, honoribus, pactis et conventionibus in precedenti nota descriptis et sub similibus intragii solvendis per modum in precedenti nota contentum nihil addito nihilque remoto, cum submissionibus, promissionibus, juramento, remunerationibus et clausulis in talibus necessariis et opportunis. — Actum ubi supra ac præsentibus quibus supra et me J. Pissavini.

Accensamentum Mathei Petri Valentini et Julliani Ruffelli habitatorum loci Alondi diœcesis Tricastinensis dicta die decima septima mensi Maii, supradicti Dominus Abbas et Religiosi tradiderunt et concesserunt in emphiteosim et ad novum accapitum Matheo Ruffelli præsentem et stipulanti tam nomine suo quam Petri Valentini et Julliani Ruffelli fratrum suorum absentium suorumque heredum et successorum quorumcumque, videlicet quantitates terrarum sequentium sitarum in territorio Violesii, et primo centum saumatas seminis terræ pro faciendo laboragium, — Item sex saumatas et unam sesteiriatam pro faciendo vineas; Item pro faciendo pratum sex saumatas terræ; Item pro faciendo hortum et canabarium quatuor eyminatas terræ; Item plateam necessariam pro faciendo eorum domum et habitationem sub censibus, servitutibus, honoribus, oneribus, pactis, retentionibus, conventionibus, submissionibus, juramento, renunciationibus et clausulis in nota accensamenti Petri Amedei superscripta sub diē presenti contentis quæ hic haberi voluerunt pro sufficienter expressis et declaratis. — Actum ubi supra scilicet in capitulo Abbatiae, testibus præsentibus quibus supra et me J. Pissavini.

Guillermi, Anthonii et Magistri Dni Isnardi fratrum ac Anthonii et Claudii Isnardi nepotum suorum habitatorum loci Alondi accensamentum. Eadem die septima decima Maii prænominati Dominus Abbas et Religiosi gratis tradiderunt et concesserunt in emphiteosim et ad novum accapitum Guillermo Isnardi præsentem, acceptanti et stipulanti tam nomine suo quam dictorum suorum fratrum et nepotum, scilicet quantitates terrarum infrascriptarum situatarum in territorio Violesii. Primo centum sauma-

tas terræ pro cultivagio et laboragio faciundo ; Item sex saumatas et unam sesteyriatam terræ ad faciendum vineas ; Item sex saumatas seminis terræ ad faciendum pratum ; Item pro faciundo hortum et canaberium quatuor eyminatas terræ ; Item plateam necessariam pro faciundo eorum domum et habitationem sub censibus, servitutibus & ut supra. — Actum ubi supra scilicet in capitulo Abbatie, testibus præsentibus quibus supra et me J. Dissavini.

N° 24.

ÉTAT DES REVENUS POSSÉDÉS PAR L'ABBAYE D'AIGUEBELLÉ AU XVII^e
SIÈCLE ET CAUSES DE LEUR DIMINUTION.

L'abbaye de Notre Dame d'Aiguebelle, de l'ordre de Cîteaux, située dans le diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux, fut fondée par Gontard de Loup de Rochefort, en l'année 1137. Et jusqu'à l'époque de l'Introduction des Commandataires, elle a joui de grands reveuus qui avaient été donnés à cette Abbaye par des seigneurs, gentils-hommes et autres personnes notables et riches qui quittèrent le monde pour se retirer dans laditte Abbaye et y servir Dieu en qualité de religieux.

Les revenus de ladite Abbaye consistaient en dimes, juridictions, droits seigneuriaux, domaines utiles et directs, bois, forêts, paturages, fermes et terres en divers lieux et contrées, savoir : Beauville, Valaurie, Rossas, Espeluche, Alan, Pierrelatte, Chateaneuf du Rhône, Montélimar, Grâne et Combemaure; Vaulréas au Comtat-Venaissin ; Violez dans la principauté d'Orange ; St^e Eulalie ou Gondollet, dans le Vivarais ; de plus, les métairies ou hameaux de Montjoyer, de Citelles, Cersat et Montlucet qui sont dans les environs de la ditte Abbaye.

Les Commanderies perpétuelles des Abbayes ayant été introduites en France vers l'année 1578, du temps du pape Urbain VI, les premiers Abbés commendataires ont commencé d'aliéner par voye d'accensement les fonds et domaines utiles les plus considérables de la ditte Abbaye ; de manière qu'il n'y a nul doute que dès lors les dits revenus ont commencé de diminuer et par ce motif le nombre des Religieux.

Et afin qu'on ne puisse douter des dites aliénations faites par les Abbés commendataires au grand préjudice des Abbayes, on verra par la diminu-

tion des revenus de Valaurie, Rossas, Pierrelatte, Violez, Vaulréas et autres dépendances, combien de fonds considérables ont été aliénés. Et ensuite tant les aliénations faites par les commandataires que les pillages, incendies et autres désordres exercés par les Calvinistes envers l'Abbaye, et le peu de soin et de zèle que les Abbés qui l'ont régie jusqu'à présent ont eu de ne pas faire renouveler et remettre les titres et droits d'icelle, égarés et occupés par tierces personnes, elle se trouve réduite dans un état si déplorable, qu'on n'y remarque que profanation et désolation entière, capables de tirer les larmes des yeux de ceux qui la voient, et qu'elle est désertée des Religieux.

Pour bien connaître d'où proviennent les grandes pertes des droits et revenus que la dite Abbaye a faites depuis 60 à 80 ans et plus : il faut remarquer que par les édits du roi Henry III faits sur les aliénations des biens temporels du clergé de France, il aurait été permis aux ecclésiastiques de vendre et aliéner des fonds et revenus temporels jusqu'à la somme de 50 mille écus de rente, accordé par bulle du pape Sixte V du mois de février 1586, laquelle a été vérifiée par la Cour du Parlement de Paris, de la même année, et ensuite en vertu des patentes de sa Majesté il aurait été procédé à partie de la dite aliénation au Baillage et Archevêché de Vienne. Henri IV, successeur de Henry III, ayant été informé qu'il restait encore à exécuter l'effet des dites patentes au Baillage des montagnes et sénéchaussés du Valentinois aurait député des Commissaires pour procéder à l'effet de la dite aliénation du temporel de l'Eglise ; de même que pour tous les Baillages, Sénéchaussés, Archevêchés et Evêchés des pays du Dauphiné, suivant les formes prescrites par les patentes données à Senlis le 31 X^{bre} 1590, vérifiées par la Cour du Parlement et Chambre des comptes du Dauphiné, le 29 mars 1591, d'autant plus qu'il restait encore à exécuter la somme entière de 100,000 écus de rente, accordée par la dite bulle. Sa Majesté par autres lettres patentes données au camp de Noyon le 4 9^{bre} de la dite année, par l'avis de son conseil d'état, aurait ordonné qu'il ferait procéder à la vente et aliénation du domaine des ecclésiastiques, également sur tous les Bénéficiers, Prieurs, Evêques et Archevêques dépendant de toute la province du Dauphiné, jusqu'à la concurrence de 100,000 écus de rente, chacun pour ce qui pourrait le concerner. A cet effet il aurait chargé les trésoriers généraux de France établis en Dauphiné et autres commissaires pour procéder à l'aliénation des domaines ecclesiastiques. Au moyen de quoi lesdits com-

missaires procédant à l'effet de la ditte aliénation et exécution des dites patentes, en ce qui concernait l'Evêché de Saint-Paul-trois-Châteaux. Ayant été signifiées au Vicaire-Général dudit Evêché, et particulièrement à tous les bénéficiers, leur intimant qu'à défaut de payement dans le délai fixé par lesdits commissaires pour le payement de leur cotte à laquelle ils auraient été imposés au Rôle des aliénations, il serait par eux passé outre à la vente et délivrance de leur temporel suivant la forme des dites patentes. A quoi entr'autres, satisfaisant Messire Adrian de Bazomont, abbé d'Aiguebelle, aurait représenté auxdits commissaires ne pas avoir les moyens de satisfaire et acquitter la somme à laquelle il se trouvait imposé au Rôle des aliénations du domaine de l'Eglise, montant à 278 écus, pour sa part, y compris les 2 sols 6 deniers par livre, vu les désastres survenus à la ditte Abbaye, tant par les maux des guerres civiles qui continuaient dans le Dauphiné, que par les aliénations qui avaient déjà été faites du temporel de l'Eglise, ce qui ayant tellement réduit le revenu, qu'il était dans l'impossibilité de payer la ditte cotte, des revenus de l'Abbaye : si bien que, tant pour acquitter la ditte somme à laquelle il venait d'être imposé en dernier lieu, que pour le remboursement de plusieurs autres sommes qui avaient été ci-devant payées pour semblables aliénations faites dans les années 1566 et 1576, en vertu des lettres patentes du Roi, et par permission du Saint Père, montant à la somme de 1248 écus 42 sols ; ainsi qu'il aurait fait voir aux commissaires par quittance jusqu'à la concurrence de la ditte somme, dont le dit Abbé aurait affirmé l'avoir emprunté de noble Mars de Bazomont, son frère, président en la Chambre des comptes du Dauphiné ; ainsi qu'il l'aurait prouvé par l'acquit du 23 9bre 1592. Ledit sieur Abbé aurait, à cette fin, indiqué aux commissaires les biens qu'il avait affermé, comme le moins préjudiciable à la ditte Abbaye, et pour s'acquitter de ce que dessus, savoir : La plus value des fonds directs et pensions cy-devant exposés en vente pour le payement de semblables aliénations faites ci-devant du temporel de l'église de Saint-Paul-trois-Châteaux, par permission du Saint-Père le Pape, en l'année 1576. En premier lieu, la plus value de 12 septiers de froment et 24 sols argent & quelque peu d'huile de rente annuelle, portant lots et ventes que ledit sieur Abbé avait droit de prendre aux terroirs de Fraycinet & Pierrelatte. Plus, même plus value des censes que ledit Abbé avait droit de prendre au terroir et mandement d'Espeluche, par indivis avec le seigneur dudit lieu, consistant en trois émynes

de froment ; aussi avec quelques directes qu'il prenait sur certaines maisons situées en la ville de Montélimar, qui ne valent que 44 sols par an, et en outre, la plus value d'une étable et petit plassage dépendant de laditte Abbaye, située au même lieu, rue du Chemin neuf ; lesquels fonds et directs sus spécifiés auraient été exposés en vente en l'année 1584, au mois de juillet, par le sieur Toussaint Pichot, vicaire général du diocèse de Saint-Paul & le bailli dudit lieu, commissaire député, qui les auraient délivrés au sieur Mars de Bazomont pour le prix de 512 écus ; à la délivrance desquels droits ledit sieur Abbé ayant présumé y avoir eu lésion plus de tiers de leur légitime valeur, aurait requis lesdits commissaires de réexposer en vente lesdits droits : Et outre que dessus, pour l'entier paiement de la ditte Cotte pour les deux aliénations montant à la somme de 278 écus 4 sols, inclus les 2 deniers pour livre, aurait exposé en vente les directs, tasches, droits que laditte Abbaye prenait aux lieux de Ros-sas, Combemaure, Mandement de Grane. Plus les directes de Châteauneuf-du-Rhône et une terre au terroir de Vallaurie ; lesquels droits ayant été exposés aux enchères dans tous les lieux circonvoisins et délivrés audit sieur Mars de Bazomont à la somme de 595 écus 20 sols, le 2 juillet 1594, dont le trésorier général et commissaires députés à laditte aliénation lui en auraient passé contrat de vente par main publique.

Par le susdit narré, il résulte qu'il y a eu collusion entre le sieur Adrien de Bazomont, Abbé, et le sieur Mars de Bazomont, son frère, touchant l'acquisition des droits et dépendances de laditte Abbaye et les autres Abbés qui auroient succédé immédiatement audit sr Bazomont jusques à Marie François Adhemar jadis Abbé de ladite Abbaye, parce qu'ils auroient négligé de revendiquer lesdits droits aliénés, car ils pouvoient se servir des privilèges et facultés qu'ils en avoient en vertu des lettres patentes accordées par le roi Henry IV au mois de décembre, vérifiées par la Cour le 3 juin 1608, pour le recouvrement des fonds aliénés, en remboursant aux acquereurs d'iceux les deniers qu'ils feroient légitimement paroître avoir payés. Comme aliénation du temporel de l'Eglise et au moyen dudit recouvrement lesdits Abbés eussent pu faire procéder à la rénovation des reconnaissances féodales de plusieurs fonds dont les directs ne se trouvent pas prescrits par le laps de 100 ans ; outre que ledit sr Mars de Bazomons acquereur susdit depuis le décès dudit sr Adrien de Bazomons, Abbé, son frère, sous le prétexte de l'acquisition par lui faite desdits droits se seroit trouvé saisi de plusieurs titres et documents importants concer-

nant les droits du direct aux lieux de Vallaurie, Valréas, Gondoulet et Violez qui n'étaient nullement compris dans ledit contrat de vente passé par lesdits commissaires au s^r Mars de Bazomont.

Il faut venir maintenant à la nomenclature des droits de ladite Abbaye sur chaque membre et dépendances d'icelle.

Droits de Réauville. — En premier lieu, le lieu de Réauville est du domaine de la dite Abbaye, dont l'Abbé se qualifie seigneur ; il est vrai qu'au 12^e siècle un abbé aurait apparié le roi de Sicile sur la juridiction et droits seigneuriaux du dit lieu, mais par les soins de François Adhémar jadis Abbé de la dite Abbaye la dite parerie ou consigneurie du roi aurait été réunie à la dite Abbaye, mais on ne sait sous quelles conditions et ce qu'il parut avoir baillé pour le dédommagement de la Couronne.

De cette seigneurie de Réauville le dit seigneur Abbé retire les droits de dîmes et droits seigneuriaux. Il y a aussi quelques hameaux contigus au territoire du dit lieu savoir : Citelle, Monjoyeux, Cerrat et Réonel appartenant en propriété à la dite Abbaye, dont l'Abbé perçoit un revenu assez considérable.

Droits de Vallaurie. — Au lieu de Vallaurie et de son territoire, la dite Abbaye de tout temps a eu des droits très considérables, savoir : les terroirs et tènements de Barret et S^t Nizier et plusieurs autres quartiers qui sont dans la banlieue de Vallaurie, consistant les dits droits en domaines utiles et directs et en redevances tant en grains qu'en argent, denrées, bois, droits de chasse, bans ; outre que la juridiction ordinaire dans lesdits tènements se trouve réglée entre l'Abbé et le seigneur du dit Vallaurie. Toutefois les seigneurs dudit Vallaurie ont usurpé plusieurs droits sur la dite Abbaye comme de juridiction, paturages et lignage, ce qui ne leur est pas permis et quant aux dits domaines utiles et directs dans le terroir de Vallaurie, la dite Abbaye ne possède qu'une seule terre qu'on afferme à un particulier habitant du dit lieu ; tout le reste se trouve avoir été entièrement occupé par les seigneurs dudit lieu ; la proximité qui se trouve entre les Abbés de la dite Abbaye depuis quarante années avec les seigneurs dudit Vallaurie a beaucoup contribué à la perte des dits droits.

Droits de Roussas. — Pour le regard du domaine direct que la dite Abbaye possédoit jadis au terroir du lieu de Roussas, on voit évidemment qu'on a laissé passer le temps pendant lequel on pouvoit renouveler le domaine direct ; il est vrai que l'Archiviste qui a travaillé aux archives de la dite Abbaye ayant été député en l'année 1659 pour procéder à la réno-

vation du dit domaine direct, il se seroit porté au dit lieu de Rossas pour travailler à la vérification du fonds et pièces utiles à la dite Abbaye, mais il seroit arrivé que le s^r d'Alières seigneur moderne du dit lieu président huguenot en la Chambre de l'Edit de Grenoble dont les auteurs se sont attribué la directe universelle du terroir du dit lieu et par ce moyen ont voulu exclure la dite Abbaye du dit domaine direct, auroit empêché la vérification en ce qu'il se seroit saisi des cadastres ou parcellaires anciens et modernes dudit lieu qui servoient puissamment pour ladite vérification, d'ailleurs nul des habitants dudit lieu n'aurait voulu indiquer les fonds sujets à la directe de la dite Abbaye, empêchés de ce faire par ledit s^r président ; et qui pis est, sans le s^r Curé dudit lieu, le dit député n'auroit trouvé aucun logement ni aliment, et tout ce qu'il auroit pu faire auroit été un acte de sommation aux consuls dudit lieu, pour les obliger à exhiber lesdits cadastres, autrement qu'on se pourvoiroit contr'eux par devant le parlement de Grenoble ; à laquelle sommation ils n'auroient répondu chose quelconque et de suite le s^r Archiviste de la dite Abbaye auroit fait plusieurs menaces contre le dit président de ce qu'il empêchoit ladite vérification, mais on n'a fait aucune poursuite contre lesdits consuls, si bien qu'il y a grande apparence qu'à défaut de poursuite de la part du dit Abbé, le dit domaine direct se perdra entièrement. (Ledit domaine direct n'a pas été reconnu à ladite Abbaye depuis l'année 1561. Or nonobstant il n'y a point de prescription parce qu'il y a des actes faits depuis 50 ans ce qui l'interrompt).

Il y a aussi au dit terroir de Roussas quelques bois et pâturages affectés aux habitants et bestiaux de ladite Abbaye dont ils ne jouissent pas.

Droits de Pierrelatte. — En l'année 1425 et le 17 décembre Mess^{rs} Pierre Régis, abbé de ladite Abbaye avec l'assistance et consentement des religieux d'icelle aurait baillé par titre de bail en emphytéose à Barthélemy Mellet habitant du lieu de Pierrelatte une métairie de la dite Abbaye ou maison vulgairement appelée *Dufreycenet* dépendant du dit lieu, consistant en terres, prés, bois, de la quantité de 300 salmées de terre ou environ, confrontés et désignés dans l'acte d'inféodation sous la redevance annuelle et perpétuelle d'un florin, valant 12 gros, payable à la fête de la Nativité, et en la pension annuelle de 12 septiers blé beau et marchand payable à chaque fête de l'Assomption de Notre Dame.

Il se rencontre que dans cette quantité de terroir du Freycenet sus inféodé se trouve compris le bois de Chaulet qui a été divisé ensuite comme

les autres fonds labourables dudit tenement entre les descendants et successeurs dudit Mellet dont les propriétaires se trouvent avoir reconnu à ladite Abbaye leurs portions dudit bois. Ce nonobstant il y a plusieurs particuliers habitants dudit Pierrelatte qui ne possèdent aucun fonds dans ledit tenement de Freycenet et ne laissent pas pourtant de faire dépaître leurs bestiaux dans ledit bois, comme aussi d'y glander, prétendant le rendre commun à tous les habitants dudit Pierrelatte au grand préjudice des propriétaires dudit bois. Les Abbés ne s'étant pas mis en peine d'empêcher cet abus non plus que d'obvier aux pertes de quelques *cinadiers* de bled de ladite pension de 12 septiers et de quelques directes &..... d'huile imposés sur certains fonds situés au terroir dudit lieu et hors ledit tenement du Freycenet.

Droits d'Alan. — Quant au droit de pâturage pour les bestiaux de ladite Abbaye aux patys du terroir d'Alan on l'a laissé perdre, ainsi que la moitié d'un tenement appelé la Clave placé au dit terroir pour ne pas déplaire au seigneur dudit lieu quoique huguenot.

Droits de Combemaure. — Au terroir de Combemaure dépendant de Pranc en Dauphiné, ladite Abbaye possédait jadis des bois, forêts, terres et Lods avec une maison ou métairie, mais on a laissé perdre une partie des dits droits.

Droits de Montélimar. — En la ville de Montélimar, il y a quelques directes à cens d'argent sur diverses maisons de la ville qui sont exigibles par ledit seigr Abbé, n'ayant fait perte que d'une directe d'une maison dont on ne peut vérifier l'identité. On peut savoir en quoi consistent les cens et pensions dus à ladite Abbaye au moyen des dernières reconnaissances féodales reçues par feu s^r Jacques Franion, notaire dudit Montélimar.

Droits d'Espeluche. — Au terroir d'Espeluche, ladite Abbaye possède un domaine direct en pariage avec le seigneur dudit lieu. Ladite Abbaye a fait perte de quelques mesures de bled quoique les reconnaissances féodales ayant été renouvelées en l'année 1620, il appert néanmoins qu'on a omis de faire reconnoître quelques fonds se mouvant de la directe de ladite Abbaye.

Droits de Châteauneuf-du-Rhône. — Au lieu de Châteauneuf-du-Rhône et son terroir, ladite Abbaye avait un domaine direct avec des cens en grains qu'on a laissé entièrement prescrire par le laps de 100 ans, ce qu'on pouvoit empêcher depuis 60 ans, si on se fut mis en état de procéder à la rénovation dudit domaine direct.

Droits de Valréas. — En la ville de Valréas au Comtat-Venaissin, ladite Abbaye possédait jadis plusieurs fiefs et directes assez considérables dont on a laissé prescrire la moitié à défaut d'avoir fait procéder exactement à la rénovation des reconnaissances féodales en l'année 1600, car puisqu'il n'y avait que 40 ans qu'on avait fait reconnaître, si on eut employé des indicateurs bien expérimentés qui pouvoient se ressouvenir des possessions des fonds provenant de ladite Abbaye et qu'on se fut servi des cadastres de ladite ville pour la vérification des fonds serviles de ladite Abbaye, ce qui devoit être fait par des personnes capables et intelligentes en ces matières ; mais la commission de renouveler les dites reconnaissances ayant été donnée à un particulier habitant de ladite ville peu expérimenté en ces affaires et qu'on aurait eu à bon marché, tous ces défauts joints ensemble ont coopéré à la perte irréparable de la moitié desdits fiefs et directs dont la vérification des fonds qui restoient à faire reconnoître étoit pour lors aisé à faire, mais à présent la vérification se trouve tout-à-fait impossible, d'autant que les fonds n'ont pas été reconnus depuis 100 ans.

Droits de Pandolet en Vivarais. — Ladite Abbaye a des droits très considérables à Pandolet en la paroisse de S^{te} Eulalie en Vivarais consistant en dîmes, domaines utiles et directs, cens et redevances dont ladite Abbaye ne jouit pas entièrement.

Droits de Violez en principauté d'Orange. — Ladite Abbaye possédoit jadis au terroir de Violez en la principauté d'Orange un domaine utile très considérable de la contenance de plus de 1000 salmées de terres qui ont été aliénées par voie de bail en emphytéose à diverses personnes aux années 1499 à 1501 par feu Mess^{rs} Louis de Grolée abbé de ladite Abbaye, sous la dixième partie des fruits, compris le droit de dîmes, ensemble des agneaux et chevaux, cens d'argent et poules, denrées et autres droits seigneuriaux, ayant ladite Abbaye longtemps après joui des droits de direct, droits de lods, prélation et avantage.

Or longtemps auparavant que ledit domaine fut baillé en emphytéose, Etienne Claudelas abbé de ladite Abbaye se trouva avoir prêté hommage à Raymond du Baux, prince d'Orange, en l'année 1314 pour ledit domaine de Violez, savoir, pour les pâturages, moulins, bois, terres cultes et incultes, forêts, chasses, eaux et cours d'icelles, édifices, dîmes, lods et autres choses quelconques, en raison duquel fief ledit Abbé les mains jointes entre les mains dudit Prince, par le baiser de paix à lui donné comme de coutume aurait prêté fidélité audit Prince.

Autre hommage aurait été prêté audit Prince par Raymond Astide Abbé en l'année 1399.

Autre hommage auroit été prêté audit Prince d'Orange par Josserand Villas Abbé en l'année 1437.

Autre hommage auroit été prêté audit Prince par le Prieur Claustral de ladite Abbaye au nom de M^{re} Anthoine Martel abbé en l'année 1476.

Autre hommage aurait été prêté audit Prince par un procureur de ladite Abbaye en l'année 1560.

En l'année 1575, auroit été baillé dénombrement audit Prince desdits domaines direct et droits seigneuriaux par Mess^{re} Adrian de Bazemont abbé.

En l'année 1593, autre hommage auroit été prêté par un procureur dud^t s^r de Bazemont abbé aux officiers dudit prince d'Orange après plusieurs contestations et formalités faites de la part des officiers qui vouloient empiéter sur ledit domaine et droits seigneuriaux sus énoncés.

Par les hommages sus spécifiés, il appert que ladite Abbaye possédoit anciennement la directe des biens immeubles qui se trouvent contenus dans le terroir de Violez, ensemble plusieurs cens et droits seigneuriaux desquels elle auroit joui depuis un temps immémorial, et nonobstant en l'année 1617 auroit été intenté un procès par devant la Cour de Parlement d'Orange par l'avocat et procureur général du prince d'Orange contre feu Mess^{re} Marc de la Salle vivant abbé de ladite Abbaye et prieur dudit lieu de Violez, présupposant ledit avocat général que lesdits droits de Violez avoient été usurpés par ladite Abbaye durant les guerres civiles et troubles de l'Etat ; auquel procès il auroit été procédé de manière que ladite Cour par son arrêt du premier décembre 1618 auroit ordonné qu'avant de dire droit définitivement sur la requête dudit avocat général, ledit abbé exhiberoit de plus anciens hommages avant l'année 1593, pour après être ordonné sur ladite demande comme il appartiendrait.

A quoi n'ayant pas été satisfait de la part dudit Abbé dans le delay porté par ledit arrêt, ledit avocat général auroit obtenu les forclusions nécessaires et fait régler le procès par appointment au Conseil afin d'avoir un arrêt définitif.

Et bien que par le dernier hommage rendu en l'année 1593 audit prince et dénombrement des droits de ladite Abbaye audit Violez baillé en l'année 1575, le droit de direct eut été bien prouvé et établi en faveur de ladite Abbaye, néantmoins en la susdite année 1617 et le 19 septembre, Phi-

lippe de Nassau prince d'Orange, par ses lettres patentes vérifiées par ladite Cour du 2 novembre dite année, auroit donné à David Fleurville son Conseiller non-seulement la juridiction dudit lieu et terroir de Violez, mais encore tous droits réservés sur ledit lieu par ses prédécesseurs princes ou autres à eux appartenants, présupposant ledit Fleurville que dans cette générale concession des droits était inclus ceux de la directe.

Après le décès dudit Fleurville, le feu sr Hector Delonges^{sr} de Montmiral auroit acquis des héritiers dudit Fleurville la susdite seigneurie et le 16 août 1603 il obtint lettres patentes dudit Prince portant érection de ladite terre de Violez en Baronnie avec expresse conservation dudit droit de directe sur les maisons et terres en dépendans comme ayant été usurpés par la susdite Abbaye ; tellement qu'ayant fait procéder à la vérification d'icelles lettres, a obtenu sur ce, arrêt le 12 mai 1634, il fit sommer le seigr François Adhémar, son abbé commandataire et prieur moderne dudit Violez, de faire examiner ses prétentions sur ladite directe et de lui en faire raison avant d'entrer en procès, puis voyant qu'il était par trop tiré en longueur, il fit reprendre et rafraîchir ledit appointement au conseil ; sur quoi par l'entremise des amis communs il fut trouvé bon d'entrer en quelques conférences, voir actes et ouir les raisons réciproques, les raisons déduites et attentivement considérées par les amis entremetteurs, ils auroient pour éviter un grand procès et pour retirer les parties des frais et vexations, trouvé bon que ledit sr Abbé au nom de ladite Abbaye remit audit sr Baron de Violez tout le droit qu'elle et le prieur dudit Violez avoient ou pouvoient avoir sur ladite directe moyennant une somme correspondant et même excédant pour l'utilité de l'Eglise et de ladite Abbaye, soit en capital, soit en revenu annuel, laquelle auroit été offerte par ledit sr Baron savoir : 2,700 liv. monnoie ayant cours dans la principauté d'Orange où ladite terre de Violez se trouve située, laquelle ayant été acceptée par ledit sr Abbé assisté de frère Claude Molibuy qui se trouvoit seul religieux pour lors de ladite Abbaye à cause de la pauvreté d'icelle. En l'année 1639 et le 15 février auroit passé acte de vente et transport dudit droit de direct pour le même prix et somme de 2700 liv. sans s'en rien réserver, fors et excepté le droit de dîmes, sous le bon plaisir toutefois de Sa Sainteté et du Saint-Siège apostolique.

De la susdite somme de 2700 livres provenant de la vente du droit de directité des fonds situés au terroir de Violez, en a été employé par ledit sr Abbé 1700 livres pour payement de l'acquisition par lui faite de la

grange de Fourmont de Rugnel au profit de ladite Abbaye, et par ce moyen, ladite grange a été réunie et incorporée au domaine de ladite Abbaye, laquelle en avoit été démembrée depuis longtemps, et les 1000 livres restant ont été baillées en pension perpétuelle à la communauté du lieu de Réauville.

Mais cela n'empêche pas qu'en cette vente et transport dudit domaine direct et droits seigneuriaux dudit terroir de Violez faits par ledit s^r Abbé audit sieur de Montmiral, ladite Abbaye n'ait été énormément lésée et d'ailleurs on peut soutenir avec raison que le peu de soin que lesdits Abbés ont pris depuis 40 années pour la conservation dudit domaine direct et autres droits seigneuriaux dudit terroir de Violez a causé la perte d'iceux.

Pour preuve de quoi, on voit évidemment qu'en l'année 1617 au procès intenté par l'avocat et procureur général du prince d'Orange contre le s^r Marc de la Salle, abbé de ladite Abbaye pour n'avoir iceluy Abbé baillé en communication audit avocat les anciens hommages prêtés par les Abbés de ladite Abbaye aux princes d'Orange pour le droit de direct dudit terroir de Violez et autres droits seigneuriaux il se seroit laissé forclorre ; en conséquence ladite Abbaye seroit déchue desdits droits.

Moins encore son successeur en ladite Abbaye auroit pris soin d'obtenir lettres dudit prince pour être relevé et restitué en entier contre lesdites forclusions, obtenues par ledit avocat général et bailler en communication les hommages et dénombrements rendus audit Prince par ses prédécesseurs Abbés de ladite Abbaye.

D'ailleurs il se seroit mis en état de s'opposer à la concession dudit droit de direct et autres droits seigneuriaux dudit Violez obtenus par ledit s^r de Montmiral au préjudice de ladite Abbaye, mais au contraire il auroit par traité cédé et transporté audit s^r de Montmiral ledit droit de direct sur 900 salmées de terre pour le prix de 2700 livres, lequel prix ne correspond nullement à la valeur desdits droits, il est constant que ledit s^r de Montmiral ayant obtenu par surprise dudit prince ledit droit de direct, il n'eut si facilement transigé avec ledit s^r Abbé, ni moins auroit-il baillé aucun d'iceux, s'il eut cru que ladite concession par lui obtenue dudit prince eut pu prévaloir le droit de ladite Abbaye et l'anéantir, étant ledit droit si bien appuyé par les actes d'hommages et dénombrements anciens et authentiques sus énoncés.

Signé : SAGE, *chanoine de Saint-Paul.*

N° 25.

VISITE DE L'ÉGLISE PAROCCHIALE DE LA MAGDELAINE DU LIEU
DE RÉAUVILLE.

L'an mil six cents et ung et le jeudi cinquième jour du mois de Julhet, Nous Anthoine du Cros, évesque et comte de la cité de Saint-Pol-troys-Chastaulx sommes partis du lieu de Portes. Continuant notre visite pastorale, nous sommes acheminés au lieu de Réauville, accompagnés du R. P. François Barrechin de la Compagnie des Jésuites de la cité d'Avignon, de Messire Reymond du Cros, prieur de Pierrelatte, notre frère, Messire Joffroy Darces, sacristain de Saint-Paul et notre greffier, et arrivés audit lieu de Réauville, sommes allés descendre en l'Esglize dudit lieu sous le nom de la Marie-Magdellaine, où arrivés avons faict notre oraison à Dieu et donné la bénédiction au peuple, et après avons cellébré la S^{te} Messe au milieu de laquelle ledit R. P. Barrechin a presché et faict entendre au peuple la cause et le sujet de notre venue et visite audit lieu; et après avoir concédé quarante jours de vraies indulgences aux assistans au S^t Service, et après avoir faict l'assollution des trespasés dans ladite esglize et environ midi, avons été conduict par le F. Guillaume de Lauche, économe de l'Abbaie d'Aiguebelle en la maison du sieur Guillaume Euillet, dit Capp^{ne} Réauville, où le dit économe nous avait faict apprestre à disner, et après avoir disné, sommes retournés en ladite Esglize ou estant, avons administré le s^t sacrement de Confirmation.

Et après nous sommes enquis dudit Econome s'il tienct point de prestre audit lieu de Réauville, lequel nous a dit que non, mais que lung des moynes relligieux qui demeurent à l'Abbaie d'Aguebelle y vient administrer les S^{ts} Sacraments et faire le divin service, n'y en ayant point eu qui y réside il y a longtemps. Laquelle Esglize avons trouvée toute descouverte fort que le presbytère qui est couvert de tuilles avec de petites aix fort mal seantes, nous ayant été dit par Pierre Palmer et Jean Guigon consuls et aultres habitants dudit lieu que du temps que les hérétiques bruloient les Esglizes, la communauté dudit lieu la firent descouvrir pour sauver les tuilles et fustailles estimant la faire recouvrir du mesme boys et tuilles

après la furie des hérétiques, c'estant lesdits tuilles et fustailles perdues, ne sachant en quoy il est devenu.

Nous avons trouvé ladite Esglize aussy n'y avoir point de portes ny trouvé le St Sacrement ordinairement, n'y ayant ni tabernacle ni ciboire pour le tenir et conserver, ny avoir aussy poinct trouvé de fonts baptismalles, mais y avons trouvé la coupe de pierre ny ayant ny vase de cuyvre ny couverte pour y conserver dedans l'eau bénite, ny ayant aussi poinct de cremières pour conserver les s^{tes} huilles.

Avons visité l'autel de ladite Esglize lequel avons trouvé couvert d'une nappe, y ayant un petit autharet (*probablement la pierre sacrée*) rompu, lequel avons profané. Nous ont exhibé une vieille chasuble toute déchirée laquelle nous avons enjoint audit économe faire brusler estant indécente pour servir au divin service. Ung calice avec sa patène d'étain. Une aube avec son amit. Ung Missel à l'usage romain. Ny ayant point de corporaux. Deux petites burettes d'estain. Une croix de letton que la Communauté a achaptée.

Nous sommes enquis desdits Consuls et habitants quel service est de coustume se fere audit lieu de tout temps. Nous ont dit avant ses troubles, il y avoit ung curé et ung secondère qui disoient grand messes toutes les dimanches et festes et que depuis ils n'ont eu que quelques messes et qu'il n'y a poinct de Curé qui y aie résidé depuis. Sur quoi nous ont requis leur en pourvoir d'ung suffizant et cappable pour leur administrer les Saints Sacrements.

Nous sommes enquis en quoi consiste le revenu de ladite cure. Nous a été dit que le sieur Abbé d'Aiguebelle prant les dismes des grains et vin qui se cueillent audit lieu qui est le douzain desdicts fruicts, ensemble des agniaux qui peut revenir environ quinze saumées de grains toutes les années et quelque vin. Lequel sieur Abbé moyennant lesdittes dismes est tenu leur tenir un prestre audit lieu servant de curé, lequel lui doit bailler pour son entretien et portion quarante cestiers blet moytié froment et moytié sègle et vingt barraulx vin. Y ayant du bien de ladite cure une terre d'une saulmée de peu de valeur au terroir dudit Réauville, lieu dit *aux Chazals* et une maison qui est possédée par Jean Gibaud lequel icelle estant lui avons demandé en vertu dequel titre il possède ladite maison, lequel nous a dit qu'il la eut en vertu d'une sentence donnée contre feu Jean Palmier ne sachant qu'elle soit de ladite cure.

Ainsi que dessus a esté procédé par nous Anthoine du Cros Evesque et

Comte de la Cisté de Saint-Paul-Trois-Chaulx et après avoir invoqué l'inspiration divine, toutes choses meurement délibérées, avons ordonné et ordonnons ce que sensuit en présence et assistance dudit Révérend Père François Barrechin.

Premièrement, avons ordonné et ordonnons qu'il sera proveu d'ung prestre idoenne et suffisant par nous apreuvé, servant de curé au dit lieu pour l'entretienement duquel avons ordonné qu'il luy sera baillé annuellement la portion que ledit Abbé d'Aiguebelle a accoustumé de bailler, savoir quarante cestiers bled moitié froment et moitié sègle et vingt quatre barraulx vin, le tout mesure dudit lieu.

Plus avons ordonné et ordonnons que ledit sieur Abbé sera tenu fournir des hornements nécessaires en ladite Esglyze, assavoir une chasuble de Camellot rouge et une de fustenne noire avec une croix blanche au millieu pour servir à l'office des morts avec leurs estolles et manipules, deux aubes avec leur amit et cordons, ung calice d'estain de Cornailhe avec sa patène toute planne sans bort qui rellève, avec deux burettes d'estain, deux corporaux de toile d'Orlande, deux voilles pour mettre sur ledit calice, quatre purificatoires, ensemble des cresmières d'estain pour tenir et conserver les sainctes huilles, ung missel et un baptistère à l'usage du saint Concille de Trente, et deux chandelliers de letton. Et le tout fera fere dans troys moys, a peyne de six escus d'amande aplicables à heuvres pies.

Plus, avons ordonné et ordonnons que ledit sieur Abbé sera tenu faire faire un retable de toile garni de bois pour mettre sur ledit hautel de la valleur de huict escus où fera paindre ung crucifix et la Madellaine au pied et ce fera fere dans troys moys a peine de six escus d'amande aplicable comme dessus.

Plus, avons ordonné et ordonnons que les habitants dudit lieu seront tenus de pourvoir d'une maison au curé dudit lieu pour son habitation attendu que la maison de la cure est occupée par aultres.

Plus, avons ordonné et ordonnons que les consuls et communauté dudit lieu fairont couvrir leur eglize, ainsy qu'il s'appartient et feront fère des fonts baptismalles dans lesquelles feront mettre un vase de cuyvre avec sa couverte de mesme pour tenir et conserver l'eau bénite pour baptiser leurs enfants, et audessus de la couverte de boix d'icelles feront mettre des clous pointus passant par le dehors afin que personne ne s'y puisse appuyer dessus. Et ce feront fere dans six moys a peyne

de cinquante escus damande aplicable moitié au fisc et moitié à heuvres pies.

Plus, avons ordonné et ordonnons que ledit sieur Abbé fera acouter le presbytère de ladite esglize blanchi par le dedans et le fera couvrir de tailles pour garder qu'il n'y pleuve dedans ; et ce fera fere dans quatre moys a peine de six escus d'amande aplicable à heuvres pies.

Plus, avons ordonné et ordonnons que le curé dudit lieu dira grand messe toutes les dimanches et festes et vespres en ladite esglize et qu'il sera tenu d'entretenir ung clerc pour lui ayder et que ledit sieur Abbé lui fournira de livres nécessaires à l'usage du s^t Concille de Trente, dans ung an.

Plus, avons ordonné et ordonnons que ledit curé sera tenu fere la doctrine chrétienne en l'Esglize dudit lieu aux petits enfans deux jours de la septmaine et les dimanches et festes afin que tous petits et grands puissent apprendre ce que tout chrestien doibt savoir, ensemble ce qu'il doibt croire, ce qu'il doibt fere et demander à Dieu.

Plus, avons ordonné et ordonnons que inhibitions et desfances sont faictes à tous habitants du dit lieu de quelle qualité et conditions qu'ils soyent, n'aller manger et boire aux logis et cabarets dudit lieu et y tenir berlans et jeux dedans ou dehors icelluy pendant le service divin, les jours de dimanche et festes solempnelles, avec inhibition aux dits hostes les recepvoir à péyne d'ung escu d'amande contre les contrevenans et autres arbitraires aplicable moitié au fisc et moitié à heuvres pies.

Plus, avons aussy inhibé et deffandu au procureur du bassin des âmes du Purgatoire d'inquanter dans ladite esglize aucuns biens faicts audit bassin, mais se feront les dits inquanths hors ladite esglize sur la mesme peyne que dessus.

Plus, avons aussy inhibé et deffandu à tous officiers de justice et à tous autres qu'il appartiendra de n'inquanter et fere exposer en vente aucuns biens meubles ou immeubles aux jours de dimanche et festes par nous commandées, à peine d'ung escu applicable comme dessus.

Et pour exécution de nos susdites ordonnances avons comis et comettons le sieur Guillaume Nulhiet dit Capp^{ne} Réauville avec le premier consul dudit lieu, assistés du curé auxquels avons enjoint et enjoignons icelles faire mettre à deube et entière exécution dans le temps porté par icelles, à peine de vingt escus d'amande en leur propre et privé nom, aplicable moitié au fisc, moitié à heuvres pies, ainsi qu'il sera par nous adjugé.

L'an mil six cent et ung et le vingt-cinquième jour du mois d'Octobre les susdites ordonnances ont été leues et publiées par moy greffier sousigné au lieu de Réauville et en la place publique dudit lieu, en présence dudit sieur Nulhiet, Pierre Palmier et Jean Guigon consuls, Barthélemy Barbansson, Georges Benoict et Josias Chauvet et plusieurs autres habitans dudit lieu, lesquels au nom de ladite Communauté, ont requis acte de ladite publication, comme certifié Joannis, greffier.

Extrait du livre de la visite faicte par M^{re} l'Evesque et comte de Saint-Paul-trois-Ch^{aux} par moi greffier sousigné deubement colationée et après deube colla^{on} faicte me suys sousigné.

JOANNIS greffier.

N° 26.

DROITS SEIGNEURIAUX DE RÉAUVILLE EXERCÉS PAR M. LE
COMTE DE MUY.

1° Il est Seigneur haut justicier dudit Réauville, il a droit de toute justice, haute, moyenne, basse, mère et mixte empire.

2° Il a droit d'y nommer un juge ordinaire et un lieutenant, un chatelain, un procureur jurisdictionel, un greffier et un sergent ordinaire ; les jugements de ce juge ressortent par appel au grand baillif des appellations de Grignan. Mais comme ledit Seigneur est propriétaire de la terre de Grignan, les habitants de Réauville sont justicables du baillif de Grignan.

3° Il a droit de clame et de deffaut qu'il peut faire prendre sur chaque habitant pour son procureur jurisdictionnel.

4° Il a droit de lods par moitié sur le pied du sixième denier avec M. l'Abbé d'Aiguebelle, comme seigneur foncier du dit Réauville sur toutes les ventes, mutations et transports d'immeubles qui se font entre particuliers audit lieu, c'est-à-dire des maisons tant seulement.

5° Il a droit de Cense par moitié avec ledit Abbé d'une poule sur chaque habitant, d'une courte seigle, du droit de fournage et des corvées.

6° Il a droit de leyde et de pulvérag¹.

(Extrait du rapport des droits seigneuriaux et biens nobles de Grignan, du 25 mai 1769. — *Archives de M. Faure*.)

1 Le droit de Leyde était un impôt perçu sur le transport des marchandises. — Le droit de pulvérag se payait au Seigneur à raison du passage sur ses terres des troupeaux de moutons. Cet impôt était motivé sur la poussière soulevée par ces animaux ; de là le nom de *pulvérag* (*pulvis*, poussière).

N° 27.

PROCURATION DONNÉE PAR L'ABBÉ D'AIGUEBELLE MARC DE LA SALLE,
D'ALMÉRAS, DOYEN DE GRIGNAN ET AUTRES CONTRE M. L'ÉVÊQUE
DE SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX ET SON GRAND VICAIRE.

L'an mil six cents quinze et le vingt-sixième jour du mois de Febvrier après midi, Pardevant moy notaire tabellion royal soubssigné et en présence des tesmoins cy après nommés, furent présents en leurs personnes Révérends Pères en Dieu Messires Marc de la Salle, Abbé d'Aiguebelles et Michel Dalmeras doyen de l'esglise collégiale St Sauveur de Grignan, commis et député du diocèse de Saint-Paul-troys-Chasteaux, Messire Guillaume Miallon prieur de Portes et sacristain de ladite esglise de Grignan, tant en leur nom en la susdite qualité que de plusieurs autres bénéficiers dudit diocèse ayant le mesme intérêt que les susnommés auxquels se feront advouer, s'il est besoing, de leur bon gré et bonne volonté, sans aucune rénonciation ny dérogation, ains à la meilleure forme et manière que faire ce peut, ont fait leur procureur irrévocable comme s'il était présent et ce pour et au nom desdits sieurs constituants et des autres bénéficiers dudit diocèse y ayant intérêt, se transporter devant la personne dudit sieur Evesque de Saint-Paul, du dit sieur Archidiacre dudit Saint-Paul son frère et à iceuls fere déclaration de leur part comme par ces présentes ils declairent qu'ils ont heu notice que le dit sieur Evesque de son mouvement sans nulle asssemblée encore qu'il aye faict signer aucuns des chanoines dudit Saint-Paul en sa prétendue asssemblée a député ledit sieur Archidiacre son dit frère devers Monseigneur l'Archevesque d'Arles en son asssemblée générale de la province dudit Arles pour fere députer ledit sieur Archidiacre pour ledit clergé de de Saint-Paul devers l'asssemblée générale du Clergé de France, sans en avoir rien faict savoyr aux susnommés constituans encore qu'ils soient les principaux de son dit clergé commis pour les assambles qui se font audit diocèse et y ayant le plus grand intérêt et font le plus grand nombre d'icelluy clergé sans lesquels nulle asssemblée ne peult estre vallable. Et d'autant que telle asssemblée et commission est nulle et qu'elle revient à

leur mespris oultre leur diet instérest, Iceuls constituans ont désadvoué icelle dite préthendue assemblée et commission dudit sieur Archidiacre devers ledit seigneur Archevesque et toute autre que en conséquence de ce luy pourroyt avoyr esté donné par ledit seigneur Archevesque en ladite assemblée comme nulle et abusive, s'oposant en tant que de besoing en tout ce qu'en suite d'icelle pourroyt estre faict par ledit sieur Evesque et ledit archediacre son dict frère en icelle assemblée de France en cas qu'il y allât au nom dudit clergé de Saint-Paul que au préalable il ne soit fait autre assamblée et résolution en présence et assistance desdits sieurs constituans commis et principaux dudit diocèse de Saint-Paul, à cause de lad^e nullité et de leur interest. Pour raison de quoy protestent que rien ne soyt fait à leur préjudice ni desceu et sans leur consentement, n'entendant entrer en aucuns fraicts ny despans pour raison de ce et d'en recourir par devant ledit seigneur Archevêque d'Arles par devant lequel sera faicte mesme déclaration, désadveu et opposition par leur dict procureur qui le suppliera de leur part d'annuller et révoquer toute assemblée et nomination qui pourroyt avoyr esté faicte ou pourroit faire ledit s^r Evesque de Saint-Paul sans l'assistance des dits sieurs constituans en ladite qualité et de nouveau ordonner qu'ils seront reassemblés pour dellibérer à ce qu'il sera treuvé nécessaire aux offices dudit clergé de Saint-Paul pour les choses susdites et autres dépendant de ladite Commission et sy doit estre ordonné par devers nosseigneurs dudit Clergé général de France pardevant lequel aussy rellevant et entendent iceulx constituans estre faicte mesme délibération, opposition, désadveu et protestation ci-dessus, en cas que ledit sieur Archediacre en ladite qualité de député voulloyt entreprendre ledit voyage, et de tout ce dessus demander lui être faicts actes. Et généralement au faict que dessus et qui en dépend fere dire, procurer, négocier et exercer tout ainsi que les constituans feroient et pourroyent faire s'ils y estoient présents, bien que le cas requist mandement plus especial que n'est icy exprecé. Avec puissance de substituer s'il est besoin et eslire domicile suivant l'ordonnance, promettant lesdits sieurs constituans avoyr agréable tout ce que par leur dict procureur, ses substitués et le chescung d'eulx sera faict, procuré et exercé à les relever indemné de toutes charges de procuration, soubs les obligations, juremens, renonciations et autres clauses en tel cas requises et nécessaires. De quoy ont requis acte à moy dict notaire fait et recité audit Grignan et dans la maison dudit sieur Abbé, présens Mr Jacques Tayet, prêtre, s^r Pierre

Bouvier, procureur, Jacques Chambon, chirurgien, de Grignan, tesmoins à ce appelés, présents, les sieurs constituants aussi,

DE LA SALLE, *Abbé d'Aiguebelle, et commis.*

ALMÉRAS, *doyen de Grignan, commis.*

G. MIALLON, *prieur, commis.*

BOUVIER, *tem.* — CHAMBON, *témoin.*

N° 28.

FONDATION DES MISSIONS PAR M. LE COMTE DE GRIGNAN.

L'an mil six cents quarante trois et le second jour du mois d'avril après midi pardev^t moy notaire royal soussigné et présentant les tesmoins soubssnommés établis en leurs personnes hault et puissant seigneur Messire Louys Gaucher Adhémar du Monteil comte de Grignan ; Et haulte et puissante dame Marguerite Dornans mariés, lesquels de leur bon grés, pour eux et les leurs successeurs à l'advenir quelconques en la comté de Grignan, Madite Dame procédant de l'avis et consentement de Mondit Seigneur, aux fins de facilliter aux subjects de ladite comté de Grignan les moyens de faire leur salut et estre instruits aux mistères de notre foy, ont établi et fondé à perpétuité une mission de deux prestres religieux ou à défaut de deux bons prestres séculiers qui pendant le caresme seront tenus d'aller par tous les villages, bourgs et ameaux de ladite Comté, excepté à Grignan, attendu que ladite ville a tous les ans ses prédicateurs particuliers, et à Réauville et ses ameaux tant que l'Abbaye d'Aiguebelle sera à un de la maison de Grignan ou que ledit Réauville et ameaux en tout ou en partie fussent acheptés par mondit Seigneur ou ses successeurs et non autrement, toutes les années, et demeurer à chacun d'iceulx le temps que lesdits Relligieux jugeront nécessaire en sorte que pendant le dit temps de caresme ils puissent visiter et aller en tous lesdits villages, bourgs et ameaux et illic prescher, cathechiser et instruire les habitants au service de Dieu et salut de leur ame et vacquer aux actions plus utiles pour ce subject, voullant mondit Seigneur et madite Dame estre payé pour l'entretien desdits relligieux, à chacung caresme la somme de nonante livres moyennant lesquelles ils seront tenus faire leurs dépenses

et s'entretenir ausdits villages sans que les subjects dudit Seigneur ny les curés puissent estre constraints de leur fournir aulcune chose qu'en payant, lesdits fondateurs priant ceux qui seront dans cestuy employ de ne prendre ny présent, ny repas, ny aulcune aultre chose dans lesdits lieux, pour n'estre à charge à personne, ayant ordonné à leurs héritiers et successeurs de mettre et loger sur une communauté la somme de dix-huit cents livres, sy faict n'a esté par lesdits Seigneur et Dame pour servir annuellement et perpétuellement ladite somme de nonante livres en façon que lesdits relligieux puissent retirer lesdites nonante livres sans contredict dans ledit lieu de Grignan lhors de leur arrivée en ce pays et avant que vacquer à l'effaict de ladite mission, voullant et entendant que tant eulx que leurs dicts successeurs soient perpétuellement tenus et responsables dudit cappital et pension. Et s'il arrivait que le cappital feust payé par la Communauté qui s'en treuvera chargée, mondict Seigneur et madicte Dame veulent audict cas estre remis et baillé à quelque autre communauté ou particuliers solvables pour servir comme dict est sans contredit annuellement et perpétuellement ladite pension de nonante livres toujours au péril, risc et fortune des susdicts successeurs, les ayant expressément et à perpétuité chargés de ladite pension, comme dès aujourd'huy et pendant leur vie ils s'en chargent en leur particulier. Et sy ladite mission venoit à cesser par deffaut du paiement de ladite pension durant quatre années consécutives par la négligense de leurs dicts successeurs ou autrement par leur faict et à déffaut d'y pourvoir, Mondit Seigneur et Dame dès à présent comme pour l'hors et des l'hors comme dès à présent ont donné et donnent par donation entre vifs ou à cause de mort et en la meilleure forme que faire se peult et doit ladite somme de dix-huit cents livres à l'hospital de St Bernard de la ville d'Avignon, à l'estipulation et réception de moy dict notaire pour estre employée aux usages et entretien des pauvres dudit hospital suivant l'ordre des directeurs d'iceluy, voullant que les arreyrages desdites quatre années ou autre temps qu'ils laisseront passer sans la pratique et exercice de ladite mission soit pour lesdites quatre années soit qu'il arrivast peste ou guerre, tels arrérages seront employés tous les ans à trente pauvres de la comté dudit Grignan, à ung escu pour pauvre tels que les consuls et recteur de l'hospital dudit Grignan esliront, les chargeant d'en prendre dans tous les lieux de la comté dudit Grignan, à proportion des feux, en sorte neantmoins que les lieux qui ne seront pas affoagés un feu ne laisseront pas d'en avoar un ; et en

ce cas qu'il arrivat si grande charté et si excessive comme elle seroit en temps de famine des vivres que ladite somme ne fut suffisante pour nourrir les deux relligieux ou prestres, audit cas on n'employera qu'un prestre ou relligieu ou deux relligieux tout autant de temps que lesd. nonante livres leur fourniront de quoy vivre, auxquels lesdites nonante livres seront baillées comme dessus. Et sy ledit Seigneur ou ses successeurs étoient absants dudit Grignan, leurs ageants seront tenus à l'exécution de ce à quoy leurs maîtres sont chargés par le présent acte. désirant qu'avant tous autres relligieux et prestres séculiers, le Révérend Père provincial des Pères Jésuites en la province de Lyon ou d'Avignon soiet supplié de fournir deux relligieux prêtres pour fructifier en ladite Comté durant le susdit temps désirant que lesdits Pères Jésuites soient toujours prefférés. Requérant encore Monsieur le Doyen de Grignan ou en son absance le premier personnat ou Channoyne de prendre soin de faire venir lesdits Pères ou prestres. Protestent mond. Seigneur le Comte et madite Dame de ne préjudicier par cette fondation au droict que leurs subjects ont d'avoir leur part à la mission fondée par feu Monsieur l'Evesque de Saint-Paul, se réservant mondit Seigneur et Dame d'ajouster, diminuer ou régler la présante fondation pendant leur vye ainsy qu'ils adviseront sans neantmoins que leurs dits successeurs puissent avoir la mesme faculté ; les chargeant ponctuellement du contenu cy dessus ou autres choses que pour ce regard pourroient estre ordonnées par mondit Seigneur et Dame soubsmis obligé et ypothéqué à la réception de moy dit notaire tous et un chacuns leurs biens meubles immeubles présents et advenir quelconques aux Cours dudit Grignan et souverain Parlement de Provence et à toutes autres ou le présent acte sera exhibé bien qu'elles ne soient icy exprimées. Ainsin l'ont promis et juré et renonçant à tous droits et lois à ce contraires. Faict et récité audit Grignan au chasteau et chambre de mondit Seigneur, présents à ce, noble Louys de Videt de Grenoble, Messieurs Cézard Chambon, prestre et trésorier ; Marcel Prat, prestre et Chanoyne du vénérable Chapitre de l'église Saint-Sauveur dudit Grignan, Anthoine Jassoud de Grenoble, secrétaire de mondit Seigneur et Jean Comte, portier dudit chasteau, tesmoins appelés et soussignés avec mondit Seigneur et madite Dame et moy notaire recepvant soussigné. — Grignan. — Marguerite d'Ornans. — Chambon, thrésorier. — Videt. — Prat, prêtre. — Jassoud. — J. Comte. — Lombard, notaire ; ainsi signés.

FIN DU PREMIER VOLUME.

11 AG 200 3791

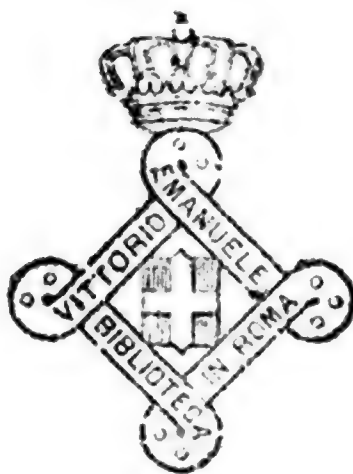


TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PÉRIODE

AIGUEBELLE ANCIENNE

DÉDICACE	IV
--------------------	----

INTRODUCTION. — I. Rapide extension de l'institut monastique dans le diocèse de Saint-Paul-trois-Châteaux, dès les premiers siècles. — II. Motifs et but de cette publication. — III. Aperçu et division de l'ouvrage ; sources et documents	VI
--	----

CHAPITRE I. — Aiguebelle sous la réforme de Cluny (1045-1554). — Fondation de N.-D. d'Aiguebelle à Montjuyer, par Giraud-Hugues Adhémar, baron de Grignan. — Gaucher Adhémar, fils du fondateur, premier abbé d'Aiguebelle. — Le pape Pascal II à Aiguebelle. — Prospérité de l'abbaye, ses malheurs, sa ruine. — Eclaircissement sur la charte lapidaire de la fondation du monastère actuel	1
---	---

CHAPITRE II. — Aiguebelle sous la réforme de Cîteaux (1134-1137). — Origine de Cîteaux et de ses quatre premières filles : La Ferté, Pontigny, Clairveaux et Morimond. — Othon, troisième abbé de Morimond, à la demande de saint Bernard, envoie des religieux pour relever Aiguebelle. — L'évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux	
--	--

renonce à sa juridiction sur le futur monastère. — Départ des religieux de Morimond. — Leur installation au monastère d'Aiguebelle de Montjuyer. 15

CHAPITRE III. — Gouvernement de Dom Guillaume (1137-1160). — Translation de l'abbaye au Val-honnête. — Détails historiques et généalogiques sur Gontard de Rochefort. — Son tombeau retrouvé. — Une visite à Aiguebelle au douzième siècle. 43

CHAPITRE IV. — Gouvernement de Dom Guillaume (1137-1160). — Vie laborieuse et pénitente des fondateurs d'Aiguebelle. — Son influence sur l'état social, religieux et agricole de la contrée. — Travaux apostoliques des Religieux. 75

CHAPITRE V. — Gouvernement de Dom Guillaume (1137-1160). — Prospérité d'Aiguebelle au point de vue religieux. — La ferveur et la régularité, soutenues par la vigilance du pieux abbé, reçoivent un accroissement de la tenue régulière des Chapitres généraux et des Visites annuelles. — Visite de saint Bernard à Aiguebelle. 99

CHAPITRE VI. — Dom Albéric I^{er} (1160-1175). — Mort de Dom Guillaume. — Prospérité de l'abbaye au point de vue temporel. — Privilèges et Donations. — Le fief de Saint-Nizier. — Raison et danger du développement territorial. — Modération des abbés d'Aiguebelle. 116

CHAPITRE VII. — Dom Aimar-Adhémar de la Garde (1175-1190). — Fondation du Frayssinet et de Feniers. — Histoire de ces deux abbayes. — Feniers donne deux petites filles à Aiguebelle : Bellai-gue et le Bouchet ou Vauluisant. — Pigiers et le Bouchet, monastères de filles, sous la juridiction de l'abbé d'Aiguebelle. 128

CHAPITRE VIII. — (1190-1265). — I. Dom Albéric II est choisi pour arbitre dans un différend. Il défend les droits de son monastère. — *Il fait bon vivre sous la crosse* ; influence du régime paternel des abbés d'Aiguebelle. — Dom Albéric éprouve la sévérité des Chapitres généraux. — II. Dom Elzéar. — Influence universelle du Chapitre général. — Pillage et restauration des abbayes de Pigiers, de Bouchet et du Frayssinet. — Nouvelles donations. — Oblats, donnés et familiers. — Dom Pierre I^{er}. — Le Frayssinet devient

grange d'Aiguebelle. — Opposition des bienfaiteurs du Frayssinet. — Droits de pâture. — Officiers du monastère. — IV. Dom Guillaume II. — Hugues Adhémar de la Garde. — Donations. — Sépultures à Aiguebelle. — Différend avec le Chapitre de Saint-Paul à ce sujet — Prieuré de Violez. — Lettre du pape Grégoire IX. — V. Dom Raymond I^{er}. — VI. Dom Giraud de Gaugat. Querelle des seigneurs ; Raymond d'Uzès. — VII. Dom Pons I^{er}. — VIII. Dom Pierre II Gaucher. — Privilège confirmé par saint Louis. — IX. Dom Richard passe une transaction avec les seigneurs de Rochefort. — X. Dom Pierre III. — Différend avec Aimar, comte de Valentinois. — Symptômes de décadence à Aiguebelle 152

CHAPITRE IX. — Décadence d'Aiguebelle, première phase (1265-1334). — I. La *Charte de Charité* et la bulle *Parrus Fons*. — Le statut fondamental est abandonné ; causes de ce changement, ses conséquences. — II. Dom Pons II de Saint-Bonnet. — Empiètements des seigneurs voisins. — Prétentions du baron de Grignan. — Le comte de Provence associé à la seigneurie d'Aiguebelle. — Origine du nom de Réauville. — Reliques de sainte Madeleine. — Premiers effets de la nouvelle constitution. — III. Dom Just de Visan. — IV. Dom Raymond II. — V. Dom Etienne I^{er} Chaudelas prête hommage au prince d'Orange pour le domaine de Violez. — Visite de l'abbaye de Bouchet. — Dîmes établies. — VI. Dom Guillaume III visite l'abbaye de Poblet, en Espagne, fille de Fontfroide, et l'abbaye de Feniers, fille d'Aiguebelle. — VII. Dom Guillaume IV de Cadenet. — VIII. Dom Etienne II. — Mazan et Aiguebelle. — Famine et peste en Dauphiné ; dévouement des religieux d'Aiguebelle. — Sépultures 187

CHAPITRE X. — Décadence d'Aiguebelle, deuxième phase (1334-1517). — I. Constitution du pape Benoît XII. — Etat florissant de l'Ordre de Cîteaux. — Mesures préventives et correction des abus ; règlements pour les études et les collèges. — Des études dans l'Ordre de Cîteaux. — II. Dom Reynaud I^{er} de Guitard reçoit une donation. — III. Dom Raymond III. — IV. Dom Guillaume V de Reynaud prête hommage au seigneur de Grignan. — V. Dom Guillaume VI du Pont reçoit le serment du bailli de Réauville. — Moine bénéficiaire. — VI. Dom Arnaud Malarse. — VII. Dom Pons III de Saint-Bonnet. — VIII. Dom Raynaud II Astier. — Raymond de Turenne et les Compagnies franches ; siège et courageuse résistance du village de Salles. — Prise du château de Grignan. — Inonda-

tions. — IX. Dom Pierre III Régis. — Commencement des aliénations. — X. Dom Guillaume VII. — XI. Dom Jausserand de Villas. XII. Dom Isnard. — XIII. Dom Jausserand de Villas. — XIV. Dom Jean I^{er} d'Urre. — Donation. — L'abbaye de Bouchet incorporée à Aiguebelle. — Origine du village de Montjuyer. — Dom Antoine I^{er} dauphin. — Réunion de Sénanque à Aiguebelle cassée par le Chapitre général. — XVI. Dom Antoine II de Martel. — Le domaine de Bouchet tombe au pouvoir de la chambre apostolique. — Nombreuses aliénations. — Condescendance des religieux pour les vassaux de l'abbaye. — XVII. Dom Louis de Grôle. — Translation des reliques de Saint-Martin des Ourmeaux, évêque de Saint-Paul. — Empiètements des seigneurs d'Allan. — Encore le seigneur de Valaurie. — Ce que signifiaient ces mots : *Recevoir une abbaye en commende*. — XVIII. Dom Jean-Antoine III Laseyte, dernier abbé régulier

241

CHAPITRE XI. — Aiguebelle sous les abbés commendataires (1517-1620). — I. Origine de la commende ; ses abus, ses conséquences. — II. Dom Jean II de Vesc, premier abbé commendataire ; état du monastère à son avènement. — Prieurs conventuels. — Hommage à la cour de Grenoble. — III. Dom Adrien de Bazemont. — Aiguebelle en séquestre. — Troubles civils et guerres des calvinistes en Dauphiné. — Dispersion des religieux ; pillage et ruine de l'abbaye. — Réauville et Montjuyer, fidèles à la religion et au Roi. — Dom Adrien pourvu de la commende d'Aiguebelle. — Reconnaissance au prince d'Orange pour le domaine de Violez. — Pertes de l'abbaye durant les troubles. — Le comte de Grignan renouvelle ses prétentions sur la seigneurie d'Aiguebelle ; pétition de Dom Adrien au Roi. — Impôt sur Aiguebelle. — Second hommage au prince d'Orange. — Mort de Dom Jehan Aubertin, prieur d'Aiguebelle ; son testament. — IV. Dom Etienne III Adam de Sompi. — L'évêque de Saint-Paul visite l'église de Réauville. — Adam de Sompi prend possession de son siège. — Démêlé avec Antoine du Cros, évêque de Saint-Paul ; emprisonnement de Amé-Moreau, prieur d'Aiguebelle ; l'évêque reconnaît ses torts. — Affection de Dom Sompi pour Aiguebelle ; il se fait enterrer dans son église. — V. Dom Marc de la Salle perd un procès contre l'évêque de Saint-Paul. Il s'oppose à la nomination de Raymond du Cros, frère de l'évêque, illégalement choisi comme député à l'assemblée provinciale du clergé. — Démission de Marc de la Salle en faveur de François-Adhémar, second fils du comte de Grignan

309

CHAPITRE XII. — Aiguebelle sous les abbés commendataires (suite— 1620-1790). — I. Dom François de Castellane-Adhémar de Grignan. — Peste de 1629 ; charité et piété de Dom François ; fondation de vingt-quatre messes dans l'église d'Aiguebelle pour la cessation du fléau. — Dom François nommé évêque de Saint-Paul — Aliénation de Violez ; *un seul religieux à Aiguebelle*. — Fondation d'une mission à perpétuité dans la seigneurie d'Aiguebelle et le comté de Grignan. — Claude Ruffier, vicaire général de l'abbé de Cîteaux, visite Aiguebelle ; sainteté de ce religieux appelé à l'évêché de Saint-Paul. — Ce que l'on doit penser du relâchement des moines à cette époque. — Détails historiques sur Dom François, coadjuteur, puis archevêque d'Arles. — Il aide les habitants du Fraysse dans la construction d'une chapelle. — II. Dom Gabriel-Ange-Adhémar succède à son oncle. — III. Dom Jean-Baptiste-Adhémar, frère du précédent et coadjuteur de son oncle l'archevêque, fait réparer le monastère. — Visite de l'abbé Lioncel, vicaire général de l'Ordre, en Dauphiné. — Qualités et défauts de Dom François. — Il succède à son oncle sur le siège d'Arles. — Le prieuré d'Aiguebelle disputé par deux prétendants. IV. Dom Jacques du Saussay. — Déplorable état de l'abbaye. — Dévotion des peuples à Saint-Pancrace. — V. Dom François Letellier, évêque de Digne, est pourvu de la com-mende d'Aiguebelle. — VI. Dom Godefroy-Maurice de Conflans fait un partage plus équitable des biens de l'abbaye avec le prieur. — Il est nommé à l'évêché du Puy. — VII. Dom Paul-Durfort d'Eymé, mécontent du partage précédent, en fait un second à son désa-vantage. — Dom Guichard, prieur, et Dom Glotté, religieux. — VIII. Dom Antoine de Gallet de Coulanges — Coupe générale de la forêt d'Aiguebelle. — Une carte de visite. — IX. Dom Jacques-Louis-Auguste-Thomassin de Peynier, dernier abbé commendataire. — Projet de réforme à Aiguebelle. — Accroissement des religieux. — Les biens ecclésiastiques déclarés biens nationaux. — Les muni-cipaux de Réauville et les ci-devant privilégiés. — Suppression des communautés religieuses. — Départ des moines d'Aiguebelle. — Dom Séguin ne cède qu'à la force. — Pillage de l'abbaye. — Le gouvernement met les propriétés en vente et se réserve la forêt. — Conclusions

372

PIÈCES JUSTIFICATIVES 435



B.S.

1.2.

1.3.

1.4.

